HAL open science

Inscription territoriale et action collective. Les occupations illégales de terres urbaines depuis les années 1980 en Argentine

Denis Merklen

▶ To cite this version:

Denis Merklen. Inscription territoriale et action collective. Les occupations illégales de terres urbaines depuis les années 1980 en Argentine. Sociologie. Ecole des hautes études en sciences sociales, 2001. Français. NNT : . tel-01609126

HAL Id: tel-01609126
https://shs.hal.science/tel-01609126

Submitted on 5 Oct 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ÉCOLE DES HAUTES ETUDES EN SCIENCES SOCIALES

Année 2001-2002 N° attribué par la bibliothèque

/__/__/__/__/__/__/__/__/__/__/

THESE

pour l'obtention du grade de

docteur de l'EHESS

Discipline : sociologie

Présentée et soutenue publiquement par

Denis Merklen

à Paris, le 12 décembre 2001

INSCRIPTION TERRITORIALE ET ACTION COLLECTIVE

LES OCCUPATIONS ILLEGALES DE TERRES URBAINES DEPUIS LES ANNEES 1980 EN ARGENTINE

Composition du Jury :

Daniel BERTAUX
Robert CASTEL, directeur de thèse
Juan Carlos GARAVAGLIA
Marie-France PRÉVÔT SCHAPIRA
Silvia SIGAL
Christian TOPALOV

à Luciana

Je fus placé à mi-distance de la misère et du soleil
Albert Camus

Robert Castel a dirigé mon travail dans un esprit à la fois respectueux, rigoureux et critique. Cette thèse doit beaucoup à son regard attentif, à ses conseils précis, à la générosité intellectuelle avec laquelle il m'a accompagné pendant cette période. Cette générosité fut en outre mon principal support tout au long de ce travail. Je tiens à le saluer ici de façon toute particulière et lui faire part de ma plus sincère gratitude.

Plusieurs personnes m'ont aidé à différents moments de la recherche ou ont collaboré dans la lecture des différentes parties du texte. Je ne saurais pas toutes les mentionner. Silvia Sigal fut présente à tous les instants. Elle a exercé une vigilance infatigable à travers la lecture critique des versions successives du texte depuis les premier brouillons. Qu'elle soit ici largement remerciée. Je n'oublie pas non plus Marie-France Prévôt Schapira et les longues discussions que nous avons eues sur la ville de Buenos Aires.

Je remercie les collègues de doctorat et les amis qui m'ont stimulé à travers une discussion franche : Valérie Cohen, Frédérique Le Goff, Pierre Gautreau, Leo Harari, Andrea Matallana, Marie-Amélie Picard, Lionel Rolland et Pablo Semán. Je remercie également Béatrice Pluger et Françoise Espinosa qui ont révisé et corrigé le manuscrit. Enfin, cette thèse n'aurait pas été faite sans le soutien et l'accompagnement de Luciana Vidarte, compagne, lectrice, correctrice, critique.

Un travail de longue haleine dans un pays étranger est aussi une aventure d'intégration. Je tiens à saluer les personnes qui m'ont aidé et soutenu. A ce titre, je pense notamment, dans la personne d'Isabel et de Rúbens Rossy au groupe de La Parrilla de París, où j'ai trouvé la solidarité d'un quartier du Río de La Plata.

Cette thèse a été réalisée au sein du Centre d'Études des Mouvements Sociaux (CEMS-EHESS) où j'ai trouvé un soutien permanent tant de la part des chercheurs avec lesquels j'ai eu le privilège de travailler que du personnel administratif dont j'ai bénéficié d'un chaleureux accompagnement. Ce travail a été accompli grâce au concours d'une Bourse du gouvernement français (1996-1998), d'une Bourse Saint-Exupéry de coopération franco-

argentine (1998-1999) et d'une Bourse doctorale externe de la Fundación Antorchas (1999-2000).

Enfin je dois ajouter une dernière pensée. Elle est pour les écoles publiques d'Uruguay, d'Argentine et de France.

INTRODUCTION

1 LES OCCUPATIONS ILLEGALES DE TERRES URBAINES EN ARGENTINE : LES *ASENTAMIENTOS*.

En 1981, un groupe de plusieurs centaines de familles parmi les plus pauvres de la ville a occupé illégalement des terres urbaines dans les banlieues de la zone sud de Buenos Aires, dans le district de Quilmes. C'est ainsi qu'est né en Argentine un nouveau phénomène urbain ainsi qu'une nouvelle modalité de mobilisation collective : les *asentamientos*[199]. Moins de dix ans plus tard, on observait plus d'une centaine de ces occupations illégales de terres urbaines. Elles devenaient ainsi l'une des composantes importantes de la nouvelle réalité sociale et politique du pays[200].

En l'espace de quelques jours, les occupants investissent souvent plusieurs dizaines d'hectares où s'installent des milliers de familles. C'est le cas des *asentamientos* ayant eu lieu dans le district de La Matanza, sur lesquels nous avons travaillé. Depuis l'invasion des terres, au cours de l'été 1986, plus de 4.000 familles habitent les trois quartiers créés comme conséquence de ces actions. Les occupations font parfois l'objet d'une répression violente et d'affrontements avec la police, où l'on constate une mobilisation importante de l'opinion publique ainsi que des partis

---

[199] Nous utiliserons alternativement le mot *asentamiento* en espagnol utilisé en Argentine (et en Uruguay) et le mot « occupation » pour désigner ce type d'occupation illégale de terres urbaines ayant eu lieu à partir de 1981. *Asentamiento* est le mot utilisé par les habitants (parfois ils utilisent aussi *ocupación* ou *toma*) et repris depuis dans la presse et par les autorités pour désigner ce type de quartier. En outre, nous nous servons des caractères en *italique* pour restituer les mots des habitants, des militants et d'autres protagonistes dans le texte. Nous réservons les guillemets pour les citations scientifiques ou savantes.

[200] Il n'existe pas d'informations statistiques précises sur le nombre total d'*asentamientos* et de leur population. Selon une enquête, en 1990 il y avait 109 occupations, avec une population estimée à l'époque à 173 000 habitants. Le nombre a continué à augmenter depuis, quoique à un rythme probablement moins intense. *Cf.* GAZOLI, Rubén, PASTRANA, E. & AGOSTINIS, S. : *Las tomas de tierras en el Gran Buenos Aires*, Buenos Aires, PROHA, mimeo, 1990.

politiques. Au fil des années, les *asentamientos* se consolident dans le cadre d'une mobilisation collective soutenue par des niveaux remarquables d'organisation populaire. Ces organisations à base territoriale se constituent généralement en *associations de quartier* régies par la Loi. Elles sont des acteurs du système politique dès avant l'investissement des terres, lorsque les futurs occupants commencent à s'organiser. C'est ainsi que nous allons observer ces *asentamientos* comme la création d'une réalité urbaine nouvelle, comme la production d'un groupe humain et comme la constitution d'un nouveau type d'action collective et de rapport au politique (nouveau dans le contexte des traditions argentines).

La ville de Buenos Aires est actuellement un conglomérat urbain où habite le tiers de la population du pays (38 millions d'habitants)[201]. Cette ville est ainsi le principal centre politique, administratif, financier, industriel et culturel du pays. Elle se compose du territoire de la Capitale Fédérale, où habitent quelques 3 millions d'habitants, entourée d'une série de districts qui constituent sa banlieue, qu'on appelle le Grand Buenos Aires, avec plus de 8 millions d'habitants. En outre, Buenos Aires possède la plus grande concentration de pauvreté du pays et l'une des plus importantes de toute l'Amérique Latine. C'est dans le territoire de cette vaste banlieue qu'ont lieu les occupations sur lesquelles nous avons travaillé.

Une analyse « classique » des transformations de la structure sociale argentine met en évidence trois étapes importantes au cours de la période 1945-2000. La première (1945-1955) est caractérisée par l'augmentation du nombre de salariés ouvriers et de la classe moyenne, avec une croissance des revenus pour ces catégories. Les principales caractéristiques de l'économie sont l'industrialisation par « substitution

---

[201] La population totale de l'Argentine était de 33 millions d'habitants en 1991, selon le dernier recensement de la population, elles est actuellement estimée en 38 millions. INDEC, *Censo Nacional de Población y Vivienda*, Buenos Aires, 1991.

des importations » et le développement d'un nombre important d'entreprises d'État pour la production de biens et de services. Cette industrialisation s'est fondée sur la mobilisation massive de la force de travail, principalement dans la production de biens de consommation directe. Pendant cette même période, on assiste à un important courant d'immigration vers les grandes villes. La deuxième étape (1958-1973) se distingue par un processus plus complexe avec l'incorporation dans l'industrie du capital transnational. Cette période se caractérise par une amélioration des revenus des couches aisées et des catégories de travailleurs les plus qualifiés, et par la détérioration de la situation des travailleurs les plus pauvres. Considérée dans son ensemble, la période 1940-1970 est celle de la consolidation d'un salariat (76% de la population active à la fin de la période). La troisième période commence à partir de 1976 et nous pouvons y distinguer quatre aspects : a) une concentration vertigineuse de la richesse pour les 10% les plus riches de la population; b) une diminution proportionnelle de la classe moyenne et du nombre de salariés; c) une réduction de la classe ouvrière; et d) une augmentation de la pauvreté, de la précarité et du chômage[202].

Ainsi, c'est au milieu des années soixante-dix que s'amorcent les transformations qui vont constituer le contexte immédiat des *asentamientos*. Après la crise du modèle d'industrialisation basé sur le marché intérieur et une forte intervention de l'État, la dernière dictature militaire (1976-1983), inaugure la mise en œuvre de politiques économiques d'inspiration néo-libérale (ouverture commerciale et financière de l'économie, libéralisation des marchés, privatisations et réduction de l'État, ajustement des finances publiques, flexibilisation de la main d'œuvre, etc.)[203]. Ce processus de « modernisation exclusive[204] »

---

[202] *Cf.* TORRADO, Susana : *La estructura social de la Argentina 1945-1983*, Buenos Aires, Ediciones de la Flor, 1994, 2ª Edición. TORRADO, Susana : "Vivir apurado para morirse joven - Referencias sobre la transmisión intergeneracional de la pobreza", *Revista Sociedad 7,* Facultad de Ciencias Sociales - Universidad de Buenos Aires, Buenos Aires, Octubre de 1995, pp. 31-55.

[203] Ce type de mesure a commencé à être adopté par le dernier gouvernement militaire, mais une bonne partie de celles que nous citons allaient être mises en œuvre par les

s'associe à de profondes transformations de la structure sociale du pays que nous pouvons qualifier de radicales : la pauvreté atteint près d'un habitant du Grand Buenos Aires sur deux[205], la proportion de chômeurs s'est multipliée presque par quatre[206] et le nombre de travailleurs « informels » devient égal au nombre de salariés[207]. Tout ceci dans un pays qui n'avait pas connu un chômage au-delà de 5%, où les salariés percevaient 43% du PNB (en 1973[208]) et où la pauvreté urbaine était estimée à 3% de la population (en 1970, selon la CEPAL[209]). Aujourd'hui, le revenu moyen des 10% les plus riches est 26 fois supérieur à celui des 10% les plus pauvres (qui percevaient 1,7% du total de la rente en 1993[210]). L'Argentine des dernières vingt cinq années est un pays de catastrophe sociale.

Les sciences sociales ont étudié quelques uns des effets les plus visibles de ces transformations à partir notamment de la notion de pauvreté : « augmentation et approfondissement de la pauvreté », apparition d'une « nouvelle pauvreté », « paupérisation croissante », « nouveaux et anciens pauvres » sont quelques uns des sujets les plus

---

gouvernements démocratiques successifs, notamment sous les deux gouvernements de Carlos Menem. *Cf.* Chapitre I.

[204] *Cf.* BARBEITO, Alberto & LO VUOLO, Rubén : *La modernización excluyente. Estado de bienestar y transformación económica en Argentina*, Buenos Aires, UNICEF/Losada, 1992.

[205] La pauvreté touchait déjà de 47,2% dans les districts du Grand Buenos Aires en 1987. INDEC : *La pobreza en el conurbano bonaerense*, Buenos Aires, INDEC, 1989.

[206] Inférieur au 5% depuis les années 1940 jusque les années 1980, le taux de chômage atteint 7,6% de la population active en 1989, 8,6% en 1990, 13% en 1994 (23% pour les jeunes de 14 à 24 ans) et 18,4% en 1995. Si nous faisons l'addition de chômage et sous-emploi, le pourcentage est de 30,1% en 1996. BUSTELO, Eduardo & MINUJIN, Alberto: " Política social e igualdad " en Bustelo, E. & Minujin, A. (editores) : *Todos entran. Propuestas para sociedades incluyentes*, Bogotá, UNICEF/Santillana, Colección cuadernos de debate, 1998, pp. 67-117.

[207] *Cf.* MONZA, Alfredo : « La situación ocupacional argentina. Diagnóstico y perspectivas », in MINUJIN, A. : *Desigualdad y exclusión. Desafíos para la política social en la Argentina del fin de siglo*, Buenos Aires, UNICEF/Losada, 1993.

[208] Vingt ans plus tard, les salariés percevaient 32% du PNB, et leur participation continuerait à se détériorer. BECCARIA, Luis : « Estancamiento y distribución del ingreso », en Minujin, A., *op.cit.*, 1993, pp. 115-148.

[209] Cité par MINUJIN, Alberto : « En la rodada », in Minujin A., *Cuesta abajo. Los nuevos pobres : efectos de la crisis en la sociedad argentina*, Buenos Aires, UNICEF/Losada, 1992.

[210] MINUJIN, Alberto & KESSLER, Gabriel : *La nueva pobreza en Argentina*, Buenos Aires, Planeta, 1995.

cités dans la littérature. Cependant, si l'augmentation de la pauvreté peut être présentée comme la face la plus visible de la question sociale, il est évident que le sujet relève d'autres dimensions : augmentation du chômage, sous-emploi, travail au noir et précarité des conditions de travail, ainsi qu'une importante détérioration du système de sécurité sociale et du système scolaire[211]. Ces changements ont une forte répercussion sur les catégories populaires et conduisent à un retournement dans les formes d'intégration sociale. En effet, la société argentine s'était distinguée par une importante mobilité sociale, une industrialisation précoce, le développement du marché de l'emploi urbain et la presque inexistence de communautés rurales importantes[212].

Dans ce sens, au-delà de l'appauvrissement, les transformations observées par la société argentine relèvent de ce que Robert Castel a théorisé à travers le concept de « désaffiliation »[213]. En effet, il s'agit d'un processus de basculement qui a déstabilisé un grand nombre de travailleurs par la décomposition des liens qui les inscrivaient dans la structure sociale, notamment autour du travail et de l'État. Ce processus de désaffiliation a eu un effet important sur les catégories populaires qui, dans leur majorité, avaient été socialisées dans le monde du travail[214]. Il

---

[211] TENTI FANFANI, Emilio : *La escuela vacía. Deberes del Estado y responsabilidades de la sociedad*, Buenos Aires, UNICEF/Losada, 1992.

[212] *Cf.* GERMANI, Gino : *Política y sociedad en una época en transición*, Buenos Aires, Paidós, 1962.

[213] Le concept de « désaffiliation » appartient au champ de la théorie de l'intégration sociale. D'un côté il permet la conceptualisation de ces individus « placés comme en situation de flottaison dans la structure sociale, et qui peuplent les interstices sans y trouver une place assignée ». D'un autre côté, le concept permet de saisir les transformations de la structure sociale car la désaffiliation se situe dans une analyse de la relation au travail, entendant celui-ci non comme le « support technique de la production » mais comme « un facteur déterminant pour placer [les individus] dans la dynamique sociale qui les constitue ». Le travail devient ainsi « le support privilégié d'inscription dans la structure sociale ». CASTEL, Robert : *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995, p. 13.

[214] Sur les changements dans le rapport au politique des catégories populaires, voir par exemple, NOVARO, Marcos : « El liberalismo político y la cultura política popular », *Revista Nueva Sociedad 149*, Caracas, 1997, pp. 114-129. Sur le plan culturel, l'un des phénomènes les plus remarqués concerne les changements dans la religiosité de ces catégories, voir par exemple, SEMAN, Pablo : « Religión y cultura popular en la ambigua modernidad latinoamericana », *Revista Nueva Sociedad 149*, Caracas, 1997, pp. 130-

en découle un important bouleversement du rapport au politique de ces catégories, ayant été identifiées comme un *peuple travailleur* dans le cadre du phénomène du péronisme. Dans ce contexte, le traitement de la « nouvelle question sociale » argentine en termes presque exclusivement de « pauvreté » ne laisse pas de surprendre[215]. Cette catégorisation obéit à une évolution théorique et idéologique à l'intérieur des sciences sociales ainsi qu'à une évolution dans la formulation des politiques sociales. Comme nous le verrons, les effets d'une telle catégorisation ne restent pas circonscrits au traitement scientifique et politique de la « question sociale » ; elle a aussi un impact sur les comportements collectifs des catégories populaires. Les études sur la pauvreté se sont imposées dans les débats sociologiques des années 1980 et 1990, constituant un des points phares du contexte intellectuel dans lequel nous avons commencé notre recherche[216].

Les occupations des années 1980 et 1990 constituent, donc, une réponse à la crise sociale qui a modifié profondément le « monde vécu » des catégories populaires. Or, l'inscription de notre objet dans un contexte de transformations historiques nous permettra de saisir ses spécificités. L'une d'entre elles découle de la relation des occupations de terres avec ce débat catégoriel complexe qui oppose, d'une manière souvent confuse, les catégories de *travailleur* et de *pauvre.* Ce premier trait distinctif en recouvre un deuxième. Effectivement, une deuxième spécificité apparaît dans le cadre de la tension symbolique entre les figures de *quartier* et de *bidonville*. Lors de notre travail de terrain, nous avons entendu de

---

145 ; ainsi que FRIGERIO, Alejandro : *El pentecontalismo en Argentina*, CEAL, Buenos Aires, 1994.

[215] Nous avons signalé l'insuffisance de cette approche pour le traitement des phénomènes d'occupation illégale en milieu urbain. *Cf.* MERKLEN, Denis « Un pobre es un pobre. La sociabilidad en el barrio; entre las condiciones y las prácticas », *Revista Sociedad 11*, Universidad de Buenos Aires, Buenos Aires, 1997, pp. 21-64.

[216] L'apparition de la « question de la pauvreté » comme un phénomène de catégorisation mériterait une étude approfondie comme celle réalisée par Christian Topalov à propos de la « naissance du chômeur ». Dans la ligne de ce travail, nous essayons d'apporter quelques éléments dans ce sens au Chapitre II. *Cf.* TOPALOV, Christian : *Naissance du chômeur 1880 – 1910*, Paris, Albin Michel, 1994.

dizaines de fois les habitants de plusieurs *asentamientos* dire : *Ceci n'est pas un bidonville, c'est un quartier* (Esto no es una villa, es un barrio). Ces éléments discursifs constituent une rationalisation de l'action collective qui s'oriente ainsi, en partie, par cette dichotomie symbolique entre le *quartier* et le *bidonville,* celle-ci étant intégrée à la culture urbaine des catégories populaires argentines.

D'un point de vue général, nous pouvons dire que les *asentamientos* constituent un lien entre les catégories populaires et la ville par lequel un groupe social se produit lui-même au travers de la construction de son habitat. Or, une spécificité apparaît dès lors que nous observons que les occupations illégales de terres urbaines destinées au logement ne sont pas un phénomène nouveau en Argentine et qu'elles datent de longtemps en Amérique Latine. En effet, il existait déjà en Argentine d'autres types d'occupations qui avaient été menées, de même que les *asentamientos*, par les catégories les plus pauvres de la ville : les *villas* (bidonvilles). Cependant, certains traits permettent d'identifier les spécificités des *asentamientos*. Alors que les bidonvilles se sont constitués au début des années quarante, et sont liés au processus d'industrialisation, de consolidation des couches salariées et de l'immigration de la campagne vers la ville, les *asentamientos* découlent des processus d'appauvrissement et de désaffiliation propres aux années quatre-vingt et quatre-vingt-dix. De plus, à la différence de leurs ancêtres, les nouveaux occupants n'ont pas une origine rurale : ils sont des urbains ayant vécu dans des quartiers « normaux ». Par ailleurs, bien qu'on observe dans les deux cas des logements misérables, les *asentamientos* se sont différenciés de leur prédécesseur du point de vue urbain. Les *villas* ont pour origine des occupations spontanées et sans planification, raison pour laquelle l'entassement et la promiscuité sont devenus ses caractéristiques les plus remarquables. Au contraire, les occupants des *asentamientos* s'organisent avant l'occupation des terres et font une utilisation de l'espace urbain parfaitement rationalisée, dans laquelle ils reprennent la configuration du reste de la ville, en se pliant

aux normes légales pour l'usage du sol. Accompagné par d'autres éléments, notamment la lutte pour l'accès aux services et aux équipements urbains et la construction des habitations, cette dimension de l'action permet d'inscrire l'occupation dans le champ de représentations d'un *quartier* en le distinguant du *bidonville*. Enfin, les *asentamientos* présentent de nouvelles formes d'organisation, ils font partie des changements dans la culture populaire et ils établissent un type de rapport avec le système politique qui n'est pas directement assimilable à celui de ses prédécesseurs.

Les *asentamientos* sont à l'origine d'un genre particulier d'action collective qui instaure un nouveau conflit face au système politique et à l'État. Dans le cadre de l'invasion des terres, les habitants construisent différents types d'organisations de quartier qui représentent et rassemblent les occupants et qui dépendent directement du contexte politique dans lequel ils agissent. Ainsi, les occupations qui ont eu lieu au temps de la dictature militaire ont connu des profondes transformations à partir de l'avènement de la démocratie en 1983. Dans ce nouveau contexte, les organisations connaîtront une tension permanente entre d'une part l'organisation « communautaire » des occupants et d'autre part la concurrence dans le jeu politique. C'est pour cette raison que leurs orientations se porteront tantôt sur la revendication des droits *à la terre et à un toit* (ce qui leur a valu d'être inclus dans le groupe des « nouveaux mouvements sociaux »), tantôt sur une action stratégique qui, de par la volonté d'intégrer l'occupation dans la ville, les oblige à prendre place dans le jeu politique et dans les réseaux clientélistes à la recherche de récompenses recueillies dans le cadre de la politique locale. Les oscillations perpétuelles entre revendication de leurs droits et négociation avec le pouvoir politique, dans le cadre d'une action collective urbaine, comportent une redéfinition du rapport au politique des catégories populaires ; rapport différent de celui qui caractérisait les travailleurs politiquement socialisés au sein du parti et du syndicat.

Pourquoi les pauvres des milieux urbains des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix ont-ils choisi une autre forme de construction de leur habitat ? Quelles sont les caractéristiques qui distinguent les *asentamientos* ? Quels sont les rapports entre les *asentamientos* et les autres formes de quartier populaires dans le présent et dans le passé ? Suffit-il de montrer que les *asentamientos* sont un produit de la pauvreté? Nous supposerons que l'habitat (le quartier) peut être considéré comme une base pour la construction d'identités sociales, et que c'est au travers de la comparaison des différents quartiers qu'on peut le montrer. Afin de réaliser cette comparaison, nous mettrons les *asentamientos* en rapport avec deux autres formes d'habitat populaire : le quartier des lotissements et le bidonville. Ces formes habitationnelles possèdent la même caractéristique : ils sont le produit de l'auto-construction, de telle sorte qu'ils servent de terrain à la formation de l'identité sociale des individus à travers une inscription territoriale. Les questions auxquelles nous devrons répondre nous obligent à tenir compte d'un cadre théorique relationnel où l'identité et les représentations sociales associées à l'action collective prennent une importance centrale. La lutte pour l'inscription territoriale prend la forme d'une « lutte pour la reconnaissance »[217], ce qui est particulièrement visible dans le contexte d'un profond bouleversement social. En effet, l'action collective que nous observons transite tant par un registre matériel que par un registre symbolique.

Pourquoi assiste-t-on, avec les *asentamientos*, à une fracture dans la modalité d'occupation des terres ? Pourquoi les occupants des *asentamientos* ne construisent-ils pas dans les années 1980-1990 d'autres *villas*, comme on le faisait depuis plus de quarante ans en Argentine ? Autrement dit, pourquoi l'initiative prise par un groupe restreint de militants à Quilmes en 1981 allait-elle être adoptée par les pauvres de la ville comme une alternative valable d'accès à l'habitat ? Dire que la

---

[217] HONNETH, Axel : *La lutte pour la reconnaissance,* Paris, Cerf, 2000. 1ère édition

situation de pauvreté dans laquelle se trouvent de nombreuses familles ne leur permet pas d'accéder au logement par les voies institutionnelles ne suffit pas à rendre compte de cette forme spécifique que prend l'action sociale et son expression urbaine. Ainsi dans les conceptualisations de la pauvreté utilisées actuellement, l'action sociale et l'identité qui émergent dans ces contextes sont expliquées à partir d'une absence de ressources économiques, ce qui implique une interprétation de l'action sociale que E. P. Thompson n'aurait pas hésité à qualifier de « spasmodique » : des contractions stomacales provoquées par la faim conduisant automatiquement à l'action[218].

Avec les *asentamientos*, pour la première fois en Argentine une occupation illégale de terres en milieu urbain n'allait pas devenir un bidonville ; il s'agissait, dans la volonté de ses protagonistes, de l'auto-construction d'un *quartier*. Allaient-ils réussir dans cette tentative d'inscription sociale à travers la ville ? En effet, la mise en jeu de l'identité sociale des individus, comme un effet des transformations de la société argentine, trouvera un essai de résolution de la part des occupants par la voie de l'inscription territoriale. Comment s'opère celle-ci ? Comment et jusqu'où l'inscription territoriale suffit-elle à combler les trous laissés par la désaffiliation dans l'identité des catégories populaires ?

Nous essayerons d'observer l'inscription territoriale à travers ses limites. Nous mettrons l'action collective en rapport avec le parcours des individus et leurs comportements. Ceci nous permettra d'observer, dans divers cas de figures, comment le quartier résultant de l'occupation illégale apporte un « support » effectif aux individus[219]. Mais nous

---

allemande, *Kampf um Anerkennung*, Frankfurt, 1992.

[218] THOMPSON, Edward P.: *Costumbres en común*, Barcelona, Critica, 1995.

[219] Nous utilisons le concept de « support » tel qu'il a été proposé par Robert Castel à propos de la construction de l'individu moderne, entendu comme un « socle » sociologique sur lequel cette figure prend appui. Ces supports sont historiquement apportés par la propriété privée et par la « propriété sociale », mais également par ces liens du « relationnel » tissés autour des rapports de proximité. *Cf.* CASTEL, Robert & HAROCHE, Claudine : *Propriété privée, propriété sociale, propriété de soi. Entretiens sur la construction de l'individu moderne*, Paris, Fayard, 2001.

verrons, en même temps, que l'inscription territoriale ne peut pas suffire à combler tous les déficits d'intégration qui se jouent dans d'autres registres. Plus précisément, la description des *asentamientos* nous permettra d'observer comment l'inscription urbaine transite dans une large mesure par la relation des quartiers avec leur contexte institutionnel. Placés dans un contexte d'instabilité institutionnelle, le propre et caractéristique de l'action urbaine est d'adopter des stratégies de type « chasseur ». En effet, incapables de participer à un système d'échanges réguliers, les individus se trouvent dans l'incapacité de s'inscrire dans une relation sociale stable au-delà de la famille et du voisinage. Les chasseurs sortiront alors en ville en quête des proies offertes par la saison. Ils prendront le contexte urbain et institutionnel, riche en entrées et en possibilités, comme un environnement à exploiter par la saisie de l'occasion et de l'opportunité, toujours dans un présent immédiat. L'image du chasseur est éclairée par sa distance avec celle de l'agriculteur pouvant planifier sa vie en fonctions de cycles extérieurs et réguliers, organisant son existence à partir de l'anticipation de l'avenir.

Nous arrivons ainsi à traiter notre objet de recherche (les occupations illégales de terres urbaines ayant eu lieu en Argentine à partir des années quatre-vingt) au croisement de trois axes problématiques. Sur le premier axe, nous observons les *asentamientos* dans la conjoncture de transformations argentine et le rapport au politique des catégories populaires. Dans un contexte de bouleversements, il nous est indispensable de placer l'action des occupants dans l'évolution historique. La mise en rapport des occupations avec les « lignes de force » historiques qui l'encadrent nous permettra de comprendre, d'une part, le contexte de ces transformations et sa signification du point de vue des acteurs ; et d'autre part, les ressources symboliques mobilisées par ceux-ci. Sur le deuxième axe, nous observons les quartiers et l'action collective à base territoriale en nous interrogeant sur la place qui est attribuée au « local » dans la théorie sociale. Nous nous efforcerons alors, dans la mesure du possible, d'enlever le corset qui serre souvent le corps de la

recherche entre deux positions devenues traditionnelles en sociologie. Tantôt « le local » est considéré comme une manifestation plus ou moins singulière de forces et de dynamiques se trouvant au niveau « sociétal », tantôt il est pris comme source, comme essence d'une véritable vie sociale où la subjectivité et les interactions constitutives de la société deviendraient observables. Nous considérerons alors le local urbain (le quartier) dans ses deux dimensions : l'inscription territoriale et l'action collective. En relation avec la deuxième position théorique que nous venons d'évoquer, nous soulignerons le quartier comme source d'intégration sociale, comme lieu d'affiliation, et d'organisation d'une action collective à base territoriale. En relation avec la première, nous montrerons les limites d'une telle insertion urbaine et d'un tel rapport au politique.

Finalement, nous développerons notre travail sur un troisième axe problématique qui traverse toute la thèse. Celui-ci a affaire avec un débat politique général concernant le rôle des populations, des habitants et ses organisations, dans la création et la gestion de politiques publiques. Ce débat est présent tant dans le Nord, le monde « développé », que dans les villes du Sud, qu'elles soient situées en Amérique latine ou en Afrique. Avec des formes spécifiques dans chaque contexte, nombreux sont ceux qui considèrent les organisations de quartier et les initiatives des populations comme un « capital social » que les États ne peuvent pas se donner le luxe de négliger[220]. C'est ainsi que le local est évoqué comme lieu et objet des politiques publiques, que ce soit dans le cadre des stratégies de « lutte contre la pauvreté » (au Sud) ou dans celui de traitement de la « nouvelle question sociale » (au Nord). Nous espérons, donc, que notre travail permettra d'apporter quelques éléments de

---

[220] *Cf.* MERKLEN, Denis (c) : "Más allá de la pobreza: cuando los olvidados se organizan. Las organizaciones locales como capital social frente a los problemas de integración en barrios marginales", en KLIKSBERG, B & TOMASSINI, L. : *Capital social y cultura : claves estratégicas para el desarrollo,* Buenos Aires, BID/Fund. Herrera/University of Maryland/FCE, 2000, pp. 245-262. MERKLEN, Denis : *Policies to Fight Urban Poverty. A general framework for action,* Paris, UNESCO/MOST, 2001.

réponse à une discussion concernant tant le rôle de l'État que les stratégies les plus appropriées pour répondre à la question sociale.

2 METHODOLOGIE ET CONTEXTE DE LA RECHERCHE.

Quisiera no haberle visto más que las manos, me hubiera bastado verlas cuando le di el cambio de los cien pesos y los dedos apretaron los billetes, trataron de acomodarlos y, en seguida, resolviéndose, hicieron una pelota achatada y la escondieron con pudor en un bolsillo del saco; me hubieran bastado aquellos movimientos sobre la madera llena de tajos rellenados con grasa y mugre para saber que no iba a curarse, que no conocía nada de donde sacar voluntad para curarse. [...]
Los miro, nada más a veces los escucho [y] *quizás yo tampoco lo entienda todo: adivino qué importancia tiene lo que dijeron, qué importancia tiene lo que vinieron a buscar, y comparo una con otra. [...]*
Incrédulo. [...] *Esto es; exactamente incrédulo, de una incredulidad que ha ido segregando él mismo* [...] *No es que crea imposible curarse, sino que no cree en el valor, en la trascendencia de curarse.*
J. C. Onetti[221]

Le contexte intellectuel de la recherche.

Nous présentons ici les résultats d'une recherche qui s'étale dans le temps de l'histoire argentine et dans le parcours de notre formation scientifique. Notre première approche du sujet s'est produite à la fin 1987. Nous étions étudiant en 4ème année de sociologie et nous préparions le concours pour une première allocation de « formation à la recherche » dans l'Instituto de Investigaciones Gino Germani de l'Université de Buenos Aires en vue de la préparation de notre *Tesis de licenciatura*.

[221] « J'aurais préféré ne voir que ses mains, il m'aurait suffi de les voir quand je lui donnai la monnaie des cent pesos et que ses doigts serrèrent les billets, tentèrent de les plier, mais abandonnèrent aussitôt, se limitant à en faire une petite boule qu'ils cachèrent avec pudeur dans la poche du veston. Ces gestes secs sur le bois craqué couvert de graisse et de crasse m'auraient suffi pour savoir qu'il n'allait pas guérir, qu'il ne savait absolument pas où trouver la volonté de guérir. […] Je les regarde, parfois je les écoute [et] peut-être moi-même je ne comprends pas très bien l'importance de ce qu'ils ont dit ; je devine l'importance de ce qu'ils viennent chercher, et je compare les deux. […] Incrédule. […]C'est ça, précisément incrédule ; d'une incrédulité qu'il s'était forgée lui-même […] Ce n'est pas qu'il croie qu'il lui soit impossible de guérir, mais il ne croit pas au sens, à la transcendance de cette guérison. J. C. Onetti : *Les adieux*, Paris, Christian Bourgeois,1998 pour la traduction française. »

Trois ans plus tard, nous en publions les premiers résultats[222]. Nous avons continué notre travail depuis lors et nous avons produit un certain nombre de publications sur le sujet[223].

Le contexte intellectuel des premières années de recherche était très prégnant. La fin de la dernière dictature militaire coïncidait avec notre entrée à l'université qui vivait alors une « refondation ». La carrière de sociologie avait était vidée de ses professeurs qui étaient partis en exil dans leur grande majorité. Ils rentraient dix ans plus tard, pour la plupart du Mexique, de France, des États-Unis ou encore d'Espagne et d'Italie. La défaite politique de la gauche et la défaite sociale des travailleurs avaient été accomplies par un régime de terreur. C'était aussi une défaite intellectuelle pour les universitaires qui revenaient pour la plupart en ayant abandonné leurs convictions idéologiques et théoriques. Ce mouvement était accompagné par l'expérience faite dans les universités des pays d'accueil et par un mouvement plus général marqué par la crise du marxisme et du structuralisme. Nos professeurs des années quatre-vingt avaient alors déplacé leur centre d'intérêt intellectuel : la lutte de classes, la théorie de la dépendance et la marginalité étaient remplacées par la citoyenneté, la transition démocratique et « la production d'un ordre », pour reprendre le titre du livre de Juan C. Portantiero[224]. La sociologie perdait du terrain au profit de la science politique et l'Université accompagnait une expérience nationale dont Raúl Alfonsín incarnait le gouvernement.

Or, vers la fin des années quatre-vingt, la société allait reprendre la parole. En effet, avec la démocratie les Argentins commençaient à connaître une crise sociale sans précédent. Si la dictature s'achevait sur une crise économique marquée par la stagnation et l'endettement extérieur, la démocratie démarrait avec une inflation sans égale qui

---

[222] MERKLEN, Denis : *Asentamientos en La Matanza. La terquedad de lo nuestro*, Buenos Aires, Catálogos, 1991.
[223] *Cf.* Merklen, Denis : 1995, 1997 (a) et (b), 1998. Voir bibliographie.
[224] PORTANTIERO, Juan Carlos : *La producción de un orden,* Buenos Aires, Nueva Visión, 1988.

poussait dans la misère une bonne partie des travailleurs. Les sciences sociales parlent alors d'appauvrissement, on construit des « cartes de la pauvreté » et l'institut des statistiques (INDEC) indique deux fois par an le nombre d'individus et de foyers qui sont tombés sous les « lignes de la pauvreté » et de « l'indigence » à travers sa fameuse « enquête permanente de foyers »[225].

C'est dans ce cadre problématique et de redéfinition de la discipline que nous avons commencé notre travail. D'une part, nous essayons de décrire, à travers les organisations de quartier, l'apparition sur la scène démocratique d'un « nouvel acteur ». D'autre part, nous essayons d'inscrire les occupations de terres dans le contexte de la crise de l'État et de l'appauvrissement résultant de la dégradation du monde du travail, notamment dans l'industrie.

Pour la génération des jeunes chercheurs dont nous faisions partie, la problématique de nos professeurs était marquée plutôt par les dettes avec leur propre passé que par une vocation à décrire les transformations de la société. Ainsi, beaucoup d'entre nous avons eu une position quasi « phénoménologique ». Devant ce qui nous paraissait une pure « spéculation métaphysique », nous voulions opposer une description la plus fidèle possible de ce qui se passait. Nous voyons nos contributions à partir d'un « retour aux choses mêmes » (Husserl) qui exigeait d'aller vers le terrain : nous allions vers une description des nouveaux phénomènes et les *asentamientos* en étaient l'un des plus remarquables.

Finalement, notre recherche a évolué dans le contexte de nos études doctorales en France. Cela a constitué le moment de la prise de distance d'avec les débats intellectuels argentins et de notre terrain. C'est alors que nous avons pu reconfigurer notre objet de recherche en le

---

[225] La *Encuesta permanente de hogares* et le Recensement général de la population (*Censo nacional de poblaciôn y vivienda*) constituent les principales sources statistiques en Argentine. La première est une enquête par échantillons dont le relèvement a lieu deux fois par an, dans les mois de mai et octobre. La mensuration de la pauvreté est l'un des principaux objectifs de cette enquête.

replaçant à l'intérieur d'une problématique double et de portée plus générale. Nos réflexions allaient se placer, dès lors, à l'angle des questions sur l'action collective (quel rapport au politique peut être articulé autour de la mobilisation de quartiers ?) et des questions sur l'intégration sociale (quel type de lien social se constitue sur la base d'une inscription territoriale en milieu urbain ?). Finalement, moins occupés par les débats de nos premiers professeurs, nous avons pu situer notre travail dans la perspective des transformations de la société argentine comme étant un processus relevant des transformations du salariat et de l'État tel qu'il a été bâti à partir de la deuxième après-guerre. De ce point de vue, l'Argentine devient un cas remarquable des effets de l'application des thèses néo-libérales. Il faut maintenant considérer dans le paysage que nous essayons de brosser, les reformes entreprises pendant les deux gouvernements de Carlos Menem (1989-1994 et 1994-1999).

Une approche ethnographique.

Quand nous avons commencé notre première enquête, l'information dont nous disposions sur les *asentamientos* était très peu nourrie. Seulement deux travaux étaient publiés sur le sujet. Un des travaux portait sur les conditions habitationnelles et de salubrité de ces quartiers, le deuxième décrivait en une cinquantaine de pages les occupations de terres comme un « exercice de pouvoir populaire » ; enfin, un article proposait d'analyser les *asentamientos* dans la perspective des « mouvements sociaux ». Tous les deux prenaient comme objet les *asentamientos* ayant eu lieu à San Francisco Solano, Quilmes, en 1981[226].

[226] Il s'agit des travaux de Beatriz CUENYA (*Condiciones de hábitat y salud de los sectores populares. Un estudio piloto en el asentamiento San Martín de Quilmes*, Buenos Aires, CEUR, 1985) ; d'Inés IZAGUIRRE & Zulema ARISTIZABAL (*Las tomas de tierras en la zona sur del Gran Buenos Aires*, Buenos Aires, CEAL, 1988) et de Luis

Les trois études avaient été produites au sein d'instituts de recherche privés, le sujet n'ayant pas encore fait l'objet d'une seule recherche au sein de l'Université. Pourtant, les *asentamientos* faisaient la une des journaux et étaient l'objet d'un militantisme intense au sein des partis politiques.

Ainsi, notre premier souci était la production d'informations, d'un corpus de données nous permettant de comprendre ce qui se passait. Les trois *asentamientos* sur lesquels nous allions commencer à travailler s'étaient développés dans le district de La Matanza peu de temps avant le commencement de nos recherches et une nouvelle invasion de terres dans le cadre de ce même mouvement provoqua une importante crise politique au cours de l'été 1988 (au moment où nous préparions notre premier projet de recherche). Nous connaissions les occupations par le fait d'habiter dans un quartier voisin (Ciudad Evita) et parce que nous étions militants du Parti Intransigeant[227]. C'est ainsi que nous avons alors commencé à suivre le processus. Nous nous sommes installés pour travailler dans les nouveaux quartiers et un exercice de « description dense » a commencé pour nous[228]. C'est ce travail ethnographique sur les « occupations de La Matanza » qui constitue la principale base de nos réflexions. Dans un deuxième temps, nous avons étendu nos observations à d'autres occupations du Grand Buenos Aires, notamment celles qui s'étaient produites dans ce district de Quilmes, et dans un troisième temps, nous sommes allés travailler sur d'autres quartiers, dans d'autres pays (d'abord en Uruguay, puis au Sénégal et en Haïti).

FARA ("Luchas reivindicativas en un contexto autoritario. Los asentamientos en San Francisco Solano" in Elizabeth JELIN : *Los nuevos movimientos sociales*, Buenos Aires, CEAL, 1989). Une quatrième étude produite ultérieurement vise une estimation du nombre d'occupations existants dans le Grand Buenos Aires, *cf.* Gazoli et al., *op. cit.*, ronéo, 1990.

[227] Le *Partido Intransigente* est une scission du traditionnel Parti radical datant des années 1960. Avec le retour de la démocratie en 1983, ce parti a été investi par un grand nombre de jeunes de gauche, dont beaucoup d'universitaires. Il faut préciser que nous n'avons jamais fait un travail de type « politique », partisan, avec les organisations de quartier. En revanche, nous avons entamé avec elles un « militantisme social » que nous avons mené pendant plusieurs années en parallèle avec notre travail de recherche où nous avons toujours explicité notre place de sociologue.

Définition de l'objet.

Quant à la définition de notre objet, nous avons placé notre recherche au croisement de deux lignes problématiques. D'une part, nous nous intéressons à l'action collective et au rapport au politique articulé autour de l'occupation illégale. D'autre part, nous nous intéressons à la construction du quartier dans une problématique de l'intégration sociale. Sur ces deux axes d'interrogation, nous inscrivons notre recherche, en premier lieu, dans le contexte des transformations sociales et politiques de la société argentine dans le dernier quart du XXe siècle. En second lieu, nous inscrivons notre objet dans la problématique de la place du local, et plus précisément du quartier, dans la théorie sociologique. Pour cela, nous allons considérer le quartier à la fois comme un espace d'inscription territoriale et de mobilisation collective.

Sur la base de l'information recueillie et en fonction de la construction de notre objet, nous avons tracé trois registres de comparaison. Le premier surgit de la comparaison des *asentamientos* avec d'autres formes d'habitat populaire dans la ville, et plus particulièrement les *barrios* et les *villas* (quartiers et bidonvilles). D'un côté, ces deux formes d'habitat constituent les antécédents historiques des *asentamientos*, raison pour laquelle il nous intéresse de signaler les conditions de leur émergence. De l'autre côté, les figures du *barrio* et de la *villa* font partie de la culture urbaine argentine et sont présentes dans les représentations sociales des occupants comme points de référence de l'action collective.

Le deuxième registre comparatif découle de la mise en relation des *asentamientos* de La Matanza entre eux, baptisés par leurs occupants comme *El Tambo*, *22 de Enero* et *17 de Marzo*. Étant donné que ces trois occupations ont des caractéristiques communes alors qu'elles se différencient par certaines autres, nous avons pris leur cas comme s'il s'agissait d'un « laboratoire » pour les analyser à partir de la

---

[228] GEERTZ, Clifford : *The Interpretation of Cultures*, New York, Basic Books, 1973.

comparaison. Par ailleurs, une connaissance plus large du reste des *asentamientos* du Grand Buenos Aires nous permet de distinguer les aspects spécifiques qui se réfèrent au cas de La Matanza par rapport aux caractéristiques générales du reste des occupations, de telle sorte que lorsqu'il sera nécessaire, nous aurons recours à l'exemple d'autres *asentamientos*.

Les *asentamientos* possèdent les traits communs suivants : Le caractère illégal, collectif, massif et organisé de l'occupation; les caractéristiques de la population (caractéristique des familles, âge, type d'emploi, revenus, éducation, lieu de provenance); les caractéristiques de l'habitat et la configuration urbaine; les représentations sociales de la ville et l'occupation de terres, présentes aussi bien dans le discours des habitants que dans leurs pratiques individuelles et collectives.

Les *asentamientos* se différencient entre-eux par : La forme concrète que prend l'organisation de chacune des occupations et par les résultats de l'action organisée; la relation qui s'établit entre chaque organisation et le système politique et institutionnel; comme conséquence de ce qui précède, ils se différencient enfin par la qualité de l'habitat de chaque quartier et le niveau d'intégration urbaine atteint.

Sur le troisième registre nous comparons les *asentamientos* avec d'autres expériences similaires ayant eu lieu dans d'autres contextes, tant géographiques qu'historiques. Cette comparaison nous intéresse sur le plan de l'action collective autant que sur celui de l'inscription territoriale. Nous mettons alors les *asentamientos* en relation avec différents cas des mouvements d'occupations illégales et de quartiers populaires en Amérique latine et ailleurs, que nous prenons en compte à partir de la littérature, et des quartiers que nous avons nous-même connus à travers diverses expériences de terrain, notamment à Dakar, Montevideo et Port-au-Prince. Mais nous les mettons aussi en relation avec d'autres types de

quartiers populaires, notamment les quartiers ouvriers traditionnellement traités par la sociologie urbaine et l'histoire sociale.

La collecte de données.

La collecte de données et l'accès à l'information se basent, donc, principalement sur un important travail sur le terrain réalisé dans le Grand Buenos Aires. Celui-ci a été effectué dans divers *asentamientos* de l'agglomération comprenant plus d'une dizaine d'occupations. Cependant, nous avons réalisé une enquête systématique uniquement pour deux groupes d'*asentamientos*, situés pour le premier dans le district de La Matanza, vers la banlieue Ouest, et pour le second dans le district de Quilmes, au Sud de la ville. Toutefois, les *asentamientos* de La Matanza constituent le corps central des illustrations de notre travail.

En ce qui concerne les techniques de collecte des données et de production de l'information, nous avons eu recours à un répertoire varié de techniques différentes. En premier lieu, le travail sur le terrain est basé sur l'observation et les entretiens qui caractérisent le travail ethnographique. L'observation a pris différentes formes et a recouvert des aspects divers. Dans ce sens, dans un premier temps, notre travail a pris la forme d'une « description dense », selon la célèbre formule de Clifford Geertz. Ainsi, par exemple, nous avons eu recours à l'observation directe dans les assemblées, dans la planification puis l'exécution des invasions de terres, dans les affrontements avec la police, les manifestations et les actes publics, dans les négociations entre les autorités et les occupants, dans les réunions des organisations et dans différentes activités de la vie des *asentamientos* (le centre de santé, la garderie communautaire, etc.). Nous avons eu ainsi recours à l'observation participative, en nous intégrant quelquefois dans les tâches d'organisation à *El Tambo* et dans

plusieurs autres *asentamientos* et bidonvilles. Notre participation à l'*Atelier de formation de leaders de quartier* fut très importante car elle nous a mis en contact avec un nombre significatif de militants et de leaders de quartier. Il a été réalisé avec la participation de dirigeants d'*asentamientos* et de *villas*, des intellectuels et des étudiants en sciences sociales de l'Université de Buenos Aires entre 1990 et 1993.

Nous avons également participé à divers programmes gouvernementaux et non-gouvernementaux dans la gestion et le dessin de projets sur les quartiers populaires du Grand Buenos Aires, notamment au sein du Ministerio de Salud y Acción Social et de celui de l'Intérieur, du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), de l'Organisation d'Etats Américains (OEA) et de la Banque Inter-Américaine de Développement (BID)[229].

Nous avons aussi pris part à la vie quotidienne des quartiers où nous avons souvent séjourné. Ceci nous a permis d'assister à différents moments de la vie personnelle, familiale et communautaire dans les *asentamientos*. Nous avons été photographe pour des mariages, « conseiller » des organisations, joueur de football. Nous avons accompagné des dirigeants dans les négociations avec des ministres, des maires et des dirigeants politiques de divers secteurs. Cela nous a permis d'accumuler une grande expérience et beaucoup de notes de travail.

Dans ce contexte, nous avons réalisé un grand nombre d'entretiens ouverts et semi-directifs y compris, dans certains cas, à propos de récits de vie. Les entretiens ont été réalisés en tenant compte de deux critères : le type de personnage et le sujet. À l'intérieur des *asentamientos,* nous nous sommes entretenus avec des dirigeants et militants de divers quartiers et avec des habitants qui n'avaient aucune responsabilité dans

---

[229] Nous avons participé aux programmes suivants : *Programa Justicia Social* (1989-1991 Ministerio de Salud y Acción Social - PNUD) ; *Centro Interamericano de Desarrollo Social* (OEA, 1990-1992) ; *Programa Social de Desarrollo Urban*o (1994-1995, Ministerio de Salud y Acción Social - BID) ; *Secretaría de Promoción Comunitaria* (1995-1996,

les organisations. De plus, les interviewés ont été différenciés selon leur lieu de provenance et leur trajectoire personnelle, cherchant à inclure autant les pauvres de longue date, généralement en provenance des *villas*, que ceux qui avaient connu un processus d'appauvrissement et de désaffiliation plus récent. En ce qui concerne le sujet, les entretiens étaient centrés autant sur l'histoire de l'occupation et les différents aspects de la vie des *asentamientos* que sur les aspects de la vie familiale et individuelle des interviewés. À l'extérieur des quartiers, nous avons interviewé des fonctionnaires de différents niveaux de l'administration ainsi que des hommes politiques, des membres des ONG et des leaders religieux dont le travail était en rapport avec les quartiers.

Aussi bien les entretiens que les innombrables échanges informels posaient un problème typique du travail sur le terrain et de l'analyse de l'information qualitative. Ces échanges apportent au chercheur deux sortes d'informations qui demandent une attention particulière, tant au moment de leur production que pendant leur analyse. D'une part, la discussion nous apporte des informations sur l'histoire individuelle et collective de l'interviewé. D'autre part, elle apporte des informations sur les représentations sociales de l'interlocuteur. Un même témoignage, un même paragraphe, contient ces deux éléments à la fois, tout simplement parce que la distinction entre ces deux aspects ne peut être qu'analytique. Dans les deux cas, c'est le recours à des sources diverses qui permet au sociologue d'accéder à un cumul d'informations avec lequel il réalise l'analyse et valide ses hypothèses. Tout au long de notre texte, nous avons choisi d'inclure des témoignages de différents acteurs, ainsi que des descriptions issues de nos observations, de manière à mettre le lecteur en contact direct avec l'information produite sur le terrain.

Cette double dimension du discours des habitants est en relation avec la façon dont nous les avons interrogés. Comment le faisons-nous ? A partir de nos observations et au fur et à mesure que nous avancions dans

---

Ministerio del Interior); *Proyecto de agua potable y saneamiento para el Gran Buenos*

la reconstruction de l'histoire de chaque *asentamiento*, nous présentions à notre interlocuteur nos hypothèses ou les rationalisations avancées par un autre interviewé. Ainsi, nous avons contrasté les points de vue par un jeu d'oppositions où était inclus celui du chercheur, bien évidemment. Notre intérêt pour le discours est double : il nous présente la description des « faits » historiques tel que l'interviewé les présente. Ces « actes de langage »[230] sont alors en tension avec les autres dimensions de l'action que nous observons, ce qui nous permet de saisir les représentations sociales que les individus ont de leur propre action et du monde sur lequel ils agissent.

En deuxième lieu, nous avons réalisé une enquête par questionnaires dans les trois *asentamientos* de La Matanza. Cette enquête fut réalisée sur un échantillon de 100 foyers (qui totalisaient 511 habitants, soit 2,5% du total de la population) distribués de manière homogène et proportionnelle dans chacun des trois *asentamientos* : 61% des questionnaires ont été faits dans le *22 de Enero*, 22% dans le *17 de Marzo* et 17% dans *El Tambo.* La distribution de l'échantillon était homogène à l'intérieur de chaque quartier, dans le sens où nous avons tiré au hasard la localisation des familles à interviewer. Ainsi, dans quelques tableaux, l'information fut constituée sur la base des 100 foyers (lorsqu'il s'agit de l'information sur la composition des foyers ou sur des caractéristiques des chefs de famille, par exemple) et dans les autres sur la base des 511 habitants (nous indiquons au bas de chaque tableau quel est l'échantillon de référence). Le questionnaire incluait une série de questions fermées pour la grande majorité des variables et d'autres ouvertes, notamment lorsqu'on demandait les raisons qu'avaient eues les occupants de rejoindre l'occupation.

Aires (1995, BID, Universidad de La Plata, Provincia de Buenos Aires).

[230] Dans notre traitement du discours, nous sommes proches des textes de Searle et de Austin. *Cf.* SEARLE, John R. : *Les actes de langage. Essai de philosophie du langage*, Paris, Hermann, 1972. AUSTIN, John L. : *How to do thinks whith words*, Oxford, Clarendon Press, 1962.

Enfin, nous avons travaillé avec de l'information secondaire. Cette information a été utilisée tant pour situer les *asentamientos* dans leur contexte que pour compléter l'information dans les cas où notre collecte de données sur le terrain était insuffisante (en particulier dans le cas des *villas* et des *barrios* où nous avons utilisé des informations ethnographiques et statistiques produites par d'autres chercheurs). L'information secondaire nous a permis aussi de prendre en considération des éléments qui traversent la vie sociale du quartier mais qui ne sont pas observables sur le terrain. C'est le cas, par exemple, des décisions prises au niveau des politiques publiques, l'information historique, permettant de placer les *asentamientos* dans une dynamique ; ou des statistiques, permettant de mettre en relation sa population avec la société. Nous avons aussi travaillé sur la presse écrite principalement, mais aussi sur la télévision, étant donné qu'en tant que force politique les *asentamientos* sont une voix s'exprimant dans l'espace public et, en tant que « problème social » ils sont l'objet d'autres discours présents dans la presse.

Malheureusement il n'existe pas en Argentine de recensements ou des statistiques sur la population des *asentamientos,* parce que les recensements officiels (*Censo Nacional de Población y Vivienda* et *Encuesta Permanente de Hogares*) ne permettent pas de différencier les occupations illégales en tant que telles. Étant donné qu'il n'existe pas d'autres études ayant relevé les caractéristiques de la population des occupations, nous ne disposons pas d'autres sources avec lesquelles comparer nos propres données. Pour cette raison, lorsque nous évaluons l'information statistique que nous avons produite, nous faisons uniquement référence à l'échantillon, sans qu'il soit question de l'univers entier. Ainsi, la représentativité des données n'obéit pas à un critère statistique, mais à la cohérence de l'information produite au moyen des trois types de source utilisés.

Pour finir, signalons quelques références sur la relation entre le moment de notre arrivée dans les *asentamientos* et l'histoire de ceux-ci. Notre travail sur le terrain a commencé au cours de l'année 1987 et ne s'est pas interrompu jusqu'à la fin de 1992. Nous sommes revenus entre mars 1994 et août 1996, et une dernière fois entre février et juin 1998. Comme nous l'avons signalé, la première des occupations illégales de terres urbaines donnant lieu à la formation d'un *asentamiento* a eu lieu dans le Grand Buenos Aires en 1981. Mais ceux de La Matanza sont nés entre janvier et mars1986, puis dans une seconde invasion en janvier 1988. De telle sorte que pour ce dernier cas nous avons pu effectuer un suivi presque complet du processus de production de l'habitat, des changements au niveau de l'organisation et de la situation générale des habitants. Notre intervention s'est donc produite à différents moments de la vie de ces *asentamientos*, des premiers moments souvent dramatiques de l'invasion jusqu'aux moments où le quartier se consolidait et où la vie reprenait son rythme quotidien.

Organisation de la thèse.

La présentation du texte ne suit pas la chronologie de la recherche. Comme disait Marx en introduisant « Le Capital », la logique de l'exposition (du particulier au général, de la marchandise à l'État) ne correspond pas à la logique de la recherche (du général au particulier). Or, nous avons procédé un peu à contresens de ses recommandations. Dans les trois premiers chapitres nous présentons des éléments de la société argentine « en général » (la construction puis la déconstruction de l'identité des catégories populaires). Mais, nous avons développé ces dimensions de la recherche comme une réponse à des questions apparues lors de notre travail de terrain. Le matériel que nous recueillions au cours

de nos observations et de nos entretiens nécessitait une mise en relation avec d'autres types de données. Ces données nous ont permis de comprendre l'action et le discours des militants et des habitants des *asentamientos*. Cela dit, nous les présentons en début de la thèse. Il faut que le lecteur ait les éléments nécessaires à la compréhension du matériel empirique que nous avons recueilli dans quartiers. Il s'agit aussi d'expliciter le point de vue de notre propre lecture de l'histoire argentine récente, à l'intérieur de laquelle nous inscrivons notre enquête de terrain.

Comme dans *La Marelle* de Julio Cortázar, un autre parcours est possible : le lecteur commencera par les Chapitres IV, V et VI où il trouvera une description des *asentamientos* pour revenir sur les Chapitres I, II, et III afin d'inscrire les occupations dans l'évolution de la société argentine. Il laissera toujours le Chapitre VII pour la fin.

La thèse est organisée en sept chapitres. Dans le premier, nous nous efforçons de tracer les principales lignes constitutives de l'identité des catégories populaires en Argentine. Il est important de comprendre quelles ont été les formes récentes d'intégration sociale, comment elles ont été mises en place et comment elles se sont décomposées. De plus, il est nécessaire d'observer les différentes manières dont ces catégories populaires ont participé au politique tout au long du XXe siècle. Dans le Chapitre II, nous essayerons de comprendre la tentative de classement de ces catégories populaires sous la rubrique du « pauvre » en même temps que la question sociale est traitée en termes de « pauvreté ». Cet effort de catégorisation intéresse tant les sciences sociales que la mise en œuvre des politiques publiques et l'identité des secteurs populaires. Dans le Chapitre III, nous présenterons les figures de la *villa* et du *barrio* (le bidonville et le quartier), afin d'établir des points de comparaison avec d'autres formes d'habitat proches historiquement et socialement des *asentamientos*. En effet, étant des catégories constitutives de la culture populaire, ces deux figures seront mobilisées par les occupants afin de placer leur action en vue d'une inscription dans la ville. Dans le Chapitre

IV, nous décrivons l'histoire du processus d'occupation des terres qui a donné naissance aux trois *asentamientos* de La Matanza dont nous nous servirons le plus pour tirer des illustrations et donner des références empiriques. Nous montrerons comment un seul modèle d'organisation et de relation avec l'espace urbain préalable à l'invasion des terres a donné naissance au même type d'action collective et au même type d'habitat. Les descriptions contenues dans ce chapitre ainsi que dans le chapitre, suivant, nous donneront l'occasion d'observer la formation d'un groupe humain sur la base d'une inscription territoriale. Toujours dans ce Chapitre IV, nous décrirons l'évolution des *asentamientos* en tant qu'habitat et nous proposerons une caractérisation statistique de la population à partir des données que nous avons recueillis nous même. Dans le Chapitre V nous explorerons les différentes formes d'organisation, ainsi que les rapports au politique opérés dans le cadre des *asentamientos*. Nous observons l'action des occupants au sein du système politique, notamment en fonction des réponses articulées par l'État. Dans le Chapitre VI nous nous déplaçons dans le domaine des individus pour essayer de décrire un type d'existence individuelle caractéristique des marges de la ville. Nous observerons la « logique du chasseur » à travers la mise en relation du récit de vie de deux jeunes habitants de *El Tambo* avec les modalités des comportements collectifs. Finalement, dans le Chapitre VII nous essayons de porter nos observations au centre de notre double problématique de l'intégration sociale et de l'action collective. D'une part, nous nous efforçons de déceler les principales caractéristiques de l'inscription territoriale en milieu urbain contemporain. D'autre part, nous essayons de comprendre l'action collective à partir de l'articulation des logiques auxquelles celle-ci doit répondre.

CHAPITRE I

LES CATEGORIES POPULAIRES DANS LA SOCIETE ARGENTINE

Les occupations illégales de terres que l'on a pu observer à partir de 1981 en Argentine s'inscrivent dans un ensemble de changements qui ont profondément modifié la société. Ces transformations, qui ont touché la structure économique ainsi que la tradition politique sont aujourd'hui l'objet privilégié des sciences sociales dans ce pays. Elles ont modifié le rapport des couches populaires à la société par la déstructuration des mécanismes d'intégration sociale édifiés depuis plus d'un demi-siècle. Depuis lors, les nouvelles formes d'intégration sociale comportent des mutations dans l'identité des catégories populaires. Les occupations illégales de terres que nous étudions sont l'une des manifestations associées à ces bouleversements.

Comment caractériser les catégories populaires qui, depuis presque vingt ans, produisent ce « nouveau phénomène social », selon la formule dont ont été qualifiés les *asentamientos* ? Dans quelle trame relationnelle et dans quelle dynamique sociale doit-on placer ces quartiers, y compris l'action collective menée par leurs habitants ? Pour répondre à ces questions nous inscrirons notre travail dans une perspective historique qui va mettre en relief la construction, puis la déconstruction, des mécanismes d'intégration ainsi que les mutations dans l'identité des catégories populaires. Dans un contexte marqué par le changement, l'explication du présent n'est possible qu'à partir de sa référence au passé. Autrement dit, pour comprendre le sens du nouveau phénomène d'occupation de terres il est indispensable de se référer aux changements dans le modèle d'intégration sociale et dans l'identité des catégories populaires.

Plusieurs aspects témoignent de la puissance intégratrice de la société argentine jusqu'en 1975, si on la compare à la plupart des pays d'Amérique latine : une scolarité qui réduit l'analphabétisme à de très bas chiffres par rapport aux moyennes du continent, une intégration par le biais de la relation salariale stable (qui touche au plein emploi pendant les années 1950 et qui a présenté un taux de chômage inférieur à 7%

jusqu'aux années 1990)[231], l'installation d'un système de protection sociale, une importante mobilité sociale ascendante et enfin, une distribution acceptable des revenus à partir des années quarante. En ce qui concerne l'insertion urbaine, l'accès des salariées à la propriété et le développement des quartiers va constituer une différence importante avec la situation de la classe ouvrière en Europe[232].

Ce niveau d'intégration n'a été ni automatique ni homogène. Il est en rapport avec les différents modèles de développement économique qui se sont succédés au cours du siècle, et fondamentalement avec les diverses articulations entre l'État et la société. La forte capacité d'intégration et l'ouverture de possibilités de promotion sociale à une large partie des catégories populaires, constituent l'une des clés pour interpréter la société argentine jusqu'en 1975. De même, la rupture de cette caractéristique intégratrice et son renversement vers un processus de fragmentation, d'appauvrissement et de désaffiliation, sont les clés de voûte pour comprendre les deux dernières décennies. Ainsi, l'ampleur de ce qui se passe à la fin du XXe siècle dans les catégories populaires ne peut pas être vraiment compris si on fait l'impasse sur la rupture, sur le changement d'une tradition sociale.

Ce Chapitre I est divisé en quatre parties. Dans la première nous décrivons l'intégration sociale des travailleurs européens immigrés du début du XXe siècle jusqu'aux années trente. On verra comment

---

[231] Avec l'exception de 1963 qui enregistre 8,8% de chômage. *Cf.*TORRADO, Susana : *La estructura social de la Argentina 1945-1983*, Buenos Aires, Ediciones de la Flor, 1994, 2ª Edición. En ce qui concerne la période précédente, il n'y a pas de données précises, mais divers spécialistes parlent d'une situation du chômage à valeurs très basse et même du plein emploi vers 1950. *Cf.* LLACH, Juan José y GERCHUNOFF, Pablo : *Población, mercado de trabajo y salarios. Un diagnóstico preliminar y prioridades de investigación,* Buenos Aires, CEIL, Documento de trabajo 3, 1977.

[232] Ainsi, le constat que Richard Hoggart fait dans les années 1950 à propos des ouvriers britanniques ne correspond pas à la situation des travailleurs de pays comme l'Argentine ou l'Uruguay, ayant eu accès à la propriété du logement : « Ces gens ont des styles de logement reconnaissables. […] Ils sont habituellement locataires, plutôt que

l'inscription territoriale, à travers la figure du quartier, joue un rôle important à partir du moment où les gens doivent construire la ville là où elle n'existait pas. Dans la deuxième partie, nous décrivons un déplacement des mécanismes d'intégration induits par le modèle mis en place par le « péronisme » au milieu des années quarante. En effet, le quartier passe à un second plan. C'est l'heure du *peuple travailleur* et la place centrale est occupée par l'État et le travail. Dans une troisième partie, nous analysons les transformations introduites par le « développementisme » entre 1955 et 1975. Finalement, dans la dernière partie, nous dégageons les principaux traits du processus de déstructuration sociale inauguré en 1976 par la dernière dictature militaire et qui atteint sa consécration avec le néolibéralisme des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix. La fin de notre période de travail coïncide avec la fin du dernier gouvernement de Carlos Menem en 1999.

Nous suivons ainsi les grandes étapes du développement économique de l'Argentine telle qu'elles ont été identifiées par la littérature. Or, nous lirons cette histoire du point de vue des « catégories populaires ». Plus précisément, nous observerons la relation entre inscription territoriale et intégration sociale dans la formation de l'identité et du rapport au politique de ces catégories.

---

propriétaires ». HOGGART, Richard : *The uses of literacy*, Harmondsworth, 1958. Version française : *La culture du pauvre*, Paris, Minuit, 1970.

DE L'ARRIVEE DES TRAVAILLEURS EUROPEENS ET DE COMMENT ILS FURENT ACCUEILLIS (1900-1930).

La période qui va de la fin du XIXe siècle jusqu'en 1930, est entièrement dominée par le débarquement en masse des immigrants. À l'intérieur de ces trente années, on peut distinguer deux moments, par rapport aux formes d'intégration sociale de ces travailleurs. Jusqu'à 1914, les Européens arrivent au port, logent à l'Hôtel des immigrants quelques semaines pour aller ensuite s'installer dans des habitations collectives, les *conventillos*, et travailler dans de petits ateliers. Le travail et le lieu d'habitation sont tous deux au centre de la ville et dans les alentours du port, où se situent les principales activités d'une industrie qui ne connaît pas encore la grande usine. Il se produit ensuite, un déplacement des travailleurs vers la périphérie de la ville. Cela coïncide avec l'ouverture démocratique de 1914[233] et avec une réduction du temps de travail. Les immigrants partent aux lisières de la ville afin de fonder des quartiers là où, jusqu'à présent, il n'y avait qu'une surface vide. En effet, c'est dans les premières décennies du vingtième siècle que se sont mis en place des processus d'intégration sociale fixant les premières composantes de l'identité populaire, notamment l'empreinte du travailleur urbain, et les premiers traits caractéristiques du rapport au politique.

Jusque dans les années quarante l'économie argentine se développe sur la base de l'exportation de produits agricoles, bien qu'un processus d'industrialisation soit en cours depuis la fin du dix-neuvième siècle (l'industrie représente 17% du PIB en 1913). Il s'agit d'un régime de type libéral quant à l'ouverture aux marchés internationaux, et oligarchique

[233] A la fin du Chapitre l'Annexe I permet de suivre la succession de gouvernements et de régimes politiques tout au long du siècle.

du point de vue politique. A cette époque, le régime économique est soutenu par les forts excédents des exportations, mais sans que le développement industriel ne soit arrivé à un état suffisant pour soutenir le niveau de consommation interne qu'exige une classe moyenne en expansion et une classe ouvrière en formation. Le régime politique, de type oligarchique jusqu'à 1916, se fonde alors sur le contrôle de l'État et du commerce extérieur par une bourgeoisie propriétaire de la terre, et sur l'exclusion des couches populaires. En 1916, l'ouverture démocratique permet une incorporation des couches moyennes à la vie politique par leur participation au processus électoral, jusqu'au coup d'État de 1930[234]. Ce coup d'État est aussi révélateur de la crise économique. La sortie de celle-ci se traduira par un changement du modèle de développement qui aura de lourdes répercussions sur la physionomie de l'ensemble de la société. En effet, cette économie basée sur les exportations qui croît de 6,3% entre 1900 et 1913, ralentit son rythme de plus de la moitié dans la décennie suivante.

L'arrivée des immigrants et comment ils ont été accueillis : taudis et ateliers.

Dans le Buenos Aires de 1914, 49,4% de la population est immigrante, et en 1936 les étrangers représentent encore 36,5% des 2,4 millions d'habitants que compte la Capitale[235]. Dès la fin du siècle dernier, cette vague migratoire venue d'Europe atteint un rythme de presque cent mille individus par an. Ces personnes sont attirées par la

[234] En 1916, Hipólito Yrigoyen (1916-1922 et 1928-1930) est président. C'est le premier président élu au suffrage universel masculin. En 1930, un coup d'État « conservateur » met fin à cette première période démocratique en Argentine.

campagne officielle de recrutement de main d'œuvre paysanne. Toutefois, l'immigration va rapidement déborder le secteur agricole. Ils s'intègrent dès lors comme main d'œuvre industrielle dans les principaux centres urbains du pays.

Pendant les cinquante ans qui vont de 1880 à 1930, on assiste à une transformation radicale de la société argentine qui a déjà abandonné ses marques coloniales, au moins dans les principales villes. « Si l'on était obligés de choisir l'aspect le plus remarquable de la vie du pays entre 1870 et 1914, le plus probable est que le choix ne tomberait ni sur un événement politique, ni sur un accident climatique ou géologique, ni sur une crise économique, mais sur une circonstance purement démographique : durant ces 44 ans la population a augmenté de presque quatre fois et demie. [...] l'Argentine a été, après les États Unis, le pays qui a accueilli le plus d'immigrés d'origine européenne, et en termes relatifs [à sa population] cette augmentation a dépassé celle du pays du Nord. [...] Dans les villes, l'augmentation du nombre d'habitants a été de presque huit fois pour Buenos Aires, [...] neuf pour Rosario, six pour Mendoza, cinq pour Tucumán, [...] vingt-trois fois pour Avellaneda et presque cinquante-sept fois pour la ville portuaire de Bahía Blanca » [236]. En 1895, la population totale de l'Argentine était de 3.954.911 habitants dont 43% urbaine ; en 1914, le nombre total d'habitants s'élève à 7.885.237, dont 58% d'implantation urbaine.

Si cette multiplication de la population a été spectaculaire, elle s'est accompagnée d'un non moins extraordinaire processus d'intégration sociale. C'est simultanément le moment de l'institution du suffrage secret, obligatoire et universel (pour les hommes adultes, en 1912), de l'incorporation des travailleurs à l'industrie naissante, de l'institutionnalisation de l'éducation publique, et de la formation des

---

[235] *Cf.* KORN, Francis : *Buenos Aires. Los huéspedes del 20*, Buenos Aires, GEL, 1989, 2da. Edición. L'auteur reprend les chiffres des recensements officiels de la population de 1914 et 1936.

[236] KORN, Francis : *Vida cotidiana, pública y privada.1870-1914,* Buenos Aires, Academia Nacional de Historia, 1999, p.1.

premiers syndicats. Cette période s'ouvre dans les dernières décennies du dix-neuvième siècle avec l'établissement de l'État moderne et la mise en place des principales institutions publiques. Dans le cas particulier de l'éducation, celle-ci remplit une fonction d'intégration sociale et nationale. Bien que l'école n'ait pas pu produire un effet immédiat sur une population adulte et à faible niveau de scolarité, elle a rendu possible l'intégration linguistique de la nouvelle génération. Dans le même cadre institutionnel, l'imposition des symboles nationaux tels que l'hymne ou le drapeau, et l'idée d'égalité à travers l'usage du tablier scolaire, ont aussi contribué à la formation d'une citoyenneté nationale[237]. C'est le cas du service militaire, qui contribue aussi à l'intégration d'un pays à territoire vaste et à la population dispersée et hétérogène.

Au début du siècle, la pauvreté urbaine était représentée par la figure du *conventillo*[238], sans doute l'habitation la plus misérable de l'époque. Les *conventillos* étaient des habitations collectives dominées par une cour centrale, autour de laquelle chaque famille vivait dans une chambre de quelques mètres carrés, et partageait les installations sanitaires et la cuisine, la plupart du temps sans chauffage, ni autre confort. Ainsi, sur la base de ces chambres louées au propriétaire de tout l'immeuble, une vie de solidarité et entraide facilitait l'insertion des nouveaux venus. Cette forme particulière d'habitat a été évoquée à plusieurs reprises pour décrire les conditions de vie de la population la plus pauvre, dont la majorité étaient, évidemment, des immigrés. Au *conventillo*, la cour domine les rapports de voisinage tandis que la chambre reste le seul domaine pour la vie familiale. Autour de la cour, une quarantaine de chambres sont disposées sur deux étages, où s'entassent plusieurs centaines d'individus qui doivent faire face à

---

[237] Pour analyse de la fonction intégratrice de l'école à cette période, voir TEDESCO, Juan Carlos : *Educación e industrialización en Argentina*m Buenos Aires, DEALC, 1978.
[238] Le mot *conventillo* a été traduit comme « taudis pour immigrants », par Carmen Bernard (*Histoire de Buenos Aires*, Paris, Fayard, 1997.). Sans vouloir faire une transposition de sens d'une réalité historique à l'autre(assimilant les *conventillos* de Buenos Aires aux taudis parisiens), nous utilisons parfois le mot « taudis » afin de simplifier la lecture.

l'augmentation régulière des loyers. Eduardo Wilde, alors ministre du président Roca (1898-1904), dénonce ces *machines infectes, ces maisons omnibus où le mendiant côtoie le petit entrepreneur dans une effrayante promiscuité*[239].

Dans la Capitale, les *conventillos* se concentrent autour du port, dans le quartier de *La Boca*, et au centre de la ville. Ces taudis côtoient les ateliers où les immigrants s'intègrent comme ouvriers d'une industrie qui commence à se consolider à partir d'établissements de petite taille. Ces ouvriers sont les protagonistes des grandes grèves des premières décennies et de la formation des premiers syndicats, et ils sont très influencés par les courants anarchistes (de la Fédération ouvrière de la République Argentine - FORA), et socialistes, venus de l'ancien continent. Dans la vie quotidienne, la place occupée par le travail est énorme, la journée va très au-delà des huit heures et aussi bien hommes que femmes se battent sur un marché du travail auquel, évidemment, on est loin encore d'imposer des régulations. La croissance et la diversification de l'économie définissent un contexte de pénurie de main d'œuvre qui est atténuée, certes, par l'immigration. Les conditions sont rudes, mais le travail ne manque pas[240].

« Jusqu'à 1910, une physionomie nettement hétérogène prime dans les secteurs populaires de Buenos Aires : diversité d'origines, de traditions et de langues, [...] diversité de conditions de travail dans un monde de petits établissements, de forte rotation de l'emploi, de faible demande spécialisée [...]. Mais ils sont homogénéisés à la fois par leur localisation dense dans le centre ville ou le quartier de *La Boca*, et par leurs expériences communes dérivées de l'instabilité chronique de l'emploi, la promiscuité dans les *conventillos* ou la vulnérabilité face à la maladie. » Ainsi s'est constituée une première identité des catégories populaires en voie de formation. « Elle s'est forgée dans les taudis, les

---

[239] Cité par BERNAND, Carmen, *op. cit.*, p. 217.
[240] SCOBIE, James R. : *Buenos Aires. Plaza to suburb, 1870 – 1910*, New York, Oxford University Press, 1974.

ateliers ou les associations [...]. Elle a été une identité centrée sur le travail, autour duquel s'écoulait la plus grande partie de leur vie »[241].

Cette situation des immigrants est vite renversée, ce qui montre la capacité d'intégration de la ville. En effet, le processus d'intégration prend un visage urbain très remarquable. La transformation de la société coïncide alors avec l'urbanisation du pays et avec la construction de la ville. En termes urbains, le résultat est surprenant. Ainsi, les services d'eau potable et des égouts, assurés par l'État, vont couvrir dans les années vingt, respectivement, 99% et 70% de la population de la ville. Qui plus est, la proportion de ceux qui vivent dans ces *conventillos*, décroît progressivement : elle passe de 25% en 1887 à 14% en 1904 et à 9% en 1919, pour disparaître quelques années plus tard et finir en métaphore nostalgique dans les paroles des tangos des années quarante[242].

---

[241] ROMERO, Luis Alberto : "Introducción" in GUTIERREZ, Leandro y ROMERO, Luis Alberto: *Sectores Populares, cultura y política. Buenos Aires en la entreguerra,* Buenos Aires, Sudamericana, Colección Historia y cultura, 1995, pp. 10-11.

[242] Le processus d'intégration urbaine s'initie en parallèle avec l'immigration, ce qui permet d'en observer des effets en peu de temps. Ainsi, « entre 1869 et 1914 la population de Buenos Aires croîtra de 742% et les logements de 733%. En considérant que les gens n'habitent généralement pas seuls dans une maison, l'accroissement du nombre de logements est encore supérieur à ce qu'on aurait pu supposer ». KORN, Francis, *op. cit.*, 1999, p. 2.

LE PERONISME ET LA CONSTRUCTION DES CATEGORIES POPULAIRES COMME *PEUPLE TRAVAILLEUR* (1945-1955).

La formation de la classe ouvrière en Argentine : entre l'État, les syndicats et les leaders.

Le 17 octobre 1945 demeure dans la liturgie argentine la date fondatrice du mouvement péroniste et un jour de gloire pour les travailleurs. Une multitude de travailleurs venant pour la plupart de la banlieue s'installe face au siège du gouvernement à la *Plaza de Mayo* (Place de mai) pour réclamer le retour du Général Perón, alors membre du gouvernement militaire, qui avait été incarcéré dans la prison de l'île *Martín García*, symbole à l'époque d'une disparition politique assurée. Le gouvernement ramène d'urgence le Général qui salue la foule du balcon du siège du gouvernement, la *Casa Rosada.* Perón gagnera la présidence de la république aux élections qui auront lieu quelques mois plus tard, et il y restera pendant près d'une décennie[243]. A partir de ce moment-là, la *Plaza de Mayo* et l'Avenue *9 de Julio* (le 9 juillet)[244] deviennent non seulement le théâtre des rapports des masses au leader, mais aussi le centre symbolique de la politique argentine. En effet, en octobre 1945, les travailleurs gagnent « la Place » de la politique et contribuent à marquer un point d'inflexion dans l'histoire du pays.

Le Colonel Perón dirigeait, jusqu'alors, le Secrétariat du travail et de la sécurité sociale (1943-45). C'est depuis ce poste que Perón construit

---

[243] Juan Domingo Perón gouverna l'Argentine pendant trois périodes : deux fois consécutives de 1946 à 1952 et de 1952 jusqu'à sa destitution par un coup d'État militaire en 1955 ; puis, de 1973 jusqu'à sa mort en 1974.

[244] La *Plaza de Mayo* constitue le centre historique de Buenos Aires dès le moment de sa fondation par les Espagnols. Le 25 mai 1810, « le peuple réuni face au *Cabildo* demande à savoir ce qui se passe », telle est l'histoire de l'indépendance racontée dans les manuels scolaires. Le 9 juillet est l'anniversaire de la déclaration de l'indépendance en 1816.

la popularité qui lui permet d'arriver au gouvernement à travers, notamment, un ensemble de lois sociales et de mesures destinées à intégrer les syndicats à l'État, ce qui s'est traduit par une promotion sociale pour les travailleurs. Quinze ans ont passé depuis le début de la crise mondiale de 1930 et la situation s'est complètement modifiée par rapport aux trois premières décennies du siècle.

La crise du système économique international, qui suit la première guerre mondiale et la dépression de 1929, provoque un changement du modèle de développement. Au moment de prendre position vis-à-vis de la crise économique mondiale, la plupart des pays latino-américains, dont les marges de manœuvre économique et de souveraineté politique sont étroites, décident d'amplifier la relation d'ouverture aux économies centrales. Ils restent ainsi fidèles à l'orthodoxie néoclassique qui, à cette époque implique le maintien de l'étalon or, l'équilibre fiscal et le renoncement aux barrières protectrices du marché interne. Par contre, en Argentine un autre type de réponse est élaboré – ainsi qu'au Brésil, au Chili, au Mexique et en Uruguay. Dorénavant l'économie sera dynamisée par le marché intérieur, par une industrie de substitution des importations et par la création d'une machine étatique d'intervention[245]. Non sans fractures, ce modèle de développement interne et conduit par l'État, domine l'économie jusqu'aux années soixante-dix.

Ces changements touchent les travailleurs d'origine européenne déjà organisés dans les syndicats et intégrés à la ville. Or, les transformations concernent aussi une nouvelle vague migratoire, cette fois des ruraux venant en ville[246].

---

[245] *Cf.* CAVAROZZI, Marcelo : " Más allá de las transiciones a la democracia en América Latina ", in REYNA, J.L. : *América Latina a fines de siglo,* México, FCE, 1995. CAVAROZZI, Marcelo : *Modelos de desarrollo y participación social en América Latina: legados y paradojas,* Forum Culture et Développement de la XLe Réunion annuelle de l'Assemblée des Gouverneurs de la Banque Interaméricaine de Développement (BID), Paris, mars 1999.

[246] En 1947, 17% de la population étaient des migrants internes et ils représentent 19% en 1960. On ne dispose pas de données pour mesurer l'ampleur de l'exode rural dans la période précédente, mais l'accroissement de la population paysanne s'estompe en 1930. Entre les recensements de 1947 et de 1960, la population rurale à un rythme de –0,6%

Le rôle de l'État.

Au-delà des transformations économiques, après la crise de 1930, de nouveaux régimes politiques émergent, s'appuyant sur la participation populaire, ce qui signifie la fin des régimes oligarchiques. Deux traits principaux les définissent : l'installation de l'État au centre de l'économie, de la société et de la politique ; et l'intégration sociale et la participation politique des catégories populaires urbaines. C'est dans ce cadre qu'en 1946 le péronisme arrive au gouvernement pour la première fois. La mort du modèle agro-exportateur et son remplacement par un nouveau régime, vont d'ailleurs rester identifiés à ce mouvement politique. Avec le péronisme, un nouveau modèle d'intégration sociale est mis en place, cette fois-ci de type populiste.

En effet, bien que le péronisme soit un mouvement politique exceptionnel, il fait partie d'un type de régime politique qui s'est installé dans plusieurs pays latino-américains, au point de devenir un trait spécifique du continent et qu'on peut qualifier, avec Alain Touraine, d'« État national-populaire »[247]. L'aspect que nous voulons retenir de cette approche est résumée lorsque Touraine affirme que dans ces régimes « l'État domine la société ». Ainsi, « un régime national-populaire se définit par l'interdépendance de trois composantes : l'État comme défenseur de l'identité nationale face à une domination étrangère ; des mécanismes politiques et sociaux d'intégration ; la défense de la culture

---

annuel. Quant au pe pourcentage d'urbanisation, il est de 62,2% en 1947, 72% en 1960, 79% en 1970 et 83% en 1980. *Cf.* Torrado, *op. cit.*, 1994, pp. 76-90.

[247] Les régimes national-populaires, considérés aussi comme « populistes », ont été présents dans plusieurs pays de l'Amérique latine jusqu'aux années soixante. Les cas les plus remarquables ont été représentés en Uruguay par José Batlle y Ordoñez (1903-33, le cas le plus prématuré), en Argentine par Juan D. Perón, au Brésil par Getúlio Vargas (1930-37, 1937-45, 1950-54), au Mexique par Francisco Cárdenas (1934-40), au Guatemala par Jacobo Arbenz (-1954), et au Pérou par Velasco Alvarado (1968-75).

nationale et populaire. [...] Mais l'essentiel est la prédominance des catégories politiques sur les catégories sociales » [...] De sorte que l'État « prend l'initiative de l'industrialisation, aussi bien par ses investissements que par ses lois sociales destinées à renforcer les nouvelles catégories de travailleurs. [...] Son rôle est central, mais c'est moins par sa force propre que parce que l'ensemble des acteurs sociaux répondent plus à ses interventions qu'à des relations entre eux »[248].

S'il est possible d'affirmer que l'histoire des soixante-dix premières années du XXe siècle a été marquée par des dynamiques différentes de promotion et d'intégration sociale, les changements introduits par le péronisme à partir de 1945 vont transformer le visage de la société. Car le péronisme signifie à la fois l'identification des catégories populaires comme *peuple travailleur* et, à travers cette représentation, l'intégration d'une classe ouvrière en tant que sujet social reconnu par la société. C'est à ce moment que se produit et s'installe un ensemble de transformations qui ont marqué la société argentine pendant plus de quatre décennies. Elles se présentent sous trois aspects : l'identité des couches populaires, leur rapport au politique et le modèle d'intégration sociale.

Salariat ouvrier et législation sociale.

Dans l'Argentine péroniste, l'État occupe une position centrale manifeste non seulement par le rôle joué dans l'industrialisation et le contrôle de l'économie, mais aussi par la politisation du conflit distributif et, ce qui nous concerne plus particulièrement, par son rapport aux travailleurs. Le processus d'industrialisation initié dans les années quarante bouleverse complètement la physionomie de la société argentine

---

[248] *Cf.* TOURAINE, Alain : *La parole et le sang. Politique et société en Amérique latine*, Paris, Odile Jacob, 1988, pp. 167-169.

à partir du moment où l'emploi salarié devient le pilier central de l'intégration sociale. Si au début du siècle, seulement 36% de la population active était salariée, en 1947 cette proportion s'était déjà multipliée par deux[249]. Au cours de la période suivante, entre 1947 et de 1960, 72% des emplois créés furent de type salarié, et la catégorie qui augmenta le plus fut celle des ouvriers, qui se distribuent entre le secteur industriel (43%), le bâtiment (17%), le transport (14%) et l'administration (13%). La classe ouvrière passe alors de 2,5 à 3,2 millions de travailleurs : 64,8% de la population active, dont 76% de salariés. La classe moyenne passe de 1,7 à 2,4 millions (33,5% de la population active), dont 66% de salariés.[250]

Cette consolidation du salariat ouvrier est sans doute l'aspect le plus significatif de la période péroniste. « En tout, les positions salariées représentaient 72% de l'emploi total, un niveau définitivement assimilable aux pays capitalistes relativement développés. [...) L'accroissement rapide de l'emploi urbain s'obtient dans un contexte de plein emploi ou, plus précisément, avec des taux de chômage équivalents au niveau frictionnel »[251]. En 1950, parmi la population urbaine, les salariés représentent 78% de la population active[252]. En France, le rapport salarial touche 66,3% des actifs en 1954 et 73,1% en 1962. Cette proportion atteint son niveau le plus haut en 1982 avec 85,3% des actifs[253].

---

[249] KESSLER, Gabriel : *Le processus de paupérisation de la classe moyenne argentine*, Paris, EHESS, Thèse doctorale, 1998.

[250] Nous adoptons les catégorisations et les chiffres présentés par Torrado à partir de l'analyse des recensements de la population. Classe haute : directeurs d'entreprises. Classe moyenne autonome : petits propriétaires. Classe moyenne salariée : professionnels, cadres, fonctionnaires et commerçants. Classe ouvrière autonome : travailleurs spécialisés, employés ménagers. Classe ouvrière salariée : ouvriers qualifiés et non qualifiés. *Cf.* Torrado, 1994, pp. 37-38.

[251] Torrado, *op. cit.*, 1994, p. 403

[252] *Cf.* PALOMINO, Héctor : *Cambios ocupacionales y sociales en Argentina. 1947-1985*, Buenos Aires, CISEA, 1987, p. 53.

[253] Nous avons construit ces proportions en additionnant les salariés agricoles, les cadres, les employés, les ouvriers, les domestiques de la personne, l'armée et la police. Les données et les catégories renvoient à MARCHAND, Olivier et THÉLOT, Claude : *Le travail en France 1800-2000*, Paris, Nathan – Collection Essais & recherches, 1997. *Cf.* le Chapitre V de cet ouvrage, pp. 113-136, et le Tableau A9 de l'annexe, pp. 236-237.

Au niveau de la législation, sous le péronisme seront promulguées toute une série de lois de régulation du travail et d'intégration sociale dont la liste est longue[254]. Ces lois concernaient principalement : la création du salaire minimum, la mise en place de tribunaux de travail, le statut du salarié agricole (Décret 28169/1944), le contrôle des prix des loyers, la création de l'Institut de prévision sociale, le droit de travailler assis, la création du treizième mois, l'extension de la retraite pour toutes les professions (lois 14937, 14397 et 14399 et Décret 31665/1944), la loi sur les accidents du travail et l'élargissement des systèmes d'aides familiales[255]. Au niveau politique, la participation populaire voit la promulgation du droit de vote des femmes qui ont participé pour la première fois aux élections de 1952[256].

---

[254] Une partie importante des mesures et des lois concernant la protection sociale dictées par le péronisme ont été faites lorsque Perón occupait le poste de Secrétaire au travail et à la prévision sociale (1943-45), position dont il s'est emparé pour se hisser jusqu'à la présidence.

[255] SEBRELI, Juan José: *Los deseos imaginarios del peronismo*, Buenos Aires, Legasa, 1983.

[256] Le 23 septembre 1947, Eva Perón prononce, du balcon de la *Casa Rosada* un discours où elle annonce la promulgation du droit de vote des femmes, consacré par l'Assemblée nationale dans la loi 13010. Face à une foule convoquée par la Centrale ouvrière elle dit : « Je reçois à l'instant, des mains du gouvernement de la nation, la loi qui consacre nos droits civiques. Et je la reçois devant vous, avec la certitude que je le fais au nom de toutes les femmes argentines, et je sens mes mains trembler de joie au contact du laurier qui proclame la victoire. Voici, mes sœurs, rassemblée dans l'écriture serrée de ces quelques articles, une longue histoire de lutte, de contretemps et d'espoirs ». Discours cité dans DUJOVNE ORTIZ, Alicia : *Eva Perón. La madone des sans-chemise*, Paris, Grasset, 1995, pp. 226-27. Comme dans d'autres cas, le péronisme instituait ainsi un droit pour lequel il y avait eu une longue histoire de lutte. Dans le cas particulier du vote des femmes, toute une tradition féministe promue par des femmes socialistes et intellectuelles principalement, se battait pour cette conquête. Par contre, ces informations ne demeurent pas dans la mémoire populaire. C'est le péronisme et la figure *d'Evita* qui y restent attachés, ce qui montre comment la rupture des traditions politiques populaires est coupée avec le péronisme, bien que l'on puisse trouver une

La protection à travers les œuvres sociales et le système public de santé.

En ce qui concerne la protection sociale et le mécanisme d'accès à la médecine pour les couches populaires, le péronisme a instauré un système qui repose sur deux piliers. D'un côté le service public a été renforcé et sa couverture élargie ; de l'autre côté, un système d'*œuvres sociales* (obras sociales) est mis en place. Celles-ci, fondées sur des conventions collectives de travail, ont d'abord joué un rôle central et pas seulement à propos de la couverture de santé. En effet, les œuvres sociales « tiennent lieu en Argentine de sécurité sociale »[257] et, constituent l'une des principales sources de pouvoir et d'argent des syndicats, tout en étant financées par un prélèvement obligatoire sur le salaire. Les *œuvres sociales* sont les institutions grâce auxquelles les syndicats organisent les prestations données à leurs affiliés. Ce système a permis aux syndicats les plus puissants d'établir leurs propres cliniques, pharmacies et médecins à domicile, mais aussi des services de tourisme avec des colonies de vacances dans les stations balnéaires ou à la montagne, des lieux de recréation, l'accès au crédit pour la consommation et même des politiques de logement avec la construction de grands ensembles. Des conventions avec le secteur privé de la santé ont également permis d'accéder aux soins, ce qui était le cas des *œuvres sociales* les plus modestes.

Du côté du service public, le développement du système universel a connu lui aussi un grand essor sous le péronisme. En 1947 est promulgué le Code sanitaire national qui établit les bases de l'actuel système de prestations publiques, accompagné par la construction d'un nombre important d'établissements hospitaliers[258].

---

continuité des faits. Si cette loi constitue un fait d'intégration politique, cela signifie aussi un acte de claire reconnaissance sociale.

[257] PRÉVÔT SCHAPIRA, Marie-France : « Du Welfare à l'assistance: la décentralisation de l'intervention sociale en Argentine », *Cahiers des Amériques latines 15*, Paris, 1994, p. 36.

[258] Kessler, *op. cit.*, 1998.

Comme le signale Prévôt Schapira, ce schéma a provoqué l'accès à une médecine à trois vitesses : le système privé pour les couches les plus aisées, les *œuvres sociales* pour les salariés et le système public pour les indigents. L'accès à la protection et le « bien-être » social à travers les syndicats comporte déjà d'importantes inégalités, non seulement dans le cas des œuvres sociales mais aussi dans le cas de la retraite. De la qualité des soins médicaux aux sites de vacances ou aux colonies d'été, jusqu'au pourcentage du salaire compris à l'heure de la retraite, tout dépendait alors de la force du syndicat auquel l'on était affilié. Autrement dit, le système fonctionnait sur la base de très forts rapports de clientèle.

Cependant, ce système, qu'on pourrait qualifier de corporatiste et fortement inégalitaire, assurait une couverture universelle face aux risques et aux aléas. En effet, si au lieu d'évaluer le *welfare* du point de vue de la redistribution et des inégalités, on considère l'aspect « sécuritaire » du système social le résultat est différent. Ainsi, le péronisme représente le moment où les conceptions assistantialistes sont dépassées par un système qui garantit la sécurité sociale pour tous les salariés.

Ce « social », argentin, propre au populisme, se différencie du « social » européen puis qu'il ne se construit pas après le travail salarié, comme un ensemble de protections progressivement bâties autour de cette relation sociale. Au contraire, en Amérique latine, et l'Argentine en est un cas exemplaire, les inscriptions collectives instaurées par l'État font partie de la construction d'une société industrielle encore très peu développée. Ainsi, ces protections sociales, si complètement attachées au rapport salarial, ne sont pas la conséquence des interventions de l'État suivant une logique de lutte de classes. Les classes sociales ne sont pas préexistantes aux interventions de l'État. Ce sont les interventions de celui-ci qui contribuent à la formation de la classe ouvrière, tant dans l'économie que dans le social. Ce fait historique et son parcours conséquent sont à la base de la formation d'unes catégories qui s'identifient en tant que *peuple*. C'est ainsi que leur rapport à l'État et au

politique en général est constitutif de leur formation. Ceci est très claire dans la transformation opérée sur les syndicats.

Le rôle des syndicats.

Le péronisme fait augmenter le nombre de travailleurs syndiqués au point de faire de l'Argentine l'un des pays à taux de syndicalisation le plus élevé du continent. En 1947, le nombre de travailleurs affiliés aux organisations syndicales passe de 500.000 à 1,5 millions, et en 1950 ce chiffre atteint 5 millions d'affiliés[259]. Mais, en même temps, le rôle des syndicats en est complètement transformé. Ainsi, si l'exemple typique de syndicat sous le modèle agro-exportateur était le syndicat des cheminots, sous le péronisme cette place sera occupée par l'Union Ouvrière Métallurgique et cela pour divers motifs : d'une part, parce que l'ouvrier de la métallurgie incarnait la place centrale qui était accordée à l'industrie ; d'autre part, parce que ce syndicat s'est érigé en modèle pour les autres syndicats, qui vont suivre de près son modèle d'action[260]. Les chemins de fer ont été construits de façon à converger vers le port, de sorte qu'ils augmentent l'intégration territoriale du pays et qu'ils rendent possible l'extraction des matières premières. Or, ils ne représentent pas le modèle industriel mais le modèle agro-exportateur d'un pays identifiant à ce moment sa richesse à l'exportation des produits de la terre, et qui trouve son reflet dans l'image de *grenier du monde*. Par contre, l'industrie métallurgique exprime le mieux le visage d'une société qui associe la richesse nationale à l'industrie et à la force du travail. La grande usine remplace la plaine fertile.

---

[259] Sebrelli, *op. cit.*, 1983.

[260] MARTUCCELLI, Danilo y SVAMPA, Maristella : *La plaza vacía. Las transformaciones del peronismo*, Buenos Aires, Losada, 1997, pp. 191 ss.

Avec le péronisme les syndicats deviennent à la fois des acteurs politiques, des groupes de pression extrêmement puissants et de véritables appareils d'intégration sociale. En effet, dans la conception péroniste, le mouvement ouvrier constitue la « colonne vertébrale » du mouvement politique, et en conséquence, les syndicats ont acquis un pouvoir corporatif résultant de leur rapport à l'État. En 1944, Perón déclare à la Bourse des valeurs :

> « Messieurs les capitalistes, n'ayez pas peur de mon syndicalisme, maintenant plus que jamais le capitalisme est rassuré, puisque j'en suis un aussi, parce que j'ai une propriété et que des ouvriers y travaillent. Ce que je veux, c'est d'organiser les travailleurs à travers l'État, afin que celui-ci les dirige et leur indique la route. De cette façon, on verra neutralisés les courants idéologiques et les révolutions qui pourraient mettre en danger notre société capitaliste d'après-guerre. Il faut donner aux ouvriers quelques bénéfices et ils deviendront une force facilement maîtrisable »[261].

Comme on l'a vu, c'est l'affiliation au syndicat qui permet l'accès des salariés à la couverture maladie, aux congés payés et à des centres de loisirs. Cette adhésion syndicale garantit également la sécurité de l'emploi, un haut niveau des salaires et d'importants acquis dans la législation sociale. Ainsi, en ce qui concerne les salaires, le régime s'appuie sur une redistribution des revenus qui bénéficie aux travailleurs, et qui est le résultat de la politisation des conflits sociaux : en 1950 la part des salariés dans le revenu national atteint son plus haut niveau avec 56,7% et, entre 1942 et 1954, le salaire réel connaît une augmentation de 46%.

---

[261] Cité in NOVARO, Marcos et PALERMO, Vicente : *Política y poder en el gobierno de Menem*, Buenos Aires, Flacso/Norma, 1996, p. 384.

En ce qui concerne l'action syndicale, avec le péronisme on voit l'installation d'un rapport étroit de dépendance avec l'État, où l'échange entre bénéfices matériels et soutien politique représente un élément important. L'action syndicale ne se produit pas à partir d'un conflit social entre travailleurs et patrons, qui se porterait ensuite sur la sphère politique, tel que le propose le modèle classique d'analyse propre à la sociologie en Europe occidentale[262]. Dans le cadre national-populaire, les syndicats adressent leurs demandes à l'État, et en une bonne partie c'est l'État qui structure les demandes, les temps et les droits des travailleurs. Ainsi, les syndicats deviennent acteur politique par excellence. Il ne s'agit pas ici d'un conflit social préexistant qui aurait été politisé. L'envergure des transformations est d'une telle importance que la classe ouvrière est « créé » avec le processus d'industrialisation promu depuis l'État ; c'est dans ce sens que les rapports de classe ne sont pas préexistants.

Le syndicat joue un double rôle, selon qu'on le considère du point de vue de l'individu salarié ou en tant qu'acteur collectif. Pour le travailleur, le syndicat n'est que le pont dont il se sert pour avoir accès aux droits et aux bénéfices dérivés de l'action étatique. Ainsi, à la suite des analyses de Bunel (1992), Svampa et Martuccelli qualifient avec justesse le syndicat promu par le péronisme comme étant « un acteur politique spécialisé dans la gestion des intérêts sociaux et économiques des travailleurs »[263]. Mais en ce qui concerne son identité, ce n'est pas l'organisation syndicale qui accorde aux individus une place dans la société, parce que l'organisation syndicale n'est que le moyen de s'intégrer à l'État. Dans ce sens, le syndicat créé par le péronisme n'est pas une organisation sociale représentative des ouvriers, mais la façon d'organiser la participation des travailleurs dans l'État. L'organisation syndicale est synonyme de reconnaissance politique et de cooptation par l'État, d'où le

---

[262] *Cf.* par exemple HABERMAS, Jürgen : *Raison et légitimité. Problèmes de légitimation dans le capitalisme avancé*, Paris, Payot, 1978. A la suite des propositions théoriques marxistes basées sur la société du XIXe siècle, le sociologue allemand qualifie le capitalisme européen du XXe siècle comme un « capitalisme avancé » caractérisé par la « repolitisation » du conflit entre les classes à partir de l'intervention de l'État.

combat du péronisme, à la fois contre les formations syndicales *de classe*, et les syndicats indépendants.

En termes d'acteur collectif, le péronisme a donné aux syndicats une position de pouvoir de type corporatiste. Dans le premier gouvernement de Perón, les syndicats se sont unifiés sous l'égide de la *Confédération générale du travail* – C.G.T. – et presque la totalité d'entre eux ont adhéré au *Mouvement péroniste* qui a ainsi acquis le monopole de la représentation syndicale jusqu'à une date très récente. Les syndicats se sont intégrés dans les *62 Organisations péronistes*, une branche du mouvement destinée à garantir la présence des travailleurs, sa *colonne vertébrale*.

Les interpellations au peuple.

Organisation corporative, promotion et sécurité sociale, manifestation et présence publique ; un élément venant du politique nous manque encore pour saisir la façon dont l'identité des catégories populaires s'est structurée : les interpellations des dirigeants qui s'adressent directement aux masses. Le péronisme introduit une série d'innovations symboliques qui demeureront constitutives de la culture populaire. Les interpellations du général Perón et de sa femme Eva, *Evita* dans le langage populaire, vont s'adresser au *Peuple* et plus précisément au *peuple travailleur*. L'ensemble des pratiques, des discours et de l'iconographie du mouvement politique, aussi bien au sein de l'État que dans les syndicats et le parti, vont renforcer cette imagerie populiste, émanant d'abord des discours du leader. *Le peuple* est le cœur de la *Nation,* et il ne peut être représenté ainsi que parce qu'il est un peuple de *travailleurs* qui participe à la production de la richesse nationale. Dans le

---

[263] Martuccelli & Svampa, op. cit., 1997, pp. 247.

discours du leader, le peuple est évoqué comme figure de l'unification nationale. Mais il y a plus. Le peuple est une unité passive qui reçoit, dans la mesure où c'est le leader qui lui donne parce qu'il prend aux autres (les propriétaires terriens, par exemple). Et le peuple peut être politiquement passif parce qu'il a été créé par le leader : « Dans le modèle national-populaire [...) le 'peuple' se constitue, est constitué, comme le double du leader charismatique, qui à son tour n'est que l'image doublée du 'peuple' [...) Les qualités 'surhumaines' du leader sont au service d'une intégration sociale. [...) Dans le cas latino-américain, ce charisme procède d'un processus multiple d'identification-projection-constitution, à travers lequel le politique constitue le social »[264].

« Lorsque je regarde Perón je me sens peuple et c'est pour cela que je suis fanatique du Général, et lorsque je regarde le peuple je me sens l'épouse du Général et alors je suis fanatique du peuple »	*« Cuando miro a Perón me siento pueblo y por eso soy fanática del General y cuando miro al pueblo me siento esposa del General y entonces soy fanática del pueblo. »*

Eva Perón : *La razón de mi vida*, p. 34.

[264] *Ibidem*, pp. 95-96.

Encadré 1 : *Evita* et la *Fondation Eva Perón.*

En mai 1999, je montrais la ville de Buenos Aires à une jeune sociologue parisienne. En passant par l'actuelle Faculté d'ingénierie, je lui demande si elle savait ce qu'était ledit bâtiment avant d'être siège d'une faculté. Ne recevant pas de réponse de sa part, je lui propose de deviner. Il s'agit d'un grand édifice qui occupe entièrement un pâté de maisons, complètement entouré d'énormes colonnes doriques et d'escaliers. La pierre donne au bâtiment un aspect classique et une lourdeur de monument.
- « L'assemblée nationale », répondit-elle.
Or, il s'agissait de la *Fondation d'aide sociale María Eva Duarte de Perón*. Dans cet immeuble fastueux l'épouse du Général recevait des milliers de démunis chaque jour afin de donner assistance à leurs besoins les plus chers. La plupart du temps ces derniers sont en lien avec leur vie quotidienne : des machines à coudre, des matelas, des lits, des jouets, des bonbons, des matériaux de construction, des chaussures, de la nourriture, des médicaments, des allocations, des logements… Les pauvres y font la queue des journées entières pour être reçus par *Evita* elle-même, qui en toute urgence leur donne ce dont ils manquaient depuis toujours. *Evita* transforme ainsi en réalité ce qui depuis la nuit des temps relève de l'impossible. Il suffit d'aller la voir ou de lui écrire pour qu'elle s'en occupe personnellement.
Créée par un décret de septembre 1949, la Fondation remplace l'ancienne *Société de Bienfaisance,* jusqu'alors présidée par la femme du Président et à travers laquelle les dames de la haute société faisaient leur charité chrétienne. *Evita*, fille bâtarde d'un propriétaire terrien, n'est pas digne de cet honneur. Ainsi, l'action de bienfaisance des gouvernements conservateurs est mutée en une infatigable tâche personnelle, saturée de démagogie.
La principale source de financement de la Fondation était un prélèvement sur les salaires des travailleurs équivalant à deux jours de travail par an. En plus, elle recevait l'excédent budgétaire des ministères et des donations plus ou moins « volontaires » des entreprises. Entre 1949 et 1952 le budget de la Fondation passe de 122 à 2 mille millions de pesos (U$ 500 millions de 1948)[265].
Avec cet argent, *Sainte Evita*[266] crée des écoles, des villages à chalets dans le style américain, des foyers, des colonies de vacances, des hôpitaux et des centres pour les étudiants et pour les ouvriers. Un jour, on sonne à la porte d'un foyer ouvrier, et là, débout se trouve Evita venant avec une poupée entre ses bras, en réponse à une lettre d'enfant. Elle rend visite aux cheminots en grève, donne des directives aux législateurs et organise les championnats enfantins du football grâce auxquels des milliers de petits garçons connaissent la mer. Le tout comme si elle l'avait fait de ses propres mains.

---

[265] *Cf.* TAYLOR, J. M. : *Evita Perón. Los mitos de una mujer*, Buenos Aires, Belgrano, 1981.
[266] Ainsi baptisée et décrite par l'écrivain Tomás ELOY MARTINEZ : *Santa Evita*, Buenos Aires, Planeta, 1995.

L'intégration des catégories populaires sous le péronisme : le *peuple travailleur*.

Le modèle d'intégration sociale mis au point par le péronisme se centre sur trois points essentiels. Premièrement, il n'y a pas d'intégration en tant qu'individu. L'inscription se produit au niveau collectif, en tant que *peuple*. C'est à travers les appels au *peuple* que le leader fait comprendre à la société ses obligations. Ceci institue une forme particulière de citoyenneté, car les droits reconnus par la société ne sont pas les droits des individus mais les droits du peuple. Deuxièmement, c'est à travers l'État que ces droits sont reconnus, et c'est dans les institutions publiques, qui *appartiennent au peuple*, qu'une partie importante des supports collectifs est ancrée. Troisièmement, aussi bien le peuple que les individus sont reconnus en tant que *travailleurs*. Ce dernier point se concrétise par la salarisation, la syndicalisation et le développement du système de protection sociale.

A la différence du processus d'affiliation décrit par Robert Castel à propos de la société salariale du capitalisme français (dont les traits généraux peuvent le rapprocher du capitalisme rhénan), il ne s'agit pas ici d'un long parcours de construction des protections collectives autour d'une relation salariale préexistante. En effet, Castel montre l'évolution du rapport salarial par son passage de la condition prolétarienne à la condition ouvrière et à la condition salariale proprement dite[267]. Ce parcours de construction ou d'évolution du rapport salarial n'a pas existé en Argentine (ni dans le reste de l'Amérique latine, mais pour d'autres motifs) parce qu'avec le péronisme la relation salariale atteint une telle amplitude et avec une telle rapidité qu'on peut dire qu'avant 1940 il n'était pas question de salariat proprement dit. Dans le même sens, avec le péronisme la forme du salariat est populiste et demeure populiste

[267] *Cf.* Castel, R., *op. cit.,* 1995, particulièrement le Chapitre VII, pp. 323-384.

jusqu'à sa décomposition dans les années soixante-dix. Ainsi, entre l'Argentine et le capitalisme d'Europe occidentale, les différences sont plus d'ordre historique que de composition de structure. Comme nous l'avons montré, la proportion de salariés n'est pas beaucoup plus importante en France entre l'après-guerre et les années soixante-dix qu'en Argentine (*cf. supra*, p. xx). Il ne semble donc pas pertinent de faire porter la discussion sur le niveau de consommation des populations, ni sur leurs états de bien-être ou les « niveaux de développement » respectifs à chaque pays. Nous pensons, par contre, que le rapport salarial tel qu'il a été l'objet de la sociologie occidentale, résulte d'un long parcours dans la société civile qui précède le développement des protections dans l'orbite de l'État. La construction du collectif s'opère, dans le cas de l'Europe occidentale, à la suite d'un conflit entre classes sociales. Par contre, dans le cas des sociétés du Cône Sud de l'Amérique latine, le collectif est le produit d'une construction qui émane du politique. En outre, la célérité de ce processus dans des sociétés comme la société argentine relève d'un parcours beaucoup plus court que celui des pays comme la France, l'Allemagne ou l'Angleterre. En France la classe ouvrière est le fruit d'une construction qui dure plus de trois siècles, tandis qu'en Argentine l'industrie commence à se développer timidement vers la fin du XIXe siècle pour se consolider dans les années quarante après une large explosion marquant une discontinuité plutôt qu'un processus de construction. Cette différence historique peut être à la base de la rapide déstructuration du rapport salarial des pays du Sud à partir des années soixante-dix, tel qu'on le montrera dans la Partie 4 du présent chapitre (*cf. infra*, 4. La déstructuration.).

Comme nous venons de le voir, en Argentine, l'État, le peuple et le travailleur surgissent au même moment, faisant partie d'une unité difficile à rompre.

Encadré 2 : La société selon Perón.

Dans la conception péroniste, la société se définissait à partir d'une double distanciation de ce qu'elle considérait être les positions capitalistes ou libérales et les positions communistes ou dirigistes. Fut alors promue la *troisième position.*

« Dans l'ordre économique, la troisième position signifie l'abandon de l'économie de libre échange et de l'économie dirigée par le biais d'un système d'économie sociale, auquel on arrive en mettant le capital au service de l'économie.
« Dans l'ordre social, la troisième position entre l'individualisme et le collectivisme c'est l'adoption d'un système intermédiaire dont l'instrument de basse est la justice sociale.
« Que telle soit la solution est montrée dans la réalité concrète de notre peuple qui se sent heureux parce qu'il peut travailler dignement ; parce que le capital a été humanisé ; parce que la propriété, le capital et les richesses sont maintenant des biens individuels de fonction sociale ; parce que l'exploitation capitaliste de l'homme et toutes sortes d'exploitation humaine ont disparus, et on voit clairement qu'il s'agit de la véritable solution dans le fait que progressivement, avec la réalisation de nos propositions, la réaction communiste a disparu, qu'elle a perdu parmi-nous les arguments qu'elle possède pour gagner des adeptes dans les pays capitalistes.
« C'est notre Troisième position, que nous offrons au monde comme solution de paix. »
Juan D. Perón : *La Nación Argentina. Justa, Libre, Soberana. Año del Libertador General San Martín*, Buenos Aires, 1950, 3a. Edición, p. 147.

Eva : *« Perón est le peuple ».*

« Je dis toujours que les trois grands amours d'un péroniste sont le Peuple, Perón et la Patrie. »
« Le Général a une grandeur spirituelle tellement extraordinaire qu'il est toujours présent dans nos sentiments et notre cœur ; mais je crains que ce ne soit pas le cas du peuple, et parfois je pense que tous les péronistes ne me comprennent pas et ne me croient pas lorsque je dis que Perón est le peuple. […] ils n'ont pas encore compris que cela signifie que pour aimer Perón il faut aimer le peuple, l'aimer profondément et surtout servir la cause du peuple »
[…] « Je crois fermement que la cause de tous les maux de l'histoire des peuples est la prédominance de l'esprit de l'oligarchie sur l'esprit du peuple. […] Et le système capitaliste qui domine depuis *Wall Street* est aussi oligarchique que le système dominant en Russie. […] Le péronisme qui triomphe le 17 Octobre [1945] est une victoire du vrai peuple sur l'oligarchie […] parce que nous avons un homme, le général Perón, qui brûle sa vie pour […] déposer sur nos mains le drapeau péroniste et une patrie socialement juste, économiquement libre et politiquement souveraine. »
Eva Perón : *Historia del peronismo,* Buenos Aires, Freeland, 1971, pp. 67-74.

Source : Annexe documentaire de BERETTA et al, op. cit., 1997.

Les interprétations des sciences sociales.

Les sciences sociales argentines ont développé toute une polémique autour de l'interprétation des origines du péronisme et, bien que nous ne voulions pas participer au débat, cette discussion témoigne de la profondeur des transformations et plus précisément, des altérations concernant la place que les catégories populaires occupent dans la société. Par rapport à notre objectif, les différentes positions sont importantes plutôt par leurs convergences que par leurs divergences. Elles témoignent de l'ampleur des transformations à la fois dans l'identité et l'intégration des couches populaires.

Une des lignes classiques d'interprétation des origines du péronisme met l'accent sur l'existence d'une classe ouvrière en formation au moment de l'arrivée du Général Perón au gouvernement. Murmis et Portantiero ont montré que dans les années trente un syndicalisme en formation existait, lors de l'arrivée dans l'emploi industriel des travailleurs d'origine européenne, aux orientations socialistes et communistes[268]. Les anciens dirigeants syndicaux auraient ainsi participé à l'ascension de Perón au pouvoir qui, en se servant de sa position dans le gouvernement aurait satisfait les demandes des travailleurs au prix de la perte d'indépendance des syndicats et du changement dans les orientations idéologiques du mouvement ouvrier.

Une interprétation divergente, celle de Gino Germani, signale la « disponibilité structurelle des masses » : en effet, un million de nouveaux travailleurs arrive dans les grandes villes pendant la décennie qui précède le péronisme[269]. Germani insiste sur le rôle de ces masses urbaines d'origine agricole qui, dépourvues de leurs cadres de référence

---

[268] *Cf.* MURMIS, Miguel y PORTANTIERO, Juan Carlos: *Estudio sobre los orígenes del peronismo*, Buenos Aires, Siglo XXI, 1971.

traditionnels et peu intégrées aux structures et valeurs de la vie urbaine et “ moderne ”, étaient disponibles pour de nouvelles interpellations idéologiques.

Tout en reconnaissant leur justesse, nous considérons ces interprétations comme complémentaires et non comme opposées. Car, si l'hypothèse de la disponibilité des masses paysannes semble pertinente pour les nouveaux arrivés à la grande ville, il semble aussi juste de dire que les interpellations du péronisme et ses références à la justice sociale s'inscrivaient dans une culture populaire déjà présente dans la ville et cultivée au sein des structures syndicales et politiques que les couches moyennes et populaires avaient construit avant 1940. En premier lieu, il semble que ces interprétations appuient leur rivalité sur l'observation, l'une des travailleurs urbains, et l'autre sur l'observation des travailleurs d'origine rurale. Pour Murmis et Portantiero, ce sont les travailleurs d'origine européenne déjà syndicalisés depuis longue date qui servent de base à la formation du syndicalisme péroniste. A son tour, Germani met l'accent sur les nouveaux venus en ville, dont les « cadres de référence » ruraux sont en crise, étant ainsi « disponibles » à une nouvelle interpellation. En deuxième lieu, la stratégie politique choisie par Perón vis-à-vis de la classe ouvrière a été soulignée par plusieurs observateurs. En la simplifiant, on peut dire que le péronisme agit avec un double visage de répression et de cooptation. Ainsi, indéfectiblement, face à chaque conflit ouvrier Perón donne la même réponse : répression des dirigeants rebelles ou indépendants et en même temps satisfaction des demandes et cooptation des syndicats obéissants[270]. Entre 1943 et 1954 ont été enregistré 112 *interventions* de syndicats[271].

---

[269] *Cf.* Germanni, G., *op. cit.*, 1962. GERMANI, Gino : “El surgimiento del peronismo: el rol de los obreros y de los migrantes internos”, *Revista Desarrollo Económico Vol. 13, Nro. 51*, Buenos Aires, 1973.

[270] Dans certains cas, une grève se déclarait de la part d'un syndicat, ce qui donnait lieu à une intervention de celui-ci de la part de la centrale ouvrière unifiée (CGT) qui remplaçait la direction. Lorsque la CGT était inefficace, Perón intervenait directement, « il cédait aux demandes partiellement ou totalement et en même temps il exerçait une répression (violence ouverte, militarisation, fermeture de syndicats), ensuite intervenait la CGT qui déployait une campagne de propagande… » MORON, Alicia : « La sociedad

Mais, on peut souligner un autre aspect : celui des transformations du modèle social. Effectivement, comme en Uruguay et au Chili, le germe d'un syndicalisme indépendant s'est développé dans l'Argentine du début du XXe siècle, il témoigne d'une classe ouvrière en formation. Pourtant, les mutations survenues dans les années quarante ont été d'une telle ampleur que l'évolution des liens entre les catégories populaires et le politique avant et après 1945 montre plutôt une rupture qu'une continuité. A contrario de ce qu'on pouvait observer dans la période précédente, l'aspect le plus remarquable des années quarante ne résulte pas d'un fait purement démographique. L'arrivée d'une nouvelle vague migratoire, ayant une grande importance, n'en constitue pas le trait dominant. Ce qui change le visage de la société argentine, c'est l'intégration des couches populaires en tant que *peuple travailleur*, à travers l'action de l'État.

La construction politique du clivage social. Le péronisme et la politique de 1955 à 1973.

En 1955 un coup d'État met fin à la première saga de gouvernements péronistes, à partir d'une alliance unifiant une large partie de l'opposition. Les militaires prennent le contrôle de l'État dans l'intention de mettre fin au projet péroniste qui montre des signes d'épuisement et qui a divisé la société en deux. En effet, pendant dix ans Perón a déployé une politique de type travailliste conçue comme une tentative « corporatiste » de réforme de la société argentine aspirant à la

---

argentina del primer peronismo (1943-1955) » in BERETTA, Alcides et al : *Los años de la ilusión de masas. La Argentina de Yrigoyen a Perón (1930-1955)*, Montevideo, Universidad de la República, 1997, p. 91.

[271] *Cf.* DOYON, Louise : "La organización del movimiento sindical peronista", *Desarrollo económico 94*, Buenos Aires, 1984.

conciliation des classes ainsi qu'à la suppression des partis politiques et de l'autonomie ouvrière[272]. « L'ère de la justice sociale que [le péronisme] prétendait inaugurer, impliquait la substitution de l'État libéral abstentionniste par un système corporatiste capable d'institutionnaliser les conflits sociaux en s'appuyant sur les fonctions étatiques incorporées »[273]. Or, l'establishment patronal n'est pas convaincu que donner autant de bénéfices aux travailleurs est le meilleur chemin pour obtenir la paix sociale, ce qui provoque son éloignement progressif du gouvernement[274]. En effet, après la fin de la Seconde Guerre Mondiale (et la défaite des pays de l'Axe), une alliance d'opposition se constitue autour du mécontentement du patronat et des propriétaires terriens, suivis par les classes moyennes, les intellectuels et l'église catholique.

La consolidation d'un mouvement de résistance face au péronisme pousse Perón vers une stratégie de renforcement du visage populiste du mouvement. Effectivement, à défaut de tout autre soutien au gouvernement, les liens avec le mouvement ouvrier sont renforcés, la mobilisation populaire est promue par l'État et les syndicats s'érigent de plus en plus en acteurs politiques. Il s'agit d'un rapport de forces qui se constitue progressivement tout au long du régime péroniste. Sur la base de la représentation du conflit politique en termes de clivage social, s'opère une identification entre le peuple, le mouvement péroniste et la nation. Ce clivage est articulé autour de la définition d'un antagonisme

---

[272] Le projet péroniste a été qualifié de « fasciste » par quelques auteurs (Halperín Donghi, 1994) ou d'un « institutionnalisme » proche du fascisme (Torre, 1995). Plusieurs données contribuent à cette qualification. Ces auteurs s'appuient non seulement sur l'identification du groupe des compagnons militaires de Perón (le GOU), de sympathies manifestes pour les « pays de l'Axe » pendant la guerre, mais aussi sur les manifestations à la fois antilibérales (ou *anticapitalistes*) et anticommunistes. Au niveau idéologique, le projet de Perón concevait la société comme une *communauté organisée*. HALPERÍN DONGHI, Tulio: *La larga agonía de la Argentina peronista*, Buenos Aires, Ariel, 1994. TORRE, Juan Carlos : *El 17 de Octubre de 1945*, Buenos Aires, Ariel, 1995.

[273] Novaro & Palermo, *op. cit.,* 1996, p. 384

[274] L'historien Halperín Donghi affirme que « les patrons argentins, très sagement, ne croyaient pas à un danger proche de révolution sociale et résistaient à payer les coûts sûrement onéreux [comme conséquence des concessions faites aux ouvriers] face à une éventualité d'une extrême improbabilité », Halperín Donghi, *op. cit,.* 1994.

entre le peuple et le mouvement péroniste d'un côté, et les ennemis de la nation de l'autre[275].

Après le renversement du deuxième gouvernement péroniste en 1955, les syndicats déplacent davantage leurs actions vers la politique. En effet, étant donné la proscription du parti péroniste, la Centrale ouvrière (CGT) a représenté politiquement le mouvement jusqu'à 1973, année du retour de Perón au gouvernement. Le coup d'État de 1955 (la *Révolution libératrice* selon ses instigateurs) contribue à associer le péronisme au mouvement ouvrier et renforce la perception du péronisme comme seul représentant des intérêts et de l'identité des couches populaires. Ce coup d'État marque la fin du soutien des militaires à Perón, ce qui renforce l'interprétation du péronisme comme expression d'une rupture historique dont le rôle principal est joué par le *peuple* seul le 17 octobre 1945. Après ladite *Révolution libératrice*, le parti péroniste est interdit, une forte censure s'exerce sur tous les médias et sur toute manifestation publique, et son leader part en exil vers l'Espagne de Général Francisco Franco où il demeure jusqu'en 1973. Pourtant, le péronisme continue à être le premier acteur politique, notamment à travers les organisations syndicales et le maintien de toutes ses capacités électorales. En effet, pendant toute la période de proscription du péronisme (1955-1973), aucun gouvernement n'est élu au cours d'élections libres : le péronisme reste de facto la première force électorale. Or, le parti étant interdit, le péronisme doit s'appuyer sur les organisations ouvrières, la *colonne vertébrale* du mouvement, consolidant ainsi la mythologie populiste des couches populaires.

Au niveau du système politique, une sorte d'irréconciliable équilibre des forces s'installe. Tout gouvernement, qu'il soit civil ou militaire, se retrouve devant le défi de manœuvrer dans un système

---

[275] Selon une ligne d'interprétation politique, le renforcement des liens entre le péronisme et le mouvement ouvrier serait la conséquence des besoins tactiques de Perón et non pas une partie du projet politique original. Halperín Donghi, *ibidem.* Si l'interprétation peut paraître exagérée, elle illustre bien la manière dont le péronisme soumet sa stratégie sociale à sa stratégie politique.

politique qui prétend ignorer le péronisme organisé autour des syndicats, sans jamais arriver à l'éliminer ni à diminuer leur pouvoir de pression. Pendant les dix-huit ans qui séparent le putsch du retour du péronisme au pouvoir en 1973, c'est la présence d'un conflit politique représenté (pour les catégories populaires) autour de l'opposition entre le *peuple* et l'*oligarchie* qui organise la politique argentine. Cet antagonisme se fait déjà présent en 1943, lorsque le péronisme établit les fondations de son pouvoir, et se prolonge jusqu'à ce que la dernière dictature militaire (1976-83) mette fin à ce schème socio-politique. Or, l'antagonisme peuple/oligarchie n'est pas une opposition d'origine sociale, comme on pourrait le croire au premier regard. En effet, comme le disent Novaro et Palermo, le problème « ce n'est pas que le péronisme 'représente' des demandes sociales radicales sous la forme d'un antagonisme politique, mais qu'il a construit un antagonisme politique radical sur la base d'un clivage social [...]. Celui qui s'est construit au milieu des années 1940 n'a pas été un antagonisme social à proprement parler, mais de par son origine et sa logique de développement, c'est un antagonisme politique qui s'est enraciné et s'est nourri à partir d'un clivage social entre le peuple et l'oligarchie »[276].

Une autre interprétation concordante signale qu'« en faisant converger les questions de l'interventionnisme étatique et de la politisation du conflit social, la création d'un espace public unifié et commun dans lequel interagissent les différents agents économiques et sociaux se transforme, donc, en la marque de naissance du populisme d'après-guerre. Le corollaire le plus important de cette convergence a été la transformation de l'économie en une question expressément politique »[277].

Cette caractéristique (propre aux populismes), a pour conséquence d'enraciner les catégories populaires au sein du politique, étant donné que l'État doit ouvrir une porte à leur participation. Dès lors, les

---

[276] Novaro & Palermo*, op. cit.,* 1996, p. 388.

travailleurs s'intègrent dans une configuration sociale qui réclame une participation active et qui renforce leurs organisations sociales à caractère corporatiste. Ainsi, les couches populaires font partie de la nation plutôt que de la société. Plus précisément, la société dans laquelle elles s'intègrent est représentée par l'image d'une nation. Ceci explique pourquoi le conflit social évoqué par les discours populistes l'est toujours en termes de conflit national, entre le *peuple* substance de la nation et ses ennemis (que ce soit les Américains, les communistes ou l'oligarchie)[278].

---

[277] Cavarozzi*, op. cit.,* 1999, p. 6

[278] D'où l'une des bases de l'autoritarisme dans le régime populiste, car cette représentation manichéenne permet que tout ennemi du régime soit présenté comme étant un ennemi de la nation. Ainsi ont été qualifiés par le péronisme, chacun à leur tour, l'Église catholique, les propriétaires terriens, l'Université, les « démocrates », l'ambassadeur des États unis ou les cheminots en grève.

LA PREMIERE BLESSURE. LA FIN DU POPULISME ET LE MODELE DEVELOPPEMENTISTE (1955 - 1973).

Tout au long de la période allant de 1955 jusqu'à 1973, trois dictatures militaires et deux gouvernements civils ont alterné. Bien qu'entre eux d'importantes différences puissent être constatées, l'ensemble de leurs politiques économiques est orienté par une idéologie de type « développementiste ».

Au début des années 50, l'économie argentine est confrontée à de graves problèmes, de même que le reste des économies populistes latino-américaines fonctionnant selon des schémas protectionnistes et distributifs. Ces problèmes ont été principalement liés aux déficits fiscaux et aux déficits de la balance des paiements, et à la stagnation du secteur agricole[279]. C'est la stratégie de sortie de cette situation que l'on a appelée le « développementisme ». Celle-ci consistait dans la mise en pratique de deux types de mesures. D'abord, l'application de politiques de stabilisation macro-économique qui, selon Cavarozzi, « ont montré plus de discipline et de consistance que ce qui avait caractérisé les tièdes essais de leurs prédécesseurs populistes ». Ensuite, la volonté d'augmenter la substitution des importations, « sur la base de l'installation et de l'expansion des industries productrices de biens de consommation durable, intermédiaires et de capital »[280]. C'est le moment de l'apparition des premières entreprises multinationales, qui s'installent en Argentine attirées par des politiques favorisant les investissements étrangers.

Ce type de conception est inspiré également, par les premières interventions en Amérique latine des nouveaux organismes

---

[279] En 1950, les dépenses publiques représentaient 22,5% de PNB alors que les recettes fiscales ne s'élevaient qu'à 17% du PNB.
[280] Cavarozzi, *op. cit.,* 1999, p. 8.

internationaux, notamment le Fonds Monétaire International. Ces interventions prônent, déjà, des mesures qui ont tendance à engendrer une récession et qui ont eu « des effets pervers sur les niveaux des prix ». Afin de réduire les déséquilibres internes, le FMI plaide la réduction des dépenses publiques, ce qui se traduit par une diminution des salaires (à l'époque, les dépenses publiques étaient généralement composées à 80% de dépenses salariales)[281].

Tout comme sous le populisme, l'industrie et l'État sont au centre de la stratégie développementiste. Mais, à présent, il s'agit d'une alliance avec le capital transnational se tournant vers la production de biens de consommation durable et intermédiaires, dont la demande est assurée par l'investissement, les dépenses publiques et la consommation des couches les plus aisées. La concentration de capital qu'on peut observer entre 1958 et 1972 est suivie d'importantes transformations sectorielles qui vont, toutes, avoir des conséquences sur la physionomie des catégories populaires.

En effet, le développementisme n'est pas uniquement un projet de stabilisation économique. Il propose la transformation de la société à partir d'un diagnostic qui fait état d'un retardement structurel des sociétés latino-américaines par rapport aux sociétés d'Europe occidentale et des États-unis, prises comme modèle. Ainsi, le projet développementiste consiste en une modernisation culturelle et sociale, qui cherche à dépasser le type de conflit propre au péronisme à partir d'une conception « technocratique » de l'intervention politique. Le bien-être doit être un résultat du développement économique et de la modernisation de la société et non un point de départ ou une ligne d'orientation économique.

De son côté, la nouvelle stratégie industrielle modifie principalement la création d'emplois. D'une part, un nombre important de

---

[281] Ces premières interventions du FMI sont analysées par Rosemary Thorp dans son rapport pour la BID, où l'auteur affirme que « les économies latino-américaines ont été utilisées principalement comme terrain d'essai ». *Cf.* Thorp, 1998, pp. 185 et ss.

petits et moyens établissements sont détruits au cours du processus de concentration, ce qui entraîne l'élimination de postes de travail. De l'autre, la nouvelle industrie crée des emplois à salaire moyen (employés de l'administration, professionnels et techniciens), en nombre presque équivalent à ceux qu'elle détruit ; de telle sorte que, si en termes absolus l'industrie ne fait pas augmenter la masse de travailleurs, elle modifie la qualité des emplois en accroissant la proportion de salariés à qualification supérieure. Par ailleurs, la création de postes de travail se produit principalement au sein de l'industrie du bâtiment et dans le commerce, dans les deux cas en diminuant le nombre de travailleurs indépendants pour les intégrer dans le salariat. Finalement, s'opère une très importante tertiairisation de l'économie, qui augmente notamment la quantité de salariés au sein des classes moyennes et la participation des strates inférieures dans les services à la personne.

Les changements de la structure sociale par rapport à la période péroniste, peuvent être synthétisés en trois points. Premièrement, le développementisme consolide et modifie la structure du salariat par l'élargissement des positions intermédiaires. Dans ce sens, en observant le Tableau 1, l'on voit clairement la différence, tant de fois soulignée, entre les trois pays du Cône Sud et le reste de l'Amérique latine. En effet, dans ces trois pays, l'ensemble du « secteur moderne structuré » (le salariat dans l'économie formelle), a dépassé largement les 70% du marché du travail dans les années soixante-dix, ce qui montre un écart dans leur structures sociales par rapport à celles du reste du continent. A l'exception du Costa Rica, qui est un cas intermédiaire, et du Chili dont le secteur minier est très développé, c'est seulement en Argentine et en Uruguay que la proportion du marché du travail occupé dans des activités urbaines « structurées » par le salariat est si importante. Elle atteint respectivement 66% et 64,2% ; mais si l'on prend en compte la proportion des travailleurs dans l'agriculture moderne, ces proportions s'élèvent jusqu'à 77,7% et 76,3% de la population active.

Deuxièmement, la concentration industrielle provoque la consolidation d'un secteur de grandes entreprises transnationales qui, bien que ne représentant que 2% du nombre d'établissements, absorbe la moitié de l'emploi et les deux tiers du produit industriel.

Troisièmement, une « couche marginale » de travailleurs et de chômeurs commence à émerger. Ainsi, « le bilan final du développementisme est une structure sociale 'urbaine' dont la classe moyenne représente approximativement 45% et la classe ouvrière près de 54% [de la population active], avec une prééminence des couches salariées dans la première et une augmentation des travailleurs autonomes [marginaux] dans la seconde »[282].

[282] Torrado, *op. cit.,* 1994, p. 422.

TABLEAU 1
STRUCTURE DU MARCHE DU TRAVAIL DES PAYS LATINO-AMERICAINS EN 1970
(En pourcentages)

	Secteur urbain structuré	Agriculture moderne et mines	Secteur structuré	Secteur non structuré	Personnel domestique	Agriculture traditionnelle
Argentine	66,0	11,7	77,7	9,5	6,1	6,7
Uruguay	64,2	12,1	76,3	11,1	5,7	6,9
Chili	53,1	20,9	74,0	11,5	5,2	9,3
Costa Rica	44,1	24,4	68,5	7,3	5,6	18,6
Colombie	38,7	21,3	60,0	11,5	6,2	22,3
Mexique	33,9	23,0	56,9	14,5	3,7	24,9
Brésil	38,6	13,1	51,7	9,3	5,6	33,4
Guatemala	22,5	23,2	45,7	12,9	4,4	37,0
Pérou	29,8	11,8	41,6	17,0	3,7	37,7
Bolivie	15,4	11,5	26,9	14,5	5,1	53,5

Note : Les pays sont classés selon la taille de leur secteur structuré. Le chômage n'est pas pris en compte. *Source* : Élaboration personnelle sur données du PREALC, 1982[283], présentées in THORP, 1998

TABLEAU 2
POPULATION ACTIVE. PROPORTION DES SALARIES - ARGENTINE (1947-1980)

	1947		1960		1970		1980	
	(c)	%	(c)	%	(c)	%	(c)	%
Actifs	6,2	100	7,4	100	8,8	100	10	100
Salariés	4,6	74	5,2	70	6,3	71,4	6,6	66
Non salariés	1,6	26	2,2	30	2,5	28,6	3,4	34
Total percepteurs de revenu (a)	6,3	100	8,2	100	10,0	100	11,9	100
Actifs		98,3		91,2		88,4		83,7
Passifs (b)		1,7		8,8		11,6		16,3

Source : Élaboration personnelle sur données des recensements de la population présentées par Torrado, *op. cit.*, 1994
(a) Actifs + passifs. (b) Retraités + pensionnés. (c) En millions de personnes.

.

[283] Le PREALC (Programme régional d'emploi pour l'Amérique latine et le Caraïbe de l'OIT) construit une catégorisation en secteur « structuré » et « non structuré » du marché du travail pour différencier les travailleurs de l'économie informelle ou en noir, catégorie qui correspond à ce dernier secteur. Nous reprenons ces catégories afin de respecter la précision des données statistiques. Sauf pour le cas des professionnels autonomes et des patrons, il s'agit, notamment, de salariés classiques.

Du point de vue social, l'ensemble de la période 1955-73 est marquée par une diminution de la qualité de vie et des bénéfices des catégories populaires. Premièrement, le salaire réel n'augmente que de 10%, ce qui est qualifié de « risible » par Torrado, en comparaison avec les gains de productivité de la main d'œuvre. En effet, la participation des salariés au revenu total descend jusqu'à 40%, c'est-à-dire quatre pour cent de moins qu'à la fin de la période péroniste et dix-sept pour cent en dessous de la meilleure performance, réalisée en 1950. Deuxièmement, et toujours en comparaison avec la période péroniste, les dépenses sociales diminuent d'un tiers par rapport au PNB et de 10% si l'on prend le taux de dépenses par habitant. En conséquence, les services publics se sont détériorés de façon progressive et ininterrompue dans le domaine de la santé publique ainsi que dans celui de l'éducation et de la production des logements sociaux. Troisièmement, les retraites diminuent jusqu'à 50%-60% de leur valeur en 1950.

A côté des positions mieux intégrées et consolidées dans le salariat (77,7% de la population active en 1970), on aperçoit les premiers signes d'apparition de couches de type « marginal ». D'abord, apparaît une proportion de chômeurs significative, oscillant autour de 6% (proportion qui n'est pas trop éloignée, d'ailleurs, de celle qu'enregistraient les économies les plus développées à l'époque). Ensuite, s'installe une proportion de 9,6% de travailleurs du secteur « non structuré », c'est-à-dire participant à l'économie au noir, non-qualifiés, instables et avec les plus faibles rémunérations. Enfin, on observe que ces premières formes de précarisation de l'emploi salarié, touchaient près de 20% des ouvriers[284].

[284] Torrado, *op. cit.,* 1994.

Le conflit social sous le développementisme.

Du point de vue des travailleurs, non seulement le développementisme réduit les acquis en matière d'égalité, mais il vise à diminuer la participation des syndicats à la définition des politiques économiques. En effet, il y a une méfiance des gouvernants vis-à-vis de la participation citoyenne à la gestion publique, perçue comme un obstacle à l'indispensable planification de l'économie. Cette méfiance est alimentée par un mélange de réactions au populisme – notamment à ses structures syndicales et à son état de permanente mobilisation populaire -, et de formation technocratique des fonctionnaires. En réalité, « la participation sociale a été perçue par les économistes du développementisme comme génératrice d'embarras pour la gestion efficace des affaires publiques »[285].

Or, contrairement à ce qu'ils espéraient, les mesures appliquées ont rendu plus aigus les conflits sociaux par l'état croissant de mobilisation ouvrière et estudiantine, qui cherchent à défendre leurs acquis. Les catégories populaires perçoivent les gouvernements non-péronistes selon le schéma populiste de représentation du conflit socio-politique. Ainsi, la confrontation est nourrie d'un côté comme de l'autre. Pour les premiers, les technocrates du développement sont des représentants de la banque et du capital international, donc des ennemis du peuple. Pour les autres, le péronisme ne fait qu'alimenter un corporatisme ouvrier sans limites qui constitue une menace pour la stabilité et un obstacle à la modernisation. Au fur et à mesure que *l'élitisme technocratique* fait appel à la répression de la part des gouvernements militaires, les travailleurs cultivent un sentiment nostalgique pour le péronisme qui, proscrit, apparaît comme le seul défenseur du peuple. La mobilisation populaire prend une telle ampleur dans cette période qu'elle est perçue comme une menace pour la stabilité du régime et tenue pour responsable de l'échec des gouvernements développementistes face à la persistante inflation.

Les rapports de forces deviennent une équation à termes égaux ou à somme nulle, qui se définissent pour ou contre la solution populiste, mais sans qu'aucun des deux n'arrive à imposer son projet à l'adversaire. Ainsi, le niveau d'activité atteint par les syndicats, d'une part, et les craintes et résistances dans les secteurs anti-péronistes, de l'autre, parviennent à une telle rigidité qu'ils empêchent aussi bien la permanence dans le modèle péroniste que la sortie vers d'autres possibilités. C'est ce que Tulio Halperín Donghi a défini comme la configuration d'une « société non viable »[286]. C'est aussi ce qui est évoqué par l'économiste Aldo Ferrer (Ministre des finances 1970-71, sous gouvernement militaire) qui rappelle l'analyse de l'économiste brésilien Celso Furtado : « le développement précoce des syndicats, avant la consolidation des groupes industriels, combiné au contexte créé par la période péroniste, créa une situation où les syndicats poussèrent une organisation industrielle peu solide à prendre des positions conservatrices et hostiles au changement »[287].

Face à l'augmentation des conflits et à la croissante mobilisation des couches populaires alimentée par le péronisme proscrit, la période développementiste est caractérisée par son instabilité politique et, comme le montre à l'évidence l'échec successif de 9 gouvernements entre 1955 et 1973. La dernière tentative dans le cadre du développementisme est celle de la dictature de 1966-73 où trois présidents militaires n'arrivent pas à stabiliser la situation. L'échec de cette dictature militaire conduit au *grand accord national* débouchant sur le retour de Perón au gouvernement après dix-huit ans d'exil espagnol, l'espoir des militaires étant que le vieux leader pourrait contenir les masses. Or, contrairement

---

[285] Cavarozzi, *op. cit.,* 1999, p. 9.
[286] Halperín Donghi, *op; cit.,* 1994
[287] Cité par THORP, *op cit.*, p. 200.

à ce qu'on espérait, les tensions sociales s'accroissent avec le péronisme et les conflits politiques se voient poussés à l'extrême. Le 24 mars 1976 le plus sanglant des coups d'État de l'histoire argentine installe un nouveau gouvernement militaire dont la principale visée est de déraciner les traditions populistes avec, pour ambition finale une transformation structurelle de la société à partir de la volonté de l'État.

LA DESTRUCTURATION. LA DICTATURE ET LE NEOLIBERALISME (1976 - 1999).

Deux moments importants se distinguent clairement dans le dernier quart du XXe siècle lorsqu'on observe les changements dans la structure sociale argentine et qu'on essaie de comprendre les catégories populaires. Le premier est celui qui commence en 1976 avec l'installation de la dernière dictature. Suite à l'alliance entre les militaires et des groupes souscrivant à une idéologie économiquement libérale et politiquement conservatrice, dirigées par les secteurs des finances et de l'exportation (principalement les propriétaires terriens) une junte composée des trois forces armées prend le pouvoir le 24 mars 1976. Le coup d'État met fin à la troisième période péroniste (1973-76) et les nouveaux dirigeants incarcèrent la veuve de Perón alors en exercice de la présidence. Les militaires restent au pouvoir jusqu'en décembre 1983, date à laquelle, affaiblis par la crise économique et par la défaite de la guerre des Malouines en juin 1982, ils sont remplacés (à la suite des élections) par un gouvernement constitutionnel.

Le second moment est celui de la démocratie. Depuis 1983, l'Argentine connaît une stabilité du système politique sans précédent dans l'histoire contemporaine du pays, ce qui constitue une donnée d'importance pour comprendre l'évolution des catégories populaires. En revanche, pendant les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, le modèle de développement d'inspiration libérale instauré par les militaires ne subit pas de changements importants. Il se consolide particulièrement sous l'influence des organismes internationaux de crédit (FMI, BM, et BID)[288]. Ainsi, lorsque le gouvernement (péroniste) de Carlos Menem met

[288] Nous avons vu comment l'influence des organismes internationaux commence à l'époque du développementisme. Mais leur influence devient décisive à partir de la

en place le *Plan de convertibilité* en 1991, les réformes de l'État et de la société connaissent une nouvelle impulsion[289].

La dictature militaire de 1976-1983.

En mars 1976, après les coups d'État de l'Uruguay et du Chili en 1973, c'est le tour de l'Argentine de rejoindre la dernière vague putschiste du continent sud-américain. Au-delà des effets d'une politique continentale nord-américaine qui a soutenu largement les interventions militaires, et d'une conjoncture internationale inscrivant les conflits dans la logique de la guerre froide, on peut saisir la spécificité du cas argentin, en bonne partie marquée par trente ans de présence péroniste dans la vie politique du pays[290].

La dictature argentine de 1976-83 est un redoutable essai de transformation volontariste de la société. Dans ce sens, on peut dire que les militaires visaient à changer la structure sociale, et particulièrement

---

dictature de 1976, et plus particulièrement lorsqu'ils se constituent en acteurs du système politique sous les gouvernements de Raúl Alfonsín et de Carlos Menem, notamment à partir de la situation de dépendance financière dans laquelle se trouve l'État. Sous la gestion d'Alfonsín les organismes ont agi « comme des tiers dans les disputes entre les négociateurs gouvernementaux et les groupes patronaux, en limitant les concessions possibles en fonction des accords préalables ; à partir de 1989 [1er gouvernement de Menem], ils participent directement sur le champ de bataille […] Dans un contexte d'extrême faiblesse étatique, ils donnent au gouvernement une marge d'autonomie indispensable [par rapport aux groupes entrepreneurs] puisqu'ils remplissent une fonction qui équivaut à celle de l'État » (Novaro et Palermo, *op. cit.,* 1996, p. 300.).

[289] L'Annexe I montre, à la fin du Chapitre, les successions présidentielles ainsi que les interventions militaires.

[290] La crise du gouvernement péroniste et l'intervention militaire de 1976 sont des événements historiques extrêmement complexes dont le débat sur les causes et conséquences est très vif et l'analyse indéchiffrable avec les seuls éléments qui composent ce texte. Nous ne pouvons ici que signaler quelques éléments afin de décrire ces moments de l'histoire contemporaine argentine qui ont de fortes implications sur la socialisation politique des catégories populaires. Ces propos seront repris au moment de l'analyse de l'action collective, notamment au Chapitre V.

le rapport entre l'État et la société, afin de mettre un terme au type de dynamique conflictuelle inaugurée et consolidée par le péronisme. En effet, dans la logique des militaires, ce sont les conflits sociaux développés à partir des années cinquante qui ont plongé la société dans le chaos. Et pour en finir avec le *désordre*, il ne suffisait pas à leurs yeux de renverser un gouvernement déjà fortement contesté et discrédité. Leur stratégie demandait aussi d'aller plus loin qu'une forte attaque contre les organisations populaires. Il fallait modifier les conditions qui avaient permis aux catégories populaires de se constituer en une classe laborieuse. Pour ce faire, la modification du rapport entre les travailleurs et l'État devenait nécessaire. Selon les préconisations d'inspiration libérale, les racines du mal étaient ancrées au plus profond de la société. Commence alors une transformation radicale et qui deviendra irrévocable, non seulement de l'État, mais aussi des relations sociales fondamentales, des acteurs collectifs et d'une partie importante des principes régulateurs de la vie sociale. Cette transformation a été en partie possible grâce à une série d'événements historiques qui, parmi d'autres conséquences, ont érodé la confiance des catégories populaires en elles-mêmes et en leur principal soutien, l'État.

Une révolution s'amorce ainsi depuis le haut. Cette transformation drastique ne peut pas être comprise sans mentionner les causes historiques qui mènent à la dictature. A ce titre on retiendra tout d'abord l'échec du retour du péronisme au pouvoir au début des années soixante-dix.

Les causes de la dictature : crise et échec du péronisme.

En 1973, la mobilisation populaire et la crise du gouvernement militaire d'alors (1966-72) déterminent le retour du général Perón à la

présidence. Pendant les dix-huit ans de proscription du péronisme, les conflits sociaux et politiques avaient atteint de telles extrémités dans la confrontation qu'ils compromettaient toute tentative de gouverner en son absence. Pourtant, la nouvelle période péroniste, loin de satisfaire les expectatives, multiplie les tensions de toutes sortes, surtout après la mort de Perón en 1974, quand le pays tombe dans un véritable état de chaos politique. Le mot chaos n'est pas exagéré ; tout semble échapper au contrôle du gouvernement. Les attentats des bandes paramilitaires issues des services même de l'État se multiplient[291]. Plusieurs groupes (aussi bien d'inspiration marxiste que péroniste) se relancent dans la guérilla. La répression s'accroît, la mobilisation syndicale devient permanente et le boycott de certains groupes patronaux fait tourner au fiasco les premiers projets économiques du gouvernement. 1975 reste ainsi dans la mémoire collective comme une année de noirceur et de décomposition, même pour les travailleurs qui ont bénéficié d'importantes augmentations de salaire et de l'accroissement des dépenses sociales.

Pendant dix-huit ans (du renversement du gouvernement péroniste en 1955 jusqu'à son retour en 1973), les catégories populaires avaient fait l'objet d'une mobilisation sociale croissante autour du clivage péronisme/anti-péronisme. Dans les années soixante-dix, elles commencent à s'en distancier. Cet éloignement n'est pas uniquement dû à l'échec du gouvernement, mais aussi au fait que les confrontations les plus spectaculaires se produisent à l'intérieur du péronisme lui-même : en confrontation avec un pouvoir qui accroît la répression comme seule réponse, les catégories populaires ne peuvent qu'amplifier leur mobilisation,.

Naît ainsi le *Processus de réorganisation nationale*, nom donné par les généraux eux-mêmes au projet qui guide le coup d'État du 24 mars 1976. Au sein de l'alliance entre les forces armées et le secteur

---

[291] José López Rega, Ministre du Bien-être social et l'un des principaux conseillers de Perón fonde en 1975 la *Triple A, Alliance anticommuniste argentine,* composée de

traditionnel, d'idéologie libérale, ce dernier convainc les généraux que le modèle de développement centré sur l'État est *un terreau de fermentation de la subversion* et de la protestation sociale. Comme on l'a vu, l'ancien modèle a joui jusqu'à 1975 d'un consensus partagé par l'ensemble des groupes au pouvoir. Mais, la profondeur de la crise politique du début des années 1970 brise ce consensus d'une façon définitive.

Le péronisme représente alors la dernière tentative du modèle de développement endogène et étatique. Son échec signifie alors la fin du cycle long initié après la crise de 1930. Une partie importante de la société et un nombre significatif de groupes dirigeants sont dès lors convaincus qu'il faut changer le modèle économique, entamer un processus radical de discipline sociale et réduire la taille de l'État. L'autre projet de transformation, celui de la gauche et des secteurs populaires mobilisés, s'achève avec l'échec péroniste et l'exercice d'une répression totalitaire[292].

En 1976, un nouveau consensus réactionnaire se constitue autour de la demande de rétablissement de l'ordre dans le pays. L'intervention militaire est évidente dès 1975 lorsque le gouvernement constitutionnel de Isabel Perón « ordonne » aux forces armées d'intervenir dans la *lutte contre a subversion*[293].

---

policiers et responsable de nombreux attentats terroristes et de la répression illégale contre les organisations populaires de gauche, marxistes ou pas.

[292] Le plan répressif de la dictature a laissé un bilan de plusieurs dizaines de milliers d'exilés, incarcérés, morts et disparus. Elle a interdit toute activité politique et censuré fermement toute expression publique. L'esprit de la société argentine sort amputé de son côté gauche par la disparition physique ou morale de toute une génération de militants.

[293] Le général Videla conduit la lutte contre la guérilla du Nord du pays et soude ainsi un nouveau secteur dominant au sein de l'armée, cette fois-ci complètement aligné avec les orientations de *l'École des Amériques* (que les États Unis ont montée à Panama pour former les armées du continent aux techniques de répression) et avec les idéologies néolibérales, définitivement éloignées des idées développementistes. L'idéologie de la *Sécurité nationale* devient l'orientation principale des armées. C'est ainsi que le Coup d'État du 24 mars 1976 amorce un changement des orientations des forces armées au

Le projet de la dictature : d'une réforme de l'État jusqu'à une réforme de la société.

Agissant en tant que corporation, les militaires s'emparent de l'État et introduisent les premières réformes, étalées sur trois plans : ils promeuvent une idéologie antiétatique, appliquent un contrôle social indispensable aux transformations et amorcent l'ouverture commerciale ainsi que la réduction de la taille de l'État[294]. Ce moment représente une nouvelle blessure – cette fois-ci beaucoup plus profonde que celle infligée par le développementisme - dans l'identité populaire forgée sous le populisme. Le discrédit important subi à la fois par l'État et les syndicats ainsi que par la mobilisation populaire comme pratique politique, ont des conséquences fondamentales pour l'identité des catégories populaires.

Au niveau du consensus, l'opinion publique s'éloigne de l'État dans une direction vraiment antiétatique, en nette rupture avec les identifications populistes préalables. Cette prise de distance vis-à-vis de l'État commence avec la crise qui mène au putsch militaire, mais elle se renforce surtout à partir de l'expérience du terrorisme d'État. En effet, l'échec du gouvernement péroniste des années soixante-dix met fin aux expectatives de récupération du bien-être social comme résultat de l'action de l'État. Or, les militaires ajoutent le visage monstrueux d'un État qui se montre non seulement terroriste et disciplinaire, mais corrompu et pouvant même se laisser entraîner à toutes sortes de projets conduisant au désastre, comme le révèle la guerre des Malouines[295].

---

sein desquelles le développementisme avait trouvé un point d'appui dans les années 1950 et 1960.

[294] Palermo et Novaro soutiennent l'idée selon laquelle les militaires aurait connu un relative échec dans leur projet de transformation de l'État. En se comportant selon les codes « acquis tout au long de décennies de pratique dans le contexte politique de l'ancien ordre en décomposition, […] l'alliance libérale-militaire va très vite manquer de la cohérence et de l'effectivité » nécessaires aux réformes (Palermo & Novaro, *op. cit.,* 1996, p. 50 ss.). Par contre, on peut dire que sans le coup d'État des militaires la société aurait difficilement été transformée à la vitesse à laquelle cela a été fait. De ce point de vue, la tâche des militaires a été accomplie.

[295] Le 2 avril 1982, la junte de commandants prend d'assaut les Îles Malouines alors possédées par la Grande Bretagne (Falkland islands). Une guerre se déclenche, finissant en désastreuse défaite argentine quelques mois plus tard lorsque l'Angleterre récupère

Ainsi, pour une bonne partie de la population, l'État commence à être perçu non comme un rempart de protection collective, mais comme la forteresse dont peuvent s'emparer les groupes de pouvoir.

Les syndicats et la mobilisation populaire.

Du côté des syndicats s'opère une dynamique similaire à celle qui a provoqué le discrédit de l'État. Les militaires exercent une implacable répression sur les courants syndicaux novateurs et de gauche, en organisant la *disparition* physique de leurs dirigeants et militants, et une désarticulation complète de leurs organisations[296]. En revanche, ils établissent en même temps une forte alliance avec les courants corporatistes, représentants du syndicalisme de tradition populiste. Effectivement, pour conserver le contrôle sur leurs organisations menacées par le « nouveau syndicalisme », plusieurs dirigeants ouvriers s'impliquent directement dans la répression, du côté du pouvoir militaire. Cette collaboration casse l'image des syndicats comme organisation défendant les intérêts des travailleurs dévoilant sa face corporatiste, parfois qualifiée de *mafia*[297]. Finalement, malgré leur rapprochement avec le régime, les syndicats sont privés de l'un de leur principales source de financement : en 1980, le gouvernement leur soustrait notamment le contrôle des *œuvres sociales*.

---

les îles. Le gouvernement militaire n'arrivera jamais à se remettre de cet échec qui conduira à l'établissement d'un gouvernement démocratique un an plus tard.

[296] Les militaires ont assassiné 30 000 militants (selon les chiffres des organisations de droits de l'homme). Ils ont opéré à travers une méthodologie précise : après l'avoir séquestré dans la clandestinité, généralement ils torturaient la personne dans un camp de concentration pour la tuer postérieurement. Finalement, les corps étaient occultés et la personne « portée disparue ». C'est ainsi qu'en Argentine on désigne ces victimes de la répression comme des *disparus.*

[297] Comme le fait, par exemple, Raúl Alfonsín, candidat radical à la présidence lors les élections de 1983. Il dénonce une *alliance syndico-militaire*, ce qui constitue sûrement l'une des attaques contre le péronisme qui le conduit à la victoire.

En outre, les syndicats, avec l'ensemble des organisations populaires et de gauche, sont tenus responsables du chaos qui précéde le coup d'État. C'est à ce moment que s'amorce le phénomène idéologique le plus important de cette période. Premièrement, tant par leur discours que par la répression, les militaires provoquent une confusion qui rend très difficile de distinguer entre les divers types d'organisations populaires, qu'il s'agisse d'une guérilla marxiste ou péroniste, d'un groupe de l'Église de base, d'un syndicat étudiant ou d'une organisation de quartier. Deuxièmement, une confusion supplémentaire, résultat direct de la terreur et de la discipline sociale vient s'ajouter : si la persécution rend dangereuse toute tentative de mobilisation et d'organisation, ceux qui y participent sont paradoxalement perçus comme les responsables de la répression. Ainsi, pour une bonne partie de la population, la mobilisation populaire, par un paradoxe renversement cesse d'être vue comme un moyen de conquérir et de défendre ses droits et est perçue comme une activité pouvant conduire vers le chaos et la terreur. Plusieurs psychanalystes, notamment ceux qui ont travaillé avec les victimes du terrorisme d'État, ont montré que ces victimes sont tenues individuellement et socialement pour responsables de leur propre punition, ce qui constituerait un « effet psychopathologique de la répression »[298]. Leurs travaux vont bien au-delà du domaine thérapeutique pour montrer dans la presse et dans d'autres discours publics, comment les victimes sont rendues responsables de leur propre répression.

La structure sociale.

[298] *Cf.* KORDON, Diana et al. : *Efectos psicopatológicos de la represión social*, Buenos Aires, , 1985.

Sur la base des indicateurs statistiques, on constate que le gouvernement militaire a défavorisé largement les catégories populaires. Les données mettent en évidence qu'il ne s'agit pas uniquement de politiques inégalitaires, mais encore une fois d'une modification de la structure sociale et particulièrement de la place et de la composition des catégories populaires.

Tant en termes absolus que relatifs, la classe ouvrière salariée perd de son poids par rapport aux autres catégories socioprofessionnelles, avec une augmentation notable du travail précaire, au noir et sans protection sociale. La politique de désindustrialisation[299] et de réduction du secteur public diminue le nombre d'effectifs dans le salariat et de la classe ouvrière. En parallèle avec la fermeture des usines, le secteur informel amorce sa croissance. Ainsi, la classe ouvrière salariée, qui représentait 50% de la population active en 1947, n'en constitue plus que 34% lors du recensement de 1980 ; tandis que la « strate marginale » passe dans cette même période de 9,3 à 11,5%[300]. La participation des salariés au revenu national descend brusquement et ne retrouvera plus désormais le niveau des années soixante-dix. C'est ainsi que les salariés, qui percevaient 44% du revenu national en 1974-75, n'en reçoivent plus que 28% en 1976. Au niveau du salaire réel, celui-ci diminue de 37% pour la seule année du coup d'État, se situant ainsi au niveau de 1945. Vers la fin du régime, en 1982, le chômage et le sous-emploi réunis touchent 12,1% de la population active dans le Grand Buenos Aires, alors que cette proportion était de 8% en 1974. En ce qui concerne l'emploi dans le secteur public, l'évolution montre la volonté claire des dirigeants de réduire son importance : en 1985 les salariés de l'administration représentent 7,5% de la population active contre 9% en 1970 ; et en 1983, le salaire de la plus basse catégorie d'employés de l'administration nationale représente 50% de celui du

---

[299] *Cf.* SCHVARZER, Jorge : *La industria que supimos conseguir*, Buenos Aires, Planeta, 1996.

[300] Susana Torrado qualifie comme « strate marginale » le personnel domestique et les travailleurs non-qualifiés du bâtiment et des services. Les données présentées ici ont été tirées de Torrado, *op. cit.*, 1994.

même travailleur en 1970. En Argentine, un article de la constitution nationale consacre la stabilité de l'emploi dans l'administration. Par le biais du *décret-loi 21.703*, le gouvernement militaire déclare la *mise en disponibilité* (prescindibilidad) d'un important nombre de salariés, ce qui ouvre la voie à la première réduction d'emplois dans le secteur public[301].

Les politiques sociales.

En ce qui concerne les politiques et les dépenses sociales, les militaires pensent qu'en étant au cœur de l'État social, ces dépenses devaient sinon être éliminées, au moins être drastiquement réduites[302]. Ce but, qui n'a été atteint que partiellement, a été accompli à l'aide de deux procédures. Premièrement, par le biais du transfert des services et des responsabilités du gouvernement national vers les provinces. Deuxièmement, par la réduction directe des dépenses. Ainsi, entre 1975 et 1982, les dépenses sociales au niveau national passent de 4,67 à 2,26% et celles des provinces de 4,4 à 4,13%, ceci toujours en pourcentages d'un PNB dont le rythme de croissance ralentit et commence à stagner (voir Tableau 3 ci-dessous).

---

[301] *Cf.* ORLANSKY, Dora : « Empleo público y condiciones de trabajo. Argentina 1960-1986 », in *Desarrollo económico Vol. 29 – N°113*, Buenos Aires, abril-junio de 1989, pp.63-86.

[302] La référence aux politiques sociales a en Amérique latine un sens beaucoup plus large qu'en France. Cette notion comprend non seulement les politiques concernant la sécurité sociale et l'assistance, mais aussi l'éducation, la santé, certains services urbains et le logement.

TABLEAU 3 DEPENSES SOCIALES – ARGENTINE (1975 – 1982). *(En pourcentages du PNB)*										
	NATION					PROVINCES				
	Santé publique	Éducation	Habitat	Assist. Sociale	Total	Santé publique	Éducation	Habitat	Assist. sociale	Total
1975	1,21	2,40	0,32	0,74	4,67	1,21	1,89	0,99	0,31	4,40
1976	1,14	1,44	0,36	0,47	3,41	0,95	1,25	0,67	0,20	3,07
1982	0,41	1,36	0,19	0,30	2,26	1,45	1,90	0,59	0,19	4,13
Source : Prévôt Schapira, 1993										

En ce qui concerne le système sanitaire, les œuvres sociales, les retraites et les allocations familiales, la situation montre avec évidence une fracture dans le domaine du social. Tout d'abord, les militaires introduisent l'idée de réserver la santé publique aux plus démunis et essayent de faire passer les salariés vers le secteur privé, bien que le projet n'aboutisse que partiellement. Ainsi, ils décident de taxer les prestations dans le système public de santé sauf pour les indigents, qui doivent prouver leur statut par une attestation délivrée par la police. Deuxièmement, au niveau des prestations sociales concernant les salariés, le nombre d'affiliés aux *œuvres sociales* passe de 8 millions en 1979 à 6 millions en 1983, ce qui est une conséquence de la diminution de l'emploi salarié et de l'augmentation de l'emploi précaire et au noir. Troisièmement, en ce qui concerne les retraites, non seulement elles diminuent brutalement jusqu'à ne plus représenter que 70% des valeurs de 1955 ; il faut ajouter à ce constat l'élimination des apports patronaux transformant radicalement le système, qui devient ainsi entièrement cofinancé par les salariés et l'État[303]. En dernier lieu, en ce qui concerne

[303] Il faut souligner que depuis 1976 les retraites se situent en dessous des valeurs fixées par la loi, ce qui motive un grand nombre de plaintes contre l'État. Le système devient progressivement déficitaire et l'État cumule une dette croissante et toujours impayée. Le fait que l'État ait toujours payé ses engagements externes alors qu'il n'a jamais payé la

les allocations familiales[304], la valeur de ce qu'une famille moyenne perçoit en 1982 équivaut à 16% du montant qu'elle recevait en 1970, c'est-à-dire 3,7% du salaire d'un ouvrier de l'industrie. Non seulement les salaires baissent, principalement dans la partie inférieure de l'échelle, mais toutes les allocations qui relevaient du « salaire indirect » diminuent de façon drastique.

Quand démocratie se conjugue avec pauvreté (1983-1999).

Lorsque les militaires quittent le pouvoir, c'est le parti Radical qui remporte les élections avec le triomphe de Raúl Alfonsín à la tête du gouvernement (1983-89). Ensuite, c'est le retour du péronisme au pouvoir lors du succès de Carlos Menem aux élections de 1989, qu'il remporte encore en 1994 pour un second mandat lui permettant de rester à la tête du gouvernement jusqu'en 1999.

Comme on l'a vu, la démocratie a eu du mal à s'installer en Argentine tout au long du siècle. Telle était la norme en Amérique latine - à l'exception d'une poignée de pays : le Chili, le Costa Rica et l'Uruguay. Ainsi, comme le montre l'Annexe I, si l'on additionne les périodes de gouvernements militaires, on s'aperçoit que les Argentins ont vécu sous dictature militaire la moitié du XXe siècle ; et qu'entre 1928 et 1989 « jamais un président issu du suffrage n'avait passé le pouvoir à un candidat élu »[305]. Or, le retour à la démocratie en 1983 se fait avec une

---

croissante dette publique vis-à-vis des retraités, est un bon indicateur des résultats des rapports de force.

[304] En Argentine les « allocations familiales » représentent une allocation proportionnelle au salaire et au nombre d'enfants en âge scolaire. Instaurée sous le péronisme, cette allocation était une importante source de revenus pour les foyers percevant les salaires les plus bas.

[305] « Le 6 septembre 1930 un mouvement militaire – appuyé par des civils – renversa le président Hipólito Irigoyen, qui avait été élu, pour la deuxième fois, en 1928. Depuis

telle force qu'elle semble désormais établie. Ce contexte démocratique sera d'une importance cruciale à l'heure de comprendre les changements des comportements politiques, et au niveau de l'action collective des catégories populaires. En effet, à la différence de l'Uruguay, par exemple, qui a presque toujours vécu en démocratie, les couches populaires argentines trouveront une nouveauté dans l'établissement d'un environnement politique devenu concurrentiel : plusieurs partis politiques « modernes » se disputant le contrôle des appareils d'État et le soutien des électeurs, voilà une nouveauté que les catégories populaires incorporent à toute vitesse au cours des années quatre-vingt[306].

Pourtant, les élections libres et régulières, l'établissement de tous les droits politiques et la plus large liberté de presse ne provoquent aucun changement dans la direction des réformes sociales et économiques initiées par les militaires. Tout au contraire, elles vont être accélérées.

L'appauvrissement.

En 1984 l'Institut argentin des statistiques et recensements (INDEC) publie *La pobreza en la Argentina*, un rapport officiel sur la pauvreté qui choque l'opinion publique. Jusque dans les années soixante-dix la pauvreté était un phénomène relativement circonscrit, qui touchait principalement certaines provinces *arriérées* et quelques couches *marginales* de la population urbaine. Les Argentins découvrent qu'elle est aujourd'hui un problème en croissance qui rapproche le pays des

---

cette date, et jusqu'en 1989, jamais un président issu du suffrage avait passé le pouvoir à un candidat élu. Entre ce 6 septembre et l'élection de Raúl Alfonsín le 10 septembre 1983 l'Argentine fut gouvernée par vingt-quatre Présidents de la République, dont seize étaient des Généraux », SIGAL, Silvia : *Démocratie et crise économique. L'itinéraire d'un discours politique,* Paris, ronéo, 19, p. 3.

[306] Novaro et Palermo insistent sur la modernisation des partis politiques argentins comme l'un des traits de cette période. *Cf.* o*p. cit.*, 1996. Ce problème touche notamment

standards latino-américains. Cet appauvrissement qui commence peu avant la dictature va augmenter tout au long des deux décennies suivantes, même sous les gouvernements démocratiques.

« En 1988, l'extension de la pauvreté dans le Grand Buenos Aires s'élève à 36,7% des foyers et représente 44,3% de la population totale [...]. L'estimation du nombre absolu de foyers en situation de pauvreté est de 725.000 et celui du nombre de personnes s'élève à 3.218.000 »[307]. Dans ce même rapport, on signale que la pauvreté a augmenté de 13% entre 1974 et 1987, passant de 34,3% à 47,2% de la population de l'agglomération. Si l'on considère l'ensemble de la ville de Buenos Aires, 30,4% de la population était considérée comme pauvre en 1991, alors que cette proportion était de 20,6% en 1980 et qu'une estimation de la CEPAL chiffrait à 3% l'ensemble de la pauvreté urbaine en 1970[308].

Les données statistiques permettent de caractériser l'appauvrissement de la société comme un processus qui s'amorce à la suite de la crise de l'État providence, autour de 1975. Ce changement a deux caractéristiques. D'une part, on constate une polarisation sociale provoquée par l'augmentation à la fois du nombre des plus riches et des plus pauvres, ainsi que par une diminution croissante des catégories intermédiaires qui connaissent un appauvrissement dans leur grande majorité. D'autre part, cet appauvrissement des catégories intermédiaires engendre une « hétérogénéité de la pauvreté »[309] du fait que le groupe « pauvres » s'alimente d'un ensemble varié de catégories socioprofessionnelles (chômeurs, sous-employés, ouvriers, employés du secteur public, retraités, etc.). Si l'on considère les revenus, la situation est la suivante : en 1974, 10% des plus pauvres de la population percevaient 2,7% de la rente totale, contre 27% pour les 10% des plus

---

le péronisme qui abandonne son ambition de mouvement national (parti + syndicats + État) et devient un parti politique tout court en 1986.

[307] *Cf.* INDEC, *op. cit.*, 1989. Nous analyserons les critères d'estimation de la pauvreté au Chapitre II.

[308] MINUJIN, Alberto :« En la rodada », in Minujin A., *Cuesta abajo. Los nuevos pobres : efectos de la crisis en la sociedad argentina*, Buenos Aires, UNICEF/Losada, 1992.

[309] MINUJIN, *ibidem.*

riches. En 1993, ces mêmes pourcentages s'élèvent à 1,7% et à 34,6%, avec une variation de -37% pour les pauvres et de +28,15% pour les riches[310]. Du côté du salaire réel, les salariés percevaient au début des années soixante-dix 43% du revenu national, alors que ce pourcentage est descendu à 32% vingt ans plus tard[311]. Du point de vue de l'habitat, enfin, et en rapport direct avec les occupations illégales de terres, l'institut officiel des statistiques signalait en 1989 qu'« il existe un contexte clairement différencié en ce qui concerne l'accès au logement et la qualité de ce dernier parmi les groupes pauvres. De plus, les politiques mises en œuvre jusqu'à présent n'ont pas véritablement modifié cet état de fait; au contraire, elles ont plutôt favorisé les non-pauvres, particulièrement au cours des dernières années »[312].

Le gouvernement radical (Alfonsín 1983 – 1989).

Sous les gouvernements démocratiques, les tendances à la transformation d'orientation libérale se prolongent. Dans la période du gouvernement de Raúl Alfonsín (UCR)[313], on n'enregistre pas de modifications importantes en ce qui concerne les politiques économiques, bien que quelques mesures en faveur du salaire réel aient été prises. Par contre, la combinaison de problèmes de gouvernabilité avec d'autres difficultés relevant de la conjoncture externe déclenchent une crise inflationniste ayant de graves conséquences. Effectivement, le gouvernement de la transition démocratique n'arrive pas à imposer une direction claire à l'économie jusqu'à ce que l'hyper-inflation y mette une fin tragique.

---

[310] *Cf.* Minujin, A. & Kessler, G., *op. cit.,* 1995.
[311] *Cf.* Beccaria, L., *op. cit.,* 1993, pp. 115-148.
[312] INDEC, *op. cit.*, 1989, p.59.
[313] Unión Cívica Radical.

1989 apparaît comme la date où les tensions cumulées depuis la première période péroniste touchent leur point le plus extrême. En effet, s'ils étaient arrivés à déstabiliser aussi le gouvernement péroniste en 1975, les vieux conflits prennent cette fois-ci une autre forme. A la sortie de la dictature, le gouvernement radical (UCR) se trouve face à un choix qui semble impossible. D'un côté, les transformations impulsées par les militaires ainsi que les pressions du contexte international rendent très difficile l'alternative de revenir en arrière, vers le modèle centré sur l'État et le marché intérieur. De l'autre, l'option libérale reste identifiée à la dictature et provoque de fortes résistances, notamment dans le milieu syndical mais aussi au sein du propre gouvernement radical.

C'est ainsi que vers la fin des années quatre-vingt, plusieurs facteurs se conjuguent dans un contexte de crise. Premièrement, l'affaiblissement de la légitimité de l'État qui ne peut pas contrôler ses propres institutions, colonisées par les secteurs économiques. Deuxièmement, la crise de la dette extérieure, la stagnation et la forte crise fiscale restent les principales données de l'économie. En somme, on assiste à l'accélération d'un long processus de perte de l'autonomie de l'État et de détérioration de ses capacités de gestion qui sont pratiquement inexistantes vers la fin de la période radicale. En même temps, les possibilités de financement se sont réduites au maximum, les facultés tributaires de l'État sont anéanties et la voie de l'endettement, donc est fermée. L'économie est marquée par la récession, la désindustrialisation et l'endettement externe. Sous la dictature, le secteur financier prend le contrôle du capitalisme argentin au dépend du secteur industriel, ce qui a entraîné une très haute vulnérabilité aux pressions externes. « Le contrôle des principales variables macroéconomiques fut alors complètement soumis au jeu des pressions entre les créditeurs externes et les opérateurs des finances »[314]. Une spéculation contre le peso favorisant le dollar, est le corollaire de la crise

[314] Novaro & Palermo, *op. cit.,* 1996, p. 94

qui aboutit à une chute libre de la monnaie et à une hyper-inflation conséquente.

L'hyper-inflation, qui constitue une situation absolument extraordinaire, frappe principalement les salariés et les couches les plus vulnérables de la population. L'inflation est un fléau argentin de longue date, résultat de l'impossibilité de gérer autrement les disputes sectorielles, mais le phénomène de l'hyper-inflation dépasse lui, largement cette situation en provoquant un changement qualitatif et une situation chaotique à tous les niveaux de la société[315]. Ainsi, entre 1975 et 1990, l'inflation par an est de 350% en moyenne, mais ce qu'on qualifie d'hyper-inflation dépasse les 4.900% en 1989[316].

C'est ainsi qu'au moment des pics les plus aigus de la crise, dans les quartiers populaires et les bidonvilles, on touche à une situation de famine inédite dans un pays qui se représentait lui-même comme le *grenier du monde*. En 1989 et en 1991, on assiste aux *émeutes de la faim*, où les habitants des zones les plus démunies des banlieues prennent d'assaut les grandes surfaces de distribution[317]. Il s'agit d'une expérience traumatisante pour les couches populaires. En octobre 1989, 56,5% de la population de la banlieue de la capitale se trouve en dessous du seuil de pauvreté. Dans les quartiers marginaux, l'organisation des habitants prend la place de l'action sociale gouvernementale pour pallier ces insuffisances. On y voit les organisations locales distribuer de l'aide

---

[315] L'hyper-inflation se différencie qualitativement de l'inflation puisque la première modifie « le fondement même des interactions sociales ». En analysant la crise hyper-inflationniste argentine, Sigal et Kessler signalent que l'hyper-inflation « diminue la prévisibilité des relations entre les agents économiques et les biens, l'incohérence des systèmes d'équivalence entre les biens se généralise et l'autorité publique s'évanouit. Expérience unique [...], une conjoncture hyper-inflationniste dissout les éléments de base de la cohésion sociale et désarticule les modalités préexistantes des comportements collectifs. » SIGAL, Silvia & KESSLER, Gabriel : *Comportamientos y representaciones ante la dislocación de regulaciones sociales. La hiperinflación en Argentina*, mimeo, 1999, p. 3.

[316] Selon des données de la CEPAL, les prix au détail ont augmenté en Argentine de 4.923% en 1989 et de 1.343% en 1990. Cité par Sigal & Kessler, *ibidem*, p. 12.

[317] Pour une description *Cf.* PRÉVÔT SCHAPIRA, Marie-France : « Pauvreté, crise urbaine et émeutes de la faim dans le Grand Buenos Aires », *Problèmes d'Amérique latine 95*, Paris, 1er trimestre 1990.

alimentaire, improviser des soupes collectives, fabriquer du pain pour assurer une alimentation minimale.

Au niveau populaire, cette crise se traduit par une demande d'autorité publique, le gouvernement et l'État étant tombés dans un discrédit majeur. La perception publique du phénomène se fait par le biais d'une perte des repères sociaux. En effet, il est difficile de trouver de « responsables » à une telle crise, ce qui retombera sur le gouvernement. Mais, l'attitude des individus diluera une partie de cette responsabilité dans l'ensemble de la population : forcés d'élaborer des stratégies quotidiennes de survie et de lutte contre une déstabilisation presque absolue, les individus se voient contraints à une fuite en avant permanente qui accélère la spirale inflationniste.

La situation est décrite par Sigal et Kessler comme un moment « pré-politique » de type « hobessien » similaire à celui vécu en 1976 lors du coup d'État. Par des circonstances différentes, ces deux situations montrent « la récurrente aspiration à l'imposition à travers de l'État de l'ordre qui manque dans la société »[318]. L'hyper-inflation fait tomber le gouvernement de Raúl Alfonsín et pose, par le même mouvement, les bases sur lesquelles le nouveau gouvernement de Carlos Menem entreprend la radicalisation de la réforme de l'État et de la société, reprenant dans une large mesure le projet de la dictature.

La décennie péroniste de Menem (1989 – 1999).

Dans ce contexte le péronisme arrive au pouvoir en juillet 1989. Se suivent alors les deux gouvernements consécutifs de Carlos Menem, qui reste au pouvoir jusqu'en 1999. Cette période est d'une importance majeure car c'est le péronisme qui reprend et approfondit les réformes

[318] Sigal, S. & Kessler, G., *op. cit.*, p. 28

libérales après l'échec économique du radicalisme[319]. Autrement dit, dans cette décennie se consolident définitivement les transformations mettant fin à la morphologie sociale structurée sous le populisme. Désormais l'Argentine cesse d'être une société intégrée et les catégories populaires ne répondent plus à l'image du *peuple travailleur*. C'est peut-être désormais, à partir des années 1990 qu'on devrait parler de « catégories populaires » et non plus de « classe ouvrière ». Ces catégories populaires seront constituées dans l'hétérogénéité par des travailleurs, précaires, pauvres, habitants de quartier, etc.

En 1991, après quelques échecs, le nouveau gouvernement arrive à imposer un programme de réformes structurelles. Le projet de déstructuration de la société populiste se consolide, notamment à travers la réforme de l'État. L'hyper-inflation a provoqué une forte demande de stabilité, ce qui donne au gouvernement le consensus nécessaire à l'approfondissement des réformes de l'État et à l'ouverture de l'économie. En plus, les échecs du péronisme et de la gauche en 1975, et du radicalisme en 1989 ont discrédité les autres alternatives politiques. Désormais aucun secteur de l'opinion ne conteste ce qui pour presque tout le monde semble aller de soi : il faut libéraliser l'économie. Aucun secteur politique ou social n'a la force, l'autorité ou la volonté de faire opposition à cette idée.

Sur la base de ce constat, le gouvernement agit avec détermination. Par exemple, face à l'opposition des cheminots au processus de privatisation, le président Menem annonce la fermeture définitive de chaque chemin de fer en grève (*Ramal que cierra, ramal que para*). Face à la résistance des ouvriers de la raffinerie de La Plata, la direction de la compagnie pétrolière jusqu'alors entreprise publique, envoie deux mille télégrammes aux ouvriers en grève : celui qui n'est pas au poste de travail le lendemain doit se considérer comme étant licencié. A cette occasion,

---

[319] Paradoxalement c'est le péronisme qui conduit les réformes, le même qui, auparavant, a systématiquement résisté aux initiatives de style libéral, notamment face aux tièdes essais des radicaux.

presque tous les deux milles travailleurs concernés perdent leur emploi[320].

Après la définition de son objectif et quelques tâtonnements, le péronisme fait alors appel à Domingo Cavallo, un économiste renommé de « l'École de Chicago », ancien membre de l'establishment de la dictature[321]. C'est lui qui, à la tête du ministère des finances, élabore et exécute le Plan de convertibilité (*Plan de convertibilidad*), dont la plus spectaculaire des mesures consiste à fixer par la loi le taux d'échange du peso par rapport au dollar. Dorénavant, un peso équivaut à un dollar, ce qui met fin aux spéculations financières et place l'économie dans un contexte de stabilité avec une inflation minimale.

Plus largement, le programme des réformes a pour objectif, d'une part la modernisation de la structure productive par le biais d'une forte ouverture de l'économie au marché extérieur (dont fait partie le *Marché commun du Sud*, *Mercosur,* entre l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay)[322] ; et d'autre part, la transformation de l'État par l'abandon de son rôle d'entrepreneur, un vaste programme de privatisations, une sévère réduction de sa taille et l'élimination du déficit fiscal. En ce qui concerne les privatisations, l'État argentin s'est débarrassé de toutes ses entreprises publiques, des téléphones jusqu'aux aéroports, en passant par les chemins de fer, le métro et les compagnies aériennes, pétrolières et de la sidérurgiques. Il a mis sous contrôle privé également les principales banques, la poste et les principales routes[323].

Avec l'arrêt de l'inflation et une récupération exceptionnelle du PNB au cours des années 1992 et 1993, l'Argentine donne l'illusion de

---

[320] Informations tirées d'un entretien de l'auteur avec un membre de la direction de YPF (la compagnie pétrolière argentine), en juillet 1999.

[321] Il avait été le Président de la Banque centrale, ayant élaboré le « Plan d'étatisation de la dette extérieure ».

[322] La taxation douanière, qui était de 30% en 1988, passe à 9% en avril 1991, l'un des niveaux les plus bas du tiers monde. Au niveau du *Mercosur* les taxes douanières entre pays membres sont éliminées en 1994.

[323] Dans les faits, la *privatisation* a souvent signifié le transfert du contrôle des entreprises à d'autres entreprises publiques comme France Telecom, Telefónica de España, Gaz de France, Iberia, etc.

rentrer dans la prospérité, surtout après la décennie noire des années quatre-vingt durant laquelle le PNB avait reculé de près de 25%. Le gouvernement annonce une diminution de la pauvreté qui baisse effectivement presque de moitié dans la banlieue de la capitale par rapport aux pires moments de l'hyper-inflation. Pourtant, le bonheur n'est que de courte durée. Le nouveau modèle économique affiche une grande vulnérabilité externe. Il engendre une élévation des « coûts sociaux » comme conséquence de la désarticulation du marché du travail et de l'abandon de toute prétention keynésienne et sécuritaire de la part de l'État. Dans ce sens, l'Argentine n'échappe pas à la constatation des organismes internationaux de crédit : en application des recettes et même dans la période de croissance du PNB, les inégalités s'accroissent, la richesse se concentre et la pauvreté s'étend comme une tache d'huile. Tel est le constat de la Banque Interaméricaine de Développement lors de son évaluation d'*une décennie de réformes* (libérales) en Amérique latine : les économies du continent sont effectivement sorties de la stagnation ; en dépit de ce fait l'emploi n'augmente pas et seuls progressent le chômage, la pauvreté et l'écart entre pauvres et riches[324].

En Argentine, le taux de chômage croît sans arrêt entre 1980 et 1990, les pourcentages passant de 2,6 à 7,4% de la population active[325]. Mais, en 1995 une augmentation vertigineuse de la *desocupación* (chômage) élève le taux jusqu'à 18%, niveau autour duquel il demeure jusqu'au présent[326]. La même année, l'agglomération du Grand Buenos Aires enregistre un chômage de 20,2%, et parmi les jeunes de 15 à 19 ans les taux sont de 46,9% pour les garçons et de 59% pour les filles[327]. De surcroît, les transformations du marché du travail se caractérisent par la

---

[324] *Cf.* Banque Interaméricaine de Développement : *América latina tras una década de reformas*, Washington DC, BID, 1997, pp. 9 ss.
[325] *Cf.* TENTI FANFANI, Emilio et GOLDBERG, Laura : « Argentine : nouvelle et ancienne pauvreté », in *Problèmes d'Amérique latine 8*, Paris, janvier-mars 1993.
[326] 15% en mars 1999. *Cf. Página/12,* 09-03-99.
[327] *Cf.* SIEMPRO: " Dinámica del empleo, el desempleo y la pobreza urbana en el Gran Buenos Aires (1994-1995) ", *Informe de Coyuntura Nro. 3,* Secretaría de Desarrollo Social, Ministerio de Salud y Acción Social de la Nación, Buenos Aires, 1996.

montée générale de la précarité et l'affaiblissement du lien salarial. Comme nous l'avons remarqué, les salaires continuent à baisser, les protections sociales se séparent du rapport salarial ou bien s'affaiblissent et la proportion du travail au noir augmente ainsi que le sous-emploi, le travail indépendant et les contrats à durée déterminée. L'analyse des statistiques montre que plus de la moitié de la population active est faiblement intégrée au marché du travail ou en dehors de celui-ci.

En ce qui concerne la sécurité et la protection sociale, plusieurs aspects doivent être soulignés. D'abord, l'introduction du système privé de retraites en 1993 rompt avec le principe de la retraite comme relation solidaire entre travailleurs pour ouvrir la voie au système dit de capitalisation, fondé sur le profit des cotisations boursières. Désormais, pour ceux qui le souhaitent, la retraite devient un bénéfice et une responsabilité individuels[328]. Ceux qui restent du côté public s'exposent à la baisse des rémunérations, aux retards fréquents des paiements ou aux risques élevés de faillite du système (les retraités représentent 20% des nouveaux pauvres). On peut deviner les conséquences à terme d'un tel système dans la situation d'extrême instabilité du marché du travail dans laquelle évolue la société.

Ensuite, la détérioration des services liés aux œuvres sociales a mené beaucoup de travailleurs vers des contrats dans le secteur privé, aussi bien dans le domaine de la santé que dans d'autres services de prestations. En outre, les *œuvres sociales* se sont ouvertes au marché, de sorte qu'elles ont été transformées en sociétés anonymes. Elles abandonnent ainsi leur caractère solidaire et échelonnent les prestations en fonction des cotisations.

---

[328] L'ouverture au « système de capitalisation » des retraites a été faite en laissant à chaque employé le choix entre la capitalisation ou l'ancien « système par répartition ». Le travailleur qui reste dans le système public peut toujours passer au privé, par contre, celui qui passe au privé ne peut plus jamais revenir en arrière. Près de la moitié des travailleurs ont changé de système.

Finalement, la précarité s'exprime sous les diverses formes de transformation du rapport salarial stable[329]. En 1992, moment de réussite du modèle et donc de croissance, le travail précaire représente 32,3% du total de l'emploi, proportion à laquelle il faut ajouter celle des chômeurs. Parmi eux, il y a 1,5 millions de travailleurs dans le secteur informel, ce qui signifie non seulement les rémunérations les plus basses, mais aussi une absence complète de protection sociale et d'inscription dans des collectifs. En 1995, cette proportion dépasse largement la moitié de la population active. Rappelons-nous qu'au début de la période démocratique le chômage et le sous-emploi réunis représentaient 12% de la population active.

Une étude sur l'évolution des salaires à Buenos Aires entre 1994 et 1999 montre les différences de rémunération entre les employés dans le secteur formel et ceux du secteur informel, considérés comme travail *au noir* et *en blanc* (légal) par l'institut des statistiques INDEC. Les rémunérations ont perdu plus de 20% dans cette période et la différence entre ceux qui ont un emploi légal et les travailleurs au noir est de –40% (Tableau 4). A ces différences s'ajoutent évidemment les différences de stabilité et de protection entre les uns et les autres.

TABLEAU 4
REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS AU SECTEUR FORMEL ET INFORMEL.

	Salaires moyens Secteur formel	Salaires moyens Secteur informel	Différence formel/informel
Mai 1994	$ 1017	$ 610	- 40 %
Octobre 1999	$ 841	$ 505	- 40 %
Différence 1994-99*	- 20,5 %	- 21 %	

[329] Entre autres, on identifie comme « suremploi » dans le secteur public le recrutement d'employés uniquement comme façon de pallier la crise sociale. Ces emplois illégitimes vont se traduire par une crise du secteur public dans les États provinciaux. Du point de vue de l'employé s'est opérée toute une disqualification de ces strates massives au sein de l'État. *Cf.* Monza, A., *op. cit.,* 1993, pp. 65-113.

* En prenant en compte les effets de l'inflation de la période, + 4%. *Source*, INDEC 2000.

Dans la terminologie des techniciens de l'économie libérale, langage d'ailleurs devenu hégémonique dans les médias, les conséquences sociales des mesures adoptées sont nommées *le coût social de l'ajustement* (el costo social del ajuste). On qualifie ainsi le prix que la société doit payer pour l'assainissement d'une économie dont le fonctionnement serait défiguré ou perverti par l'interventionnisme étatique. Voici ces *coûts* : en octobre 1998, 26% de la population se situe en dessous du seuil de pauvreté dans la région métropolitaine de la capitale, 1% de plus qu'au moment de la sortie de l'hyper-inflation ; et on enregistre 7% d'indigents[330], soit 2% de plus qu'au moment de cette crise extraordinaire où les salaires sont réduits à néant (*Página/12*, 09-03-99). En juin 1999, une évaluation de la Banque Mondiale intitulée *Argentine poverty assessment*, fait scandale dans la presse. L'évaluation signale que 13,4 millions de personnes se trouvent sous le seuil de pauvreté (36,1% du total de la population), et qu'il y a 3,2 millions d'indigents (8,6%).

Le 5 juin 1999, on peut lire à la une du journal *Clarín* (qui cite un rapport officiel de l'INDEC) : *La pauvreté a augmenté de 63% dans la Capitale et le Grand Buenos Aires depuis 1993*. Les données officielles citées sont très éloquentes : entre 1993 et la fin 1998, le nombre des pauvres de la région métropolitaine de la Capitale a augmenté de 1,8 à 3 millions (+63,2%), alors que celui des indigents a progressé de 66%. Quant aux chômeurs et aux sous-employés, leur nombre s'est accru de 54% et de 70,7%, ceci malgré la mise en place de programmes d'aide à

[330] Les statistiques officielles considèrent comme *indigents* les personnes qui n'arrivent pas à consommer la quantité minimale de calories, c'est-à-dire qui sont sous-alimentées. En 1998, la famille type (couple plus deux enfants) qui vit avec moins de 280 dollars (280 pesos) par mois est classée indigente, et est considérée comme pauvre celle qui vit avec moins de 490 dollars. Ainsi est classifiée comme pauvre celui qui vit avec moins de U$ 4 par jour (28FRF), et indigent celui qui arrive à subsister avec moins de U$ 2,3 (16FRF).

l'emploi[331], et dans une période où l'économie affiche une progression énorme avec 23% du PIB (voir Graphique I, ci-dessous). En Argentine, pendant les années quatre-vingt-dix, en démocratie et sous un gouvernement péroniste, on peut dire avec Boltanski et Chiapello que « le capitalisme se porte bien, la société plutôt mal »[332]

---

[331] Après 1995, le gouvernement et les provinces ont mis en place des programmes d'aide à l'emploi comme *Travailler* (Trabajar), *Mains de Buenos Aires* (Manos bonaerenses), ou *Services communautaires* (Servicios comunitarios). Dans tous les cas, les chômeurs reçoivent une aide inférieure à 200 dollars en contrepartie d'un labeur « d'intérêt public », ce qui explique la réduction du chômage sans diminution de la pauvreté. *Cf.* Clarin, 05-06-99.

[332] BOLTANSKI, Luc & CHIAPELLO, Ève : *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999, p. 21.

GRAPHIQUE I

La réponse publique à la décomposition du social : les politiques de lutte contre la pauvreté.

Sous la période démocratique, les trois principaux programmes mis en œuvre par les radicaux et les péronistes montrent une nouvelle voie dans le traitement de la question sociale. D'une part, le gouvernement radical, qui inaugure le discours sur la pauvreté, crée le *Programme Alimentaire National (PAN)*. D'autre part, le péronisme instaure le *Plan Alimentaire Intégral et Solidaire (PAIS)* et le *Plan de Justice Sociale pour la Réparation Historique de l'Agglomération de Buenos Aires*[333]. Les deux derniers, mis en place dès 1991, concernent spécifiquement les banlieues de Buenos Aires ; or le PAN trouve aussi sa clientèle principale dans la périphérie de la Capitale, bien que son objectif ait été à l'échelle nationale.

Dans le cas du PAN, le gouvernement radical vise juste à offrir une assistance aux plus démunis par le biais de la distribution directe d'aliments. Les familles reçoivent des colis de nourritures qui deviennent de plus en plus nécessaires au fur et à mesure que l'inflation détruit les salaires et que le processus d'appauvrissement s'approfondit. Bien que l'organisation du PAN soit centralisée sous l'égide de la présidence de la nation, la distribution se fait à travers les leaders locaux qui prennent le quartier comme unité d'action. Ainsi, les colis sont distribués dans les quartiers pauvres.

---

[333] *Cf.* PRÉVÔT SCHAPIRA, Marie-France : « Les banlieues de Buenos Aires : politiques sociales en débat » in N. HAUMONT (coord.) : *La ville éclatée : quartiers et peuplement,* Paris, l'Harmattan, 1997. PRÉVÔT SCHAPIRA, M-F : « Territoires urbains et politiques sociales en Amérique latine. Réflexions à partir des cas argentin et mexicain », *Cahiers des Amériques latines,* et du même auteur « Du Welfare à l'assistance : la décentralisation de l'intervention sociale en Argentine » *op. cit.*, 1994. Vers la fin de la période Menem et avec la montée du chômage, des programmes destinés à pallier le manque de travail sont mis en place (*cf. supra*, note de bas de page xx). Ces programmes entreront en crise avec le changement de gouvernement, au début de l'an 2000, plusieurs Provinces ne pourront payer ce qui provoquera des protestations avec une contrepartie de répression parfois brutale.

A partir de 1991, le nouveau gouvernement met en place le plan PAIS et le plan de *Réparation Historique*. Dans le cas du PAIS, il s'agit de petits groupes de 5 à 20 familles regroupées à partir de leurs rapports de voisinage, chargés des achats communautaires et de l'élaboration de petits projets de production. Dans le cas du plan de *Réparation Historique*, il s'agit d'un ensemble de programmes de type communautaire destinés aux quartiers défavorisés du Grand Buenos Aires. Pour mener cela à bien, le gouvernement de la Province de Buenos Aires, chargé d'administrer les fonds et de la mise en œuvre du plan, établit tout un réseau clientéliste dans les quartiers à travers notamment les *déléguées de pâtés de maisons* (las delegadas manzaneras).

Il ne s'agit pas ici d'analyser les nouveaux programmes, mais de souligner le changement d'orientation des politiques sociales. Jusqu'à la décennie des années quatre-vingt, la sphère nationale était conçue comme l'espace des droits sociaux tandis que le quartier (ou le local) était réservé à l'assistance. Maintenant, deux changements s'opèrent. D'une part, le double mouvement de décentralisation des politiques publiques et de territorialisation de l'action sociale fait qu'aux trois niveaux de l'administration publique argentine (national, provincial et municipal), les plans sociaux sont définis en termes de quartier. D'autre part, les programmes sont guidés par l'idée de *lutte contre la pauvreté*. Cette nouvelle conception casse en partie les traditions latino-américaines en ce qui concerne la planification sociale. En effet, cette tradition voulait que la notion de politique sociale englobe non seulement l'assistance à l'individu et aux familles, mais aussi les politiques plus générales comme l'éducation, la santé ou les politiques d'emploi. Ce changement dans l'orientation des politiques publiques aura un impact important sur l'identité des catégories populaires.

CONCLUSIONS.

Les « catégories populaires » constituent l'une des préoccupations centrales de ceux qui réfléchissent sur l'Argentine actuelle. Or, si l'on ne précise pas le contexte de son utilisation, l'expression « catégories populaires » reste vide pour le sociologue. En effet, cette expression ne permet de répondre presque à aucune question sociologique, qu'elle soit posée au niveau relationnel, au niveau de la stratification, au niveau contextuel ou historique. Ainsi, hormis les usages inconscients, il y a deux possibilités de se servir de telles catégories. Soit le sociologue manque d'informations et d'outils théoriques lui permettant une plus grande précision, soit il se réfère de façon expresse à un ensemble hétérogène et il est nécessaire de faire appel à un nom générique.

Ce dernier usage a été notre choix tout au long du présent Chapitre. Étant donné que notre objet d'analyse porte en partie sur les actions et l'identité des « catégories populaires » dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix et que cela se passe dans un contexte de changements radicaux, nous sommes contraints de décrire les transformations des dites catégories. Ainsi, la description historique nous a fourni un point d'appui et de comparaison indispensable pour comprendre les catégories populaires d'aujourd'hui. On ne peut comprendre ce qu'elles sont que par rapport à ce qu'elles furent récemment.

Nous avons construit notre point de référence à partir de la description des principaux mécanismes d'intégration mis en place jusqu'à présent. Comme le dirait Norbert Elias, les individus que nous trouvons aujourd'hui dans les quartiers marginaux de Buenos Aires sont inscrits

dans une « configuration »[334] différente de celle à laquelle ils participaient il y a vingt ans. Ainsi, nous faisons de l'identité et des institutions populistes l'un des points de repère de l'analyse qui suit dans les prochains chapitres. En effet, la description du processus de construction et de déconstruction du *peuple travailleur* nous permettra donc de comprendre les formes d'identité et d'action collective des catégories populaires d'aujourd'hui. Ainsi, l'hétérogénéité qui caractérise l'ensemble des catégories populaires est à la fois historique et structurelle. Historique puisque nous observons la formation d'une identité de *travailleurs* puis sa décomposition. Structurelle car depuis les années 1960 (lorsqu'on identifie l'apparition des « couches marginales »), le *peuple* argentin est composé d'une foule de situations, tant par rapport au marché du travail que par l'accès à la consommation ou par leur intégration aux institutions.

Nous avons vu comment, au sud de l'Amérique, le siècle commence avec l'arrivée massive des immigrants européens et la mise en place des premiers ateliers industriels. La forte croissance économique permet alors un processus d'intégration dont l'une des principales voies passe par l'urbain. Les travailleurs s'intègrent à la ville. Ensuite, la crise des années trente donne lieu à un changement radical qui se consolidera avec le populisme. Ainsi, dans la deuxième moitié du siècle - qui s'initie en 1945 lors du premier gouvernement péroniste, et s'achève en 1999 -, trois types de politiques publiques ont marqué la structure sociale qui s'est vue modifiée en conséquence. La première période péroniste (1945-1955), inaugure un modèle de développement fondé sur l'industrialisation substitutive des importations de biens de consommation finale. Ces politiques ont été clairement distributionnistes et inclusives. Non seulement on constate un important processus de mobilité sociale ascendante, mais aussi la mise en place de solides structures. Celles-ci

---

[334] ELIAS, Norbert : *Qu'est-ce que la sociologie ?*, Paris, Ed. de l'Aube, 1991.

concernent la sécurité sociale et l'institutionnalisation de mécanismes d'intégration sociale à travers la relation salariale et l'État. C'est le moment de consolidation d'une importante classe moyenne (40,6% de la population active) et d'une aussi importante classe ouvrière (49,6%). La relation salariale touche près de 80% de la population active et on inaugure une longue période de plein emploi.

La deuxième période, orientée par le développementisme (1958-1972), modifie la stratégie macro-économique. Le modèle reste toujours celui de l'industrialisation par substitution des importations, mais il vise maintenant la production de biens intermédiaires et de capital, ce qui implique un fort processus de concentration de capital. Si l'on considère les positions relatives des strates, les classes ouvrières et les couches inférieures de la classe moyenne y perdent dans la distribution des revenus tandis que les couches moyennes et supérieures y gagnent. En dépit de ce changement, qui n'est pas négligeable, le modèle de développement reste industriel et étatique, et le salariat garde intact son caractère de masse.

La politique d'industrialisation menée dès les années quarante par le populisme et par le développementisme fait partie du particularisme argentin, qui avec un petit groupe de nations se différencie du reste de l'Amérique latine. Ainsi, comme on le voit sur le Tableau 5, le poids de l'industrie dans le produit intérieur est de 30% dans l'Argentine de 1970, alors que pour la plupart des pays latino-américains cette participation est beaucoup plus faible. On ajoute que le pays arrive aux années quatre-vingt avec un taux d'urbanisation de plus de 80%, une forte scolarité qui efface pratiquement l'analphabétisme, un rapport salarial dominant la participation à l'économie, et de fortes classes moyennes et ouvrières imprégnant les styles de vie ainsi que la stratification sociale. On voit enfin que le mythe par lequel les Argentins s'identifient davantage à l'Europe qu'au reste de l'Amérique latine avait de solides points d'appui qui se sont exprimés entre autres dans l'imitation architecturale, les goûts artistiques ou les choix de consommation.

A partir de 1976 commence un changement radical du modèle de développement économique, inspiré des idées néolibérales. Premièrement, ces politiques ont une « nette tendance à la désindustrialisation, la concentration et l'exclusion » [335] (voir Tableau 6 pour l'évolution de la productivité industrielle et du total de l'économie). Deuxièmement s'opère une décomposition de la plupart des mécanismes d'intégration propres au populisme. Entre 1970 et 1980, la classe ouvrière passe de 45,2% à 40,2% de la population active, et les « strates marginales » passent de 9,1% à 11,5% de la population active. A partir des années 1980, les tendances à la désarticulation s'accélèrent dans un processus remarquable de fragmentation sociale et de concentration capitaliste. Ainsi, à l'augmentation spectaculaire de la pauvreté durant les années 1980 et 1990, la fin du siècle ajoute un chômage qui approche les 20%, une formidable augmentation de l'emploi précaire et l'abandon par l'État de ses prétentions de distribution et d'intégration sociale, ainsi que de son rôle de producteur de biens et services.

Ces transformations sont forcément accompagnées de changements dans les formes de rapport au politique. L'État et les syndicats qui constituaient les principales structures de socialisation politique des catégories populaires pendant plus de quarante années, cessent dans une grande mesure d'accomplir cette tâche. Le *peuple* n'est plus l'interlocuteur d'un État qui semble s'adresser maintenant à des citoyens à travers la figure de l'opinion publique. Les syndicats ne constituent plus la *colonne vertébrale* du *peuple organisé*, tel que jadis le voulut Perón. Désormais incapables de s'associer à la représentation d'aucun intérêt général, ils restreignent leur rôle à la défense de leurs affiliés. En effet, dans l'espace des vingt-cinq ans qui vont du coup d'État militaire de mars 1976 jusqu'à la fin du siècle, les syndicats argentins perdent une bonne partie de leur poids dans les catégories populaires. D'abord, parce qu'à la suite de la montée du chômage et notamment à l'augmentation du travail

[335] TORRADO, *op. cit.*, 1995, p. 37.

informel, une large et croissante portion de ces catégories s'installe hors de leur champ d'influence. Ensuite, parce que les syndicats perdent quelques unes de leurs sources de pouvoir, notamment dans le domaine du social et des *œuvres sociales*. Enfin, parce que l'État cesse de solliciter le concours des syndicats dans son positionnement à l'intérieur du jeu social majeur. Sous les contraintes d'une dépendance accrue vis-à-vis des créanciers internationaux et du secteur financier renforcé, l'État abandonne une alliance épuisée avec la bourgeoisie industrielle et les travailleurs.

L'intérêt prêté aux catégories populaires dans les dernières années tourne principalement autour de leurs comportements politiques. Comment se peut-il que les couches populaires adhèrent et donnent leur appui à la fois à un système politique, à des candidats et à des programmes qui ont porté un énorme préjudice à leur propre condition économique ? Ces catégories qui pendant des décennies se sont battues pour défendre leurs conquêtes, paraissent aujourd'hui assister à la perte de leurs acquis sans aucune tentative importante de révolte. Plus surprenant encore pour des sciences sociales souvent empreintes d'un rationalisme élémentaire, comment est-il possible que la démocratie jouisse d'une si forte adhésion lors d'un si terrible processus d'appauvrissement ? Finalement, l'observateur de la réalité argentine contemporaine trouve un troisième motif de surprise : le rapport du peuple au péronisme. L'adhésion des travailleurs au péronisme fut tellement solide que l'on pouvait dire qu'*en Argentine le peuple était péroniste.* Comment se fait-il donc, que ce soit le péronisme lui-même qui introduise les réformes dont ses ennemis ont fait traditionnellement l'apologie ? Et plus encore, comment cette révolution néoconservatrice opérée par le péronisme arrive-t-elle à maintenir presque intacte la faveur populaire ?

Nous avons apporté quelques éléments de réponse à ces questionnements en replaçant le présent dans son histoire. D'autres éléments seront apportés dans les chapitres suivants, notamment concernant l'identité des catégories populaires et leur rapport au politique.

TABLEAU 5
PARTICIPATION DU SECTEUR MANUFACTURIER AU PIB (PRIX DE 1970)
(En pourcentages)

	Argentine	Brésil	Chili	Uruguay	Mexique	Pérou
1940	22,6	15,2	19,7	17,5	16,6	
1945	24,7	17,3	22,1	18,2	18,8	
1950	23,8	20,8	23,3	20,3	18,6	14,1
1960	26,7	26,5	25,5	23,9	19,5	16,9
1970	30,6	28,3	28,0	24,2	20,7	20,7
	Colombie	Paraguay	Équateur	Venezuela*	Bolivie	Costa Rica
1940	9,1	16,0	16,9	7,8		
1945	10,7		18,2	7,2		11,3
1950	13,1	15,9	17,1	6,3	12,3	11,6
1960	16,2	15,1	15,5	11,3	11,3	12,5
1970	17,5	17,3	17,6	13,7	12,8	15,1

* : Le secteur pétrolier non considéré.
Source : Élaboration propre sur données de THORP, 1998

TABLEAU 6
ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTIVITE – ARGENTINE
(Taux d'accroissements annuels moyens, en %)

TOTAL			ACTIVITÉ INDUSTRIELLE		
	Productivité	PIB		Productivité	PIB
1903-13	2,6	7,0	1903-13	5,7	10,7
1914-33	0,1	2,2	1914-33	-0,6	1,5
1934-54	1,9	3,9	1934-63	1,9	4,3
1955-74	3,1	4,6	1964-74	8,5	7,9
1975-90	-1,1	0,5	1975-90	-2,2	-1,3

Source : Élaboration propre sur données de THORP, 1998

ANNEXE I

LISTE DE GOUVERNEMENTS AU 20E SIECLE – ARGENTINE

Présidents constitutionnels et gouvernements militaires	Période	Parti politique ou orientation générale
Julio A. Roca	1898-04	
Manuel Quintana	1904-06	
José F. Alcorta	1906-10	
Roque Saenz Peña	1910-1914	
Hipólito Yrigoyen	1916-22	Parti radical 1ère élection à soufrage universel masculin.
Marcelo T. De Alvear	1922-28	Parti radical
Hipólito Yrigoyen	1928-30	Parti radical
Gouvernement militaire (Uriburu, Justo, Ortiz – Castillo, Farrell)	1930-45	*Restauration conservatrice*, successions présidentielles par coups d'État et fraudes électorales.
Juan D. Perón	1946-52 et 1952-55	Parti péroniste 1952, droit de vote aux femmes.
Gouvernement militaire (Leonardi, Aramburu)	1955-58	*Révolution libératrice* (développementisme)
Arturo Frondizi, José M. Guido	1958-62	Parti radical (développementisme)
Gouvernement militaire	1962-64	(développementisme)
Arturo Illia	1964-66	Parti radical (développementisme)
Gouvernement militaire (Onganía, Livingston, Lanusse)	1966-73	(développementisme)
Héctor Cámpora	1973	Parti péroniste
Juan D. Perón	1973-74	Parti péroniste
Isabel Perón	1974-76	Parti péroniste
Gouvernement militaire (Videla, Viola, Galtieri, Bignone)	1976-84	*Procès de réorganisation nationale* (Autoritaire/libéral)
Raúl Alfonsín	1984-89	Parti radical
Carlos Menem	1989-95 et 1995-99	Parti péroniste (néo-libéralisme)
Fernando De La Rúa	1999-	Parti radical

Source : Élaboration personnelle.

CHAPITRE II

LA QUESTION SOCIALE REDECOUVERTE OU QUAND LES « *TRAVAILLEURS* » SONT DEVENUS DES « *PAUVRES* ».

Quand le « blé de Guinée » est mûr, il arrive que des fièvres se répandent ; la seule façon d'éviter cette fièvre est de donner des présents de ce blé aux pauvres.
Marcel Mauss

Les manières de concevoir la « question sociale » ne sont pas univoques. Elles changent d'une époque à l'autre en fonction des problèmes sociaux « objectifs », par exemple. On peut ainsi parler des différences entre la situation du prolétariat au début de l'industrialisation et la situation de la classe ouvrière au XXe siècle. Or, on trouve aussi différents modes de conceptualisation et de représentation du social. C'est ainsi qu'une même situation est traitée selon la vision qu'on a d'elle. Il y a, dans toutes les époques, ceux qui pensent que « dans la question sur les conditions de vie du peuple, ce sont les idées qui déterminent ce qui est bon et ce qui est mauvais », telle l'opinion d'un observateur britannique sur la question sociale en Argentine au début du XXe siècle[336]. En parallèle avec le fait que toute conception du social comporte une question morale, on constate que les sciences sociales ont construit différents modèles explicatifs. Si l'on prend les conditions matérielles de vie des *asentamientos*, par exemple, il devient légitime au sociologue de se questionner à propos ; qu'est-ce qui explique cette situation de détresse ? S'agit-il de la surexploitation des travailleurs ?, Y-a-t-il un problème concernant l'insuffisance des biens disponibles dans la société ?, s'agit-il de problèmes d'emploi ?, des régulations du monde du travail ?, est-ce une question de pauvreté ?, est-ce une question d'individus, de leurs caractéristiques psychologiques ou morales ?

Les manières de concevoir la question sociale ne sont pas, non plus, anodines. Ces différentes formes de questionnement reflètent, d'une part, autant de visions de la société. De l'autre, chaque point de vue désigne une façon de faire face à la question, ce qui met en relief les enjeux de l'action sociale et préfigure les cours possibles d'action menés par certains acteurs et pas d'autres. Est-ce que cela relève de la responsabilité et du domaine d'action de l'État ? ou est-ce plutôt une compétence des ONG,

---

[336] W. A. Hirst : "Argentina", cité par ZIMMERMANN, Eduardo : *Los liberales reformistas. La cuestión social en la Argentina 1890-1916*, Buenos Aires, Sudamericana, 1995.

des associations de quartier ou des églises, par exemple ? Doit-on procéder à travers la garantie des droits sociaux ou plutôt à travers un soutien au développement et la prise en charge des populations par elles-mêmes ?

Plus précisément, l'irruption du thème de la pauvreté en Argentine et en Amérique-latine relève d'une opération de « classification ». Celle-ci est une « opération cognitive qui, d'une part, assigne une identité sociale par le classement des individus dans une catégorie ; et, d'autre part, la classification « engage aussi un rapport pratique –effectif ou encore programmatique- entre classificateurs et classifiés »[337]. La classification comme « pauvres » de ceux qui étaient représentés jusqu'alors comme des travailleurs comporte une redéfinition des problèmes sociaux et la mise en œuvre des dispositifs de combat au nouveau fléau.

L'Argentine a connu diverses représentations et conceptualisations du social. Nous allons examiner maintenant la construction de la question sociale au moment où nos occupations illégales de terres ont fait leur apparition sur la scène sociale argentine. Ce Chapitre traite donc de la formation d'un consensus autour de la figure de la pauvreté aux-débuts des années quatre-vingt. À ce moment, la société commence à observer l'appauvrissement de larges couches de sa population, ce qui constitue un phénomène objectivement observé. Mais, en même temps, ce constat coïncide avec un changement de perspective dans le traitement des problèmes sociaux. Désormais « question sociale » est synonyme de « pauvreté », ce qui ne coïncide pas entièrement avec « l'objectivité de la chose » puisque d'autres phénomènes sont aussi observés sans qu'ils intègrent les analyses ni les descriptions - notamment l'augmentation graduelle du chômage et la dégradation accélérée de la condition salariale. Pourquoi la question sociale est-elle reformulée sous la rubrique du pauvre ? Quelles sont les conséquences d'un tel changement de perspective ?

---

[337] Topalov, *op. cit.*, 1994, pp. 192-193.

Dans un premier temps, nous inscrirons cette redécouverte de la question sociale dans le paysage latino-américain, car, du point de vue du traitement des problèmes sociaux en termes de pauvreté, l'Argentine n'est pas seule. Comme nous le verrons, toute l'Amérique latine entre dans cette nouvelle problématisation au-même moment, ce qui est en étroite relation avec le rôle joué par les organismes internationaux de crédit et ceux du système des Nations Unies.

Cette « redécouverte » de la question sociale nous importe pour deux raisons. D'une part, parce qu'elle configure le contexte « social » le plus général des occupations de terres au niveau des représentations. C'est ainsi que les habitants des *asentamientos* deviennent des « pauvres », que les occupations elles-mêmes sont inscrites parmi les conséquences de l'augmentation de la pauvreté et les actions des occupants sont interprétées dans le cadre des « stratégies de survie » propres aux « pauvres ». Dans le même cadre, cette représentation sera déterminante pour la conception des politiques sociales et en conséquence pour l'attitude de l'État vis-à-vis des occupations de terres urbaines. D'autre part, le thème de la pauvreté imprègne les sciences sociales au niveau des descriptions et des analyses. D'une façon surprenante, les anciens sujets de la théorie sociale latino-américaine, comme les classes sociales ou la marginalité, disparaissent des textes et des débats universitaires ou intellectuels, et ils ne font plus l'objet de la recherche. Dorénavant on concentre toutes les forces à l'étude de la pauvreté.

Dans un deuxième temps, nous essaierons de montrer que ce changement de perspective dans la manière où la société argentine (et plus largement, les sociétés latino-américaines) pense et agit sur la question sociale est en relation directe avec le phénomène des *asentamientos*. En effet, cette nouvelle problématisation fait partie de la manière dont les habitants « vivent » leur situation, et elle rentre ainsi en relation directe avec les modalités de l'action collective. Lorsque les politiques sociales visent la « lutte contre la pauvreté », les organisations de quartier et les dirigeants des *asentamientos* trouvent en face d'eux

leur principal interlocuteur (l'État) essayant de définir la situation et l'enjeu selon les possibilités données par un mot valise : la pauvreté.

Pour ce faire, nous nous éloignerons encore pour un moment du quartier. Mais ce n'est pas une déviation. L'objet de notre recherche se trouve maintenant loin des spécificités des quartiers de La Matanza, il est défini ailleurs. En parcourant notre détour nous essaierons de suivre sa trace.

UN SURPRENANT CONSENSUS.

Un surprenant consensus réuni dans le tournant du siècle l'ensemble des organismes internationaux, du système des Nations Unies aux principaux bailleurs de fonds, en passant par les gouvernements et un bon nombre des plus puissantes ONG : « la lutte contre la pauvreté ». Ainsi, les Nations Unies ont déclaré la période 1997-2006 « Première décade des Nations unies pour l'éradication de la pauvreté » et la Banque mondiale déclare : « *Our dream : a world free of poverty* ». Ce consensus oriente les politiques sociales dans le Tiers monde et particulièrement en Amérique latine où la Commission économique pour l'Amérique latine des Nations Unies (CEPAL) travaille sur la pauvreté depuis plus de vingt ans. Ceci implique un changement important dans le traitement de la question sociale et ne va pas sans conséquences : traiter les problèmes sociaux en termes de pauvreté représente un choix politique majeur.

Voilà déjà vingt ans que les pays de l'Amérique latine sont sous le coup des mutations concernant l'ensemble de la société. Les changements du modèle d'accumulation et de développement dans tout le continent ont eu lieu à partir de l'épuisement du modèle antérieur et de la mise en œuvre de ce qu'il est convenu d'appeler les politiques du « consensus de Washington »[338]. Ces bouleversements dans la structure sociale ont déstabilisé les voies de l'intégration sociale et les formes de socialisation politique, notamment des catégories populaires. (Nous avons décrit ce processus pour le cas argentin au Chapitre I).

---

[338] *Cf.* WILLIAMSON, J. : "The Washington Consensus revisited", in : *Developement Thinking and Practice*, Conference, IDP, Washington DC, 3-5 sept., 1996. Pour une analyse des politiques du concensus de Washington, voir STEWART, Frances: " La insuficiencia crónica del ajuste ", en E. BUSTELO & A. MINUJIN (editores) : *Todos entran. Propuestas para sociedades incluyentes*, Bogotá, UNICEF/Santillana, Colección cuadernos de debate, 1998, pp. 25-65.

Ce qui est surprenant, ce que ces transformations concernant la « question sociale » sont traitées presque exclusivement comme des problèmes de pauvreté, ce qui signifie un changement des perspectives inscrites dans les formes traditionnelles de penser le social en Amérique latine, notamment dans un pays comme l'Argentine. Face à l'ensemble fort complexe des transformations décrites, un tel choix de perspective devient déconcertant. En effet, le traitement de la question sociale se résume actuellement en Amérique latine à des observations sur l'augmentation et sur l'intensification de la pauvreté, ou sur l'ampleur croissante du coefficient de Gini[339]. C'est dans ces termes que le font les agences internationales telles que la CEPAL ou l'UNICEF, ainsi que les médias et les sciences sociales, en passant par les principaux bailleurs de fonds agissant dans la région, telles la Banque mondiale (BM) ou la Banque inter-américaine de développement (BID). Peut-on appréhender les transformations de la question sociale sous la seule rubrique du pauvre ? La lutte contre la pauvreté est-il le meilleur moyen de faire face à la question sociale dans le continent ?

Après une analyse des usages et de la genèse des principales méthodes de détermination de la pauvreté en Amérique latine, nous essayerons de donner une réponse à un certain nombre de questions :

---

[339] Le *Coefficient de Gini* permet de quantifier le degré d'inégalité dans la distribution des revenus d'un pays, d'une région, d'un continent, et cetera, en mesurant la distance existante entre les plus hauts et les plus bas revenus. Le coefficient varie en théorie entre 0, pour une distribution parfaitement égalitaire, et 1 si tout le revenu était concentré en une seule personne. Dans la pratique, pour les 100 pays où le Coefficient de Gini est appliqué, les valeurs varient entre 0,25 et 0,6. Le coefficient est très utilisé par sa simplicité, parce qu'il permet d'établir des comparaisons entre pays et d'observer l'évolution d'un pays dans le temps. Toutes les évaluation montrent l'Amérique latine comme le continent avec la distribution des revenus la plus inégale au monde avec un Gini proche de 0,5 pour l'ensemble des pays (contre 0,3 pour les pays développés et d'Europe de l'Est, 0,46 pour l'Afrique et entre 0,34 et 0,4 pour l'ensemble des pays asiatiques). À l'intérieur de l'Amérique latine, l'Uruguay apparaît comme le champion de la bonne distribution avec un coefficient proche de 0,4, alors que le Brésil et le Paraguay remportent le palmarès de l'inégalité des revenus avec des valeurs avoisinant 0,6. Le Coefficient de Gini permet aussi d'observer les variations dans la distribution de la richesse d'un pays dans le temps. L'Argentine est sur une pente prononcée vers l'inégalité. Le pays passe de valeurs proches de 0,3 dans les années 70 à presque 0,5 à la fin du XXe siècle. Les données ont été tirées de la BID : *Desarrollo, más allá de la economía. Progreso económico y social en América Latina*, Washington, 2000.

Comment s'inscrit le nouveau traitement de la question sociale en termes de pauvreté dans l'ensemble des transformations socio-historiques touchant le continent ? Qu'est-ce que la notion de pauvreté met en lumière, et qu'est-ce qu'elle empêche de voir[340] ? Quelles ont été les conséquences de son utilisation dans la programmation des politiques publiques ? Dans quelle mesure la correspondance entre l'apparition des *asentamientos* et la nouvelle problématisation de la question sociale dans les années quatre-vingt, va-elle au-delà de la coïncidence historique ?

[340] Deux précisions. Premièrement, nous n'analyserons pas les différentes utilisations du mot pauvreté dans les sciences sociales en général ou sous un regard qui serait purement théorique. Pour une analyse des théories de la pauvreté voir OGIEN, Ruwen : *Théories ordinaires de la pauvreté*, Paris, PUF, 1983. Deuxièmement, les débats méthodologiques concernant les techniques de mensuration de la pauvreté ne sont pas au centre de ce chapitre. A propos des débats méthodologiques en Amérique latine *cf.* BOLVINIK, Julio : "Métodos de medición de la pobreza. Una evaluación crítica", *Socialis 1 y 2*, Rosario, 1999-2000; et LONGHI, Augusto : *Sobre la pobreza. Conceptos y medidas para el caso uruguayo,* Montevideo, FCU, 1996.

LA QUESTION SOCIALE REDECOUVERTE : PAUVRETE ET PAUPERISATION.

Les transformations au niveau sociétal dans les pays latino-américains ont été accompagnées de changements dans la manière d'aborder la question sociale, ce qui comporte, comme nous le verrons, d'importantes conséquences. À partir des années quatre-vingt, on assiste à une redécouverte de la question sociale. Bien évidemment, les données ont largement justifié l'utilisation du terme « pauvreté » dans cette nouvelle conceptualisation : les niveaux de la pauvreté moyenne et de la pauvreté extrême étaient en 1995 similaires à ceux enregistrés vingt ans auparavant et ils étaient très supérieurs à ceux de 1980[341]. Selon les chiffres de la Banque Mondiale[342], le nombre de pauvres a augmenté de 20% en Amérique Latine entre 1989 et 1996 ; et dans une décennie de croissance économique, la proportion de ceux qui vivent avec moins d'un dollar par jour est restée stable : 15,3% de la population en 1987 et 15,6 en 1998. L'Argentine, pays de catastrophe sociale, ne cesse de s'étonner de la progression de ces chiffres (*cf.* Chapitre I, L'appauvrissement, pp. xx).

Ainsi, « l'augmentation et l'approfondissement de la pauvreté », l'apparition d'une « nouvelle pauvreté », la « paupérisation croissante", les "nouveaux et les anciens pauvres », sont devenus quelques-uns des clichés les plus courants de la littérature. Dans ce contexte, bien que les chercheurs locaux aient joué un rôle important, ce furent les organismes internationaux (BM, BID, OIT, CEPAL, UNICEF, PNUD) qui ont

---

[341] *Cf.* Banco Interamericano de Desarrollo : *América Latina tras una década de reformas. Progreso económico y social*, Washington, 1997.

[342] La Banque mondiale considère comme pauvres les personnes vivant avec moins de 2 dollars américains par jour. Pour les chiffres *cf.* Banco Mundial : *Informe sobre el desarrollo mundial 2000/2001 : La lucha contra la pobreza*, Washington, 2000.

bénéficié de la légitimité intellectuelle, ainsi que des ressources économiques et de la capacité d'orienter les changements et les débats. Par exemple, en 1996, la BID, la BM, la CEPAL et cinq gouvernements mettent en œuvre un programme visant à « l'amélioration des études et de la mesure des conditions de vie en Amérique latine et le Caraïbe »[343]. Le programme investit 23 millions de dollars afin de générer l'information de haute qualité nécessaire au dessein et à la gestion de programmes « visant la réduction de la pauvreté et une majeure équité sociale ». L'information produite par ce type d'études fera partie, par la suite, des principales bases de données tant pour la recherche en sciences sociales que pour le diagnostic et la planification des politiques publiques.

La notion de pauvreté ayant acquis une position hégémonique, tous les débats tournent autour des différentes définitions du terme. Dans la majorité des cas, la discussion ne concerne que les aspects techniques ou méthodologiques de la mesure de la pauvreté ou du seuil à partir duquel une population est considérée comme pauvre, indigente, etc.

Lorsque la notion de pauvreté apparaît, vers la fin des années soixante-dix, la nouveauté est significative, puisque jusqu'alors le traitement de la question sociale en Amérique Latine se faisait à l'aide de concepts qui reflétaient d'autres approches intellectuelles et surtout d'autres préoccupations politiques. Dans cette région dotée d'une importante indépendance intellectuelle, le traitement de la question sociale et du développement avait conduit à l'élaboration d'un cadre élargi d'outils théoriques : les débats autour de la marginalité, la théorie de la dépendance, les discussions sur la détérioration des termes de l'échange ou les problématisations autour de l'économie informelle.

---

[343] Le Programme « Improvement of surveys and the measurement of living conditions in Latin America and the Caribbean » (dit MECOVI par son sigle en espagnol) comprenait des études au niveau régional et au niveau national dans 5 pays, dans sa première phase: l'Argentine, la Colombie, Le Salvador, le Paraguay, et le Pérou.

COMMENT MESURE-T-ON LA PAUVRETE EN AMERIQUE LATINE ? SEUIL DE PAUVRETE ET BESOINS ELEMENTAIRES.

La pauvreté est mesurée dans le continent suivant deux méthodes : celui du Seuil de pauvreté (*Línea de pobreza*, LP) et celui des besoins de base insatisfaits (*Necesidades básicas insatisfechas*, NBI). Actuellement, la plupart des pays utilisent des variations et des combinaisons de ces deux méthodes[344]. Nous les décrirons afin de rappeler ce que les chiffres présentés lorsqu'on parle de pauvreté veulent dire. D'une part, un glissement sémantique s'opère souvent quand un pourcentage de pauvreté est présenté, la polysémie de « pauvre » étant tellement variée et sa charge en valeurs tellement forte, que le chiffre perd son sens, et ceci malgré les précisions techniques des statisticiens qui les produisent. D'autre part, comme nous le savons, « la statistique n'est pas un simple moyen d'observation mais contribue à produire son propre objet en construisant les faits qu'elle est sensée mesurer. Les formes qu'elle crée, y compris les plus abstraites, contribuent à définir les problèmes de l'époque »[345]. La parenthèse que nous ouvrons est importante pour savoir de quoi parlons-nous.

---

[344] BOLVINIK, J. (*op. cit.*, 1999 et 2000) fait une description détaillée des variantes utilisées dans le continent.
[345] Topalov, *op. cit.*, 1994, p. 270.

Le seuil de pauvreté.

En 1979 la Commission Économique pour l'Amérique latine des Nations Unies (CEPAL) publie un important travail d'Oscar Altimir visant à déterminer *la dimension de la pauvreté en Amérique latine*[346]. L'auteur cherchait à établir une méthode permettant de dessiner une ligne de démarcation ou « seuil » de la pauvreté pour onze pays du continent[347]. L'enjeu était d'importance, compte tenu de l'hétérogénéité des situations nationales.

Selon la méthodologie élaborée par Altimir, une première limite permet d'estimer le seuil de la « pauvreté absolue » à partir de la conjugaison d'un critère « absolu » déterminant les besoins en nourriture de subsistance, et d'un critère « relatif » prenant en compte les particularités des traditions alimentaires de chaque pays. Altimir estime que bien qu'il y ait un inévitable caractère normatif dans la méthode, on peut consentir à voir un point de départ objectif dans les besoins en alimentation étant donné que ceux-ci constituent des conditions de la reproduction biologique. En même temps, à travers la prise en compte des disponibilités en nourriture et de la consommation moyenne de chaque pays on laisse une place aux particularités nationales.

En effet, il est nécessaire de prendre en compte la controverse à propos du caractère absolu ou relatif de la pauvreté. Pour ceux qui plaident son caractère « absolu », celle-ci résulte de la non-satisfaction d'un ensemble de besoins impératifs quelle que soit la société. C'est le cas des nécessités nutritionnelles, présentées évidemment comme incontournables pour la survie. Pour le regard « relativiste », la pauvreté est un phénomène essentiellement historico-culturel ne pouvant être réduit aux besoins de la reproduction biologique. L'alternative proposée par Altimir permet de surmonter cette opposition par le biais d'une

---

[346] ALTIMIR, Oscar : « La dimensión de la pobreza en América Latina », *Cuadernos de la CEPAL N° 27*, Santiago de Chile, 1979.

[347] Ces pays étaient l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, l'Équateur, le Honduras, le Mexique, le Pérou, l'Uruguay et le Venezuela.

solution qui va plutôt dans le sens de la pauvreté absolue. La solution résulte de l'acceptation du caractère absolu des nécessités (nutritionnelles), en tenant compte du caractère variable des moyens de répondre à de telles sollicitations de l'organisme. C'est ainsi que la CEPAL a réussi son pari. Pour des raisons que nous verrons plus loin, presque la totalité des pays latino-américains suivent cette méthode du « Seuil de pauvreté » (en espagnol, de *la línea de pobreza*) ou une variante de celle-ci[348]. Comment établit-on le seuil de pauvreté en Amérique latine ?

a. On détermine le panier alimentaire de base qui permet de répondre aux besoins nutritionnels d'un adulte, en respectant les standards de consommation dans les catégories à bas revenus. Dans la méthode Altimir, à partir d'une liste variable de 31 aliments[349], on fixe la quantité nécessaire aux besoins alimentaires pour un individu dans chaque pays. Effectivement, il y a des pays où l'on consomme plus de lait, de blé ou de viande bovine, alors que dans d'autres la cuisine populaire est élaborée autour des haricots, du riz et du porc. Par exemple, la liste Altimir estimait en 1979 qu'afin de subvenir à ses besoins élémentaires, un Argentin avait besoin de 143,6 grammes de viande bovine et d'à peine 23 grammes de riz par jour, alors qu'un Brésilien avait besoin seulement de 35 grammes de viande mais de presque 148 grammes de riz, ces proportions résultant des différentes coutumes culinaires et des produits disponibles sur le marché local.

b. Ensuite, on donne une valeur à ce panier d'aliments suivant les prix du marché, déterminant ainsi le <u>seuil d'indigence</u>. Seront ainsi considérés comme des indigents tous ceux dont les revenus (au-dessous du seuil) ne suffisent pas à la satisfaction de leurs besoins nutritionnels.

---

[348] Ce critère est employé dans tous les pays de l'Amérique latine sauf au Mexique où l'on utilise un indice sur la base d'un ensemble prédéterminé de biens considérés comme étant élémentaires. Actuellement, la plupart des détails techniques de la « méthode Altimir » ont connu des modifications. Cela dit, aucune de ces modifications n'a changé la méthode dans l'essentiel.

[349] La liste est confectionnée sur la base des produits à plus forte demande et aux plus bas prix.

Comment prendre en compte les autres besoins, telles les dépenses pour l'habillement ou le logement ?

c. On arrive à la dernière étape, qui permet d'estimer finalement le seuil de la pauvreté « absolue », selon les considérations d'Altimir ou seuil de pauvreté tout court. En effet, à partir de la première limite donnée par le seuil de l'indigence, on a besoin d'établir une valeur minimale pour les « autres nécessités ». Cela se calcule d'après la proportion des dépenses alimentaires par rapport aux autres dépenses des foyers considérés comme non-pauvres mais à de bas revenus. « Sur cette base on a établi que le seuil de pauvreté pour les aires urbaines correspond à des budgets de consommation privée dont le montant est le double de celui correspondant au budget minimal d'alimentation »[350]. De cette manière la quantité estimée suffisante pour faire face aux autres besoins résulte de la proportion des dépenses destinées à la nourriture dans la consommation moyenne du groupe de ménages avec un niveau de revenus immédiatement supérieur au seuil d'indigence. Les estimations de la CEPAL indiquent donc que dans les pays latino-américains ces ménages consacrent de 40 à 50% de leur budget aux besoins alimentaires, d'où il résulte un seuil de pauvreté estimé au double de celui de l'indigence.

Le Seuil de pauvreté s'obtient en multipliant la valeur des nourritures de base par un coefficient qui représente l'inverse des dépenses en nourriture des catégories à bas revenus.

Seuil de pauvreté = a*b/c

(a = coût des aliments ; b= dépenses totales ; c= dépenses en aliments).

Caractères absolu et relatif trouvent ainsi une formule de combinaison. Avec cette méthode, dans une société globalement pauvre comme la société haïtienne, le seuil de pauvreté tend à coïncider avec le

---

[350] ALTIMIR, *op. cit.*, p. 44. C'est moi qui souligne.

coût des aliments, par contre, dans une société où la part des dépenses en nourriture est moindre parce qu'on dépense dans d'autres biens et dans d'autres services, comme dans les sociétés du Cône Sud, ce seuil a tendance à s'accroître.

Les besoins de base insatisfaits ou *NBI*.

Une autre méthode d'estimation de la pauvreté est très répandue sur le continent latino-américain. La technique du seuil est secondée par celle des « besoins de base insatisfaits », dite aussi des NBI[351]. Si bien que lorsqu'on parle de pauvres en Amérique latine on fait référence toujours à ceux qui sont en dessous du seuil, la méthode des NBI vient souvent compléter certains déficits de perspective de la première.

Selon cette méthode seront considérés comme pauvres les foyers n'ayant pas accès à certains biens ou services considérés comme étant liés à des « besoins de base », notamment l'éducation et le logement. Plus simple en apparence que l'autre méthode, il suffit de déterminer quels besoins on considérera comme de « base » pour ensuite établir les limites de leur satisfaction ou de leur insatisfaction. Par exemple le taux de scolarité des enfants ou le nombre de personnes par pièce.

L'estimation des NBI a trouvé en Argentine l'une des premières applications avant d'être utilisée dans la plupart des États latino-américains. La méthode voit le jour quand l'officiel *Institut national des statistiques et des recensements* (INDEC) publie en 1984 la *Carte de la pauvreté en Argentine*, sur la base des données du recensement de 1980[352]. Une cartographie très précise et sophistiquée indique dans

---

[351] NBI, de par son titre en espagnol : *Necesidades Básicas Insatisfechas.*
[352] *Cf.* INDEC : *La pobreza en Argentina,* 1984.

chaque district du pays le pourcentage de foyers ayant des besoins de base insatisfaits selon les indicateurs suivants :

	Seront considérés comme *pauvres* les foyers ayant*
a. Promiscuité	Soit plus de 3 personnes par pièce,
b. Logement	soit habitant un logement inadapté,
c. Salubrité	soit n'ayant aucun système d'évacuation des eaux usées ou d'aisance,
d. Éducation	soit ayant un enfant n'allant pas à l'école,
e. Survie	soit ayant un taux de dépendance économique de 3 inactifs par personne active (en foyers dont leur chef a un bas niveau de scolarisation).

* Un seul des cinq indicateurs suffit à classer le foyer comme pauvre. En 1992, le Comité [officiel] d'études sur la pauvreté modifia les indicateurs NBI et conclu à une réduction de la pauvreté en Argentine. *Cf.* CEPA : *Evolución reciente de la pobreza en el Gran Bs. As. 1988 - 1992.* Doc. de trabajo Nro.2. Secretaría de programación Económica,1992.

Cette méthode est moins utilisée que la méthode du seuil de pauvreté, entre autres parce qu'elle est beaucoup moins sensible aux variations conjoncturelles, notamment au niveau de la relation revenus/prix. Ceci est très important dans des moments de réformes importantes ou de crise, par exemple lors des poussées inflationnistes ou des crises financières, des pertes de postes de travail, de chute des salaires, etc. Or, précisément, l'extrême sensibilité du Seuil de pauvreté aux fluctuations des prix est signalée comme l'un des points faibles de cette méthode[353], insuffisance à laquelle échappe la méthode des NBI capable de discriminer des conditions de « pauvreté structurelle » non

[353] NOVARO, Marcos & PERELMAN, Pablo : « La pobreza en el Area Metropolitana de Buenos Aires, Buenos Aires, *Revista Medio Ambiente y Urbanización Nro. 45*, 1993, pp. 11-23.

dépendantes des variations des marchés. En effet, le taux de scolarité, l'accès à l'assainissement ou le nombre de foyers par logement ne présentent pas de variations sur le court terme.

Il est clair que ces deux méthodes, les plus utilisées en Amérique latine, Seuil de pauvreté et NBI, opèrent avec des définitions différentes de la pauvreté. Chacune des deux permet de saisir une situation différente. Si le Seuil de pauvreté est plus pertinent pour observer des phénomènes de paupérisation, la méthode des NBI est plus efficace pour évaluer les situations de pauvreté historique ou « structurelle »[354]. Ainsi, Beccaria & Vinocour (1991) ont déterminé un ensemble de situations de pauvreté en utilisant un croisement des deux méthodes.

	Type de pauvreté identifiée			
Méthode	Structurelle	Transitionnelle	Paupérisés	Non-pauvres
Besoins de base insatisfaits (NBI)	OUI	OUI	NON	NON
Seuil de pauvreté (LP)	OUI	NON	OUI	NON

Source : Beccaria & Vinocur, 1991.

Ce tableau permet de constater l'éventuelle complémentarité des deux méthodes. Ceci a occasionné la production de toute une littérature en la matière, notamment sur la base de la distinction entre les « nouveaux » et les « anciens » pauvres.

Nous n'aborderons pas l'analyse des limites des méthodes ainsi que des critiques qui peuvent être portées sur ces deux approches de la pauvreté. Cette parenthèse méthodologique se ferme. Nous examinerons à présent, comment « le social » a été traditionnellement abordé en Amérique latine. Ceci nous permettra d'observer l'ampleur du

[354] BECCARIA, Luis & VINOCUR, Pablo : *La pobreza del ajuste o el ajuste de la pobreza*. Buenos Aires, UNICEF, Documento de trabajo Nro. 4, 1991.

changement opéré dans le champ des représentations de la question sociale.

LA TRADITION SOCIALE LATINO-AMERICAINE.

L'Amérique latine a une longue tradition dans le développement des systèmes de protection sociale et de normes de régulation du travail. Dans ce sens, le continent a joué un rôle important en la matière tant dans les pays du Tiers monde que dans l'Occident industrialisé. L'élaboration des premières lois de couverture des risques du travail et des retraites a été mise en place dans certains de ces pays dès le début du siècle, devançant parfois les États-Unis et l'Europe. C'est le cas exceptionnel, certes, de l'Uruguay. Les réformes entamées par le président Batlle dès 1903 sont extrêmement avancées. On peut citer d'une part les lois favorables aux syndicats qui ont ainsi obtenu l'interdiction du travail de nuit dans les boulangeries, la journée de huit heures, l'interdiction du travail des mineurs, un système de retraite, etc. Des normes aussi favorables au femmes, concernant l'autorité parentale, le divorce ou les congés de maternité. D'autre part, ces mesures s'accompagnent de la création des entreprises d'État (production et distribution d'électricité, chemins de fer, frigorifiques), de la création de la Banque Hypothécaire, de la création du système public d'enseignement secondaire et universitaire, en fin, d'un solide système de santé publique. « Cet ensemble de mesures a fait de l'Uruguay une démocratie sociale unique sur le continent et même probablement au monde, modèle dont se rapprochèrent plus tard les régimes sociaux-démocrates de Scandinavie, d'Allemagne et d'Autriche », telle est l'estimation d'Alain Touraine[355]. Or, c'est aussi le cas du Chili et de l'Argentine, pays qui ont commencé l'implantation d'un système de protection sociale dès les premières décennies du siècle, consolidés dans les années quarante. Même dans les

[355] TOURAINE, Alain, *op. cit.*, 1988, p. 270.

pays où l'extension des protections sociales et des régulations était beaucoup moins importante, ces systèmes sociaux avaient commencé à couvrir les salariés des secteurs modernes et formels de l'économie, notamment dans les grandes villes de pays comme le Brésil, le Mexique, le Venezuela ou la Colombie. Cet ensemble (hétérogène) de lois, d'institutions et de politiques régulatrices du social allait se répandre partout dans le continent lors de l'installation des régimes populistes, suite à la conjoncture d'après-guerre.

L'intervention étatique fonctionnant comme l'un des moteurs de l'économie et comme garant de la cohésion sociale, « le social » latino-américain s'inscrit dans une philosophie prétendant à l'universalité des droits sociaux, généralement consacrés dans les Constitutions. Cette politique s'exprime entre les années quarante et les années quatre-vingt par une extension du système éducatif, de la couverture publique de santé, des systèmes sociaux gérés par les syndicats ou par l'État, des retraites, de la couverture de maternité et des lois favorisant le développement du travail salarié. Évidemment, la couverture réelle de ces systèmes a eu des niveaux très variés, faisant l'objet de disparités importantes à l'intérieur de chaque pays et mettant souvent en cause la prétendue universalité de ces droits. Cette variabilité répondait notamment au niveau de consolidation du salariat qui, tel que nous l'avons vu, couvrait en 1970 plus de deux tiers de la population active en Argentine, au Chili et en Uruguay, de 60 à 70% en Colombie et à Costa Rica, mais moins de 60% au Mexique et à peine 52% au Brésil[356]. Le salariat reste évidemment un phénomène à prédominance urbaine, beaucoup plus relativisé pour les pays à population rurale importante. Ainsi, à cette époque, seule 27%de la population active de la Bolivie travaillait dans l'économie formelle alors que 34% était embauchée dans l'agriculture traditionnelle. Pour le Pérou ces mêmes proportions étaient de 41% et 38% respectivement et au Brésil un tiers des travailleurs

étaient embauchés dans l'agriculture traditionnelle. Il est vrai, donc, que pour la plupart des pays « le social » n'a jamais touché les paysans et que dans les villes il couvrait principalement les travailleurs du secteur formel. Cela n'empêche pas de voir que, jusqu'aux années quatre-vingt ce modèle orientait les politiques et surtout qu'il était au centre des conflits sociaux.

Plus ou moins développés, à la fin des années quatre-vingt tous les systèmes de sécurité sociale du continent étaient en régression. Ils ont souffert notamment du poids insupportable des difficultés financières[357], et de la désagrégation tant du modèle d'accumulation que des pactes de solidarité qui jadis les rendaient possibles. À partir des années quatre-vingt-dix les politiques sociales en Amérique latine font l'objet de nouvelles orientations (que nous décrivons dans le point 6 de ce Chapitre). Ainsi, visant l'objectif de faire la guerre à la pauvreté, de trouver des remèdes aux effets de l'« ajustement structurel » et en attendant la reprise et l'assainissement de l'économie, on réoriente les politiques sociales. Ces nouvelles orientations prennent pied sur la base de la « focalisation », de la « décentralisation » et de l'abandon des prétentions d'universalité[358]. Les États latino-américains mettent ainsi en question une tradition de problématisation du social autour du travail.

---

[356] Les chiffres correspondent à la proportion de la population active dans le secteur formel. THORP, Rosemary : *Progrès, pauvreté et exclusion, op. cit.*

[357] *Cf.* BID : *Progreso económico y social en América Latina. Tema especial: seguridad social*, Washington, 1991.

[358] *Cf.* FAUNDEZ, Alejandra : *Modernización de las Políticas Sociales en América Latina*, Santiago de Chile, UNESCO/Flacso, 1998.

Lorsque l'État regarde ses classes laborieuses : l'exemple du « Rapport Bialet Massé ».

Au-début du XXe siècle, c'est à dire aux-débuts de son industrialisation, l'Argentine a connu la première initiative de l'État pour apporter une réponse à la « question sociale ». Par le décret du 21 janvier 1904, Joaquín V. González, Ministre de l'Intérieur du deuxième gouvernement de Julio Rocca, commande l'élaboration d'un *rapport sur l'état des classes ouvrières argentines*[359], rapport qui sera réalisé par l'ingénieur espagnol Juan Bialet Massé. L'objectif du gouvernement, affiché dans le décret, était l'élaboration d'un projet pour la future *loi nationale du travail* qui allait être présenté au parlement. Ce projet de loi a été une initiative ambitieuse pour répondre à ce qu'on percevait comme la question sociale à l'époque. À son élaboration ont participé un nombre important d'« experts » dans les champs des sciences médicales, sociales et du droit[360].

L'analyse de ce rapport nous permet de mieux évaluer, par contraste, la manière dont est conçue aujourd'hui la question sociale. Effectivement, la problématisation du social autour du travail qui prend forme à l'époque où Bialet Massé fait sont rapport et dont il est l'une des premières expressions, va s'achever en Argentine avec la publication par l'Institut argentin des statistiques en 1980 de la « Carte de la pauvreté en Argentine » (*Mapa de la pobreza en Argentina*)[361]. Le « Rapport sur l'état des classes ouvrières » et les études actuelles sur la pauvreté doivent être comparés sur trois registres. Comment la question sociale est-elle représentée (classe ouvrière *versus* pauvres) ; comment l'État affronte-t-il ces différentes questions sociales (une loi nationale du travail visant l'établissement des premières mesures de protection des travailleurs *versus* la décentralisation et la focalisation des politiques sociales) ;

---

[359] Le célèbre rapport a été publié à plusieurs reprises. Nous suivons l'édition BIALET MASSÉ, Juan : *Informe sobre el estado de la clase obrera*, Madrid, Hyspamérica, 1985.
[360] *Cf.* ZIMMERMANN, *op. cit.*, pp. 178 ss.
[361] INDEC, *op. cit.*, 1984.

comment les sciences sociales traitent-elles ces réalités (des débats sur la place du travail au cœur de la société *versus* la quantification des pauvres et la description de leurs modes de vie).

Bialet Massé a élaboré son diagnostic pour le milieu rural et pour les zones urbaines de l'intérieur de l'Argentine. Il axe son rapport autour de la situation des travailleurs, et prend aussi en compte la situation des économies régionales, de l'industrie et de ses possibilités de développement, des investissements publics, et des « idiosyncrasies des gens du peuple » et des dirigeants. L'auteur procède comme un voyageur qui parcourt le pays pour rentrer dans les interstices de la vie productive. Il présente sa vision et construit son diagnostic comme dans une chronique de voyage,. Il choisit le point de vue du « connaisseur » qui apporte son conseil au prince à partir de son expérience personnelle. Bialet Massé a « expérimenté chaque situation », il a « exercé chaque métier », et c'est ce qui donne de l'autorité à ses recommandations. L'« homme de science » construit alors sa connaissance à partir d'une expérience souvent directement physique. L'observation du travail, conçu encore comme une activité essentiellement manuelle, ainsi l'exige.

> « Dans cette recherche il peut y avoir des erreurs d'appréciation, mais les faits sont présentés tels que je les ai vu et expérimenté.
> Ma façon de procéder dans ma mission a été […] d'observer le travail à l'usine, à l'atelier ou à la campagne, relever les données et après chercher l'ouvrier dans sa cabane ou son taudis, sentir avec lui, aller à la taverne, à la gargote, aux réunions ouvrières, entendre leurs plaintes ; mais entendre aussi les patrons et les contremaîtres.[…]
> J'ai pénétré dans la tente de l'indien et visité les *estancias*. Quand j'ai été capable et que les forces et connaissances me l'ont permis, j'ai pris les outils à la main et j'ai effectué le travail moi-même pour sentir la fatigue. C'est ainsi que je suis entré dans les cales des bateaux, que j'ai passé un jour et l'autre à côté des batteuses,

pris la faux, […] en bras de chemise sous le soleil brûlant. Dans d'autres métiers j'ai profité de mon savoir-faire, comme celui-de maçon et de tailleur de pierres, et tous les métiers du bâtiment »

Bialet Massé aurait voulu « avoir le talent descriptif d'un Zola pour présenter, palpitants et vivants, les souffrances et les besoins de ce peuple ». Il refuse le traitement de la question comme s'il s'agissait de faits du monde physique, sans pour cela renoncer à l'objectivité. Ce point méthodologique est important. On aurait la tentation de dire qu'il procède plus comme un conseiller du prince que comme un scientifique. Mais un excès de perspective peut nous donner une image inadéquate. Le rapport Bialet Massé est érigé sur un immense travail de registre et de description détaillée dans ses plus de mille pages. Pour mesurer la force physique du travailleur, par exemple, Bialet Massé crée une méthode basée sur l'utilisation d'un dynamomètre afin de pouvoir établir des comparaisons par race, région et type de travail. Il estime ainsi que les résultats sont très rigoureux puisque les données ont été obtenues « de la même manière et dans des conditions identiques d'expérimentation, d'autant plus que les individus ont été choisis au hasard. J'ai pratiqué ainsi 6.430 observations, en précisant à chaque fois l'origine, le sexe, l'âge, l'état, la profession, l'instruction, et les résultats sont consignés dans les tableaux ci-joints ». L'auteur construit ainsi des séries statistiques afin de montrer les dispositions de force de travail pour chaque type de travailleur.

Pour Bialet Massé, la question sociale de l'époque réside essentiellement dans les conditions de vie des classes ouvrières. Son appel à l'action publique s'appui sur la conviction que ce sont les conditions de vie des travailleurs qui empêchent le développement industriel et en conséquence celui de la nation dans son ensemble.

Bialet Massé manifeste son désaccord direct avec les théories classistes de l'époque, notamment avec l'idée que la question sociale

serait une manifestation de la « lutte de classes ». Et il conteste, surtout, que la solution aux problèmes sociaux passe par la lutte des classes ouvrières contre les propriétaires. « Voir la question comme une lutte de force entre classes et non pas comme une question de sciences et de justice, absolue et générale, est absurde, autant que si l'on voulait envisager l'autorité parentale comme la lutte entre pères et enfants ». L'auteur croit à la coopération entre les classes qui sont « naturellement » installées dans la société. La question sociale trouve sa réponse après l'analyse rationnelle de la situation, où la science intervient pour remettre dans son juste terme la relation entre industriels et travailleurs. D'un point de vue politique, Bialet Massé s'inquiète des courants socialistes, communistes et anarchistes qui impulsent parmi les travailleurs la stratégie d'une confrontation totale de classes. Selon lui, l'abolition de la propriété privé ne correspond pas à l'idiosyncrasie du « travailleur argentin » puisque « il est difficile de trouver un peuple avec un instinct de la propriété plus développé que le peuple argentin ».

> « La vérité c'est que l'homme est sociable, fatalement, pour autant que les écoles crient et veulent faire du capital et du travail deux éléments antagoniques. Ils sont et seront concourants »

Pour Bialet Massé, le travailleur est le créateur de la richesse, le moteur de la nation, celui qui, avec sa force de travail, est le producteur de tous les biens. « Le travail a créé le capital, et il est juste qu'il prenne le rang que la paternité lui assigne ». Sa conviction sur l'importance que l'ouvrier a pour le capital en tant que force de travail, l'amène à souligner l'aspect physique de cette force. Mais, une fois la force physique des différents travailleurs mesurée et mise en comparaison, Bialet Massé souligne que « la force instantanément développée est directement proportionnelle avec l'intellect de celui qui la produit ». C'est observation qu'il obtient par le biais de l'« expérimentation scientifique », lui permet d'argumenter en faveur de la nécessité d'éduquer la classe travailleuse.

La question sociale est, pour Bialet Massé, une conséquence du fait que le capital n'a pas considéré convenablement les classes travailleuses en les traitant « comme l'on traite un animal, un cheval, un bœuf, en l'exploitant sans lui donner rien en échange. […] L'ouvrier, méprisé, qualifié d'incapable, se sent comme un paria dans son propre pays, en travaillant trop […] et en recevant un salaire comme pour ne pas mourir de faim ».

> « La prévision de l'avenir ! Est-ce qu'il pouvait l'avoir ? […] L'habitude de l'épargne et de l'accumulation ! Pourquoi faire ? lorsqu'il reste à la campagne ou à la ville sous un régime proche de la servitude, soumis à une discipline presque militaire, recevant tout juste l'indispensable pour ne pas mourir de faim… Et maintenant le ticket maudit du magasin du patron qui lui enlève jusqu'à sa dernière goutte de sang[362].
> Il ne peut être que fataliste comme un musulman, guettant l'occasion pour profiter de la vie, donné à l'amour, la guitare et l'alcool, acceptant la vie telle qu'elle est et rendue dans les bras d'une religion qui lui promet les délices éternels[363] […] L'insécurité et la misère de la vie ne peuvent produire que le désir du plaisir immédiat ; demain n'existe point pour celui qui ne s'attend pas au progrès »

Bialet Massé présente ainsi un travailleur arraché d'une condition idéalement définie par la force des conditions auxquelles il est soumis. La question sociale se manifeste alors par les problèmes de l'alcoolisme, du vagabondage et de la délinquance sont par lesquels. Mais « une fois assurées les conditions de paix et de prospérité, le travailleur revient

---

[362] Les ouvriers du sucre, du tabac et d'autres agro-industries ont été payés (jusqu'à l'arrivée du péronisme) avec un ticket (*el vale*) qu'on pouvait échanger uniquement dans le magasin du patron. C'était un moyen de doubler l'exploitation et d'assujettir les travailleurs, très répandu en Amérique latine.
[363] Bialet Massé fait référence à l'Église catholique.

rapidement à la vie productive avec plus d'élan qu'aucun autre ». L'auteur montre qu'après 1880 (quand les guerres civiles ont pris fin en Argentine), « les travailleurs ont joué un rôle sans précédent dans le développement de l'industrie nationale, dans l'agriculture, dans les chemins de fer ». Et il soutient que si on continuait dans l'amélioration des conditions de vie des travailleurs pendant un temps soutenu, et qu'on corrigeait les erreurs où tombent les industriels, le progrès du travail serait continu.

« Personne ne met en doute aujourd'hui que le travail industriel dépend de l'effort immédiat de l'ouvrier ». Mais, quelques conditions sont nécessaires pour que la classe travailleuse s'intègre pleinement à la vie du travail. Laisser couler les « extraordinaires aptitudes » que Bialet Massé présente comme des « dispositions naturelles du travailleur argentin » n'est pas suffisant. Il est nécessaire de créer un État National où le travailleur puisse acquérir un sentiment de dignité. L'auteur mentionne de cette manière le problème des institutions. Ainsi, malgré « un siècle de démocratie, de liberté et d'égalité légale », la situation empêche « la réalisation des magnifiques institutions politiques que le pays s'est donné comme idéal ». La fracture sociale « qui sépare la masse populaire de la dirigeante [sera effacée par] l'école publique et l'université, d'un côté, et par le progrès agricole et industriel de l'autre ».

Dans cette vision, la fonction intégrative de l'État est très importante parce qu'elle complète l'action modernisatrice de l'industrie, en lui apportant le caractère civilisateur qui lui manque. La technique et l'industrialisation, le développement de la machine, amorcent le processus de civilisation qui doit être complété par l'éducation à travers la « discipline ». C'est aussi le rôle de socialisation que l'auteur attribue au service militaire :

> « Le service militaire a produit un effet de civilisation à travers l'éducation d'une masse d'hommes, en les habituant à la méthode, à l'ordre, aux mouvements rythmés, en leur apprenant à lire et à

écrire [...] Les habitants de province, qui ne connaissaient pas d'autre monde que celui de leur horizon étroit, ont été amenés aux champs d'instruction, situés près des villes, ils se sont mis les uns en contact avec les autres »

Évidemment, Bialet Massé pense aux processus classiques de la modernité et c'est ainsi qu'il conçoit la société. Cette société moderne, du travail et de l'industrie, de l'éducation et la démocratie, est aussi présente dans ses descriptions que dans ses projections ou ses recommandations. Il trouve la modernité dans la société qu'il décrit ainsi que dans celle qu'il imagine, et vers laquelle il pense va le sens du progrès. Sans doute il s'agit d'une vision teinte par les conceptions du XIXe siècle, commune à une bonne partie des rationalisations de l'époque. Ce qui est intéressant, c'est que le modèle prescriptif de la société moderne fonctionne aussi comme un modèle explicatif pour les sciences sociales.

Nous avons choisi d'exposer le Rapport Bialet Massé par la valeur illustrative de son exemple. En effet, cette vision que nous venons de présenter montre deux choses. En premier lieu, elle illustre le point de départ d'une construction du social qui serait parcouru par l'Argentine pendant les trois-quarts de siècle à venir. Cette conception serait aussi présente, avec une intensité diverse, dans l'ensemble des pays latino-américains. Comme nous l'avons vu, ce processus trouverait un de ses points dancrage avec les gouvernements populistes des années quarante et cinquante. En deuxième lieu, le Rapport Bialet Massé permet d'illustrer le changement qui s'opère entre une vision qui considère que la question sociale réside dans le fait que les travailleurs sont dans la misère et une autre où l'on abandonne le travail, où on ne voit plus le travailleur dans l'individu parce qu'on ne voit que le pauvre.

Nous avons vu les techniques qui sont utilisées aujourd'hui pour mesurer la pauvreté. Nous venons de mettre en parallèle cette vision de la question sociale avec celle qui l'a précédé afin de mettre en relief le fait

qu'il s'agit bien d'une redécouverte. Et nous pouvons aussi observer comment ce changement de perspective ne correspond pas nécessairement à un regard « objectif » sur la réalité des transformations mais qu'elle correspond plutôt à une autonomisation d'une des dimensions de ces transformations.

En effet, à l'époque du Rapport Bialet Massé, le social coïncide avec la formation des classes ouvrières. C'est ainsi que le sujet est abordé dans le Rapport et c'est ainsi que le problème est perçu par la société, y compris le gouvernement. Ce sont les signes de l'époque et la question sociale sera étroitement liée au monde du travail jusqu'aux années quatre-vingt, lorsque les sciences sociales proposent de traiter cette question sous le titre de « pauvreté ». Pendant tout le XXe siècle, en Argentine mais aussi en Amérique latine, la question sociale est pensée sur la base du constat des mauvaises conditions de vie et de travail des travailleurs ou bien de l'état d'iniquité auquel ils sont soumis. Étant donné le faible niveau d'industrialisation dans l'Argentine de 1904, on ne peut pas dire que les pauvres sont des ouvriers ou des prolétaires, au sens classique du terme ; le Rapport Bialet Massé le met en évidence. Mais encore avec ce constat, il est toujours question de travail pour le rapporteur, pour les dirigeants et probablement pour la population dans son ensemble. On pourrait dire qu'il est beaucoup plus question de « travail » que de « pauvreté » en 1980 qu'en 1904 (le pays est plus industrialisé, le nombre de salariés plus important et l'histoire sociale récente plus proche du monde du travail). Pourtant, les façons d'aborder la question sociale semblent imperméables à ces constats, même pour les chercheurs qui produisent ces statistiques. Ce qui est important c'est qu'au début du XXe siècle, la question sociale est représentée et conceptualisée comme une question des travailleurs, au-delà de l'objectivité de la chose. Aujourd'hui, par contre, on pense à l'appauvrissement d'une grandissante masse sociale, point de vue qui doit être aussi analysé au-delà d'un appauvrissement objectif.

Nous allons revenir à présent sur les raisons qui peuvent rendre compte de ce changement de perspective. Comment est-on passé du « travailleur » au « pauvre » ?

DES RAISONS POUR UN CHANGEMENT DE PERSPECTIVE.

[Les représentations] ne naissent pas dans le ciel des idées mais des pratiques et de conflits, d'institutions et de projets.
Christian Topalov

L'étude d'Oscar Altimir de 1979 a eu un impact très important, et plus particulièrement elle a influencé les instituts publics de statistiques de chaque pays ainsi que de nombreux centres d'investigation qui se sont lancés dans des études sur la pauvreté. En effet, en tant que détachement des Nations unies et suite à son prestige comme agence intellectuelle, la CEPAL occupe une position qui lui permet de rayonner à la fois vers l'académie et en direction des États. La CEPAL fournit ainsi un support fondamental à la légitimité académique et politique donnée aux techniques de mensuration de la pauvreté. L'organisme possède la capacité institutionnelle de produire des rapports et des évaluations là où les agences nationales des statistiques n'arrivent pas à le faire ou là où ce n'est pas inscrit dans leurs programmes d'études. La méthode proposée est dès lors acceptée par la plupart des gouvernements, non seulement quand il s'agit d'établir des diagnostics concernant la situation sociale, mais aussi lorsqu'il s'agit de planifier l'action sociale. De plus, la CEPAL n'est pas seule. Sa position s'inscrit dans un changement de perspective touchant l'ensemble des organismes internationaux, tous convaincus que la question sociale doit être traitée comme une question de pauvreté[364]. C'est le cas notamment des trois principales institutions de crédit en Amérique latine, le FMI, la BM et la BID. Ces institutions ont leurs propres méthodes pour déterminer le seuil de pauvreté, ce qui entraine

[364] Les positions politiques concernant les moyens de renverser les tendances à la paupérisation dans le continent comportent des différences à l'intérieur du consensus.

parfois des différences importantes (dans la comptabilisation du nombre de pauvres par pays, par exemple). Ainsi, la BM propose un seuil de deux dollars par jour et par personne, ce qui aligne les études sur l'Amérique latine avec celles faites sur les autres régions du monde. Mais, il n'y a aucune différence de fond concernant la conceptualisation des problèmes sociaux. La position de l'ensemble de ces organismes est de considérer la pauvreté comme « la » dimension privilégiée de la question sociale.

On assiste de cette manière à la production d'un consensus par le biais d'un accord explicite entre l'académie, les organismes internationaux et les États. Quels sont les éléments qui ont concouru à la production de ce consensus ? Nous en relèverons trois : (1) la relation étroite entre les États et les organismes internationaux de crédit, (2) la remise en cause des perspectives théoriques privilégiant les conflits relatifs au travail et à la classe ouvrière dans l'analyse de la question sociale, et la crise de la conception de la société comme un ensemble composé de classes sociales (3) le changement « sociétal » diminuant le poids des syndicats et de l'État face à d'autres acteurs politiques et économiques.

Nous les aborderons au point 6. Les conséquences de la nouvelle conceptualisation, pp. ss.

La relation étroite des États avec les organismes internationaux de crédit.

It is highly significant that the Forum on Social Reform and Poverty should be held here in Washington, and that it take place at the Bank. It is perhaps a sign of things to come.
Enrique Iglesias[365]

C'est durant les années cinquante qui ont eu lieu en Amérique latine les premières interventions des « nouveaux » organismes internationaux, notamment du Fonds Monétaire International. Ces interventions prônent, déjà, des mesures qui auront des effets pervers sur les niveaux de vie des catégories populaires. Afin de réduire les déséquilibres économiques, le FMI plaide pour la réduction des dépenses publiques. Cela se traduit par une diminution des salaires (à l'époque, les dépenses publiques étaient généralement composées à 80% de dépenses salariales)[366]. En général, les orientations des organismes de crédit résultaient du fait que l'on considérait le « bien-être » comme un résultat du développement économique et de la modernisation de la société et non comme un point de départ ou une orientation privilégiée des politiques publiques. Ainsi, la promotion sociale a été souvent reléguée à une étape future qui devait toujours venir après l'assainissement de l'économie.

Si les interventions des organismes de crédit dans la politique interne des États sont visibles dès les années cinquante, elles deviendront plus importantes dans les années soixante-dix et massives à partir les années quatre-vingt. Deux conditions expliquent l'augmentation de ces interventions. Dans un premier temps, les dirigeants politiques prennent conscience du fait que le modèle de développement initié pendant la

---

[365] IGLESIAS, Enrique : *Address given in the closing session of the Forum on Social Reform and Poverty*, Washington, D.C., February 13, 1993. E. Iglesias est le Président de la Banque Inter-Américaine de Développement.

période de la IIè Guerre mondiale est épuisé, modèle qu'ils perçoivent comme la cause de la conflictualité menaçant l'ordre social[367].

Dans un deuxième temps, la crise de la dette extérieure des années quatre-vingt laisse les États latino-américains dans une situation de dépendance financière qui induit le recours de plus en plus fréquent des gouvernements à des tels organismes. En Argentine, leur influence devient décisive à partir de la dictature de 1976, et plus particulièrement lorsqu'ils se constituent en véritables acteurs du système politique sous les gouvernements de Raúl Alfonsín et de Carlos Menem, notamment à partir de la situation de dépendance financière dans laquelle se trouve l'État. Sous la gestion d'Alfonsín, les organismes sont déjà intervenus dans les conflits entre négociateurs gouvernementaux et groupes sociaux. A partir du premier gouvernement de Menem (1989-1994), ils participent directement à la prise des décisions. Dans un contexte d'extrême faiblesse étatique, ils donnent au gouvernement la marge d'autonomie indispensable, jouant un rôle qui, dans une certaine mesure s'apparente à celui de l'État. Ces situations sont devenues courantes dans tout le continent à partir du moment où les gouvernements ont fait appel aux secours financiers dans chaque situation de crise ainsi qu'à l'appui de ces organismes face à toute tentative sérieuse d'opposition aux programmes de stabilisation ou de réforme d'inspiration libérale. Ce phénomène est particulièrement visible lors des crises financières, comme celle traversée par le Brésil en 1999 ou lorsque le FMI met en place le « blindage financier » de l'Argentine à la fin 2000 ; mais aussi dans certains

---

[366] Ces premières interventions du FMI sont analysées par Rosemary Thorp, qui affirme que « les économies latino-américaines ont été utilisées principalement comme terrain d'essai ». *Cf.* THORP, *op. cit.*, pp. 185 et ss.

[367] Deux précisions sont nécessaires. Premièrement, il faut prendre en compte qu'en règle générale, les économies latino-américaines ont suivi deux modèles de développement initiés dans la conjoncture de la IIe Guerre Mondiale avec la stratégie de substitution des importations, dans la première étape dite « nationale-populiste ». Le second moment est conduit par les courants dits « développementistes », ayant lieu entre les années 1950 et 1970. Deuxièmement, il est nécessaire de rappeler que la crise du modèle endogène est étroitement liée à la vague de putschs militaires qui a ravagé le continent durant années 1970. Ce point à été développé pour l'Argentine au Chapitre I.

moments de crise politique, comme lors de l'intervention de la BID suite au soulèvement des indiens et au coup d'État en Équateur en 1999-2000.

Les *missions* des organismes internationaux de crédit ne sont pas connues uniquement des ministres d'économie ; elles ne concernent pas seulement les décisions « macro » sur le contrôle de l'inflation ou le déficit fiscal. Depuis les années quatre-vingt, des *missions* viennent aussi orienter le travail des fonctionnaires et des techniciens de plusieurs champs d'intervention de l'État, de l'éducation à la police, en passant par les politiques sociales[368]. Mais dans la mesure où une bonne partie des politiques publiques se définie en dialogue avec ces organismes, le travaux des « missions » occupent une bonne place dans les médias, et s'intégrant par ce moyen au débat public.

Cette étroite proximité entre les États et les organismes internationaux de crédit est aussi une conséquence de poids acquis par ces conceptions néolibérales, communes à la plupart de ces organismes et des gouvernements. En ce qui concerne le traitement de la question sociale, la principale conséquence de ces positions provient d'une volonté de séparer la question sociale et l'économie. D'après cette conception, il faut laisser l'économie fonctionner selon ses propres lois afin de libérer toutes ses potentialités. Dès lors, l'économie n'est plus une affaire de société mais d'entreprise. Le dépassement des problèmes sociaux, réduits à la seule paupérisation, sera ainsi la conséquence de la reprise économique et des interventions gouvernementales face aux effets « pervers » ou « collatéraux » de l'ajustement et des réformes. Une fois la séparation acceptée, la pauvreté devient une affaire de politique sociale et

---

[368] Nous avons nous-mêmes eu l'occasion de participer à trois reprises dans la planification de politiques publiques avec le soutien des organismes internationaux de crédit. Il s'agit des programmes *Justicia social* et *Desarrollo urbano,* du Ministère de l'action sociale, et du projet d'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans le Grand Buenos Aires, du Gouvernement de la Province de Buenos Aires. Financées à 50% par des crédits internationaux, ces politiques dépendaient des décisions que les organismes (dans ces cas la BID et la BM) prenaient souvent lors des « missions ». Pour le cas du Programme de développement urbain, par exemple, la BID conditionnait l'attribution du prêt (destiné à des infrastructures, comme les égouts) au fait que la municipalité en question mette en œuvre un « plan d'ajustement ».

non de politique économique. L'État sera tenu pour responsable des politiques sociales à condition de maintenir la séparation entre économie et société et surtout de ne pas faire intervenir la question sociale dans les décisions de politique économique.

A la fin des années 1990, un changement important s'opère dans l'attitude des organismes internationaux de crédit, notamment la BID et la BM. Une évidence s'impose : vingt ans d'« ajustement structurel » et de « réformes » n'ont pas provoqué d'amélioration de la situation sociale, tout au contraire. Même lorsque la croissance a été au rendez-vous (comme en Argentine entre 1991 et 1996), elle ne s'est réalisé qu'au prix de la destruction des anciens modèles d'intégration sociale. Ces organismes interprètent donc la crise sociale en termes d'une augmentation de la pauvreté. On concède alors qu'il ne suffit pas d'« assainir » l'économie. Ainsi, tant la BID que la BM décident d'intervenir dans le social. Comment ? En multipliant les efforts pour « lutter contre la pauvreté ». C'est la raison pour laquelle Mr Iglesias trouvait « *highly significant* » en 1993 que la BID organise un « Forum sur la réforme sociale et la pauvreté ». Ce *très significatif* est susceptible d'au moins deux lectures. D'une part cela montre un changement d'attitude de ces organismes de crédit à l'égard de la pauvreté ; qui commencent a y prêter attention. D'autre part, cela met en évidence le leadership de ces organismes dans la conceptualisation et le traitement de la question sociale.

Le problème des classes sociales.

Les sciences sociales latino-américaines, héritières des théories classiques élaborées en Europe à la fin du XIXe et au début du XXe siècle, ont construit leur réflexion et leurs débats à partir de la conception de la société comme un ensemble de classes sociales dans le cadre d'un État-nation. Comme en Europe, cette élaboration a fait l'objet de nombreux conflits et controverses, mais on trouvait en même temps un large consensus sous-jacent concernant l'existence de classes sociales comme base de la société[369]. Dans ce cadre et au-delà de l'influence des courants de la sociologie européenne, la spécificité des situations nationales a inspiré un travail de théorisation profuse et originale en Amérique latine. Ces particularités s'expliquent notamment par l'importance des populations paysannes d'origine indienne et leur urbanisation croissante, ainsi que par la présence des « couches marginales » en milieu urbain.

Les conceptualisations et les débats résultants des recherches et des élaborations théoriques visant à expliquer les spécificités des sociétés latino-américaines ont certainement donné aux sciences sociales du continent ses lettres de noblesse. C'est le cas de la très riche polémique autour de la « marginalité », conduite dans sa version culturaliste-moderniste par Gino Germani[370] et dans sa version marxiste par José Nun[371], ou Aníbal Quijano[372]; ou encore le cas de la « théorie de la

---

[369] Boltansky et Chiapello font une analyse de la mise en cause des classes sociales dans les représentations de la société comme l'un des problèmes concernant la perte de capacité critique de la sociologie. *Cf.* BOLTANSKI, Luc & CHIAPELLO, Ève : *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999, pp. 376 ss.

[370] Gino GERMANI : *El concepto de marginalidad,* Buenos Aires, Nueva Visión 1980.

[371] José NUN: "Sobre población relativa, ejército industrial de reserva y masa marginal", *Revista Latinoamericana de Sociología Nro.2*, Buenos Aires, 1969.

[372] Sur les débats autour de la marginalité voir FASSIN, Didier : « Marginalidad et marginados. La construction de la pauvreté urbaine en Amérique Latine », in Serge PAUGAM : *L'exclusion, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 1996. *Cf.* aussi MERKLEN, Denis : "Marginalidad : posibilidades de un concepto frente a las ideas de pobreza y exclusión", *Revista Relaciones 167,* Montevideo, 1998, pp.20 ss.

dépendance » de Fernando H. Cardoso et Enzo Faletto[373]. Ces contributions ont pu avoir une influence importante pour les pays du Tiers-monde dans les années cinquante, soixante et soixante-dix. Tel est le cas des théories sur la « détérioration des termes de l'échange » de Raúl Prebish ou les apports de Hernando de Soto[374] sur l'économie informelle. Ces considérations n'étaient pas uniquement du domaine de la recherche ou de la spéculation théorique ; bien au-delà, elles faisaient partie des représentations courantes dans les médias, elles s'intégraient aux discours des partis politiques et étaient des sujets abordés couramment par la littérature[375].

En ce qui nous concerne et par rapport à la question sociale, ces perspectives théoriques privilégiaient les conflits relatifs au travail et aux classes ouvrière et paysanne dans l'analyse de la question sociale, dont le rapport Bialet Massé est un exemple précoce. Ces conceptions du social seraient tombées dans l'oubli, si ce n'est comme objet, de plus en plus rare, de l'enseignement universitaire. L'abandon de ce type de perspective ne se fait pas à la suite d'un débat qui signifierait le dépassement de certaines de ces idées par des propositions plus adéquates. Elles sont placées à l'intérieur d'un temps qu'« il vaut mieux oublier ». Ces représentations du social ont été abandonnées au profit d'une nouvelle problématisation en termes de pauvreté. Ce changement de cap s'inscrit comme faisant partie des transformations touchant l'ensemble de la société. En effet, comme le signale Christian Topalov, une histoire sociale des idées doit placer les représentations au sein des conflits sociaux et des pratiques qu'elles contribuent à définir[376]. Dans ce sens, les représentations des sociétés latino-américaines comme sociétés de classes

---

[373] CARDOSO, Fernando H. & FALETTO, Enrique : *Dependencia y desarrollo en América Latina*, México, Siglo XXI, 1971.
[374] *Cf.* DE SOTO, Hernando : *El otro sendero*, Bogotá, La Oveja Negra, 1987.
[375] L'autre grande contribution intellectuelle provenant du « nouveau monde » a été apportée sans doute par l'histoire, à propos des analyses sur le processus de conquête et de colonisation espagnole et portugaise.
[376] TOPALOV, Christian : « Avant-propos » in *Naissance du chômeur 1880 – 1910*, Paris, Albin Michel, 1994.

se sont affirmées à partir de la consolidation des classes travailleuses, suite à des processus d'industrialisation visant à la substitution des importations, ainsi qu'à la montée des mouvements national-populaires. Ces conditions historiques étant épuisées, les représentations en termes de classes deviennent obsolètes, ce qui paraît naturel à première vue.

La diffusion du traitement des problèmes sociaux en termes de pauvreté coïncide donc avec la fin des problématisations en termes de classes. Cette substitution de la notion de pauvreté aux représentations des classes ne s'opère pas uniquement dans le domaine des sciences sociales, quoique les changements à l'intérieur de celles-ci aient eu une importance non négligeable. Dans la vingtaine d'années qui va du début des années soixante-dix à la fin des années quatre-vingt, on assiste à une prolifération des diagnostics de pauvreté. Or, l'imposition de ces diagnostics ne s'opère pas à travers une nouvelle élaboration théorique mais à partir du perfectionnement des techniques d'enquête et notamment des statistiques.

Ainsi, un surplus d'information et de données vient combler le vide laissé par la théorie. Évidement, l'illusion empiriste à un effet tranquillisant devant la « crise des paradigmes ». A chaque fois qu'on exhibe le taux d'indigence d'un pays ou l'évolution de la courbe des nouveaux pauvres, les sociologues trouvent du repos aux nuits d'insomnie provoquées par la crise de leurs vieilles théories. D'autant plus que le scientifique peut, données à l'appui, répondre aux sollicitations des hommes d'État sans faire appel à des théories déjà rangées aux archives. Le nouveau traitement permet de se concentrer sur l'ampleur de la pauvreté sans qu'il y ait de soucis sur les conséquences théoriques d'un tel choix. Après tout, tout le monde sait ce que c'est qu'un pauvre, une fois qu'on a défini le « seuil de la pauvreté ».

Or, le traitement de la question sociale en termes de pauvreté est une conceptualisation limitée qui vient occuper un déficit théorique. Impuissantes face aux changements, les sciences sociales ont simplement laissé les vieilles conceptions du social à l'abandon. Les scientifiques

savent un peu pourquoi ils l'ont fait (elles avaient perdu leurs capacités explicatives et ne s'accommodaient plus au nouveau contexte politique), mais, ils préfèrent faire la sourde oreille sur les conséquences d'un tel choix étant donné qu'ils n'ont pas les instruments conceptuels pour combler ce vide théorique.

Qui plus est, ce changement coïncide au niveau politique avec la crise du modèle développementiste. Ce courant important, rappelons-le, influença l'Amérique latine entière pendant deux décennies à compter des années 1950. Les courants développementistes ont non seulement influencé la plupart des gouvernements, mais ils ont aussi motivé la création d'organismes internationaux tels la Banque inter-américaine de développement ou la CEPAL. Selon leurs conceptions, le progrès social découlait de l'industrialisation et de la modernisation de l'agriculture. Le projet développementiste prenait appui sur une alliance capital – travail, orientée par les techniciens et les planificateurs de l'État[377]. Dans l'actualité des organismes internationaux, les réminiscences du projet développementiste s'expriment comme un débat sur les moyens d'agir devant la pauvreté. Doit-on aider les pauvres ou inclure la lutte contre la pauvreté dans un programme plus vaste de développement ? (nous y reviendrons, *cf. infra*, point 6).

[377] Les courants développementistes s'épuisent paradoxalement suite à leur incapacité à contrôler les conflits sociaux ; paradoxalement parce que la situation sociale était à tout point de vue bien meilleure que celle qu'on trouve aujourd'hui sous les régimes d'inspiration néo-libérale, régimes sous lesquels on ne constate pas (encore ?) de conflits trop importants.

Le changement « sociétal ».

Les pays latino-américains ont devancé les courants reaganiens et tatcheriens sur le début de l'application des modèles néo-libéraux et sur la désarticulation des anciens modèles de développement économique. Les dictatures militaires qui ont pris le pouvoir au cours des années soixante-dix (le Brésil en 1968, le Chili et l'Uruguay en 1973, l'Argentine en 1976), se sont attaqué avec virulence au démantèlement de l'ancienne société et ont initié, souvent avec moins de réussite mais avec la même fermeté, l'application des programmes néo-libéraux. Au-delà des importantes différences qui distinguent les dernières dictatures militaires latino-américaines entre elles, celles-ci ont eu comme point commun d'en finir avec les régimes populistes et développementistes instaurés pendant la période suivant la Seconde guerre mondiale. Les militaires au pouvoir et les élites qui les ont poussé à s'y installer identifiaient ces régimes populistes et développementistes comme la source de tous les conflits sociaux.

Les régimes dits national-populistes ont transformé l'économie en une question expressément politique. Ceci a eu pour conséquence d'enraciner les catégories populaires au sein du politique, étant donné que l'État devait ouvrir la porte à leur participation. Dès lors, les catégories populaires s'intègrent dans une configuration sociétale qui leur demande une participation active et qui renforce leurs organisations sociales à caractère corporatiste. Ainsi, ces catégories populaires s'intègrent à la société par le biais de la nation, adoptant l'identité d'un peuple travailleur.

Les populismes latino-américains sont finis sur un ralentissement de la croissance économique et à un accroissement des tensions sociales et une poussée à l'extrême des conflits politiques. La vague de coups d'État des années soixante-dix marquera la grande inflexion à partir de laquelle

survient la désarticulation du modèle d'intégration instauré dès l'Après-guerre. Le principal objectif des gouvernements militaires est de déraciner les traditions populistes au point d'ambitionner une transformation structurelle de la société à partir de la volonté de l'État. Comme nous l'avons vu au Chapitre I pour le cas argentin, mais plus fortement encore dans certains pays comme le Chili, les dictatures deviennent des redoutables essais de transformation de la société par en haut. Les militaires visaient à changer la structure sociale, et particulièrement le rapport entre l'État et la société, afin de mettre un terme au type de dynamique conflictuelle inaugurée et consolidée dans les décennies précédentes. Selon la vision de ces élites, ce sont les conflits développés à partir des années soixante qui ont plongé la société dans le chaos. Et pour en finir avec le *désordre*, il fallait modifier les conditions qui avaient permis aux catégories populaires de se constituer en une classe laborieuse. Pour ce faire, la fin de la participation des individus au sein de l'État en tant que travailleurs devenait nécessaire. Commence alors une transformation irrévocable, non seulement de l'État, mais aussi des relations sociales fondamentales[378].

Or, cette révolution par le haut n'allait s'accomplir qu'au fil des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix avec la mise en œuvre des politiques du *consensus de Washington*. Ces politiques se sont appuyées, comme on le sait, sur la réduction de la taille de l'État, la libéralisation de l'économie, l'ouverture des marchés, les privatisations, la *flexibilité* des

---

[378] Il n'est pas inutile de rappeler que cette mouvance « *aperturista* », c'est-à-dire d'ouverture des marchés par réduction des taxes douanières, est arrivée dans un bon nombre de pays avant les débats autour de la globalisation. En outre, on doit souligner que le moment, la forme et l'intensité des réformes néolibérales (ouverture des marchés, réduction de l'État et privatisation des entreprises publiques, flexibilisation du rapport salarial, etc.), ont présenté de différences importantes d'un pays à l'autre ; par exemple, entre l'Argentine et le Brésil ou le Mexique ; ou les différences au niveau de l'impact du même modèle entre le Chili et l'Argentine.
Pour un certain nombre de pays, comme le Mexique, ces transformations par le haut n'ont pas été l'œuvre des militaires au pouvoir. Ce qui n'enlève rien au fait que les élites étaient convaincues de l'épuisement du modèle de développement endogène et qu'elles ont agi en conséquence. À strictement parler, l'analyse devrait rendre compte du processus dans chaque pays, ce qui va au-delà des possibilités de ce chapitre qui cherche

rapports dans le monde du travail, bref sur ce qu'on appelle l'ajustement structurel et l'ouverture des économies. Dans un premier temps, dans les années quatre-vingt, les politiques ont été concentrées sur l'orthodoxie financière, la libéralisation et l'ouverture aux marchés internationaux, et la réduction de la taille et du rôle de l'État vis-à-vis de l'économie. Dans un deuxième temps, les années quatre-vingt-dix montrent un changement de terminologie. « Désormais, on ne parlait plus tant de libéralisation que de réforme, et surtout de réforme structurelle »[379]. L'heure des privatisations était venue.

Les réformes ont eu pour principal effet de mettre fin à l'intervention de l'État sur l'économie, de désamorcer les systèmes de protection sociale et de désarticuler l'intervention des syndicats dans l'architecture de l'État. Il est surprenant de voir ce modèle complètement désamorcé dans un pays comme l'Argentine où l'héritage de l'époque populiste était pourtant des plus forts. Ainsi, les catégories populaires, qui avaient mis un demi-siècle à se former en tant que classe laborieuse sous l'identité d'un *peuple travailleur,* sont devenues des *pauvres* en l'espace de ces dernières vingt-cinq années. C'est aussi le cas des ouvriers, des mineurs ou des paysans en Bolivie, au Chili, au Pérou et partout dans le continent : ces catégories populaires deviennent des « pauvres ». Et les *pauvres* sont plutôt identifiés comme un objet de l'assistance que comme un sujet participant à la production de la richesse ou à la construction de la destinée nationale. Le changement structurel se manifeste alors par une mutation des identités collectives attisé par un phénomène de « classement ».

à inscrire le cas argentin dans une situation comprenant l'Amérique latine dans son ensemble.

[379] *Cf.* Thorp, *op. cit.*, p. 249.

LES CONSEQUENCES DE LA NOUVELLE CONCEPTUALISATION : RUPTURE DE LA TRADITION SOCIALE ET DEBUT DE LA *LUTTE CONTRE LA PAUVRETE*.

Dans les années quatre-vingt on trouve l'ensemble des pays latino-américains plongés dans un débat concernant les politiques sociales. La progression des chiffres mettait déjà en évidence la paupérisation croissante. Il était alors question de la manière d'y remédier, tout en admettant l'obsolescence des anciens schémas. Les principales attitudes dans ce débat dépendent des positions que chaque acteur occupe à l'égard des transformations sociales ainsi que de la considération des moyens les plus efficaces pour faire face à la nouvelle question sociale. Les positions se distinguent notamment entre ceux qui veulent garder la tradition du social latino-américain et plaident pour une « stratégie de développement », et ceux qui plaident pour la « lutte contre la pauvreté ». Ces différentes prises de positionpeuvent se résumer en une série de dichotomies[380]. Une première opposition confronte ceux qui pensent que les politiques sociales ne doivent être qu'un complément des politiques économiques d'ajustement à ceux qui pensent que les politiques publiques constituent un ensemble intégré et qu'on ne peut pas séparer les politiques sociales des politiques économiques. Ainsi, la Banque mondiale maintient la première position, en considérant que la pauvreté disparaîtra avec la croissance économique et que le seul rôle des politiques sociales est d'atténuer les effets négatifs de l'assainissement économique. Cette position a représenté la base idéologique de nombreux programmes d'assistance de la région, notamment dans les années quatre-vingt. La CEPAL représenterait la position adverse : il faudrait

[380] Nous suivons ici en partie la présentation faite par KESSLER, Gabriel : *Le processus de paupérisation de la classe moyenne argentine*, Thèse de doctorat, Paris, EHESS, 1998, pp. 50 ss.

concevoir une approche politique intégrée de la politique sociale avec la politique économique afin d'augmenter les capacités institutionnelles de l'État. Une deuxième controverse met face à face une conception des politiques ciblées sur les différentes catégories et populations, et une conception des politiques universelles plus proches des traditionnelles idées des droits sociaux et de la sécurité sociale.

Finalement, on assiste à un important déplacement du rôle des différents acteurs chargés de mettre en place les politiques sociales. En effet, le nouveau consensus est accompagné d'une augmentation du rôle des ONG et des associations d'habitants, en dépit d'un retrait de l'État et d'une forte diminution de la participation des syndicats. Ce phénomène est important par les effets qu'il aura sur les organisations de quartier. Ce volet des nouvelles orientations des politiques sociales ouvre une voie importante à la participation des organisations locales, voie dont les *asentamientos* ont profité largement. C'est en partie grâce à cette orientation des politiques sociales vers la « participation » et la « focalisation » que, comme nous le verrons, les organisations des *asentamientos* ont pu participer au jeu des politiques sociales.

Au-delà des débats, et dans le cadre de la « lutte contre la pauvreté », il s'opère d'abord une « modernisation » qui va définir une nouvelle institutionnalité du « social »[381]. Tout d'abord, la plupart des réformes ont visé à obtenir une participation du secteur privé dans la provision des services sociaux. L'État va ainsi centrer son action sur les populations dont les ressources ne permettent pas de faire face aux coûts des services privatisés de santé ou de scolarisation, par exemple. Ensuite, ce mouvement modernisateur propose une réorientation des politiques. Il s'agit d'abandonner les prétentions universalistes pour *focaliser* les actions sur les catégories de pauvres les plus affectées par les difficultés. Pour cela, le mouvement de focalisation doit s'accompagner d'une

---

[381] On trouve une analyse des différents programmes créés en Argentine, Brésil, Chili et Mexique in FAUNDEZ, *op. cit.* Voir aussi l'impressionnant recueil d'opinions et de

décentralisation des responsabilités de l'État central au bénéfice des municipalités. L'objectif affiché est l'efficacité des politiques tant en termes de coûts que d'impact.

---

recommandations organisé par la BID et le PNUD : *Social Reform and Poverty. Toward a Comprehensive Agenda for Development,* Washington, 1993.

Encadré 3 : l'initiative revient aux associations.

Focalisation et décentralisation : la mise en œuvre des politiques.

La « focalisation » consiste à cibler les politiques sociales sur les différents groupes à assister et sur les divers types de problèmes sociaux associés à la pauvreté. On assiste alors à une multiplication de programmes prenant pour population cible les pauvres urbains ou ruraux, les femmes, l'enfance, la jeunesse et le troisième âge, les indiens ou les handicapés. Ainsi, la fragmentation institutionnelle découle des thématiques des programmes : la lutte contre le sida ou la drogue, l'amélioration de l'habitat des bidonvilles, l'assistance alimentaire, le planning familial.

En ce qui concerne la « décentralisation », deux phénomènes s'amorcent. D'une part le transfert des responsabilités vers l'échelle locale de gouvernement. Les municipalités deviennent ainsi les nouveaux protagonistes des politiques sociales au sein de l'État, en complémentarité avec une perte d'importance des Ministères ou des instances centrales. Cela accompagne le phénomène de la focalisation, résultat de l'idée que les politiques sociales ne doivent pas avoir un caractère universel. Il s'agit d'aider les catégories de la population en détresse et pour cela *il faut être près du terrain*. D'autre part, la totalité des documents, des colloques et des déclarations, provenant des experts ou des décideurs, prônent une augmentation de la participation sociale. Or, cette participation acquiert une forme spécifique. Elle signifie toujours l'implication à l'échelle locale des populations définies comme cible. Elle n'implique jamais, par exemple, le renforcement du rôle des syndicats puisque, on le sait, la participation des organisations syndicales comporte des effets immédiats sur l'économie, d'autant plus que la question sociale n'est plus l'affaire des travailleurs et de leurs organisations. L'objet des politiques sociales est désormais une population de pauvres et non plus une classe laborieuse.

Un bon exemple de politiques résultant d'initiatives de lutte contre la pauvreté des organismes internationaux en Amérique latine est donné par la Banque Mondiale. Dans son livre *Our dream. A world free of poverty*, la BM montre ses initiatives dans 18 pays, dont cinq latino-américains: l'Argentine, la Bolivie, la Colombie, le Pérou et le Salvador[382].

Deux programmes sont cités en Argentine[383] : *Trabajar* et PROMIN. Après l'explosion du chômage à 18% de la population active en 1995 et avec près de 40% de travailleurs dans l'économie informelle, le gouvernement et la BM se décident à mettre en œuvre le Programme *Trabajar* (travailler). Il s'agit d'un programme d'emploi temporaire où l'on finance la main d'œuvre et les matériaux pour des travaux d'intérêt collectif tels la construction de centres de santé, cantines communautaires ou la réparation de centres associatifs. Entre 1997 et 1999, 650.000 emplois temporaires (entre 3 et 6 mois) ont été créés, avec un salaire moyen de U$ 130 (les salaires ne peuvent pas dépasser les U$ 200). « Le projet vise les plus pauvres du pays, incluant ceux non qualifiés. Le dispositif est simple : les payes du Programme *Trabajar* sont assez basses pour attirer seulement ceux qui ont la perspective de petits travaux ». La BM précise que « le plus important critère pour qu'un projet obtienne son approbation c'est le niveau de pauvreté de sa localisation »[384]. Le PROMIN (1993-2003) est un programme de protection de la petite enfance dans le domaine de la santé et de la nutrition. Le programme, qui compte aussi avec la participation du PNUD et de l'UNICEF, a pour objectif la construction de dispensaires, garderies et cantines, ainsi que la promotion de plans de vaccination. Dans les deux programmes (pour un coût total de U$ 2,63 milliards, dont 30% apporté

---

[382] World Bank : *Our dream. A world free of poverty*, Washington, 2000. Nombreux autres exemples de programmes de lutte contre la pauvreté en Amérique latine sont décrits dans un recueil publié par la BID, *cf.* LUSTIG, Nora (editor) : *Shielding the Poor. Social protection in the developing World,* Washington, IADB, 2001.

[383] Nous avons décrit la mise en œuvre de ces conceptions par l'État argentin au Chapitre I (point 4.3. La réponse publique à la décomposition sociale, pp. xx ss). Il nous intéresse maintenant de connaître les explicitations faites par la BM.

[384] World Bank , *op. cit.*, 2000, p. 145.

par la BM), on vise des catégories particulières de population, avec un mécanisme décentralisé intégrant les gouvernements locaux et la participation des intéressés. Les deux dispositifs sont conçus sous la bannière de la « lutte contre la pauvreté », y compris dans le cas de *Trabajar* qui est un programme d'aide aux sans-emploi. Comme on a vu, l'Argentine (qui avec ses 8970 dollars de PNB par habitant, selon les données de la BM, n'est pas un pays pauvre) comptait deux tiers de sa population dans le salariat il y a 25 ans, aujourd'hui il y en reste une minorité (proche de 40% selon les estimations). Pourquoi s'obstine-t-on à voir cela comme un problème de pauvreté ? La BM précise qu'en échange de l'aide, pour le cas du PROMIN, elle a obtenu « de nombreux gouvernement locaux qu'ils utilisent leurs propres ressources pour promouvoir le modèle PROMIN à d'autres zones »[385].

En Bolivie, la BM soutient la Fondation de la compagnie minière Inti Raymi, la plus grande compagnie minière du pays, pour la construction de centres de santé, de 500 pompes manuelles d'eau, d'écoles et de centres de santé dans la région d'Oruro. Un autre exemple est celui du Pérou, avec un programme de réduction de la pauvreté dans une zone rurale de haute montagne. Le projet intitulé *Sierra natural resources management and poverty alleviation project* (1996-2002, coût total U$ 93 millions), a été mis en œuvre dans sept des départements les plus pauvres du pays ; il vise à la conservation des ressources naturelles et à l'augmentation des revenus de 75.000 familles avec une « approche participative ».

Nous pourrions citer tous les programmes de « lutte contre la pauvreté »[386] présentés par la BM dans *Our Dream* et nous continuerons à voir que malgré les efforts déployés, elle n'arrivera probablement pas à voir la réalisation de son « rêve ». Dans son analyse sur les politiques de lutte contre la pauvreté, Else Oyen souligne que ces initiatives ont pour

---

[385] *Ibidem*, p. 142. Nous soulignons.

caractéristique commune de ne jamais avancer là où un conflit peut émerger. En effet, que l'on veuille ou pas, la réduction de la pauvreté signifie la modification des hiérarchies sociales établies sur la base d'une distribution donnée de la richesse. Évidemment, la modification de ces relations sociales signifie inévitablement la modification de ces relations de pouvoir. Comme le dit cet auteur, « on voit mal comment la répartition plus équitable des richesses et des revenus […] serait conforme aux intérêts de ceux qui disposent d'une fortune ou des revenus élevés. De ce fait, les écarts de revenus se sont creusés dans la plupart des pays, et les gens hyperriches sont devenus les idoles du jour »[387].

---

[386] Les autres projets en cours sont : Le Projet Educo, destiné à donner accès à l'école à des enfants des zones rurales au Salvador ; le Programme de dialogue national en Bolivie ; et le Programme d'assistance stratégique en Colombie.

[387] OYEN, Else : « Les aspects politiques de la réduction de la pauvreté », *Revue Internationale de Sciences Sociales 162*, Paris, Décembre 1999, pp. 527-533.

QUELQUES CONNOTATIONS THEORIQUES SUR L'EMPLOI DE LA NOTION DE PAUVRETE DANS LA DEFINITION DE LA QUESTION SOCIALE.

Il ne fait aucun doute que la pauvreté constitue l'une des principales préoccupations d'Amérique Latine, celle-ci étant la région où la distribution des revenus est la plus inégale au monde[388]. Non seulement la stabilité des sociétés mais la vie et l'avenir de millions de personnes est en jeu. Nul ne doute que les techniques actuelles d'évaluation de la pauvreté apportent des données d'une grande valeur pour les sciences sociales. Néanmoins, il est nécessaire de se pencher sur les conséquences d'une réflexion menée exclusivement en termes de pauvreté. Le problème de la disparité des revenus, lié à celui de l'augmentation de la pauvreté, est l'un des éléments les plus visibles de la question sociale, et ces deux problèmes constituent sans doute l'une des urgences de l'agenda politique latino-américaine. Mais, soyons clairs, sociologiquement parlant la « pauvreté » n'est ni le seul ni le principal problème concernant la question sociale. Qui plus est, la bannière de la « lutte contre la pauvreté » occulte les aspects politiques d'un tel programme, ce qui rend ce dernier naïf, dans la meilleure des perspectives.

Nous avons sommairement nommé les principaux topiques des transformations du paysage social en Amérique latine contemporaine. Dans ce contexte de mutations complexes, restreindre la réflexion à des descriptions ou à des analyses autour de la pauvreté conduit à se contenter d'une sociologie du visible. Sous couverture d'ingénierie

---

[388] *Cf.* KLIKSBERG, Bernardo (compilador) : *Pobreza. Un tema impostergable. Nuevas respuestas a nivel mundial*, Mexique, CLAD/FCE/PNUD, 1993. KLIKSBERG, Bernardo : *Repensando el rol del estado para el desarrollo social. Más allá de dogmas y*

méthodologique et derrière une chiffrologie de la misère, on trouve le plus souvent une sociologie naïve, plate, éblouie par l'impact des projecteurs illuminant le nombre d'individus vivant en dessous du seuil de la pauvreté.

À chaque fois que les sciences sociales commencent à parler de pauvreté, deux phénomènes s'enchaînent. En premier lieu, plus on met la lumière sur les pauvres, plus on oublie les questions de société et les rapports de pouvoir, souvent à l'origine des questions sociales. Que ce soit dans les débats, dans les colloques ou dans les publications, les sociologues commencent à s'interdire la mention de mots comme entreprise, syndicat, rapports de force, conflits de pouvoir, etc. Mais la question sociale entre aussi en jeu au cœur de l'entreprise, et sa compréhension demande une discussion des modalités de participation à la création de la richesse et de sa distribution à l'intérieur de chaque société. Dans toutes les initiatives concernant la question sociale un seul mot d'ordre domine : la lutte contre la pauvreté. Les conséquences sont claires : plus on fait la guerre à la pauvreté, plus on regarde les pauvres, et moins on travaille sur les dynamiques sociales étant à l'origine de la paupérisation. Dans le meilleur des cas, on cherche à promouvoir les associations d'habitants et on parle alors d'« *empowering the poor* » [389]; ce qui se traduit souvent par une invitation pour les pauvres à participer à la gestion de leur propre assistance. Cela a été le cas tant pour l'Amérique latine que pour les politiques nord-américaines de « guerre à la pauvreté »[390] dans les années soixante-dix, comme pour les actuelles stratégies du système des Nations unies, lorsque son Assemblée générale

---

convencionalismos, Séminaire sur les Modèles Avancés de Gestion Sociale, Buenos Aires, 1998.

[389] UNESCO : *Unesco's Strategy on Development and Poverty Eradication*, Executive Board, 106° Session – Provisional agenda, Paris, September 2000.

[390] CASTEL, Robert : " La guerre à la pauvreté aux États-Unis : le statut de la misère dans une société d'abondance ", *Actes de la Recherche en Sciences Sociales 19*, Paris,1978.

déclare : *The First United Nations Decade for the Eradication of Poverty (1997-2006)*[391].

Évidemment, notre observation ne doit pas servir de refuge à une critique stérile et inopérante, contente d'elle-même. Mais la perspective globale à laquelle nous faisons référence ne peut être absente des points de départ de toute analyse. La clef d'interprétation de la question sociale en Amérique latine est donnée par la déstructuration d'un modèle d'intégration qui est resté toujours inachevé ou incomplet, et par la mise en place d'un nouveau modèle de type néo-libéral. Avec l'oubli des questions de société et du rapport à son passé, le continent perd sa mémoire politique. On oublie les conflits inhérents à l'élimination de la pauvreté, on oublie les conflits que l'accès à la terre continue de provoquer dans le monde rural ou les conflits contenus dans l'histoire de la formation, jamais achevée, d'un monde du travail protégé, ce qui est sans doute le cas de l'Argentine.

En second lieu, on évite le mot conflit, comme s'il s'agissait d'un gros mot. On veut inscrire la « lutte contre la pauvreté » dans un modèle d'harmonie. On finit alors pour limiter les stratégies d'intervention sociale à des idées impraticables comme « l'autonomisation des pauvres au niveau communautaire » ou la mise en place de « moyens d'existence durables » afin « d'assurer les pauvres dans leur environnement ». Tel que le dit Oyen, « aux yeux de certains décideurs, c'est à ces premières mesures que se résume une politique en faveur des pauvres, lesquels, une fois dotés de ces ressources élémentaires, devraient voler de leurs propres ailes »[392]. Paradoxalement, ce discours sur l'importance du local et de la participation communautaire prend force dans un monde globalisé d'hyper-concentration de ressources en tout genre.

Au niveau de la recherche, pour qu'une démarche sociologique ait du sens lorsqu'il s'agit d'étudier un objet complexe et variable (comme la

---

[391] *United Nations General Assembly, Resolution 50/107* of December 1995.

« pauvreté » ou la « question sociale »), deux conditions d'ordre méthodologique s'imposent. Premièrement, il faut mettre en valeur les différentes manifestations de l'objet et son champ de variabilité. Deuxièmement, il est nécessaire de trouver les lignes de force donnant unité à l'objet. C'est ce que nous pouvons observer dans les *Métamorphoses de la question sociale* analysées par Robert Castel lorsqu'il étudie le cas français[393]. L'importance théorique de l'ouvrage apparaît quand l'auteur montre, d'une part, les enjeux des transformations de la question sociale dans l'histoire ; et, d'autre part, à l'intérieur de cette évolution, les lignes de force constitutives de la question sociale du Moyen Âge à nos jours (notamment la distinction valides/non-valides au travail). L'exemple est valable pour la pauvreté.

Dans ce dernier cas, les situations de pauvreté sont d'une telle hétérogénéité qu'il est difficile de trouver une unité à l'objet, que celui-ci soit un objet d'étude ou d'action. Quand l'unité est cherchée à travers une méthode (comme celle du Seuil de la pauvreté), la simplification occulte plus qu'elle ne montre. Le pauvre peut être un paysan minifundiste, un travailleur agricole saisonnier, un employé municipal, un habitant d'une occupation illégale, un immigré clandestin, un travailleur informel, un vagabond. Le pauvre est un indien dans sa communauté et il le reste lorsqu'il arrive dans la ville. Le pauvre peut être un ouvrier des années cinquante et un jeune « surnuméraire » des banlieues de la fin du siècle ; mais alors que le premier est bien intégré, le second pense qu'il n'y a pas dans ce monde une place respectable pour lui. Seul le revenu faible est commun à tous ces pauvres ; mais comment sont-ils arrivés à la pauvreté ? Qu'est-ce qui les rend pauvres ? Et, surtout, quelle est la porte de sortie ? Parmi toutes ces figures, il n'y a presque rien en commun (outre les « moins de deux dollars par jour »), et les portes de sortie sont toutes différentes, parce que les cadres relationnels qui sont associés à leur condition ne sont pas les mêmes. Savoir qu'une personne est pauvre

---

[392] Oyen, *Op. cit.*, p. 531.

nous sert à constater qu'il lui manque quelque chose, mais nous ne savons pas encore quoi. La diversité de ces situations ne peut être à l'origine des actions ni constituer un objet de recherche.

Qui plus est, cette façon de traiter la nouvelle question sociale fait de la pauvreté une condition sociale constitutive d'identités et d'actions. En même temps, le pauvre est vu comme étant un sujet social. C'est une double pirouette de la pensée. D'une part, nous le savons, l'homogénéité de situation par rapport à l'accès aux biens et aux services (la condition de pauvreté) n'a jamais suffi à la création des cours d'action. « La pauvreté » à elle seule ne donne pas lieu à la constitution d'un acteur collectif et « les pauvres » ne constituent pas un sujet pour l'action sociale. C'est pourquoi les programmes sociaux se voient forcés à la « focalisation ».

D'autre part, ce qui est de l'ordre de la manifestation (la pauvreté) vient intégrer le domaine du « substantiel ». On suppose alors que la pauvreté est « la cause » des difficultés d'un pays. Ainsi, la pauvreté serait la première difficulté de l'Amérique latine, de même que la Banque Mondiale et les Nations Unies s'accordent à trouver dans la pauvreté le principal problème du futur. Mais, par effet de sa formulation, le « problème » manque désormais de solution : on confond effet et causes.

Si l'on cherche les lignes de force de la notion de pauvreté, il n'y a que deux lignes de définition traversant l'histoire et l'espace de sa variabilité. La première est donnée par le rapport des pauvres à l'assistance. Tel que Simmel l'a défini au début du siècle, on considère comme pauvres les populations ayant recours à l'aide, le plus souvent sous forme d'assistance publique[394]. Suivant cette définition, les pauvres ne peuvent pas constituer un collectif, sauf lorsqu'il est fondé sur la demande de secours. Ils peuvent développer une « culture » résultant du

---

[393] Castel, R., *op. cit.*, 1995.

[394] SIMMEL, Georg : *Les pauvres*, Paris, PUF/Quadrige, 1998 (1ère édition allemande *Der Arme*, 1908).

partage des conditions de vie (comme c'est le cas dans les descriptions de Oscar Lewis[395]), mais ces individus sont incapables de constituer une force sociale en tant que pauvres. S'ils en étaient capables ils constitueraient une classe.

L'autre grande ligne de force est donnée par la territorialité, ce qui nous ramène au cas des *asentamientos*. En effet, au centre des formes de solidarité entourant la figure du pauvre on trouve toujours des organisations locales, ancrées sur un territoire précis. Premièrement parce que, comme l'indique Castel, l'assistance a toujours des contours locaux. C'est-à-dire qu'on assiste généralement les proches, l'assistance prenant toujours un dernière instance un caractère de « protection rapprochée ». En second lieu parce que, faute d'autres liens d'appartenance et de solidarité de type sociétal, les populations « pauvres » conforment souvent leur identité autour d'une communauté locale, que ce soit le quartier, le bidonville, ou la communauté paysanne ou rurale. Ce deuxième aspect est renforcé par le caractère communautaire de l'assistance. Voilà la raison de la « décentralisation » des politiques sociales. C'est-à-dire que la gestion de l'assistance s'intègre aux réseaux communautaires laissant de côté une formulation de la solidarité en termes de citoyenneté sociale, de droits.

Ainsi, lorsqu'on parle de « lutte contre la pauvreté », on retombe toujours sur les mêmes topiques. Les remèdes passeront d'une manière répétée par « l'appui aux initiatives des populations » et les actions publiques vont trouver leur cible dans chacun des épiphénomènes associés à la condition du pauvre. Un vaste répertoire de programmes de promotion et d'assistance vont voir le jour autour de la femme ou de l'enfance, de la santé ou de la formation professionnelle, de la construction de bornes-fontaines comme accès à l'eau potable, de

---

[395] *Cf.* LEWIS, Oscar : *Antropología de la pobreza. Cinco familias*, México, FCE, 196; *La vida, une famille portoricaine dans une culture de pauvreté : San Juan et New York*, Paris, Gallimard, 1969; *Les enfants de Sanchez. Autobiographie d'une famille mexicaine*, Paris, Gallimard, 1981.

l'amélioration du cadre de vie urbain ou de la protection de l'environnement local.

Lorsque la société (lire les politiques publiques, les agences internationales, les ONG, les sciences sociales, la littérature, la télévision ou les journaux) a déjà classé des catégories d'individus comme des pauvres, ils le sont déjà un peu. Non parce qu'ils manquent d'argent ou parce qu'ils meurent dans la misère, même si cela est vrai[396] ; mais parce qu'ils font l'objet de l'assistance. Du moment qu'on les classe comme des pauvres, ils deviennent des individus définis par l'appartenance à la situation partagée (la pauvreté), ils ne s'organisent que sur des principes de solidarité locale, ils se comporteront comme s'ils ne participaient pas à la dynamique constitutive de la formation sociale dont ils font partie. À partir de ce moment, parler de pauvres signifie d'abord se taire sur les thèmes centraux de la question sociale. C'est-à-dire sur les modalités de participation à la production et à la distribution de la richesse, sur les formes de solidarité en jeu et surtout sur les hiérarchies sociales. Parler de pauvres tel que cela se fait depuis vingt ans en Argentine et en Amérique latine signifie se taire sur les conflits inhérents à l'élimination de la pauvreté. Parler de pauvres a pour résultat le silence sur les formes de production et de reproduction du pouvoir, ainsi que sur les principales lignes de conflits, qu'ils soient manifestes ou latents. Centrer l'attention et les efforts sur les *pauvres* et la *guerre à la pauvreté* est toujours accompagné par un silence assourdissant à propos des dynamiques qui, dans l'économie tant que dans la politique, conduisent de plus en plus d'individus à la misère. Dynamiques souvent accompagnées par des décisions visant à la désarticulation des forces collectives que les misérables ont mis des décennies à bâtir pour se protéger.

---

[396] Selon l'INDEC, en 1999, un million d'« indigents » survivaient en Argentine avec moins que le nécessaire pour payer le « panier alimentaire de base ». Ils ont un revenu mensuel inférieur à $ 210 pour un foyer de 4 membres, soit $ 1,75 (12 FRF approx.) par personne et par jour. C'est encore plus que ce qui est donné à un travailleur du plan *Trabajar* : $ 130 par mois (900 FF approx).

À force de décrire la pauvreté et de planifier son élimination, on a fini en Amérique latine, et en Argentine, par construire une nouvelle question sociale. Du coup, on ne parle quasiment plus du peuple ou des travailleurs, on parle de pauvres. La relation entre les changements structurels et identitaires et le mouvement d'occupation de terres urbaines, est précisément au centre de nos analyses. Nous pensons, comme nous l'avons déjà vu, que tant au niveau de l'action collective que du recours à une solidarité locale de base territoriale, les occupations illégales nées dans les années quatre-vingt s'inscrivent dans ce mouvement de transformation. Mais cela ne signifie pas que la stratégie des *asentamientos* se traduise automatiquement par une conversion des *travailleurs* en *pauvres*. Cette hypothèse est soutenue par un certain nombre de chercheurs visant à rendre compte des nouveaux rapports des couches populaires au politique ou des nouvelles formes d'action collective. Comme nous allons le voir aux Chapitre V et VII, ces explications sont pour le moins insuffisantes.

CHAPITRE III

DEUX FIGURES DE L'HABITAT POPULAIRE :
LE QUARTIER ET LE BIDONVILLE.

Dans le Buenos Aires actuel, les catégories populaires s'inscrivent dans deux types d'habitat : le quartier et le bidonville. L'un représente une forme d'habitat reconnue, dans l'autre l'ensemble de la société voit un endroit indésirable, mal famé, stigmatisé. Le quartier se présente comme un « pôle positif » dans l'univers des croyances populaires, tandis que le bidonville est perçu comme un « pôle négatif »[397].

Dans le premier chapitre de cette thèse nous avons montré les réponses qui ont été données en Argentine à la question sociale concernant les interventions de l'État et la formation d'une relation salariale. Ce modèle d'intégration est en relation étroite avec l'identité des couches populaires. Dans les pages qui suivent, nous allons porter notre regard vers la ville. Car, si d'une part on peut dire que le quartier populaire constitue la manifestation urbaine de l'intégration dans cette période dominée par les idéologies populistes et développementistes, le bidonville pour sa part se consolide au fil des ans comme l'envers, la faillite, la limite jamais dépassée par ce processus d'intégration. En outre, le bidonville donne lieu à un type d'inscription territoriale où la solidarité remplace les déficits et les vides laissés par les formes institutionnalisées d'intégration. En tant que figures typiques, le quartier et le bidonville ont une genèse en étroite relation avec la place occupée par les catégories populaires dans la société. Ils représentent des formes d'inscription territoriale des catégories populaires propres à la société argentine contemporaine.

Le premier temps de cette genèse remonte aux années 1920, lorsque les travailleurs venus d'Europe quittent les taudis du centre-ville (*conventillos*) pour aller habiter leur propre maison dans les nouveaux quartiers de Buenos Aires. Encore situés dans les limites de la Capitale, ces quartiers des premières décennies du siècle ont une forte charge de sociabilité et de solidarité locale et, comme nous allons le voir, le quartier est alors un important lieu de socialisation politique.

---

[397] ALTHABE, Gérard : « La construction de l'étranger dans la France urbaine d'aujourd'hui » in

Le second temps est celui qui commence avec le péronisme et l'arrivée d'une nouvelle vague d'immigrants, cette fois-ci des ruraux. C'est l'heure de la formation du Grand Buenos Aires, avec une population qui s'installe en dehors les limites d'une capitale déjà saturée. Comme la marée d'européens venus dans la première moitié du siècle, ces nouveaux venus mettent à l'épreuve la capacité intégrative de la société et de la ville. Nous avons vu comment, au niveau sociétal, les changements conduits par le péronisme correspondent à un nouveau modèle d'intégration qui s'associe à une identité populaire spécifique, le *peuple travailleur* (*cf.* Chapitre I).

Au-delà de l'augmentation de la population, la ville des années quarante expérimente d'autres transformations d'importance. D'une part, on observe l'extension des frontières urbaines à travers l'installation de nombreux nouveaux quartiers impulsés par des opérations immobilières qui permettent l'accès à la terre pour le logement. Or, en même temps, les habitants de Buenos Aires (et de quelques autres grandes villes du pays) voient, non sans stupeur, l'apparition d'un nombre important de bidonvilles à partir des années quarante. Ces bidonvilles, dites *villas* en Argentine, prennent un caractère négatif dans les visions populaires de la ville, ce qui n'est pas une note distinctive de l'Argentine. Si le mot bidonville désigne quelque chose en commun avec *favela* (Brésil), *callampa* (Pérou), *cantegril* (Uruguay) ou *villa*, cela vient du caractère négatif des représentations qu'il évoque. Une stigmatisation croissante teint l'ensemble des représentations sur ces populations marginales, d'autant plus à fur et à mesure que les bidonvilles consolident leur présence au cœur de la vie urbaine.

C'est ainsi que la culture populaire urbaine de la seconde moitié du siècle sera gouvernée par ces deux images idéalisées de l'habitat populaire. D'un côté *el barrio*, le quartier, constitué en habitat « naturel » de la vie familiale, lieu de rencontre, de voisinage et de beauté. De l'autre

côté *la villa*, le bidonville, figure corrompue de la ville où le vice gouverne les habitudes et où le simple regard du passant suffit pour confirmer les fabulations que les gens se font de cet endroit maudit.

Du côté du quartier, nous centrons notre analyse sur des quartiers bâtis à partir d'un lotissement où la construction de maisons individuelles s'est fait par les habitants eux-mêmes. A partir des années quarante, on constate aussi l'apparition de quartiers entièrement bâtis par l'État et/ou les syndicats. La construction de ces grands ensembles à bénéficié d'une impulsion importante dans les années soixante. Pourtant, nous ne ferons pas de ces ensembles l'objet de nos observations. Deux raisons expliquent notre choix. Premièrement, les lotissements ont été la forme dominante d'accès au logement tout au long de la période qui nous intéresse. Deuxièmement, comme il s'agit d'un processus de fractionnement de terres permettant ainsi à chaque ménage de bâtir son propre logement, l'expérience se présente comme étant un antécédent culturel direct des occupations illégales des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix.

Notre propos est loin de la reconstruction historique de l'habitat populaire à Buenos Aires. L'intérêt est de saisir les principales caractéristiques des deux formes de l'inscription territoriale dans les grandes villes argentines. Le Chapitre est ainsi divisé en deux. Dans un premier temps, nous analyserons la figure du *barrio* à travers les moments décisifs de sa constitution (1ère partie). L'inscription territoriale du quartier prend ses premiers traits généraux entre 1910 et 1920 (Point 1). Ensuite, la vie au quartier se transforme avec le péronisme et il acquiert la physionomie qu'il gardera jusque la fin du siècle. Dans un deuxième temps (2ème partie), nous analyserons le bidonville. Les *villas* argentines présentent, elles aussi, deux moments. D'abord elles font leur apparition à Buenos Aires comme conséquence des déplacements des ruraux vers la ville (1940-1950) ; ensuite, ces bidonvilles se consolident comme partie constitutive de la vie urbaine autour des années soixante.

Les *villas* commencent alors à être perçues comme un composant naturel de la vie dans la cité.

Notre analyse prend appui sur les caractéristiques urbaines du quartier et du bidonville, sur les conditions historiques de leur production en tant qu'habitat et sur les principaux traits de leur population. Notre intérêt se concentre sur l'aspect urbain de ces formations ainsi que sur les figures de la culture populaire qu'elles constituent. Les formes de solidarité qui s'y organisent révèlent à la fois un point commun et une différentiation entre les deux formes d'inscription urbaine.

Ainsi, l'analyse des formes d'inscription territoriale des catégories populaires doit nous permettre de trouver des continuités et des ruptures, des traditions et des lignes de force intervenant de façon sous-jacente dans les occupations de terres urbaines des décennies de la fin du siècle.

LE QUARTIER

Le quartier est déjà un sentiment inhérent à l'idiosyncrasie de l'habitant de Buenos Aires
James R. Scobie

Barrio de tango, luna y misterio
¡Desde el recuerdo te vuelvo a ver!
Sur, Homero Manzi

LE QUARTIER DE DEBUT DU SIECLE : LORSQUE L'INSCRIPTION TERRITORIALE DANS LA VILLE DEVIENT UNE COMPOSANTE IMPORTANTE DE L'IDENTITE POPULAIRE (1900 – 1930).

C'est probablement à partir de 1910, que *el barrio* (le quartier) devient l'un des fondements de la culture populaire argentine, se consolidant vers les années vingt. En effet, le quartier se constitue à cette époque comme la représentation urbaine par excellence de l'intégration sociale et acquiert quelques-uns de ses traits fondamentaux. Le terrain et la maison individuelle se constituent en symbole du progrès social pour une population qui quitte ainsi les taudis du centre ville. En 1914, 60% des familles étaient propriétaires de la maison où elles habitaient[398]. Cet accès précoce fait qu'en Argentine, à la différence de l'Europe, la propriété du logement ne se constituera jamais en différence de classe, étant donné que les travailleurs y ont assez tôt accédé. D'autre part, la faiblesse des politiques publiques concernant le logement fait de l'initiative populaire un des éléments principaux de la période[399]. Si l'État est présent dans la construction de certaines infrastructures, notamment le système de tout à l'égout et le réseau d'eau potable, la vie au quartier présente des grands vides qui sont comblés par les organisations de quartier.

En effet, à côté d'un marché immobilier en expansion, les nouveaux quartiers sont nés avec une forte vie associative locale. On trouve ainsi durant cette période les deux premières lignes de force de l'inscription

---

[398] Sur l'accès à la propriété au début du siècle, *Cf.* KORN, Francis y DE LA TORRE, Lidia : " La vivienda en Buenos Aires 1887-1914 ", *Revista Desarrollo Económico Nro.* , Buenos Aires, 1985.

[399] La loi 9677 de 1915 crée la Commission Nationale des Maisons Bon Marché, destinée à la construction de logements pour « des ouvriers, journaliers et employés à petits salaires ». Cette Commission ne construit que 977 habitations entre 1915 et 1936. *Cf.* YUJNOVSKY, Oscar: "Del conventillo a la *villa miseria"*, en ROMERO, J.L. & ROMERO, L.A.: *Buenos Aires, historia de cuatro siglos*, Buenos Aires, Ed. Abril, 1983, Tomo II, pp. 451-464.

territoriale des catégories populaires : l'accès précoce à la propriété et l'organisation des quartiers sous forme d'associations qui mettent la vie locale en relation avec l'État.

Examinons le contexte des transformations sociales et urbaines dans lequel naît le quartier comme figure de la culture populaire.

Le contexte social et le contexte urbain.

Le Grand Buenos Aires n'existant pas alors, tout se passe à cette époque dans les limites de la Capitale, le Buenos Aires « intra-muros », et concerne principalement la population immigrante. La ville s'étend sur une aire qui correspond à ses limites d'aujourd'hui et les actuels quartiers de *Villa del Parque* ou *Flores* correspondent aux quartiers éloignés de l'époque (voir *infra*, Carte 1,Chapitre IV)[400]. C'est alors qu'en trente ans Buenos Aires multiplie sa population et sa surface par quatre, tout en conservant son unité et son intégration, cette transformation « ne peut pas être entrevue sans pénétrer dans le phénomène social qui est le quartier »[401]. En effet, cette intégration à la ville correspond à l'abandon du *conventillo* (le taudis pour immigrants) : les travailleurs et leurs familles partent vers les bords de la ville pour y bâtir une maison qui sera leur propriété et pour participer à la construction d'un quartier.

Rappelons-nous que les catégories populaires de l'époque sont majoritairement des travailleurs d'origine européenne. Ils sont venus sous l'impulsion d'une grande vague qui modifie radicalement la ville et

---

[400] Les limites actuelles de la Capitale Fédérale ont été fixées en 1887 et ils n'ont souffert aucune modification. Or, au début du XXe siècle la surface effectivement occupée était loin encore de sa taille actuelle. Ce ne sera que vers les années 1940 que les limites fixées en 1887 seront atteints par l'urbanisation et que la ville occupera effectivement l'ensemble du territoire de la Capitale en stabilisant sa population autour de 3 millions d'habitants.

la société de Buenos Aires. Au début du siècle, ils travaillaient *de sol a sol* (de l'aube à la nuit) dans les ateliers du centre-ville et des alentours du port. Ils habitaient à côté du lieu de travail dans des *conventillos*. Ces taudis étaient des habitations collectives où, autour d'un *patio* central étaient disposées les chambres en deux ou trois étages, où s'entassaient les ouvriers et leur famille. Chaque famille y louait une chambre ce que donnait le droit aux parties communes du logement : notamment la cuisine, les toilettes et le patio. Ainsi, la naissance du quartier fait partie d'une transformation à la fois urbaine et sociale, et elle est vécue comme une promotion sociale donnant accès à la propriété du logement.

Dans la deuxième décennie du siècle, quatre processus parallèles convergent au moment de l'apparition du quartier : du côté urbain, l'extension du réseau de tramways, l'évolution de l'infrastructure de services urbains et un processus de lotissements ; et du côté social, une modification du rapport des couches populaires au travail, comportant principalement la consolidation des syndicats, une diminution du temps de travail et une augmentation significative des salaires.

Associée à une condition ouvrière en formation, la construction du réseau de tramway fut une véritable transformation des conditions de vie des travailleurs en leur permettant l'appropriation des lisières de la ville en même temps que les déplacements vers le centre-ville et les lieux de travail à un prix accessible. « La capacité potentielle du tramway à transporter l'ensemble de la population a été pleinement développée dans la première décennie du XX siècle avec l'électrification et la consolidation du système. Suite aux augmentations de salaires qui ont eu lieu entre 1905 et 1912, le tarif ne représentait que 4% de la journée d'un manœuvre (*peón*) et 2% de celui d'un ouvrier qualifié du bâtiment »[402].

Les lotissements, l'infrastructure des services et le développement du tramway rendent possible l'expansion de la ville qui, en projetant le

---

[401] SCOBIE, James & RAVINA de LUZZI, Aurora : « El centro, los barrios y el suburbio », ROMERO, J.L. & ROMERO, L.A.: *Buenos Aires, historia de cuatro siglos*, Buenos Aires, Ed. Abril, 1983, Tomo II, p. 182.

damier colonial, tracent sur la surface plane et vide de la *pampa* un échiquier infini. Cadrée et encadrée, la ville s'étend à partir de la projection du plan du centre-ville colonial qui établit pour toujours la norme du tracé en damier des rues de Buenos Aires. Carrés, tous les pâtés de maison font cent mètres de côté, les rues et les avenues peuvent être définies en parfaite symétrie, étant donnés l'absence presque totale d'accidents géographiques et de constructions préexistantes. L'urbanisation prend déjà une forme qui deviendra typique.

Le tramway n'est pas construit dans le but de desservir une ville déjà existante, ni de relier des villages séparés, ni même de mieux connecter les différentes zones de la ville. Au contraire, sa trace marque l'initiative d'un développement urbain qui surviendra en conséquence. Les quartiers nouveaux se forment comme conséquence de l'arrivée du tramway (et du train urbain) et d'autres services à des endroits où il n'y avait rien. Rien d'autre que la surface tiède et plate de la *pampa*. L'extension du transport ne répond donc pas à une demande préalable, son réseau s'étend provoquant ainsi l'extension de la ville là où elle n'existait pas encore. Le tramway n'est pas tracé pour desservir un faubourg éloigné mais pour créer un quartier là où il n'habite encore personne. Avec le lotissement, la projection urbaine anticipe le peuplement.

En parallèle avec cette évolution urbaine, un ensemble de lois et de règlements promulgués dans la période témoignent d'une première évolution de la condition des travailleurs, particulièrement à travers la réduction du temps de travail. Ainsi, on institue : le droit au repos hebdomadaire en 1905, la création de plusieurs caisses de retraite (pour l'administration en 1904, pour les cheminots en 1915, pour les employés de banque en 1923), l'interdiction du travail nocturne dans les boulangeries en 1926, la réduction de la journée de travail en 1929, le repos obligatoire le samedi après-midi en 1932. Cette diminution du

---

[402] *Ibidem,* p. 190.

temps du travail va permettre aux femmes de rester au foyer, aux hommes de consacrer du temps à la vie du quartier et à la famille d'occuper une place plus large dans le temps de la quotidienneté. L'expansion urbaine marque la naissance du quartier comme source de sociabilité populaire à partir de la dissociation entre lieu de travail et lieu d'habitation.

Cette expansion de la ville permet la définition du quartier comme un lieu de résidence. Le quartier est ainsi un lieu d'habitation qui n'est pas un faubourg du port ni une enclave à côté du centre-ville. D'une part, les nouveaux quartiers ne sont pas composés de *conventillos* mais de maisons individuelles de plein pied avec un jardin. D'autre part, les nouveaux quartiers ne sont plus situés à côté de l'atelier comme l'étaient les *convenitllos*, la vie au quartier se différencie ainsi de l'activité économique en étant davantage associée à la vie familiale. Les quartiers des années vingt naissent de la conjonction de la promotion sociale et de l'expansion urbaine, ce qui leur donne leur empreinte. Du point de vue du quotidien, le quartier se dissocie du travail, ce qui teint la vie du *barrio* avec les couleurs de la solidarité locale et de la vie familiale.

Le quartier comme lieu de la solidarité et de la propriété.

C'est dans ce quartier des premières décennies du siècle que vont se configurer quelques traits particulièrement importants. Deux lignes de force se dégagent dans la forme d'inscription territoriale qu'est le *barrio*.

La première, constitutive du quartier argentin, que nous avons déjà mentionné, est l'importance de la propriété du logement. Dès lors, pour les Argentins, l'habitation est le logement privé dont le terrain est acheté en mensualités et la maison bâtie par chacun. La seconde ligne de force organise le quartier comme un champ de solidarités locales. Celui-ci

se présente déjà à cette époque comme une unité à frontières souples, difficiles à tracer sur une carte, mais où ses habitants identifient de manière quasi intuitive les limites d'une sphère d'interactions. Le rayon d'un ensemble d'activités définit son unité « d'une façon intangible » (Scobie & Ravina) : les épiceries dans lesquelles l'on s'approvisionne, l'école à laquelle vont les enfants, le café où les hommes se retrouvent, les sites de jeu des enfants situés aux coins des rues, les gens que l'on salue ou pas. Dans ce cadre, le commerce apporte une dimension importante de la vie du quartier car c'est là que les habitants trouvent l'accès au crédit. La richesse de cette vie locale se voit condensée dans les organisations de quartier (nous y reviendrons).

Ces lignes de force que le quartier acquiert au début du siècle, vont le définir comme une forme privilégiée d'inscription territoriale. Dans les années vingt et trente, la rue et le quartier représentent « le lieu où se trouvait la maison, le refuge qui mettait les gens à l'abri des vicissitudes quotidiennes. Même aujourd'hui il est possible de découvrir à Buenos Aires ce genre de quartier, surtout là où la maison de plein pied et non l'appartement est le type prédominant de construction. En réalité, il s'agit déjà [durant les années vingt] d'un sentiment inhérent à l'idiosyncrasie des *porteños* »[403].

La vie associative et le rapport au politique.

Le rapport au politique constitue un trait distinctif des quartiers des années vingt et trente. Pendant le demi-siècle qui va de 1880 à 1930 l'Argentine consolide son visage de société moderne, déjà définitivement détachée de son passé colonial. Les historiens Leandro Gutierrez et Luis A. Romero décrivent cette période comme le moment de formation d'une

---

[403] *Ibidem*, p. 187. Les *porteños* sont les habitants de Buenos Aires.

société nouvelle, en mettant l'accent sur le poids de l'immigration et sur l'importance qu'ont eu les quartiers dans la production de liens de sociabilité et dans la formation d'une citoyenneté où les débats et la socialisation politique se produisent au niveau urbain[404]. Ainsi, on peut comprendre le quartier comme l'image privilégiée d'une société naissante.

La métaphore décrivant ces quartiers comme des sociétés nouvelles est éloquente parce qu'elle met en évidence le vécu de ces populations. Si au niveau sociétal on souligne l'évolution du rapport au travail et l'extension urbaine conduite par l'expansion de l'infrastructure, au niveau des populations une exigence de compréhension s'impose : le travailleur et sa famille quittent les *conventillos* pour aller construire une maison à eux. Pour cela, ils arrivent, menés par le tramway, sur une surface vide où la ville elle-même reste à bâtir. Une action de dialogue et de coopération est nécessaire afin de résoudre les problèmes et de satisfaire les besoins concernant l'habitat. Les liens de solidarité sont forts et tout paraît pousser vers l'entraide et la coopération : tout est à construire. La présence de l'État n'est pas encore massive, les habitants sont pour la plupart des nouveaux venus, sans d'autres attaches. En effet, si l'on ajoute l'origine migratoire des populations, il est facile d'entrevoir un certain caractère utopique dans un mouvement quelque part vécu comme l'accomplissement d'un rêve. La forme collective du processus finit par donner à l'expérience de ces nouveaux quartiers l'aspect de petites nouvelles sociétés.

Gutierrez et Romero soulignent l'importance du fait que les travailleurs arrivent à un endroit où la ville n'existait pas, où il fallait construire *une maison à nous* ainsi qu'*un quartier à nous*, ce qui donnait aux habitants et bâtisseurs la sensation de construire une société. Le fait

---

[404] Je dois la caractérisation des quartiers des premières décennies du siècle comme des *sociétés nouvelles* au professeur Luis Alberto Romero dans la conférence qu'il donna le 12-02-99 dans le cadre du séminaire de J.C. Garavaglia à l'*École des Hautes Études en Sciences Sociales* de Paris. *Cf.* GUTIERREZ & ROMERO, op. cit. L'hypothèse d'une rupture avec le passé colonial au moment du passage du XIXe au XXe siècle s'inscrit dans une polémique classique dans l'historiographie argentine qui oppose les interprétations « rupturistes » et « continuistes ».

d'aller vivre dans un endroit où tout restait à faire et où il n'y avait pas une société précédente donnait une particulière impulsion au collectif. C'était « l'arrivée utopique sur une terre nouvelle », ce qui correspondait à l'expérience des immigrants qui plutôt que de s'intégrer à la société à travers la ville avaient la sensation de la faire en partant de zéro.

Si les principales institutions de ces quartiers sont le commissariat de police et l'école, figures de proues de l'État ; d'autres institutions et sites de retrouvailles aussi importants émergent dans la vie du nouveau quartier en prenant une place privilégiée dans la socialisation : les associations de quartier (*las sociedades de fomento*), les locaux des partis politiques, la bibliothèque populaire, les cafés, le club, le terrain de football et le coin de la rue.

Ces quartiers de la première moitié du siècle sont dominés par les rapports de voisinage et la vie familiale. En effet, une évolution s'est produite lorsque les secteurs populaires ont quitté le centre ville et le *conventillo* pour aller habiter les quartiers de la périphérie. Le quartier devient ainsi un lieu de rencontre de gens d'origines diverses où, bien que chacun fût le propriétaire de sa maison, la coopération l'emporte sur l'isolement. Les associations de quartier jouent un rôle important dans l'organisation de la vie commune. Celles-ci sont les institutions autonomes fondées par les voisins qui s'y rencontrent, discutent et projettent la vie sociale dans un cadre local. A une époque où la radio et la télévision n'existaient pas, il fallait aménager le temps libre et il était nécessaire de construire le « nous ». C'est aussi une époque où les supports institutionnels n'étaient pas encore développés : l'État n'est pas encore là pour construire l'éclairage public ou la place pour le quartier. Très fréquemment, dans beaucoup de quartiers, ce sont les habitants qui ont bâti, tracé, édifié, cimenté. Qui plus est, il fallait construire la sociabilité, tisser les réseaux de solidarité.

A ce cadre de la vie locale on doit ajouter le contexte de l'ouverture démocratique et de l'intégration politique des couches moyennes qui ont

eu lieu à partir de la loi de 1914 et les élections de 1916[405]. L'activité politique acquiert ainsi une singulière impulsion au sein des quartiers. Dans la ville, la vie sociale est l'objet des discussions populaires, d'organisation collective et d'articulation de demandes adressées à l'État. C'est en ce sens que l'on peut dire que la vie politique et la citoyenneté ont à cette période un fort contenu local, avec une forte présence des associations de quartier.

Les organisations de chaque quartier mettent en œuvre des activités de loisir (des bals, des jeux, des compétitions sportives), une formation professionnelle pour les femmes (couture et sténographie) et *l'éducation du peuple* dans les bibliothèques. Ces *bibliothèques populaires*, tel que les nomment les habitants du quartier, sont complètement autonomes de l'État. Elles sont orientées par une idéologie socialiste selon laquelle l'acquisition de la culture savante faisait partie du progrès et de l'intégration sociale[406]. Vers 1930 il y avait à Buenos Aires quelques 46 bibliothèques, le nombre monte à 90 en 1936 et l'on en recense 200 en 1945 [407]. Dans ces bibliothèques, se côtoient des romans de Jules Verne, d'Alexandre Dumas ou de Dostoïevski, des ouvrages de vulgarisation scientifique concernant la théorie de la relativité ou de l'inconscient, mais aussi des manuels d'éducation sexuelle. Ces bibliothèques, constituées en centre de la vie culturelle du quartier, proposent aussi des conférences hebdomadaires auxquelles les habitants assistent régulièrement pour s'informer aussi bien sur l'ésotérisme que sur les nouvelles technologies. Évidemment, tout cela est rendu possible grâce à la présence d'idéologies politiques modernes qui croient en la culture savante comme en un instrument de socialisation politique et de formation de la citoyenneté.

---

[405] Hipólito Irigoyen (UCR,1916-1922 et 1928-1930) est le premier président élu par les voix populaires et sans fraude électorale. *Cf.* Chapitre I.

[406] Les bibliothèques populaires constituent une entreprise du Parti socialiste, qui les promeut dans toutes les villes où il avait une présence importante, notamment dans la Capitale et dans les provinces du littoral.

[407] *Cf.* GUTIERREZ, Leandro et ROMERO, Luis Alberto : « Sociedades barriales y bibliotecas populares », in GUTIERREZ et ROMERO, *op. cit.,* pp. 69-105.

Au niveau des partis politiques, des formations modernes apparaissent avec un programme, leurs réseaux de leaders locaux (*los punteros*) et leurs affiliés. Dans ce domaine, le quartier occupe aussi une place importante. En effet, si le syndicat représente l'un des lieux privilégiés de la socialisation politique, les associations du quartier jouent un rôle politique d'importance équivalente. Les leaders locaux mettent en rapport l'association du quartier, le parti politique et l'État.

« Dans ce contexte s'est formée une nouvelle identité des secteurs populaires. Elle fut plus populaire qu'ouvrière, car elle n'était plus centrée sur le travail. […] Les idéaux de la nouvelle société se sont projetés sur la politique et l'habitant responsable (*el vecino responsable*) s'est doublé d'un citoyen cultivé »[408]. Cette identité perd le caractère contestataire qu'elle avait au début du siècle, puisque les individus ont confiance dans les chances du progrès individuel, dans le « vaste processus de mobilité sociale », ce qui peut constituer une des causes du déclin des idéologies anarchistes (puissantes jusqu'aux années vingt) en faveur des positions socialistes et progressistes (ces dernières représentées par un secteur du Parti Radical - UCR).

Évidemment, si l'inscription territoriale joue un rôle important en termes d'intégration sociale, son efficacité n'est possible que parce que, au niveau sociétal, d'autres processus vont de pair dans la société argentine des années vingt : le travail, l'éducation, l'intégration politique. En effet, dans cette Argentine riche[409] des années vingt on accède à l'éducation publique et obligatoire, le droit de vote est institutionnalisé pour les hommes, et les conquêtes des travailleurs commencent à être reconnues dans les premières lois à caractère social.

Or, si la promotion sociale est propulsée principalement par la croissance économique, la portée du local dans la sociabilité des couches populaires n'est pas moindre, principalement du point de vue de la

---

[408] Romero, *op.cit.*, 1995, p.13.

constitution de leur monde vécu. Témoin de cette importance la richesse de la vie du quartier représentée par ses institutions, et plus encore, la présence d'une idéologie démocratique, témoignant de l'association entre vie du quartier et socialisation politique.

C'est ainsi, donc, que la vie locale urbaine des années vingt et trente en Argentine acquiert une importance qu'elle va perdre dans les décennies suivantes lorsque la crise économique de 1930 mettra en question le bien-être des populations ; et, plus profondément encore, lorsque la sortie de cette crise va se faire par le biais d'une concentration du social et du politique dans l'État. La politique quittera alors dans une large mesure le quartier pour devenir une politique de masses, tel que nous l'avons vu sous le péronisme. Au niveau urbain, les années quarante seront marquées par la formation du Grand Buenos Aires, ce qui se fera sous le signe d'une autre époque : les associations de quartier vont s'affaiblir et la politique perdra son visage local, la grande usine va s'installer aussi dans les nouvelles banlieues et c'est l'État qui maintenant va construire et planifier.

---

[409] En l'Argentine de 1913 le PIB par habitant était supérieur de celui de la Suède, la France et l'Autriche, il était équivalant à celui de la Suisse et sept fois plus élevées que celui du Japon. *Cf.* C. Waisman, 1987, cité par SIGAL & KESSLER, *op. cit.,* 1999 p. 18.

LE LOTISSEMENT ET LE QUARTIER POPULAIRE : LES QUARTIERS DU GRAND BUENOS AIRES (PERONISME ET DEVELOPPEMENTISME, 1945 – 1976).

La Seconde guerre mondiale provoque la dernière impulsion à la vague migratoire venant de l'Europe, qui s'épuise de toute façon dans les années quarante. Commence alors un nouveau processus de migration rurale. Ce sont les paysans, les habitants des petits villages et les ressortissants des pays limitrophes, notamment provenant du Nord, qui gagnent les plus importants centres urbains. Se constitue ainsi une nouvelle périphérie en dehors les limites administratives de la Capitale : le Grand Buenos Aires.

A partir des années quarante, une diminution progressive de la population agricole se produit au profit d'une urbanisation croissante : la population urbaine atteinte 62,2% en 1947 et 83% en 1980. Entre 1947 et 1980, 68% des migrants internes s'installent à Buenos Aires, qui de 29,4% des Argentins passe à concentrer 35,6% de la population totale du pays[410]. En 1940, la Capitale est déjà saturée et sa population restera stable jusqu'aujourd'hui, autour des trois millions d'habitants. Commence alors la formation du Grand Buenos Aires prenant la forme d'une périphérie large et hétérogène. C'est dans cette banlieue que vont se localiser les nouvelles catégories populaires. Ce n'est plus l'heure des *conventillos* localisés dans le centre-ville et autour des quartiers portuaires, c'est l'heure de l'arrivée du *peuple travailleur*, conduit par l'industrialisation, le développement de l'État et l'instauration du péronisme.

---

[410] Torrado, *op.cit.* 1994

Carte 1 : L'agglomération de Buenos Aires.

Une large banlieue commence ainsi à se constituer avec une croissance qui sera vertigineuse jusqu'aux années soixante. En effet, le milieu des années quarante jusqu'au début des années quatre-vingt-dix, la population de la Capitale Fédérale reste stable, alors que celle de la banlieue s'est pratiquement multipliée par cinq[411] : elle passe de 1,7 millions d'habitants en 1947 à plus de 8 millions aujourd'hui. Naît ainsi le Grand Buenos Aires comme une couronne de districts entourant la Capitale. Cette agglomération se consolide comme le principal pôle industriel du pays où s'installent la plupart des usines et résident les travailleurs, largement identifiés au péronisme[412].

Ce travailleur des grandes usines qui assiste aux actes de masse, habite une maison dont il est le propriétaire et qu'il a bâti lui-même. Le processus d'intégration sociale initié par le péronisme, trouve son centre de gravité dans le rapport des couches populaires au travail et à l'État, or, il trouve un non moins important point d'appui dans l'urbain.

Au-delà des grands ensembles construits par l'initiative de l'État, les quartiers populaires, *los barrios,* trouvent leur origine dans un type de lotissements que nous allons analyser et qui naissent à partir de l'articulation d'un marché immobilier et d'une dynamique d'auto-construction, tous deux expression de la relation sociale constitutive du *peuple travailleur*.

---

[411] En 1947, la population de la Capitale Fédérale était de 2.981.043 habitants et en 1991 elle était de 2.960.976. Celle du Grand Buenos Aires était en 1947 de 1.741.338 alors qu'en 1991 elle était de 7.950.427 habitants. En ajoutant l'ensemble de la Ville de Buenos Aires et sa banlieue, la population de l'agglomération est passée de 4.722.381 habitants à 10.911.403 pendant la même période. Ces données correspondent au dernier recensement de la population. *Cf.* INDEC : Buenos Aires, *op.cit.*, 1991.

[412] Cette association entre la banlieue et l'identité péroniste est tellement forte que dans ces districts le péronisme n'a perdu des élections que deux fois, en 1983 et en 1997.

Le lotissement et ses conditions historiques.

Dès les années quarante, les nouvelles catégories populaires s'installent principalement dans la banlieue où le quartier acquiert un visage particulier. Basés sur des lotissements, la particularité de ces derniers est donnée par la propriété privée du logement et l'auto-construction des habitations. Ainsi, les salariés, inscrits dans un rapport social stable, ont pu devenir les propriétaires d'un logement qu'ils ont bâti par leurs propres moyens en ayant recours au lotissement populaire. Ce trait des quartiers des années vingt trouve sa prolongation dans des nouvelles conditions historiques.

Ces lotissements consistent essentiellement en fractionnements de terres rurales placées aux bords de la ville pour les destiner à des logements. De cette façon, une grande partie du Grand Buenos Aires, a été urbanisée sur l'initiative d'entreprises du secteur immobilier qui ont acheté des terres rurales, les ont divisées en parcelles et ont ensuite vendu les lots à crédit. Le surgissement de cette forme d'accès à la terre a commencé dans une conjoncture spécifique et s'est prolongée pendant trente ans pour s'achever à la fin des années soixante-dix.

L'immigration rurale et l'urbanisation engendrent une accélération importante de la demande de terre et de logements pendant ces années. Cette croissance de la demande, initialement de terre et ensuite de logements, a provoqué une importante transformation du secteur immobilier. Avec l'augmentation des revenus des couches populaires promue par le péronisme, il se produit une spécialisation du secteur immobilier, vers les années cinquante. Il se vend d'un côté des appartements en propriété horizontale et des logements individuels, et de l'autre côté, des lots à crédit.

En parallèle et à la base de ce mouvement, les modifications politiques et sociales introduites par le péronisme affectent fortement l'agglomération de la Capitale. Vers les années 1940/50, la banlieue se transforme en un cordon industriel, processus accompagné par une série

de politiques urbaines comme la loi relative aux loyers de 1946, la loi de propriété horizontale de 1950 et la loi de vente de lots en mensualités[413]. Avec cet ensemble de circonstances comme contexte, s'est formée une grande partie des quartiers populaires de la banlieue ; parmi ceux-ci, le lotissement populaire prend une grande importance. C'est la politique de développement urbain des premiers gouvernements péronistes qui rend possible les lotissements. Durant cette période « sont mises en place toute une série de mesures dans le cadre des provinces, comme l'organisation du Cadastre et les normes de sous-division, usage et occupation du sol urbain, qui définissent les nouvelles formes de production de la ville. Ces politiques sont articulées à la redistribution des revenus en faveur des salariés, au crédit pour le logement destiné à ces mêmes catégories et à l'industrialisation qui se produit presque exclusivement dans le Grand Buenos Aires » [414].

En synthèse, les conditions qui ont rendu possible le lotissement populaire ont été de deux sortes. D'une part, l'industrialisation, l'extension du rapport salarial et le développement d'un État protecteur et promoteur qui a attiré dans la ville de Buenos Aires un grand courant migratoire derrière un projet d'intégration sociale. Comme on l'a vu au Chapitre I, beaucoup d'entre eux ont pu prendre leur place dans la société en tant que travailleurs, jouissant d'un revenu élevé et stable (si on le compare à celui qu'ils ont aujourd'hui, mais aussi avec celui qu'ils avaient auparavant et avec le revenu de la plupart des pays latino-américains).

D'autre part, la société leur a fourni un contexte légal qui a institutionalisé leur insertion et leur établissement dans la ville. Cette législation établissait les conditions rendant possible la vente à crédit et ne prévoyait pratiquement pas de conditions restrictives pour l'utilisation et le fractionnement du sol, ce qui a rendu la terre très bon marché. Les

---

[413] *Cf.* CLICHEVSKY, Nora : *El mercado de tierras en el área de expansión de Buenos Aires y su incidencia sobre los sectores populares (1943-73)*, Buenos Aires, CEUR-Instituto Di Tella, 1975.

seules conditions importantes établies par la Loi 14.005 de 1950 favorisaient les acheteurs, c'est-à-dire les travailleurs : la terre ne pouvait pas être saisie, ses titres devaient être parfaitement en règle et les lots devaient être au moins de 300m². C'est dans ce contexte qu'un marché de terre urbaine a été créé autour du logement populaire.

La stabilité constitue une clef structurelle de cette dynamique. Premièrement, la stabilité financière donnait lieu au payement en mensualités qui s'étalaient pendant vingt ou trente ans. Cette condition disparaît lors de la crise inflationniste ayant eu lieu entre 1975 et 1990, incluant les poussées hyper-inflationnistes de 1989, 1990 et 1991[415]. La seconde condition est la stabilité du rapport salarial. Cette stabilité garantissait aussi la possibilité de l'achat à terme. Le salaire était suffisant pour permettre l'achat de matériaux de construction et le paiement des mensualités escompté. La Banque hypothécaire (*Banco Hipotecario*) joue un rôle très important pendant toute cette période. A travers le prêt hypothécaire, cette institution étatique finance l'achat des terrains, des matériaux et de logements individuels, ainsi que, dans une moindre mesure, la construction de grands ensembles[416]. Rien de tout cela n'aurait été possible sans la structuration de cette relation salariale et le rôle de l'État conduisant et le social et l'économie, tel que nous l'avons décrit au Chapitre I.

On a ainsi mis fin à la vente illégale très courante jusqu'alors dans le marché immobilier pour les catégories populaires dans plusieurs villes d'Amérique latine. En Argentine, le lotissement s'est inscrit alors dans un véritable marché à terme dont les vendeurs étaient les agents

---

[414] *Cf.* CLICHEVSKY, Nora; PRÉVÔT SCHAPIRA, Marie France et SCHNEIDER, Graciela : *Loteos populares, sector inmobiliario y gestión local en Buenos Aires*, Buenos Aires, CEUR-CREDAL, 1990, p.38.

[415] SIGAL et KESSLER analysent l'inflation comme facteur d'instabilité de la société argentine. *Cf.* SIGAL, S. & KESSLER,G. *op.cit.*, 1999, 30 p.

[416].Les trois mesures principales du péronisme concernant l'habitation populaire sont la loi de la Propriété Horizontale de 1948, la loi 14.005 de 1950 favorisant les lotissements, et l'augmentation du montant des crédits et du nombre de bénéficiaires de la Banque Hypothécaire. O. Yujnovsky attribue une importance centrale au rôle de cette banque dans l'accès à la propriété du logement. *Cf.* Yujnovsky, op. cit., 1983, p. 458.

immobiliers et les acheteurs les travailleurs salariés. Évidemment, ce marché constituait l'expression du rapport où s'inscrivaient les catégories populaires. Les vendeurs trouvaient une catégorie de travailleurs salariés – les acheteurs - dont la stabilité assurait une certaine capacité de paiement, cherchant un endroit où construire leur maison. Les acheteurs trouvaient une catégorie rentière qui acquérait des terres au prix rural, les fragmentait et les finançait en les vendant comme terres urbaines (trouvant d'ailleurs des bénéfices très élevés dans l'opération d'achat ainsi qu'au moment de la vente). Les deux acteurs bénéficient d'une législation peu exigeante. Ce marché immobilier a fonctionné à partir de 1948, impulsé par l'ensemble des normes citées ; jusqu'en 1977, date à laquelle une autre loi met fin à cette procédure. Dans le cas des lotissements populaires, la législation accompagne les transformations du modèle d'intégration sociale mis en place par le premier péronisme et fortement frappé par la dictature militaire de 1976.

Ce système de lotissement a permis aux couches populaires d'accéder légalement à la terre bon marché et d'entreprendre le projet de propriété du logement. La terre qui était produite et commercialisée était légale. Ainsi, tandis qu'en 1947 le nombre de propriétaires de leur logement n'atteignait que 30% de la population, cette proportion était de 58% en 1960[417]. Il est évident, par ailleurs que le lotissement et la construction du logement ne suffisaient pas. Il y avait aussi l'action urbanisatrice de l'État qui, à travers l'investissement public, donnait forme à ce complexe réseau de services et d'infrastructures qui coexistent dans la ville[418]. Petit à petit, au fil des années, l'État a goudronné, a

---

[417] Comme nous l'avons vu, le nombre de propriétaires avait aussi touché 60% de la population de Buenos Aires. On voit qu'après la crise, le système rétablie cette proportion en l'élargissant au niveau national.

[418] Il faut signaler que l'action de l'État en ce qui concerne l'infrastructure de services progressait à un rythme beaucoup plus lent que celui de l'urbanisation, même sous le péronisme. Ainsi, en 1960, 60% de la population du Grand Buenos Aires n'avait pas d'eau courante et 75% n'étaient pas connectés au système de tout à l'égout. Yujnovsky, op. cit., 1983.

construit les réseaux de services, a mis en place des écoles et des hôpitaux. De telle sorte que cette action de croissance urbaine qui avait comme protagonistes des travailleurs salariés, était complétée par l'action de l'État, sous les différentes directions politiques et au cours des divers régimes de gouvernement.

Quelques difficultés.

Cette vaste catégorie de travailleurs propriétaires de leur logement ne s'est pas constituée sans sacrifices ni difficultés. En effet, les temps ont été durs. Il faut signaler qu'ils se sont endetté des années durant et qu'ils sont allés vivre dans des conditions de grande précarité urbaine en raison de l'absence de services de base et de la situation d'un logement dont la construction se prolongeait pendant des longues années et demandait d'énormes quantités de travail après le travail.

Le système des lotissements a connu une série de problèmes et de déficiences qu'il faut signaler. Par exemple, il se montait d'énormes escroqueries où dans nombreux cas les opérations immobilières ne faisaient pas l'objet d'un contrat devant notaire. Il s'est avéré également, il est exact que les agents immobiliers ont vendu des terres inondables pendant de longues années (jusqu'au moment où la loi a interdit la vente de terre inondable en 1966). Un autre grand problème était que la terre vendue se situait loin des lieux de travail, dans une périphérie pratiquement inaccessible à l'époque, tel qu'on le voit dans le témoignage cité dans l'Encadré 4 et à la différence avec les quartiers éloignés des années vingt qui étaient reliés par le tramway.

Cette urbanisation du Grand Buenos Aires, guidée par le lotissement et l'auto-construction a eu, par ailleurs, un caractère désordonné : des grandes extensions de terre peuplées étaient dépourvues

des services nécessaires. Les ventes de terres se faisaient en îlots, par groupes de terrains isolés entre eux et mal connectés ou parfois même déconnectés de la ville, laissant de grands espaces vides entre un groupe de lotissements et un autre. On avait souvent recours à l'investissement public avec l'objectif prioritaire de maximiser les profits du capital immobilier. Par ailleurs, en ce qui concerne les besoins de la population, le rythme avec lequel l'État arrivait dans certains endroits était très lent et bien souvent la couverture des services insuffisante, voire inefficace.

On peut dire que ces déficits, importants certes mais pas généralisés, montrent le côté faible du modèle d'intégration et des catégories populaires. Il est important de rappeler que l'histoire politique argentine des cinquante dernières années est aussi en partie une histoire de réactions à propos de la place à occuper par les catégories populaires dans la société.

La casa propia : le sens de la propriété du logement.

Or, même dans des conditions difficiles, une bonne partie des salariés ont connu l'expérience de construire dans un lieu qui lui est propre, de faire des épargnes et d'accumuler au moyen d'efforts. En effet, comme on peut le voir dans le témoignage de Mario, cité dans l'Encadré 4, dans la mémoire de ces rudes années on voit l'effort souligné; et, en même temps, cette mémoire met l'accent sur la différence entre ce passé et l'actualité où aucune possibilité d'accès à la propriété du logement n'est perçue à l'horizon. D'après la perception populaire, le travail a suffi à de nombreux ouvriers ou employés pour construire un foyer, la maison et la famille, éduquer leurs enfants et se donner une place dans le monde, ce qui n'est certainement pas le cas aujourd'hui. Cette expérience, dont la

mémoire est sélective mais pas tellement trompeuse, conjuguait prospérité et populisme, faisant partie du développement de tout un modèle d'intégration sociale et de progrès. L'emploi jouissait d'une efficacité intégrative pour ces catégories sociales qu'il a perdue aujourd'hui et les lotissements s'y associaient dans la production d'une place stable et valorisée dans la société et dans la ville.

Ce contraste s'exprime aussi comme une coupure générationnelle. Le vécu de ceux qui sont entrés à l'âge adulte dans les années quatre-vingt diffère grandement du vécu présent dans la mémoire familiale de la génération précédente, rendant très difficile la transmission générationnelle de l'expérience.

Ces lotissements ont permis la formation de quartiers populaires à partir de la constitution d'un fort tissu local, en parallèle avec un développement de l'État qui l'a rendu possible. Certes, dans un premier temps le quartier connaissait de grandes déficiences du point de vue de la production matérielle de l'habitat. Or, il n'est pas moins certain que le quartier a joue un rôle très important dans la constitution de l'identité et du mode de vie des catégories populaires. Le sens de la propriété exprimé dans le lotissement, l'effort personnel et la réussite à portée de main, ont connu une grande efficacité symbolique dans la constitution de leur identité. Celle-ci s'est fondée sur le travail comme porteur de la dignité du père et de la famille, et sur l'association des notions de propriété et de travail : la *propre* maison réalisée avec ses *propres* mains.

Encadré 4 : La maison de Mario à San Justo[419]

Les parents de Mario, commerçant et livreur de produits ménagers à La Matanza sont arrivés à San Justo de Santiago del Estero (une ville du Nord du pays), dans les années 50. Aujourd'hui San Justo est l'une de principales villes du Grand Buenos Aires, complètement urbanisé, Capitale du district de La Matanza (un million d'habitants) et véritable centre commercial, administratif et politique. A l'époque, San Justo était terre d'ouvriers où s'installaient d'importantes usines dans le textile ou la métallurgie, comme *La textil oeste* ou la *General Motors*. Le père de Mario travaillait alors dans les abattoirs de Mataderos, comme ouvrier dans le traditionnel secteur de la viande bovine. Actuellement, Mario a 44 ans, il vend des produits ménagers et habite chez ses parents avec sa femme et deux enfants. *La maison est grande*, explique-t-il, *et sans notre compagnie mes parents resteraient tout seuls. En plus on ne vend pas trop aujourd'hui et j'arriverais à peine à payer un loyer et même en rêve je ne pourrais pas m'acheter ma propre maison. Peut être un jour j'aurais un terrain pour bâtir ma maison, comme mon père. Mais j'en doute, parce que les temps ont changé et que tout est trop cher aujourd'hui.*

En 1952 les parents de Mario arrivaient à l'endroit où ils ont leur maison en marchant un kilomètre de chemins de terre au bord desquels un bus les déposait. Ils ont acheté le terrain où, avec beaucoup d'efforts, ils ont édifié leur *propre maison* (« *La casa propia* », l'expression est répétée sans cesse).

On travaillait sept jours sur sept, après le travail et les week-ends, dit le père. *Personne ne m'a aidé, sauf ma femme et mes enfants dès qu'ils étaient petits [...] tout ce que tu vois ici, c'est moi qui l'ai fait et je l'ai fait avec mes propres mains.* Et il enchaîne ses mots d'un premier geste où il avance les bras pour montrer la source d'un effort qui l'a converti en propriétaire. En suite, d'un second mouvement il trace un cercle avec ses mains comme pour peindre de droit à la propriété le sol, les murs, le toit et les meubles. Même s'il est loin de savoir qui était John Locke.

J'ai fini de payer le terrain lorsque l'aîné avait vingt-deux ans, et j'ai commencé trois ans avant sa naissance. On me faisait crédit pour les matériaux, le camion me livrait les samedis et on se mettait à bosser jusque tard la nuit [...] Au début, on venait chaque jour. Après, une fois la première pièce finie, on s'est installé là [...] Mais nous, on a fait tout le quartier, hein ! C'était la campagne ici ! Il n'y avait ni rues ni trottoirs, ni 'éclairage public ni bus, ni rien du tout. Après, petit à petit, avec les voisins on s'est mis à travailler ensemble et on a tout fait [...] On a dû attendre des années pour avoir l'asphalte. Avant c'était la boue ; parfois, les jours de pluie personne ne pouvait entrer ni sortir du quartier, et il fallait marcher un kilomètre pour aller prendre le bus.

Dans un premier temps, l'État ne semble pas jouer un rôle prépondérant dans sa mémoire, probablement parce qu'il considère sa présence comme naturelle. Il dit que *petit à petit, la lumière <u>est venue</u>, <u>il est venu</u> l'asphalte, l'eau, les bus qui ont commencé à passer. Ils ont fait l'avenue, mais au début il n'y avait rien*. Pour lui les choses et les services <u>*sont venues*</u>.

Plus loin, vers la fin de son récit, il ajoute sans qu'on le lui demande : *Mais aujourd'hui c'est différent, ces connards, ils font rien pour le peuple, il y a même pas de boulot. Comment les jeunes vont-ils avoir une maison ?*

---

[419] Les entretiens correspondant à ce témoignage ont été faits en 1993.

Avec les lotissements a lieu un renforcement de l'identité populaire en tant que *peuple travailleur*. Le quartier fait partie constitutive du monde vécu des catégories populaires, dans le sens où c'est là que s'organise leur style de vie et que se réalise en partie leur reproduction matérielle. C'est au quartier qu'une partie importante de la vie quotidienne de la famille et du foyer s'organisent. Très souvent c'est dans ce même quartier qu'on trouve du travail, ou c'est là que le jeune travailleur est conduit vers sa première embauche. Enfin c'est là où l'État place un nombre important d'institutions qui concernent l'organisation de la quotidienneté, de l'école à la police. Or au-delà de la reproduction, le quartier participe à l'affermissement de l'identité des catégories populaires.

D'une part, le quartier signifie la confirmation d'avoir acquis une place reconnue, stable et respectable dans la société. Dans son quartier, le travailleur devient propriétaire. Il l'est à la fois de sa maison et d'une portion de terre, de territoire urbain. Il acquiert une place qui jouit d'une reconnaissance à la hauteur que le droit de propriété a dans l'idéologie dominante. Or, en plus de la reconnaissance, la propriété est perçue comme donnant une position rassurante, de sécurité. La propriété est le véhicule d'une assurance économique et d'un refuge contre le nomadisme et le déracinement. Cette problématique de l'enracinement, si présente dans l'identité conflictuelle de l'immigrant, l'étranger et le nouveau venu à la ville, deviendra omniprésente lorsque nous rencontrerons les sans-toit des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix. Les couches populaires, dans leur plus large hétérogénéité, ont appris que le droit de propriété avait un traitement relevant du sacré dans la logique sociale des sociétés capitalistes, se constituant en rempart face aux aléas des conjonctures économiques et politiques[420]. Face à l'inflation qui rend le loyer

[420] Nous verrons plus tard comment, dans l'imaginaire populaire qui s'est formé dans ces conditions, il est difficile de remplacer le statut de la propriété du logement par d'autres formes de relation au logement.

impayable, face à la précarisation de l'emploi et à l'affaiblissement des autres protections sociales, la propriété du logement donne la « sécurité », assurée dans d'autre pays comme la France, par les dispositifs sociaux associés à l'emploi. Cette perception adopte une signification singulièrement forte dans un pays comme l'Argentine où les couches populaires ont été les victimes principales du haut niveau d'instabilité, particulièrement accéléré à partir des années soixante-dix.

Dans le sens de la reconnaissance sociale, la maison et le quartier sont vécus comme l'acceptation politique des droits du *peuple* et des *travailleurs.* Le *droit à un toit*, à la *propriété de la maison* (*la casa propia*) et à la *terre* sont non seulement inscrits formellement dans la Constitution nationale, mais ils sont aussi inscrits dans la culture sociale et politique populaire.

D'autre part, l'habitant du quartier (*el vecino*) bâtit sa maison et la paye avec son salaire, issu également de son travail. La maison qui abrite le foyer est un fruit direct du travail.

La combinaison de ces deux dimensions dans l'identité populaire (l'acquisition d'une place reconnue et le fait qu'elle soit vécue comme conquise par le travail), fait que les droits sociaux sont représentés comme les droits du *travailleur* et de sa famille ou plus largement du *peuple travailleur*, plutôt qu'en tant que des droits du citoyen. Autrement dit, la citoyenneté résultant des droits acquis sous le populisme ne coïncide pas exactement avec l'idéal classique de la citoyenneté.

Le quartier du *peuple travailleur*, lorsque la politique quitte le quartier pour la ville de masse.

Avec l'arrivée du péronisme le caractère de l'inscription territoriale qui s'opère dans le quartier populaire change radicalement. Ce changement différentie les quartiers, des années 1940 à 1970, par un double caractère. D'une part, parce que la politique quitte le quartier pour devenir une politique de masse. D'autre part, du fait du compromis social tissé autour du modèle de développement endogène. Ce double caractère se maintient jusqu'aux années quatre-vingt, dans la mesure où pendant ce demi-siècle les différentes orientations politiques et les diverses conjonctures économiques n'affectent pas significativement les liens constitutifs des catégories populaires ni leur identité.

On peut dire que la politique quitte le quartier lorsqu'elle devient une politique de masse. Le rôle du local urbain dans la socialisation politique des couches populaires, important lorsque la construction du quartier était un projet politique de base, perd ses qualités lorsque l'État et les organisations de masse absorbent l'essentiel de la politique. La place du quartier dans la politique devient mineure lorsque les syndicats, les partis et les moyens de communication sont ses canaux privilégiés. Les concentrations face à la tribune pour écouter les dirigeants se réalisent dans le centre de la ville en des lieux à haut contenu symbolique tels que la *Plaza de Mayo* ou *l'Avenida 9 de Julio* et l'*Obelisco.* Or, en même temps, la production de la ville commence à être assurée par l'État et, dans une mesure importante, par les syndicats.

Premièrement, le développement des services publics et des entreprises de l'État font de celui-ci le principal fournisseur des infrastructures et des services urbains. Les entreprises sont étatisées et la quantité de services augmente. En conséquence, ce qui dans les années vingt réunissait les habitants du quartier autour de l'auto-production et

de la réclamation face à la municipalité pour subvenir aux besoins de la vie urbaine, se transforme en une provision publique. Lorsque ce n'est pas l'État qui octroie, c'est le syndicat, devenu ainsi un acteur d'importance dans la production urbaine[421].

Deuxièmement, la forme de la communication entre les habitants de quartier se voit transformée. Lorsque dans les quartiers des années vingt, les habitants se réunissaient à la bibliothèque ou dans les associations, ils nouaient un dialogue face-à-face, en petits groupes. Avec le péronisme, à partir des années quarante, la politique de masse soustrait dans une large mesure ce dialogue du domaine local. En plus, les habitants ont moins besoin de s'organiser et de coopérer pour satisfaire leurs besoins. Ce qui était l'objet de coopération et de dialogue est maintenant la tâche du gouvernement et de ses entreprises.

En ce qui concerne l'activité politique locale, les bibliothèques et les associations de quartier (au cœur du quartier dans les années vingt), s'affaiblissent ou disparaissent complètement à partir des années quarante et cinquante. De son côté, le comité partisan change son rôle. Avant le péronisme les comités, le radical et plus encore le socialiste, avaient fait du quartier un axe important de leur activité politique. Par contre, le comité péroniste (*la unidad básica*) n'est qu'une courroie de transmission qui marque la présence du Parti dans le quartier, une présence de l'État et du politique dans la vie locale, mais pas un endroit de débat et de socialisation. La vie locale cesse d'être un sujet de problématisation politique parce que ces sujets sont dominés par les thèmes de l'État, le travail, le leader, le *mouvement*, le peuple et la nation.

Le changement de la place du politique par rapport au local ne représente pas une coupure mais un déplacement. Si la maison reste

---

[421] Nombreux sont les quartiers du Grand Buenos Aires qui portent le nom d'un syndicat. C'est le cas de deux quartiers à Ciudad Evita : *UPCN* (l'Union du personnel civil de la nation) et *Alas* (*des ailes*, pour les officiers de la Force aérienne).

l'objet de l'effort particulier, l'urbain rentre dans le domaine des services publics.

Ce déplacement fait partie du rapport des catégories populaires au politique. C'est à la suite du nouveau rapport instauré par le péronisme que le quartier perd l'activité politique qui s'y développait auparavant (et qui s'y développera davantage à partir des années quatre-vingt, le modèle populiste étant épuisé). Pour une part, ce changement est la conséquence d'une nouvelle forme de pratique politique des catégories populaires (représentée par le péronisme). Pour l'autre, et faisant partie du même processus, il est la conséquence du fait que le quartier perd une bonne partie des fonctions de soutien, d'intégration et de socialisation des couches populaires. En effet, la société se donne des moyens pour assister le malade, pour prendre en charge les loisirs et la socialisation des enfants, le travailleur et sa famille passent une partie du temps libre en vacances et l'éducation publique étend ses domaines.

La rupture du compromis dans les années soixante-dix.

Le triangle formé d'un État urbanisateur et promoteur d'une législation laxiste, des travailleurs avec un bon salaire et inscrits dans un rapport stable, et de solides bénéfices pour le secteur immobilier, s'est brisé vers la fin des années soixante-dix. Avec l'éclatement du modèle développement endogène et l'ébranlement du modèle populiste d'intégration, commence la crise qui fut à l'origine de l'appauvrissement drastique des catégories populaires. Cette crise s'est accélérée à partir de la mise en place des plans économiques néo-libéraux. Les revenus des couches salariées ont commencé à s'effondrer avec l'augmentation du travail au noir et du chômage (pour ce dernier dans une proportion moindre jusqu'aux années quatre-vingt-dix), marquant l'arrivée des

temps de précarité. Faisant partie du même processus, la course inflationniste a éclaté, pour devenir l'un des principaux problèmes politiques du pays pendant vingt ans, finissant par l'explosion de l'hyper-inflation des années 1989 et 1990. Dans ce cadre, tous les crédits sont devenus indexés et le financement à long terme est devenu impossible sinon une escroquerie pour les salariés. Ce qui était devenu une habitude pendant vingt ans a aujourd'hui disparu : l'achat en 150 versements fixes, avec un premier versement de 3 à 5 cotisations, avec acte notarié signé une fois effectué 25% du paiement du terrain. Le coup de grâce qui a mis fin au lotissement populaire, c'est la Loi 8912 de 1977, qui régit l'aménagement du territoire dans la Province de Buenos Aires établissant l'interdiction de vendre des terres sans infrastructure pour l'habitation. Ainsi, le coût de la production de la terre urbaine s'est renchéri, l'offre a été violemment réduite et son prix s'est élevé également de manière scandaleuse.

Une étude sur les Municipalités de La Matanza et de San Martín montre que ces mensualités représentaient entre 2 et 3% du salaire d'un ouvrier en 1950[422]. Par contre, on constate que dans les mêmes districts « un lot de 300 m², sans infrastructure, oscillait en juillet 1987 entre 800 et 1300 dollars, alors que le salaire minimum était de 80 dollars. A cette époque, le financement était pratiquement inexistant et on négociait seulement quelques lots avec des délais de six mois; la plupart des opérations s'effectuaient au comptant » [423].

[422] CLICHEVSKY, Nora, *op. cit.*, 1975.
[423] CLICHEVSKY, N et al., *op. cit.*, 1990, p.66.

LES BIDONVILLES

Villas, villas miseria, increíbles y oscuras,
donde sopló el olvido sobre la última lámpara,
Villa Jardín, Villa Cartón, Villa Basura,[…]

Atroces ciudades sucias y derramadas,
de viviendas como hongos; latones, bolsas, zanjas
hundidas por las lluvias, mordidas por los vientos.

Raúl González Tuñón

LES *VILLAS*. DU BIDONVILLE ARGENTIN ET DE COMMENT IL INTEGRE LE VECU DES CATEGORIES POPULAIRES.

En Argentine les bidonvilles sont appelés *villas*[424]. De même que pour le cas français jusqu'aux années soixante dix ou les *favelas* brésiliennes, il s'agit de ces portions de la ville représentant la frontière de ce qui est acceptable et témoignant de la plus misérable des misères. « Atroces villes sales et épanchées, de logements comme des champignons; des bidons, des sacs, des caniveaux défoncés par les pluies, mordus par les vents »[425].

Du point de vue écologique, les bidonvilles argentins, comme la plupart des bidonvilles du monde, se caractérisent par la précarité de l'habitat et l'entassement. Du point de vue social, l'une des caractéristiques communes à tout bidonville est l'inégalité. Il s'agit d'une occupation illégale du sol doublée souvent d'une appropriation illégale des services urbains. De plus à cette « illégalité urbaine » on ajoute souvent d'autres irrégularités légales comme la présence d'immigrants clandestins. Les habitants des bidonvilles sont fréquents les travailleurs les plus mal payé, occupant les statuts les plus précaires en dehors des normes. A cet ensemble de caractéristiques plus ou moins générales, les villes argentines trouvent en partie leur spécificité dans l'évolution suivante[426] : a) à l'origine, vers les années quarante, les habitants étaient

---

[424] *Villa* : nom donné à l'équivalent du bidonville en Argentine. Puisque *villa* (pour désigner le bidonville) et *villero* (pour désigner son habitant) se sont constitués en étiquettes sociales, nous conserverons souvent les mots en espagnol.

[425] Poème de Raúl González Tuñón: *Atroces ciudades sucias y derramadas,/ de viviendas como hongos; latones, bolsas, zanjas/ hundidas por las lluvias, mordidas por los vientos.*

[426] Une autre particularité des bidonvilles argentins peut être l'absence d'un facteur « racial » prononcé, ce qui est plutôt une caractéristique de la société argentine en général. Ce qui ne veut pas dire que les problèmes de type racial soient complètement absents. En tout cas il est moins marqué que dans les favelas brésiliennes ou qu'il ne l'était dans les bidonvilles français des années 1960 ou 1970.

des travailleurs immigrés. Ils provenaient de milieux ruraux et arrivaient dans la ville attirés par l'industrialisation croissante et le développement du secteur public, en s'y intégrant comme ouvriers et employés; b) dans les années soixante et jusqu'au milieu des années soixante-dix, ils se consolident comme une population liée aux emplois les moins qualifiés et les moins bien payés, avec une participation majoritaire dans l'économie informelle; c) actuellement, la précarité les a pratiquement exclus de l'emploi stable et d'autres formes de participation institutionnalisées, les obligeant à vivre des « interstices » qu'offre la ville.

L'origine, l'évolution et la consolidation du bidonville argentin.

Les origines.

L'antécédent immédiat des *villas* est un campement qui fut construit en 1932 par les immigrés européens qui arrivaient dans la capitale argentine à la recherche d'un travail et d'un toit. Cette *villa* qui sera démolie en 1935 comptait alors 2.900 habitants. Cependant, au delà de cet antécédent, le processus d'occupation des terrains qui est considéré comme étant à l'origine des *villas* à Buenos Aires par toute la littérature spécialisée, remonte à la fin des années trente et se consolide dans les années quarante, sous les premiers gouvernements péronistes[427]. Ce

[427] Sur l'origine et la caractérisation des villas, voir DE LA TORRE, Lidia: « La ciudad residual », in Romero J.L. & Romero L.A. (comp.) : *Buenos Aires, historia de cuatro siglos*, Buenos Aires, Ariel, 1983. RATIER, Hugo: *Villeros y villas miseria*, Buenos Aires, CEAL, 1985. BELLARDI Marta et DE PAULA, A. : *Villas Miseria : origen, erradicación y respuestas populares*, Buenos Aires, CEAL, 1986. Aussi, YUJNOVSKY O., *op. cit.* Les auteurs sont d'accord pour situer l'origine des villas dans les années 30 lorsque commencent à apparaître des noyaux de *casillas* dans la zone de Puerto Nuevo. (Le mot

processus fut marqué par le déjà évoqué mouvement migratoire de l'époque depuis l'intérieur rural du pays vers les villes les plus grandes comme Buenos Aires, Córdoba, Rosario ou Tucumán. Déjà en 1947, 17% de la population rurale avait abandonné son milieu d'origine, et vers 1960, le pourcentage atteint les 19%[428].

Il y a cinquante ans, ces pauvres arrivaient de l'intérieur du pays et dans une moindre mesure des pays voisins, principalement du Paraguay et de la Bolivie. Le processus est classique : la crise de l'économie agricole et le développement industriel accompagne par l'élargissement de l'appareil étatique avec l'expansion conséquente de la demande de main d'œuvre constituent les principaux facteurs qui se sont combinés pour attirer les ruraux vers la ville. Du point de vue de la motivation, la migration était guidée par un projet de mobilité sociale. Ainsi, le moteur qui pousse ces nouveaux habitants des villes est leur volonté de s'intégrer en tant qu'ouvriers de l'industrie en plein essor ou au sein de l'État en tant qu'employés du secteur public[429].

Le domicile et le logement étaient une « seconde priorité » dans une stratégie orientée surtout vers la recherche de travail en la ville. Peut-être, la dénomination comme *villa de emergencia* (le bidonville d'urgence) fait-elle référence au caractère provisoire avec lequel on a conçu ces formes précaires d'établissement. Dans ce sens, l'antécédent de réussite donné par l'immigration européenne au cours des trente premières années du siècle nourrissait l'idée que ces nouveaux migrants s'intègreraient petit à petit dans la ville. La promotion sociale de plusieurs catégories de travailleurs sous le péronisme donne ainsi à penser que l'ascension pouvait s'élargir à tous. Par contre, cette fois-ci, la

---

casilla est utilisé pour nommer les habitations des bidonvilles. Nous y reviendrons, *cf.* Point 3.1.a).

[428] TORRADO, Susana : op. cit., 1994, p.85.

[429] Dans un travail sur les migrants ruraux en France, Alain Touraine montre comment la conduite des nouveaux venus à la ville est guidée par leur « projet » de migration. *Cf.* TOURAINE, Alain : " Les ouvriers d'origine agricole ", *Revue Sociologie du Travail 3/60*, Paris, juillet/septembre 1960, pp. 230 à 245.

précarité urbaine allait s'installer pour de bon, donnant au bidonville le statut d'un composant stable de la ville.

Installation et évolution.

L'installation du bidonville au fil des ans est clairement perceptible à travers quelques données concernant la population et la surface occupées par ce type de quartier. Avec ses plus de cinquante années d'existence, la population des *villas* s'est considérablement élevée. Ainsi, si l'on prend en compte l'ensemble de l'aire métropolitaine de Buenos Aires (qui résulte de l'addition de la Capitale Fédérale et des districts du Grand Buenos Aires), la population des bidonvilles a augmenté de 112.350 habitants en 1956 à 327.960 en 1981 [430].

Alors que les recensements de population en bidonvilles de la Capitale Fédérale ont été plus fréquents (Tableau 7), la banlieue n'a pas connu de recensements périodiques et systématiques qui nous auraient permis d'évaluer la population *villera*. Comme on peut le voir aussi dans le tableau, la population des bidonvilles de la Capitale augmente jusqu'au commencement de la dictature militaire, basse pendant toute la période 1976-1983 et remonte à partir de l'installation du nouveau gouvernement démocratique (nous y reviendrons). Dans la banlieue, au moment de la naissance des *asentamientos,* en 1981, il y avait 290.920 habitants dans les *villas*, avec 69.753 logements recensés, et dans le seul district de La Matanza était regroupée 12,5% de la population *villera* de la banlieue, avec 36.238 habitants[431].

---

[430] Les données correspondantes à 1956 sont présentées par Yujnovsky O., *op. cit.*, 1984. Les données correspondant à 1981 sont tirées des recensements officiels.
[431] Gobernación de la Provincia de Buenos Aires, *Censo socioeconómico de Villas de Emergencia*, La Plata, 1981.

Du point de vue du territoire, vers 1960, les *villas* occupaient 13% de la surface de la Capitale Fédérale.

TABLEAU 7
POPULATION DES BIDONVILLES DE LA CAPITALE FEDERALE ARGENTINE 1960-1991

Année	Population habitant dans des bidonvilles	Pourcentage de la population total de la Capitale
1960	34.430	1,15*
1966	93.554	3,12*
1970	101.000	3,40
1976	213.823	7,20*
1980	37.040	1,26
1983	12.593	0,43*
1991	50.945	1,7%

Source : Élaboration personnelle sur données de l'INDEC et de la Dirección de Estadística y Censos de la Municipalidad de la Ciudad de Buenos Aires (1991). * Pourcentages estimés.

En tant que facteur urbain d'importance, on peut signaler l'existence de grandes extensions de terrains vagues dans la ville qui, dans son développement, abandonnait les terrains inondables ou qui n'étaient pas encore desservis par l'infrastructure des services.

Cependant, ce sont les avatars des modes d'intégration des couches populaires qui expliquent à la fois les transformations et la consolidation des bidonvilles dans l'histoire argentine de la seconde moitié du siècle. La *villa* ouvrière des années quarante s'est transformée au fil du temps, de sorte que la *villa* actuelle n'a plus rien en commun avec ce quartier pauvre. En premier lieu, parce que de nombreux ouvriers et employés des grandes villes ont réussi à s'installer dans les *barrios*, sûrement pauvres,

mais dotés de logements d'une qualité infiniment meilleure, et bien mieux équipés. Dans un grand nombre de cas, ils sont même devenus propriétaires, à travers le système de lotissements déjà décrit et d'autres programmes de logement populaire. Comme on l'a vu au Chapitre I, la combinaison d'un État de protection sociale et de l'emploi industriel et salarié a engendré une amélioration sensible dans les conditions de vie de couches importantes de la population. Mais aussi, cette intégration d'ouvriers et d'employés n'a pas donné lieu à la disparition de la *villa* mais, bien au contraire, à sa consolidation comme quartier marginal, étant donné que ceux qui y restaient étaient les couches non atteintes par le processus d'intégration initié par le péronisme et qui sont évidement les plus appauvries parmi les catégories populaires.

L'histoire du bidonville argentin peut être ainsi analysée en suivant trois temps, lesquels correspondent à trois configurations historiques. Le premier temps est celui de l'arrivée de l'exode rural, de la *villa de emergencia*. Le deuxième est celui de l'apparition de la « strate marginale », c'est le bidonville des premiers marginaux. Finalement, le troisième est celui qui survient lors de la rupture du modèle populiste, lorsque l'interstice urbain devient un mode de vie. Or, au-delà des évolutions historiques, la *villa* reste toujours un bidonville. Elle est un mélange de continuité et transformation. D'une part le bidonville représente toujours la forme sociale de l'indésirable et des risques d'exclusion, et de l'autre il change d'un moment à l'autre selon la place qu'occupent les couches populaires dans la société. Cette différence marque surtout l'expérience qu'a le *villero* d'habiter la *villa.*

Le bidonville à l'époque péroniste : un système d'accueil pour les ruraux (1940-1950).

Pendant les années quarante et cinquante, le bidonville argentin montre à la fois les limites et les insuffisances du programme social péroniste et de la capacité intégrative de l'État et l'industrie. L'intégration de l'exode rural à l'emploi et aux protections sociales n'a eu ni la rapidité ni la force nécessaires pour couvrir l'ensemble de la population. Ce le temps de la *villa de emergencia*, du bidonville d'urgence. Le bidonville est alors un premier point d'arrivage, une sorte de système d'accueil auto-organisé par les populations qui arrivent à la ville. Les *villas* sont le produit d'une action collective de solidarité, d'entraide, qui sert de soutien à ceux qui ne sont pas couverts par les mécanismes d'intégration institutionnalisés. Le bidonville donne ainsi au nouveau venu trois type de soutien : a) le nouveau venu y trouve le minimum pour assurer son quotidien (un refuge, de quoi manger et boire) ; b) le bidonville offre les contacts qui mènent à l'emploi (un cousin ou un paysan qui présentera le nouveau venu à son patron) ; c) le bidonville sert de base au nouveau venu lorsque celui-ci doit explorer la ville et lui donne carte et boussole, les outils permettant l'orientation dans un monde inconnu ; d) le bidonville offre les points de sécurité et de certitude empêchant l'isolement ainsi que les représentations permettant de conjurer les périls de la ville.

Ce sens général établi, deux choses doivent être précisées, d'autant plus qu'elles situent le bidonville des années quarante dans son contexte. En premier lieu, jusqu'à la fin des années cinquante la population des bidonvilles représente un pourcentage mineur de la population de la ville, en comparaison avec ce qu'elle deviendra à partir des années soixante-dix (jusqu'en 1960 près de 1% de la population de la Capitale habite dans des bidonvilles, contre 7,2% en 1976). En second lieu, il faut préciser que pour la plupart de ses habitants le bidonville constitue à cette époque un lieu

de passage, une première étape. Sans cette communauté d'accueil qui est le bidonville l'insertion à la ville se ferait au hasard et celle-ci ne serait qu'un espace hostile, extrêmement agressif pour celui qui n'y est pas encore intégré. Dans ce sens, la *villa* des années 1940 et 1950 a, vis-à-vis de sa population, un rôle similaire à celui attribué par Pétonnet au bidonville parisien des années soixante-dix[432]. Pétonnet soutien que le bidonville a la fonction de protection du nouveau venu contre les sollicitations de la société industrielle moderne, qu'il a la fonction d'éviter une « déculturation brutale » et qu'il « agit comme un instrument artisanal d'acculturation douce ». Ainsi, pour cet auteur le bidonville est un lieu de « passage transitoire ». Contrairement à l'idée selon laquelle le bidonville maintiendrait ses habitants dans un mode de vie rural et traditionnel qui les empêcherait de s'insérer dans la société, Pétonnet affirme que « le bidonville assure la sécurité et l'adaptation des nouveaux arrivants »[433].

Il est question à cette époque de l'Argentine aussi d'insérer l'arrivant à la ville, qui tâchera de se placer près des représentants de son groupe d'origine, dans un endroit où il ne soit pas rejeté et où il puisse nouer les relations lui permettant l'intégration. C'est ainsi que, associée aux dynamiques de l'urbanisation accélérée, l'accès à l'emploi et à une consommation croissante, la *villa* des années quarante et cinquante n'est pas encore complètement liée à l'expérience de la marginalité et de l'exclusion. En effet, ce bidonville correspond à l'expérience urbaine et à la position sociale des catégories de travailleurs les plus faibles,

---

[432] *Cf.* PÉTONNET, Colette : *On est tous dans le brouillard. Ethnologie des banlieues*, Paris, Éditions Galilée, 1979. Et du même auteur *Espaces habités. Ethnologie des banlieues*, Paris, Editions Galilée, 1982.

[433] Pétonnet, C., *op. cit.*, 1982, p. 56. Quelques précisions sont nécessaires. D'une part, l'analyse de Pétonnet correspond à un tout autre contexte (celui de la France vers la fin des « 30 glorieux »), et nous ne prenons pas en compte des spécificités du cas des bidonvilles parisiens, tout particulièrement le facteur ethnique et linguistique du phénomène. Le cas des bidonvilles argentins se rapprocherait de son homologue français seulement dans le point signalé. Par rapport à son parcours historique, par exemple, vers les années 1975 les bidonvilles parisiens furent démolis et ses habitants relogés dans des HLM. Notre intérêt dans l'analyse de Pétonnet est principalement d'ordre théorique.

notamment certains groupes d'ouvriers comme ceux du bâtiment. La *villa* apparaît, encore associée aux misères des travailleurs arrivant à la ville :

> « Ils viennent […] des quatre points cardinaux. Ils sont arrivés des quatre extrêmes du pays à ce petit cœur créé à côté du cœur plus grand, petit cœur auquel ils donnent leur sang, petit cœur ajouté, maquette boueuse de l'autre capitale de la république. *Villa* Misère est *Villa* Travail et *Villa* Travail est la capitale de tout pays de la terre »[434].

Le bidonville sous le développementisme (1955-1976).

Le deuxième temps commence aux années soixante et va se prolonger jusqu'en 1976. La *villa* change de visage comme conséquence de la perte de son caractère provisoire. La *villa de emergencia* devient *villa,* tout court. Les populations qui y habitent s'installent et l'espoir d'abandonner le bidonville se déplace vers un horizon de plus en plus lointain. Les stratégies développementistes produisent une coupure parmi les catégories populaires, dont une portion arrive seulement à s'intégrer à l'économie et à la société de façon marginale. Il s'agit des chômeurs (6% en 1970) et des catégories spécifiques parmi les travailleurs : des domestiques, des ouvriers du bâtiment, des vendeurs ambulants, des travailleurs sans qualification participant à l'économie informelle, non-syndicalisés, ayant les revenus les plus bas et une quotidienneté dominée par la précarité (10% de la population active travaillant au noir, précarisation des conditions de l'emploi pour 20% des ouvriers[435].

---

[434] VERBITSKY, Bernardo : *Villa Miseria también es América*, Buenos Aires, Kraft, 1957, p. 51, cité par Yujnovsky, op. cit.,, 1983.
[435] Torrado, *op. cit.,* 1984.

Vers les années soixante, les sciences sociales latino-américaines en sont venues à constater que ces bidonvilles (appelés *villas* pour le cas argentin, *cantegriles* pour le cas uruguayen, *poblaciones* au Chili, *callampas* au Pérou, ou *favelas* au Brésil), se consolidaient comme un phénomène social caractéristique du sous-continent. En effet la littérature découvrait que *le bidonville est aussi l'Amérique*[436] A partir du milieu des années cinquante, et notamment à partir des rapports de la CEPAL[437], le discours sociologique commence à considérer la notion de marginalité dans une tentative d'explication de ces « enclaves de la pauvreté » qui se consolident comme telles au lieu de disparaître. La réflexion sociologique de l'époque est la preuve de la fracture existant entre les travailleurs mieux intégrés dans le marché du travail et bénéficiant dans une grande mesure des protections de l'État, et les « marginaux », dont l'expression la plus évidente sont les bidonvilles. Ainsi naît le concept de marginalité. Il est une conséquence de la comparaison de la situation latino-américaine avec celle des pays développés. On constate l'existence d'un « dualisme social » dans le cadre du sous-développement ou de la dépendance, que tous étaient d'accord pour caractériser par la présence de « couches marginales ».

Deux paradigmes opposés furent érigés[438]. L'une des approches, appelée « développementiste », d'inspiration culturaliste, considérait que les changements accélérés qui avaient lieu en Amérique Latine déterminaient la coexistence d'un secteur social traditionnel et d'un autre moderne. La société était définie par un « asynchronisme généralisé » entre dynamiques et groupes centraux et dynamiques et groupes marginaux. Les groupes marginaux étaient vus comme la résultante de la non-adaptation à la vie urbaine et moderne, la *civilisation opposée à la*

---

[436] Verbitsky, B., *op. cit.*
[437] Commission économique pour l'Amérique latine des Nations Unies.
[438] On trouve une analyse intéressante de la littérature de l'époque dans TIRONI, Ernesto : *Autoristarismo, modernización y marginalidad*, 1991.

barbarie[439]. La perversion du bidonville découlait de la confrontation des populations d'origine rurale, porteuses de valeurs traditionnelles, aux exigences de l'urbanité. Ainsi, la marginalité était la conséquence d'un processus d'inadaptation ou d'intégration inachevée. Une fois l'étape de transition accomplie, les individus qui émigraient vers la ville abandonneraient leurs pratiques traditionnelles pour s'adapter au monde moderne, étant intégrés au système de valeurs et aux institutions politiques[440]. La marginalisation était donc pensée comme un phénomène transitoire qui tendrait à disparaître à mesure que les migrants s'intégreraient à la ville, essentiellement par l'internalisation des valeurs propres à l'urbanité, du moment que le processus de développement viendrait à les toucher.

L'autre paradigme, d'inspiration marxiste, trouvait l'explication au problème dans le caractère que prenaient les relations de production dans les sociétés dépendantes. On présentait donc une formule selon laquelle « c'est à partir de l'idée d'une armée de réserve 'excessive' comme fonction d'un marché du travail dépendant qu'il nous semble possible de fonder le concept de marginalité au niveau des relations économiques. [Il s'agirait] d'un ensemble appelé masse de travailleurs marginaux qui comprendrait un sous-ensemble appelé armée de réserve »[441]. Contrairement à l'armée industrielle de réserve de Marx, cette masse marginale n'était pas considérée fonctionnelle au système, puisqu'elle était considérée comme étant totalement exclue de la société[442]. De ce point de vue, à la différence d'un certain optimisme des positions développementistes ou culturalistes, la marginalité était pensée ici comme une conséquence des conditions structurelles de la société et non pas comme un phénomène conjoncturel.

---

[439] L'opposition entre civilisation et barbarie est un topique classique de l'intellectualité argentine d'après la distinction faite par Domingo F. Sarmiento. SVAMPA, Maristella : *El dilema argentino: civilización o barbarie. De sarmiento al revisionismo peronista,* Buenos Aires, El cielo por asalto, 1994.

[440] GERMANI, Gino, *op. cit.* 1962, 1969, 1980.

[441] *Cf.* NUN, José ; MURMIS, Miguel et MARIN, Juan Carlos: *La marginalidad en América Latina*, Buenos Aires, Instituto Torcuato Di Tella, 1968, pp.28-29.

[442] NUN, José : « Sobre población relativa, ejército industrial de reserva y masa marginal », Buenos Aires, *Revista Latinoamericana de Sociología 2*, 1969.

Cette approche apparue à la fin des années soixante était une critique de l'optique développementiste et venait de la constatation que la population des bidonvilles, loin de s'intégrer à la « modernité urbaine », se consolidait comme une frange surnuméraire issue du tout social.

Actuellement, ces approches de la marginalité ne sont pratiquement plus en vigueur dans le langage scientifique[443]. Cependant, l'ancien concept de marginalité conçu par les théoriciens latino-américains avait l'avantage d'attirer l'attention sur deux types de problèmes, sans qu'en réalité les deux paradigmes entrent en contradiction. L'approche développementiste mettait l'accent sur les aspects culturels de ces populations comme une manière de rendre compte de ce qu'on comprenait par « comportements marginaux ». Au contraire, l'approche marxiste montrait les racines « structurelles » du problème de la *villa*, intégrant la marginalité dans un cadre relationnel.

Le bidonville à l'époque de la fracture sociale (1976-1999).

Avec la dictature militaire de 1976-1983 et le début de la destructuration des mondes d'appartenance de l'ensemble des catégories populaires s'inaugure un troisième moment dans l'histoire des *villas* se prolongeant jusqu'à aujourd'hui.

Dans la *villa* actuelle, la proportion des familles de chômeurs, de travailleurs précaires, au noir et sans protection, faisant des petits boulots, des employées domestiques et des vendeurs ambulants, dépasse largement celle des travailleurs plus stables. Il s'agit d'une accentuation et d'une généralisation des situations déjà observées dans la période précédente. Les habitants de la *villa* des années quatre-vingt-dix sont

[443] FASIN, Didier : « Marginalidad et marginados. La construction de la pauvreté urbaine en Amérique Latine », in PAUGAM, Serge : *L'exclusion, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 1996.

l'expression de la précarité de l'emploi la plus forte, travaillant en rapport avec l'économie la plus informelle et possédant les indices les plus bas de scolarité, parmi d'autres. Si l'on peut dire qu'en règle générale, les pauvres d'il y a quarante-cinq ans étaient des ouvriers ou des travailleurs (et des employés comme policiers et employés municipaux) et que ceux d'il y a trente ans étaient des « marginaux », on doit admettre que les pauvres de la *villa* d'aujourd'hui se définissent beaucoup plus à partir de leur relation avec un mode de vie totalement précaire du point de vue de leur intégration sociale. Dans les *villas*, à un rythme très soutenu depuis vingt ans, ils sont de plus en plus exclus de l'emploi, pratiquement de tous les niveaux de l'enseignement, des avantages les plus élémentaires de la technologie, de la sécurité sociale, juridique et policière, de la consommation d'un grand nombre de biens matériels et culturels[444]. La croyance en une promotion sociale ne fait plus partie de leur expérience. La gravité et l'extension de la précarité se sont accrues, à tel point que la *villa* est devenue l'expression urbaine de la marginalité. En effet, la conjugaison de précarité, d'illégalité et de stigmatisation configurent l'expérience de ces habitants comme si elle faisait partie d'un monde entièrement différencié du reste de la ville.

Le bidonville d'aujourd'hui à Buenos Aires peut être perçu comme une enclave faisant partie de la ville comme un corps étrange et étranger. Du point de vue du *villero*, de l'habitant du bidonville, la ville est un univers où l'on se rend afin de se procurer les ressources nécessaires à la vie quotidienne. Du point de vue du citadin, la *villa* est un univers qui échappe aux catégories courantes permettant d'apprendre le monde social. C'est l'une des causes d'un rapport en termes d'étiquetage et de stigmatisation où la compréhension reste à l'écart du dialogue ; dialogue qui n'est possible que dans des rares occasions, du fait qu'il est empêché

[444] Il n'y a pas d'études statistiques qui permettent de caractériser la population *villera* à travers le temps. Les recensements statistiques de l'Instituto Nacional de Estadísticas y Censos (INDEC) ne permettent pas de distinguer la population des bidonvilles. Cependant, au cours des dernières années, on a considéré la villa comme le modèle de la

par une coupure qui de plus en plus tend à séparer la société en deux mondes (*cf. infra,* Deux exemples d'étiquetage de la *villa*).

Ainsi, tout au long de la seconde moitié du siècle, les *villas* gardent leur aspect urbain et le caractère illégal de l'occupation du sol, mais elles voient se modifier leurs caractéristiques sociales et avec elles, l'identité sociale des individus qui les habitent. L'habitat et certaines de leurs conditions sociales n'ont pas évoluées de la même manière. L'illégalité et l'aspect de l'habitat sont plutôt stables : les bidonvilles d'aujourd'hui ne différent pas trop de ceux des années cinquante. Par contre, la condition sociale du bidonville argentin s'est modifié au rythme de l'évolution de la société[445]. C'est dans ce sens que nous disons que ce que la *villa* représente socialement a changé. Elle a été le système d'accueil permettant de s'intégrer à l'emploi et à la ville pour une bonne partie des travailleurs les plus démunis entre les années quarante et cinquante qui effectivement ont trouvé une place dans des quartiers « réguliers ». Ensuite, des années soixante aux années soixante-dix, le bidonville s'est constitué en habitat des catégories « marginales » de l'emploi. Mais actuellement, il constitue l'habitat où se développe un style de vie basé sur l'utilisation de « l'interstice », de la recherche de l'occasion, de la vie au jour le jour : avoir un emploi précaire, ramasser les poubelles pour les revendre, dénicher quelque chose à la municipalité, sortir dans les *barrios* pour quémander, et vivre parfois de la délinquance dans les rues. L'habitant du bidonville, intégrant une communauté, est comme un chasseur au milieu d'une forêt ; il doit connaître chaque recoin afin de saisir les bonnes opportunités offerts par la saison, la conjoncture, le climat, les guichets des institutions ou des ONG, enfin, les politiques publiques. Les possibilités de vivre de leur travail étant diminuées, la ville devient la principale ressource des habitants ; d'autant plus lorsque

---

population pauvre caractérisée par les « Nécessités de Base Insatisfaites - NBI ». *cf.* Chapitre II.

les institutions publiques et l'État sont démissionnaires. La grande ville a toujours constitué une « ressource » pour les travailleurs, et en général il s'agit d'une ressource complémentaire au travail. C'est dans ce sens qu'elle est décrite par Christian Topalov[446]. Or, nous observons une différence qualitative lorsqu'elle devient le ressource principal : les habitants s'éloignent alors de la participation à un système d'échanges reconnu comme constitutif de la société.

Une description écologique des bidonvilles à Buenos Aires : la *casilla*, l'entassement et la localisation marginale.

D'un point de vue écologique, trois traits caractérisent la *villa* comme habitat : a) le type de logement -les plus précaires de la ville-, b) sa configuration interne -caractérisée par des niveaux très élevés d'entassement et le « désordre » dans l'occupation du sol-, et c) sa localisation dans la ville.

a) Les logements.

Les *villas* sont les quartiers où se trouve concentré le plus grand nombre de logements de mauvaise qualité de la ville, et c'est dans la précarité la plus absolue que ces quartiers pauvres connaissent des modifications par rapport aux descriptions qui les caractérisaient au

---

[445] Cette observation montre une limite aux descriptions de type « écologiques » mettant l'accent uniquement sur l'influence de l'habitat sur les comportements.
[446] TOPALOV, Christian : « Les ressources de la grande ville », in *Naissance du chômeur*, op. cit., pp. 50-56.

cours de leurs premières années d'implantation. Ainsi peut-on voir une petite différence entre les *villas* les plus anciennes et celles construites plus récemment, qui tient à l'apparition de la brique dans les murs. En effet, dans de nombreux cas, ces matériaux de récupération qui ont été utilisés pour les premiers logements sont remplacés, au fil des années, par d'autres matériaux moins précaires. Dans les bidonvilles aussi, on commence progressivement à construire en dur.

L'un des principaux traits des *villas* est l'énorme précarité des logements et des matériaux utilisés pour leur construction, à tel point que les habitants de la *villa* ne reconnaissent pas leurs logements comme une « maison », utilisant le terme de « *casilla* » pour les désigner[447]. Souvent, lorsqu'ils commencent à construire les *casillas*, les habitants utilisent des matériaux de récupération tels que des pièces détachées de voitures, des morceaux de tôle, des panneaux publicitaires volés, du bois, du plastique, etc., à tel point que l'utilisation de ces matériaux en vient à caractériser les *villas* pendant leurs premières années de vie. Le résultat est un logement de quelques mètres carrés, avec seulement deux mètres de hauteur et en général composé d'une ou deux pièces où les habitants réalisent l'ensemble de leurs activités. C'est ainsi que par exemple au sud de la ville, la *Villa de los acumuladores* (le bidonville des accumulateurs) a reçu son nom parce que les habitants ont utilisé des batteries de voiture comme matériel principal dans la construction des murs des maisons[448].

Ce type d'habitation est important, au point d'avoir donné lieu au développement de toute une industrie de *casillas* construites en bois pour les murs et avec de la tôle pour le toit. Ces maisonnettes sont très légères

---

447 *Casilla* (baraque, cabane ou maisonnette) : en espagnol, le terme désigne une « maisonnette isolée ou refuge provisoire pour un garde », Diccionario Ideológico de la Real Academia Española, Julio Casares, Barcelone, 1973. En règle générale, la *casilla* est une construction qui n'est pas destinée à un logement, mais à un refuge d'un garde dont le cas le plus typique est celui de la *casilla* du garde-barrière. L'usage donné par les habitants des *villas* à ce terme se réfère à l'idée d'un logement qui n'a pas le statut d'une maison. Il s'agit, à toute évidence d'un mot à connotations péjoratives. Les habitations des *villas* sont aussi nommées *rancho,* cette fois-ci très péjorativement par les gens extérieures au bidonville. Le *rancho* (chaumière) était la maison du *gaucho,* en milieu rural.

et démontables, ce qui permet qu'elles soient livrées sur le terrain du bidonville où le propriétaire procède au montage ; elles peuvent être re-démantelées en cas de déménagement. Ces *casillas* sont vendues par échéances à très long terme et en général le prix payé est très au-dessus du prix au comptant. Pour les plus pauvres, c'est une option viable, car les versements sont peu élevés et le premier paiement leur permet généralement de s'installer. La rotonde de San Justo, dans la banlieue, comme beaucoup d'autres points sur cette ceinture (le *Camino de cintura*) qui est la frontière de la pauvreté extrême du Grand Buenos Aires, est presque exclusivement occupée par les locaux de vente des *casillas* de facture industrielle[449].

Au niveau de l'urbanisation, il est fréquent de trouver suite à l'action d'un homme politique local ou d'un fonctionnaire, des tronçons asphaltés, des robinets distribués sur quelques points du bidonville, une amélioration dans l'installation des câbles électriques et dans l'éclairage, ou encore une paire de machines qu'on a obtenues pour améliorer l'état des rues de terre et pour refaire les caniveaux. De façon sporadique et intermittente, les politiques sociales ont projeté dans quelques *villas* des centres de santé avec la présence d'un pédiatre, des programmes d'alphabétisation et des cantines. Mais ces politiques ont toujours dépendu de la conjoncture et n'ont jamais connu une stabilité dans le temps. Elles sont souvent associées au clientélisme et ont du mal à s'institutionnaliser.

L'amélioration de la qualité des matériaux des logements est souvent décrite en architecture comme une « consolidation » de la *villa*, et, dans leur jargon, les architectes argentins font même mention de *bidonvilles très consolidés*. Par là, on veut rendre compte du fait qu'au fil du temps, les habitants remplacent le sol en terre par du ciment, du carrelage et de la céramique; le mur en bois ou en tôle par la brique et la

---

[448] Ratier, H., *op. Cit.*, 1985.

maçonnerie, sans oublier les quelques arbres qui ont poussé entre les *casillas*. On est dans l'équivalent de la « construction en dur », cependant, les habitants continuent de ne pas reconnaître leur logement de la *villa* comme une maison :

> « On l'appelle comme ça, la *casilla,* depuis toujours, parce que tu n'y es pas comme dans une maison. D'abord, parce que tu sais qu'elle ne t'appartient pas et ensuite, parce que la *casilla*, tu la fais petit à petit, avec ce que t'as, avec ce que tu trouves. En plus... tout le monde peut s'en rendre compte, non ?... Ce n'est pas une « maison »... parce que je crois qu'une maison c'est autre chose. La *casilla*, c'est comme une cabane, c'est quelque chose que tu construis pour vivre, mais tu sais qu'un jour tu mettras toutes tes affaires dans une camionnette et que tu partiras. C'est difficile de te répondre... Toi, quand tu vas dans une *villa*, tu ne vois pas la différence ? » - Carlos, *22 de Enero*[450].

Nous avons interrogé les habitants à plusieurs reprises sur l'idée de *casilla*, mais le degré d'évidence visuelle de la différence entre les logements du bidonville et une maison « normale » (celle des *barrios*), est si élevé que dans tous les cas, le chercheur est poussé à constater par lui-même : *Je sais pas, moi ! La différence, ça se voit, non ?* De toute évidence, la mauvaise qualité des matériaux utilisés, la précarité de la construction et l'exiguïté des habitations s'imposent à tout observateur. Cependant, trois éléments apparaissent dans toutes les descriptions exprimées, avec l'idée que *ça ne t'appartient pas* : la *casilla* n'est pas vécue par ses occupants comme un lieu de leur propriété, elle est toujours provisoire parce qu'on veut toujours en sortir et parce qu'elle garde une

---

[449] Le *Camino de Cintura* sépare la 1e et la 2e Couronnes de l'agglomération . C'est dans la deuxième couronne qui se trouve la plus grande concentration de pauvreté. Cf. Carte 1.

[450] Lors de l'insertion des témoignages, il est indiqué le prénom du interviewé et le nom du quartier auquel il appartient.

énorme distance avec ce qui est perçu comme normal, désirable, acceptable : *une maison digne*.

Ceci nous ramène à la question de l'illégalité. Déjà évoquée, elle concerne tant la propriété du sol que l'accès aux services. Mais ceci va bien au-delà d'une question « légale ». L'illégalité affecte l'inscription territoriale dans son ensemble. Elle met les habitants du bidonville en situation de « faute » vis-à-vis de l'ordre social ; ils se rapprochent du statut du voleur et de celui d'usurpateur. Point de reconnaissance sociale pour celui qui usurpe la place qu'il occupe dans la société. Il faut ajouter que cette condition d'illégalité est une source importante de vulnérabilité et d'instabilité, car le bidonville ne peut pas constituer un « domicile ». On n'a pas d'adresse à noter dans un formulaire, ce qui met en évidence la « distance institutionnelle » dans laquelle se trouve l'habitant du bidonville.

b) La configuration du bidonville.

Malgré l'incorporation de la brique dans les murs, le logement de la *villa* ne s'est pas radicalement modifié au cours des nombreuses décennies de son existence. Si les matériaux utilisés dans la construction des logements ont connu des améliorations, l'entassement n'en subsiste pas moins et la promiscuité s'est aggravée. Au contraire, cette accumulation désordonnée de *casillas* et de personnes a empiré au cours du temps, avec la *consolidation*. Des familles arrivent et repartent; un jour un groupe part d'une *casilla* et le lendemain deux groupes arrivent. Pour quelques uns, la *villa* est un lieu de passage pendant une certaine période, alors que d'autres restent, et deviennent ainsi des *villeros*, comme si les caractéristiques du paysage s'incorporaient aux personnes, forgeant ainsi leur identité. L'entassement propre aux *villas* s'est

maintenu dans le temps parce qu'« aménager » la *villa* (dans le sens de transformer sa configuration en une urbanisation similaire au reste de la ville) aurait pour conséquence la démolition d'une grande partie des maisons, où la ligne droite et le théodolite indiquent aux bulldozers le chemin à suivre.

Ces quartiers sont composés d'une grande quantité de *casillas* dans un espace réduit et avec une grande quantité de personnes par logement. Le degré de surpopulation est surprenant, l'entassement, l'amoncellement des maisons, les unes à côté des autres, comme s'il ne fallait laisser aucun espace libre. Pour celui qui n'y habite pas, il est presque impossible de distinguer des espaces différents. Tout paraît confondu. Il n'y a pas des rues et des trottoirs, des pâtés de maisons et des lots, et l'endroit est pratiquement dépourvu d'espaces verts ou de loisir (si ce n'est par la persistance des terrains de football).

Le passage (*pasillo*), principal espace de circulation, est devenu un élément folklorique dans les descriptions des *villas*. Un mètre de large entre deux murs ici, quatre-vingt ou cinquante centimètres là-bas, entre une clôture de fils de fer et un enclos, il faut essayer d'esquiver la boue et la flaque d'eau et atteindre avec le pied les gravats ou le reste du sol. Il est très fréquent que les *villeros*, lorsqu'ils *vont travailler*[451], emportent deux paires de chaussures : l'une est portée à l'intérieur de la *villa*, pour marcher dans la boue, et l'autre chaussée au moment d'aller au travail, à la consultation médicale ou à la municipalité. Une paire pour le bidonville, un autre pour la ville. Après tout, il est tout à fait naturel que ces deux domaines différents de l'espace social exigent des chaussures différentes comme elle nécessite de la maîtrise de compétences diverses.

Suite à l'entassement des logements sur le terrain, il devient pratiquement impossible de circuler en voiture à l'intérieur. Tous arrivent jusqu'au bord de la *villa* et de là ils doivent continuer à pied par les

[451] Le verbe aller est souligné parce que l'habitant du bidonville doit aller à l'extérieur pour gagner sa vie. Plus précisément, le *villero* dit qu'il *sort travailler* (él sale a trabajar).

passages pour arriver à l'endroit désiré. Le transport est difficile pour tous : aussi bien les passagers que les marchandises, le sociologue que l'assistant social, la police que le service sanitaire; tous doivent emprunter le passage à pied, tourner, faire des zigzags, passer par une cour, et même parfois par l'intérieur d'une *casilla*, pour arriver à l'endroit voulu.

Quelques-unes des caractéristiques de la *villa* sont attribuées à l'attachement des migrants aux coutumes de la vie rurale. C'était notamment le point de vue de Gino Germani, qui attribuait le caractère « marginal » du *villero* au décalage entre les coutumes traditionnelles du paysan et les habitudes modernes de la ville[452]. Hugo Ratier rejoint également cette idée, lorsqu'il signale que les immigrés qui ont donné naissance aux *villas* construisaient leurs logements avec « les éléments offerts par le milieu », agissant de la même manière que l'homme vivant à la campagne. « Là-bas la terre, la paille et la pierre; ici les déchets qui sont trouvés dans la ville : la tôle, le bois, le carton »[453]. Le problème avec cette approche - qui comprend la *villa* uniquement comme le résultat du transfert inadapté des coutumes de la campagne vers la ville -, c'est qu'elle est incapable d'expliquer pourquoi les personnes habituées à vivre dans la campagne construisent des logements avec de tels niveaux d'entassement, ni comment elles le tolèrent. De toute évidence, cette idée qui provient de l'« école de Chicago », selon laquelle « une fois installé dans son quartier, chaque groupe tend à reproduire, aussi fidèlement que le permettent les nouvelles conditions, la culture à laquelle il était habitué dans son ancien habitat »[454], ne permet pas de rendre compte de cet aspect et de l'incorporation de nouveaux paramètres culturels. La primauté explicative de la variable culturelle atteint une telle autonomie qu'elle empêche de voir autant qu'elle éclaire. Paradoxalement, la

---

[452] *Cf.* Germani, G., *op. cit.*, 1980.
[453] Ratier, H., *op. cit.*
[454] *Cf.* WIRTH, Louis : *Le ghetto*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1980, p.290.

richesse descriptive résultant de ce type d'approche théorique est incontestable.

L'entassement provient de la nécessité de tirer profit au maximum des bonnes localisations des terrains dans la ville, surtout par rapport au lieu de travail (ou aux zones plus riches du point de vue de la débrouillardise). Mais aussi du manque de planification dans l'usage du sol de la part des occupants et de l'absence d'une organisation collective, capable de trouver un accord entre la nécessité individuelle de ceux qui cherchent un endroit dans la ville et les exigences du groupe pour l'aménagement du territoire. L'établissement de cette migration à la recherche d'un emploi, qui a donné naissance aux *villas* aux années quarante, présentait deux caractéristiques centrales : il fut spontané et désordonné. Sans aucun doute, ce désordre dans la configuration des *villas* est devenu un trait distinctif qui a marqué leur vie jusqu'à nos jours. Ceux qui arrivaient à Buenos Aires et qui réussissaient à se faire engager dans une usine ou un bureau, s'installaient avec un groupe de camarades de travail sur un terrain vague. Ensuite, on faisait venir la famille, les frères, parents, amis, habitants du village d'origine, et tous s'installaient, pratiquement sans aucune appartenance, dans quelque endroit de la ville[455]. Ceci est à tel point vrai, que certaines *villas* se distinguent par l'origine migratoire de leur population. C'est le cas de la *villa Bajo Flores* qui est actuellement connu comme la *Villa de los Bolivianos*, ou de la petite *villa* construite sous le pont de l'Avenue Córdoba et les voies du chemin de fer (délogée en 1996), habitée par une majorité d'habitants de la province de Tucumán. Lidia de la Torre signale que déjà en 1956, dans la Villa INTA étaient concentrés tout

[455] L'observation faite par Collette Pétonette sur les bidonvilles parisiens des années 1970 dans le sens qu'ils constituaient un moyen d'intégration des nouveaux venus à la ville est exact et elle correspond en partie à la *villa* des annés 40 en Argentine. Le problème de cette approche apparaît lorsque le bidonville se consolide et s'installe, et qu'une nouvelle génération y naît. Tel que nous l'avons signalé, la « fonction » prépondérant du bidonville est variable. *Cf.* Pétonnette, C., *op. cit.,* 1979 et 1982.

spécialement des habitants du littoral, alors que ceux provenant de Santiago del Estero étaient regroupés à Villa Pirelli[456].

Cette logique de l'« addition » a dominé le peuplement des *villas* : une personne à côté de l'autre, une famille qui se rallie aujourd'hui et une autre demain, une nouvelle *casilla* qui est soutenue par celle d'à côté, jusqu'à remplir entièrement le terrain qui devient petit à petit une *villa*. (Il est important de retenir cette logique d'occupation du sol qui est exactement à l'opposé de celle de l'*asentamiento*, guidée par la planification, comme nous allons le montrer dans les Chapitres IV et V).

Comme conséquence de cette spontanéité et de ce manque d'organisation dans la maîtrise de l'espace, l'observateur extérieur à l'impression qu'il n'y a là aucune espèce d'ordre (même s'il y a une certaine logique pour ses propres habitants). Depuis la construction d'une ville jusqu'à celle d'une maison, l'aménagement urbain implique une certaine idée de projet, il présuppose une organisation sociale capable d'ordonner sinon de planifier[457]. Ensuite, une fois la ville construite, ces produits de l'action sociale que sont les murs et les toits, les routes et l'infrastructure, deviennent une nature construite, très difficile à modifier, au moins du point de vue individuel, pour chaque habitant. Comme nous l'avons dit, la *villa* est construite sans plans, comme un campement par addition, où une petite pièce s'ajoute à l'autre, unissant des toits, des clôtures et des murs, guidés par la contiguïté et la nécessité de ceux pour qui la société ne réserve pas d'autre place. Se faire une place dans une ville qui est déjà là, bâtie, prise, occupée, implique toujours la forcer, transgresser son ordre, chercher à profiter au maximum de ses interstices. Faute de place dans la société, il faut s'en faire une dans la ville.

L'action sociale est guidée par une toute autre logique que celle qui guide le reste de l'urbanisation. Ici c'est l'occupation d'un interstice au

---

[456] *Cf.* De La Torre, L.*, op. cit.,* 1983, p.293.

sein d'une urbanisation qui exclut, où le rapport d'extériorité domine la relation entre le bidonville et la ville, celle-ci étant représentée dans la figure du quartier.

c) La localisation dans la ville.

La localisation du bidonville dans la ville a une grande importance puis qu'elle montre la place qu'y occupe le quartier marginal. C'est-à-dire, loin de toute redondance, l'analyse de la localisation va au-delà du placement dans la carte. Cette analyse implique une compréhension de la ville, ses sites et leurs significations attribuées.

Ainsi, en ce qui concerne la localisation des *villas* dans la ville, le passage du temps a aussi impliqué des changements. Bien qu'il y ait des bidonvilles à Buenos Aires depuis quelques cinquante ans, la place qu'ils occupent dans la ville et dans la société change doublement. Premièrement parce qu'ils se localisent différemment ; et deuxièmement, parce que quelquefois les mêmes places occupées ont une autre signification du point de vue des habitants de la ville, du marché immobilier ou de la planification urbaine.

A ses débuts, la localisation des *villas* dans la ville était déterminée par la proximité des lieux de travail ou par l'accès aux moyens de transport qui y conduisent. Dans le cas de la Capitale Fédérale, les *villas* se sont localisées dans les quartiers de Lugano, Bajo Flores et Mataderos, dans la zone de Retiro, dans la zone de Puerto Nuevo et dans celle du Bajo Belgrano; toutes des zones industrielles des années trente et quarante.

---

[457] Il n'est pas nécessaire d'aller jusqu'à l'extrême d'un Haussmann pour voir la présence d'un ordre territorial et d'une régulation souvent très strictement réglementés dans toute cité.

Carte 3 : localisation des bidonvilles (Lidia de la Torre).

L'habitant des premières *villas* cherchait un endroit pour vivre à proximité de son lieu de travail. Pour comprendre la localisation actuelle des *villas* à Buenos Aires, il est nécessaire de tenir compte de ce qu'était la ville dans les années quarante. A ce moment-là, les terrains occupés par les *villas* étaient pratiquement dépourvus d'infrastructures de services, situés en général à des niveaux bas et inondables, et avec une grande concentration d'industries.

Les endroits occupés aujourd'hui par les *villas* dans la Capitale sont les mêmes que ceux d'origine, mais ils n'ont plus aujourd'hui la même signification, pas plus qu'ils ne reflètent la situation d'alors. Avec le changement de l'environnement urbain qui lui donne sens, la signification donnée à un certain endroit change elle aussi. Ainsi, les zones occupées par les *villas* dans les années 1930, 1940 ou 1950 étaient des terres marginales vis-à-vis du marché immobilier, de la beauté du paysage ou de la nécessité stratégique de l'urbanisation de la part de l'État. Actuellement, ces terrains ont dans de nombreux cas une valeur immobilière très élevée (comme c'est le cas de Retiro, où se trouve le bidonville le plus grand à Buenos Aires, dit *villa 21*) ou se situent à proximité des lieux de résidence de catégories sociales avec des revenus élevés (comme c'est le cas du quartier de Belgrano), d'où les tentatives successives pour expulser les *villeros* et les relocaliser dans des zones suburbaines. En effet, avec la croissance de la ville et le déplacement de l'usine vers le Grand Buenos Aires aux environs des années soixante, les bidonvilles ont commencé eux aussi à s'implanter dans les nouvelles banlieues de la ville. On recherche alors de terrains socialement moins valorisés (où le risque d'expulsion est donc mineur) et la proximité des sources de travail.

Actuellement, une partie des *villas* est revenue dans la Capitale, après en avoir été délogées dans les années soixante-dix (sous la dictature militaire, nous y reviendrons) et la majorité de celles qui s'étaient installées dans la banlieue se sont maintenues, le nombre de bidonvilles

ayant augmenté. Cependant, les *villeros* actuels ne recherchent pas un emploi dans une usine, dont ils sont pratiquement exclus, mais un interstice dans la ville qui leur permette de se procurer les moyens de subsister. Ainsi par exemple, la *villa Borgward* s'étend à côté de l'usine des moteurs d'origine allemande dans la localité de San Alberto, dans le district de La Matanza. Établie dans les années soixante et très active jusqu'aux années quatre-vingt, l'usine attire un nombre important de travailleurs qui bâtirent le bidonville et le baptisent du nom de l'usine. Le lieu de la localisation change complètement de sens une fois l'usine fermée. Aujourd'hui le bidonville perdure là parce qu'il est à proximité d'une avenue (l'Av. Crsitianía, *cf.* Carte 4, pp. xx), le réseaux de transport en commun permet d'atteindre San Justo, Capitale du district et point de concentration où l'on peut aller « chasser » quelque chose.

Culture du bidonville ? L'identité stigmatisée.

Jusqu'ici, nous avons décrit certains des processus sociaux constitutifs du bidonville argentin en articulation avec l'évolution du pays, ainsi que quelques tentatives de l'expliquer le « phénomène du bidonville », notamment à travers le concept de marginalité. Mais, il nous faut aussi prendre en compte la manière dont l'existence même de la *villa* et la stigmatisation du *villero* ont une influence sur l'identité de ceux qui y habitent. C'est là une question beaucoup moins étudiée que la première, bien qu'elle soit au centre du problème[458]. Car il existe une donnée qui, bien qu'évidente, n'est pas pour autant dépourvue d'intérêt : la

[458] On trouve l'une des premières analyses des représentations sociales attachées aux mots *villa* et *villero* (le bidonville et son habitant) parmi ceux qui vivent à l'intérieur et en dehors du bidonville, chez GUBER, Rosana : « Villeros o cuando querer no es poder », in Guber, R. & Gravano, A. : *Barrio sí, villa también*, Buenos Aires, CEAL, 1991.

permanence des *villas* dans le temps, le fait qu'elles existent depuis très longtemps. Depuis que les premiers bidonvilles se sont implantés à Buenos Aires jusqu'à ce jour, soixante années ont passé, et cette permanence tend à transformer la *villa* en un mode de vie, ce qui est à la base d'une naturalisation du phénomène.

Actuellement, les termes de *villa* et de *villero* ont pris une grande importance dans le langage commun des Argentins, dans la mesure où ils sont devenus des « étiquettes sociales »[459] par lesquelles on désigne les habitants de ces quartiers. Cependant, le mot *villa* en espagnol a un sens antérieur à celui donné lorsqu'on a commencé à l'utiliser pour désigner ces bidonvilles argentins[460]. Proche de son acception française, le terme définit un certain type de petites villes, parfois touristiques, faisant penser à une condition positive de l'endroit ainsi désigné, voulant indiquer qu'il est prestigieux, beau, etc. Par ailleurs, le terme est presque toujours composé, ajoutant au mot *villa* un autre terme adjectivant qui fait allusion à ses qualités (*Villa* Jardin par exemple). Ainsi, lorsque les habitants eux-mêmes ont désigné par « *villas miseria* » ces quartiers pauvres, ils donnaient un contenu ironique au terme. De même en Uruguay, les bidonvilles sont appelés *cantegriles*, mot utilisé pour désigner certaines villas de la très riche station balnéaire internationale Punta del Este. Dans cette utilisation, le terme *miseria* (misère) indique clairement quel est le privilège de cette sorte de *villas*. Par ailleurs, le nom de chacune d'entre elles est en relation avec le matériau utilisé pour la construction des logements (*villa cartón* [bidonville carton], *villa de los acumuladores* [bidonville des accumulateurs], *villa piolín* [bidonville ficelle], *villa tachito* [bidonville boîte en fer-blanc ou peut-être « bidon-

---

[459] Voir à ce propos les importantes apports de la « *labelling theory* » et des travaux qu'elle a inspiré. Pour un analyse critique des différentes perspectives, *cf.* PITCH, Tamar : *Teoría de la Desviación Social*, México, Nueva Imágen, 1980.

[460] Une définition du terme indique que la villa est une « population qui a quelques privilèges grâce auxquels elle se distingue des bourgades ou villages » ou une « maison de plaisance isolée située à la campagne » (dans ce sens le terme se rapproche ici de sa signification en français), Diccionario de la lengua española de la Real Academia Española, 21da ed., 1992.

ville »], *villa basural* [bidonville décharge]), avec la proximité d'un centre industriel (*villa* Borgward, *villa* Pirelli, *villa* La Armonía), avec l'appartenance à un quartier (bidonville de Bajo Belgrano, bidonville de Bajo Flores). Parfois le nom du bidonville est l'occasion de jeux idiomatiques ironiques où les habitants montrent de manières différentes la conscience qu'ils ont de la position qu'ils occupent dans la société : *villa Insuperable* (bidonville Insurmontable), *Ciudad Oculta* (Ville Occulte), *villa Nueva Argentina* (bidonville Nouvelle Argentine)[461]. Le langage officiel les a appelées « *villas de emergencia* » (bidonville d'urgence), voulant par là faire allusion à l'idée que les conditions d'habitat de la population seraient transitoires. Dans le cas de la Capitale Fédérale, on les a énumérés (*villa de Emergencia N°21* pour désigner par exemple la *villa* de Retiro), quand le pouvoir public a reconnu dans le bidonville un problème social et a commencé par les mesurer, les comptabiliser, les répertorier par des numéros.

Ainsi, le mot *villa*, désignant à son origine en espagnol un site prestigieux, acquiert une signification complètement différente au contact de la population marginale. Devenant polysémique, le terme ouvre la voie à l'ironie, la stigmatisation, l'étiquetage, la qualification (ou plutôt la disqualification), la différentiation et l'identification sociale.

Même si d'un point de vue culturel, on peut dire que l'identité des catégories populaires a toujours été en tension entre le fait d'être travailleur, c'est-à-dire *vecino* (l'habitant de quartier) et celui d'être *villero* (l'habitant de bidonville), il existe un certain imaginaire collectif selon lequel, les *villeros* sont affreux, sales et méchants, en plus d'être délinquants, fainéants et ignorants. Ils constituent l'envers de l'idéal représenté par celui qui « dans son vêtement comme dans toute sa personne, réalise le type de ce qu'on pourrait nommer le mendiant de

[461] Lidia DE LA TORRE fait également référence aux noms des *villas*, en signalant le cas d'une d'entre elles appelée *Pequeña Venecia* (Petite Venise) pour désigner un bidonville qui « s'est situé sur les petites îles qui s'étaient formées avec les déchets que les camions de ramassage jetaient sur un lac constitué à partir d'une dépression du terrain, îles qui communiquaient entre elles par des passerelles chétives », *op. cit.*, p.290.

bonne compagnie, l'extrême misère combinée avec l'extrême propreté », ce « mélange assez rare » représentant l'exigence absolue d'être « très pauvre et très digne »[462]. Cet idéal, présentant toujours des variations sur un même thème, du Paris du XIXe siècle jusqu'au Buenos Aires du XXe, sert plutôt comme outil de disqualification de celui qui n'y entre pas. En même temps, du point de vue de l'analyse sociologique, cet idéal de misérable permet la compréhension par opposition de ce qui constitue sa forme négative.

Pour d'autres et dans un sens plus spécifiquement argentin, la *villa* est le lieu des *cabecitas negras* (petites têtes noires[463]) ou le résultat de *l'alluvion zoologique* (selon le nom reçu par le courant migratoire qui a *envahi* les rues de Buenos Aires dans les années quarante). Les nouveaux habitants d'origine indigène très marquée, nuisaient à l'image européenne d'une ville jusqu'alors blanche.

Il est vrai que la *villa* dérange le paysage urbain et constitue une sorte de *ghetto* de la misère présente en plein milieu de la ville. Ainsi, d'une certaine manière, la *villa* représente une espèce de pôle négatif dans l'image que la société a d'elle même. Peut-être parce que cet ensemble informe de logements désavoue l'image de progrès, de bien-être ou d'égalité d'opportunités que la société a voulu se donner d'elle même. Peut-être aussi parce que dans le pays qui s'est pris lui-même pendant plus d'un demi siècle pour *le grenier du monde*, qui a été une terre prospère pour des centaines de milliers d'immigrés européens, la *villa* renvoie une image qui porte préjudice à l'identité nationale. Parce que tant pour ceux qui sont en dehors que pour ceux qui y habitent, vivre dans la *villa* implique avoir les « attributs » du *villero*, comme si la précarité des logements était imprégnée dans la qualité humaine des

---

[462] La citation est, évidemment, de Hugo dans *Les misérables*. La figure ne constitue pas celle d'une catégorie réelle de la misère, mais elle représente clairement l'idéal du bon pauvre. HUGO, Victor : *Les misérables*, Gallimard-La Pléiade, 1951, p. 406-407.

[463] *Cabecita negra*: nom d'un oiseau à la tête noire par lequel on désigne la population indigène arrivée à Buenos Aires depuis le nord du pays.

habitants de ces quartiers[464]. Dedans et dehors, la *villa* définit un style de vie. Conformément à l'étiquette sociale, l'habitant est traité comme un *villero*, et considéré comme un *villero* se comporte-t-il sûrement comme un *villero*. Sur ce point, il devient nécessaire d'approfondir la question.

Il est intéressant ici de rappeler brièvement quelques dualismes dans lesquels se situe l'identité du sujet stigmatisé. D'après les analyses d'Erving Goffman, le terme « stigmate » se réfère à un attribut qui porte un discrédit profond de la personne[465]. On a l'impression que la personne qui a un trait stigmatisant n'est pas « totalement » humaine, ce qui conduit à créer une idéologie destinée à expliquer son infériorité et à rendre compte du danger qu'elle représente. On attribue au sujet stigmatisé à la fois une série d'imperfections (les *villeros* sont considérés fainéants, délinquants, subversifs) et de conditions « valorisantes », souvent de type surnaturel (la capacité de survivance, la solidarité ou l'amour filial dans la famille du bidonville engendrant toujours de l'admiration). La note « surnaturelle » de la qualité valorisante rasure le sujet stigmatisant : *c'est admirable, mais pas normal.* Mais, le trait principal de ce concept c'est que le sujet stigmatisé a les mêmes croyances sur sa propre identité que le reste de la société. Son identité est en tension entre son auto-perception comme un être humain « normal » et son auto-considération stigmatisée, c'est-à-dire la conscience d'être un *villero* avec toute la charge sociale négative que le mot comporte. Ainsi, d'un côté il se croit un être humain normal, même s'il perçoit que les autres ne l'acceptent pas et ne le traitent pas à égalité de conditions. Mais de l'autre côté, les représentations qu'il a incorporées de la société le conduisent à se mettre en garde face à sa condition « défectueuse » et à accepter qu'il est loin d'être comme il faudrait qu'il soit. *Moi, je ne suis pas un villero. Celui-là en est un vrai,* nous a dit un *villero* devant la maison misérable de son voisin juste un peu plus misérable que lui.

---

[464] Au Brésil, également, les habitants des *favelas* sont devenus des *favelados*.
[465] *Cf.* GOFFMAN, Erving : *Estigma. La Identidad deteriodada*, traduction espagnole, Buenos Aires, Amorrortu, 1986.

Le fait que le *villero* occulte le plus souvent son lieu d'habitation est une preuve de la stigmatisation dont il souffre : le bidonville ne constitue pas un « domicile », ni légalement ni socialement reconnu. Il l'occulte dans plusieurs situations. Il doit le faire lorsqu'il cherche à s'intégrer dans une quelconque institution formelle, sauf lorsqu'il cherche à bénéficier d'aides sociales ou à être assisté. Souvent, il doit le cacher pour inscrire ses enfants à l'école d'un *barrio* proche. Comme nous a signalé une institutrice d'une école publique de Ciudad Evita :

> « Nous ne pouvons pas laisser que l'école se remplisse de *villeros*, parce que sinon le niveau [éducatif] tombera. C'est pour ça qu'ici, nous demandons aux enfants un justificatif de domicile pour les inscrire [...] Il faudrait des écoles spéciales pour les enfants de la *villa*, parce que leur situation familiale fait qu'ils sont très violents et qu'ils ont beaucoup de problèmes d'apprentissage. »

Il doit également cacher son lieu d'habitation pour se présenter à un travail formel, pour avoir un domicile légal dans ses papiers ou pour acheter quelque chose à crédit. Aussi, il doit le cacher - quand il y arrive - face au réquisitoire de la police s'il ne veut pas être *arrêté pour recherche d'antécédents*[466], puisque la condition de *villero* suffit comme preuve de délinquance et devient souvent une cause de mauvais traitements dans les commissariats de police. Mais le *villero* cache également son domicile dans ses relations quotidiennes informelles car, en occultant son lieu d'habitation il cache en même temps son statut qui est, il le sait, stigmatisé.

---

[466] Cette « formule » (*averiguación de antecedentes*) est le prétexte légale de la police argentine pour l'arrestation sans autre justificatif et la prolongation la détention. Il constitue un héritage des gouvernements militaires utilisé tant dans la répression politique que sociale.

Il ne le fait pas dans certaines occasions, très particulières. Par exemple, lorsque sa condition de *villero* lui permet de bénéficier d'un programme d'assistance sociale. Là, face à la bienfaisance publique, le *villero* veut se montrer comme l'extrême victime de la société, qu'effectivement il est, et le stigmate devient un atout qu'il peut mobiliser. Une autre situation, cette fois d'affirmation de sa condition, c'est lorsque le *villero* se trouve parmi ses pairs. Il se reconnaît positivement dans sa condition, cherchant ainsi à se différencier du reste et de donner du sens au « nous ». On peut voir cela clairement par exemple, dans l'attitude des jeunes qui, dans l'adhésion à un certain genre de musique (en général différentes sortes de « *hard rock* ») trouvent une identité qui leur permet de se reconnaître avec une certaine authenticité face à d'autres domaines de la culture rock qu'ils considèrent comme *careta* (bourge) et représentant les *chetos* (l'équivalent argentin du BCBG ou du NAP), faisant par là référence à l'hypocrisie qu'ils attribuent aux couches à plus hauts revenus, qui suivent la consommation de produits culturels à la mode. Fréquemment, la condition de *villero* est associée par les jeunes du bidonville à une connotation positive vis-à-vis de l'attitude violente : le fait de *tener aguante* (« ne pas lâcher », ne pas craindre la violence dans un affrontement avec la police, par exemple), exprimé par le mépris à l'égard de certaines normes et de l'autorité, est considéré comme quelque chose de valeureux; ce que Goffman appelle « fanfaronnade »[467].

Les bidonvilles avaient été investis comme lieu de militantisme de la part de la « nouvelle gauche » dans les années soixante-dix. Des courants de l'« Église du tiers monde » et d'autres groupes « basistes » d'inspiration diverse y avaient trouvé un lieu privilégié représentant les contradictions de la société. Cela a été interprété par les militaires comme

[467] François Dubet trouve aussi dans le rock une marque d'identification utilisée par les jeunes en « galère » dans les « cités » des banlieues françaises. *Cf.* DUBET, François : *La galère : jeunes en survie,* Paris, Fayard, 1987. Il observe également une fonction « expressive » dans la violence, aussi bien dans la révolte que dans une attitude d'effrayer ou de faire peur.

une preuve de plus de la corruption propre à ses endroits. Les généraux prirent ainsi les bidonvilles comme un objectif militaire de plus en les considérant comme un terreau propice à la subversion. Cette situation a sans doute contribué à la méfiance générale avec laquelle sont considérés les bidonvilles. Après la dictature, quand la subversion a cessé d'être une réalité, la délinquance a pris le relais comme source de fantasmagorie.

Dans un autre sens, le fait d'être *villero* est vécu comme une honte, dans une connotation permettant de différencier le « marginal » du « pauvre » et donnant lieu aux comportements que Goffman qualifie de repli sur soi. On présente souvent le contraste entre le *villero* et cet autre pauvre que l'on reconnaît comme étant entrepreneur, travailleur et surtout, celui qui a réussi à sortir de la *villa* : le *bon pauvre*[468]. C'est là où l'étiquette de *villero* rejoint le fait de rester dans la *villa* et acquiert une dimension de fatalité. *De la* villa*, on n'en part jamais plus*, comme de l'asile ou de la prison.

Une autre face de cette situation est reflétée par ce qui arrive à celui qui se met directement en rapport avec un *villero* et qui se surprend à le découvrir comme un être humain à part entière, comme tout le monde, et à qui rien ne manque : un sujet normal. Inévitablement, il se demande : *Comment se fait-il que cet homme, qui est si bon, si travailleur et si intelligent, ne fasse rien pour sortir de la villa ?* Nous avons entendu cette question dans plusieurs versions, aussi bien dans la bouche de ceux qui emploient une femme de ménage ou un maçon du bidonville, que dans celle des travailleurs sociaux, sociologues et éducateurs, et cela confirme une fois de plus le stigmate[469]. En effet, la formulation de la question provient de la croyance qu'effectivement, l'habitant de la *villa* est un *villero*. Alors, pour celui qui se trouve face à un sujet normal, la question

---

[468] Ce qui n'est qu'une autre forme de représentation de la combinaison idéale de pauvreté et propreté.

[469] C'est le cas d'une jeune sociologue connue de l'auteur qui menait une enquête de type ethnographique auprès du bidonville Bajo Flores, dans la Capitale. Un an après le début de l'enquête le sociologue abandonne parce qu'elle *ne peut plus supporter* que la famille avec laquelle elle travaille *ne fait rien pour sortir de là. J'ai essayé de les aider sans aucun succès. Ils ne veulent pas m'entendre*, nous dit-elle.

représente une équation simple : *Comment lui, qui n'est pas un villero peut-il vivre dans une villa ? Pourquoi ne s'en va-t-il ?*

La seule formulation de la question rend compte de deux facteurs en même temps. Le premier, c'est la fragmentation qui s'exprime par la distance sociale à travers laquelle se configurent les cadres urbains dans la société actuelle. Cette distance sociale réduit au minimum les contacts interpersonnels entre sujets provenant d'univers différents. Cette fragmentation est exprimée par l'impossibilité de comprendre l'autre et de le percevoir comme un être humain, comme une personne, comme un sujet « normal ». Le second facteur concerne l'association ou l'identification qui se produit entre le domaine urbain et la condition de l'autre, où l'identité se définit à partir de l'habitat où l'on vit. De telle sorte que celui qui habite dans une *villa* devient automatiquement un *villero*. Cette association entre les sujets et leur habitat agit en même temps dans un double sens : d'un côté, comme nous l'avons signalé, l'habitant de la *villa* devient un *villero* précisément parce qu'il y habite, comme si l'âme était façonnée par l'environnement. De l'autre, l'habitat est une *villa* parce que c'est là qu'habitent les *villeros*, comme si ceux qui y habitaient pouvaient transporter la nature de leur âme pervertie sur tout ce qu'ils touchent.

Ces deux facteurs favorisent les interactions en termes d'étiquetage social et de stigmatisation de l'identité de l'autre. C'est pour cette raison que celui qui vit en dehors de la *villa* et qui entreprend une relation personnelle directe et stable avec un habitant d'un bidonville, où interviennent des liens affectifs, voit ses schémas bouleversés. Parce que, à partir du contact affectif, cet autre qui avait été étiqueté de *villero* se révèle souvent de manière surprenante comme étant un être humain.

Deux exemples d'étiquetage de la *villa* : les *plans de déracinement* et les journaux télévisés.

Les plans *d'éradication*.

Depuis que ce type de quartiers existe, les différents gouvernements ont voulu *erradicar* (éradiquer) les bidonvilles de Buenos Aires comme s'il s'agissait d'une peste endémique[470]. En 1935, le commissaire Re, chargé de déloger le premier bidonville du territoire de Buenos Aires déclarait que par ce procédé *l'existence des bidonvilles a pris fin*[471]. Cependant, les *villas* sont réapparues et à partir de 1955 on a recommencé à mettre en place des plans successifs pour les déraciner.

Le gouvernement de la Municipalité de la Ville de Buenos Aires de la dernière dictature militaire (1976/83) avait lancé le plus grand *plan d'éradication* des bidonvilles dans le cadre de la Capitale Fédérale, précipité par l'imminence du Championnat Mondial de Football en 1978 afin de présenter au monde entier une bonne image du pays[472]. Au mois de juin 1977, la *Comisión Municipal de la Vivienda* (Commission Municipale du Logement) entreprend la suppression de tous les bidonvilles de la Capitale Fédérale, objectif qu'elle se proposait d'achever dans un délai de quatre ans[473]. Osvaldo Cacciatore, alors maire militaire, informe lors de la commémoration du IVe Centenaire de la Ville de Buenos Aires, en juillet 1980, que 145.000 personnes avaient été délogées. Et dans une conférence de presse de 1981, le responsable de l'opération *d'éradication* déclare que 30.062 familles *villeras* recensées en 1978

---

[470] *Erradicar* (Déraciner) : (du latin *eradicāre*) Arracher dès la racine. *Diccionario de la lengua española, Real academia española, op. cit.* Supprimer radicalement. *Diccionario Ideológico de la Real Academia Española*, *op. cit.*.

[471] RE, Juan A. : *El problema de la mendicidad en Buenos Aires. Sus causas y remedios*, Buenos Aires, Biblioteca Policial, 1937. Cité par Lidia DE LA TORRE, *op. cit.*, p. 297.

[472] Sans doute, tel qu'on l'a signalé, le fait que les militaires considéraient les bidonvilles comme un refuge pour les militants de gauche constitua un motif supplémentaire à leur volonté d'éradication.

[473] Voir DE LA TORRE Lidia, *op. cit.* 1983, et YUJNOVSKY Oscar, *op. cit.,* 1983.

avaient été expulsées. Comme on peut le constater dans le Tableau 7, pendant le gouvernement militaire, la population *villera* dans la Capitale a été réduite de 94%, passant de 214.000 à 12.600 habitants. Le gouvernement militaire mis en œuvre le plan avec la dureté du métal. Dans un premier temps, l'armée fit monter les gens sur des camions pour les déposer sur un terrain vague de la banlieue, puis les bulldozer rasèrent les *casillas*[474]. Au cours de cette opération, dans un pâté de maison du centre ville (situé entre l'Av. Córdoba, et les rues Anchorena Paraguay et Jean Jaurès), furent démolis un bidonville et un taudis pour les remplacer par la place Antonietti, aujourd'hui un espace vert près des quartiers chics et de quelques Facultés. L'énorme bidonville situé à l'angle de l'Av. Lacarra et l'Autoroute Dellepiane fut également rasé très rapidement mais là, le terrain ne fut pas réinvesti et quelques années plus tard, sous le premier gouvernement démocratique, les gens le remirent sur pied et le peuplèrent presque avec la même rapidité.

En plus de l'opération commencée à cette date, qui fut spectaculaire par la rapidité et la violence avec lesquelles elle fut menée, il y avait déjà des projets de gouvernements antérieurs pour éliminer les *villas* de la Capitale Fédérale. Ces tentatives réitérées de faire disparaître les bidonvilles de la ville expriment le désir tacite de la population urbaine d'ôter les *villeros* de leur vue : *peu importe que les villas existent, pourvue qu'elles ne se voient pas*.

D'un côté, cette attitude est fondée sur la conception de la marginalité comme un attribut génétique d'une population qui subit en réalité ses propres conséquences : la marginalité étant conçue comme le résultat du fait qu'il existe des marginaux et non pas comme la conséquence des processus de marginalisation ou d'appauvrissement. De telle sorte que le problème devrait se résoudre en éliminant les individus

[474] Les témoignages des familles qui furent délogées de leurs maisons et laissées pendant la nuit dans un terrain vague sur une route quelque part dans la banlieue, sont particulièrement émouvants et concordants. Complètement désorientés, sans savoir où ils étaient et sans rien de plus que ce qu'ils avaient sur eux, ils avaient perdu leur lieu

porteurs du mal. Mais, d'un autre côté, c'est aussi le résultat de l'association entre l'habitat et l'identité que nous signalions ci-dessus, avec la croyance qui en découle : la marginalité devrait prendre fin avec l'élimination du lieu d'habitation. Dans ce sens, il existe la nécessité de différencier une « culture du pauvre », comme conséquence du partage d'un certain nombre de conditions sociales, des étiquettes à travers lesquelles on frappe de discrédit un groupe social.

Le problème renvoie à une question complexe. Comme nous le savons, après des études du type de celles qui ont été menées par Oscar Lewis au Mexique ou à Puerto Rico, Robert Park à Chicago ou Richard Hoggart en Angleterre, les conditions de vie partagées (dans la pauvreté, mais on ferait le même constat dans d'autres milieux sociaux) contribuent à la formation de stratégies de survie, de valeurs ou d'attitudes communes, même des « styles de vie durables ». Jusque là nous sommes sans problème dans l'idée de la « culture de la pauvreté »[475]. Or, cette « culture », considérée comme étant à l'origine des « conduites déviantes » sert aussi de base à l'étiquetage et à la stigmatisation des populations. En effet, plus la fragmentation est marquée et la distance sociale prend la forme d'un fossé, plus les conduites de l'habitant du bidonville s'éloignent des normes propres à l'habitant de la cité. Le stigmate servant de rempart pour ceux qui regardent de loin prend alors appui sur la description des aspects isolés de cette culture : l'alcoolisme, la drogue, la délinquance ou la violence familiale deviennent les thèmes préférés d'une disqualification sociale qui se justifie elle-même en montrant sa base réelle.

Comme dans le cas du *ghetto* noir nord-américain, à travers la notion d'*underclass*[476], en Argentine on qualifie la population *villera* de

---

d'appartenance et leur place dans la ville. Ensuite en général ils perdaient leur emploi et tout était à recommencer. *Cf.* BELLARDI et DE PAULA, *op. cit.*, 1986.

[475] Nous pourrions même aller plus loin et dire avec Pierre Bourdieu que « les conditionnements associés à une classe particulière de conditions d'existence produisent des *habitus* ». *Cf.* BOURDIEU, Pierre : *Le sens pratique*, Paris, Minuit, 1980, p. 88.

[476] Pour Wacquant, « l'underclass est un lieu-dit de l'espace social, lieu honni, fui et perçu de loin (et de haut) sur lequel chacun peut projeter ses fantasmes. Plutôt qu'une

marginale (bien évidemment dans un usage du terme complètement éloigné du sens que lui a donné la sociologie). De cette façon, on prétend décrire le *villero* comme le porteur d'une « culture » qui l'empêche de s'intégrer à la société et qui le conduit à construire un monde propre dominé par la violence et les coutumes antisociales. Le *villero* est transformé en modèle de « mauvais pauvre » de la société. Il est celui qui, dépourvu des valeurs nécessaires au progrès, n'arrive pas à s'organiser pour défendre ses droits ni à structurer sa carrière de vie autour du travail, de l'éducation et le désir de la promotion sociale. Ce sont ces conceptions qui transforment la *villa* en un univers étranger, pour être montré à la télévision ou pour être décrit comme une sorte de sujet exotique, et qui concourent au triomphe de l'idée selon laquelle sa condition comme une espèce de *ghetto* séparé du reste de la ville est tout à fait conforme à la nature ou sa culture.

Les journaux télévisés et la presse écrite.

Observons à présent un « épisode policier » qui a eu lieu dans la localité de Ciudadela, dans la banlieue de Buenos Aires, au cours des premiers mois de 1996. D'après la présentation qui en a été faite par la presse, cet épisode rend compte d'un autre aspect du même phénomène de stigmatisation. Un kiosque d'un quartier pauvre est attaqué à main armée par un jeune. Le commerçant résiste l'assaut et le frappe avec un marteau. Le jeune meurt à cause des coups. Le commerçant est arrêté. Le jeune habitait dans une *villa* à 200 mètres du kiosque et était *le chef d'une bande de délinquants qui attaquait sans cesse* <u>*les habitants du*</u>

---

catégorie sociologique, c'est un catégorème : un instrument d'accusation publique ». WACQUANT, Loïc : « L'underclass urbaine dans l'imaginaire social et scientifique américain », in PAUGAM, Serge : *L'exclusion, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 1996. p.250.

quartier (vecinos del barrio). Le commerçant et son épouse, qui avaient un petit kiosque dans leur propre maison, déclarent qu'ils *en avaient assez* des attaques des *villeros* et que c'était impossible de vivre dans ces conditions, ce qui les avait conduit à une réaction violente. Rapidement, on baptise les personnages de l'histoire : le jeune est appelé « *Sopapita* » et le commerçant « *le kiosquier* ».

La transmission à la télévision, qui s'est prolongée pendant plus d'un mois comme un feuilleton quotidien, a commencé quand les jeunes de la « *bande de Sopapita* » s'apprêtent à faire vengeance et attaquent la famille du kiosquier[477]. Les caméras prennent position face à la maison. L'endroit est rempli d'agents de police qui veulent sortir la famille de la maison afin de la protéger. Ils frappent à la porte, parlent avec la femme qui reste enfermée, elle se refuse à sortir malgré les supplications : *j'ai peur de laisser la maison pour qu'elle soit détruite par les délinquants* une fois la T.V. et la police parties. Au bout de la rue, on peut apercevoir les premières *casillas* du bidonville. Tout se passe dans un climat d'énervement : *on craint une attaque des acolytes de Sopapita à tout moment.* Tout le monde s'abrite derrière les portails et les arbres du trottoir face à la maison du kiosquier. Les images montrent la police et les journalistes qui traversent la rue apeurés pour interviewer la femme qui parle derrière la porte, sans montrer son visage. Soudain, on entend des coups de feu venant du bidonville. *La bande de Sopapita* tire sur tous ceux qui se trouvent là. Un journaliste de la télévision et de l'un des principaux journaux du pays est blessé à un bras. Transmission à sensation, climat de guerre, de correspondants dans une terre étrangère. Images du journaliste blessé à l'hôpital en train de faire les déclarations avec son épouse.

Ensuite, on passe l'enterrement de Sopapita en mettant l'accent sur un moment précis : la bande du leader mort sortant du bidonville à

---

[477] Nous nous basons dans cette descriptions sur les faits rapportés par *Canal 13 « Telearte »* de Buenos Aires, mais ils furent également transmis par les autres chaînes de télévision, pratiquement sans aucune différence de traitement.

toute allure dans deux vieilles voitures. Quelques uns des jeunes sortent les bras par les fenêtres et tirent des coups de feu en l'air face aux caméras de télévision. L'épisode s'achève avec l'évacuation de la famille du kiosquier de leur maison. On ne saura plus rien de l'affaire.

La télévision a transmis tout en direct sous la forme de « flashs » d'information, a construit une trame et marqué de mots les faits : d'un côté le bidonville, les délinquants, les acolytes, Sopapita et sa bande... De l'autre, le kiosquier, la famille, leur maison. C'est de ce côté-ci que se trouvent les journalistes des divers moyens de communication et la police... La *villa* est toujours montrée de loin; inconnue et dangereuse, elle devient impénétrable y compris pour les caméras, on attend d'elle l'arrivée de l'imprévu, de quelque chose qui peut arriver, que *pourraient être en train de manigancer les acolytes de Sopapita*. Même la police, armée jusqu'aux dents, n'ose pas s'en approcher. Les policiers se protègent derrière les arbres, ils traversent la rue en courant. On le voit à la télé...

Dans le même sens, la presse écrite bascule souvent dans des différentes formes de stigmatisation. Le journaliste est toujours pris par la distance, l'inconnu, l'autre monde, étranger, impénétrable. Le journaliste doit faire appel à des médiateurs, représentants de la société capables de restituer un ordre compréhensible dans l'imaginaire dès lors que le désordre reste inextricable. Ce médiateur par excellence est le policier puis qu'il représente l'ordre et parce qu'il a la force de pénétrer le danger. Ainsi, on peut le voir même dans un journal comme Clarin[478], le journal à tirage le plus important de l'Argentine (1 million d'exemplaires), dont le style est loin de la presse à sensation. Dans un article de 1999

[478] Clarin est un journal qui pourrait être qualifié comme représentant d'une presse moderne, « sérieuse », porteuse d'une idéologie conservatrice et modérée à la fois, avec un professionnalisme reconnu et une certaine tolérance des points de vue. Dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix les propriétaires du journal ont constitué l'un des groupes médiatiques les plus importants de l'Argentine et des Amériques avec la concentration des ondes de TV et radio, des réseaux de câble et des entreprises d'internet.

(voir Encadré 5), les bidonvilles sont décrits, déjà en titre comme *des mondes avec des lois à part*, *considérés* comme *dangereux* et des endroits où le *lieu commun* est *la peur*. Le journaliste observe que ces mondes étranges ont *leur propre paysage, leurs lois tacites et leurs trahisons*, comme si en pénétrant ces lieux le citadin entrait dans une autre dimension. La constante, encore une fois, c'est d'associer la corruption de la condition humaine à un ordre naturel différent : le paysage, les lois, la trahison. La nature humaine est différente du moment qu'il s'agit d'un autre univers, de là vient l'origine de l'incompréhension de ses mystères : *personne ne sait d'où vient son nom.* Ses univers sont différents parce qu'ils sont loin des lois : *sans papiers, non-propriétaires*, sans urbanisation. Parfois on établit des différences destinées à distinguer le pauvre vertueux du *marginal*. Ainsi à *Las Ranas* (Les grenouilles) il y a des gens qui sont *des propriétaires, des travailleurs, victimes de 80 marginaux*. Parfois l'innocence du *pain*, d'une *maison humble (un ranchito)*, cachent *un arsenal,* ou de *la drogue*. Parfois le bidonville perd son histoire, son origine, il existe alors *depuis toujours*, affirmation qui efface les causes de la misère ou de l'exclusion et qui justifie les non-prises de responsabilités des autorités et des concitoyens, et surtout, qui confirme le caractère « naturel » du « phénomène ». La preuve de la dangerosité et du caractère irréversible du phénomène est donnée par le fait que les délinquants sont des *mineurs*, des enfants qui n'ont même pas l'innocence propre au gamin. Devant une réalité ainsi décrite, l'attitude de la police ne peut que paraître une conséquence logique : *On les harcèle tout le temps pour les maintenir assiégés*. Finalement, le journaliste constate heureusement que si pour la population en général les bidonvilles ont bien la réputation d'impénétrables, la police restitue son autorité : *Nous y rentrons périodiquement.*

Encadré 5 :

Lieu commun, la peur
DES BIDONVILLES CONSIDERES DANGEREUX
Des mondes avec des lois à part[479]

« Ce sont deux mondes à part. Ils ont leur propre paysage, leurs lois tacites et leurs trahisons. Ce sont deux des *villas miseria* les plus dangereuses de l'agglomération de Buenos Aires. *La Cava* [la carrière], à San Isidro, et *Las Ranas* [les grenouilles] à San Martín. Chacun [des bidonvilles] a ses particularités. *La Cava* occupe plus de 30 hectares et a 40 000 habitants, selon le dernier recensement de la police. Par contre, *Las Ranas* – personne ne sait d'où lui vient son nom – a 9 hectares et 8 000 habitants. La promiscuité est similaire dans l'un comme dans l'autre. *Dans un terrain de 8m sur 30 vivent entre sept et dix familles*, illustre Rodolfo Campisi, chef du Commissariat de police de Villa Ballester, qui a la juridiction sur *Las Ranas*. Les dimensions de l'un et l'autre ne sont pas leurs seules différences. *La Cava existe depuis toujours*, affirme Angel Márquez, l'un de chefs de police de la banlieue Nord […]. Par contre, *Las Ranas* n'a pas une origine si lointaine. *En vérité, ce n'est pas une occupation, parce que quelques familles sont propriétaires des terrains qu'elles habitent, il y a des rues bitumées et de l'éclairage public* – explique Campisi -. *En plus, beaucoup de ses habitants sont des travailleurs : des maçons, des domestiques ou des chauffeurs qui sont aussi les victimes d'un groupe de 80 marginaux qui n'ont rien à perdre.* À *La Cava*, selon Márquez, la population est argentine, chilienne et péruvienne. *Il y en a beaucoup qui sont des sans papiers. Dans les perquisitions nous trouvons de la drogue jusque des mitrailleuses. Dans une perquisition, nous rentrons dans une petite cabane très humble, avec un four pour faire du pain, confiants du fait que là il ne pouvait rien avoir de bizarre. Et finalement, ils avaient un véritable arsenal,* se rappelle-t-il.

« Hier soir, Campisi a interpellé *un petit groupe de garçons de Las Ranas qui n'avaient pas plus de 14 ans* pour avoir agressé d'autres garçons dans les proximités du commissariat. *La plus part des délinquants sont des mineurs : ils inhalent de la colle ou boivent de l'alcool ce qui leur détruit la cervelle.* Márquez est du même avis : *Ceux de dimanche soir, qui ont tiré sur une femme à un coin de rue à La Cava, n'ont pas plus de 17 ans.*

« Les opérations de sécurité autour des deux bidonvilles consistent, notamment, à les isoler. *On les harcèle tout le temps, pour les maintenir assiégés* – admet Márquez -. *Mais ils s'en sortent et connaissent les itinéraires des voitures de police et combien de temps on met pour aller d'un endroit à l'autre. De toutes façons ils sont interpellés en permanence.* Selon Campisi, *le problème c'est que les gens ne portent pas plainte : ils préfèrent taire un délit et éviter un mal pire encore*. Pour les deux chefs de police, la réputation d'impénétrables qu'ont les bidonvilles *La Cava* et *Las Ranas* ce ne sont que des histoires. *Nous y rentrons périodiquement,* affirment-ils ».

[479] Ceci est la traduction d'un article publié dans le journal Clarín, le 06 janvier 1999 : *Lugar común, el miedo. Villas consideradas peligrosas. Mundos con leyes propias.* Pris de l'édition de Clarin Digital, www.clarin.com.ar

L'INSCRIPTION URBAINE DES CATEGORIES POPULAIRES A BUENOS AIRES.

Dans ce chapitre, nous avons présenté le bidonville (*la villa*) et le quartier (*el barrio*). Ces deux formes d'habitat sont liées à l'inscription territoriale des catégories populaires et par ce biais aux occupations illégales de terres des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix (*los asentamientos*) constituant notre objet empirique. Les bidonvilles se constituent à Buenos Aires vers les années quarante, en concomitance avec l'apparition du péronisme et se consolident tout au long de la seconde moitié du siècle. Plus anciens, les quartiers acquièrent une signification particulière pendant cette période. La description de ce processus que nous avons parfois schématisé nous permet de placer l'habitat populaire dans le cadre d'une problématique de l'intégration. Nous pouvons ainsi observer la relation entre inscription territoriale et intégration sociale dans son évolution. Ceci nos permet également de situer les *asentamientos* dans cette problématique et dans cette évolution historique.

Dans les années quatre-vingt, lorsqu'un nombre important de jeunes ne trouvent plus de place dans les quartiers (suite à l'épuisement des conditions qui rendaient possibles ces formations urbaines pour une partie importante de la population), ils se verront confrontés au bidonville comme seule alternative habitationnelle. Les conditions rendant possible une inscription dans le quartier étant épuisées et dans la crainte d'une retombée directe dans le bidonville, les catégories populaires créent les *asentamientos*, comme forme singulière d'habitat. Ces occupations illégales de terres des années quatre-vingt ne peuvent pas être comprises si elles ne sont pas inscrites dans les traditions de la culture urbaine des couches populaires, prolongeant par là les continuités sous-jacentes de l'inscription territoriale.

Lors de la description des formes d'intégration sociale caractéristiques de la société argentine au XXe siècle (Chapitre I), l'accent a été mis sur le rôle du

quartier dans l'intégration des travailleurs arrivant à Buenos Aires dans les premières décennies du siècle. Dans ces quartiers des années vingt et trente faisant partie de la Capitale « intra-muros », s'opérait une partie importante de la socialisation politique. A la suite des analyses historiques, nous avons montré que l'inscription urbaine était traversée dans une large mesure par l'activité politique des couches populaires colorant alors la vie du quartier et ses institutions, notamment à partir de la distinction entre lieu de travail et lieu de résidence. À côté des pratiques syndicales et d'une culture ouvrière en formation, une expérience populaire centrée sur la démocratie locale prenait corps donnant une grande importance aux associations de quartier, dont l'interlocuteur privilégié était l'État. C'est alors qu'un mouvement à la fois politique et de voisinage prend forme autour des bibliothèques populaires, associations de quartier et locaux politiques.

On peut dire qu'avec le péronisme, à partir des années quarante, la politique quitte le quartier. Non pas parce qu'à partir de ce moment il n'y ait plus d'activité politique, mais parce que la socialisation politique des couches populaires commence à se faire de façon privilégiée, dans le rapport à l'État et aux organisations de masse, y compris les mass média. Le rapport au politique des catégories populaires se construit parfois à la Place de Mai, dans les mobilisations et les manifestations collectives, à la radio ou à la télévision, en écoutant le leader, en participant au syndicat ou parfois en militant dans le parti. La place du politique dans le quartier se réduit à sa plus simple expression et acquiert une autre façon de se faire qui n'est plus celle de la discussion face à face entre habitants d'un même quartier, dans un rapport de voisinage.

L'inscription territoriale des catégories populaires change à partir des années quarante. Premièrement, il ne s'agit plus d'immigrants étrangers suivant l'utopie d'une terre promise, fuyant la guerre ou la persécution et arrivant dans une Capitale prospère des Amériques. Les catégories populaires sont désormais argentines. Deuxièmement, la banlieue est alors le lieu privilégié des couches populaires, devenant en bon nombre propriétaires dans le cadre d'une étendue promotion sociale. Or, plus important encore, le rapport au politique change et

quitte le cadre local dès lors qu'il ne fait plus partie de l'inscription territoriale. La politique se faisant dans un tout autre registre, le quartier devient le lieu paisible où chaque famille du *peuple travailleur* prend sa place dans la ville. Le sens du politique prend la Nation comme référence privilégiée.

Dans ce sens, l'on peut déjà avancer que le quartier perd une part importante du poids qu'il avait acquis dans la socialisation politique des catégories populaires jusqu'aux années trente. Alors que la politique se voit centralisée et devient une politique de masses, le quartier perd peu à peu l'importance qu'il avait gagnée dans les années vingt. A partir du péronisme, il s'agit de la mobilisation des travailleurs, non plus des habitants de quartier, les *vecinos*. La politique quitte le quartier pour aller se concentrer au centre-ville. Elle y tourne diffusée par les nouveaux moyens de communication, la radio et la télévision, déjà « élaborée » sous forme de problèmes de la nation et non comme objet de dialogue et de discussion locale. La place auparavant occupée dans le quartier par les *bibliothèques populaires* et les *associations de quartier* est prise sous le péronisme par l'*unidad básica* (le local partisan). Cela signifie une perte du rôle politique du quartier, dans la mesure où le local partisan n'est qu'une courroie de la politique de masse agissant dans la ville. Avec le péronisme les travailleurs n'acquièrent pas un style de vie propre les différenciant de la bourgeoisie, tel que cela a pu être le cas ailleurs. Dans la ville des masses, les travailleurs ont plutôt accès au style de vie identifié aux couches moyennes, en même temps qu'ils acquièrent leur force politique dans les syndicats intégrés à l'État[282].

A partir de la dictature de 1976 mettant fin aux lotissements, ce n'est pas seulement l'existence d'un marché de terres pour les salariés qui entre en crise. Une forme d'identité sociale est en jeu. Un type de lien social est coupé et l'inscription territoriale prend ainsi un autre sens. Cet ouvrier qui bénéficiait d'un lot quelque part dans la banlieue était un travailleur « reconnu », et son identité se forgeait en connexion avec le sentiment de faire partie du *peuple* et de la *nation*. En termes d'individu, on pourrait le décrire comme ayant des bas

---

[282] *Cf.* TORRE, Juan Carlos : « La ciudad y los obreros », in ROMERO J.L. & ROMERO, L. A., op. cit., 1983, Tomo II, pp. 275-286.

revenus, peut être, mais aussi comme étant intégré à son rôle, et dont les actions et le système de préférences correspondaient avec son statut. Cet homme du peuple peut être présenté à travers la représentation idéale du travailleur qui profite des circonstances favorables, qui est aidé par l'État et qui peut se trouver dans un monde qui lui donne effectivement une place reconnue. Sans vouloir par-là donner une vision naïve, ce n'est pas ici le lieu de signaler l'existence réelle d'inégalités, il est bien évident que ces travailleurs salariés s'intégraient dans un monde où l'accès au bien-être, à la consommation, à la culture et au pouvoir n'était pas distribué de manière homogène. En revenant de l'usine ou de la municipalité dans laquelle il était employé, ce travailleur devait continuer à travailler pour construire sa maison. Cela prenait des années d'effort, certes. Il allait habiter les quartiers les plus éloignés et mal placés, parfois isolés, certes. Mais, il rentrait dans sa propre maison et il y trouvait un endroit à lui dans un monde qu'il pouvait vivre comme le sien.

Le système de lotissements et la construction des *barrios* étaient l'expression urbaine d'une période historique où l'expérience de l'ascension et de l'intégration sociale ont été l'une des composantes essentielles. Cependant, la présence à l'époque d'une « catégorie marginale » habitant les bidonvilles montrait que les possibilités d'ascension n'étaient pas extensibles à tous, mais en même temps, cette limite venait confirmer la place de ceux qui avaient trouvé la leur. Le fantasme de la chute, d'être licencié, de tomber dans le bidonville, ne hantera les quartiers qu'au moment où le processus d'appauvrissement et la vulnérabilité commenceront à affecter les catégories stables de travailleurs.

Des phrases telles que *Ici, celui qui ne travaille pas, c'est qu'il ne veut pas,* ou *En Argentine c'est celui qui ne veut pas travailler qui meurt de faim,* ou encore *J'ai ma maison parce que je me suis tué au travail*, proviennent de ces « bons travailleurs » qui voyaient confirmée cette idée du monde dans leur propre expérience d'intégration sociale. Cette expérience, dans beaucoup de cas est celle du parcours vital d'immigrés qui sont arrivés dans le bidonville mais qui rapidement se sont intégrés dans la ville. Ces phrases se réfèrent en même temps à une situation objective et à une construction symbolique de l'identité, à l'expérience vécue. La situation objective est celle de ces salariés qui ont accès à

l'enseignement public gratuit et à la sécurité sociale, et dont l'expérience de vie s'étend pendant cinquante ans, depuis les années quarante jusqu'au années quatre-vingt. C'est le *peuple travailleur,* ainsi façonné sous le péronisme et continuant à s'identifier ainsi jusqu'aux années quatre-vingt. Les catégories morales exprimées dans ces phrases ne se réduisent pas à cela, elles en disent également beaucoup sur le mode de vie construit autour de l'idée de *barrio.* Ceci vient compléter l'identité que le travailleur construisait aussi dans un cadre local, ne correspondant exactement ni à l'expérience du marché ni à l'exercice de la citoyenneté. Il s'agit en fait d'une identité *populaire* et de liens où la politique (populiste) joue un rôle constitutif. Étant donné que les représentations sociales de la marginalité et de l'exclusion sont de type écologique, c'est-à-dire liées à des formes particulières d'habitat (la *villa*), l'insertion territoriale acquiert une importance primordiale du point de vue de l'identité et de l'expérience sociale des catégories populaires.

Le « *vecino de barrio* » (le bon voisin) est un personnage qui construit son identité à partir d'une tension ou d'une distinction entre le fait d'être un travailleur habitant d'un quartier, et non pas l'habitant d'un bidonville (un *villero*). Le *vecino* et le *villero* se sont constitués comme des figures idéalisées dont l'une représente l'image positive et l'autre la négative, l'envers et l'endroit. En fin de compte, le fait est que ces travailleurs croyaient en l'intégration et au progrès. C'était dans ces *barrios* qu'habitaient les pauvres sages qui, à travers leur effort étaient arrivés à quelque chose : un logement qui est leur propriété, un endroit pour fonder une famille et élever ses enfants. Le *barrio* est le siège de l'école, du club et de l'association de quartier. Le *barrio* est le lieu de la place et surtout, c'est le lieu des *vecinos*[283]. C'est une partie de cette génération qui a connu certains aspects de l'intégration qui lui ont permis d'associer le mythe de l'ascension sociale à la richesse du pays et à la valorisation de l'effort personnel. Ainsi, la représentation stigmatisée du *villero* a fonctionné comme une limite,

---

[283] Tout au long de la période de la colonisation, les espagnols distinguaient les *vecinos* des *infieles* (infidèles) ou *indios* (indiens) ainsi que des noirs. D'origine espagnole ou créole, le *vecino* représentait les blancs, figures sociales et morales dominantes dans la société coloniale. Il est difficile d'établir un lieu plus ou moins direct de ces représentations au présent, surtout dans des villes comme Buenos Aires ou Montevideo, où la présence indigène n'a jamais était

comme un miroir, comme le pôle négatif qui, par opposition, a permis de confirmer sa propre identité. Par ailleurs, la représentation du *vecino* comprenait l'existence d'une série de carrières institutionnelles qui permettaient de progresser. Le travail donnait accès au bien-être. L'État garantissait les droits sociaux. L'éducation permettait l'ascension et l'auto-dépassement. La famille, elle, apportait les aptitudes morales. Avec cet ensemble de croyances, la représentation était complétée en attribuant au *villero* deux types de caractéristiques psychosociales : ou bien c'était un fainéant, un sujet moralement déficient; ou bien c'était un raté, un sujet socialement incapable de s'intégrer. La preuve semple être là : beaucoup d'entre eux ne travaillent pas, ils occupent une terre de façon illégale, ce qui leur fait perdre une partie importante de leurs droits sociaux, ils ont un très faible niveau de scolarisation, leur famille est vue comme très loin de l'idéal du « foyer modèle ».

Ces représentations bien que complexes et faisant l'objet d'importants conflits, font partie des idéologies de ceux qui habitent tant hors du bidonville que dedans. En ce sens, l'existence d'une catégorie sociale qui est intégrée d'une façon marginale, au lieu de mettre en évidence les limites de la représentation, vient au contraire la confirmer. Le problème naît et devient obscur quand l'individu qui vit dans le bidonville est doté des attributs de celui-ci. L'habitant de la *villa* devient un *villero.* Parfois, le cadre psychosocial est représenté comme un produit de la nature même de ce type d'individus, et d'autres fois c'est le produit d'attributs raciaux ou culturels - comme le fait de venir des provinces du nord ou d'avoir des traits indiens.

Le problème allait prendre un nouveau caractère à partir de la rupture de ce compromis social qui avait rendu possible le rêve de l'accès à la propriété et de la promotion sociale. Cette rupture casse à la fois l'inscription territoriale condensée dans la figure du quartier pour une partie importante de la population. Cela se traduit par un basculement des catégories perceptives du monde populaire des lors que dans son univers du possible le bidonville constitue la frontière indésirable vers laquelle conduisent la détresse sociale et la sortie du

---

numériquement importante. Hypothétiquement, on peut voir là une représentation traditionnelle reconstruite. Voir Encadré 7.

quartier. Nous pouvons nous pencher maintenant sur le problème de l'inscription territoriale de ceux qui à la fin du XXe siècle n'auront pas accès au logement. De façon plus générale, nous sommes en présence d'une population (les habitants des *asentamientos*) qui n'a pas les moyens de reproduire le statut de leurs parents. Une partie de cette identité populaire s'est constituée au travail, l'autre s'était formée dans la tension entre les figures du *quartier* et du *bidonville*. Nous verrons comment les enfants de ces travailleurs qui étaient devenus propriétaires de leur propre logement, ont vu le bidonville pointer devant leur nez comme la seule alternative d'habitat possible.

A ce moment-là, la déstabilisation du modèle d'intégration et des modes d'inscription territoriale des catégories populaires apparaît avec évidence. Le nombre important de jeunes ne trouvant pas de logement manifeste non seulement une crise urbaine mais aussi une crise sociale plus large. Celui pour qui il n'y a point de place reconnue dans la ville voit avec clarté la faiblesse de sa place dans la société.

CHAPITRE IV

LES OCCUPATIONS ILLEGALES DE TERRES DES ANNEES QUATRE-VINGT ET QUATRE-VINGT-DIX.

TROIS CAS : *EL TAMBO, 17 DE MARZO* ET *22 DE ENERO.*

L'histoire avait commencé comme un rêve. Plus de 2.500 familles venues des quartiers pauvres et des bidonvilles [...] se voyaient offrir un terrain à 50 kilomètres du centre ville. Il y a une dizaine de jours, il n'y avait là qu'un immense champ d'herbes sèches battu par le vent. Et, en début de semaine dernière, des milliers de baraques – tôles ondulées et planches usagées – étaient sorties de terre.

Le Monde*

En Argentine, les *asentamientos* sont une nouvelle forme de production d'habitat par les familles des couches populaires de la ville. On essayera de le montrer par la description et l'analyse de trois cas d'occupations de terrains qui eurent lieu en 1986 dans le district suburbain de La Matanza, dans la banlieue Ouest de Buenos Aires. Comme tous les autres *asentamientos,* ceux de La Matanza sont le résultat d'un processus d'occupation massive, illégale et organisée de terres privées et publiques. Commencées le 6 janvier 1986, ces occupations ont donné naissance à trois nouveaux quartiers : *El Tambo, 22 de Enero* et *17 de Marzo*. Ils sont habités par 4.000 familles, soit plus de 21.000 personnes, sur une surface de 190 hectares. L'envergure de ces occupations est donc importante par le nombre d'individus qui y participent et, comme nous le verrons, par l'importance politique des événements. Nous ferons aussi appel à des observations faites dans d'autres occupations de la banlieue de Buenos Aires afin de distinguer les aspects particuliers des occupations de La Matanza de ceux qui sont communs au phénomène des *asentamientos* en général.

La première partie du chapitre est guidée par la « description des faits ». Nous procéderons comme des chroniqueurs du processus d'invasion et d'occupation des terrains. Ce qui nous importe alors c'est la mise en ordre des éléments factuels (dans un sens historique - comment cela s'est passé ?) permettant *a fortiori* de comprendre le passage d'un terrain vague vers un quartier et la formation d'un groupe humain. Le chapitre condense alors un bon nombre d'éléments empiriques de notre recherche, issus notamment de l'observation sur le terrain et des entretiens. Dans la deuxième partie du chapitre nous travaillerons deux aspects du phénomène. D'une part, nous décrirons l'occupation comme le projet de *construction d'un quartier.* D'autre part, nous travaillerons

* L'article du journal *Le Monde* paru le 11 juillet 2001, page 1, et signé Fabienne Pompey, décrit une occupation illégale de terres urbaines à Johannesburg, Afrique du Sud.

notamment à partir des informations tirées d'une enquête par questionnaires que nous avons nous-mêmes effectuée à partir d'un échantillon comprenant les trois quartiers de notre étude. Il s'agit alors de décrire les caractéristiques socio-

démographiques de la population afin de déterminer la « base sociale » du mouvement d'occupants[284]. Ces données statistiques nous permettront de préciser notre analyse, d'écarter un certain nombre de préjugés et d'éclairer quelques doutes. C'est le cas de la participation des individus à la vie professionnelle : quel est le rapport au travail et à l'emploi des occupants ? Ou des trajectoires : d'où viennent-ils ?, sont-ils des ruraux arrivant à la ville ?, s'ils proviennent de la ville elle-même, habitaient-ils un quartier ou un bidonville ? Nous verrons que les réponses à ces questions sont cruciales pour la compréhension du phénomène.

[284] Dans ces travaux sur les « mouvements sociaux urbains », Manuel Castells souligne l'importance de mettre en relation le mouvement social avec sa « base » afin de comprendre le sens de l'action collective. *Cf.* CASTELLS, Manuel : *Luttes urbaines et pouvoir politique*, Paris, Maspero, 1973. CASTELLS, Manuel : *La question urbaine*, Paris, Maspero, 1975.

L'HISTOIRE DS OCCUPATIONS

Alors, je me suis mis en oeuvre pour savoir qui était le propriétaire des terrains [...] *Dans les années 70, je passais par là pour aller chez ma fiancée et je lui disais que ça me faisait de la peine de voir les gens qui habitaient là-bas, dans des bidonvilles, avec tant de terres vides à côté.*

Pablo, *17 de Marzo*

Le processus d'occupation de terres de La Matanza fut inauguré par un groupe de 180 familles inondées qui occupèrent un terrain vague, et qui étaient organisées par des militants de l'église catholique. Tout d'abord nous décrirons l'origine de l'occupation comme résultat de la situation de ce groupe de familles et la motivation extérieure des militants. Nous verrons également l'importance, d'une part, de l'influence des « Communautés Ecclésiastiques de Base » et d'autre part, de la relation des occupants de La Matanza avec son antécédent historique : les *asentamientos* qui eurent lieu à Quilmes, en 1981. Deuxièmement, nous analyserons l'interaction entre les occupants et la police et comment cette relation, ajoutée à l'affluence de familles cherchant « une place dans la ville », va donner lieu à l'expansion à grande échelle de l'occupation. Enfin, la description sera guidée par le fil historique des faits qui conduiront d'une première occupation concernant moins de 200 foyers, à la création de trois quartiers d'un total de 21 200 habitants (plus de 4 100 foyers) en l'espace de quelques mois.

TABLEAU 8

LES *ASENTAMIENTOS DE LA MATANZA* : POPULATION ET SURFACE OCCUPEE.

Nom du quartier	Surface occupée	Population (habitants)	Nombre de familles et de lots	Date de l'occupation
El Tambo	30 hectares	3.600	710	6 janvier 1986
22 de Enero (a)	107 hectares	13.000	2.500	22 janvier 1986
El Privado (b)	3 hectares	400	80	20 février 1986
17 de Marzo	50 hectares	4.600	900	17 mars 1986
Total	187 hectares	21.200	4.110	

(a) Cette occupation s'est produite en deux étapes ; une première invasion le 22-01-86 et une deuxième le 22-01-88.
(b) Cette occupation fut abandonnée le 17/03/1986. Ses habitants se sont intégré au *17 de Marzo*, raison pour laquelle sa population ne compte pas séparément dans le total.
Source : Élaboration personnelle sur un recensement des habitants réalisé par les organisations de quartier et le Ministerio de Salud y Acción Social de la Nación.

Les occupants de La Matanza ont choisi des terrains que l'urbanisation avait laissés vides, des terrains vagues dans une zone de la banlieue définie par le croisement des avenues Crovara et Cristianía, dans la zone définie entre les routes nationales n° 3 et n° 21. Cet angle de la rue est le point de contact entre les localités de Ciudad Evita, Laferrere, San Alberto e Isidro Casanova ; il suffit de traverser une avenue pour passer d'une localité à l'autre. Ainsi, *El Tambo* est situé à Laferrere, alors que le *22 de Enero* se trouve à Ciudad Evita et le *17 de Marzo* à Isidro Casanova. Avant même que les occupations aient eu lieu, ces parages concentraient un nombre important de commerces et de petits ateliers ; et par ces artères coulait une bonne partie de la circulation de la zone. C'est là que l'avenue Crovara se termine. Celle-ci est la continuation depuis la Capitale de l'avenue jadis appelée « du Travail » et aujourd'hui « Eva Perón ». Elle est l'une des principales voies qui fait communiquer Buenos Aires avec sa banlieue Ouest. Les bus, seul moyen de transport public, parcourent quelques 22kms avant d'arriver à la Place du Congrès, au centre de la ville, et les lignes les plus rapides, comme la 86, font le parcours en une heure et trente minutes – hors bouchon. Dans cette zone on ne trouve rien qui puisse être évoqué avec des expressions telles que « couches moyennes » ou « culture des classes aisées ». Si Crovara ne changeait pas son nom et qu'elle continuait à s'appeler Av. du Travail ou Eva Perón, l'angle qu'elle forme avec Cristianía consacrerait sur les cartes le caractère populaire des lieux, comme un croisement du travail ou du péronisme avec le christianisme.

Il n'y a pas de cinémas, des théâtres ni de bibliothèques, et il n'y a pas non plus d'espaces verts ou arborés, comme il n'y a pas non plus de salons de thé ou de salles d'exposition. Évidemment, ici on ne connaît ni les services de nettoyage de la ville ni les vitrines ni les néons. En revanche, on trouve sur Cristianía une grande église pentecôtiste, une sordide station de service et un bon nombre de garages qui font la réparation des voitures. Sur l'un des trottoirs de Crovara, une suite de petits commerces, magasins et quincailleries concentre une multitude qui est regardée depuis l'autre trottoir par les tours de la « cité » de Villegas.

Avant que les occupants se soient décidés à s'approprier des terrains vagues situés ici, la zone était déjà très densément peuplée. On y trouve aujourd'hui des exemples des deux voies d'accès au logement des catégories populaires entre les années quarante et quatre-vingt. Laferrere, San Alberto et Isidro Casanova ont été urbanisées par la voie du lotissement et de l'auto-construction, et on peut dire que ces trois localités sont des quartiers ouvriers typiques. Dans ces localités on trouve également des bidonvilles, habités par les travailleurs moins fortunés. Il y en a de grand taille, comme le bidonville qui est enclavé face à l'usine *Textil Oeste* ou le bidonville *Borgward*, derrière l'usine de moteurs du même nom. Il y a aussi de tout petits bidonvilles, occupant quelques pâtés de maisons, comme *El Basural*, près des terrains de *El Tambo*.

Quant à la Ciudad Evita, elle est presque un exemple paradigmatique des interventions de l'État argentin en matière de logement. Cette ville a été inaugurée en 1952 par l'épouse du Général Perón qui la baptisa de son propre prénom en présentant ainsi son œuvre la plus monumentale. Une ville de *maisons luxueuses* bâtie de façon à éterniser la figure d'Evita : les rues et les pâtés de maisons désignent son profil, y compris sa coiffure caractéristique, de façon à ce que le visage soit visible sur la carte ou sur vue aérienne[285]. Étant conçue comme une ville modèle, cette ville est équipée des infrastructures urbaines les plus modernes et de tous les services. Evita songeait à donner *un logement digne à ses travailleurs.* Plus tard, vers la fin des années soixante, l'État construit deux immenses complexes d'habitations, sortes de « cités » composées de tours et de petites maisons, à la façon des HLM français et selon les critères de la « planification urbaine » célèbre à l'époque. Ce sont les actuels quartiers de Villegas et de José Ingenieros, destinés au logement des familles qui, selon le projet originel, auraient dû être délogées des bidonvilles de la Capitale. En 1972 et 1973 ces complexes furent occupés illégalement avant la fin des travaux. Ainsi, Ciudad Evita est actuellement composée de quartiers devenus de « classes moyennes », la partie construite sous le premier péronisme et les « cités » sont devenus quant à eux des quartiers marginaux.

---

[285] En effet, la vue aérienne de Ville Evita montre le profil de l'épouse de Perón. La figure inversée, la tête en bas, est visible sur la Carte 4 et 5.

Ainsi, les occupations de La Matanza vont se localiser dans une zone de la ville qui dans son urbanisation et son histoire, représente ce conglomérat complexe, formé par des fragments arrachés à une roche préexistante et mal assemblés, faute d'un bon ciment, que sont aujourd'hui les « catégories populaires » en Argentine. Les *asentamientos* viendront ajouter une nouvelle pierre au conglomérat (*cf. infra,* Carte 4). Elle sera significative d'un point de vue urbain, mais elle le sera plus encore du point de vue de l'histoire et de la sociologie des catégories populaires. Mais elle ne sera pas une incrustation étrangère : les habitants des occupations sont dans leur presque totalité des jeunes venus de ces mêmes quartiers entourant les terrains vagues. Une bonne partie d'entre eux ne feront que traverser la rue quand ils apprendront qu'*on est en train d'occuper en face.*

CARTE 3 : Les *asentamientos* de La Matanza dans le Grand Buenos Aires.

Encadré 6 : Le district de La Matanza.

La ville de Buenos Aires, capitale de l'Argentine, est actuellement un conglomérat urbain où habite le tiers de la population du pays (33 millions d'habitants). Cette ville est ainsi le principal centre politique, administratif, économique et culturel du pays. Elle se compose du territoire de la Capitale Fédérale (3 millions d'habitants), entourée d'une banlieue qu'on appelle le Grand Buenos Aires, qui a 8 millions d'habitants. Buenos Aires possède la plus grande concentration de pauvreté du pays. Au moment où eurent lieu les occupations de La Matanza, « en 1988, l'extension de la pauvreté dans le Grand Buenos Aires s'élève à 36,7% des foyers ce qui représente 44,3% de la population totale [...] L'estimation du nombre absolu de foyers en situation de pauvreté est de 725.000 et celui du nombre de personnes s'élève à 3.218.000 » (INDEC, 1989). Dans ce rapport, on signale que la pauvreté a augmenté de 13% entre 1974 et 1987, en passant de 34,3% à 47,2% de la population de l'agglomération, En 1991 30,4% de la population était considérée comme pauvre, alors que ce chiffre était de 20,6% en 1980 et de 3% en 1970 (Minujin, 1992).
Le district de La Matanza se situe dans la banlieue Ouest de Buenos Aires et il est l'un des plus grands districts avec 1,2 millions d'habitants. Dans ce district cohabitent différentes catégories sociales allant des secteurs moyens-aisés dans la ville de Ramos Mejía jusqu'aux plus pauvres du pays, ouvriers et travailleurs informels, comme dans les vilels de Isidro Casanova, Laferrere, San Alberto o González Catán. Au niveau habitationnel le district présente un répertoire de tous les types de logement : bidonvilles, *asentamientos*, complexes construits par l'État (Ciudad Evita, Villegas, José Ingenieros, Villa Celina), les syndicats (UPCN, Alas) ou des coopératives (El Hogar Obrero), et une grande majorité de zones de lotissements à San Justo, La Tablada, Villa Insuperable, Villa Madero, etc. En 1981, La Matanza concentrait 12,5% des bidonvilles du Grand Buenos Aires et 24,5% des dits « pauvres structuraux » ou à des « Besoins insatisfaits de base ».
Le district a une importante histoire ouvrière, résultante de l'installation de nombreuses usines à partir des années 40 ; dans le textile La textil oeste, dans l'automobile Crisler, Volkswagen, Borgward, dans le papier Papelera San Justo, dans l'électroménager Yelmo, dans le pétrole YPF, mais aussi dans le bois, la métallurgie, la construction, le meuble, etc. Ce paysage ouvrier et industriel est entré en crise dans les années 70 avec la fermeture de la plupart des usines et l'extension d'une marginalité croissante.
Depuis les années 40, La Matanza a toujours été gouvernée par le péronisme (sauf époque de dictature), sûrement un reflet de la large majorité de catégories populaires qui le peuplent. L'histoire du district est marquée par une forte politisation et une multiplication des conflits dans les années 60 et 70 à travers les différents courants du péronisme : de l'extrême droite de la Triple A et du CDO, jusqu'à la gauche de la Tendencia et diverses organisations des Jeunesses Péronistes et révolutionnaires comme Montoneros, FAP, etc. Sous la dernière dictature, la répression a été particulièrement dure à La Matanza, avec entre autres l'installation de plusieurs centres clandestins de torture et de disparition de personnes, comme El Vesubio, la Commissariat de San Justo ou la Caserne de La Tablada. En cela, le district a constitué une scène typique de l'histoire politique nationale.
Évidemment, ces moments tragiques et bouleversants de l'histoire politique et sociale de La Matanza sont présents dans la mémoire de plusieurs des protagonistes des *asentamientos*. Ainsi, les habitants de El Tambo ont eu affaire à un ancien membre de la Triple A (Alliance Anticommuniste Argentine) qui a organisé une répression clandestine contre les occupants. L'un des principaux dirigeants des occupations a dû, dans sa jeunesse, partir se cacher dans un couvent de la Terre de Feu. Un autre est le fils d'un grand dirigeant de la lutte contre la dictature et de la défense des droits de l'homme (fondateur de l'Assemblée permanente des droits de l'homme et du Front d'opposition au service militaire).

3 L'ORIGINE DES *ASENTAMIENTOS* : INONDATIONS ET MILITANTS.

Tu ne dois pas vivre comme tu as vécu jusqu'à aujourd'hui. Il faut vivre autrement.
Un militant

Pendant les mois de mai et novembre 1985 des fortes précipitations ont provoqué plusieurs inondations dans les quartiers bas de la banlieue de Buenos Aires[286]. Les rivières Matanza et Reconquista furent en effet parmi les plus gravement affectées. Dans le district de La Matanza il y a eu des milliers d'évacués . De nombreux petits affluents envahissaient des rues et des quartiers entiers. Ce fut le cas du ruisseau Mario dont le cours déborda, inondant une bonne partie des maisons du quartier La Reserva. Celui-ci est composé de familles défavorisées[287].

Pendant les périodes où les pluies sont fortes, les quartiers proches du ruisseau sont inondés sans que les différents gouvernements n'aient apporté aucune solution au problème. *Quand il pleut très fort, le ruisseau* [Mario] *inonde tout. C'est toujours comme ça. De temps en temps ils passent les machines* [pour le draguer], *mais c'est toujours pareil, l'année suivante ça continue à s'inonder.* Les familles ne comptent ainsi que sur leurs propres ressources et sur l'aide de l'église catholique locale pour avoir un abri, alors que l'eau reste à l'intérieur des maisons. Cet ensemble de familles constitue le premier élément que nous ayons trouvé à l'origine des occupations de La Matanza. Le fait qu'en 1985 les inondations se soient répétées deux fois tout les six mois, ajouté au fait que ce phénomène se produise depuis plusieurs années est une motivation qui a poussé

[286] La ville de Buenos Aires a été construite dans une plaine basse où les inondations sont un problème courant. Ainsi, les terrains proches des cours d'eau ont perdu leur valeur immobilière et sont habités par les pauvres. Pour cette raison les inondations affectent depuis longtemps les quartiers pauvres et elles semblent constituer une caractéristique de la marginalité urbaine.
[287] Le quartier de La Reserva se trouve à proximité de la Route 21, derrière une usine métallurgique et une usine de fabrication de matelas. Ses habitants y trouvaient du travail

vers l'invasion : *quand l'eau arrive dans la maison, tous les biens sont détruits sans que l'État offre aucune aide ni indemnisation*. Le second élément est la passivité avec laquelle les familles ont affronté ce problème jusqu'e là. Chaque fois que le cours du ruisseau débordait, la population faisait appel à l'Église qui offrait un abri aux familles expulsées par la pluie. Le secours apporté par l'Église fait partie de la traditionnelle « charité chrétienne » mais il est également le résultat du travail des militants progressistes qui dans les années quatre-vingt ont trouvé dans les Communautés ecclésiastiques de base un refuge face à l'interdiction des partis politiques par la dictature militaire[288].

La question des inondés était l'objet principal de mobilisation des CEB. Pendant une période très longue, ces militants n'avaient pas réussi à trouver une solution face à ce phénomène fréquent. Un groupe de militants laïcs a alors pris la décision d'abandonner *l'assistance aux indigents* et a commencé à travailler avec la population victime des inondations afin de *trouver une solution définitive*. Il s'agissait d'une nouvelle issue, une alternative inexistante jusqu'alors. Au mois de novembre 1985, en s'appuyant sur la situation d'urgence dans laquelle se trouvaient les habitants de La Reserva, les militants leur ont proposé l'occupation de quelques terrains vagues :

> « Je militais dans les Communautés ecclésiastiques de base et j'avais entrepris des travaux solidaires avec la population de La Reserva, vivant à côté du ruisseau Mario. A chaque pluie forte ce quartier est inondé et certaines maisons restent sous 2 mètres d'eau. On ne pouvait atteindre

---

jusqu'à ce que les deux industries *ce soient mises à licencier*. Vers la fin des années 90 les deux usines avaient fermé leurs portes.

[288] Les Communautés Ecclésiastiques de Base (CEB) sont des groupes laïcs de l'église catholique latino-américaine créés après le Concile du Vatican II. Leur origine remonte aux les années 70 dans le Nord-est du Brésil, où elles furent créées par l'évêque Helder Cámara. Elles se caractérisent par une forte pratique sociale et par le fait que l'Église va vers la « communauté ». Les CEB sont un lieu de participation politique depuis les années 70 et, bien qu'elles ne soient pas aussi développées que dans d'autres pays, ces organisations ont pris une certaine importance au temps de la dernière dictature militaire en Argentine (1976-83), en jouant un rôle important dans la défense des droits de l'homme. Nous reviendrons sur le rôle politique des CEB au Chapitre V.

les maisons qu'en barque. Tout cela pour dire que l'église faisait un travail d'assistance, mais nous ne cherchions pas une véritable solution. C'est ainsi qu'un grand débat a commencé au sein de l'Église, mais les curés ne m'ont donné que des réponses très dures... On m'a renvoyé de l'Église lorsque j'ai commencé à parler d'occupation de terrains pour faire face aux inondations. L'occupation de terres correspond à un besoin fort de la population y compris pour ma famille ; j'étais un locataire qu'on avait mis à la rue, hébergé chez des amis qui habitaient ici.»

Luis, *El Tambo*[289].

Ces militants joueront un rôle fondamental dans le processus d'occupation de terres. Le projet original de ces militants était d'occuper quelques terrains plus élevés, et par conséquent non-inondables, qui se trouvaient à proximité de La Reserva, pour que les habitants puissent reconstruire leurs logements. Ainsi, le fait que l'occupation ait pris la forme d'une action collective constitue le troisième élément du processus. Les militants de l'Église effectuent tout un travail d'organisation pendant deux mois entre novembre 1985 et la date de l'occupation de terres, le 6 janvier 1986.

« Après les inondations de mai et novembre 1985, et surtout après la seconde, nous avons eu une sorte d'intuition politique grâce à laquelle nous savions que notre proposition n'était pas éloignée des intérêts des gens. Nous sommes allés voir tous les habitants de La Reserva pour leur demander s'ils voulaient continuer de subir les inondations. Nous leur avons aussi demandé de se soutenir mutuellement en tant que *vecinos*[290] solidaires pour résoudre leurs problèmes. A ce moment-là, environ 200 familles avaient subi les inondations dans La Reserva. [...] Ayant une certaine légitimité auprès des gens, nous leur avons dit : *'tu ne dois pas*

[289] A la fin de chaque témoignage il est indiqué le prénom de l'interviewé ainsi que le quartier auquel il appartient.
[290] *Vecino* : littéralement voisin. Pour l'acception employé au texte (« habitant ») voir Encadré 5.

vivre comme tu as vécu jusqu'à aujourd'hui. Il faut vivre autrement'... Ce message n'était pas facile à accepter. [...] Nous avons travaillé avec les gens pendant un mois et demi en leur expliquant que nous occuperions les terrains, ainsi que nos raisons de le faire. »

Luis, *El Tambo*

La mise en place de l'organisation de l'occupation a commencé avant le 6 janvier, date à laquelle les habitants ont pris le terrain. Des réunions avec les dirigeants d'autres occupations, la prise de connaissance d'expériences antérieures, les renseignements concernant les terrains à prendre, la mise en place du noyau de l'organisation, ont été les premières étapes de la formation du groupe. Ce fait d'une organisation préalable à l'invasion constitue une constante de toutes les occupations de terres organisées à partir des années quatre-vingt. Cette organisation préalable c'est l'une des marques distinctives des *asentamientos* par rapport aux bidonvilles, où en général, l'occupation des terres était guidée par la spontanéité, dans le sens où elle n'était pas une action collective organisée.

Pensons maintenant à une question classique en sociologie : est-ce la situation qui définit les cours d'action possibles ou est-ce celle-ci qui définit la situation ? Ou mieux, quel poids donner au projet et à la situation dans la définition de l'action ? Jusqu'à quel point doit-on tenir compte de l'influence des militants sur la formation du groupe ?, Et jusqu'à quel point doit-on considérer les caractéristiques et les trajectoires, par exemple, des individus participant à l'action ?

Il convient ici de s'arrêter un moment sur le groupe d'activistes et sur leurs motivations. D'un côté, ces militants comme on l'a déjà vu, étaient très proches de la population : ils vivaient tous dans les quartiers de la zone. De l'autre côté, ils appartenaient aux Communautés ecclésiastiques de base (CEB) et c'est au sein de ces Communautés que l'idée des *asentamientos* est née. C'est dans le cadre du conflit entre les prêtres locaux et les activistes des CEB que le projet a été conçu ; ces derniers voulaient créer une *Église plus militante, qui*

puisse apporter des réponses concrètes aux problèmes des gens.. Dans la proposition de l'organisation d'une occupation des terres, les militants voyaient un moyen de faire avancer leurs idées. C'était une motivation « réelle » pour ceux qui ont imaginé l'occupation et c'était une motivation « extérieure » à la population inondée. Ainsi, le projet d'occupation de terres marchait dans plusieurs directions à la fois. Les militants bâtissaient un projet d'action sociale pour les inondés et un projet d'action politique au sein de l'Église. Les habitants trouvaient un projet qui s'associait à leur problème habitationnel et devenait en plus un projet d'action collective au sein de l'espace public et de transformation de leur condition sociale.

Ils avaient par ailleurs un autre atout important : la connaissance des *asentamientos* de Quilmes, qui étaient la première expérience de ce genre ayant eu lieu en Argentine quatre ans auparavant[291]. Ces grandes occupations ont donné les informations et le modèle sur lequel il fallait s'appuyer pour construire le futur quartier et le mouvement des occupants. Sans cette information, les *asentamientos* de La Matanza n'auraient pas été possibles. Ainsi le raconte Luis, dirigeant étant à l'origine de ces occupations :

> « La motivation principale qui nous a poussés vers l'occupation de terrains c'est le débat que j'avais avec les curés de l'Église ; même si après, je l'ai laissé de côté, et même oublié. Mais notre motivation initiale était de montrer qu'il était possible de faire appel à la participation populaire dans un nouveau cadre. Ça veut dire dans la manière d'organiser et de donner la participation au peuple.. (...) Qu'est-ce qui a influencé notre expérience quand le projet est devenu réalité? Les gens des *asentamientos* de Quilmes, de San Francisco Solano. Ils avaient l'expérience de l'organisation dans un *asentamiento* pendant les années

[291] En 1981 se produisent trois occupations de terrains dans la banlieue sud de Buenos Aires connues comme les *asentamientos de Quilmes* ou de *San Francisco Solano* : ce sont les actuels quartiers de *San Martin, El Tala* et *La Paz*. Ces sont les premières expériences réussies de ce type organisées aussi par les militants des CEB qui ont créé l'idée d'une occupation massive organisée. On trouve une analyse de ces cas in Cuenya, B., *op. cit.*, 1985 ; et in Izaguirre, I. & Aristizabal, Z., *op cit.,* , 1988.

de la dictature, ils avaient vécu des conflits très durs et ce tout en conservant des liens très forts avec les CEB »

Luis, *El Tambo*

Il y a eu donc à l'origine deux éléments qui ont convergé dans les occupations de terres du 6 janvier 1986 à La Matanza et qui finalement donneront lieu à la constitution de *El Tambo* en tant qu'*asentamiento :* le projet des militants et la situation des familles qui allait s'approprier du projet. L'ensemble des habitants s'impliquant dans une occupation provient d'habitats réellement précaires à cause des inondations (comme dans le cas de La Reserva), de l'impossibilité de payer le loyer, de l'épuisement des systèmes publics et privés d'accès au logement, de l'insuffisance de l'aide sociale, etc. – comme c'est le cas de la plupart des habitants des occupations. C'est un fait sur lequel on ne peut pas faire l'impasse. Cependant, le rôle des militants a été de transformer en un projet collectif la situation de chaque famille. Ainsi, c'est le projet qui va définir la forme et le sens de l'action collective, rendant possible l'apparition d'un nouveau cours d'action social, tel que les *asentamientos.* Dans ce sens, l'action des militants opère comme une redéfinition de la situation à partir d'une recréation de l'univers des représentations.

Encadré 7 : *Los vecinos.*

Dans les quartiers de Buenos Aires, le terme *vecino* (voisin) est utilisé pour désigner le voisin, celui qui habite à côté, mais aussi de manière générale l'habitant du quartier. Ainsi, dans les entretiens, les occupants font référence aux autres habitants de l'*asentamiento* comme *los vecinos* (les voisins). Nous avons naturellement utilisé le terme « habitant » en français pour nous référer à cette acception du terme « vecino » en espagnol.

Pourtant, tout en étant juste, la traduction du terme ne permet de comprendre son sens que partiellement. Le mot *vecino* acquiert une dimension significative dans le discours des protagonistes des occupations illégales. Nous avons vu comment (*cf.* Chapitre III), d'une part, cette acception du terme *vecino* s'inscrit dans la tradition hispanique : à l'époque coloniale, les Espagnols distinguaient les *vecinos* des *indios* (indiens, aborigènes) ou *infieles* (infidèles) et des noirs d'origine africaine. Ainsi, le *vecino* désignait le blanc espagnol ou créole. Ce lien avec une tradition déjà lointaine exprime le sens d'appartenance communautaire qu'a le terme de *vecino*.

D'autre part, nous avons vu comment le « *vecino de barrio* » (le bon voisin) est un personnage qui construit son identité à partir d'une tension avec la représentation qu'il a de l'habitant du bidonville (un *villero*). Le *vecino* et le *villero* se sont constitués comme des figures idéalisées dont l'une représente la facette positive et l'autre la facette négative. C'est dans les *barrios* (quartiers) qu'habitent les pauvres sages, les « braves gens ». Le quartier représente le lieu de la famille, constituée de *vecinos*. Le *vecino* devient ainsi une réalité morale. La représentation est parfaite par l'attribution de deux types de caractéristiques psychosociales au *villero* : ou bien c'est un fainéant, un voyou, un sujet moralement déficient; ou bien c'est un raté, un sujet socialement incapable de s'intégrer.

Dans ce sens, quand l'habitant de l'*asentamiento* nomme les autres habitants *vecinos,* il se distingue par là de l'habitant du bidonville (le *villero*) et il énvoque avec son interlocuteur une série d'aptitudes morales. Il s'inscrit dans un ensemble de valeurs et se différencie du stigmate qu'il colle, lui-même, à l'habitant de bidonville.

Cette référence morale permet, du même coup, la construction d'une identité. En premier lieu, celle-ci définit une appartenance communautaire : les *vecinos del barrio* (les voisins du quartier) désigne le groupe de camarades. En second lieu, cette inscription communautaire s'intègre aux valeurs de la cité qui indiquent les vertus de la bonne vie. À partir de ces connotations culturelles plus générales, dans le contexte des occupations le *vecino* est l'équivalant du « camarade ». Ainsi, dans les assemblées *on donne la parole au vecino* qui *veut dire quelque chose depuis tout à l'heure,* et lors d'une décision importante il faudra sûrement *consulter l'opinion des vecinos*.

Pour cette raison, nous avons laissé le terme *vecino* en espagnol dans les passages où il était important de saisir le sens du mot dans son ensemble.

Dans les *asentamientos*, donc, le terme *vecinos* acquiert le sens d'« habitant » en français, il est utilisé pour désigner les habitants de chaque quartier et non pas ceux qui vivent à proximité. En outre, *vecino* est utilisé pour donner une limite d'appartenance à la « communauté » du quartier à partir des aptitudes morales recouvertes par le terme.

Carte 4: le contexte urbain des asentamientos.

4 LA NAISSANCE DE *EL TAMBO*[292] : ORGANISATION ET REPRESSION.

Les organisateurs des occupations de La Matanza avaient un point en leur faveur : l'expérience des *asentamientos* de Quilmes. En quoi consistait-elle ? Elle était d'une part un modèle d'organisation sociale et d'utilisation du sol ; d'autre part, elle était un moyen de s'intégrer dans la ville. Aussi bien à La Matanza qu'à Quilmes le terme *asentamiento* désigne à la fois le quartier au sens « écologique » du terme, et un type d'action collective associée à des éléments de l'identité du groupe. Lorsque les 180 familles de La Reserva sont arrivées sur les actuels terrains de *El Tambo* le jour des rois de 1986, elles le firent toutes ensemble et en même temps ; elles apportaient le peu d'affaires dont elles disposaient, qui leur permettaient de construire leurs *casillas* (baraques) comme s'il s'agissait d'un débarquement. Le jour de l'invasion, chaque famille avait un petit papier qui était très important car il indiquait la place que la famille occuperait dans le futur quartier.

> « Le jour où l'on a pris les terrains chacun savait où il vivrait. Avant l'occupation nous avions fait un tirage au sort : on avait mis dans un carton des petits bouts de papiers. Sur chaque papier était indiqué le numéro du lot et du pâté de maison. Sans privilèges, chacun prenait donc la place que la chance décidait pour lui. Pour nous, c'était comme une petite cérémonie communautaire...»
>
> Manuel, *El Tambo*

---

[292] Cet asentamiento est appelé *El Tambo* parce que quelques années auparavant il y avait des vaches, cochons, ainsi qu'une production et une vente de lait sur les terrains postérieurement occupés. C'est la présence des vaches qui donna le nom à l'occupation. *Tambo* est une ferme destinée à la production laitière. Il est nécessaire de souligner que chaque *asentamiento* a été baptisé par les propres habitants du nouveau quartier. Généralement ils portent comme nom, soit la date où a eu lieu l'occupation (*22 de Enero*), soit quelque mot allégorique sur le lieu (*El*

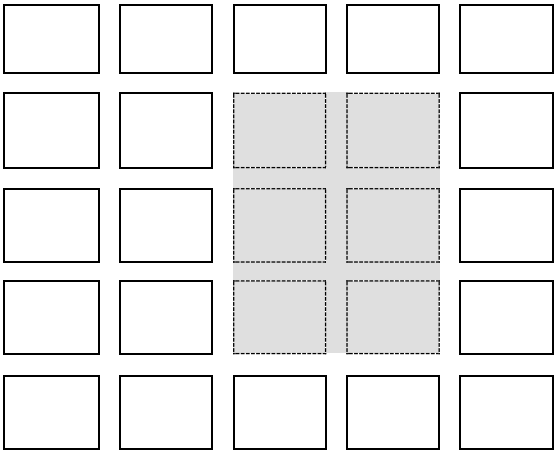
Évidemment, pour pouvoir choisir par hasard l'emplacement de chaque maison, il avait fallu mesurer au préalable les terrains. Avec l'assistance de techniciens, les occupants ont dû faire une carte du futur quartier en projetant le tracé des rues déjà existantes dans les quartiers voisins. C'est la reproduction de l'urbanisation précédemment développée qui permettra aux occupants de se différencier des bidonvilles. En effet, il s'agit d'une occupation illégale de terres qui cherche une base de légitimation dans le cadre du respect de certaines dispositions légales. Ce paradoxe est l'un des traits distinctifs des *asentamientos* et la contribution la plus importante apportée par les prêtres de Quilmes aux mouvements des occupants dans les années quatre-vingt.

Pour bien comprendre cette modalité de planification, il faut ajouter deux précisions. Tout d'abord, rappelons l'existence d'une loi fixant les usages du sol, les dimensions des rues, des lots, etc. Cette loi[293] va donner une base à l'organisation de l'occupation : chaque famille occupe un lot, une parcelle. Cet élément essentiel de la stratégie des occupants est le moyen de limiter le nombre d'habitants du futur quartier et de combattre les risques de promiscuité et d'entassement des maisons, perçus par eux comme caractéristique des bidonvilles. Deuxièmement, il faut noter que les terrains choisis pour construire le nouveau quartier sont des terres qui ont été laissées vides par le processus d'urbanisation. Il s'agit de terrains vagues dans un cadre urbain ancien, entourés d'une ville qui s'est agrandie sans une réelle planification (*cf. supra,* Carte 4). Ce cadre légal et urbain est utilisé par le mouvement des occupants. La norme est incorporée à l'action collective comme une guide pour l'organisation, parce qu'elle sert à légitimer le groupe devant la société et les dirigeants de l'*asentamiento* devant les occupants. Ce modèle d'urbanisation régi par la loi et qu'on copie, représente les valeurs dominantes auxquelles adhérent les occupants.

Tambo, *El Tala*), l'histoire de l'occupation (*Agustín Ramírez*), ou un autre élément allégorique (*2 de Abril*) etc. « Tambo » est un mot du quechua désignant une exploitation laitière.

[293] Loi 8912 de 1977, qui régit l'ordre du territoire à Buenos Aires.

L'intégration d'un *asentamiento* dans l'urbanisation de Buenos Aires.



Le schéma montre la configuration urbaine standardisée de Buenos Aires et comment les occupants reproduisent le cadre urbain. La partie grise indique le terrain vague où se localisera l'*asentamiento* et où les occupants projetteront les rues et les pâtés de maisons déjà existants dans les quartiers voisins. Chaque pâté de maison sera divisé lui-même en lots en respectant les dimensions fixées par la loi. Élément fondamental : chaque foyer occupe un lot. Les organisations des *asentamientos* interdisent l'installation de deux familles dans une même parcelle, ce qui est un moyen de lutter contre l'entassement caractéristique des bidonvilles.La plupart des quartiers de Buenos Aires ont une configuration uniforme, comme si les rues dessinaient un quadrillage ou un damier où se distribuent les lots assignés à chaque maison. Le respect de cette configuration de la part des occupants exprime une volonté d'intégration sociale dans la ville. L'inscription urbaine devient ainsi la voie choisie pour un projet d'intégration sociale.

Ainsi organisées, les 180 familles de La Reserva ont envahi une petite partie des terrains qui constituent *El Tambo* actuel. Quelques heures après l'arrivée des occupants, durant la nuit du 6 janvier, ceux-ci ont connu les pires moments de la vie de l'*asentamiento*. En effet, un groupe de policiers, abrités derrière les terre-pleins du ruisseau Mario ouvrirent le feu alors que les familles construisaient des abris pour la nuit. Les policiers étaient guidés par Martínez[294], qui vivait illégalement dans une maison située sur ces terrains et qui y amenait fréquemment des vaches. Selon les occupants, *Martínez gardait des vaches volées* dans les terres, une affaire à laquelle participait la police locale. Par ailleurs, les occupants attribuent à Martínez un passé dans l'organisation Triple A ; au-delà de son exactitude, cette disqualification vise à expliquer la répression et la mettre en relation avec un passé politique censuré alors dans l'opinion publique[295]. La question est importante parce qu'elle nous permet d'observer jusqu'où peut aller le tissu conflictuel de l'action collective. Elle permet d'observer aussi à quel point les frontières entre ce que nous appelons l'État, la société politique et société civile peuvent devenir équivoques.

En dehors de tout cadre légal, donc, les policiers commencèrent la répression afin d'expulser les occupants. De leur côté, les habitants ne se laissèrent pas surprendre par les policiers, ils se protégèrent et répondirent au feu.

> « Il n'y a pas eu de victimes parce que le terrain était trop grand et parce qu'il n'y avait pas de lumière. Nous avons éteint les feux que nous avions allumés pour nous éclairer, nous nous sommes jetés par terre et nous avons répondu aux coups de feu de la police. »
>
> Luis, *El Tambo*

---

[294] Quelques noms ont été changés afin de préserver l'identité des personnes.

[295] Il faut se rappeler qu'en 1986, la répression illégale occupait une place importante dans les débats publics. La Tripe A (Alliance Anticommuniste Argentine) fut une organisation para-policière de l'extrême droite péroniste agissant entre 1974 et 1976.

A partir de ce moment, l'action répressive alla en s'agrandissant, ayant recours à des méthodes tant légales qu'illégales. Comme nous allons le voir dans le prochain chapitre, l'occupation de terrains implique une confrontation avec divers organismes de l'État. Ce conflit est une des dimensions clés de la forme qu'adoptent l'action collective et les modalités d'organisation des occupants.

Face aux actions répressives de l'État, certaines familles ont décidé de retourner à La Reserva. D'autres ont compris leur impuissance, qui découlait du fait qu'elles étaient peu nombreuses et de la taille réduite des terres occupées. Les dirigeants ont donc décidé d'agrandir le groupe pour pouvoir résister : *pour que l'occupation résiste, il fallait l'élargir.* Il fallait prendre la totalité du terrain pour rendre l'expulsion plus difficile. Ils décidèrent donc d'établir des alliances, en s'adressant aux dirigeants de *El Basural*[296], un bidonville proche de l'*asentamiento,* en leur expliquant la situation et en leur proposant de s'intégrer au projet. Dans les bidonvilles on trouve souvent des leaders forts habitués à gérer des situation d'illégalité et à s'affronter à la police. C'est une différence importante avec la population des *asentamientos* qui, comme nous le verrons, a été socialisée dans des situations d'intégration, a vécu l'expérience de l'intégration. La dirigeante de *El Basural* était appelée *« Tacher »* en référence au Premier Ministre Anglais des années quatre-vingt, pour mieux souligner son caractère dur et sa capacité à s'opposer aux forces de police.

> « Quand nous avons décidé de prendre la totalité du terrain vague, nous avons avancé sur l'autre côté du ruisseau Mario. Nous savions que la seule personne capable d'organiser une avancée telle qu'elle nous permette d'installer une baraque à côté de chez Martinez et qu'ils ne puissent pas l'expulser c'est *La Tatcher*. Elle était la seule capable d'affronter les forces de police et de rester sur le terrain sans en être expulsée. Je suis allé à *El Basural* pour la chercher, je lui ai parlé, elle est venue avec nous. Elle était véritablement « la dame de fer » : elle s'est plantée devant Martínez et l'a embarqué dans tout un tas de problèmes. Elle avait toujours deux revolvers à la ceinture, la vieille. C'était une

[296] *Basural* : Dépôt d'ordures.

femme très dure, avec un sacré caractère. Même, elle le connaissait tout son histoire à Martínez, elle lui disait : *Toi, t'es un fasciste et un tortionnaire.* La vieille était le sang, la bataille. Moi, je faisait tout ce qui était la conduction. Ça nous a servi de manœuvre de distraction, parce que Martínez a été obsédé par *La Tatcher* et ça m'a permis de faire le reste. Quand il a voulu s'en rendre compte, c'était trop tard »

Luis, *El Tambo*

Le témoignage est important non tant par l'information qu'il fournit mais parce qu'il montre avec netteté des traits caractéristiques des représentations que les occupants construisent autour de l'action collective. D'une part, nous pouvons voir le sens stratégique donné à l'action, dans le sens d'un calcul rationnel. D'autre part, on peut observer la forme d'épopée donné à l'action dans le récit. Rétrospectivement, il y a une surconstruction du passé où « eux » et « nous » sont définis dans le cadre d'une production identitaire. Il est important de noter que dans ce cadre, le chercheur est pris comme un interlocuteur devant lequel la construction de l'histoire sert à la définition de l'identité du groupe. Le moment de l'invasion et le sens de l'occupation permettent d'élaborer la démarcation entre « eux » et « nous », ce qui est fait, comme toujours, par des définitions stéréotypées.

Pour les habitants du bidonville la possibilité de s'intégrer dans un *asentamiento* impliquait la possibilité de réaliser un rêve. Ceci a toujours été constaté par ceux qui ont enquêté dans les quartiers pauvres : le rêve d'avoir sa *propre maison* et son *propre terrain*, identifié à la stabilité et au progrès social. Cette aspiration est, sans doute, la principale motivation à l'origine de tous les *asentamientos*. Il faut comprendre que l'errance permanente est l'une des charges les plus dures qui pèse de tout temps sur les pauvres et qui caractérise leur fragilité. Cette charge inaugure souvent le chemin de l'exclusion[297]. En Amérique Latine le périple parcouru est relativement invariable : du petit village

[297] Robert Castel a montré le rapport entre exclusion et condition d'errance dont l'archétype est le vagabond du Moyen Âge. *Op. cit.*, 1995.

vers la capitale de province et de là vers la grand ville. Commence ensuite un véritable pèlerinage d'un endroit à l'autre de la ville, d'un bâtiment à l'autre, d'un quartier à l'autre[298]. Comme nous l'avons vu au Chapitre III, le bidonville n'arrive jamais à donner un sentiment de sécurité ; en laissant toujours planer la menace d'expulsion. Du point de vue de l'expérience, le bidonville ne représente pas une place stable, notamment pour « la famille ».

Avec la venue d'autres familles provenant des quartiers voisins, les habitants de La Reserva et de *El Basural* ont occupé presque la totalité des terrains anciennement appelés *El Tambo*. Et comme on le signalera, les occupants ont développé une action stratégique en entreprenant une authentique « guerre de positions ». En réponse à chaque mesure répressive, l'*asentamiento* se consolide et s'agrandit. Devant les premières tentatives de la police pour éviter l'établissement des habitants, l'occupation passe de 180 familles qui s'installent sur une petite partie du terrain vague, à 700 familles installées sur 30 hectares de terres urbaines. Loin d'être finie, la bataille pour l'installation venait juste de commencer.

> « Quand nous sommes allés dire aux policiers que nous irions prendre l'autre côté du ruisseau, ils ont menacé de nous tuer. Alors nous avons réuni des gens provenant de différents lieux, mais surtout du bidonville, et nous avons pris les terrains jusqu'à l'Avenue [Cristianía]. Nous savions déjà qu'ils viendraient nous réprimer, et nous les attendions. Nous nous sommes mis derrière les arbres avec des armes, de façon à entourer la seule entrée par laquelle les véhicules pouvaient pénétrer dans le terrain. Le jour où nous avons occupé l'espace restant, ils sont venus avec une voiture sans plaques d'immatriculation tirant par les quatre fenêtres du véhicule, tandis qu'une patrouille attendait sur l'Avenue et ils se sont rendu compte que nous répondions à tous leurs coups de feu et qu'ils étaient menacés de partout sans voir quoi que ce

[298] Au Chapitre VI nous montrons deux exemples de cette situation à travers les récits de vie de *Javier* et *Marcelo*, deux jeunes de *El Tambo*.

soit. Ils ont donc disparu tout de suite. Ils ont tout de même blessé un garçon qui a perdu à la suite de ça une partie de sa jambe et qui sera toujours boiteux.»

Luis, *El Tambo*

Les policiers ont essayé une stratégie de répression frontale. Or, pour pouvoir développer cette stratégie, ils avaient besoin d'un contexte répressif, qui n'existait plus depuis la fin de la dernière dictature militaire en décembre 1983. En 1986 la démocratie venait de s'installer et le refus contre toute répression illégale était alors très fort. C'est dans ce contexte politique que les organisateurs des *asentamientos* ont décidé de faire appel à la télévision, une attitude qui du reste sera définitivement incorporée aux formules de protestation et de défense populaire quelques années plus tard. En utilisant leurs relations, les militants sont arrivés à obtenir une heure de transmission dans le canal officiel *ATC*. Les caméras se sont installées sur le lieu de l'occupation mettant l'accent sur la jambe du jeune blessé. L'occupation rentre ainsi dans la sphère publique et sort de la demi-clandestinité dans laquelle elle se trouvait jusqu'alors. Afin de ne pas remettre en question la légitimité des pouvoirs publics l'État s'est vu obligé de changer les modalités de confrontation avec le mouvement social. Celles-ci, très diverses, prennent alors deux formes principales, selon l'analyse faite par les dirigeants eux-mêmes :

« Ils agissaient de deux manières : d'une part des policiers en uniforme nous encerclaient[299] et tournaient autour de nous en voitures de police ; d'autre part, et dans la clandestinité, des policiers en civil nous intimidaient. Un jour ils sont revenus chez moi pour vendre des draps à Alejandra, ma femme : ils se présentaient comme des « vendeurs » avec

[299] Les encerclements sont une des mesures répressives adoptées par la police pendant les occupations de terres urbaines. Des policiers entourent la population qui vient de prendre le terrain. De cette manière on « gèle » l'occupation en empêchant que de nouveaux occupants entrent dans le terrain. Ceux qui sortent, en outre, sont empêchés de rentrer.

des moustaches, lunettes noires…[300] Un autre jour ils sont rentrés chez moi et ils m'ont tout volé, surtout la documentation, les lettres de solidarité, etc. Ils ont essayé de me tuer plusieurs fois. Une fois, à cent mètres de l'endroit où ils m'attendaient, un élève de l'école [Luis était instituteur dans une école du quartier] est venu vers moi pour me dire : *il y a trois hommes armés qui vous attendent*. Alors j'ai fait tout un détour, j'ai réuni les camarades et nous sommes allés vers eux pour les affronter. Quand ils s'armaient nous nous armions. »

Luis, *El Tambo*

Après le passage à la télévision de l'occupation, l'État change son attitude et commence à se développer ce que nous appellerons « l'explosion » : des dizaines de personnes arrivaient chaque jour à l'*asentamiento* pour demander une place, un bout de terrain. Mis en avant par la télévision et comme conséquence de la propagation de la nouvelle par le bouche à oreille, les *sans toit*[301] arrivent à *El Tambo* pour trouver une place où vivre. Ils proviennent des quartiers voisins pour la plupart (73% des enquêtés*, cf. infra*, Tableau 9), mais aussi de quartiers éloignés. L'ampleur de l'affluence des familles cherchant un terrain fut telle que les terres de *El Tambo* furent débordées, ainsi que les expectatives des dirigeants de l'occupation. Cette affluence est à l'origine des deux autres *asentamientos* qui ont été une conséquence imprévue du processus de construction de *El Tambo*. L'arrivée de nouveaux habitants implique une augmentation du pouvoir : plus la population est importante, plus il est difficile pour la police de chasser les occupants de leur place.

Mais cela comporte le danger de l'entassement et de la promiscuité, effet immédiat de l'occupation excessive du sol. Si les occupants permettent l'arrivée d'un nombre incontrôlé de familles, ils risquent de ne pas pouvoir respecter les normes urbaines concernant l'usage du sol. Or, ils visaient précisément à

[300] Avec cette description, l'interviewé fait allusion au stéréotype du policier de civil, les *servicios* devenus célèbres à l'époque de la répression illégale.

marquer leur différence à l'égard des bidonvilles en tant que *quartier*. L'utilisation excessive du sol et la promiscuité qui en découlerait, les conduiraient à un point de non-retour. Les occupants de *El Tambo* connaissaient bien ce risque, et le succès des *asentamientos* de Quilmes le leur montrait. En d'autres termes ils utilisaient ce qu'on peut appeler leur « capital d'organisation ».

Pour bien comprendre l'importance de ce capital, il faut revenir sur le contexte de l'occupation. Plusieurs jours après le 6 janvier les familles étaient installées sur le terrain d'une façon très précaire : sans eau potable, sans toilettes, sans un abri où se protéger pendant la nuit, sans électricité, sans meubles, presque sans rien. En outre, l'installation comptait déjà plus de 700 familles sur une surface de 30 hectares. D'ailleurs, durant ces premiers jours, l'*asentamiento* jouait son sort face à l'État qui essayait d'empêcher l'occupation illégale et d'éviter la formation d'un nouveau mouvement social.

L'organisation de l'*asentamiento* se développait sur deux plans différents : le terrain proprement dit, et le terrain politique. Autrement dit, l'action collective se déployait en même temps vers l'intérieur et vers l'extérieur de l'occupation. En ce qui concerne les tactiques, elles se jouaient vers « l'intérieur » et touchaient essentiellement à l'emplacement des familles sur le terrain et à l'aide dans leur vie quotidienne. Quant ils visaient le « dehors », c'est-à-dire le champ politique, l'action permettait de tisser des solidarités, des accords et d'obtenir des ressources. Un certain niveau d'efficacité a été donc possible grâce à leur niveau d'organisation. L'existence d'un noyau dirigeant et d'une expérience antérieure sur laquelle fonder leur stratégie permettaient au groupe de prévoir les événements.

Ainsi, cette affluence massive de gens que nous avons appelée l'explosion, sera la cause de la formation de deux autres occupations dans les environs de *El Tambo*. Moins de deux mois après l'occupation des premiers terrains par les 180 familles de La Reserva, trois *asentamientos* avec 4.000 familles et autour de 20.000 habitants se sont formés. Les familles arrivaient de toutes les zones

---

[301] Les sans toit (*los sin techo*) constitue une dénomination courante pour ceux qui se trouvent « sans domicile fixe » ou plus précisément qui ne trouvent pas une solution à leurs problèmes d'habitation.

voisines, de tous les quartiers pauvres proches des terrains occupés, *il pleuvait des gens de tous les côtés*. La vitesse, l'ampleur et le caractère spontané de cette affluence montrent que l'« urgence habitationnelle » n'est pas une exclusivité des inondés du quartier La Reserva. En dernière instance, l'explosion déclenchée par l'invasion des terrains de *El Tambo* s'explique par l'impossibilité d'accéder au logement dans laquelle se trouve un nombre croissant de foyers dans la région de Buenos Aires à partir des années soixante-dix.

> « Tant *El Privado* que le *22 de Enero* sont le résultat de l'arrivée excessive de gens. A ce moment-là les gens venaient de partout: de Tigre, de San Fernando, de Wilde [d'autres districts de la banlieue très éloignés de La Matanza]. Il pleuvait des gens de tous les côtés. »
>
> Luis, *El Tambo*

CARTE 5 : Le contexte urbain des *asentamientos* de La Matanza. Va aca o antes, siempre en el punto 2.

5 LE *22 DE ENERO* : L'EXPLOSION ET L'OCCUPATION SPONTANEE.

On doit l'origine de l'*asentamiento* du 22 janvier 1986 à ce qui s'est passé dans le cadre de l'occupation de *El Tambo*.

> « J'habitais juste à côté d'ici. Les premiers terrains qu'on avait occupés c'étaient à *El Tambo*. Et bon, on avait fait courir la nouvelle : *on a occupé là-bas et ils ont pas été expulsés ;* donc, s'ils avaient eu le courage de le faire, pourquoi pas nous ? »
>
> Lili, *22 de Enero*

L'affluence des gens cherchant un terrain à *El Tambo* prend donc la forme d'une véritable explosion. Ce qui avait été une occupation limitée se propage d'une manière accélérée, comme s'il s'agissait d'une vague explosive. Au début, un groupe de familles s'installe en occupant les terrains de *El Tambo* ; mais la vitesse de nouvelles vagues d'arrivants était supérieure à la capacité d'organisation des occupants. Ainsi les organisateurs n'avaient pas encore fini de mesurer le terrain, de tracer les pâtés de maisons, les rues et les lots, lorsqu'ils comprirent qu'il restait plus de personnes que le terrain ne pouvait en accueillir. Le 22 janvier 1986, 15 jours après le début de la première occupation, ils ont donc décidé d'envahir une grande surface vide, presque en face des terrains de *El Tambo,* de l'autre côté de l'Avenue Cristianía.

De cette manière ils prirent la décision d'occuper une petite portion de ces terrains pour pouvoir donner un lot à tous ceux qui étaient arrivés à *El Tambo*, mais pour lesquels il n'y avait plus de place. Dans un premier temps cela ne concernait qu'une partie de la totalité des terrains où se trouve aujourd'hui le *22 de Enero*. Mais la vague explosive devait immédiatement recouvrir une surface beaucoup plus grande. Avec une superficie occupée totale de 107 hectares, cet *asentamiento* est actuellement le plus grand parmi ceux qui trouvent leur

origine dans les occupations de 1986, ainsi que l'un des plus étendus de toute la banlieue de Buenos Aires : autour de 13 000 personnes y habitent aujourd'hui.

L'extension de l'occupation vers de nouveaux terrains qui se poursuit jusqu'en janvier 1988 semble presque aller de soi. En effet, le processus d'occupation de terrains était en cours. La situation urbaine se caractérisait par un gros déficit en logements et il existait un terrain voisin vide, de grandes dimensions, offrant la possibilité d'accéder à plusieurs services urbains de base (eau, électricité, transport public). Après l'échec des premières tentatives pour empêcher la consolidation de l'occupation à *El Tambo*, et avec le problème élevé à la sphère publique par les occupants, l'État se trouvait dans une situation difficile pour affronter l'action collective. Les occupants ont compris qu'une action répressive massive était peu probable et ils ont profité de la brèche ainsi offerte pour continuer à avancer.

Après le 22 janvier, une fois lancée la première action sur le nouveau terrain, les gens ont continué à adhérer à la nouvelle occupation. Ils arrivaient de différents points de la ville, des quartiers voisins et éloignés, du centre ville et de la banlieue. C'était comme une fête de la conquête de la terre, chacun traînant les vauriens de sa pauvre existence et d'une histoire souvent marquée par l'échec. On arrivait aussi avec l'illusion de la conquête, avec le rêve de *ma terre à moi,* de trouver désormais une place pour soi dans le monde. Les canaux de communication furent rapides et précis, rendant possible une véritable propagation, comme si les nouveaux habitants étaient portés par le vent.

> « Tout s'est passé très vite et sans réfléchir... Plusieurs d'entre nous nous connaissions déjà car nous habitions dans le quartier voisin. J'habitais là depuis douze ans, à Villegas, en traversant la rue de l'*asentamiento*. Je me souviens que c'était un après-midi, le 21 janvier. Ma tante est venue chez moi pour me dire que *El Tambo* était déjà complet, qu'il y avait trop de monde. Et comme les dirigeants ne voulaient pas qu'il devienne un bidonville, ils prendraient ces terrains [du *22 de Enero*]. Donc, ils ont occupé de ce côté-ci, et nous avons pris aussi... Ce jour du 22 janvier,

beaucoup de gens sont venues avec des tôles ondulées et leurs biens et ils ont occupé le coin du terrain le plus proche de *El Tambo*. Après nous avons pris le reste.

La première journée, il ne s'est rien passé. Nous nous réunissions et nous pensions qu'ils nous expulseraient. Il n'y avait personne comme dirigeant. Cette nuit-là, nous étions tous attentifs pour voir si la police viendrait. [...] Beaucoup de monde descendait des autobus et nous demandait s'il s'agissait d'une occupation, s'ils pouvaient venir. Nous répondions toujours : *Oui, venez et prenez un terrain*. C'étaient des gens de Laferrere qui finissaient leur journée de travail et qui avaient déjà vu l'autre occupation lorsqu'ils passaient devant en autobus. Le lendemain du 22 janvier, l'occupation était massive et deux jours plus tard il fallait à tout prix de commencer à s'organiser. [...] Les gens prenaient des terrains, mais personne ne savait rien ; il n'y avait personne avec qui parler ».

Lili, *22 de Enero*

Au départ, le *22 de Enero* n'était pas une occupation planifiée comme celle de *El Tambo*. Mais le modèle d'organisation qui se développait et l'apprentissage rapide par les occupants ont rendu possible l'organisation autonome du nouvel *asentamiento* et une utilisation correcte de l'espace. Les *asentamientos*, en tant qu'action collective, se définissent à la fois par rapport au territoire et par rapport au problème de la construction d'une communauté locale. C'est pourquoi une organisation indépendante se constitue dans chaque *asentamiento*, celle d'une occupation ne pouvant pas organiser une autre.

Une fois les occupants ayant traversé l'Avenue qui sépare les terrains de *El Tambo* de ceux du *22 de Enero* ils ont éprouvé le besoin de créer leur propre organisation. Dès les premiers jours les occupants du *22 de Enero* se trouvant seuls se sont constitués en organisation autonome. À la différence des occupants de *El Tambo* qui avaient une relation solide avec les Communautés ecclésiastiques de base leur fournissant un soutien politique et un modèle

d'organisation, les familles du *22 de Enero* étaient presque orphelines de modèle et subiront des influences politiques diverses. L'organisation du territoire, l'établissement des familles qui arrivaient dans le cadre de l'occupation, et l'organisation face aux événements politiques quotidiens, ont fait surgir un premier groupe de dirigeants. Votée par une assemblée de *vecinos,* une commission directive voit le jour.

Ces premiers moments dans la vie du nouveau quartier se caractérisent par un très haut degré de participation communautaire, conséquence de la crainte de l'expulsion et du fait que la vie quotidienne des familles dépend encore des travaux collectifs ou *communautaires,* comme ils les appellent. En effet, au cours des premiers jours, il est nécessaire de s'organiser pour avoir de l'eau, des toilettes, des moyens pour faire la cuisine, pour pouvoir construire un abri où passer la nuit et pour placer chaque famille sur le terrain. Cela a rendu possible la consolidation d'une organisation capable de construire un nouvel *asentamiento*.

> « Nous étions plus ou moins connus mais c'était dur. Il y avait un important groupe de femmes que les hommes ne comprenaient pas... Les camarades ont commencé à dire que nous étions toutes gauchistes, qu'avec nous, on n'irait nulle part, qu'il n'y avait pas d'avenir pour l'occupation avec nous. Mais les gens (*los vecinos*), eux, ils voyaient que nous travaillions.
>
> La naissance du premier groupe dirigeant s'est passé comme ça : un jour nous nous sommes réunis en assemblée pour choisir la direction. Il y avait plusieurs groupes qui voulaient être élus [...]. Les treize personnes qui représentions les pâtés de maisons, nous avons dit que pour qu'on puisse gagner la terre, il fallait que quelques gens restent [mobilisés] sur le terrain lorsqu'un groupe sortait pour chercher des soutiens extérieurs et pour voir comment nous étions perçus en dehors de l'occupation. En plus nous avons proposé la réalisation d'un festival pour recevoir l'aide d'autres organisations. C'était le 14 février [trois semaines après la date de l'occupation].

> Je me souviens que c'était un camarade. Avant l'assemblée il avait pris un morceau de papier qui était par terre et il y avait mis par écrit nos propositions. Après cela c'est moi qui les ai lu et les gens nous ont élus pour conduire l'organisation. Ils ont décidé que ce serait moi la présidente de l'*asentamiento* ; mais ça aurait pu être quelqu'un d'autre à ma place. »
>
> Lili, *22 de Enero*

Cette spontanéité sera plus tard une source de conflits et l'absence d'unité aura des conséquences décisives sur la vie de l'*asentamiento*. Ainsi, elle est à l'origine de divers déficits dans l'organisation : tout d'abord, quant à la prévision de ce que dans le langage des *asentamientos* on appelle les *espaces communautaires*. En effet, pour une population qui finalement sera de 2.500 familles, les espaces verts ou les lieux pour la récréation, le sport, l'organisation du quartier, les activités éducatives, la santé publique, etc. n'ont pas été prévus. On avait seulement réservé une petite place pour un terrain de football (aujourd'hui occupé par une école primaire) et un lot pour une salle de santé publique, qui sera exiguë dès le début.

D'autre part, les occupants des terres du *22 de Enero* n'avaient pas prévu non plus qu'une portion importante de la surface du terrain ne serait pas habitable. Dans le terrain il y a un petit cours d'eau, le Ruisseau La Frontera, qui l'hiver inonde une grande partie de la surface occupée. De plus il y a une ancienne carrière où l'eau stagne pendant les saisons des pluies. Ils ont donc créé un quartier très précaire paradoxalement similaire à celui que cherchaient à éviter les premiers occupants de *El Tambo*. C'est ainsi qu'a eu lieu l'occupation du *22 de Enero*.

Carte 5 : Le processus d'invasion de terres à La Matanza

6 DES TERRAINS DE *EL PRIVADO* VERS LE *17 DE MARZO*.

L'occupation, nous l'avons faite avec la collaboration des autres asentamientos qui nous ont aidés. Mais cette occupation ne s'est pas faite que avec les gens de El Privado. Il y a eu aussi les gens de San Pete et de Puerta de Hierro qui se sont ajoutées et qui ont occupé tout de suite avec nous. La plupart était de San Pete.
Juan, *17 de Marzo*.

El Privado : l'expulsion judiciaire et la construction d'une nouvelle occupation.

Lorsque les occupants de *El Tambo* finirent de s'installer sur la totalité de la surface du terrain qu'ils avaient choisi, ils occupèrent ce qui serait le *22 de Enero*. Dans le cadre de la même explosion produite par les nouveaux arrivants, ils envahirent aussi une petite parcelle de propriété privée qui se trouve à côté de *El Tambo*. C'est l'origine de *El Privado* (*le Privé*), un petit *asentamiento* ainsi appelé parce que les terres occupées n'étaient pas de propriété publique, à la différence de celles de *El Tambo* et de *22 de Enero*. Quatre-vingt familles composaient cet *asentamiento*. Quatre-vingt familles s'étaient installées là-bas (*cf. supra* carte 5).

Une série de difficultés ont marqué la vie de cet *asentamiento*. Tout d'abord la propriété privée des terrains qui donnera à la Justice l'excuse pour l'expulsion immédiate, suite à une plainte déposée par son propriétaire. Dans le contexte mouvementé provoqué par les occupations de La Matanza et l'opposition qu'elles généraient, l'ordre d'expulsion donné par le juge détermina la courte vie de cette invasion. Mais le statut légal des terrains n'était pas le seul problème et finalement, ce sera le déplacement de la population qui permettra de trouver une solution pour l'ensemble :

« Il y avait le problème de la propriété des terrains de *El Privado.* Mais aussi j'avais déjà vu que le terrain ne convenait pas parce qu'il était trop petit par rapport au nombre de gens qui l'avaient occupé. En plus, ce terrain était complètement irrégulier, avec des dénivellements partout. Pour pouvoir construire, il fallait faire sortir toute la population et niveler le terrain [...] Juste au moment où je suis arrivé à *El Privado*, un juge a décrété qu'il fallait quitter ces terres qui étaient de propriété privée. Des policiers sont venus dans le lieu de l'occupation pour nous en informer. Mais le Chef de la Police de La Matanza nous a convoqué ensuite pour un rendez-vous.

Pendant le rendez-vous, il nous a dit qu'il avait le devoir de nous faire quitter le terrain en 48hs. parce que le juge avait signé un papier. Mais que, pour lui, c'était une situation difficile car il était obligé de mettre les gens dans un camion par la force et de les laisser sur le bord d'une autoroute [quelconque]. Nous lui avons dit que les gens désiraient aller ailleurs et nous lui avons proposé aussi d'occuper un terrain qui ne soit pas privé. Le Chef de la Police a été d'accord avec la proposition et il a retardé l'ordre en nous garantissant que personne ne viendrait nous déranger. »

Pablo, *17 de Marzo*

Les occupants se trouvaient face à une alternative : rester sur les terres de *El Privado* et résister à la répression annoncée ou se déplacer vers d'autres terres de propriété publique. Ils ont choisi la seconde solution, mais ce n'était pas facile. S'ils venaient de voir les conséquences de la répression sur les occupants de *El Tambo*, ils connaissaient très bien les risques de déménager et de perdre la position obtenue sur le terrain. Ils avaient déjà fourni un grand effort pour s'installer avec leurs pauvres ressources, et se déplacer vers un endroit inconnu impliquait de gros risques. Par ailleurs, ils savaient par expérience que les promesses des autorités, comme celle du Chef de la Police, ne sont pas souvent tenues. De toutes manières, les occupants ont décidé de déplacer l'ensemble de

l'occupation sur des terrains de propriété publique. Les occupants de *El Privado* ont mis deux mois pour élaborer le déménagement et organiser tous les détails qui garantissaient le succès de la nouvelle occupation.

Le premier point concernait le terrain lui-même. Il devait être d'une taille suffisante, ne pas être trop éloigné de *El Privado*, et être de propriété publique. Les occupants ont choisi un terrain situé à moins d'un kilomètre de *El Privado* et ils ont décidé de se déplacer pendant la soirée du 17 mars 1986. Il fallait également organiser la distribution des familles et l'usage du sol dans les nouvelles terres ; ils ont donc mesuré préalablement les terrains afin d'assigner une place à chacun au moment du déménagement. Finalement ils sont partis comme lors d'un exode dans lequel on abandonne une terre pour en conquérir une nouvelle ; la marche à pied traversa tout le quartier de Villegas. Dans le parcours se sont ajoutés de nouveaux occupants et des habitants de *El Tambo* et de *22 de Enero* afin de grossir la manifestation. Tout a été décidé avec le plus grand soin, afin de ne pas provoquer une police qui le surveillait tout :

> « Quand on a décidé la nouvelle occupation, on a essayé de garder secret le jour, l'heure et le lieu de l'occupation pour éviter des problèmes. C'est-à-dire que l'information ne devait pas sortir des quatre-vingt familles qu'il y avait à ce moment dans *El Privado* [...] Nous avons organisé une marche collective, tous ensemble, comme dans un véritable exode. Pendant la marche, des gens des *asentamientos El Tambo* et *22 de Enero* sont venus avec nous en signe de solidarité.
>
> Pendant le déplacement, quelques camarades sont venus pour nous dire ce qui se passait sur le terrain où nous allions. La police s'était postée en cercle à quelques endroits en empêchant l'accès au terrain. Ils étaient plus de 30, avec des chiens, armes longues et plusieurs véhicules. A ce moment-là il y avait un climat de grande tension. Nous étions à 500 mètres. Nous occupions 200 mètres dans la rue, pleine de familles avec leurs enfants, chacun avec ses biens ; en plus, nous avions deux camionnettes remplies de matériaux de récupération pour faire les

premières cabanes. En tête de la colonne nous avons mis les deux camionnettes ainsi que les femmes et les enfants pour éviter la répression. J'avais appelé des journalistes de Clarin qui nous accompagnaient depuis 17hs. et je leur ai dit de rester attentifs et de tout enregistrer si les policiers réprimaient. Les camionnettes ont avancé sur le cordon policier en entrant dans le terrain de sorte que les gens puissent les suivre. La police a arrêté l'une des camionnettes, mais l'autre a traversé le cordon tout droit et a pénétré dans le terrain. A ce moment il se passé une chose incroyable, les gens se sont mis à chanter l'hymne national de manière totalement spontanée. Et, contre toute vraisemblance, les policiers sont restés immobiles pendant que nous rentrions dans le terrain. C'était un moment très particulier parce que les gens, pris par la peur et la tension, ont commencé à crier : *Cette terre est à moi et personne ne pourra jamais m'en expulser*. »

Pablo, *17 de Marzo*

Ce témoignage nous renvoie de manière assez explicite à la question de l'appropriation des épisodes historiques par leurs acteurs à travers le récit. L'organisation qui prend la forme d'une marche avec les femmes et les enfants à la tête en entonnant l'hymne national, n'obéit pas seulement à un calcul pour éviter la répression ; tout ressemble le célèbre tableau « Il Quarto Stato » de Guiseppe Pellizza de Volpedo. Il s'agit aussi d'une mise en scène très connue en Amérique latine, d'autant plus qu'elle a été souvent observée et toujours racontée comme cela. Il s'agit d'une volonté de réaliser un acte de fondation, qui s'inscrira dans la mémoire collective pour le récit épique. La terre promise, la conquête de l'utopie, la fondation d'un peuple ou *d'un quartier*, tous des éléments constitutifs de la culture du « nouveau monde »[302]. Un autre témoignage renforce le premier :

[302] Sur la présence de ces éléments dans la culture latino-américaine et leur relation avec les formes modernes d'utopie, notamment parmi les catégories populaires, voir CERRUTI GOLDBERG, Horacio: *Hacia una metodología de las ideas (utópicas) en América Latina*, México, UNAM, 1986.

« Nous sommes venus le 17 mars. Nous avons fait une marche en traversant tout Villegas et quand nous sommes arrivés, il y avait toute la police autour du terrain. Mais nous avions mis les gamins devant et nous nous sommes mis à chanter l'hymne. Alors, nous sommes rentrés [au terrain] et la police ne faisait rien, ils nous regardaient passer. Tout de suite on a commencé à mesurer les terrains, les pâtés de maison, comme on pouvait. Avec de la laine nous marquions les pâtés de maison et on mettait 28 familles dedans, 28 lots. »

Juan, *17 de Marzo*

L'acte d'occupation du terrain de l'*asentamiento* appelé *17 de Marzo*, clôt la très brève vie de *El Privado* : trois mois d'existence. Actuellement ces terres sont toujours vides et seulement un petit terrain de football leur donne un peu d'animation.

17 de Marzo : la formation de la troisième occupation avec l'apport des quartiers voisins.

« Nous avons réalisé l'occupation avec la collaboration des autres *asentamientos* qui nous ont aidé. Nous n'avons pas fait cet *asentamiento* seulement avec les gens de *El Privado*; des gens de *San Pete* et de *Puerta de Hierro* sont venus avec nous et d'autres se sont ajoutés tout de suite. La plupart étaient de *San Pete* »

Juan, *17 de Marzo*

Une nouvelle occupation se produit ainsi, dans la localité de Isidro Casanova : le *17 de Marzo.* C'est la dernière ayant son origine avec l'occupation de *El Tambo*, éloignée moins d'un kilomètre de celle-ci. Pour bien comprendre la formation de ce nouvel *asentamiento*, il faut ajouter quelques mots sur son contexte urbain immédiat.

Des deux côtés du terrain occupé le 17 mars 1986 par les habitants provenant de *El Privado*, il y avait (et il y a encore) deux quartiers pauvres très singuliers. Il s'agit de deux NHT (*Núcleos Habitacionales Transitorios* - habitations temporaires construites par l'État*)* appelés « Puerta de Hierro » et « San Pete » par leurs habitants[303]. Ces NHT avaient été bâtis comme partie d'un plan du gouvernement du président Arturo Frondizi (1958-1962) pour éradiquer les bidonvilles de la Capitale argentine[304]. Le gouvernement construisait alors ces sortes d'habitations pour loger de façon « transitoire » les familles qui étaient expulsées des bidonvilles de la Capitale. Nous avons pu constater que les habitants se souviennent encore des promesses gouvernementales, selon lesquelles ils n'y resteraient que trois ou quatre mois pendant la construction de leurs logements définitifs. Mais ils demeurent encore, depuis trente ans, dans ces bâtiments précaires, provisoires, dans des conditions tout à fait dégradées et dans un habitat qui présente les indices les plus élevés d'entassement et de promiscuité urbaine.

Pour ces quartiers, l'occupation lancée par les occupants de *El Privado*, était vécue comme l'opportunité pour quitter définitivement les *ghettos* où ils étaient confinés depuis des années. Invités par les occupants de *El Tambo*, tout comme les habitants du bidonville *El Basural*, les habitants des NHT se sont joints au nouveau quartier. Cet amalgame de quartiers et d'habitants d'origines diverses sera une source de difficultés à l'heure d'organiser l'action collective de l'*asentamiento*. En outre, quelques jours plus tard, un certain nombre

---

[303] Le baptême d'un quartier d'une pauvreté extrême comme « *Puerta de Hierro* » par ses propres habitants porte une forte charge d'ironie : il s'agit du nom de la somptueuse résidence de Juan Perón pendant son exil en Espagne jusqu'aux années 70.

[304] Pour les différents gouvernements qui se sont succédé après la décennie des années 40, l'éradication des bidonvilles de la Capitale a été presque une obsession. Mais ce déracinement n'a jamais été lié à aucune politique sociale allant aux « racines » du mal. Par contre, l'éradication signifie encore aujourd'hui uniquement une tentative répétée d'élimination physique des bâtiments qui forment ces quartiers. *Cf. supra*, Chapitre III.

d'habitants sont arrivés d'un autre bidonville, dite *villa San Alberto*, également proche des *asentamientos.* En peu de jours, le *17 de Marzo* est devenu un creuset où se mélangeaient des habitants de provenances différentes. Le quartier était formé au début par un ensemble hétérogène constitué par ces quatre groupes d'habitants. Ce sont les activités concrètes pour établir les familles sur le terrain qui donneront l'unité au quartier.

Les habitants arrivaient de chaque quartier dirigés et groupés par des différents leaders, dont beaucoup étaient affiliés à des partis politiques. Ce qui donnera lieu à des disputes pour le leadership de la nouvelle occupation. Ce conflit nous montrera jusqu'à quel point la réalité communautaire peut être un facteur de regroupement et source d'action collective et jusqu'où l'identité sociale peut avoir une base urbaine pour ce type de population.

C'est de cette manière que le *17 de Marzo* a organisé sa population donnant naissance au troisième *asentamiento* de La Matanza. Au cours de leur déménagement, les 80 familles de *El Privado* se sont multipliées plus de dix fois pour construire un quartier de 900 familles avec 50 hectares occupés. Comme nous venons de voir, les trois occupations se sont formées avec une population provenant des quartiers pauvres voisins. En outre, les lieux laissés libres par les habitants des deux NHT et des bidonvilles qui sont partis vers les *asentamientos*, furent occupés de nouveau par d'autres familles marginalisées de la ville. Étant donné que les mêmes endroits physiques et sociaux furent occupés par d'autres individus, la création des *asentamientos* n'a pas impliqué une réduction de la population des NHT et des bidonvilles. Dans un sens, tout se passe comme si les quartiers étaient les « caisses vides » de la structure sociale décrite par Robert Merton : ils sont occupés aujourd'hui par des uns, demain par d'autres. Après tout, on sait qu'un quartier, comme toute place dans la ville, est beaucoup plus une réalité sociale qu'architecturale.

Ainsi, dans la même zone de la ville cinq types d'habitats pauvres coexistent aujourd'hui l'un à côté de l'autre : les NHT, les bidonvilles, les quartiers pauvres issus de lotissements, les complexes construits par l'État et les *asentamientos* (voir *supra* carte 4).

Jusqu'ici, nous avons résumé très brièvement l'histoire de la constitution de trois invasions de terres de La Matanza. Nous y reviendrons au cours de l'analyse. D'un point de vue sociologique, une question a guidé ce Chapitre : comment un processus initié par un nombre relativement limité d'individus a-t-il pu donner lieu à un processus collectif et à grande échelle, aboutissant à la création de plusieurs quartiers ? On peut constater une différence évidente entre les motivations du premier groupe de militants, celles des familles inondées et celles des autres habitants qui arrivent après « l'explosion » et qui cherchent une place. Il était nécessaire de passer des motivations des individus (ou des familles) au sens attribué à l'*asentamiento* en tant que collectif.

La question précédente concerne également le phénomène des *asentamientos* en général. En effet, les occupations produites à Quilmes en 1981 ont ouvert la voie aux *asentamientos* en tant que forme de production de l'habitat, et ils sont un fait historiquement singulier dans le contexte des grandes villes argentines. Autrement dit : quelles sont les raisons qui expliquent l'adoption de l'*asentamiento* comme voie d'accès au logement ? et plus largement, comme modèle de relation des couches populaires à la ville ? Cette question exige de considérer les *asentamientos* comme action collective et en tant que projet d'intégration sociale entrepris par les occupants eux-mêmes. Dans la partie suivante nous procéderons à l'analyse des principales caractéristiques sociales de la population et à la description de l'action des occupants en termes de « construction d'un quartier ». Nous procéderons ainsi à une première approximation de la question de l'action collective, que nous compléterons au Chapitre V à travers l'analyse des modèles d'organisation développés par les *asentamientos* et les formes de rapport avec l'État et le système politique. Pour ce qui concerne la volonté d'intégration sociale, ces premiers éléments nous permettrons d'achever son analyse au Chapitre VII, où nous verrons qu'elle prend la forme d'une inscription territoriale.

LA CONSTRUCTION D'UN QUARTIER

Y... hay muchas diferencias con la villa. Por ejemplo, tenés los medidores de la luz que hay en la puerta de cada terreno, acá todo el mundo paga la luz... Es verdad que hasta hace poco nosotros también estábamos enganchados, pero ahora todo el mundo paga, porque acá todos somos gente de bien. Por otro lado, fijate las veredas, las manzanas... Acá la gente trabaja mucho para levantar el barrio. Todos los terrenos tienen su alambrado, la gente ha limpiado todo, no hay basura tirada. Y los vecinos van trabajando de a poco en su casa. Los domingos, si vos venís al barrio vas a ver a todo el mundo levantando una pared o haciendo algo para mejorar. Y es por eso que esto de a poco se fue convirtiendo en un barrio.

Oui... il y a beaucoup de différences avec le bidonville. Par exemple, t'as les compteurs d'électricité qui se trouvent sur la porte de chaque terrain. Ici, tout le monde paie l'électricité... C'est vrai qu'il n'y a pas longtemps nous étions aussi "branchés", mais maintenant, tout le monde paie, parce qu'ici, nous sommes tous des gens bien. D'un autre côté, regarde les trottoirs, les pâtés de maison... ici, les gens travaillent beaucoup pour construire le quartier. Tous les terrains ont une clôture, les gens ont tout nettoyé, il n'y a pas de déchets par terre. Et les *vecinos* construisent petit à petit leur maison. Si tu viens le dimanche dans le quartier, tu verras tout le monde construire des murs ou faire quelque chose pour améliorer, et c'est pour ça que petit à petit c'est devenu un *barrio* (un quartier).

Alicia, *El Tambo*

7 LA PRODUCTION DE L'HABITAT COMME PROJET DE CONSTRUCTION D'UN QUARTIER. RECONSTRUCTION DE LA SOCIABILITE PRIMAIRE ET INSCRIPTION TERRITORIALE.

Cette partie est organisée en deux points. Dans le premier, nous présenterons une série de données statistiques que nous avons obtenues à travers la réalisation d'une enquête par questionnaires, afin d'apporter des éléments caractérisant la population des *asentamientos*. Dans le deuxième point, nous ferons part également de quelques éléments descriptifs qui ont pour origine nos observations sur le terrain, et qui nous permettront de caractériser les *asentamientos* en tant que forme d'habitat. Dans ce point, nous mettrons l'accent sur les effets de l'action collective en matière urbaine, et il s'agira donc de savoir quelle est concrètement la forme de l'habitat produit par les occupants, et quels sont les points sur lesquels s'articule l'action collective.

Nous serons guidés par une hypothèse d'interprétation, selon laquelle les occupants organisent les *asentamientos* suivant une stratégie d'intégration sociale à travers la construction d'un quartier : l'occupation apparaît comme un projet d'inscription territoriale dans la ville. Ainsi, l'action collective s'articule autour de deux aspects qui constituent en même temps des conditions de son organisation. Tout d'abord l'*asentamiento* fonctionne dans un premier temps comme un rétablissement de la "sociabilité primaire", comprenant par là que dans la production de l'habitat sont construits un ensemble de supports locaux qui fonctionnent comme des éléments d'insertion de la vie familiale et individuelle sur le plan urbain. Or, on constate immédiatement une projection de l'action collective vers les institutions qui permettent l'insertion urbaine, dépassant ainsi le cadre de la sociabilité primaire. La recherche de médiations institutionnelles dans le système politique et l'organisation de l'entraide sera l'axe des organisations de quartier. Dans le cas des *asentamientos*, ces supports se manifestent essentiellement par la construction des *espaces communautaires*

et des infrastructures de services, ce qui rend compte d'une tentative de réduire la fragilité relationnelle et de faciliter l'intégration dans la ville.

Le deuxième aspect, c'est que l'*asentamiento* fonctionne comme défense de l'identité des occupants, menacée par les processus de désaffiliation sociale. Dans ce sens, nous affirmons que l'identité de la population originaire des *asentamientos* est mise en jeu au moment même de l'occupation et dans la forme prise par la production de l'habitat. L'identité est mise en jeu à travers la relation qui s'établit entre les figures du *barrio* (quartier) et celle de la *villa* (le bidonville).

Ces deux éléments (dimension matérielle et symbolique de l'action) s'organisent autour de la défense d'un « monde vécu », qui est perçu comme fragilisé à partir de la perte des conditions qui rendent possible la reproduction de l'habitat.

7.1 Les habitants des *asentamientos*. Qui sont-ils ? Quelle âge ont-ils ?, quel rapport ont-ils au travail et à l'emploi ?, quel niveau éducatif ?, où habitaient-ils ?, pourquoi se sont-ils ralliés à l'occupation ?

Les données présentées dans ce Chapitre ont été élaborées sur la base d'une enquête que nous avons réalisée dans les trois *asentamientos* de La Matanza, trois ans après l'occupation des terrains. Il s'agit d'un ensemble de 100 foyers enquêtés qui totalisent 511 habitants. L'échantillon de 100 foyers enquêtés représentent environ 2,5% de la population de ces *asentamientos* et l'enquête a été réalisée entre les mois de mai et de juin de 1989[305].

Lieu de provenance.

Le premier trait caractéristique de la population des *asentamientos* est qu'il s'agit d'une population de non immigrés. Il ne s'agit pas de ruraux venant d'arriver en ville. La provenance des occupants étant pour la plupart, l'agglomération de Buenos Aires (Tableau 9), les immigrés représentent quant à eux seulement 2% des enquêtés. 73% des occupants de La Matanza interrogés proviennent de ce même district, ce qui suppose une faible part de déplacements.

---

[305] Les données présentées en pourcentages ne constituent pas des projections sur la population. Ils correspondent uniquement à l'échantillon de 100 foyers qui ont été interrogés, ce qui fait un total de 511 habitants. Selon le type de donnée, les tableaux sont donc construits sur la base de 100 ou de 511 cas : nous indiquons sous chaque tableau si le pourcentage concerne les 100 foyers enquêtés ou les 511 habitants. L'enquête comprenait des questions sur les revenus. Cependant, le contexte d'hyper-inflation dans lequel nous avons réalisé l'enquête - supérieur à 2000% par an -, ne nous a pas permis de considérer cette information dans les indicateurs choisis pour caractériser la population. Suivant la taille de chaque *asentamiento*, l'échantillon est composé de : 17 foyers à El Tambo, 22 foyers au 17 de Marzo et 61 foyers au 22 de Enero. Les données sont traitées sans distinguer les habitants d'un quartier des autres étant donné leur homogénéité.

TABLEAU 9 LIEU DE PROVENANCE DE LA POPULATION DES *ASENTAMIENTOS*					
Provenant des différentes zones de la ville de Buenos Aires			**Immigrant dans la ville**		**TOTAL**
Capital Fédérale	La Matanza	Autres districts du Grand Buenos Aires	Intérieur du pays	Étranger	
14 %	73 %	11 %	1 %	1%	100 %
Source : Données personnelles, base 100.					

L'information selon laquelle 98% des occupants proviennent de la ville (ils ne sont ni des ruraux, ni des provinciaux, ni des étrangers) constitue un élément essentiel. Les occupations des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix ne peuvent plus être expliquées comme une conséquence de l'inadaptation des ruraux aux valeurs modernes de la ville, telle une explication classique des bidonvilles des années quarante à soixante[306]. Comme nous le verrons plus tard, le sentiment d'appartenance des occupants à la ville, leur parfaite maîtrise de la culture urbaine et des traditions populaires explique en partie les différences entre les *asentamientos* et les bidonvilles.

Cet élément peut être complété par une autre information concernant le lieu d'appartenance. Quelle proportion des occupants habitait un bidonville avant de venir à l'*asentamiento* ?, combien d'entre eux habitaient un « vrai » quartier, un quartier « normal » ?

TABLEAU 10 TYPE D'HABITAT DE LA RESIDENCE AVANT DE REJOINDRE L'*ASENTAMIENTO*		

[306] Notamment les explications de Gino GERMANI, *Sociología de la modernización*, Buenos Aires, Paidós, 1969, *op. cit.*,1980.

Habitants de bidonvilles	Habitants de *NHT*[307]	Habitants de quartiers	**TOTAL**
21 %	12 %	67%	100 %
Source : Données personnelles, base 100.			

Non seulement les habitants des *asentamientos* proviennent de la ville, mais ils proviennent de la « ville normale ». C'est-à-dire, dans une large proportion (67%) ils sont les héritiers de la capacité d'intégration sociale caractéristique de la société argentine jusque dans les années quatre-vingt. Ils ont vécu et grandi dans un quartier, probablement dans un logement considéré « normal », une *maison digne*. Évidemment l'impossibilité de reproduire cette insertion urbaine, l'accès au logement par les voies acceptées, est le facteur essentiel qui pousse à l'occupation de terres. Cependant, un certain nombre de questions reste ouvert. Comment ces *vecinos*, ces « habitants de *quartier* » acceptent et maîtrisent-ils leur participation à une occupation illégale ? Qu'est-ce qui les pousse vers l'invasion de terres ? S'agit-il de la réponse à un besoin purement matériel, à une urgence économique ?

Âge et sexe de la population.

Au moment où l'occupation a eu lieu, la population des *asentamientos* était très jeune (Tableau 12). De telle sorte que lorsque nous avons réalisé notre enquête, il y avait 80 enfants de moins de 3 ans (qui étaient donc nés après l'occupation) dans notre échantillon de 100 foyers. Les enfants de moins de 10

[307] Nous avons fait référence aux NHT dans le Chapitre III. En ce qui concerne la stigmatisation des habitants il n'y a pas de différence entre les NHT et les bidonvilles. La seule différence c'est que les NHT ont été bâtis par l'État, mais aujourd'hui ses quartiers sont devenus des véritables bidonvilles. La différence entre NHT et villa correspond à une distinction savante faite des critères techniques, mais ce n'est pas une distinction faite par la population qui considère les NHT comme étant de bidonvilles.

ans constituaient le groupe d'âge le plus important, soit 41,5% de l'échantillon. Il s'agit d'une population constituée d'un grand nombre d'adolescents et d'adultes jeunes (35,5% âgés de 11 à 30 ans), où il n'y a pratiquement pas de personnes âgées (1% de plus de 61 ans) et où les plus de 30 ans ne représentent même pas le quart du total. Enfin, pour ce qui concerne la distribution par sexes, la population est homogène et ne diffère pas des moyennes générales calculées sur l'ensemble du pays.

1.1.1.1 TABLEAU 11
DISTRIBUTION DE LA POPULATION PAR AGE ET PAR SEXE.

Groupe d'âge	Hommes		Femmes		Total	
		%		%		%
0 – 5	60	11,75	60	11,75	120	23,5
6 – 10	44	8,60	47	9,20	91	18,0
11 – 20	59	11,54	41	8,02	100	19,5
21 – 30	44	8,60	39	7,63	83	16,0
31 – 40	30	5,87	36	7,05	66	13,0
41 – 50	24	4,70	12	2,35	36	7,0
51 – 60	5	1,00	5	1,00	10	2,0
61 et plus	3	0,60	2	0,40	5	1,0
Total	269	52%	242	48%	511	100%

Source : Données personnelles, base 511.

Les foyers.

La taille moyenne des foyers (Tableau 12) est légèrement supérieure à 5 membres (contre 3,7 pour le Grand Buenos Aires) et 61% des foyers sont composés de plus de 4 personnes. En règle générale, les familles sont composées de couples jeunes avec de jeunes enfants, les cas de couples ou de personnes

seules étant très rares. Les foyers élargis où vivent d'autres parents ne sont pas courants non plus et dans la majorité de ces cas, il s'agit de familles où habite le père ou la mère de l'un des conjoints.

En général, les enquêtés ont reconnu comme chefs de famille l'homme du couple, et dans le cas où c'est la femme, elles ont plus de 40 ans. Il s'agit dès lors de familles monoparentales où les mères sont restées seules avec leurs enfants. A l'opposé, parmi les chefs de famille hommes, 78% ont moins de 40 ans. Si l'on considère l'ensemble, la grande majorité des chefs de foyer se situe entre 20 et 40 ans (70%), avec un âge moyen de 35 ans (Tableau 13). Par contre, les statistiques du niveau national montrent que seuls 43,2% des chefs ont moins de 45 ans (40% pour le Grand Buenos Aires)[308].

[308] SIEMPRO : "Situación de los jefes de hogar en las regiones geográficas del país", *Informe de situación social 4*, Buenos Aires, Ministerio de Desarrollo Social y Medio Ambiente, Septiembre 2000.

1.1.1.2 TABLEAU 12 DISTRIBUTION DES FOYERS SELON LE NOMBRE DE MEMBRES	
NOMBRE DE MEMBRES DU FOYER	NOMBRE DES FOYERS
1 membre	1
2 membres	5
3 membres	15
4 membres	18
5 membres	22
6 membres	22
7 membres	8
8 membres	3
9 et plus	6
TOTAL	100
Source : Données personnelles, base 100.	

Taille moyenne du foyer = 5,1 membres.
Taille moyenne du foyer dans le Grand Buenos Aires = 3,7membres.

TABLEAU 13 DISTRIBUTION DES CHEFS DE FOYER SELON L'AGE ET LE SEXE			
	SEXE		
ÂGE	HOMMES %	FEMMES %	TOTAL
- 20	4		4
21 - 30	36	20	34
31 - 40	38	20	36
41 - 50	13	40	16
51 - 60	8	20	9
61 et plus	1		1
TOTAL	100	100	100
Source : Données personnelles, base 100.			

Âge moyenne du chef = 35 ans.
Niveau national : 59% des chefs ont plus de 45 ans.

Scolarité.

En Argentine, depuis les premières décennies du siècle, le système éducatif connaît une très grande demande et il n'a eu aucun problème véritable pour recruter des élèves. Près de 95% des enfants en âge scolaire vont à l'école primaire. Cependant, les problèmes de redoublement, de désertion scolaire et de qualité de l'enseignement se sont aggravés comme conséquence de nombreux facteurs. Il est actuellement certain qu'une très petite quantité d'habitants des quartiers pauvres atteignent les niveaux de l'enseignement supérieurs au

baccalauréat. Ainsi, s'il est vrai que l'insuffisance d'une formation est bien souvent un obstacle pour obtenir un emploi stable et bien rémunéré. Il est peut-être encore plus grave que l'éducation ne soit plus perçue (ce qui est justifié) comme un élément pouvant garantir d'autres formes d'insertion sociale, telles que l'emploi. Il y a une détérioration du crédit que l'on porte à l'école, demandant toujours des niveaux plus élevés d'enseignement pour accéder aux mêmes postes de travail. Par ailleurs, l'éducation a perdu la prétention universaliste, qui considérait tout le monde comme des citoyens égaux auxquels on devait offrir la même éducation. Ceci résulte du fait que, y compris dans le cas de l'enseignement public, il y a eu une importante aggravation de la différenciation entre la qualité de l'enseignement des écoles dans les quartiers pauvres et dans celles des couches moyennes et supérieures. Ainsi, le système éducatif ne s'est pas détérioré à cause de la diminution des inscriptions et, en général, les familles pauvres envoient leurs enfants à l'école primaire. La fracture passe par la qualité des services éducatifs dans les quartiers populaires[309]. Cela est dû essentiellement à trois facteurs : la chute du volume de la dépense en éducation, la baisse des salaires des professeurs, la détérioration des locaux des écoles; on n'observe pas par ailleurs d'importants investissements en matériel et techniques pédagogiques. Selon les données présentées par Tenti Fanfani, les salaires des enseignants de la Province de Buenos Aires ont chuté de 103,6 à 66,7 entre 1988 et juillet 1991[310].

C'est dans ce contexte que s'inscrivent les données du Tableau 14, où nous présentons un panorama général de la scolarité des enfants âgés de plus de six ans dans les foyers enquêtés. Les trois groupes d'âge représentés dans les catégories du tableau correspondent aux âges prévus pour le début et la fin des

---

[309] Comme le signale Tenti Fanfani, il n'y a pas de mesures globales qui permettent d'évaluer la chute de la qualité éducative. C'est un sujet auquel fait référence la communauté éducative nationale d'un côté, mais, de l'autre côté, elle se déduit de la chute de l'investissement dans le système éducatif et de la détérioration de la fonction d'enseignant. *Cf.* Emilio TENTI FANFANI, *La escuela vacía. Deberes del Estado y responsabilidades de la sociedad*, Buenos Aires, UNICEF/Losada, 1992.

[310] *Cf.* TENTI FANFANI, Emilio : « La escuela en el circulo vicioso de la pobreza », in A. MINUJIN : :« En la rodada », in Minujin A., *Cuesta abajo. Los nuevos pobres : efectos de la crisis en la sociedad argentina*, Buenos Aires, UNICEF/Losada, 1992.

trois cycles d'enseignement en Argentine[311]. Ainsi, si l'on observe le groupe des enfants en âge d'aller à l'école primaire (6-12 ans), 30% d'entre eux n'avaient encore pas commencé leur scolarité. Pour le groupe correspondant aux jeunes en âge d'aller à l'école secondaire (13-17 ans), on peut observer que la situation est encore plus grave, car le nombre de ceux qui ne sont pas scolarisés augmente (45%) et la proportion de ceux qui abandonnent sans avoir terminé le primaire ou sans avoir commencé le secondaire est très élevée (71%). Dans le groupe des adultes âgés de plus de 18 ans, seulement 25% des enquêtés avaient accompli le cycle éducatif correspondant à leur âge, 30% n'avaient reçu aucune scolarité et 45% étaient restés à des niveaux scolaires très bas.

Si l'on tient compte de la situation scolaire des chefs de foyer (Tableau 15), le déficit éducatif de la population des *asentamientos* peut être observé plus clairement. 93% des chefs de famille enquêtés n'avaient pas fini le secondaire et 78% ne l'avaient pas commencé. 28% de ce groupe n'avaient reçu aucune scolarité.

La comparaison du panorama des occupations avec les données de niveau national montre déjà la population des *asentamientos* comme appartenant à une classe clairement défavorisée. Surtout si l'on tient compte de l'importance du système éducatif en Argentine et du haut niveau de scolarisation, par rapport aux autre pays latino-américains. Au niveau national, seulement 5% des enfants en âge scolaire ne vont pas à l'école, contre 30% à l'*asentamiento*. En Argentine, 36% des chefs de famille finissent leurs études secondaires, contre 7% de notre échantillon. 5,7% des adultes n'ont pas de scolarité au niveau national, alors que 28% des chefs de foyer des occupations ne sont jamais allé à l'école.

TABLEAU 14 SCOLARITE DES ENFANTS SELON LES GROUPES D'AGE.		
	ÂGE	

[311] Les cycles de l'enseignement ont été modifiés en 1994. La modification majeure a étendu l'éducation primaire à neuf ans de scolarité, c'est-à-dire jusqu'à 14 ans.

SCOLARITÉ	6 - 12	13 - 17	18 et plus	TOTAL %
Sans scolarité	30	45	30	34
Primaire incomplet	68	11	20	49
Primaire complet (a)	2	15	15	7
Secondaire incomplet		29	10	8
Secondaire complet (b)			25	2
TOTAL	100	100	100	100
Source : Données personnelles, base 179.				

Dans l'échantillon observé, il n'y avait aucun cas d'études au niveau supérieur de l'enseignement (universitaires ou tertiaires, post-BAC), même si dans le travail sur le terrain nous avons connu quelques cas, sans doute exceptionnels.
(a) Correspondant à 7 ans de scolarité.
(b) Correspondant au Baccalauréat français.

TABLEAU 15
NIVEAU MAXIMUM DE SCOLARITE ATTEINT PAR LES CHEFS DE FOYER. Comparaison de la population des *asentamientos* avec les chiffres de niveau national et du Grand Buenos Aires.

SCOLARITÉ	Chefs de foyer	Chefs de foyer G. Buenos Aires	Chefs de foyer niveau national	Adultes total Arg. (a)
Sans scolarité	28	↓	↓	5,7
Primaire incomplet	8	13,6	14,4	22,3
Primaire complet	42	↓	↓	34,6
Secondaire incomplet	15	50,9	49,3	25,3 (b)
Secondaire complet	7	35,5	36,3	12 (c)
TOTAL	100	100%	100%	100%
Source : Données personnelles, base 100.				

(a) Population de plus de 25 ans, recensement de 1991, INDEC.
(b) 1er cycle de l'enseignement secondaire (= 10 années de scolarité).
(c) Études post-secondaire.

Emploi.

Actuellement, la situation de l'emploi en Argentine se trouve très détériorée. L'indicateur le plus évident concerne le chômage qui a atteint presque 18% de la population active en 1995 (16% en 2000). Or, celui-ci est un phénomène qui s'est développé essentiellement dans les années quatre-vingt-dix. Sans avoir atteint la stabilité des pays les plus industrialisés, en 1980 le « chômage ouvert » total du pays était de 2,6%. Mais en 1989, ce pourcentage atteignait déjà les 7,6% des actifs[312]. Comme nous l'avons signalé dans le Chapitre I, la proportion de salariés est historiquement élevée en Argentine (75% entre les années quarante et quatre-vingt). Nous devons néanmoins signaler le grand poids de l'emploi informel, qui a atteint un tiers des travailleurs à partir des années quatre-vingt.

Au niveau du Grand Buenos Aires, le chômage des chefs de foyer passe de 1% en 1980 à 6,4% en 1990 et 10% en 1999. Le travail au noir pour cette catégorie passe de 18,7% en 1980 à 34,3% en 1990[313]. Le chômage du total de la population de la banlieue de la Capitale passe, quant à lui, de 8,5% en 1990 à 15% en 2000 et le nombre de travailleurs au noir évolue de 33% à 38% au cours de cette période[314]. Ainsi, au début des années quatre-vingt-dix, près de la moitié des chefs de foyer avaient des problèmes d'emploi ou avaient perdu leur emploi « classique ». A la fin du siècle les salariés étaient devenus minoritaires. Le traditionnel rapport à l'emploi des catégories populaires argentines se voit ainsi complètement bouleversé.

De la même manière que nous l'avons vu pour le cas de l'enseignement, les *asentamientos* connaissent une concentration très élevée de situations de précarité par rapport aux chiffres moyens correspondants à l'ensemble de l'Argentine (Tableaux 14 et 15). Nous avons analysé la situation de l'emploi pour

---

[312] *Cf.* MONZA, Alfredo, *op. cit.*, 1993.
[313] MINUJIN & KESSLER, *op. cit.*, 1995, et SIEMPRO : « Evolución reciente del mercado de trabajo. Octubre 1999 – Octubre 2000 », *Informe de situación 6*, Buenos Aires, Ministerio de Desarrollo Social y Medio Ambiente, Abril 2001.
[314] SIEMPRO N° 6, *op. cit.*, 2001.

tous les membres du foyer âgés de plus de 10 ans puisqu'en règle générale, dans les situations des foyers à bas revenus, ce dernier est composé par l'apport de plusieurs membres de la famille, y compris les enfants. Parmi les chefs de foyer enquêtés, seulement 50% avaient un emploi stable, 13% d'entre eux étaient au chômage (alors que la moyenne générale du pays était de 6,4%) et 34% étaient des précaires ou des sous-employés (ce qui signifie qu'ils réalisaient des emplois ponctuels, avec un faible nombre d'heures et/ou au noir). En ce qui concerne les conjoints, 32% étaient incorporés au marché du travail, même si seulement 9% avaient un emploi stable, ceci étant probablement dû au type d'emploi des femmes. Dans le cas des enfants, 25% des enquêtés avaient une activité économique rémunérée, seulement 38% étaient des scolarisés et 37% étaient « sans activité ». On pourra observer que parmi les chefs de foyers, les précaires et les chômeurs constituaient une proportion très élevée (47%), arrivant presque à égalité avec la proportion des chefs de foyer ayant un emploi salarié classique. Nous devons signaler que les précaires (38,5% de notre échantillon) ont non seulement des emplois instables et parfois ponctuels, mais qu'ils sont dépourvus de couverture sociale et de syndicats, car ils travaillent au noir dans leur grande majorité. Actuellement (au moment où nous rédigeons notre thèse, en l'an 2001), où la population ayant un emploi salarié, légal et à temps plein représente une minorité de la population de l'Argentine, on peut supposer que la précarité de l'emploi de la population des *asentamientos* est encore beaucoup plus prononcée.

Parmi les enquêtés salariés, la majorité se trouvait employée dans l'industrie, le commerce ou l'administration publique (66% des chefs de foyer et 100% des conjoints). A l'opposé, la plupart des précaires travaillaient dans l'industrie du bâtiment pour ce qui concerne les chefs de foyer (50%) et dans les services ou l'industrie manufacturière concernant les conjoints (86%, pour la plupart des femmes employées de maison ou travaillant à domicile pour l'industrie de la confection textile).

Pour résumer, comme le confirme l'ensemble des données et toute l'expérience de notre travail sur le terrain, la population des *asentamientos* se caractérise par les traits suivants :

- Population à caractère franchement urbain. Non immigrés, mais originaires de la même ville où ils occupent les terrains (98%).
- Population jeune (77% ont moins de 30 ans au moment de l'occupation).
- Familles nombreuses, récemment constituées et avec de jeunes enfants (5,1 membres en moyenne).
- Niveaux éducatifs bas (93% des chefs n'avaient pas suivi le secondaire).
- Précarité de l'emploi (47% des chefs étaient des chômeurs ou des précaires, 23% pour les des conjoints, 61% du total).
- Ouvriers dans la plupart des cas (49% des chefs de foyer, 52% des conjoints).
- Appartenant aux secteurs les plus pauvres de la société.

TABLEAU 16
TYPE D'OCCUPATION DES MEMBRES DU FOYER

Occupation	Chef de foyer	Conjoint	Enfants > 10 ans	Autres	TOTAL (d)	Total National (1990) (e)
					%	
Salariés (a)	50	9	4	10	38,5 (65)	51,8 (f)
Précaires (b)	34	14	12	15	38,5 (65)	35,1 (g)
Chômeurs (c)	13	9	8	50	23 (39)	6,4
Femmes au Foyer		68	1		(65)	
Étudiants			38		(42)	
Retraités et pensionnaires	3			5	(3)	
Sans activité			37	20	(44)	
					(323)	
TOTAL	100%	100%	100%	100%	100%	

Source : Données personnelles, base 323. Le tableau est réalisé sur la base de la population de plus de 10 ans.

(a) Le groupe des « salariés » inclut les travailleurs à temps plein, déclaré, sous un contrat légal. Ils peuvent être des ouvriers ou des employés.
(b) Concerne le travail précaire et le sous-emploi : travailleurs occasionnels, petits boulots, vendeurs ambulants, employés domestiques, travailleurs à leur propre compte sans capital, ouvriers et employés du commerce.
(c) Chômeurs à la recherche active d'un emploi.
(d) Le pourcentage ne prends pas en compte les femmes au foyer, les étudiants, les retraités et les sans activités.
(e) *Source des données nationales* : SIEMPRO, op. cit., abril 2001.
(f) « Salariés du secteur formel », % des occupés.
(g) « Travailleurs du secteur informel », % des occupés.

TABLEAU 17

MEMBRES DU FOYER SELON LA BRANCHE D'ACTIVITE ECONOMIQUE DE LEUR EMPLOI

BRANCHE DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE	CHEFS DE FOYER		CONJOINTS		ENFANTS >10 ANS		TOTAL
	Salarié	Pré-caire	Salarié	pré-caire	Salarié	pré-caire	
Industrie	34		63	43	20		23
Bâtiment	14	50			60	38	26
Commerce	8	41	25	14		62	24
Services	24	9		43	20		18
Administra-tion Publique	20		12				9
TOTAL	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Tableau est réalisé sur la base des catégories *salariées* et *précaires* du Tableau 16.

7.2 Un quartier qui se construit : description de l'évolution de l'habitat des *asentamientos*.

Du point de vue habitationnel, les *asentamientos* évoluent depuis le jour même de leur installation. A des degrés différents selon chacun, cette évolution dépend généralement de la situation économique des familles, de la capacité d'organisation des groupes et des politiques dirigées vers le secteur, principalement de l'Etat - mais aussi de quelques ONG. Les *asentamientos* sont une action collective orientée vers la production d'un habitat; action à travers laquelle un groupe social se constitue lui-même et établit des liens avec d'autres groupes et avec l'ensemble de la société. Cette dernière est représentée dans sa forme urbaine par la ville. De cette façon, les occupants produisent leur propre habitat en l'intégrant dans une ville qui existe déjà et avec laquelle il restera lié.

C'est pour cette raison que la description détaillée de la production des *asentamientos* en tant qu'habitat devient nécessaire; parce que la volonté de *construire un quartier* a son corollaire dans l'action concrète exprimée par la production de l'habitat. Nous décrirons ci-dessous les *asentamientos* pour voir de quelle manière les occupants bâtissent un quartier, ce qui peut s'exprimer par la question suivante : Quels sont les éléments urbains concrets dont les occupants ont besoin pour sentir qu'ils habitent dans un quartier et non pas dans un bidonville ?

Espaces familiaux et communautaires dans l'*asentamiento* : des premiers jours de l'occupation à la consolidation du quartier.

C'est au cours de l'été 1986 que je me suis rendu pour la première fois dans une occupation de terres. Il s'agissait des terres de l'*asentamiento 22 de Enero* de La Matanza, qui venaient d'être occupées depuis un peu moins d'une semaine. L'aspect qu'avait alors l'*asentamiento* était similaire à ce qu'on peut

observer dans toutes les occupations de ce genre aux premiers jours de leur existence.

Avant d'être occupées, il y avait sur les terres du *22 de Enero*, deux terrains de football que les habitants de la zone avaient aménagés. Le reste consistait en des terrains vagues traversés par le petit lit d'un cours d'eau, le ruisseau La Frontera (La frontière). Sur l'un des côtés il y avait un grand fossé produit par les extractions de graviers pour la construction de routes. Deux des côtés du terrain longent des rues goudronnées qui constituent les limites actuelles de l'*asentamiento* avec les anciens quartiers, déjà existants lors de l'occupation. Sur l'une de ces rues, l'Avenue Cristianía, passaient deux lignes de transport collectif de passagers et dans les deux rues se trouvaient des installations d'énergie électrique et d'eau potable. En outre, les anciens quartiers de la zone comportaient déjà des écoles, des églises, des commerces, un commissariat et un centre de soins.

C'est ainsi que pendant les premiers jours de l'occupation, quelques centaines de personnes se situaient sur la partie plane et dégagée du terrain ou sur les terrains de foot. Cependant, l'arrivée tous les jours de nouvelles personnes étendait la surface occupée à un rythme vertigineux alors que l'endroit commençait à se transformer en un lieu habitable : les occupants débroussaillaient, ramassaient les déchets éparpillés et les brûlaient, et faisaient rapidement les premières installations et refuges.

Les scènes parlent d'elles-mêmes: incliné et tenant sur deux fils, un panneau publicitaire en métal, volé sur le bord d'une route, protège deux matelas, une armoire en morceaux et quelques cartons. Des tentes improvisées avec des morceaux de nylon ou de toile tenant sur quelques bouts de bois ou accrochée au porte bagage d'une vieille voiture. Au milieu du terrain, une femme boit du *mate*[315] avec deux autres, essayant de supporter le soleil de la sieste. Comme s'il s'agissait de la cuisine de leur maison, elles ont installé quatre chaises et la table à même la terre. Les gens sont arrivés là avec tout ce qu'ils ont

---

[315] *Mate* : boisson typique du Río de La Plata, du sud du Brésil et du Paraguay. Il s'agit d'une infusion qui est servie dans une petite calebasse et qui comporte une grande signification sociale, puisqu'il est le plus souvent bu en groupe et est un motif de réunion. Il est traditionnellement attaché à la figure du « gaucho ».

et les maisons ne sont pas encore construites. Avec les femmes, un bébé dort dans une boîte en carton posée sur l'herbe; derrière elles, deux groupes d'hommes sont au travail. Autour du fossé qu'ils creusent et qu'ils protègent avec quatre murs en bois de récupération, un groupe construit les premières latrines de l'occupation. L'autre groupe plante des poteaux et tend des câbles vers l'intérieur du terrain, construisant ainsi ce qui sera, une fois le travail fini et branché au réseau public, la première installation électrique du quartier. Quand tombe le soir, commence le défilé de gens avec des pots, seaux et jerricans pour transporter l'eau offerte par les habitants des quartiers avoisinants. D'autres allument des feux de camp qui deviendront ici des cuisines collectives et une source de lumière pour l'heure du dîner. Pendant ces heures de la vie du *futur quartier*, le feu est un élément très important. Autour de lui, on discute, on planifie les travaux du lendemain, on y chauffe l'eau pour le *mate* et on y prépare quelque chose à manger; enfin, on y fait le bilan de la situation.

En même temps, on mesure le terrain pour définir la place occupée par chaque famille. Cette tâche doit être menée avec précision et rapidité, car c'est de cette mesure que dépendent les premiers pas à réaliser dans la construction des logements. La mesure est faite au moyen d'un mètre à ruban, de pieux et de bouts de fils; moyens qui sont totalement insuffisants pour projeter l'utilisation du sol sur des surfaces qui sont parfois très grandes - comme celles gigantesques du *22 de Enero* et de *María Elena* de La Matanza, comprenant une superficie supérieure à 100 hectares chacun.

> « J'ai dormi pendant trois mois dans une voiture à *El Tambo* avant de m'installer à *17 de Marzo*. Parce que quand je suis arrivé à *El Tambo*, il n'y avait déjà plus de place pour personne. Trois mois avec toute la famille dans la voiture !... A ce moment-là, j'avais quatre enfants, on était donc six en comptant ma femme dans cette vieille Peugeot que nous avions. On étouffait de chaleur et je me rappelle que je supportais plus la douleur dans le dos. De toutes façons, je pensais pas bouger tant qu'on n'aurait pas une place pour nous. »

Juan, *17 de Marzo*

Dans l'*asentamiento El Tala*, de Quilmes, j'ai été étonné par la grande taille de la maison d'un vieux monsieur, originaire de Santiago del Estero, au Nord du pays. Entièrement faite en bois, elle avait plusieurs pièces et un couloir large avec un sol de terre. Cela faisait presque quinze ans qu'on avait occupé les terrains de *El Tala*, et par conséquent, le *quartier* était déjà très avancé. Il m'a alors raconté qu'il avait lui-même construit sa maison, comment il s'était procuré le bois, ici et là, et qu'en plus, il avait dû la refaire trois fois :

> « La première fois j'étais au milieu de la rue... là où se trouve maintenant la rue, parce qu'à ce moment-là il n'y avait pas encore de rue, c'était un terrain vague. Donc, les camarades sont venus me dire qu'il fallait que je bouge la maison. Je l'ai démontée entièrement et je l'ai reconstruite dix mètres plus loin. Mais là, quelque temps plus tard, on est venu me dire que la maison dépassait environ d'un mètre sur le trottoir. Et donc, je l'ai démontée encore une fois et je l'ai reconstruite là où elle se trouve maintenant, et là, je n'ai plus eu à la bouger. »

Ce témoignage met en évidence le rôle joué par l'organisation des occupants dans l'objet de construire un *quartier*. Dans une certaine mesure, comme dans les problèmes classiques de la sociologie lorsqu'il s'agit de penser l'action collective, les *asentamientos* font face au dilemme de mettre en relation les intérêts individuels avec la construction d'un collectif. Comme on pourra l'imaginer, les « impératifs » imposés par l'organisation ne sont pas toujours bien acceptés par les occupants. Ce problème pose déjà la question de la construction d'un pouvoir à l'intérieur de quartier. Nous reviendrons sur cette question au Chapitre V.

Quelque temps plus tard (en général un an après l'invasion des terres), le paysage observé est complètement différent. Dans le cas de La Matanza, alors que les *asentamientos* existaient depuis un an, tous les espaces étaient déjà parfaitement définis par des lignes droites : la rue, les trottoirs et les la délimitation des terrains pour chaque logement. Dans les trois *asentamientos*, on avait obtenu que la municipalité donne la forme aux rues, en construisant les caniveaux avec des machines niveleuses. De plus, pratiquement tous les lots étaient délimités par des clôtures qui définissaient parfaitement la ligne de démarcation entre l'espace familial et la rue. De façon très claire, l'*asentamiento* avait perdu l'aspect d'une occupation de terrains pour commencer à avoir celui d'un *quartier* pauvre.

Petites cabanes dans certains cas, maisons avec des murs en brique dans d'autres, toits en tôle dans leur majorité, mais déjà du béton dans beaucoup de cas. Pour ce qui concerne les logements, il est certain que les *asentamientos* progressent très vite dans les premiers temps et non seulement en ce qui concerne les matériaux : presque toutes les maisons ont une installation sanitaire, qu'il s'agisse de latrines ou de salles équipées avec des W.C. et un lavabo. Dans la plupart des cas, elles ont plus d'une pièce, et l'on commence à distribuer les fonctions du foyer. Il est rare de trouver encore des gens vivant dans des tentes ou dans des refuges provisoires un an après l'occupation. Par ailleurs, l'accès aux services s'est améliorée. Ainsi, dans tous les *asentamientos* que nous avons visité, il y avait plusieurs pompes manuelles pour l'eau et dans quelques cas un certain nombre de pompes électriques. Quant à l'électricité il y a toujours une installation qui, si elle est encore rudimentaire et clandestine la plupart du temps, distribue l'énergie dans toutes les maisons. Sur ce même réseau on installe des petites lampes qui font office d'éclairage public. Par ailleurs, comme en général les terres occupées sont basses, le passage de piétons et de véhicules se fait difficilement en période de pluie, et l'on doit alors lutter contre la formation de boue. Le tracé de fossés et de caniveaux pour l'écoulement de l'eau s'ajoute rapidement à la construction de trottoirs avec des débris de pierres pour le passage des piétons.

Un autre aspect important, c'est que dans la vie de l'*asentamiento* comme dans celle de tous les quartiers, il existe une démarcation claire des tâches communautaires et privées. Dans cette division, le logement et le lot de terrain constituent les espaces clairement réservés au domaine de la famille. Il en résulte que l'évolution du logement dépend directement de la situation de chaque foyer. Dans aucune des occupations on n'a observé des projets de construction collective des logements, et ce n'est d'ailleurs pas un sujet de demande des organisations vis-à-vis de l'État[316]; ce qui n'empêche pas la solidarité entre *vecinos* et les familles dans ce domaine. Il est fréquent que face aux grandes tâches de la construction d'une maison, qui exigent la participation de plusieurs travailleurs en même temps, on organise un *asado*[317] dans le terrain de la famille en question, réunissant plusieurs *vecinos* pour collaborer par exemple à la préparation de la structure en béton. On partage également les outils et les éléments propres au métier de la maçonnerie. Mais c'est toujours par l'initiative de la famille qui convoque au travail ses amis et ce n'est jamais une stratégie collective qui passe par l'organisation de quartier. C'est, donc, aussi par son initiative privée que chaque foyer montre sa volonté de progrès et sa participation au projet collectif.

Si, comme nous le signalions plus haut, au cours de la première année, on observe une évolution rapide depuis le moment des refuges où s'installent les occupants jusqu'aux constructions qui se différencient petit à petit, il y a ensuite une certaine stagnation dans le rythme des progrès, dans la mesure où les familles atteignent le plafond économique de leurs possibilités. Ceci, dans le cadre d'une *culture de quartier* qui définit les standards souhaitables d'une maison. Ces valeurs indiquent jusqu'à quel point et de quelle manière l'investissement de travail et d'argent dans le logement est prioritaire. Il en résulte qu'au niveau du logement on trouve des situations très hétérogènes (qui dépendent des possibilités économiques de chaque foyer) et en même temps, une

---

[316]Probablement, le nombre des besoins non satisfaites des occupants est si élevé que le logement est ajourné pour toujours. En Argentine, il existe des expériences d'auto-construction coopérative de logements avec ou sans l'aide de l'État. On peut supposer que la demande de logement pourrait surgir si l'État donnait des signes de la possibilité de la satisfaire.

[317] L'*asado* (barbecue), au-delà du fait qu'il s'agit d'un repas typique, implique toujours une réunion sociale avec un climat de fête ou de communion.

certaine homogénéité donnée par un style qui suggère ce que doit avoir et comment doit être *une maison respectable d'un quartier* (una casa digna). Ainsi, dans certains *asentamientos* qui ont plus de dix ans de vie, il y a un grand nombre de maisons avec les murs en maçonnerie, plusieurs pièces, du carrelage par terre ou de la céramique et des installations sanitaires. Mais, en même temps, il s'en trouve d'autres qui restent stables dans le temps, des logements misérables que les gens, comme dans les bidonvilles, appellent des *baraques* (casillas). Nous nous intéressons ci-dessous à quatre situations familiales différentes et à leurs logements :

La maison des Gómez à *El Tambo* : La famille est composée d'un jeune couple avec une petite fille de 7 ans. Manuel, le chef de famille est instituteur dans une école de la zone. Il a 29 ans et habite dans l'*asentamiento* depuis le début. María, 27 ans, est bibliothécaire dans une école religieuse. Leur maison est faite de murs en brique non enduits, d'un toit de tôle et le sol est en ciment. Le logement se compose de trois habitations : une chambre, une petite salle de bains avec WC et une autre qui fait fonction de cuisine, salle à manger, salon et lieu de travail.

La maison des Estevez à *El Tala* : la famille est composée d'un couple âgé arrivé il y a cinq ans dans l'*asentamiento*, en provenance du Chaco. Orestes a 60 ans et travaille occasionnellement en faisant des travaux dans les maisons d'autres *vecinos* de l'occupation. Margarita a 63 ans et ne travaille pas en dehors de la maison. Aucun des deux n'a achevé l'école primaire. Leur maison est faite d'une seule pièce d'environ 20m². Les murs et le toit sont faits de bouts de carton goudronné et le sol est en terre. Il n'y a pas d'installations sanitaires ni à l'intérieur de la maison ni dans le reste du terrain. Orestes a creusé un trou en face de l'endroit où coule l'eau qu'ils boivent (qui n'est pas potable).

La maison des Rodriguez à *El Tambo* : La famille est composée d'un couple avec cinq enfants, tous en âge scolaire. Luis a 41 ans, il est dirigeant de l'*asentamiento* et vit de l'activité politique qui constitue le seul revenu du foyer. Alicia, 34 ans, s'occupe des tâches ménagères. Le logement a un toit en ardoise et des murs en briques enduits et recouverts de peinture. Le sol est en céramique et la salle de bains et la cuisine ont des installations avec des carreaux sur les

murs. Les Rodriguez sont dans l'*asentamiento* depuis le début, quand ils n'avaient encore qu'un seul enfant.

La maison des Martinez à *22 de Enero* : C'est une pièce d'habitation avec des murs en brique, un toit en tôle et un sol en ciment. Il n'y a aucune installation sanitaire, mais il y a une pompe à eau manuelle dans le jardin. La famille est composée de Sara, 32 ans, qui travaille comme couturière chez elle, et de ses quatre enfants en âge scolaire. Ils habitent dans l'*asentamiento* depuis le premier jour de l'occupation.

Comme nous l'avons dit, au-delà de leur diversité, les logements des *asentamientos* ont des traits caractéristiques en commun qui les situe clairement dans un certain *quartier* et les différencie de ceux d'un *bidonville*. Ceci implique qu'il y a un certain modèle de ce qui est considéré par les *vecinos* de l'occupation comme ce que doit être une *maison*. Toutes ont des lots parfaitement délimités avec une clôture qui sépare l'espace familial de celui des voisins et du trottoir. La maison est toujours située de telle sorte qu'on laisse un petit espace de jardin devant et un autre derrière. Les jardins *doivent* toujours avoir la pelouse bien coupée et on y plante des arbres et quelques fleurs, principalement des géraniums, des roses et des jasmins. Enfin, pour qu'une maison soit considérée comme bien faite, elle *doit* avoir son toit en béton, des murs en brique, du carrelage par terre, des grilles devant les fenêtres et un porche d'entrée. En revanche, le toit en tuiles, sûrement moins chères que les dalles en béton, transformerait la maison en un *pavillon* ou un *chalet*, ce qui ne serait pas toujours bien vu, car ce serait associé à une maison de luxe, et constituerait un goût prétentieux.

Encadré 8 : Le mariage de María et Manuel à El Tambo.

Manuel et María se sont mariés en 1991. Elle était enceinte d'environ trois mois. Manuel avait alors 23 ans et il était instituteur dans une école non loin de l'*asentamiento*. Il était encore un leader important du quartier, très aimé car il avait tenu une place importante depuis janvier 1986, il n'avait alors que 18 ans. Avec une vocation pour l'éducation publique, c'est lui qui organisa la garderie communautaire *Mis amiguitos del El Tambo* (Mes petits amis). En 1991 il y avait déjà 713 familles qui vivaient à El Tambo, chacune dans sa parcelle et dans sa maison. On avait déjà construit le dispensaire, le siège de la coopérative du quartier baptisée *Union, solidarité et organisation*, la garderie, un terrain de *baby foot* avec le sol bétonné, et on comptait déjà l'éclairage et l'électrification. C'était le temps où le *Corps de délégués* fonctionnait encore, avec ses Commissions et un délégué pour chaque pâté de maison (le *delegado manzanero*). Des assemblées générales réunissaient périodiquement tous les habitants et tous les samedis avait lieu l'*Atelier de formation des dirigeants de quartier*. La *Commission directive* se battait pour obtenir la propriété des terres et les habitants cherchaient des subventions pour le dispensaire, la crèche et la construction de l'école primaire (qui n'existait pas encore).

Manuel est arrivé à *El Tambo* provenant du bidonville Villa Borgwuard à Isidro Casanova à un kilomètre de l'occupation. Il est arrivé au bidonville en 1977 grâce à une de ses sœurs aînées, en provenance du Chaco, l'une des villes les plus pauvres du Nord du pays où il était un *enfant de la rue*. Au bidonville il avait été le protégé des militants des Communautés ecclésiastiques de base, et particulièrement de Luis, le principal dirigeant des *asentamientos* de La Matanza. Celui-ci était aussi instituteur et il adopta Manuel et influença le jeune homme pour qu'il fasse des études. Ainsi, Manuel découvrit le pédagogue brésilien Paulo Freire et le théologien Leonardo Boff, qui deviendraient ses références intellectuelles.

Le jour du mariage semblait n'avoir rien de particulier au quartier, mais un tas de préparatifs avaient lieu. Comme les gens de *El Tambo* étaient *politiquement* distanciés des curés, toute une négociation a eu lieu afin que les prêtres acceptent de venir marier Manuel dans le quartier, au siège de la Coopérative puisque *El Tambo* est l'un des rares *asentamientos* à ne pas avoir de chapelle. C'est un jeune prêtre qui a pris en charge la cérémonie de mariage : il était habillé simplement, avec une chasuble blanche ornée de motifs *mapuches**.

Tout était disposé pour la cérémonie : l'autel, deux chaises pour les mariés, les bancs disposés comme à l'église ; moi-même faisant office de photographe. Un détail attirait l'attention : les places pour les invités étaient numérotées sur les bancs. À l'entrée, au fur et à mesure où chaque invité arrivait, il mettait la main dans une boite en carton et il prenait au hasard un numéro lui-indiquant sa place. Ce petit jeu était une surprise préparée par Manuel et María, jeu dont tout le monde a très vite compris le sens.

C'était une petite cérémonie dans la cérémonie**. Cinq ans auparavant, par une procédure similaire, un tirage au sort avait permis à chaque occupant de connaître la place qu'il allait prendre dans le futur quartier. Symbole d'une démocratisation de l'occupation du sol, les places plus ou moins valorisées (à proximité de l'avenue ou du ruisseau, par exemple), étaient assignées au hasard.

Au moment de finir la cérémonie religieuse, Manuel pris la parole. Il expliqua l'importance de la terre pour la formation d'une famille. Ensuite, les nouveaux mariés ont offert à chacune des familles présentes un petit sac avec un peu de terre du quartier.

* Ethnie du Sud de l'Argentine et du Chili.

** *Cf.* supra, témoignage de Manuel, pp. 277-278

Le travail collectif et l'organisation communautaire dans la production de l'habitat.

Comme nous l'avons déjà signalé dans la première partie de ce chapitre, la production de l'habitat dans le cas des *asentamientos* mérite une quantité importante de travail collectif. Ainsi sont définis différents aspects de la vie dans le quartier et c'est de ces travaux que dépend le bon fonctionnement de la vie familiale et des individus. Ces travaux collectifs se développent en comprenant plusieurs dimensions de l'habitat. En général, il y a deux aspects de la vie du quartier qui sont bâtis à travers le travail collectif : l'infrastructure des services et les espaces communautaires. Ainsi les occupants assument des tâches traditionnellement attribuées en Argentine à la responsabilité de l'État, aux *devoirs de l'État*[318].

En règle générale, ce sont les occupants organisés qui construisent le réseau électrique, l'éclairage public, le réseau d'eau potable, ils font bien souvent l'entretien des rues et de l'écoulement de l'eau de pluie, construisent des petits ponts sur les ruisseaux et les lits asséchés et mettent des pancartes pour indiquer les rues. Le plus souvent, ce travail est entièrement autonome et dépend exclusivement du travail des *vecinos* conduits par leurs dirigeants, et bien souvent, cela implique la connexion clandestine aux réseaux publics, en particulier dans le cas de l'électricité, l'eau potable et l'assainissement. D'autres fois, on est parvenu à des accords d'électrification ou pour le réseau d'eau potable avec les entreprises chargées de ces services et la municipalité. Nous verrons ci-dessous comment on a eu accès à l'eau potable dans le cas des *asentamientos* de Quilmes.

[318] Le rôle de l'État dans la production de l'espace urbain et en tant que garant du droit à la ville a été signalé comme une spécificité latino-américaine ayant une grande importance dans le rapport des masses marginales au politique. *Cf.* Sigal, S., *op. cit.,* 1981.

L'accès à l'infrastructure de services urbains. L'exemple de l'eau potable.

Depuis l'année 1981, date à laquelle se produit l'occupation des terrains qui constituent aujourd'hui les quartiers *El Tala* et *San Martín* de Quilmes, on a dû attendre huit ans pour que la mise en place du réseau d'eau potable soit achevée dans le premier, et douze ans pour le second. L'accès à l'eau potable a été dès le départ un problème qui a rencontré divers types de solutions alternatives de la part des familles et des organisations de chaque occupation.

A *El Tala*, une fois l'occupation réalisée, l'accès à l'eau est devenu l'un des principaux problèmes à résoudre. Au cours des premiers jours, lorsque l'*asentamiento* était encore un campement, l'encerclement mis en œuvre par les forces de l'ordre rendait pratiquement impossible l'accès à l'eau. En plus, c'était le début de l'été, ce qui augmentait logiquement l'urgence pour l'eau. Les effets de la chaleur redoublent au milieu d'une activité physique intense, sans refuges pour se protéger du soleil et se reposer, et même sans la possibilité de bien dormir pendant la nuit. Dans ce contexte, l'eau était achetée et demandée aux habitants des quartiers qui existaient déjà dans la zone et au milieu desquels les occupations avaient pris place.

La recherche de l'eau n'était pas encore une tâche assumée par l'organisation encore naissante. Chaque famille devait se débrouiller pour s'en procurer. L'encerclement organisé par la police était véritablement très strict, mais cela n'empêchait pas les occupants d'aller chercher de l'eau à des moments précis de la journée. Il en était ainsi, car l'ordre de la police était seulement d'empêcher l'entrée de matériaux pour la construction et l'installation de nouveaux contingents. Sans aucun doute, ces premiers temps furent les plus difficiles et toutes les situations se présentèrent. Certains ont pu compter avec la solidarité des *vecinos* des anciens quartiers qui avaient l'eau courante ou des pompes, même s'il y a eu également beaucoup d'autres qui se sont vu refuser l'eau et qui ont dû recourir à ceux qui la vendaient, faisant des profits avec les besoins urgents des nouveaux arrivants. On a pu observer le soutien et la solidarité entre les occupants eux-mêmes, alors que certains se faisaient payer

pour apporter l'eau dans des seaux depuis un robinet. Selon le récit des occupants, à certains moments, les habitants des anciens quartiers fixaient des horaires pour que les occupants viennent chercher l'eau; deux heures le matin et deux l'après-midi. Le manque d'eau était tel que lorsque les occupants venaient à savoir qu'on avait permis l'entrée dans une maison pour chercher de l'eau, il se produisait une véritable course, formant des files pour obtenir une paire de seaux par personne. Cristina, l'une des habitantes de *El Tala* qui avait été à la tête des luttes pour faire prendre conscience aux occupants du risque sanitaire qu'impliquait le manque d'eau potable, et pour trouver d'autres solutions pour obtenir l'eau courante, se souvient de ces premiers jours comme étant tragiques :

> « ... au début, c'était les *vecinos* des anciens quartiers qui nous donnaient l'eau. C'était dur de l'obtenir parce que nous étions très nombreux à aller demander. En plus, nous avions le problème du soleil : ici, la seule ombre c'était un *tala* [arbre typique] qui était sur l'autre rue et qu'ensuite, les *vecinos* ont coupé - c'est pour ça que le quartier a pris ce nom. C'est comme ça que l'eau dans les seaux et dans les pots pourrissait et on pouvait pas la boire. [...] Alors, nous avons passé un accord avec la police qui gardait l'encerclement, qui a duré six mois, pour qu'ils laissent entrer le *sodero*[319]. Et ce *sodero* fut le premier à entrer ici dans le quartier et il vient encore aujourd'hui. [...] Cet été-là de l'année 1982, quatorze enfants sont morts de diarrhée. C'était terrible, les enfants mouraient comme des mouches. C'est là que nous avons obtenu qu'ils [les policiers] laissent entrer les *soderos* et que nous nous sommes mis en campagne pour installer des pompes. »
>
> Cristina, *El Tala*

La gravité de la situation et l'impossibilité de résoudre l'accès à l'eau potable de façon individuelle a conduit les *vecinos* à s'organiser. Le besoin est

[319]Le *sodero* est un personnage typique de nombreux quartiers de Buenos Aires, même s'il est actuellement en voie de disparition. Le *sodero* vend de l'eau gazeuse (*soda*) à domicile, dans des siphons rechargeables. En général il livrait avec un petit camion.

toujours à l'origine de l'action collective dans le cas des *asentamientos*. La stratégie qui a suivi, à partir du moment où le problème a été mené collectivement, a consisté à faire des perforations et à mettre des pompes manuelles à usage collectif. En premier lieu, une pompe à un endroit précis de l'*asentamiento* qui soit accessible à tous :

> « ... je me souviens comme si c'était aujourd'hui, quand nous avons mis la première pompe à eau. Nous ne pouvions entrer aucun type de matériel à cause de l'encerclement. Dans un grand panier à pain, nous avons passé les mèches pour faire la perforation à la main. Un vendeur ambulant de sandwichs a apporté dans son camion les tuyaux et la pompe. Nous avons travaillé toute la nuit, à la main. Quand la police est entrée le lendemain matin, la première pompe était déjà en place. »[320]

Ensuite, on a commencé à installer une pompe par pâté de maison. Coordonnés par les délégués de pâté de maison (les *manzaneros*), les *vecinos* ont commencé le travail : rassembler de l'argent, faire des collectes et se procurer des fonds et du matériel pour en monter une à chaque pâté de maison. On se rappelle dans les occupations que l'usage intensif des premières pompes faisaient qu'elles tombaient souvent en panne. Dans la mesure où le temps passait et qu'on mettait un plus grand nombre de pompes, l'accès autogestionnaire de l'eau se faisait de plus en plus extensif. Ce n'était plus nécessaire de garder pendant des heures l'eau stockée dans des récipients non appropriés et sans les conditions minimum pour garantir qu'elle reste potable. La distance qu'il fallait parcourir pour s'approvisionner étant de plus en plus courte, le transport en a été réduit d'autant.

Bientôt, l'alternative des perforations avec des pompes manuelles a commencé à présenter des problèmes. Avec la même rapidité avec laquelle on avait accédé à l'eau, le besoin s'est fait sentir de disposer de latrines et de fosses septiques, qui ont été construites tout aussi rapidement. C'est cette même

---

[320]Témoignage d'un habitant du quartier San Martín, publié par la revue El Porteño et cité dans CUENYA Beatriz, *op. cit.*, 1985.

croissance qui a provoqué la contamination des premières nappes d'eau. La faible profondeur des perforations et leur mauvaise qualité, déterminée par leur coût élevé, a fait que la plupart d'entre elles n'atteignait que les premières nappes d'eau souterraine, contaminées par les mêmes fosses. C'est ce qui a conduit les occupants à chercher à se connecter clandestinement au réseau public. Les anciens quartiers proches comptaient déjà avec le service d'eau potable du réseau lorsque les *asentamientos* se sont mis en place. Ceci a permis aux nouveaux venus d'avoir seulement à détecter par où passaient les tuyaux de l'ancien réseau pour réaliser des connexions clandestines qui se sont propagées de plus en plus. Dans le cas de *El Tala*, le nombre de connexions clandestines n'a pas été très important. Mais dans le cas de *San Martín*, trois ans après l'occupation, en 1984, douze pâtés de maison sur les vingt dont se compose l'*asentamiento* étaient connectés.

Cependant, ces connexions clandestines n'ont pas complètement résolu le problème. En premier lieu, les matériaux utilisés pour réaliser le réseau clandestin - entièrement en plastique - n'étaient pas de bonne qualité. Cela provoquait des fuites et des filtrations qui contaminaient l'eau. En second lieu, la connexion clandestine impliquait une augmentation de la demande d'eau qui diminuait la pression du fluide dans le réseau et occasionnait des conflits avec les quartiers voisins. Conséquence : la nécessité de recourir à nouveau aux pompes pendant les mois de l'été. Pendant la période estivale, les occupants se souviennent qu'ils avaient à peine un petit fil d'eau pendant quelques heures de la journée. Le besoin de stocker était encore en vigueur : prendre l'eau pendant la nuit où elle sortait du robinet. Ainsi, l'approvisionnement de l'eau était toujours le résultat d'une série de sources diverses : pompes manuelles, réseau public, achat d'eau gazéifiée, et le camion citerne de la municipalité qui apportait l'eau dans l'*asentamiento* les jours les plus chauds. Cette situation a conduit les occupants à faire de l'accès à l'eau potable une revendication menée de manière communautaire. Le besoin de se mettre en rapport avec des institutions (extérieures au quartier) pour accéder à ce service a conduit également à des résultats différents pour les *asentamientos* de *El Tala* et de *San Martín*. Il faut souligner qu'à ce moment précis on observe une inflexion dans le caractère de

l'action collective : les occupants commencent à orienter leur effort vers le monde institutionnel surpassant ainsi le cadre de la coopération et l'autogestion. Le fait que l'insertion urbaine s'impose fait sortir les occupants du cadre de la sociabilité primaire pour faire un pas vers les liens de type secondaires.

En 1984, le quartier *El Tala* obtient, à travers un programme du gouvernement de la Province de Buenos Aires, que la législature de la Province sanctionne une loi d'expropriation des terres occupées (Loi 2240.28/84) : l'État expropriait le propriétaire et, en même temps, vendait les terres aux occupants, en finançant le paiement à long terme. Dans le texte de la loi, l'organisation de *El Tala* a réussi à inclure une clause selon laquelle l'État s'engageait à réinvestir en travaux d'infrastructure pour l'*asentamiento* l'argent payé par les nouveaux *vecinos* au titre de la propriété des lots. De cette manière, ce sera l'un des premières occupations de la zone à obtenir l'eau potable du réseau. Dans cet *asentamiento*, les travaux ont été réalisés par la Direction des Services Sanitaires de la Municipalité de Quilmes. Les occupants ont creusé le fossé et la municipalité a apporté les matériaux et le travail technique pour faire la connexion sur le réseau principal et la relier à chaque logement. Les travaux ont laissé un robinet dans chaque terrain : la connexion vers l'intérieur de la maison devant être faite par chaque famille. (En conséquence de cela, il y a encore aujourd'hui des logements qui n'ont qu'un seul robinet à côté de la clôture et n'ont pas d'installation à l'intérieur de la maison).

Dans le cas de l'*asentamiento San Martín*, sans doute en conséquence du fait que la majorité du quartier comptait déjà une connexion au réseau public, même si c'était de manière clandestine, l'accès de tous au réseau a mis plus de temps. C'est seulement en 1993, douze ans après l'occupation, que s'est formée une commission dans la Coopérative du quartier destinée à *obtenir de l'eau potable pour tous les vecinos*. Le mécanisme suivi pour l'exécution des travaux a été identique à celui qui avait lieu à *El Tala*. Ici aussi, la municipalité, à travers la Direction des Services Sanitaires, a pris en charge les matériaux, le travail technique et les connexions, et les *vecinos* ont apporté le travail de creuser les fossés. Comme on peut le constater, la différence des voies parcourues par chaque *asentamiento* montre encore une fois l'importance des organisations dans

la production de l'habitat ou, ce qui revient au même, le fait que l'habitat est dans une bonne mesure le reflet de la forme prise par l'action collective.

Les espaces communautaires.

Lorsque les occupants arrivent sur le terrain, ils réservent certains espaces qui restent libres pendant un certain temps et qui ne seront pas occupés par des logements ou des rues. Ce sont des lieux qui seront destinés postérieurement à ce qu'ils appellent des *espaces communautaires*, des espaces réservés à l'emplacement d'activités collectives. Ainsi, à l'exception des occupations de très petite taille, comme certains de Quilmes, en règle générale, les *asentamientos* ont réservé des espaces pour les activités communautaires qui, dans chaque quartier, seront attribués à des finalités diverses : dans l'*asentamiento 17 de Marzo*, les occupants ont laissé des espaces pour le siège de la coopérative, l'église, une place et un terrain de football; dans celui de *22 de Enero*, on a prévu des espaces pour deux salles de premiers soins, une école, une chapelle et une cantine; à *El Tambo*, un centre de sports, une crèche, une école, la coopérative et la salle de premiers soins; à *El Tala*, la cantine et l'école. Dans chaque *asentamiento*, il existe des espaces destinés à ces fins, où seront construits, avec le temps, les bâtiments correspondants.

L'espace communautaire est un espace vide qui est réservé à une activité déjà avant l'invasion. Ces activités répondent en général à des besoins et des intérêts de la population qui ne peuvent pas être satisfaits individuellement par chaque famille. L'activité ne peut pas se développer de façon individuelle de par sa nature même et parce que la situation économique des familles ne leur permet pas de recourir à d'autres moyens. Cela implique une certaine pression de la situation vis-à-vis de l'action commune. Ce sont les besoins qui, dans les

représentations des occupants, sont associés à la vie du quartier. De nombreux techniciens des ONG, des travailleurs sociaux ou des militants politiques ont par exemple essayé de convaincre les occupants de réserver des espaces pour la culture de légumes ou l'installation d'unités productives, sans jamais réussir. On peut penser que les occupants ont refusé ces idées parce que la culture de légumes ne fait pas partie des représentations sociales contenues dans l'idée de *quartier*. Par ailleurs, on doit également signaler une fois de plus le facteur de prévision. Pour que le futur quartier soit pourvu des équipements de consommation collective, les occupants ont dû laisser quelques espaces libres avec une surface suffisante pour leur emplacement, ce qui ne va pas de soi dans un contexte de précarité habitationnelle. Il est indispensable d'avoir une organisation de quartier qui empêche d'investir cette portion de terrain par des maisons, arguant que *cet endroit ne peut pas être occupé car il est prévu de faire une place*, par exemple. Ceci implique un sens de la communauté, du fait que le collectif a une place au sein des représentations des individus qui leur permet de leur assigner une place dans le terrain. Cette modalité acquise par l'occupation de terres dans le cas des *asentamientos* est totalement différente de celle des bidonvilles et elle implique l'inscription de l'intérêt individuel dans un collectif, la création d'une organisation avec une direction et un certain niveau de projet.

Une fois l'espace prévu, le développement des équipements communautaires dépend de la capacité des organisations pour obtenir des subventions et il reste donc très dépendant des ressources extérieures capables de maintenir sur pied l'activité en question. Ceci a lieu dans la mesure où les occupants ont une très faible capacité de création des ressources propres. Dans l'*asentamiento El Tambo*, par exemple, on a vu fonctionner avec une certaine régularité une garderie *Mes petits amis du Tambo* et une salle de premiers soins de santé. Celle-ci a été officialisée comme institution privée, ce qui leur a permis de faire payer une faible inscription et percevoir une subvention de l'État pour les salaires des enseignants. Ainsi, la crèche a pu rester en fonctionnement régulièrement, même si l'activité développée a un très faible niveau éducatif, étant également dépourvue de moyens suffisants et ne parvenant pas à satisfaire complètement les besoins du nouveau quartier. Par ailleurs, le bâtiment qui

compte actuellement avec plusieurs salles, W.C., cuisine et deux bureaux, s'est développé depuis le premier petit salon, à mesure que la coopérative du quartier a obtenu des subventions, d'abord d'une ONG et ensuite d'une dépendance ministérielle. Bien évidemment, ces subventions et reconnaissances officielles dépendent de la capacité de l'organisation de se lier au monde institutionnel. Les conditions formelles que l'État exige pour reconnaître et autoriser l'activité éducative sont relativisées par la volonté politique des autorités. Dans ce cas précis, ce sont les contacts du principal dirigeant de *El Tambo* avec la Direction Générale d'Écoles de la Province de Buenos Aires qui ont rendu possible cette reconnaissance.

La construction de cette garderie dans le quartier est aussi l'exemple du processus d'intégration de l'*asentamiento* dans la ville et de la relation de l'activité communautaire avec la vie institutionnelle de la société. La crèche a vu le jour en 1988, deux ans après l'occupation, à partir de la réflexion des occupants sur la nécessité de compter avec des espaces éducatifs pour les plus petits qui n'ont pas dans la zone de crèches ou garderies publiques. On a donc organisé une Commission d'Éducation qui, à partir d'une petite subvention grâce à laquelle on a construit le premier petit salon, a commencé de manière autogestionnaire l'activité pédagogique. Pendant les premiers jours, il n'y avait pas d'éducateurs et Manuel, un jeune homme du quartier, qui suivait une formation d'instituteur et qui avait 21 ans, était le directeur de la garderie. Celle-ci n'était alors que l'expression de la volonté de quelques uns de faire garder les enfants des *vecinos* pendant qu'ils travaillaient. Quelque temps plus tard, des camarades d'études de Manuel qui étaient plus avancés dans leur formation ont rejoint l'expérience. Le nombre d'enfants augmentait progressivement et, comme à l'habitude, on les regroupait dans des salles selon les groupes d'âge. En 1991, une subvention importante du Ministère de la Santé et de l'Action Sociale a permis d'élargir le bâtiment et de l'adapter au fonctionnement d'une institution éducative. Manuel a obtenu son diplôme de maître d'école et *Mes petits amis du Tambo* a finalement acquis le statut d'institution éducative non-officielle. Petit à petit, l'activité a changé. Étant d'abord une question de solidarité entre les *vecinos* pour se charger des enfants

les moins âgés du quartier, l'activité a obtenu par les institutions publiques les ressources et les autorisations qui ont conduit à l'institutionnalisation de l'activité. Tout cela, sans évaluer la qualité du service éducatif qui, a priori, peut être considérée comme assez pauvre et dépendant en grande partie de l'improvisation.

Le cas de la Salle de Santé représente une situation similaire. Le bâtiment a été construit lentement, dans la mesure où l'on obtenait les ressources. Cependant, l'attention qui est nécessaire à la santé demande un degré élevé de professionnalisme qui rend plus difficile le travail autonome de la communauté. Néanmoins, la *Commission de Santé de l'asentamiento* a réussi à créer des postes pour former quelques habitants du quartier comme « agents sanitaires » à travers des cours donnés par une ONG. La Commission travaillait avec les parents sur les conditions sanitaires et d'hygiène à partir des problèmes de prévention des maladies infantiles. Peu de temps après, on a obtenu que la municipalité envoie une fois par semaine un pédiatre, un médecin généraliste et un gynécologue. Cependant, la faible disponibilité de ressources pour la santé au niveau de l'État, ajoutée aux conflits politiques de *El Tambo* avec la municipalité de La Matanza ont conduit à la suspension de l'aide très rapidement. De telle sorte que, même si *El Tambo* avait réussi à construire le bâtiment et avec un certain nombre d'équipement, l'activité de la Salle de Santé s'est développée de manière intermittente. Par ailleurs, même dans les moments de fonctionnement, les médecins qui se rendaient dans l'*asentamiento* manifestaient leur impuissance face à la pénurie totale de ressources techniques et pharmacologiques. En conséquence de quoi, une fois le diagnostic réalisé, ils ne pouvaient pas aller plus loin, abandonnant la population à leurs ressources particulières, où l'un des principaux problèmes était de pouvoir accéder aux médicaments. Ce sont en effet les limites que connaît la santé publique en Argentine et face auxquelles l'action communautaire au niveau local ne peut pas faire grand chose. La vie urbaine actuelle impose des contraintes si fortes que pour pouvoir évoluer l'activité communautaire doit inévitablement se soumettre aux impératifs institutionnels.

7.3 Raisons et motifs d'une décision : *Nous voulions une place à nous.*

Si les *asentamientos* existent, c'est parce qu'un grand nombre de familles se voit dans l'impossibilité d'accéder au logement à travers le marché immobilier ou comme bénéficiaire des constructions de logements par l'État. Plus précisément, on observe deux cas de figure : ceux qui n'ont pas accès au logement et ceux qui ont perdu leur place dans la ville. Les premiers sont depuis longtemps exclus du logement (il s'agit de la population des bidonvilles, *villas* et *NHT*). Les seconds ont vécu dans un quartier, *barrio,* mais ne peuvent plus affronter leur loyer : soit ils ont perdu leurs logements, soit il s'agit de jeunes qui n'arrivent pas à avoir un logement similaire à celui de leurs parents. Ce sont les principales raisons qui conduisent à l'occupation illégale de terres du point de vue économique, et qui se manifestent par la précarité de l'habitat. Le Tableau 18 rend compte des situations habitationnelles où se trouvait la population des *asentamientos* avant de rejoindre l'occupation. À l'exception de quelques cas dans le groupe minoritaire des inondés, les occupants enquêtés n'étaient pas propriétaires. En outre, leur situation habitationnelle était évidemment précaire dans tous les cas : habitants des bidonvilles, maisons inondées, entassement dans un logement partagé avec d'autres familles, ou impossibilité de payer le loyer (particulièrement, dans les contextes d'hyper-inflation, comme ce fut le cas dans les années quatre-vingt, ou d'instabilité du travail, comme c'est le cas dans les années quatre-vingt-dix, la possibilité de payer le loyer devient une incertitude réellement angoissante).

TABLEAU 18
SITUATION HABITATIONNELLE AVANT DE REJOINDRE L'*ASENTAMIENTO*

Bidonvilles	NHT	Entassement familial / promiscuité	Ne pouvait plus payer son Loyer	Inondés	autres	TOTAL
21	12	28	29	4	6	100
Source : Données personnelles, base 100.						

> « Je ne pourrais pas te dire avec certitude d'où vient chaque famille. Mais il y a quelque chose de sûr, et c'est que ce sont tous des gens qui n'ont pas de logement, parce que même s'ils en avaient, s'ils sont entassés à deux ou trois familles dans un appartement, il y a là une nécessité réelle. »
>
> Pablo, *17 de Marzo*

L'une des causes des problèmes liés au logement qui ont été manifestés par les occupants peut être attribuée au changement qui a eu lieu dans les politiques du logement, comme conséquence des mesures d'ordre néo-libéral qui ont commencé à être mises en place par la dernière Dictature Militaire. Aussi bien en matière législative (libéralisation du prix des loyers et modifications de la loi qui régit la production de terre urbaine), qu'en raison de la diminution de l'intervention de l'État dans la production de logements pour les secteurs à plus bas revenus. Non seulement les politiques à impact massif tendant à offrir des moyens d'accès au logement sont insuffisantes, mais les mesures adoptées ont restreint voire supprimé un certain nombre de celles qui étaient en vigueur. Si la complexité du sujet sur les politiques habitationnelles ne nous permet pas de réaliser une analyse qui dépasserait le cadre de ce travail, il faut néanmoins remarquer que l'ensemble de la littérature sur ce sujet est d'accord pour dire qu'en Argentine, l'investissement de l'État en matière de logement accessible aux secteurs de bas revenus a diminué de façon constante au cours des vingt dernières années[321]. Ceci est de toute évidence lié au processus

[321] *Cf.* YUJNOVSKY, Oscar : *Claves políticas del problema habitacional argentino - 1955/1983,* Buenos Aires, Ed. GEL, 1984. OZLACK, Oscar : *Merecer la ciudad. Los pobres y el derecho al espacio urbano*, Buenos Aires, CEDES, 1991. MARSHALL, Adriana: *Políticas sociales. El modelo*

d'appauvrissement de couches importantes de la population, qui indique qu'en 1980, la pauvreté atteignait 20,6% de la population de l'Aire Métropolitaine de Buenos Aires, chiffre qui s'élève à 30,9% en 1991, soit une augmentation de 3,4 millions d'habitants[322]. Il ne fait aucun doute que, si le 30% de la population la plus pauvre du pays percevait 12,3% du revenu total en 1974 et 8,8% en 1993, cette chute a affecté énormément leurs possibilités d'accès au logement. Nous avons analysé comment l'accès au logement par le biais des lotissements prend fin dans les années soixante-dix sous le double effet des contraintes légales (loi de 1977) d'une part, et de la déstabilisation de l'emploi et de l'appauvrissement, de l'autre. Ceci s'est aggravé par le changement des politiques habitationnelles marquées dès les années quatre-vingt par la réduction des dépenses, la restriction d'abord, puis l'élimination du FONAVI[323], et la diminution des crédits de la Banque Hypothécaire, puis sa privatisation dans les années quatre-vingt-dix. Il faut ajouter la fin d'une importante politique de construction de logements mise en œuvre par les syndicats les plus puissants entre les années cinquante et soixante-dix[324].

Cependant, la question économique n'épuise pas l'explication du problème des *asentamientos*. Arrêtons-nous sur les raisons évoquées par les occupants eux-mêmes. Nous avons demandé aux habitants des trois *asentamientos* de La Matanza : *« Pourquoi avez-vous décidé de venir dans un asentamiento ? »*, afin de prendre en compte l'expression directe des raisons (considérées de manière subjective) qui les avaient conduits à prendre la décision de rejoindre l'occupation. Dans tous les cas, les enquêtés ont fait référence au fait que la situation habitationnelle du groupe familial avant de rejoindre l'occupation était déficitaire. Ce déficit fut exprimé de manières différentes dans les réponses ouvertes que nous avons regroupées dans les six catégories qui composent le Tableau 19 et que nous décrivons ci-dessous :

---

neoliberal argentino, 1976-1988, Buenos Aires, FLACSO/Legasa, 1988. LACARRIEU, Mónica, GRILLO, Oscar & Liliana RAGGIO: *Políticas sociales y estrategias habitacionales*, Buenos Aires, Espacio, 1995.

[322] *Cf.* A. MINUJIN et G. KESSLER, *op. cit.,* 1995.

[323] FONAVI (Fonds National pour le Logement) : principal programme de construction de logements sociaux ayant bâti la plus part des complexes entre les années 1960 et 1990.

« *Nous sommes immigrés* » : Il s'agit de familles qui arrivaient à Buenos Aires au moment où ont eu lieu les occupations et qui se sont installées directement dans l'*asentamiento* (2%).

« *La maison où nous habitions a été inondée* » : Familles dont les maisons étaient sous l'eau (elles constituent le groupe qui a donné origine à *El Tambo*, - 4%).

« *Pour des raisons familiales* » : Dans cette catégorie nous avons regroupé deux types de réponses. Les unes correspondent à des familles dont le couple se sépare ou divorce, et l'une de deux parties *n'avait pas d'endroit où aller*. L'autre correspond au cas de familles jeunes tout juste constituées à la recherche d'un logement (10%).

« *On était entassé* » : Il s'agit de ceux qui habitaient dans un logement partagé avec d'autres familles, situation qu'ils voulaient changer (14%).

« *On pouvait pas payer le loyer* » : Concerne toutes les réponses de ceux qui ne peuvent plus payer le loyer, qu'il s'agisse du loyer de logements ou d'hôtels et pensions (27%).

« *Pour avoir un lieu à soi* » : Cette catégorie est celle qui non seulement regroupe le plus grand nombre de motifs évoqués (43%), mais elle est significative car elle regroupe des réponses qui ne concernent pas directement une situation passée, mais qui rendent compte d'un désir. Le lieu de résidence précédent n'était pas vécu comme appartenant à soi (*propio*), comme *ma maison à moi* (la casa propia). Variées, les réponses étaient : *parce que nous voulions être seuls* ; *pour avoir une place pour faire notre maison* ; *parce que nous voulions une place à nous.*

TABLEAU 19
POURQUOI AVEZ-VOUS DECIDE DE VENIR A L'*ASENTAMIENTO* ?

Pour avoir un lieu à nous	Je ne pouvais plus payer mon loyer	On était entassé	Divorcés/foyers récemment constitués	Inondés	Immigrés	**TOTAL**

[324] Nous avons abordé ce sujet aux Chapitres I et III.

43	27	14	10	4	2	100
Source : Données personnelles, base 100.						

Toutes les réponses montrent un sentiment que nous pourrions qualifier d'insécurité ou de vulnérabilité, de manque de supports en matière d'insertion urbaine, qui rend compte d'une situation beaucoup plus complexe que l'appauvrissement (même si celui-ci est l'une de ses dimensions les plus importantes). La phrase *nous voulions avoir un lieu propre, à nous* (queríamos tener un lugar para nosotros) exprime cette vulnérabilité sous la forme d'un désir, en même temps qu'elle montre que la situation est vécue comme l'absence d'un lieu dans la ville. Ce lieu, c'est le logement. Mais, le logement, est-ce uniquement une maison au sens physique - quatre murs et un toit ? Pas du tout. Le lieu propre, c'est à la fois la propriété et un lieu dans la ville, c'est le quartier et les représentations sociales qui lui sont associées, c'est un statut et une identité. Le lieu propre, c'est le territoire de la famille, le territoire de la sociabilité primaire, de rencontre avec ses pairs, le lieu où se retrouvent les protections qui entourent l'individu et lui permettent de sortir dans un monde vécu comme extérieur au foyer : la ville.

TABLEAU 20
MOTIVATION POUR VENIR A L'*ASENTAMIENTO* ET SITUATION HABITATIONNELLE ANTERIEURE.

Motifs	Situation habitationnelle antérieure					
	Bidonvilles et NHT	Ne pouvant plus payer son loyer	Entassement familial / promiscuité	Inondés	Autres	Total
Pour avoir un lieu à nous	88	3,5	39,5		28,5	43
Je ne pouvais plus payer mon loyer		93				27
On était entassé	2		47			14
Divorcés/foyers récemment constitués	10	3,5	10		43	10
Inondés				100		4

Immigrés			3,5		28,5	2
TOTAL	100% (33)	100% (29)	100% (28)	100% (4)	100% (6)	100% (100)

Source : Données personnelles, base 100. Ne présentant pas de différence significative, les catégories « bidonville » et « NHT » du Tableau 18 ont été additionnées.

Nous avons déjà vu l'importance de la motivation de participer à l'occupation énoncée comme *Pour avoir un lieu à nous*, concentrant près de la moitié des réponses (43%, Tableau 19). Cette réponse éloigne l'invasion de terres de la simple réaction à une situation de pauvreté (quoique 27% aient répondu *ne plus pouvoir payer leur loyer*). La chose est plus complexe. Dès lors, il devient intéressant d'observer la relation entre les motifs manifestés et la situation habitationnelle antérieure à la participation dans l'occupation (Tableau 20, ci-dessus). Il s'agit de mettre en relation subjectivité et dimension objective. Ainsi, nous voyons qu'*avoir un lieu à nous* est une motivation valide pour tous, qu'ils proviennent de bidonvilles ou de quartiers. Notamment pour les habitants des bidonvilles et pour ceux qui devaient partager leur logement avec une autre famille, leur situation est ressentie comme absence d'un lieu d'appartenance et l'occupation devient un raccourci d'accès à la propriété. Plus précisément, l'occupation permet l'obtention d'une place dans la ville, ce qui est un moyen d'avoir une place dans la société. Les seuls à associer directement leur situation objective à une motivation sont les inondés de La Reserva et ceux qui ne pouvaient plus payer leur loyer.

Cette expectative d'avoir un lieu à soi, devient une manifestation commune à une bonne partie des habitants des *asentamientos*, ce qui peut être associé à la condition commune de non-propriétaires des occupants. Nous avons signalé l'importance de la propriété du logement dans la culture des catégories populaires en Argentine (*cf.* Chapitre III). Ce désir de propriété contient la terre, le lieu d'appartenance, un support de la famille, contre la discrimination (pour l'habitant des bidonvilles), une façon de conjurer la précarité.

CHAPITRE V

FORMES D'ORGANISATION ET PRATIQUE POLITIQUE.

Les lois naturelles de notre organisation ne sont écrites nulle part. Elles sont dans le coeur et dans l'esprit du quartier.
Luis, *El Tambo*

Les occupations illégales de terres urbaines constituent un mouvement collectif qui ont atteint par moments de hauts degrés d'organisation. Dans ce Chapitre, nous décrirons les formes d'organisation qui ont été mises en œuvre par les occupants et nous analyserons le rapport de ces mouvements au politique. Sur une période de plus de quinze ans, on observe un changement important dans le mode d'organisation, dans la forme de participation politique et dans le type de relation qui a été établi avec le système politique. En fait, les *asentamientos* ont vécu deux formes d'organisation correspondant à deux moments différents. A première vue, le conflit qui est à l'origine de l'appropriation des terres semblerait fluctuer entre les pôles opposés que sont le « mouvement social » et le « clientélisme ». Cependant, nous analyserons les pratiques politiques des organisations pour montrer que ces deux conceptualisations sont insuffisantes pour comprendre le phénomène.

Ce Chapitre est organisé en deux parties dans lesquelles nous présenterons les deux moments vécus par les organisations de quartier. Deux problèmes théoriques nous intéressent : la formation d'un collectif de base territoriale (urbaine) et la portée de ces mouvements en relation avec le système politique et l'État, ce dernier aspect constituant un thème traditionnel de la sociologie latino-américaine. Nous centrerons l'analyse sur l'idée que c'est dans la relation conflictuelle avec l'État et le système politique qu'on peut interpréter le passage d'un type d'organisation à un autre, et que dans cette relation, on ne peut pas faire l'impasse sur le sens qui guide l'action.

Ce Chapitre nous permettra d'observer comment les occupants de La Matanza se sont organisés, comment ils ont géré la relation avec l'État et avec les partis politiques, comment ils ont trouvé des solutions aux conflits internes au quartier. Enfin, nous poserons les bases de l'analyse de l'action collective et du rapport au politique de ce type d'organisation urbaine. Cette analyse sera parachevée, dans ses aspects théoriques, dans le Chapitre VII. La description est centrée autour de deux axes. Le premier est la description du conflit entre les deux logiques qui orientent l'action : une logique « instrumentale » et une logique « expressive ». La deuxième part de l'observation que l'action collective obéit à trois exigences: répondre aux besoins de solidarité entre les habitants, mener

une action vis-à-vis des institutions publiques afin d'obtenir des ressources matérielles et d'intégrer le quartier à la ville, et finalement, sur un registre symbolique, se battre pour une « reconnaissance sociale ».

8 LA PREMIERE FORME DE L'ACTION COLLECTIVE : Démocratie de base, mobilisation et confrontation avec l'État.

Ici, quelqu'un peut difficilement percevoir son progrès individuel comme indifférent au progrès de l'ensemble.
Luis, *El Tambo*

L'action collective dans les quartiers marginaux connaît deux formes d'organisation qu'on peut présenter comme deux moments ou deux phases de la même mobilisation. Dans un premier temps, l'organisation se caractérise par des niveaux élevés de participation et de mobilisation des habitants et il est composé de trois institutions et de deux modes de représentation du collectif. Ces « institutions » sont la *Commission directrice*, les *Commissions spéciales* et le *Corps de délégués*. Les modes de représentation sont assurés par l'assemblée et l'élection directe des dirigeants. Cette forme d'organisation correspond à une adaptation au territoire du modèle d'organisation syndicale qui est propre à l'usine. En termes généraux, il s'agit d'une phase qui, dans le cas argentin, a été en action pendant les années quatre-vingt, période pendant laquelle s'est produit la première vague d'*asentamientos*. Cette première phase, en plus de sa correspondance avec la conjoncture des années quatre-vingt –sortie de la dictature et reprise du régime démocratique-, correspond au moment de l'invasion des terres. En effet, cette forme d'organisation correspond aux premières années de vie de l'occupation, au moment où se consolident les liens communautaires et où la confrontation avec l'État est la plus forte. C'est le moment de l'invasion des terrains et de l'installation des familles ; les habitants se sentent alors pressés par les urgences, les menaces, les risques.

Avec des variantes d'un quartier à l'autre, ce modèle d'organisation fonctionne - idéalement - plus ou moins de la manière suivante : les habitants élisent une *Commission directrice*, organisme dans lequel est concentré le noyau des dirigeants du quartier. Pour cela, dans certaines occupations, on met en

place des élections générales qui, selon la méthode du vote secret, permettent d'avoir le choix parmi les divers groupes qui se disputent le pouvoir. Dans d'autres, les dirigeants de l'occupation sont élus en assemblée. Cette *Commission directrice* constitue véritablement le cœur de l'organisation. Sa fonction principale est de représenter l'*asentamiento* face aux autorités des divers niveaux et organes de l'État : municipal, provincial et national, ainsi qu'au niveau gouvernemental, judiciaire, policier ou législatif. Dans ce sens, le quartier acquiert son unité et se présente face au système politique comme une organisation monolithique avec une seule position. La *Commission directrice* organise également des réunions et passe des accords avec d'autres occupations, en général de la même zone, ayant pour objectif d'élaborer des stratégies communes ou la participation dans des négociations collectives avec un représentant gouvernemental.

Les *Commissions spéciales* ont une fonction beaucoup plus liée à la reproduction de la vie quotidienne des familles et au développement des différents aspects communautaires de l'occupation. Elles sont l'expression des besoins les plus urgents auxquels doivent faire face les familles (comme l'eau, par exemple). Mais elles répondent aussi aux projets du groupe et contribuent à lui donner une identité et à lutter pour une reconnaissance, à travers le projet de *construction d'un quartier*. Concrètement, dans les *asentamientos*, on développe des commissions de mères de famille, des commissions d'enseignement, de santé, de cantines, de sports, etc. Ainsi, par exemple, la commission d'enseignement d'un *asentamiento* s'occupe de construire une garderie d'enfants ou une école ; celle de la santé se charge de l'ouverture de salles de soins primaires et de la formation de personnel de santé ; celle des mères de famille envisage des tâches liées à l'éducation des enfants, etc. Ces commissions reçoivent généralement des aides et des subventions de l'État ou des ONG, qui ont été demandées préalablement par la *Commission directrice*. Finalement, ajoutons que, comme le reste du travail collectif, ces commissions exigent le dévouement d'un groupe de personnes qui doivent s'en occuper.

Avec le même système représentatif on élit l'autre grande composante de l'organisation : le *Corps de délégués*. Chaque *manzana* (pâté de maisons), à

raison d'une voix par lot, élit son propre délégué : le *manzanero*, généralement accompagné d'un délégué adjoint. De la même manière que dans les commissions internes des travailleurs à l'usine (où d'habitude les différentes sections et tranches horaires ont des délégués qui se réunissent en un corps collectif), il y a dans les occupations les *Corps de délégués* qui sont formés par la réunion des délégués m*anzaneros*. Le *manzanero* a deux fonctions. D'un côté, il est chargé d'organiser chaque pâté de maisons pour les tâches propres à la production du cadre de vie. De l'autre côté, il est le représentant de son petit groupe de familles (28 lots composent un pâté de maisons) face au *Corps de délégués*. Dans le premier cas, sous la coordination des délégués, les *vecino*s de chaque pâté de maisons organisent la mise en place des premières pompes à eau, construisent les premières toilettes ou latrines, posent le réseau électrique, construisent les trottoirs pour permettre l'accès à chaque maison ou les caniveaux pour faciliter l'écoulement de l'eau. Une habitante de l'*asentamiento El Tala* de Quilmes nous montre avec fierté un pilier qu'elle a conservé dans la cour de sa maison, à la manière d'un monument conmémoratif d'une bataille :

> « Là, sur ce pilier, on a mis la première pompe du quartier. Après, chaque pâté de maisons a mis sa pompe et il y a eu plus d'eau, mais la première était là. J'étais déléguée, et nous avons fait une collecte avec tous ceux du pâté de maisons et nous avons mis la pompe, et après, chaque habitant a pu avoir la sienne. Ici, au début, on a tout fait comme ça, avec beaucoup d'efforts. »
>
> Marta, de *El Tala*

Le *Corps de délégués* a le rôle d'une assemblée de représentants, mais les fonctions du délégué sont liées en même temps au développement de la vie urbaine du quartier et aux délibérations politiques de l'organisation.

Le président de la Commission de *El Tambo,* l'un des « idéologues » du mouvement d'occupation de terres, ex-militant des Communautés ecclésiastiques de base, nous a décrit ainsi la structure d'organisation des quartiers :

« Il y a trois structures de base. La première, la Commission directrice, était soutenue par le Corps de délégués ou les Commissions de pâté de maisons. Pour comparer avec la structure de l'État, la Commission est le Pouvoir exécutif, et le Corps de délégués, le Pouvoir législatif. La troisième instance d'organisation sont les Commissions spéciales qui peuvent être présidées par un membre de la Commission directrice ou du Corps de délégués. Les Commissions spéciales agissent autour d'axes spéciaux. *El Tambo* a un Conseil d'administration, constitué de 23 personnes, et un Conseil fiscal constitué de 2 personnes : un syndic titulaire et un autre suppléant. Il a un Corps de délégués ou Commissions de pâté de maisons (on les appelle ainsi car chaque pâté de maisons a un Délégué, un Délégué adjoint, un Secrétaire et un Trésorier). Chacune d'elles a des rôles bien définis et clairs. La Commission directrice se charge de la conduite politique et administrative du quartier. Le Corps de délégués s'occupe de la problématique propre à chaque pâté de maisons : eau, éclairage public, trottoirs, désherbage, creusement de fossés ; ainsi que de légiférer sur certaines questions. Par exemple, s'il faut faire un choix politique, nous allons le décider entre tous, s'il s'agit d'approuver un budget, c'est le Corps de délégués qui le fera... »

L'une des caractéristiques des occupations est que l'architecture des organisations repose sur une démocratie de base territoriale. Coïncidant avec le courant qui traversait alors l'opinion publique argentine, dans les quartiers on donnait une grande importance au suffrage et à l'assemblée, comme moyen de donner la parole aux *vecinos*. Le droit de vote est déterminé par l'attribution d'un vote par parcelle. De cette manière, on construit une représentation territoriale de l'organisation, où le quartier est conçu comme un ensemble de familles pour chacune desquelles la communauté désigne une place : le lot. (Dans certaines occupations, on a décidé de donner le droit à deux votes par lot, dans l'objectif de

donner une place aux deux membres du couple). Cette manière d'organiser les élections va de pair avec un modèle d'organisation et de représentation de la communauté, dans lequel la base territoriale est déterminante. Du point de vue des occupants, ce ne sont pas « tous les citoyens » qui ont le droit de vote, mais les représentants de chaque *lot* qui forment la communauté. Le droit de vote est acquis en tant qu'on est représentant de l'unité territoriale de la communauté. Tant dans le discours des occupants que dans la forme réelle que prend l'organisation, la communauté c'est le *quartier* ; de telle sorte que l'unité qui donne le droit de vote est le *lot* et l'individu représenté est le membre d'un foyer qui s'assume en tant que *vecino*[325] (habitant de ce quartier). Enfin, ce modèle d'organisation est complété par l'*Assemblée* : une convocation à la discussion publique de tous les *vecinos* du quartier sur différents sujets qui engagent la vie de l'ensemble. L'assemblée a souvent une fonction de légitimation des décisions de la commission directrice qui convoque les habitants aux réunions de quartier pour soumettre différentes positions à la décision collective.

Il est facile de comprendre que l'autre point d'appui de cette première forme acquise par les organisations de quartier est la mobilisation des habitants. L'activité demande une implication très forte de chaque *vecino* dans le collectif. Notamment parce que dans les premiers mois de l'occupation *quelqu'un peut difficilement percevoir son progrès individuel comme indifférent au progrès de l'ensemble*. D'une part, les habitants s'impliquent dans les nombreuses *commissions* et *corps de délégués*, et ils participent aux innombrables activités qui sont menées quotidiennement. Des années durant, il y aura dans le quartier une quantité de tâches qui demanderont un grand effort de travail collectif. D'autre part, les occupants se mobilisent fréquemment pour aller manifester devant la Mairie, coupent une route pour demander « des plans sociaux », organisent un meeting dans le quartier pour impressionner un notable en visite, etc. La manifestation publique et la réponse aux besoins individuels et collectifs (notamment en matière d'habitat) sont les motivations principales de la

[325] Nous avons déjà mentionné les connotations du mot *vecino* (voisin) en espagnol (*cf. supra*, Encadré 7, Chapitre IV).

mobilisation. Il est naturel que, comme nous le verrons, la participation diminue lorsque ces sources d'inspiration perdront en intensité.

> « Comment nous amenons les gens en manif au centre-ville ? C'est simple. Si on a un peu de sous, nous louons un bus ou un camion. Sinon, on va a [l'avenue] Christianía et quand un bus passe on l'arrête, on fait descendre tout le monde et on dit au conducteur de nous amener ».
>
> Jorge, *El Tambo*

Il reste à signaler un aspect important de cette étape dans la vie des *asentamientos*. Ces organisations sont construites sur la base de l'idée d'autonomie par rapport à la concurrence politico-partisane. Ainsi, les dirigeants répètent avec insistance qu'ils n'appartiennent à aucun parti ou carrément qu'ils sont *apolitiques*[326]. Ce discours des dirigeants a servi à alimenter les positions théoriques de ceux qui voient les occupations comme des mouvements sociaux de la société civile en confrontation avec l'État.

En termes pratiques, cette prise de distance envers le système politique favorise l'unité organisationnelle du quartier, en situant la concurrence politique en dehors de ses limites et en maintenant les discussions qui concernent le quartier à l'intérieur de celui-ci. Une limite est fixée à partir de laquelle l'occupation est définie comme une communauté (*nous*) et les partis politiques sont placés à l'extérieur, comme appartenant à la société (*eux*). Par ailleurs, ce fonctionnement est associé à l'un des aspects les plus important de ce moment de l'action collective : les occupants s'adressent à l'opinion publique et au système politique à partir d'un discours formulé de la manière suivante : *nous avons droit à un logement décent, à un lieu d'habitation ; et c'est l'État qui doit garantir ce droit*[327]. De cette manière, la distance entre l'organisation sociale, située dans la

---

[326] Les dirigeants des différents mouvements sociaux se définissent comme « apolitiques » ou « apartisans » (apolíticos, o apartidarios) pour marquer le fait qu'ils n'appartiennent à aucun parti politique.

[327] En Amérique Latine, on attribue traditionnellement à l'État la responsabilité de satisfaire le droit à un *logement décent*. Silvia SIGAL montre comment surgit un mode spécifique de conduite collective « marginale » à partir du moment où les invasions de terres se fondent sur la

société civile et le système politique s'accentue, ce qui fait que, du point de vue des hommes politiques, l'*asentamiento* est vécu comme un corps étranger, qu'il faut expulser :

> « L'occupation illégale de terres est l'équivalent d'un vol, qui s'applique au cas de la propriété immobilière. Les occupants sont des intrus qui enfreignent la loi, et en dehors de la loi il n'y a pas de démocratie. »[328]

Pour les hommes politiques, le point de vue des *asentamientos* posé dans des termes de besoins fondés sur un droit, remettait en question la politique économique et sociale du gouvernement sous la forme d'une dénonciation implicite. Les organisations des *asentamientos* s'éloignent en réalité du jeu politique local pour en appeler à la sphère politique nationale à partir de la notion de citoyenneté. Dès lors, l'appel constant des occupants aux droits des citoyens et la dénonciation des conditions de vie constitue à la fois une protestation et une demande de reconnaissance vis-à-vis de la société, en plus d'une réaffirmation des liens communautaires.

Bien évidemment, nous présentons ce « modèle » d'organisation populaire d'une manière idéale, dans le sens où nous n'avons pas tenu compte jusqu'ici de la « corruption » des pratiques ni des aspects « non démocratiques » de la vie communautaire. La manipulation des assemblées et des élections, la répression des opposants dans le quartier, le « *cacicazgo* », la corruption des dirigeants qui détournent une partie des subventions reçues, l'expulsion du quartier de familles considérées comme *indésirables*, ont été et sont toujours monnaie courante dans la vie des occupations, et en général dans les quartiers populaires ou marginaux. La relation des occupants avec leurs organisations est toujours une relation de

---

revendication du « droit à la ville » que l'auteur identifie comme une recherche d'intégration à la citoyenneté. *Cf.* S. SIGAL, « Marginalidad espacial, Estado y ciudadanía », *Revista Mexicana de Sociología*, n° 4/81, México, 1981, pp. 1547-1577. Nous reviendrons sur ce point.

conflit, quand bien même elle prend des formes diverses. Entre autres choses, on ne doit pas oublier que ces organisations se construisent dans un contexte de violence politique et sociale, où elles doivent avoir un grand contrôle du quartier. Pour diviser le territoire et placer une famille dans chaque parcelle, par exemple, il faut un groupe qui indique où chacun s'installe, le nombre de familles qui rentrent dans le terrain occupé, ou qui dise : *tu dois partir d'ici parce qu'ici on va mettre l'école pour le quartier*, etc. La limite entre l'autorité nécessaire pour planifier la mise en place des familles et pouvoir construire un quartier, et le contrôle autoritaire des habitants n'est pas toujours évidente.

Un dimanche, nous arrivions à *El Tambo,* il était près de midi. En nous approchant de la garderie communautaire, nous avons aperçu une grande quantité de gens réunis. Tout à coup, par l'une des rues du quartier, toute la *Commission directrice* est arrivée, son président en tête. A ce moment là, dans un geste symbolique, les chefs de file de l'assemblée ont lancé les slogans de *Vive la Commission Directrice ! Vive notre terre !*, en même temps que les gens répondaient *Viva !* à l'unisson. Au cours de l'assemblée, on aborda des sujets différents, tous en rapport avec le fonctionnement interne du quartier. Puis, à notre grande surprise, à travers les paroles de son président, toute la *Commission directrice* proposa sa démission à la considération de l'assemblée, sans motifs apparents. Nous avons appris ensuite que c'était *l'usage* une fois par an. L'anecdote illustre jusqu'à quel point une assemblée qui, en termes idéaux, est considérée comme une preuve de démocratie de base, peut tendre vers la démagogie ou d'autres formes de manipulation.

Il faut insister sur ce point parce que ces organisations ont été excessivement idéalisées par certaines analyses qui y ont vu « un exercice du pouvoir populaire »[329] après la fin de la dictature, et surtout après le surgissement des « nouveaux mouvements sociaux »[330] qui devaient contribuer à la démocratisation de la société. Aujourd'hui, nombreux sont les organismes

---

[328] Déclarations d'un Juge de la Nation à l'émission télévisée *¿Te acordás Cesar ?*, Canal 13, Buenos Aires, 1996.
[329] Izaguirre, I. & Aristizabal, Z, *op.cit.*
[330] FARA, Luis : "Luchas reivindicativas en un contexto autoritario. Los asentamientos en San Francisco Solano" in Elizabeth JELIN : *Los nuevos movimientos sociales*, Buenos Aires, CEAL, 1989.

internationaux qui placent les organisations de base au cœur des politiques publiques, souvent au nom d'une *good governance.* Ces arguments vont à l'encontre de l'expérience et de nombreuses observations, et soutiennent une vision complètement idéalisée des organisations de quartier[331]. Comme nous le verrons plus loin, cette interprétation des organisations populaires est insuffisante pour saisir la complexité du phénomène et, surtout, il ne permet pas de comprendre le changement que connurent les *asentamientos* quelque temps plus tard.

8.1 L'antécédent historique du premier modèle : l'expérience des *asentamientos* de Quilmes.

Comme nous l'avons signalé, c'est dans le District suburbain de Quilmes, situé dans la banlieue sud de Buenos Aires, que sont apparus les premiers *asentamientos* de l'Argentine en 1981. Pour la première fois une occupation illégale de terres en milieu urbain n'allait pas devenir un bidonville : il s'agissait de l'auto-construction d'un quartier. La bibliographie publiée sur ce sujet est peu nourrie, mais toutes les études s'accordent à désigner les occupations de Quilmes comme les premières du genre. Dans l'étude sur les conditions de logement et de santé des couches populaires, réalisée dans les occupations de Quilmes, Beatriz Cuenya fait référence à ces *asentamientos* comme « une expérience singulière », et les qualifie comme « une pratique et un produit social nouveaux dans le pays »[332]. De leur côté, dans l'étude du cas de Quilmes, Izaguirre et Aristizabal affirment que ces « appropriations collectives de terres constituent un fait nouveau, particulièrement dans le Grand Buenos Aires, qui commence

---

[331] Nous avons décrit la ligne d'action des organismes internationaux au Chapitre II et nous nous sommes efforcés d'analyser ce problème in MERKLEN, Denis : *Politiques de lutte contre la pauvreté urbaine. Un cadre général pour l'action,* Paris, UNESCO/MOST, 2001.
[332] Cuenya, B., *op.cit.*

précisément avec celles qui sont décrites dans cette étude »[333]. Finalement, les occupants eux-mêmes, dans un document réalisé par la « Fédération *d'Asentamientos* de la Zone Ouest », affirment qu'« en 1981 ont lieu les premiers *asentamientos*, produit d'une nouvelle réalité », et font explicitement référence au cas de Quilmes[334]. Tous les témoignages que nous avons pu recevoir coïncident : les *asentamientos* sont un fait nouveau dans la société argentine des années quatre-vingt, et les premiers *asentamientos* sont les trois quartiers connus comme les *asentamientos de Quilmes* ou de *San Francisco Solano* : ceux de El Tala, de San Martín et de La Paz.

D'une part, les occupations de Quilmes sont donc le premier antécédent historique de ce type de phénomène social que nous appelons aujourd'hui *asentamiento*. Mais d'autre part, les témoignages que nous avons recueillis concernant le cas de La Matanza montrent les liens directs entre ces deux groupes d'occupations. Le lien le plus important a été l'expérience transmise, dans un premier temps par les Communautés Ecclésiastiques de Base (CEB). Cuenya signale que les CEB ont joué un rôle très important dans le développement et la naissance des occupations de Quilmes, en attribuant à ces groupes un rôle idéologique et un rôle de légitimation de l'action collective : « Le niveau de conscience articulé autour des CEB devait ouvrir de nouvelles perspectives dans la vie quotidienne de nombreux habitants [...] L'inspiration chrétienne devait contribuer à légitimer face aux consciences individuelles une série d'attitudes qui, au départ de bienfaisance, sont devenues revendicatives, en se traduisant par des faits collectifs »[335].

Comme nous l'avons dit dans le Chapitre précédent, les dirigeants qui ont commencé les occupations de *El Tambo* appartenaient aux CEB. Bien que la motivation qui les avait amenés à organiser l'occupation soit une critique du groupe des CEB de La Matanza auquel ils appartenaient, il est évident que leur contact avec ce groupe leur avait permis d'appréhender l'expérience et de compter sur le soutien important d'une organisation solide. Ce soutien se fera

---

[333] Izaguirre, I. & Aristizabal, Z., *op.cit.*, p.5.

[334] Document constitutif d'une Fédération *d'Asentamientos* de La Matanza, photocopié et daté à San Justo, le 3/8/1989. Il faut signaler que cette Fédération n'a existé que dans ce document et à travers quelques réunions d'intention entre les dirigeants.

effectif, d'une part, par la participation des *militants,* des « agents extérieurs » qui jouent un rôle primordial dans les premiers pas de toute occupation, d'autre part, par la transmission du modèle d'organisation sous la forme que nous sommes en train de décrire, avec un contenu revendicatif et de démocratie de base. En effet, avant de prendre les terres, les occupants de *El Tambo* savaient déjà qu'ils allaient établir un *asentamiento*, la manière dont ils devaient s'organiser, ce qu'il fallait dire aux médias, quel type de terrain choisir et comment distribuer la population sur les terres.

> « Nous avions deux choses : un embryon d'organisation et un modèle d'organisation à suivre, qui était la copie de ce qu'avaient fait sous la dictature militaire les camarades des *asentamientos* de Quilmes. Celui qui a transmis un peu de cette expérience, c'était le camarade qui a présidé cette appropriation, militant des Communautés Ecclésiastiques de Base, et ensuite militant du SERPAJ[336]. »
>
> Luis, de *El Tambo*

Ce modèle d'organisation impliquait déjà une forme de distribution des familles sur les terres et les pas à suivre en termes tactiques et même stratégiques. Les occupants de La Matanza savaient qu'ils devraient probablement faire face à une attaque répressive, quelles étaient les tâches primordiales pour assurer le maintien de l'appropriation et comment se présenter face aux médias. Il était donc nécessaire pour cela de prévoir la reproduction des conditions matérielles de la vie quotidienne des familles ainsi que de trouver les garanties politique de la situation. Sur le terrain il faut organiser les familles pour aménager le quotidien le plus élémentaire. En direction de la ville, il fallait tisser les alliances susceptibles de soutenir l'occupation et d'éveiller un courant de sympathie, notamment parmi les journalistes. Tous ces éléments étaient connus par les occupants de La Matanza,

---

[335] Cuenya, *op.cit.*, p.28.

[336] SERPAJ : Le « Service pour la paix et la justice », est une importante organisation de défense des droits de l'homme avec des liens parmi les secteurs catholiques *progressistes*.

avant même de rendre effective l'invasion, sous la forme de l'expérience acquise par un autre groupe et transmise de l'un à l'autre.

Du point de vue symbolique, l'organisation de nouvelles invasions tenant le discours du *droit au logement* permet d'esquisser ce qui pourrait devenir un mouvement social d'une plus grande ampleur. Chaque nouvelle occupation est ainsi vue comme un pas en avant dans le cadre d'un rapport de forces avec l'État.

8.2 Les premiers pas des organisations : entre l'urgence et le projet. Le rôle des agents extérieurs.

> « Sur le front intérieur, les tâches primordiales étaient de désherber, prendre les mesures [des terrains] et placer chaque famille dans sa parcelle ; l'éclairage a été également l'une des tâches de base. Sur le front extérieur, il s'agissait de protéger politiquement et juridiquement l'expérience : campagnes de solidarité, campagnes avec les artistes, campagnes économiques. Je me suis chargé de ça, de protéger l'expérience de l'extérieur. Tout d'abord, lutter contre l'expulsion et contre le siège de l'infanterie, promouvoir la solidarité politique ; que la conscience que *le droit est antérieur à la propriété*[337] pénètre dans quelques secteurs. »
>
> Luis, de *El Tambo*

Comme le dit ce témoignage, les premières tâches des organisations des *asentamientos* peuvent être divisées en deux domaines. Un *front extérieur* concerne les liens de la communauté avec l'extérieur, un travail de nature politique. Un *front interne* comprend les tâches rattachées d'une part à la reproduction des conditions physico-environnementales des familles et, d'autre

[337] Sous-entendu : *Que le droit* [à la terre] *est antérieur à la propriété* [de celle-ci].

part, à la consolidation de l'organisation elle-même. Il ne faut pas oublier les conditions qui affectent les familles d'une occupation au cours des premiers jours de l'invasion des terres. Dès l'arrivée des occupants sur le terrain, la première chose qu'ils réalisent, c'est une sorte de « campement » sur un terrain vide qu'il a fallu désherber car il était recouvert de chardons, puis nettoyer car il y avait un dépôt d'ordures. Ils doivent ensuite se procurer de l'eau et construire les premiers refuges et latrines. Les urgences sont nombreuses avec, en plus, l'action répressive de la police, comme ce fut le cas des occupations de La Matanza et de Quilmes. C'est ainsi que la capacité d'organisation des occupants devient fondamentale. Alors que quelques uns repartissent les familles sur le terrain, les autres cherchent de l'eau ; certains allument des feux avec les déchets, et d'autres construisent, avec des morceaux de polyéthylène, une tente improvisée. Pendant ce temps, on place les enfants et on range les objets comme on peut, pour passer la nuit.

La lutte pour la production d'un cadre de vie qui leur soit propre, *à nous*, commence dans une action qui conjugue urgence et projet de manière permanente. L'urgence pour se donner à eux-mêmes les conditions minimum de reproduction de la vie quotidienne, et le projet de construire un quartier, demande de prévoir tout un ensemble de problèmes. Ces deux aspects exigent une organisation. En même temps qu'ils résolvent les problèmes les plus urgents, les occupants s'insèrent dans l'espace urbain. Ils commencent à le faire par le choix du terrain, déjà partiellement urbanisé – dans les quartiers voisins il y a toujours des moyens de transport, de l'électricité, des commerces, etc. – (*cf.* Cartes 4 et 5, Chapitre IV). Ils continuent à le faire lorsqu'ils cherchent à respecter le tracé des rues et des pâtés de maisons, suivant les normes d'urbanisation et en projetant les espaces communautaires : le lieu pour la salle des soins médicaux, pour l'école, pour les salles de sports, pour l'église, pour les organisations du quartier, etc. Ce n'est pas un problème mineur. En même temps qu'apporter des réponses aux innombrables besoins quotidiens, les occupants doivent prévoir l'inscription du quartier dans la ville. Ils le font dans un premier temps par l'élection du terrain. Cette localisation se traduit par un effet de pouvoir car en s'appropriant d'une portion de la ville, les occupants s'approprient

d'un certain nombre de ressources. Le territoire est alors base de pouvoir. Dans un deuxième temps, ils s'intègrent à la ville, notamment à travers le respect des normes d'occupation du sol et la prévision des espaces laissés libres pour la construction des équipements collectifs.

L'action engendre par elle-même l'organisation. Dans le développement des tâches surgissent différentes dispositions au travail, des leaderships, avec une première distribution des rôles et des fonctions. Par l'emplacement de chaque famille dans son lot, le groupe humain acquiert une expression spatiale et s'identifie avec une idée déterminée de la ville. Par exemple, avec la délimitation de chaque *manzana* (pâté de maisons) apparaît le délégué *manzanero*. La *manzana* est l'unité de l'organisation de l'*asentamiento*.

Alain Touraine a attiré l'attention sur l'importance du « projet » dans la constitution des conduites et des attitudes, tant individuelles que collectives[338], ce qui est une manière d'échapper au déterminisme qui considère l'action comme une réponse aux variations de la situation. Ainsi, dans le cas où les occupations seraient uniquement une réponse à l'appauvrissement, au déficit des politiques sociales ou à la détérioration des conditions habitationnelles, rien ne permettrait d'expliquer pourquoi les occupants sont obsédés par la forme physique de l'occupation, pourquoi les catégories populaires se donnent tant de peine pour *construire un quartier* au lieu de produire tout simplement un bidonville, comme une partie d'entre elles l'avait fait pendant près de cinquante ans.

Dans les processus d'occupations et de construction d'un quartier, les relations que les organisations établissent avec l'État et avec le système politique jouent un rôle de premier ordre. Les agents extérieurs, ces *militants* qui appartiennent à d'autres catégories sociales, jouent un rôle très important. Nous appelons ainsi (militants) ceux qui collaborent avec les *asentamientos*, sans y habiter. Dans un premier temps, la structure de l'organisation se réduit à un petit groupe de personnes qui affichent une certaine prédisposition à ce travail et

---

[338] TOURAINE, Alain: « Les ouvriers d'origine agricole », *Revue Sociologie du Travail n° 3/60*, Paris, juillet/septembre1960, p. 230-245.

qui, par ailleurs, ont des liens avec d'autres expériences du genre (comme ce fut le cas avec les occupations de Quilmes) mais il est nécessaire de remarquer le rôle joué par certains de ces agents extérieurs par rapport au groupe des occupants en soi. Les organisations ont besoin de liens avec d'autres organisations. Dans le récit des protagonistes, on cite plusieurs personnages et quelques organisations. Ce qui est intéressant à signaler, cependant, c'est que ces agents extérieurs offrent une collaboration importante à l'*asentamiento*. Ils fournissent notamment des connaissances et des informations qui sont vitales pour la subsistance de ce dernier. Ceci apparaît clairement au sujet de l'appartenance des terrains choisis pour l'occupation : il est essentiel, par exemple, de savoir si le terrain choisi est de propriété publique ou privée. Cette information a été accessible pour les occupants de La Matanza grâce à la *collaboration d'un député ami*, qui pouvait accéder aux registres du cadastre[339]. Ce sont ces militants qui vont jouer un rôle central dans l'élaboration du projet de construction d'un quartier.

D'autres auteurs ont déjà signalé la grande importance du rôle de ces collaborateurs. À partir des travaux sur les mouvements urbains au Brésil, Ruth Cardoso[340] attribue aux agents extérieurs deux types de fonctions qui coïncident aussi avec les observations que nous avons pu faire non seulement à Buenos Aires et à Montevideo mais aussi à Dakar et à Port-au-Prince. Premièrement, les militants apportent une collaboration de type intellectuel. Ils contribuent à des tâches « techniques » car beaucoup d'entre eux appartiennent à des professions libérales ou présentent un important niveau de formation. Qu'ils proviennent d'une ONG, d'une organisation politique ou d'un organisme international, ces militants sont souvent des architectes, des médecins, des avocats, des étudiants

---

[339] Le « Registre du Cadastre » est l'organisme qui possède l'information centralisée concernant la propriété et l'affectation de tous les terrains.

[340] *Cf.* CARDOSO, Ruth : " Movimentos sociais urbanos: balanço crítico ", in Bernardo SORJ e María Herminia TAVARES DE ALMEIDA (org.): *Sociedade e política no Brasil pos-64*, São Paulo, Brasiliense, 1983. Cardoso s'interroge sur le caractère extérieur de ces collaborateurs qui effectivement possèdent une origine sociale et des qualifications intellectuelles différentes de celles de la plupart des habitants, même s'ils luttent pour les mêmes objectifs. L'auteur signale que, au-delà des caractéristiques sociologiques les différenciant des habitants, ces agents sont « extérieurs » parce qu'ils n'appartiennent pas à la communauté qui est à l'origine du mouvement social. L'appartenance à la communauté est donnée par le vécu de la situation. Nous reviendrons sur la question.

ou des enseignants. Deuxièmement, ils remplissent une fonction de légitimation et de diffusion de l'action des organisations de quartier et de leurs conflits avec l'État. Évidemment la contribution est ici de nature politique. Dans ce sens, l'importance de la participation de militants d'origine religieuse (appartenant notamment à l'Église catholique dans le cas de l'Amérique latine) ou des personnalités publiques, des « notables », de tout genre (artistes, autorités politiques, intellectuels, membres de familles influentes, journalistes, etc.) est remarquable. Ils contribuent à contrecarrer les préjugés sur cette population de démunis qui veut s'approprier un terrain. La présence des notables apporte une certaine caution de probité, de vertu[341].

Dans le cas des *asentamientos*, ces agents collaborent notamment comme techniciens, dans la projection spatiale du futur quartier. Cet apport est d'une grande importance, surtout si nous le considérons du point de vue de la planification. Afin de distribuer les familles et les maisons sur le terrain, on a besoin de techniciens et d'instruments adéquats. S'ils ne planifiaient ni n'ordonnaient l'établissement des familles sur le terrain, ils devraient ensuite les relocaliser conformément aux mesures qui auraient dû être mises en place antérieurement. Ceci présenterait un coût élevé, car l'organisation serait forcée de demander aux familles de déplacer leurs maisons. De même, s'ils n'agissaient pas de la sorte, ils ne pourraient pas prévoir le nombre de familles qu'il est possible de placer, conformément aux dimensions du terrain. Une erreur de calcul serait d'importance car elle signifierait l'échec de l'occupation ou au moins l'impossibilité de constituer un *quartier*.

Les occupants ont un projet avant le jour de l'invasion : ils ont mesuré le terrain et ont projeté l'occupation sur papier, ils ont un plan. Ainsi, ils réalisent une opération « utopique » conjointement à l'invasion, qui sert de base matérielle au projet de *la construction d'un quartier*. La clé de ce projet est le respect pour le tracé urbain existant dans les quartiers qui entourent les terrains envahis. Ceci permet d'envisager une approbation ultérieure de l'urbanisation par les autorités municipales, et donne au quartier un aspect similaire au reste de la

[341] Cela dit, la présence des « militants » est souvent utilisée par ceux qui s'opposent aux invasions pour dénoncer la non authenticité de l'occupation. Les habitants seront alors présentés comme des pauvres gens qui se laissent mener par des opportunistes.

ville (voir le schéma de l'intégration d'un *asentamiento* dans l'urbanisation de Buenos Aires, *supra,* Chapitre IV, pp.). Dès leur arrivée, les occupants comptaient donc déjà avec les dimensions du terrain et un projet d'*asentamiento* qui avait la forme d'un plan. Cette technique apporte une autre information clé : avant leur arrivée, les occupants savent combien de familles peuvent se joindre au quartier. Ils ont en nombre exact la quantité de parcelles et en conséquence de foyers (1 lot = 1maison = 1 famille), condition incontournable pour que l'occupation ne devienne pas un bidonville, ce qui ne tombe pas tout fait du ciel. C'est l'expression des formes traditionnelles d'inscription urbaine des catégories populaires argentines, que nous nous sommes efforcés de décrire au Chapitre III. De ce point de vue, l'occupation illégale est la copie exacte d'un lotissement. Ceci requiert la collaboration indispensable de techniciens, et la bonne mise en marche du projet allait avoir des conséquences politiques pour les *asentamientos*, comme nous le verrons plus loin.

> « Avec l'aide d'un arpenteur du SERPAJ nous avions mesuré le terrain et fait un plan. Avant l'occupation, nous savions déjà combien de pâtés de maisons allait avoir le quartier. [Sur le plan] il y avait même les rues, la chapelle, le siège de la mutuelle… Il y avait tout. Alors, le jour de l'occupation, cette même nuit, nous faisions des grands cercles avec des fils de laine, c'était un pâté de maisons, et nous mettions 28 familles dans chaque cercle. »
>
> Juan, 17 de Marzo.

Ce modèle d'organisation, déterminé par une structure participative, à fort contenu démocratique et par une attitude défensive envers l'État, est présent dans la plupart des *asentamientos*, avec de petites variations d'un cas à l'autre. Il répond à deux conditions. D'une part, il reçoit l'influence d'une conjoncture politique de mobilisation populaire. Dans le cas de l'Argentine, ce modèle d'organisation s'est développé au début des années quatre-vingt, sous l'influence des Communautés ecclésiastiques de base et d'autres groupes de gauche, et au

moment de la fin du régime militaire et de la re-fondation du régime démocratique. D'autre part, ce modèle d'organisation correspond aux premiers moments des mouvements d'invasion, quand les contraintes de la survie et les menaces d'expulsion obligent à une participation importante. Ce modèle peut donc resurgir après, en général devant des situations de menace ou de dégradation importante des conditions de vie.

Nous observerons ensuite comment cette première phase de l'organisation s'est manifestée concrètement dans le cas des *asentamientos* de La Matanza.

8.3 L'expérience du premier modèle d'organisation telle qu'elle a été vécue dans les trois *asentamientos* de La Matanza.

Le cas de El Tambo

En premier lieu, nous devons signaler comme un fait singulier le processus électoral adopté par les occupants de *El Tambo*. Des élections par la voie du suffrage secret furent une innovation dans l'organisation des *asentamientos*, car cela n'existait pas dans les occupations de Quilmes, qui avaient préféré les assemblées comme moyen de désignation de ses représentants. A *El Tambo*, au contraire, on a choisi les élections. En réalité, celles-ci ne sont pas « universelles » au sens strict du terme, mais - comme nous l'avons vu -, elles prennent une référence territoriale. Un vote par lot pour désigner les *Commissions de pâté de maisons* (élues une fois par an) et un vote par lot, également, pour élire la *Commission directrice* (élue tous les trois ans). Le système des élections fut vite adopté par le reste des occupations.

Les *Commissions spéciales* qui ont fonctionné à *El Tambo* sont les suivantes : la *Commission du dispensaire*, qui s'occupait du problème de la Santé

et qui centrait ses activités sur la salle de premiers soins qu'ils ont réussi à construire et à doter de quelques services essentiels ; la *Commission d'éducation*, dont l'une des tâches essentielles était de s'occuper de la lutte pour l'école et pour la garderie communautaire ; une autre commission organisait la *Boulangerie communautaire*. Ce dernier groupe a commencé à travailler à partir de l'amplification de la crise économique, et notamment lors de l'hyper-inflation qui en février 1989 a plongé cette population dans une très grande misère. Des fours en terre qui fournissaient du pain à des coûts extrêmement bas, ont été construits comme moyen d'offrir un aliment de base à la population d'enfants. Au cours de ces mois, on mit également en place trois *soupes populaires* (ollas populares) et une cantine pour enfants qui fonctionnait dans la garderie du quartier. Il y eut également à *El Tambo* une *Commission de la femme* dont les activités allaient de la gestion du problème de la femme battue, jusqu'à l'auto-formation des *vecina*s sur la planification familiale et le travail collectif sur des problèmes de sexualité et de santé. Il y avait une *Commission de paraguayens* qui s'occupait, entre autres, de la *conservation de la culture guarani*. Elle se chargeait aussi de régulariser la situation des paraguayens qui résidaient de manière illégale dans le pays. Enfin, parmi les activités organisées à *El Tambo*, il y a eu un *Groupe de théâtre*. Ce groupe s'était proposé de *recueillir la mémoire vivante du quartier*, et ses membres avaient commencé à écrire collectivement l'histoire de l'occupation. Ce recueil de la mémoire de l'occupation ne fut jamais porté à la scène, contrairement à deux pièces qui furent présentées dans l'*asentamiento.* Toutefois, ce travail rend compte d'un effort culturel visant à renforcer les liens du quartier et une identité commune à partir de la construction de l'histoire du quartier. Ce groupe de théâtre comptait avec le travail de quelques collaborateurs extérieurs au quartier, ainsi qu'avec la participation active de nombreux jeunes du quartier. En outre, cette initiative montre comment les occupations des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix ont accueilli parmi leurs habitants quelques jeunes ayant un niveau éducatif suffisamment important pour pouvoir mener ce type d'activité, basée sur un travail de textes[342].

---

[342] Ce n'est pas le cas des *Groupes de théâtre de rue* que nous avons observé dans les quartiers de

Fac-similé des œuvres de théâtre produites par les jeunes de El Tambo

Le cas du 17 de Marzo

Le modèle d'organisation adopté par les occupants du *17 de Marzo* a eu pour origine ce qui, à ce moment là, était mis en oeuvre à *El Tambo*, de la même façon que ceux-ci l'avaient adopté à leur tour des *asentamientos* de Quilmes. Ce modèle était reproduit de toutes parts ; il était mis en place dans chacun des lieux où les occupants s'installaient. L'étroite relation entre *El Tambo* et *El Privado* fit que, lors du transfert des familles vers les terrains situés à l'angle de Crovara et de San Petersburgo, le 17 mars 1986, les occupants avaient déjà à l'esprit ce modèle d'organisation. Les même techniciens du SERPAJ qui collaboraient alors avec *El Tambo*, firent de grands apports au *17 de Marzo*, non seulement du point de vue technique - dans l'aménagement du terrain selon les codes urbains -, mais aussi du point de vue de l'organisation. Ces militants travaillaient activement à *El Tambo*, mais connaissaient également l'expérience de Quilmes de 1981. La transmission de l'expérience devient un véritable capital d'organisation.

---

la banlieue dakaroise, fonctionnant sur la tradition orale.

« Aucun de nous n'avait de l'expérience dans ce genre de choses. Dans ce sens, l'expérience de Luis à *El Tambo* nous a beaucoup servie. Alors, avec l'aide des techniciens du SERPAJ - architectes et ingénieurs -, nous avons pris des mesures précaires, provisoires, des terrains... Pour ce qui est du manque d'expérience, en plus de l'expérience de *El Tambo*, qui était très organisé, je me suis mis en rapport avec les gens des occupations de Quilmes de 1981. Une autre personne qui a beaucoup apporté à l'organisation, c'est Washington. Il avait participé à des coopératives d'auto-construction à Montevideo et son expérience nous a pas mal servis. »

Pablo, *17 de Marzo*

Ainsi donc, la structure de l'organisation de *17 de Marzo* ne présente pas de grandes différences avec celle de *El Tambo*. Elle se compose d'un *Corps de délégués*, dans lequel chaque délégué représente un pâté de maisons ; une *Commission directrice*, élue au vote secret à raison de deux membres par lot ; et une série de *Commissions spéciales* qui s'occupent de questions ponctuelles concernant les différents objectifs et tâches que se propose l'organisation.

L'un des éléments spécifiques du développement de l'organisation de cet *asentamiento* est peut-être le processus mis en place pour arriver à l'unité de l'organisation du quartier. Car, tel que nous l'avons décrit au chapitre précédant, les habitants provenaient de quartiers de type différent, proches des terrains occupés. Les habitants sont arrivés à l'occupation regroupés par lieu de provenance, ce qui coïncidait avec une identité politique. Ce phénomène est très significatif puisqu'il permet de voir que les liens d'appartenance locale peuvent être forts au point de se superposer à l'identification politique. Notamment quand la communauté présente un degré de cohésion très élevé, tout un quartier, ou presque, peut adhérer à une formation politique. Tous les habitants d'un quartier peuvent se mettre sous une même bannière ; non qu'il y ait un choix en termes de rationalité politique, mais parce que l'option politique est intégrée à l'identité communautaire, particulièrement quand il y a une situation de

confrontation ou de concurrence avec un autre groupe local politiquement identifié. On peut observer alors que dans un quartier, on dit que *tout le monde est péroniste* ou que *tout le monde est radical* ou qu'*ici il y a beaucoup de communistes.* Cela peut être attribué à un leadership fort ou à la présence d'un groupe de militants très organisés ou à l'histoire commune du quartier, peu importe. Le fait est qu'un quartier peut constituer le terrain de base d'une adhésion politique, et que cela peut changer en traversant la rue.

Ce phénomène, fréquent dans tous les quartiers, a donné au *17 de Marzo* une histoire à la fois particulière et intéressante, marquée au début par un conflit entre les habitants identifiés par « communauté d'origine », par quartier d'origine, et dépassé après un processus d'unification des organisations.

Dans un premier temps, la plus grande division dont souffrait ce groupe d'occupants trouvait son origine dans les différentes provenances. Cela distinguait ceux qui venaient de *El Privado* de ceux qui venaient des NHT[343] de San Petersburgo et de Puerta de Hierro. En fait les habitants définissaient leurs identités en termes de lieu d'origine. Cette diversité fut la cause d'une division initiale, ce qui contraignit les occupants à commencer un processus d'unification de l'occupation, ceci étant une condition pour la réussite de *la construction d'un quartier*. Si dans les premiers jours les groupes se formèrent selon leur quartier de provenance, une couche d'identité politique est rapidement apparue, recouvrant la surface de l'appartenance locale. De cette manière, une identité apportait un support à l'autre : ceux qui provenaient d'un quartier devinrent *les péronistes,* et ceux qui provenaient de l'autre *les gauchistes.* Ceux qui provenaient de *El Privado* se rassemblaient autour de l'idée de former un quartier, et la présence des habitants des NHT leur rappelait le fantasme du bidonville. De leur côté, les habitants des NHT ne pouvaient pas perdre l'occasion de concrétiser leur rêve de sortir de ce quartier stigmatisé. Pour eux, l'expérience qui était menée avec les *asentamientos* apparut comme une occasion à ne pas laisser passer. Comme nous pouvons le voir dans les témoignages,

[343] Nous rappelons que les NHT sont des habitations temporaires construites par l'État, devenues des véritables bidonvilles.

l'identification politique recouvre une distinction sociale marquée par une identité communautaire, d'inscription locale.

> « Les problèmes ici nous les avons eus avec ceux de gauche, parce que de *El Privado* sont venus beaucoup de gauchistes [*zurdos*]…[344] En général, le gens de *El Privado* nous accusent d'être des *villeros*, nous étions [du NHT] de *San Pete* et ils ne voulaient rien avoir à faire avec nous… Alors Pablo à commencé à parler avec eux pour former une seule Commission qui unifie l'ensemble du quartier et nous avons commencé à travailler avec quelques uns d'entre eux. Nous avons commencé à discuter, à travailler, jusqu'à ce que nous ayons un groupe pour la Commission qui regroupait des gens de *El Privado* et de *San Pete.* Il y avait Pablo et Washington pour *El Privado* et Omar et moi pour *San Pete.*
>
> Ensuite les gauchistes nous ont créé des difficultés, des problèmes. Nous avons alors appelé à des élections tout le quartier pour élire les autorités de la Junte du quartier [*la Junta vecinal*]. Eux, ils n'ont même pas présenté de liste. Nous avons gagné par mille et quelques voix contre 16 voix en blanc qui étaient à eux. Après ils sont partis… non qu'ils aient quitté le quartier, mais ils ont arrêté de militer. Maintenant [3 ans après], ils sont moins, quatre ou cinq en tout.
>
> À partir de là, avec la liste 'Bleue et blanche' que nous avons formée pour les élections, nous n'avons plus eu de problèmes, et je vais te dire pourquoi : parce qu'ici nous avons toujours en tête cette histoire de l'unité. »
>
> Sergio, *17 de Marzo*

---

[344] Le transfert de l'occupation de *El Privado* vers le *17 de Marzo* a été faite sous le leadership d'un dirigeant de l'aile gauche de la Démocratie Chrétienne, groupe auquel appartenaient aussi quelques dirigeants de *El Tambo*, et de plusieurs militants d'un groupe de la gauche péroniste. C'est à cette influence qui fait référence l'interviewé, lui-même identifié à un courant du péronisme traditionnel. Un autre groupe de militants de l'« extrême gauche » péroniste est arrivé, allié dans un premier temps avec les militants de *El Tambo* et de *El Privado*. Le conflit se résolut par une alliance entre les premiers et les péronistes traditionnels. Le groupe le plus à gauche sortit isolé du conflit isolé ; il allait se dissoudre plus tard.

Les occupants ont eu la clairvoyance nécessaire pour créer une organisation unitaire qui fut capable de réunir les deux versants qui formaient l'*asentamiento*. Alors qu'il y avait déjà un début d'organisation qui incluait, par exemple, les Délégués *Manzaneros*, l'unité fut cristallisée par une élection à vote secret avec deux votes par lot. La *Liste bleue et blanche* fut le nom de l'unité qui s'imposa presque à l'unanimité. A ce moment là, l'« opposition » était composée par quelques groupes politiques qui se disputaient le contrôle de l'*asentamiento*. L'unité s'est faite dans le partage des fonctions et des responsabilités entre les divers groupes dirigeants des quartiers qui ont conflué dans l'occupation le 17 mars 1986. Ainsi, les occupants ont écarté l'un des facteurs qui portait atteinte à l'unité de l'organisation, et ils ont travaillé avec l'autre. Ils ont étouffé l'influence des groupes politiques qui aurait divisé l'occupation, la transformant en un terrain de disputes internes qui allait sans doute les affaiblir vis-à-vis de l'extérieur. Ce fut en tout cas vécu de cette manière par les occupants qui croyaient encore à ce moment-là en l'autonomie des organisations, entendue comme une non ingérence de la concurrence politique à l'intérieur de l'occupation : *laisser les partis politiques en dehors du quartier*. Ils ont mis en place une *Commission directrice* sans identification politique évidente, d'où son nom *Bleue et blanche*, les couleurs du drapeau argentin – quoique ce soient aussi les couleurs traditionnels du péronisme -, regroupant tous les secteurs quelle que soit leur provenance : le président de la commission, venant des NHT et le président adjoint, de *El Privado*. Cette répartition des « postes » a contribué à satisfaire les ambitions de chaque groupe. Mais au-delà de ceci, la décision de laisser les partis politiques hors du quartier a donné une place à la formation d'un nouveau sentiment de communauté car tous pouvaient se reconnaître comme des pairs, des *vecinos*, coparticipant à une nouvelle expérience, fondateurs d'un nouveau quartier. Pablo, militant venant de l'extérieur du quartier, voit le conflit en termes de groupements politiques :

> « Nous avons eu quelques problèmes avec les gens du ML 17, le Mouvement de libération 17 octobre, un groupe de péronistes de gauche qui voulaient radicaliser la commission et la politiser. Alors j'ai livré un

combat très fort que j'ai payé très cher après, je les ai accusés d'être des contre-révolutionnaires… Mais après ça, la force de la commission elle-même a fait que nous n'avons plus eu de problèmes avec d'autres groupes politiques.
C'est quelque chose sur quoi il faut être rigide, ferme. Dans la vision de l'organisation, elle doit être unie et ne pas permettre de divisions. C'est central. C'est pour ça que j'ai toujours essayé de ne pas politiser la chose, de ne pas en tirer de bénéfices. »

Pablo, *17 de Marzo*

En dehors de la question politique, ce qui est important c'est que l'endroit d'origine - c'est à dire l'habitat ou le quartier - définît l'identité à tel point qu'il constitue la ligne de division des groupes. Ainsi, un des éléments de la culture populaire urbaine est l'identification avec le quartier où l'on habite et la différenciation d'avec les quartiers qui sont perçus comme représentant d'autres catégories sociales.

En ce qui concerne l'existence de *Commissions spéciales*, elles ne diffèrent pas beaucoup de celles qui furent créées à *El Tambo*, bien qu'il y en eût quelques unes spécifiques du *17 de Marzo*, produit de leurs besoins et de leur créativité.

« Depuis le début, il y avait un délégué et un sous-délégué par pâté de maisons. Ici, la Commission n'a jamais pris de décisions sans consulter les habitants auparavant. Quand il faut décider quelque chose, on fait appel à l'assemblée des *vecino*s, ou à une réunion de la commission ou à l'assemblée des délégués. Ensuite, les autres Commissions ont été formées. La Commission de santé fut la première, parce que la première chose qu'on a eu ici, c'est la *petite salle* [la salita]. Il y a aussi une Commission de presse et de propagande qui a par exemple une radio qui marche avec des haut-parleurs. Actuellement, la radio ne marche pas parce qu'il y a eu un problème avec l'installation... Il y a aussi la

Commission d'action sociale qui s'occupe de nombreux problèmes, comme par exemple celui de l'éclairage. »

Don Juan, *17 de Marzo*

L'activité de la radio à *17 de Marzo,* comme celle du groupe de théâtre à *El Tambo*, est un exemple de ce type d'activités qui n'est pas directement lié à la satisfaction des nécessités matérielles des habitants. Cette radio, qui a fonctionné au moyen de hauts-parleurs installés sur les poteaux de l'électricité, avec un siège de transmission où est élaborée une programmation propre au quartier, est plutôt l'expression du développement de la vie communautaire.

A *17 de Marzo*, on a mis aussi en place une production de pain, avec des fours de terre. De même, pour lutter contre l'augmentation des prix des aliments pendant la période d'hyper-inflation de 1989, on a mis sur pied une *épicerie communautaire*.

Nous pourrions ajouter une infinité de réussites et d'activités de l'organisation. Signalons celle qui fait la plus grande fierté des *vecino*s : le travail avec les enfants, qu'ils réalisent principalement le jour des enfants et pour la fête des Rois. La capacité d'organisation du quartier fut telle, qu'une année ils offrirent des jouets dans Ciudad Evita, devenu un quartier de classe moyenne qui s'était opposé vivement à l'occupation et d'où provenaient quelques-uns des militants : *Nous avons ramassé tellement de jouets que les pauvres, les noirs, les voyous, nous, nous avons fini par offrir des jouets aux gamins de la ville blanche… déguisés en Rois sur une camionnette.*

Le cas du *22 de Enero*.

Comme nous l'avons déjà signalé, l'*asentamiento 22 de Enero* fut créé à la suite de l'« explosion » du nombre de gens venant chercher une place, explosion

qui eut lieu après l'occupation des terrains de *El Tambo*. Ainsi, les habitants de la nouvelle occupation adoptèrent également le modèle d'organisation de *El Tambo*, qui fut littéralement projeté d'un terrain à l'autre. L'idée de l'assemblée des *vecino*s comme organe souverain, l'élection des délégués de pâté de maisons (les *manzaneros*) et d'une commission directrice, étaient tous des éléments d'organisation présents dès le départ à *22 de Enero*. Le modèle d'organisation était reproduit une fois de plus parmi les mouvements d'occupants de terres.

Cependant, ce modèle d'organisation n'allait pas durer très longtemps dans ce quartier. Un an après l'appropriation des terres, on constatera la crise du premier modèle, avec le surgissement d'un nouveau type d'organisation qui viendra remplacer celui que nous avons décrit. La disparition du premier modèle d'organisation a été la conséquence de deux conflits au sein de cette occupation, et a donné lieu à l'apparition du deuxième modèle d'organisation à La Matanza.

Premier conflit : les partis politiques.

La première Commission directrice qui fut constituée à *22 de Enero* avait une caractéristique qui la distinguait de celle des deux autres occupations : ses dirigeants militaient politiquement dans un groupe d'« extrême gauche marxiste ». Regroupés dans le FREPU[345], ces dirigeants se sont trouvés isolés des autres *asentamientos,* à cause principalement de leurs prises de position jugées *trop radicales*. L'adhésion politique de ce groupe de dirigeants les a systématiquement conduits à envisager le conflit avec l'État dans des termes davantage idéologiques que tactico-politiques. On pourrait dire qu'ils privilégiaient une stratégie de confrontation avec le système politique dans son ensemble, bien souvent sans prendre en considération les urgences des familles.

[345] FREPU : *Front du Peuple* (« Frente del Pueblo »), alliance électorale constituée par le Parti Communiste -PC- et le groupe trotskiste Mouvement pour le Socialisme - MAS-. Il est important de signaler que ces groupes politiques étaient très petits, qu'ils n'avaient pas de représentation

La mobilisation restait bloquée par les avatars de la politique nationale, perdant de vue l'objectif immédiat, ou utilisant une méthodologie qui n'a pas été effective, ni en termes tactiques, ni stratégiques. Plusieurs manifestations ont été organisées à San Justo, Capitale de La Matanza, pour protester contre la politique du gouvernement et *contre le FMI*, par exemple. Les objectifs de garantir le maintien dans le lieu et la construction d'un quartier passaient alors au second plan. C'est cette priorité donnée aux objectifs *extérieurs* qui a conduit lentement à l'affaiblissement du soutien au groupe de dirigeants et qui a permis la mise en place d'un nouveau type de jeu politique...

> « A *22 de Enero*, ça a commencé avec ceux du MAS qui dirigeaient l'*asentamiento*, avec une femme qui s'appelait Lili, et qui a été la première dirigeante du quartier. A cette époque, pendant qu'ils faisaient les marches contre Russo [alors maire de La Matanza], nous obtenions des choses. Nous [ceux du *17 de Marzo*] non plus, on n'était pas bien avec Russo et on l'affrontait, mais on négociait avec lui et on obtenait des choses pour le quartier. Par exemple, nous avions pu avoir les machines pour dégager les rues, et de temps en temps il nous prêtait la machine pour niveler les rues après la pluie. Ceux du *22 de Enero* programmaient des marches tout le temps, amenant les gens jusqu'à San Justo pour faire les revendications. Alors, comme cette commission formée par les gens du PC et du MAS n'obtenait rien, elle tomba toute seule. C'est là qu'est apparu Alberto, qui était un homme du Parti Radical [au gouvernement] et il a commencé à travailler avec le Negro. Ils ont formé une commission parallèle et ils ont fait tout un boulot avec les radicaux qui voulaient contrôler le quartier, et ils ont obtenu des choses, comme l'école. C'est comme ça que la première commission est tombée toute seule. »
>
> Sergio, *17 de Marzo*

---

parlementaire à l'époque et qu'au cours des dernières années, ils se sont vus marginalisés du système politique argentin faute de soutien populaire.

Le témoignage ci-dessus permet de comparer deux stratégies. L'élément idéologique nous intéresse ici uniquement dans la mesure où il est lié à la radicalisation de l'autonomie présente dans les organisations. La tactique de *22 de Enero* était liée à un affrontement en bloc de l'État. Ce qui est intéressant est que l'action collective est tiraillée entre la nécessité de répondre à la fois aux exigences de la mobilisation publique et de la vie interne de l'occupation. Le *front interne* de l'organisation fut donc délaissé, mettant sur un second plan les nécessités des familles et la construction du quartier. Guidés par leurs principes idéologiques, les dirigeants évoquaient la responsabilité de l'État dans la résolution des problèmes et leur unique proposition, en termes d'action collective, a consisté à faire des demandes dans les différentes sphères du gouvernement. Par ailleurs, cela renforçait la position de ceux qui, depuis l'État, considéraient les occupants comme situés en dehors du système et cherchaient à les expulser.

Cependant, rapidement, les partis politiques traditionnels – radicaux et péronistes - ont commencé un mouvement de recrutement de dirigeants de l'occupation. On cherchait à transformer les *asentamientos* en organisations susceptibles d'être utilisées au sein du jeu de la concurrence politique. Dans ce cas en particulier, ce sera le Parti Radical qui tirera profit de l'affaiblissement de la Commission directrice et de l'apparition d'un groupe qui concurrençait ce leadership. En 1987, les élections mettaient en jeu la législature et les gouvernements provinciaux, notamment celui de l'énorme province de Buenos Aires. Cet enjeu amenait un climat de forte concurrence entre le Parti radical, au gouvernement et le Parti péroniste dans l'opposition[346]. Cette attitude des partis politiques coïncide avec les besoins de l'action collective menée par les occupants. Tel que le proposait la première direction du *22 de Enero*, les occupants ont à dénoncer leur situation matérielle et l'injustice, et ils réclament leurs droits face aux autorités et à l'opinion publique, certes. Mais en même temps, ils devaient

[346] Dans l'élection de 1987 le péronisme gagne le gouvernement de la Province de Buenos Aires, reversant la tendance politique. Deux ans après, avec Menem, le péronisme gagne la présidence de la République. Les *asentamientos* sont devenus une force participant activement à ce processus.

mener des négociations avec les différents organismes publics et les groupes politiques afin d'obtenir satisfaction à leurs besoins les plus urgents.

Les radicaux ont donc stimulé la formation d'un groupe qui a commencé à fonctionner de manière parallèle à la Commission directrice élue par les habitants. Sans élections ni assemblée, cette fois l'adhésion des *vecino*s était conquise par l'offre de promesses des dirigeants des politiques. Très rapidement, les nouveaux dirigeants ont obtenu la construction d'une école dans le quartier, ce qui représentait un énorme succès. En construisant une institution publique dans une occupation illégale, l'État initiait la reconnaissance des *vecino*s organisés comme un mouvement légitime, instaurait le dialogue et abandonnait la volonté de les expulser. En échange de quoi, les nouvelles organisations s'intégraient dans le jeu électoral. Les occupations de La Matanza commençaient à vivre la deuxième phase de la vie des organisations de quartier, ce que nous avons identifié comme un deuxième modèle dans les modalités d'organisation des *asentamientos*.

Le nouveau groupe fut institutionnalisé en prenant la forme d'une association[347] : *Mutuelle du Grand Peuple* (« Mutual pueblo grande »). Quelques mois après eut lieu une scission. L'un des dirigeants de ce groupe partit et constitua une nouvelle mutuelle : *Le Progrès et l'Unité*. La cause de la scission était simple : ce dirigeant avait obtenu un contact autonome avec d'autres fonctionnaires du gouvernement et ne voulait pas perdre l'opportunité d'avoir son propre groupe de pouvoir.

La conséquence immédiate de tout ceci fut la disparition des délégués *manzaneros* et des commissions spéciales, et l'unité d'organisation de l'*asentamiento* éclata dans un climat de fragmentation. Dans la plus grande des occupations de La Matanza, un nouveau jeu collectif commençait et avec lui déclinait le premier modèle d'organisation imaginé par les curés de Quilmes sous le modèle des « mouvements sociaux » et de l'action communautaire. Deux ans après le début de l'occupation, son unité et son autonomie politique disparaissaient. Les nouveaux dirigeants sont dans une relation d'échange

---

[347] En Argentine, les mutuelles, les coopératives, les sociétés de développement et les associations civiles sont des institutions reconnues et régies par la loi. Ces quatre formes juridiques ont été adoptées dans les *asentamientos*. Elles sont l'équivalent aux « associations loi 1901 » en France.

directe avec les partis au pouvoir et le quartier voit surgir une multitude de groupes organisés. De cette façon la porte s'ouvrait à un deuxième conflit, conséquence de la présence des nouvelles organisations.

Deuxième conflit : une nouvelle occupation.

L'*asentamiento 22 de Enero* est très proche des maisons de Ciudad Evita (voir Carte 4). Cette ville, actuellement intégrée à la conurbation de Buenos Aires, fut construite vers 1952 par la mythique épouse du Général Perón. Originellement conçue pour devenir une ville modèle pour les travailleurs, elle ressemble aujourd'hui davantage au lieu de résidence de couches de la « classe moyenne » qu'à un quartier ouvrier. En effet, l'urbanisation de type américain de « chalets » avec de grands jardins, la grande qualité des maisons, la très complète provision d'infrastructures et de services et la liaison avec le centre-ville par l'autoroute qui conduit vers l'Aéroport Ezeiza l'ont transformée en un quartier qui se différencie clairement du reste des quartiers pauvres qui l'entourent. La ville Evita est comme un rêve du Charlie Chaplin des « Temps modernes » : Errant et fuyant la police avec son amie, Charlot s'assoit à l'ombre d'un arbre sur le trottoir d'une maison où une épouse heureuse dit au-revoir à son mari qui part au travail. Alors Charlot se rêve lui-même dans cette vie idéale. La maison de rêve est identique à celles de Ciudad Evita, de même que l'urbanisation du quartier rêvé.

Immédiatement après la première occupation du 22 janvier 1986, les habitants de Ciudad Evita ont commencé à s'organiser pour expulser les occupants, ce qui eut pour conséquence le début d'un conflit complexe. Ces

habitants voyaient les occupations comme une menace. Ils pensaient à la perte de valeur de leurs maisons et à la détérioration de l'image de la ville mythique : *je ne veux pas un bidonville devant chez moi*. Ce conflit, opposant des habitants de deux secteurs de la ville pour l'appropriation d'un espace physique et symbolique, est très courant lors des occupations de terres. Il trouve immédiatement une expression politique dont l'analyse nous permettra d'observer un aspect caractéristique des mouvements d'invasion : la dimension stratégique de l'action collective des occupants dans leur rapport au système politique.

Encouragés par leurs relations avec le Parti Radical (l'UCR, alors au gouvernement), les nouveaux dirigeants de *22 de Enero* décidèrent en 1988, lors du deuxième anniversaire de l'invasion des terrains, d'organiser une occupation menée par un nouveau groupe de 300 familles, sur les terrains vides qui s'étendaient entre l'*asentamiento* et les premières maisons de Ciudad Evita. Ce fut la réédition d'un conflit qui était gelé depuis 1986 (voir Carte 5).

L'occupation de ces terrains proches de Ciudad Evita a été conduite et encouragée en grande partie par la logique de concurrence et de conflit entre les dirigeants des quartiers et les hommes politiques. Dans ce cadre, l'invasion des terrains qui se trouvaient en face de Ciudad Evita constituait clairement une provocation qui eut l'effet escompté : une réaction violente de ses habitants qui ne voulaient pas *vivre à côté d'un bidonville*. Très vite, la situation leur échappa.

Le lendemain de l'occupation, les événements firent la une des plus importants journaux du pays, pour y rester plusieurs jours de suite (*Clarín*, *La Razón*, *La Nación*, *Crónica*, *Página/12*, *El Popular*), ce qui donne une idée de la gravité du conflit. *Clarín* du 27-01-1988 titrait à la une : « *Vecinos* et policiers surveillent un quartier pour empêcher l'emplacement de logements précaires sur un terrain attenant à Ciudad Evita. De nombreux *vecinos* montent la garde avec des effectifs de la Police de Buenos Aires convoquée par le Juge de service. » De son côté, *Página/12* du 28-01-1988 signale que « l'*asentamiento* n'est constitué pour l'instant que de quelques bâches et tôles, en forme de tentes précaires, bordées par un cordon de 50 policiers, dont certains avec des chiens, et d'autres à cheval, situés sur le cours sec du ruisseau La Frontera qui sépare l'occupation de

Ciudad Evita. Derrière ce cordon, il y en a un autre, de personnes et de voitures, tous des *vecino*s du *Quartier* Ciudad Evita qui essaient d'empêcher que les nouveaux occupants avancent, convaincus que ces terres 'doivent être destinées à un projet de logements sérieux, et non à un campement' ». *Crónica* du 27-0161988 consacre au sujet sa première et sa deuxième pages avec un titre de catastrophe : « Poudrière sur le point d'exploser ! Guerre entre les sans logement et la Ciudad Evita ». Et dans les deux pages centrales de cette même édition, destinées exclusivement à ce problème, un titre et sept photos : « La tension augmente à Ciudad Evita. Les déshérités continuent leur avancée dans la zone. La police, appuyée par les *vecino*s, tente une répression[348]. »

Toute la Ciudad Evita fut mobilisée, avec la mise en place d'une surveillance des habitants qui se placèrent entre cette ville et l'occupation, pour s'assurer que les *asentamientos* n'avancent pas davantage et pour constituer un moyen de pression pour leur expulsion. La « tension », comme l'a décrite la presse, fut telle qu'on dut mettre en place un cordon policier permanent. En outre, les *vecinos* de Ciudad Evita ont coupé les principales avenues et routes de la zone, ils se sont rendus à la télévision et à la radio, ils ont organisé des manifestations de rue en signe de protestation et ont envoyé des lettres d'intention au Parlement. Finalement, ils ont menacé de *ne pas payer les impôts à un État qui ne garantit pas la défense de nos propriétés*.

Les retombées politiques des événements furent énormes, étant donné le caractère local du conflit et les nombreuses figures politiques qui y étaient impliquées. Le maire de La Matanza offrit inutilement aux occupants des terres et des services dans une localité plus éloignée (*cf. Crónica* du 30-01-1988). Le très brillant Gouverneur de la Province de Buenos Aires, Antonio Cafiero, prônait la pacification d'un conflit qui dépassait sa capacité de négociation. Enfin, le Ministre de la Santé et de l'Action Sociale de la Nation, Barrios Arrechea, et le frère du Président, Fernando Alfonsín, arrivèrent à Ciudad Evita avec un ordre émanant du Président lui-même : mettre fin au problème brièvement, avec le moindre coût politique possible.

---

[348] Le mot « vecinos » permet d'observer encore une fois la charge sociale du signifiant. L'association des mots, *vecinos*, quartier, police est en claire opposition avec l'autre ensemble : occupation, bâches, tôles, tentes.

Face à une telle commotion, les dirigeants de *El Tambo* et de *17 de Marzo* ont compris que l'existence même de toutes les occupations était en jeu. Evidemment, l'occupation du 22 janvier 1988 à Ciudad Evita était regardée par les dirigeants des autres *asentamientos* comme un énorme recul politique, du fait du changement d'une conjoncture qui, jusqu'alors, leur avait été favorable. La menace d'une expulsion planait de nouveau sur les trois occupations.

> « Quand on a vu l'occupation là-bas, et la presse, et tout le tralala que ça allait faire, on s'est rassemblé et on a formé un front. Les dirigeants du *22 de Enero* attendaient le soutien des autres *asentamientos*. Mais ils n'ont pas reçu notre soutien. Je me souviens qu'un jour on a formé une colonne de 1000 ou 1200 camarades et on est allé faire pression sur eux ; alors ils se sont sentis acculés par Ciudad Evita et par nous.
> Pour nous, c'était un recul objectif parce que ça remettait sur le tapis les *asentamientos*. Alors, nous les avons obligés à pactiser pour leur départ vers des terrains plus éloignés, à négocier en termes dignes et de manière conjointe, c'est-à-dire, à sortir de la scène, ce que nous avons réussi. Je me rappelle que les dirigeants de *22 de Enero* étaient aveuglés, très arrogants et avaient un grand mépris pour l'histoire précédente des *asentamientos*, qui était beaucoup plus importante que celle de ces 300 familles. »
>
> Luis, *El Tambo*

Pour comprendre les causes de cette nouvelle occupation organisée par les dirigeants de *22 de Enero*, il faut décrire rapidement la situation politique argentine en janvier 1988. En septembre 1987, le Parti Radical avait perdu les élections pour le gouvernement de la Province et les législatives, dans un grand échec qui profitait aux péronistes, et qui était le premier depuis leur arrivée au gouvernement en 1983. La victoire des péronistes au cours des élections avait été écrasante. Seul deux provinces restaient aux mains des radicaux : Córdoba et Río Negro. Les péronistes récupéraient la très importante province de Buenos Aires.

Dans ce processus, la Rénovation Justicialiste avait joué un rôle fondamental, et son leader, Antonio Cafiero, apparaissait dans l'opinion publique comme l'homme fort du péronisme ; il était le nouveau gouverneur de Buenos Aires[349]. En remportant les élections de 1987, le péronisme initiait une décennie de triomphes qui ne s'achèverait qu'avec les élections législatives de 1997. En ce qui concerne le contexte politique des *asentamientos* de La Matanza, le Parti Radical contrôlait donc le gouvernement national et le péronisme le gouvernement de la Province de Buenos Aires et la municipalité. Dans ce cadre, Cafiero venait de lancer le *Plan pro-terre* qui avait pour objectif de résoudre le problème des *asentamientos* dans le Grand Buenos Aires.

> « Tant bien que mal, les occupations étaient au point mort en 1988, et je ne veux pas faire des jugements particuliers, parce que je n'ai pas de preuves. Ce que je peux dire, en revanche, c'est que ces mêmes personnes qui nous avaient obligés à signer un accord pour le gel de la situation avec la mise en place d'une clôture près du ruisseau La Frontera où prenait fin originellement le *22 de Enero*, eh bien, ces mêmes personnes ont violé ensuite tous les accords, et ont fait une autre occupation [au-delà du ruisseau]. J'insiste sur le fait que ça s'est passé ainsi. Je me souviens que ces jours-là était lancé le « Plan pro-terre » à propos duquel ont été consultés par le ministre Brunatti[350], presque tous les dirigeants des *asentamientos* [du Grand Buenos Aires]... Si je m'en tiens au soutien qu'a eu, dans les médias, au soutien juridico-politique, aux soutiens naïfs comme celui de l'Église, cette occupation, je crois que Nosiglia[351] se trouve derrière tout ça. Je me souviens que c'était un mois de janvier terrible, celui de 1988, à côté des occupations antérieures, qui n'avaient pas été si graves. C'est pour ça que nous pensons que tout ça a été fait pour discréditer Cafiero. »
>
> Luis, *El Tambo*

---

[349] Le mouvement de Rénovation Justicialiste cherchait à changer la relation du péronisme avec la société en lui donnant le profil d'un parti politique moderne (face à sa tradition de « mouvement »). Sur ce mouvement et cette conjoncture voir Novaro & Perelman, *op. cit.*,1996.
[350] Luis Brunatti était le Ministre du Gouvernement de la Province de Buenos Aires (1987-1991).

Les témoignages montrent clairement comment, même lorsque les organisations ont un degré important d'autonomie (tel celles de *El Tambo* et du *17 de Marzo*), leur rapport avec le système politique reste très important ; et comment l'action collective de ces mouvements garde toujours une dimension stratégique. On peut voir cela, quand les occupants doivent assumer l'échec de l'occupation des terrains situés face à Ciudad Evita, transférer les familles et commencer un processus de négociation avec l'État :

> « Barrios Arrechea et Fernando Alfonsín sont apparus sur les lieux, de la même façon qu'une grande quantité de personnalités... Alors, nous avons exposé à Barrios Arrechea la possibilité de donner une véritable solution au problème... Je me souviens que ce jour-là, il y avait une cohue de journalistes et nous avons réussi à en faire sortir le ministre et Fernando Alfonsín...
>
> A partir de là, 90 jours plus tard ou un peu plus, les accords ont été signés. L'accord c'était que nous emmenions les gens du côté de la Route 21 et là, en fait, nous avons fait une bonne affaire. Parce que nous avons échangé 300 places, qui étaient celles qu'on avait prises là-bas, contre 1000 places qu'il y avait là, à côté de la Route 21. Cela nous a donc servi à placer un bien plus grand nombre de camarades de *El Tambo* et de *17 de Marzo*. Et c'est pour ça que nous pensons que c'était un succès, parce que nous avons pu placer une plus grande quantité de camarades, et parce que presque cinq mois plus tard, nous avons signé les premiers accords avec le gouvernement où, entre autres choses, il s'engageait à régulariser les occupations [légaliser l'occupation à travers la vente des terrains]. »
>
> Luis, *El Tambo*

---

[351] Enrique Nosiglia : Ministre de l'Intérieur de la Nation du gouvernement Alfonsín (1983-1989).

De leur point de vue, les fonctionnaires gouvernementaux devaient résoudre un conflit où ils subissaient la pression, d'une part, des habitants de Ciudad Evita qui sentaient leur espace menacé ; et, d'autre part, de l'opinion publique qui attendait en même temps qu'ils évitent la violence et qu'ils garantissent le droit au logement dans le cadre de la loi. Il y avait, enfin, la demande de terre des occupants. La solution du conflit comportait un changement dans le type de relation entre les occupations et le système politique.

En effet, les fonctionnaires ont accordé avec les dirigeants ce qu'ils appelaient la *consolidation* des organisations de quartier à travers la mise en place de *projets communautaires* reposant sur l'aide de l'État. Cela impliquait la reconnaissance des organisations de quartier en tant que représentantes légitimes à travers leur institutionnalisation, ainsi que, bien évidemment, le versement de ressources financières à chaque quartier - ce qui renforçait la position des dirigeants face aux habitants. Cette institutionnalisation conduisait les organisations vers une légalité : celles de *17 de Marzo* et de *22 de Enero* sont devenus des *associations* (mutuales) et celle de *El Tambo*, une coopérative. Mais surtout, cela impliquait une « bureaucratisation » du rapport social qui comportait une répercussion sur la bureaucratisation de la vie interne des quartiers. Les organisations seront désormais régies par la loi. Elles devront maîtriser une réalité juridique qui échappe au contrôle des occupants et qui les oblige à obéir à des règlements, à payer des impôts, etc. Du point de vue des fonctionnaires du Parti Radical, il s'agit d'une victoire face au péronisme, en évitant le recrutement des dirigeants pour le *Plan pro-terre*.

C'est ainsi que prend fin le conflit entre Ciudad Evita et les occupations, qui s'achève avec le transfert du dernier groupe d'occupants, mais avec une augmentation considérable de la population de *22 de Enero*, qui a été finalement complétée avec une population totale de 2500 familles. Dans le plus grand des *asentamientos* de La Matanza commençait ainsi un nouveau jeu d'organisation et disparaissait le premier type d'organisation qui, d'après le modèle des mouvements sociaux, avait été mis en place par les curés de Quilmes. Quelque temps après le recrutement de ces dirigeants de quartier par les partis

politiques, nous trouverons à *22 de Enero* deux associations, deux groupes différents de l'Église Catholique, un groupe qui travaillait avec le péronisme, une crèche subventionnée par une ONG italienne, plusieurs groupes religieux évangélistes, *umbandas* et adventistes, tous en concurrence pour le contrôle du même espace.

L'époque d'une organisation unique et autonome du jeu politique pour chaque *asentamiento* était révolue.

Nous analyserons ci-dessous le deuxième type de relation entre les *asentamientos* et l'État, par delà le cas de La Matanza.

9 LA SECONDE FORME D'ORGANISATION : fragmentation des organisations, légalisation et intégration au jeu politique.

En 1988, avec l'arrivée du péronisme au gouvernement de la Province de Buenos Aires, se produisent d'importants changements dans l'environnement politique. De nouveaux rapports s'établissent entre les occupations et le système politique, qui ne sont plus conditionnés par le désir de l'État de les supprimer. Il y a un changement dans l'attitude du système politique envers les occupations : la démocratie consolidée et la crise économique occupant le premier rang dans l'agenda politique, les partis cessent de craindre une mobilisation populaire qui déstabiliserait le gouvernement - comme l'avaient redouté les militaires et les radicaux, trop pris dans le souvenir d'une conjoncture dépassée pendant les années soixante-dix. Comme on l'a dit, le gouverneur Cafiero crée le *Plan pro-terre* qui, parmi ses objectifs, intègre une aide à la *consolidation des organisations communautaires* et la vente des terres à leurs occupants, *la régularisation*[352]. Pour cela, la presque totalité des organisations des *asentamientos* furent invitées à discuter les objectifs du Plan. En même temps, le maire de Lomas de Zamora, l'un des districts les plus importants du Grand Buenos Aires, lance les *Maisons pour la terre* (Las casas de tierras), un plan avec des objectifs similaires à ceux du gouvernement de la Province[353]. Au cours du processus électoral, le péronisme découvre l'importance de ces organisations de

---

[352] Le Plan pro-terre n'a pas abouti à donner la propriété des terres à une seule des occupations illégales, malgré le fait d'envisager le problème et de mettre en œuvre des actions dans ce sens (des projets de loi d'expropriation concernant ces terres ont été présentés à la législature de la Province de Buenos Aires, par exemple). En revanche, le Plan octroya un nombre important de subventions.

[353] Ici encore, c'est la concurrence politique qui l'explique ; car à ce moment-là, le Maire de Lomas de Zamora était Eduardo Duhalde concurrent de Antonio Cafiero à l'intérieur de la Rénovation péroniste. A l'époque donc, la concurrence était double : entre le Parti Radical et le Parti Péroniste, et entre les différentes fractions du péronisme. Duhalde deviendra gouverneur de Buenos Aires succédant à Cafiero en 1994 et sera le candidat présidentiel du péronisme succédant à Carlos Menem en 1999. Une partie importante de son soutien politique provenait des *asentamientos* où il avait construit un important réseau clientéliste reposant sur les *manzaneros*,

quartier sur le terrain, capables de mobiliser un nombre non négligeable d'électeurs. Pendant la dictature militaire et au cours des premières années du radicalisme, la position de l'État était centrée sur la volonté d'éviter les occupations et de faire face au mouvement des occupants. Le péronisme, en revanche, ouvre la voie du recrutement et de l'intégration des dirigeants de quartier au jeu politique. Cette ouverture du dialogue politique qui modifiera la relation entre les *asentamientos* et le système politique, fut inauguré par le péronisme et suivi par les autres partis politiques. Tel fut le cas à *22 de Enero*, où l'initiative était entre les mains du Parti Radical. Rapidement, celui-ci mit en œuvre d'autres programmes orientés vers la problématique des occupations : le programme *Démocratie en action* et le programme *Ma parcelle* (Lote propio), du Ministère de la Santé et de l'Action Sociale, au niveau du gouvernement national.

> « Toutes les organisations de quartier se sont décomposées avec [le phénomène de] la Rénovation [péroniste]. Avec la campagne pour les [élections] internes de Cafiero en 86, les camarades ont commencé à bosser politiquement et on a perdu toute l'organisation que nous avions, on a perdu toute notre unité. Après, ç'a été de pire en pire, c'était chacun-pour-soi, un tas de petits groupes ont été créés dans chaque occupation et on n'a plus jamais pu récupérer ni l'unité ni la participation des gens. Je peux le dire tout net : toutes les organisations de quartier se sont divisées à partir du moment où la Rénovation est venue chercher les camarades. Après il y a eu aussi les autres partis qui sont venus, mais ça a commencé en quatre-vingt-six. »
>
> Juan Carlos, *El Tala*

En effet, conscients que les occupations constituent une force mobilisable importante, les *rénovateurs* péronistes se sont lancés à leur conquête. Ils ont

---

les délégués de pâté de maison. Nous reviendrons sur ce point. *Cf. infra*, 3. La politique au quartier.

compris que cette population n'était encore politiquement encadrée ni par les syndicats ni par les structures des partis traditionnels. Seul le secteur progressiste de l'Église offrait une concurrence, mais celui-ci s'est avéré un ennemi facile à vaincre pour le péronisme. Il fallait offrir quelque chose en échange de l'adhésion et de la mobilisation électorale : ce fut le *Plan pro-terre*. Les districts du Grand Buenos Aires avec ses huit millions d'habitants étaient en jeu.

En ce qui concerne les occupations, les risques d'expulsion avaient diminué et quelques urgences, par rapport aux besoins quotidiens, commençaient à être couvertes (la plupart des occupants avaient une maison, les infrastructures urbaines commençaient à se développer). À partir de cette *consolidation* des occupations et du changement dans l'environnement politique, les dirigeants des *asentamientos* ont pour la première fois la possibilité de bénéficier et de participer à quelques programmes sociaux. En échange, les organisations sont obligées d'acquérir un statut légal qui officialise leur rôle de représentantes du quartier et les rend juridiquement responsables face à la bureaucratie de l'État. De cette façon, les organisations auront un règlement approuvé par la loi qui régit les normes de leur fonctionnement. Elles seront désormais appelées les *entités intermédiaires* (entidades intermedias), selon le jargon des fonctionnaires d'État qui sera tout de suite adopté par les dirigeants de quartier.

Les *Sociétés de quartier* (sociedades de fomento), coopératives et associations mutuelles sont les formes juridiques couramment adoptées par les organisations, c'est-à-dire des associations *à but non lucratif*, reconnues par la loi pour la *promotion du bien commun* (similaires aux associations dites « loi 1901 » en France). Cela leur permet d'assumer différents types de travaux, de faire payer des cotisations, d'acquérir des biens et de les vendre, de souscrire des conventions avec l'État ou d'autres organismes et, notamment, de recevoir des subventions. Cette légalisation des organisations de quartier permet à l'État de reconnaître les dirigeants et permet à ces derniers de légitimer leur rôle dans le système politique.

Au début, ce passage a séduit les organisations car cela leur permettait d'avoir des subventions destinées au *développement communautaire des quartiers* et d'acquérir les terres au nom des *vecino*s. Ce qu'essayaient de faire les dirigeants, c'était de devenir les médiateurs entre les habitants et l'État, c'est-à-dire, que les terres soient vendues aux *entités intermédiaires* dans un premier temps, pour que celles-ci les transfèrent aux *vecino*s dans un second temps. Cependant, la possibilité de la vente des terres directement aux organisations était un point inacceptable pour les fonctionnaires de l'État. En effet, cela signifiait donner aux organisations un pouvoir qui leur apparaissait comme excessif. Etant donné que la vente devait s'échelonner sur des délais suffisamment longs pour que les mensualités puissent être payées par les habitants, on mettait en place une relation d'assujettissement entre la population et les organisations pendant une période proche de vingt ans[354]. Les organismes de l'État avaient ainsi l'impression de consolider le pouvoir des dirigeants par une relation qui n'était pas très clairement définie, pas plus que transparente, ni contrôlable. Cela donnait en outre une autonomie excessive aux organisations, comme le pensait un fonctionnaire du *Plan pro-terre* :

> « Du point de vue du gouvernement de la Province, en cas de vente, il est préférable de signer un contrat direct entre l'État provincial et chaque *vecino* de l'*asentamiento*, même si les termes de la vente seront négociés dans le respect des nécessités posées par les entités intermédiaires. Si nous vendons aux « entités » pour qu'elles transfèrent aux *vecino*s, plusieurs problèmes pourront surgir. D'un côté, le cadre légal rend très difficile le respect du paiement des mensualités. Mais de l'autre, nous donnerions aux dirigeants un pouvoir sur les *vecino*s à très long terme, pouvoir qu'il serait impossible de contrôler plus tard. »

---

[354] Parmi toutes les occupations du Grand Buenos Aires, il n'y eut qu'une seule exception, *El Tambo* de La Matanza, qui a pu obtenir ce modèle de vente. Celle-ci fut menée à bien en 1996 et le transfert des propriétés aux habitants s'est fait après la fin de la dette. Cet accord explique en partie pourquoi *El Tambo* est le seul quartier à avoir conservé une organisation unique. Cela montre aussi une clairvoyance de la part de ses dirigeants, qui ont mis dix ans à obtenir cet accord.

Ce bras de fer fut réellement l'une des raisons qui dans beaucoup de cas a rendu difficile la *régularisation des propriétés* (la regularización dominial), ainsi qu'on appelait la possibilité de vendre les terrains aux occupants. En termes généraux, l'État craint qu'en octroyant des titres de propriété on légitime un mouvement qui viole les lois de la propriété. L'État craint que la *régularisation* des occupations stimule celles-ci davantage. D'un autre côté, au cours des négociations concrètes pour la propriété des terres, la complication bureaucratique de l'État Fédéral argentin constitua un réel problème. De sorte que, par exemple, le *22 de Enero* et le *17 de Marzo* sont dans le territoire de la Province de Buenos Aires, mais leurs terrains appartiennent à la Mairie de la Capitale Fédérale[355]. Cela donna lieu à une difficulté de s'accorder entre les différents échelons de l'administration et les différents dirigeants politiques (le Maire de Buenos Aires -Parti Radical- et le Gouverneur de la Province de Buenos Aires -Péroniste). Face à l'absence d'une politique commune concernant les occupations illégales, cette diversité d'interlocuteurs constituait un obstacle aux demandes des occupants, d'autant plus qu'il existait une grande variété de propriétaires, tant privés que publics, qui possèdent des terres occupées tout le long du Grand Buenos Aires. Évidemment les dirigeants des *asentamientos* se servent aussi de ces conflits car, parfois, ils arrivent à tirer profit de cette concurrence.

Cependant, en échange de difficiles négociations pour la vente des terres, l'État a commencé à offrir des aides et des subventions ponctuelles, laissant ainsi de côté la discussion sur la propriété. Ainsi, les organisations ont commencé à recevoir des subventions pour mettre en place des projets de *promotion ou développement communautaire* dans chaque quartier - c'est à dire des équipements collectifs de consommation - : construction d'écoles, salles de soins médicaux, construction d'immeubles pour les entités intermédiaires, salles de sport, etc. Il s'agissait, en fait, d'objectifs qui étaient présents dès le départ dans les projets de développement des quartiers imaginés par les occupants. On doit

[355] Les terrains occupés par le *22 de Enero* et par le *17 de Marzo* appartiennent à la Commission municipale du logement (*Comisión municipal de la vivienda* – CMV) de la Municipalité de Buenos Aires. Ceux de *El Tambo* sont propriété du Ministère des Finances de la Nation.

signaler que ce type de projet est directement associé à la construction d'immeubles *pour le quartier*, dont les bénéfices peuvent être clairs et géographiquement bien délimités, de sorte que les *vecino*s puissent constater un progrès dans la mise en œuvre de l'objectif de la construction du quartier. Par ailleurs, ces projets avaient une certaine fonctionnalité du point de vue de l'administration, puisque, s'agissant d'immeubles à construire, la destination de l'argent est plus facilement contrôlable par les fonctionnaires et donne au politicien l'opportunité de la très classique inauguration des travaux.

En fait, l'État repoussait les négociations sur le problème de la propriété des terrains. Mais, en même temps, les gouvernements locaux et provinciaux ne remettaient plus en question les occupations illégales et ils entraient en contact avec les *asentamientos*, comme s'il s'agissait de n'importe quel autre quartier pauvre. On offre le passage de la machine niveleuse pour éviter l'inondation des rues de terre, la distribution de repas dans les cantines ou des biens de nature différente comme des articles scolaires ou l'envoi d'un médecin au dispensaire créé par l'organisation du quartier. Les offres sont variées et dépendent des négociations réalisées, même si conformément à la demande des *asentamientos*, la « promotion communautaire » occupe le centre de l'échange. Les occupations commencent à s'intégrer à la ville, ce qui n'a jamais été le cas des bidonvilles.

La municipalité devient ainsi la sphère privilégiée vers laquelle se déplace la négociation des dirigeants avec l'État. A l'exception de certains sujets - comme la propriété de la terre et les écoles -, qui dépendent de l'administration provinciale ou nationale, les gouvernements locaux sont devenus les principaux protagonistes d'une relation plus souple avec les occupations. Cela dit, il est évident que le niveau du gouvernement mobilisé dépendra également de la capacité de pression politique des dirigeants.

Ce déplacement vers les niveaux locaux de l'administration est important car cela signifie un changement dans l'attitude des pouvoirs publics envers les occupations illégales. D'une part, ce changement s'aligne avec la nouvelle vision, générale, que l'État a des politiques sociales qui vont dans le sens de la décentralisation et de la focalisation sur les populations considérées comme pauvres (*cf. supra*, Chapitre II). D'autre part, comme nous l'avons dit, pendant le

premier modèle de relation des occupations avec l'État, celui-ci voit les *asentamientos* comme un mouvement qu'il fallait empêcher : ils auraient été l'oeuvre de délinquants qui violaient la propriété de la terre. Dans ce premier modèle, pendant les années de la Dictature militaire et les premiers temps du gouvernement Radical (jusqu'à 1987), l'État se présente comme un bloc indifférencié et il agit notamment à travers ses organismes policiers et juridiques. Dans le second modèle, la relation change dans les termes : d'un ennemi qu'il faut vaincre, les organisations de quartier deviennent un interlocuteur avec lequel il faut négocier. Sans doute, le contexte politique de la démocratie rendait plus difficile à l'État l'expulsion par la force des occupants. Au niveau des organismes publics, l'État agit maintenant à travers ses programmes sociaux et par les municipalités ; et les partis politiques qui les administrent prennent la parole. L'ouverture des négociations change donc le caractère de l'opposant aux *asentamientos* : d'un État qui essayait d'expulser les occupants à un système politique où les partis essaient d'utiliser les organisations de quartier comme force électorale. Les acteurs du conflit changent dans la mesure où une place est faite à une nouvelle relation conflictuelle.

Le caractère local des organisations de quartier, qui peuvent rarement aller vers la généralisation des demandes, est déterminant puisqu'elles n'ont pas la force d'imposer un changement global des politiques publiques. Dans le cas des *asentamientos*, les occupants n'ont jamais été plus loin que *l'assemblée nationale des sans-toit* (réalisée en 1987 au Théâtre national San Martín, au centre de la Capitale) et que quelques *coordinations d'asentamientos* comme la *Fédération d'asentamientos de la zone Ouest*. Ces tentatives ont toutes été des expériences brèves et sans impact politique majeur. Les organisations sont toutes restées confinées à leur niveau local et n'ont jamais réussi à généraliser leurs demandes au niveau de l'agglomération et encore moins au niveau national.

Par ailleurs, cette situation s'associe à un changement dans la relation des organisations avec les groupes politiques. En règle générale on a pu observer comment les dirigeants de quartier abandonnaient leur affiliation de gauche pour s'intégrer aux différents groupes péronistes ou radicaux, ou bien qu'ils

étaient remplacés par d'autres en contact avec les partis traditionnels. Ce fait ne répond pas à un changement idéologique de la part des dirigeants et sa compréhension excède une référence au contexte politique argentin. Il obéit davantage à la logique de l'action collective propre aux occupations illégales. Si dans la première phase on constate une claire relation des occupants avec divers groupes de gauche (notamment les *Communautés ecclésiastiques de base*, le *Front du peuple,* FREPU, le *Mouvement tous pour la patrie* et plusieurs groupes de la gauche péroniste), dans la seconde phase le lien sera privilégié avec les partis traditionnels. Pourquoi ? Parce que l'action collective passe d'une phase dominée par une logique de la protestation, de l'autodéfense et d'une demande de reconnaissance, à une phase nouvelle où dominent la recherche de l'intégration et la négociation avec les partis qui contrôlent les ressources publiques. La gauche argentine n'était pas en conditions ni d'accompagner ni de guider ce passage, puisqu'elle ne contrôlait aucune structure de l'administration publique.

Ainsi, les dirigeants de quartier doivent s'associer aux hommes politiques qui contrôlent les ressources détenues par l'État. Cela implique d'abandonner le principe de l'autonomie politique qu'ils préconisaient dans les premiers temps, et de s'insérer activement dans les luttes politiques pour le contrôle de l'administration de l'État : il faut faire adhérer les gens aux partis, assister aux manifestations de masse des candidats et participer activement aux élections. Ce que nous avons observé au *22 de Enero* est devenu la norme dans toutes les occupations. Celles-ci acceptent un mode plus direct d'intégration au jeu de la concurrence politique. Mais cette participation a bien évidemment son corollaire : les partis politiques commencent à avoir une influence dans la vie interne des quartiers. L'autonomie des organisations se voit fortement affectée et le principe d'une seule organisation par quartier évoquée dans les témoignages, cher à la gauche, survit rarement. Il suffit que deux dirigeants de quartier en conflit obtiennent un statut légal pour leurs groupes - en devenant des associations -, pour que la concurrence se fasse au niveau des alliances que chacun pourrait passer sur le terrain politique.

De fait, nous ne connaissons qu'une seule occupation qui soit restée fidèle à ce principe : *El Tambo*, de La Matanza. En revanche, ses dirigeants ont

toujours eu une très fine capacité de négociation ainsi qu'un contrôle strict du quartier. Effectivement, envers le système politique les dirigeants de *El Tambo* ont instrumentalisé leur action : ils ont pu amener les habitants à voter dans les élections internes du péronisme et quelques mois plus tard dans celles du FREPASO ou du Parti Radical. Ils organisent des actes de masses pour recevoir des dirigeants de toutes couleurs, à condition d'avoir une négociation en vue. Cette attitude s'accompagne de la répression immédiate de toute tentative de pénétration dans le quartier d'un parti ou d'une église. Aucun groupe dissident n'a pu s'installer au quartier[356].

Cette nouvelle forme de relation au politique implique que désormais, les luttes de pouvoir entre leaders de quartier et dirigeants politiques sont définies par les alliances que chacun est en mesure de construire dans le domaine de l'autre. Dans une situation de concurrence, le dirigeant de quartier qui s'impose est celui qui bénéficie d'un meilleur soutien dans la municipalité ou dont leur candidat remporte les élections. Inversement, dans le domaine politique s'impose l'homme politique capable de s'allier avec le dirigeant de quartier le plus représentatif. Cela dit, la relation entre hommes politiques et dirigeants de quartier est bien évidemment asymétrique.

Cette transformation a un aspect idéologique : des organisations de base créées par « la gauche » sont cooptées par « la droite ». Or, au-delà de cet aspect, sa première conséquence dans la vie de quartier est une fragmentation des organisations qui le représentaient comme une unité, comme un ensemble fermé à la pénétration des partis politiques. Dans chaque quartier apparaissent des groupes différents, les *entités* (les associations), et tout dépend maintenant de la capacité des dirigeants à créer des liens dans le champ politique. La légalisation, la fragmentation et l'intégration au jeu politique des organisations de quartiers comporte trois changements : a) dans le rôle de l'organisation et dans la pratique politique des dirigeants ; b) dans la forme de participation des habitants; et c) dans la façon de conduire les conflits, de définir l'opposant et représenter le quartier.

---

[356] Un groupe de jeunes et d'adolescents qui se sont séparé du noyau de *El Tambo* ont dû développer leurs activités hors des limites du quartier. Ils l'ont fait à travers une *radio communautaire* et un journal. Nous reviendrons sur ce groupe dans le prochain Chapitre.

Le rôle de l'organisation et la pratique politique des dirigeants.

La pratique quotidienne de recherche de contacts dans les institutions publiques et les partis politiques devient le principal souci des dirigeants de quartier. Leur tâche principale consiste à sortir continuellement du quartier pour cultiver des contacts dans le monde politique, afin d'obtenir des investissements ou des subventions pour le quartier.

Nous avons vu comment, dans les premiers temps de la vie d'une occupation - au cours de la première phase de l'action collective -, les dirigeants doivent organiser le groupe, y compris avant l'invasion. Dans ce premier temps, leurs capacités en tant que dirigeants sont jugées principalement à l'intérieur du groupe. Mais une fois les terres occupées, le sort futur du quartier se joue de plus en plus en dehors de celui-ci, jusqu'à ce qu'on passe à la seconde phase de l'action collective. C'est ce facteur qui donne aux dirigeants leur caractère en tant que tels : les habitants sont conduits par ceux qui ont la capacité de tisser des relations avec le système politique. Mais les dirigeants doivent également avoir la capacité de guider l'organisation et la mobilisation des occupants. C'est l'autre composante de la relation.

Le rapport des *asentamientos* au politique s'effectue par la mise en relation d'une communauté plus au moins organisée, avec des institutions qui contrôlent la distribution d'une série de ressources. Dans le quartier, le dirigeant fait fructifier son « capital » lorsqu'il est capable d'obtenir des résultats positifs dans le jeu politique. Pour les hommes politiques, il le met en valeur lorsqu'il est capable de mobiliser son quartier. Ces deux « fonctions » doivent être « remplies », car c'est en cela que consiste l'échange qui rend possible la relation.

Dans la deuxième phase de l'action collective, cette relation fait expérience du passage d'un type de pratique politique à un autre. Il en résulte une bureaucratisation croissante des organisations, dans le sens où les dirigeants acquièrent un savoir de plus en plus spécialisé dans leur capacité de se lier avec

le système politique, ce qui les met peu à peu à distance des habitants. La communauté de quartier acquiert des représentants et la démocratie de base perd son rôle central.

Si l'on examine la question dans l'optique du quartier, on constate une « professionnalisation » croissante du groupe dirigeant. Cette professionnalisation passe par la connaissance de la législation, de l'environnement politique, de ses normes et de ses personnages, ainsi que par l'incorporation des habitudes implicites de la pratique politique. Il devient essentiel de connaître les différentes dépendances de l'administration, les politiques mises en œuvre, la filiation des fonctionnaires et des décideurs, les querelles entre et intra groupes, etc. Les organisations de quartier agissent contre un opposant différencié et fragmenté. La connaissance de chaque bureau, savoir où s'adresser et comment afin d'obtenir une subvention, deviennent des composantes essentielles du savoir-faire des dirigeants.

Les leaders deviennent des « chasseurs » qui parcourent l'univers institutionnel à la recherche d'un interstice, d'une porte ouverte, dans laquelle attraper une bonne proie. Il ne s'agit pas de s'inscrire dans des relations stables mais de connaître le mieux possible les conjonctures. Il est seulement question de saisir les occasions offertes par l'environnement. Il est épuisant d'accompagner un dirigeant de quartier qui va d'un ministère à l'autre, visite une ONG, passe voir un curé, assiste à la réunion d'un parti politique, va à la municipalité et voyage de la capitale du district à la Capitale Fédérale et de là à la capitale de la province. En une seule journée, nous avons accompagné un dirigeant de son quartier à San Justo, de là à la Capitale et d'ici encore à La Plata pour revenir au quartier après être passé dans douze bureaux.

Le passage d'un type de pratique à l'autre se fait par un changement de l'objectif qui régit ces pratiques. Dans la première phase, il s'agit d'actions collectives orientées par une exigence de reconnaissance d'un ensemble de *droits*. La pratique est alors orientée par une logique de protestation et de dénonciation, prenant appui sur des droits inscrits dans la législation et sur les traditions politiques. Il s'agit, en même temps, de consolider l'occupation et les

organisations comptent sur un très haut niveau de participation des occupants. Il y a un grand nombre de problèmes urgents à résoudre qui ont à voir avec la vie de tous (construire les premiers abris, cuisiner, obtenir l'eau et construire les premières latrines, par exemple). Et il y a aussi un travail vers l'extérieur de dénonciation de l'injustice et de recherche de consensus et de soutiens qui puissent empêcher l'expulsion.

Dans la seconde phase, il s'agit d'actions collectives différentes, orientées par l'objectif de construire les alliances qui rendent possible *d'apporter quelque chose au quartier*. Dans les deux cas, les dirigeants font le lien entre les *asentamientos* et le système politique ; ce qui change, c'est la façon d'orienter la pratique dans cette relation. Dans un cas, la pratique est orientée principalement vers le quartier, ayant l'État en face. Dans l'autre, l'action est orientée principalement vers le système politique. Dans la première phase, il s'agit principalement d'organiser le quartier pour mener une action de réclamation vis-à-vis de l'État. Dans la seconde, il s'agit principalement de négocier avec le système politique pour obtenir des satisfactions aux nécessités du quartier.

C'est la raison pour laquelle nous soulignons le « principalement ». Mais les deux formes sont déjà contenues dans la relation sociale système politique-organisations de quartier. Il est vrai que les dirigeants s'intègrent de plus en plus complètement dans le jeu de la concurrence politique, mais il ne faut pas oublier que cette participation a toujours existé.

Ceci explique que le passage d'un type d'action collective à l'autre n'est pas irréversible. Au contraire, les organisations oscillent sans problèmes majeurs d'une orientation à l'autre lorsque leurs objectifs, les conditions ou la relation avec l'opposant l'exige. Les deux modalités font partie d'une forme d'action collective recouvrant trois dimensions : une solidarité locale mettant à l'œuvre la coopération entre égaux pour assurer la survie et mettre en œuvre des projets, un travail sur le système politique visant à provoquer des interventions institutionnelles (de la part des autorités publiques notamment, mais aussi d'autres institutions comme des ONG ou des églises), enfin une lutte symbolique pour la reconnaissance et la promotion de l'identité urbaine menacée d'une

population en voie de désaffiliation et de paupérisation. Ainsi, sur un fond de solidarité locale, l'action collective des occupants oscille entre une demande de reconnaissance, la recherche des interstices et la négociation. Ces trois dimensions sont sur des plans différents, et la prédominance de l'une ou de l'autre dépend de la situation matérielle des habitants ainsi que de l'environnement politique, mais elle dépend de la relation avec « l'opposant » (l'État et le système politique) et du degrés de consolidation du quartier.

La participation des *vecinos*.

Du fait du nouveau type de relation des organisations de quartier au politique, on observe une désarticulation du modèle d'organisation précédent : les corps de délégués s'éclipsent ainsi que les assemblées qui deviennent de plus en plus rares. Il n'y a presque plus de commissions spéciales ni de délégués, ni d'élections. Le nouveau type de relation exige un plus grand degré d'autonomie des dirigeants de quartier vis-à-vis des *vecino*s - dont ils sont les représentants. En même temps, ils perdent leur autonomie vis-à-vis du système politique. Par ailleurs, il y a une bureaucratisation des organisations qui, étant devenues des *entités intermédiaires*, doivent respecter une série de normes légales qui régissent leur fonctionnement et que seulement quelques uns maîtrisent – étant donné leur faible niveau d'instruction. Les *associations* ont des nécessités techniques : des comptables qui établissent des bilans, un personnel qualifié et rémunéré, une connaissance de l'administration publique, etc. Le papier commence à prendre de l'espace en tant que véhicule d'information entre les occupants et leurs organisations, au fur et à mesure que les dirigeants de quartier orientent davantage leur pratique vers l'établissement de contacts dans le système politique. Les militants voient leur rôle renforcé en tant que « techniciens » et quelques uns obtiennent de bénéfices matériels.

Evidemment, l'image d'une communauté aux liens transparents, où règnent les procédures d'une démocratie de base, est de plus en plus défigurée. Cependant, cela ne signifie pas que la participation des *vecino*s dans la vie communautaire et la politique du quartier prend fin. Certains travaux collectifs, à travers lesquels on canalise la participation communautaire, continuent d'exister presque à l'identique : s'organiser pour réparer les câbles électriques, construire une cantine, refaire les canalisations des rues de terre périodiquement, construire des trottoirs, désherber, etc. Avec le nouveau schéma d'organisation on obtient des arrangements de coopération avec l'État et avec d'autres institutions qui impliquent le *travail communautaire*, et parfois le facilitent dans la mesure où les organisations sont davantage capables d'obtenir des ressources techniques ou matérielles. Ainsi, dans l'*asentamiento San Martín* de Quilmes, on a obtenu un arrangement où la Municipalité apportait une assistance technique, la compagnie de l'eau apportait les matériaux, et les habitants la main d'oeuvre. Ce modèle de coopération a été mis en œuvre dans tout le pays, encouragé entre autres par les conseils des organismes internationaux et les bailleurs de fonds, promouvant la *participation*.

En ce qui concerne la mobilisation politique, si dans le passé les habitants étaient convoqués pour voter dans des assemblées et au cours des élections du quartier ou pour s'intégrer aux Corps de délégués, ils seront désormais convoqués à participer à des manifestations publiques, des élections ou des campagnes de prosélytisme des partis politiques. Les deux formes de mobilisation ont bien sûr des sens presque opposés, mais une évaluation juste de ces modifications exige quelques précisions. En premier lieu, il s'agit d'un changement dans le répertoire et dans le sens des pratiques, plus que d'une diminution du degré de participation, comme on le pense souvent. Aussi bien dans la première étape que dans la seconde, les occupants manifestent publiquement pour exiger le passage des ramasseurs de poubelles ou du transport public dans l'occupation ; dans les deux cas, ils vont sur la place pour soutenir ou refuser une ordonnance municipale. Tant dans un cas que dans l'autre les organisations vont soutenir de préférence un candidat, au-delà des demandes qu'ils ont à manifester devant l'État. Il est important de souligner une

certaine indépendance entre ces deux aspects de l'action collective puisque, contrairement à l'opinion générale, la réclamation sociale ne détermine pas directement le comportement électoral, ni *vice versa*.

En second lieu, du point de vue de la participation, il ne faudrait idéaliser ou surestimer aucun des deux moments de l'action collective. Il faut distinguer les pratiques sociales des discours qui se construisent autour d'elles, même si nous les savons indissociables dans la réalité. La première phase n'est pas la conséquence de la pratique d'un sujet conscient au processus de construction de la liberté ou la production d'une communauté de déshérités tissant des liens de transparence à partir de l'expérience de la pauvreté ; pas plus que le second n'est le résultat d'une manipulation politique à laquelle seraient soumises les victimes de la pauvreté extrême dominées par la nécessité et rattachées à un appareil clientéliste. Au cours de la première étape, la participation des habitants a toujours un sens stratégique et elle est limitée par la conjoncture du jeu politique. La corruption fait partie de la vie des quartiers, tant dans le temps de la « démocratie de base » que dans celui du « clientélisme ». On trouve de nombreux exemples d'assemblées manipulées, d'élections frauduleuses et d'une répression parfois très violente des organisations de quartier sur des habitants. Inversement, de très nombreux exemples montrent les incertitudes de la « fidélité » des habitants dans le cadre des relations « clientélaires » qui ne sont pas toujours si effectives qu'on pouvait le croire dès lors qu'on regarde les quartiers de l'extérieur. En 1987, une quantité innombrable de *asados*[357] ont été organisés par le Parti Radical - alors au pouvoir - dans les quartiers de La Matanza : ils furent fêtés et très suivis par les habitants des *asentamientos* qui cependant voteront largement pour le péronisme aux élections qui étaient en jeu. Une situation inverse a pu être observée en 1997 quand l'appareil clientéliste du péronisme conduit par Eduardo Duhalde dans la Province de Buenos Aires pensait assurer le triomphe électoral à partir du réseaux de *manzaneras* (les déléguées de pâté de maisons), et qui conduisit à un échec complet – *cf. infra*, 3. La politique au quartier.

[357] Le *asado* est une grillade typique de l'Argentine. Il est devenu le repas collectif caractéristique de certains meetings politiques.

Dans l'action collective des occupations coexistent une logique stratégique et une logique expressive[358]. En accord avec la première, le sens de l'action collective est conféré par l'intérêt. En accord avec la seconde, le sens de l'action obéit à la construction d'une identité ; dans notre cas autour de la figure du quartier, que ce soit vers l'intérieur, comme communauté d'habitants, les *vecinos,* ou vers l'extérieur, comme lutte pour la reconnaissance. Évidemment, dans les premiers temps des organisations, il est plus facile d'identifier une logique où prédomine l'expression des identités, alors que dans le second, c'est la logique stratégique qui prend le dessus. Cependant, le passage de l'une à l'autre n'est pas simple. Un comportement stratégique exige de savoir quand protester et quand négocier. De même, l'action identitaire exige par moments de dénoncer une situation d'injustice et de se serrer les uns contre les autres, et à d'autres moments de se battre afin d'être reconnus de l'extérieur, par la société.

Le conflit, l'opposant et la représentation des habitants dans le quartier.

Le troisième changement qui se produit par le passage d'une forme de l'action collective à l'autre concerne la manière dont les organisations représentent le quartier et dans la façon de conduire les conflits à l'intérieur de celui-ci. Dans la première forme, la représentation du quartier par ces dirigeants est donnée par les élections, les délégués et les assemblées. C'est toute une architecture de démocratie de base qui permet au quartier de construire une organisation qui le représente. Dans la seconde forme, en revanche, les organisations se séparent de leurs bases, devenant plus autonomes vis-à-vis des habitants, en même temps qu'elles s'intègrent dans le jeu politique.

Or, les associations peuvent participer à ce jeu politique dans la mesure où elles revendiquent la représentation d'une « communauté » à l'intérieur d'un seul *asentamiento*, et il leur est clairement interdit d'interférer dans un autre. En

---

[358] Sur les logiques expressive et stratégique, *Cf.* François CHAZEL : « La place du politique dans les mobilisations contestataires », in CHAZEL, F. : *Action collective et mouvements sociaux*,

outre, leur légitimité dépend du fait que les bénéfices de leur action politique soient versés au quartier, et que les bénéficiaires soient définis en termes d'habitants, de *vecino*s, de telle sorte que l'organisation ne perd jamais son caractère territorial ou local. Ce sera toujours une organisation *de quartier.* Ce n'est pas un hasard si les subventions sont toutes données pour la *promotion communautaire* et que la participation des habitants dans les tâches collectives est désignée comme du *travail communautaire*[359].

Deux aspects invariables, présents des deux formes d'organisation des occupations montrent que la représentation est celle d'une communauté de quartier. Le premier, que nous avons déjà évoqué, résulte du fait que la communauté est construite en termes de vécu. Le *nous* c'est ceux qui *subissent les privations*, l'injustice de *ne pas avoir un lieu à nous*, la pauvreté, l'exclusion, le chômage… Comme le signalent à la fois Alain Touraine et Ruth Cardoso, c'est l'expérience d'une souffrance commune (*v. gr.*, l'impossibilité d'accès au logement) ce qui définit l'identité communautaire face à une société qui les « place dehors »[360]. Dans ce sens, à l'intérieur de ce vécu commun, *nous sommes tous égaux et solidaires*, et ceux qui ne vivent pas la souffrance, qui ne la partagent pas, ne peuvent pas faire partie du *nous*.

Le deuxième est visible lorsque, dans la première phase de l'action collective, les organisations proclament leur caractère d'organisations *apartisanes* ou *apolitiques*. La raison n'en est pas uniquement idéologique : par là, elles construisaient une forme de représentation. Les organisations représentent les *vecino*s dans les affaires concernant leur identité : dans la propriété de la terre et la production des logements, principalement, mais aussi dans les demandes sur le terrain de la politique sociale, qui sont formulées en termes d'habitat : obtenir un centre de santé ou une école *pour le quartier*. Dès le départ, la participation des citoyens à la société politique est mise à l'extérieur du quartier : chacun peut voter à sa guise. C'est précisément pour cette raison

---

Paris, PUF, 1993.

[359] Nous utilisons le mot communauté à partir du sens que lui donnent les habitants des quartiers. De ce point de vue, la communauté résulte d'un sentiment d'appartenance, d'une identité collective et d'un ensemble de liens de solidarité locale. Nous examinons ce point au Chapitre VII.

[360] Touraine, *op. cit.*, 1988. Cardoso, R., *op. cit.*, 1983.

que les antennes des partis politiques n'avaient pas le droit d'entrée dans le quartier. Ainsi, la limite séparant l'*asentamiento* du reste de la ville existe aussi en termes symboliques pour séparer la communauté de la société. La concurrence politique appartient au domaine de la société et fait partie de l'environnement et des pratiques avec lesquelles on identifie l'opposant : *les politiciens.* En effet, l'activité des partis politiques est mise en marge de la vie communautaire, non parce que dans les occupations il n'y a pas de vie politique ou parce que les occupants ne sont pas des individus politiques, mais parce que le groupe se définit lui-même comme un groupe de pairs s'identifiant à partir d'un vécu partagé d'une existence sociale marquée par la pauvreté, l'instabilité, la précarité et la vulnérabilité. C'est sur ce vécu qu'est construit le sentiment de différenciation sociale exprimé par la volonté de ne pas être comme les autres pauvres qu'ils stigmatisent : *nous ne sommes pas un bidonville* (« no somos villeros »).

Tel que le signale une bonne partie de la littérature sur le sujet, les organisations de quartier prennent l'État pour « opposant »[361]. Les occupants ne s'adressent pas à un adversaire de type « social », à une autre catégorie ou à un agent social. Ils s'adressent toujours à l'État. Or, « l'État » doit être conçu ici dans toute sa complexité. Pour cette raison, et afin d'appréhender le rapport au politique, ajoutons-nous, ils s'adressent aussi au « système politique ». En effet, l'État n'est pas le seul « opposant » ou interlocuteur des occupants. Souvent les partis politiques jouent un rôle majeur, particulièrement dans ce tissu complexe qui recouvre les institutions publiques.

Que les organisations de quartier se confrontent à « l'État » (entendu comme un bloc unitaire) ou au « système politique », (entendu comme un complexe d'institutions publiques et privées, de différentes strates de

---

[361] *Cf.* les textes cités de Jordi Borja, Ruth Cardoso, Manuel Castells, Silvia Sigal ou Alain Touraine. C'est le cas aussi de Jean LOJKINE : *Le marxisme, l'état et la question urbaine*, Paris, PUF, 1977., et d'Oscar MORENO : "Las contradicciones entre las políticas del Estado y los movimientos sociales urbanos a nivel de las prácticas de clase" en *Contradicciones, conflictos y movimientos sociales en la problemática regional,* Caracas, Cuadernos del CENDES N° 44 –

gouvernement et des partis politiques), est d'une importance centrale par rapport à la forme qu'acquiert l'action collective. Celle-ci dépend à la fois de la définition de l'interlocuteur et de la conduite de celui-ci.

Lorsque le pouvoir politique adopte une attitude de refus des occupations, de fermeture des possibilités de dialogue et de répression, l'opposant acquiert la forme État. L'action de ce dernier est concentrée par les corps répressifs ou judiciaires et il adopte une voix unitaire. En revanche, quand l'option du pouvoir politique passe par l'assistance, les politiques sociales, le dialogue et l'intégration des dirigeants de quartier au jeu politique, l'interlocuteur se diversifie et prend la forme d'un système politique. En premier lieu parce qu'il n'y a plus une seule attitude face au mouvement urbain mais plusieurs, les attitudes envers l'occupation deviennent variées. Une attitude unique (répressive) laisse la place à diverses attitudes (politiques) : chacune des agences gouvernementales et des institutions publiques adopte des politiques sociales différentes. En deuxième lieu, les corps répressifs adoptent un rôle secondaire, au bénéfice des municipalités et des administrateurs des politiques sociales, comme nous l'avons déjà signalé. Et en troisième lieu, les partis politiques occupent une position centrale en tant que médiateurs entre les organisations et les fonctionnaires qui administrent les ressources publiques.

Dans le fond, tant dans la première que dans la deuxième forme de l'action collective, la représentation des habitants garde des caractéristiques similaires. En effet, les organisations de quartier n'appartiennent pas directement à des partis politiques, ce qui permet aux dirigeants d'établir des alliances avec l'un ou l'autre groupe politique, laissant intacte l'autonomie politique des habitants. Ceux-ci se lient au système politique de manière indépendante, à travers leurs rapports avec les moyens de communication, par exemple, et sous la forme d'une opinion publique.

Nous avons déjà cité les « réussites » acquises par les occupants de *El Tambo* qui ont atteint un niveau élevé de développement de leur quartier. Son

---

Universidad Central de Venezuela, 1978. Dans toutes ces perspectives différentes, l'État est considéré comme l'opposant.

principal dirigeant, très populaire, provient des files de la Démocratie Chrétienne, ayant même été un candidat du parti ; cependant, il n'a jamais persuadé les habitants du quartier de voter pour son parti. En revanche, il n'a pas eu de réticences pour remplir de temps en temps un bus de personnes pour voter pour différents candidats lors des élections internes du péronisme, du radicalisme, de la Démocratie Chrétienne, ou d'autres partis. Les pauvres sont-ils démunis d'identité politique ? Ou plutôt, la capacité de calcul des habitants est-elle tellement développée qu'ils peuvent maximiser les bénéfices ? Sûrement ni l'un ni l'autre. Nous reviendrons sur ces questions au Chapitre VI et VII, mais notons que, tant que les catégories populaires ne peuvent pas stabiliser leur situation au-delà d'une inscription territoriale, les organisations de quartier obéissent à une logique de type chasseur.

Suite à la fragmentation des organisations, la représentation des *vecino*s se dispute. Dans la première étape, dans chaque asentamiento il existait une organisation unique. Nous trouvons maintenant plusieurs entités et groupes qui sont en concurrence pour la représentation du quartier. Si quelques groupes développent un domaine d'action large, la plupart est spécialisée et s'identifie à un projet spécifique. C'est ainsi que, dans le *asentamiento El Tala*, de Quilmes, nous trouvons le groupe de la cantine, celui de l'école, celui de l'eau ; et dans celui de *22 de Enero*, deux mutuelles coexistent avec des activités différentes : le groupe de la crèche, la *cantine des sœurs* et le groupe du petit dispensaire. Chacun d'eux construit d'une manière qui lui est propre la relation du quartier avec le système politique et par conséquent, la représentation du quartier. Cette diversité des organisations implique que les conflits internes du quartier soient gérés par la concurrence entre les groupes. Le succès de chaque dirigeant et de chaque groupe dépend de sa capacité à relier avec succès le quartier avec le système politique. En effet, chaque groupe construit une relation avec un dirigeant politique. Par exemple, le groupe de la cantine obtient la nourriture d'un fonctionnaire mais c'est quelqu'un d'autre qui donne les médicaments au groupe de la salle de soins médicaux. Et le jour des élections chaque homme politique demandera à son groupe d'amener les gens à voter pour son parti.

Même lorsqu'elles ont cessé d'organiser l'élection de la commission directrice, les organisations représentent toujours la communauté de quartier, où les conflits sur lesquels les habitants portent leurs paris, continuent de jouer.

10 LA POLITIQUE AU QUARTIER.

Vers la fin des années quatre-vingt-dix, deux phénomènes politiques ont eu pour protagonistes les populations des quartiers pauvres du Grand Buenos Aires, et particulièrement les occupations illégales, les *asentamientos*. La première observation qu'on doit faire est que, vingt ans après les premières occupations du district de Quilmes, les invasions ont perdu en partie leur force d'impact sur l'environnement politique. Les partis et l'État ont appris à intégrer ces manifestations dans une politique et ne se formalisent plus des nouvelles invasions illégales de terres, qui continuent à se produire de temps à autre. Désormais, ni la presse ni le monde politique ne se sent mis en question quand un groupe de personnes envahit un terrain[362]. Un compromis social paraît avoir été conclu entre l'État et les sans toit : à condition que les terres occupées n'aient pas une grande valeur immobilière, qu'elles ne dérangent pas un projet d'urbanisation ou qu'elles ne soient pas à proximité d'un quartier aisé, l'État tolère les invasions. Elles sont parfois organisées par les partis politiques au pouvoir. Véritable maître dans sa relation avec les catégories populaires, le péronisme s'est mit à organiser « les pauvres » pour envahir des terres là où cela paraissait plus commode, là où on pouvait ne pas s'attendre à une opposition. Du point de vue de l'État cela permet de maîtriser une force sociale importante et d'éviter l'articulation d'une demande sociale « sans qu'un centime ne sorte de la caisse » ou du moins à un coût infime par rapport au coût normal d'urbanisation d'un quartier. En effet, quand on les laisse faire, les occupants se prennent en

---

[362] Sauf quand l'État prend une attitude répressive. Ainsi, en 1995, un groupe de prêtres catholiques de Quilmes organisa l'occupation des terrains qui deviendront l'*asentamiento de La Sarita*. Sur ces terres, il y avait un projet d'investissement immobilier de la part d'une compagnie pétrolière. Un juge ordonna l'expulsion et décida d'écrouer les trois curés participant aux actions. On a pu alors voir des scènes identiques à celles que nous avions observées pendant les premières invasions des années quatre-vingt : forte répression policière, encerclement, protestation et manifestations de soutien devant la mairie et les tribunaux, présence à la télévision, etc. Encore une fois, il y eut un débat en ces termes : *Lequel est-il prioritaire, le droit à la propriété ou le droit au logement ?*

charge eux-mêmes sans « rien » demander à l'État. Celui-ci ne dépensera rien en concept d'urbanisation, subdivision et préparation des terres, et les occupants s'installeront dans des conditions inacceptables du point de vue de la loi[363].

Or, cette force sociale s'est trouvée à proximité de deux phénomènes signifiants. L'un est une manifestation de l'articulation entre l'État et les catégories populaires prises dans une relation « urbaine », dans le sens où ces populations font l'objet d'une politique sociale dans laquelle les bénéficiaires sont définis à partir de l'idée de quartier pauvre, de bidonville, d'*asentamiento.* Ce premier phénomène est l'organisation par le péronisme d'un réseau de délégués de pâtés de maisons, par son gouvernement de la Province de Buenos Aires.

Le second est l'organisation de protestations par des barricades coupant les routes. D'une ampleur nationale et s'étant manifesté d'abord pour des revendications sociales dans l'intérieur du pays, ces barricades seront bientôt organisées aussi par les *asentamientos*. Conservant leur capacité de mobilisation intacte, les occupations vont se servir de cette forme de protestation.

Las *manzaneras*. Le phénomène des délégués de pâté de maisons repris par l'État.

La conjoncture électorale de la fin des années quatre-vingt-dix mit les *délégués de pâté de maisons* au centre du débat public. Pendant son mandat de gouverneur de la Province de Buenos Aires (1994-1997), Eduardo Duhalde créa un dispositif d'assistance sociale autour de ces délégués. Le gouverneur avait connu cette expérience lorsqu'il était maire de Lomas de Zamora et qu'il créa les *Maisons pour la terre,* dans les années quatre-vingt, afin de travailler avec les nombreuses occupations illégales qui avaient eu lieu dans son district.

Comme nous le savons, l'Argentine des vingt dernières années a connu les délégués de pâté de maisons par le phénomène des *asentamientos*. Et comme

[363] C'est peut-être dans ce sens que les organismes internationaux considèrent que « la participation des habitants » rend les politiques publiques moins coûteuses.

nous l'avons décrit, c'était un moyen de donner un contenu de participation et de démocratie de base à l'expérience d'invasion de terres imaginée par les curés de la banlieue de la Capitale. Inspirés par les Communautés ecclésiastiques de base du Brésil, les prêtres catholiques de *l'option pour les pauvres* voulaient créer une structure de pouvoir populaire[364].

Toutefois, le gouverneur Duhalde donnera un autre contenu au phénomène à partir d'un plan d'assistance sociale mis en place à partir de 1994. Le gouvernement de la Province de Buenos Aires a intégré ces délégués au *Conseil de la famille* par la mise en œuvre du *Programme Vie*, destiné à la distribution d'aliments. Donnant le ton d'une conception de l'assistance explicitement rattachée à « la famille », le programme détermine que les délégués de pâté de maisons seront des femmes : les *manzaneras,* aussi appelées *travailleuses communales* par le gouvernement.

Selon les chiffres officiaux, les *manzaneras* « travaillent dans 2.107 quartiers au travers de conventions signées entre le Conseil de la famille et chaque municipalité. Élues par leur propre quartier, elles travaillent dans des zones de concentration de pauvreté extrême ». Leur tâche consiste en la distribution d'un quota d'aliments destiné aux enfants de moins de six ans à qui on distribue : 50 cl de lait par jour, et 1 kg de céréales, de pâtes et de sucre par semaine. « Les *manzaneras* sont aujourd'hui 30.490 femmes qui ne perçoivent aucun salaire et sont accompagnées de 6.484 sages femmes qui assistent les femmes enceintes »[365]. Sur cette base, la province bâtit un système d'assistance publique destiné au Grand Buenos Aires avec un budget d'environ U$ 200 millions par an[366].

---

[364] Ce type de structure n'est pas une « invention » des prêtres progressistes. Elle a été observée dans plusieurs contextes. A Cuba, par exemple, les *Comités de défense de la révolution* encadrent des *comités de pâté de maison* similaires. Et en Argentine même, le premier régime péroniste avait formés les *chefs de pâté de maisons* (« jefes de manzana »), souvent accusés de servir à un contrôle politique de la population, comme leurs homologues cubains.

[365] La Nación : *Qué fue de las manzaneras de Duhalde*, 07-01-2001.

[366] Les chiffres concernant le nombre de *manzaneras* et le budget consacré à cette action n'ont jamais pu être établis avec précision, le gouvernement lui-même ayant donné des chiffres différents. Le nombre de *manzaneras* est estimé entre 24.000 et 30.000, et leur budget varie entre 140 et plus de 600 millions de dollars. C'est la disponibilité discrétionnaire des crédits utilisés qui est à l'origine de ces doutes et de ces confusions.

Dans un geste faisant une référence directe à Eva Perón, le gouverneur mit le programme des *manzaneras* sous control de sa femme, Hilda *Chiche* Duhalde. Celle-ci organisa toute une campagne politique centrée sur le rôle social des *manzaneras* en vue des élections législatives de 1997, dans laquelle elle-même est tête de liste. Toute la presse argentine soupçonna la manipulation électorale et l'opposition dénonça à maintes reprises une utilisation corrompue du dispositif. Le 08 mars 1997, six mois avant les élections, le gouverneur et sa femme organisèrent un rassemblement politique dans un stade de football avec 12.000 *manzaneras.* « Comme sa femme, [le gouverneur] a mis une attention particulière à souligner l'action sociale menée, en critiquant l'opposition à travers une allusion : *On veut mettre de la politique partout*, indiqua-t-il »[367].

Ainsi, le péronisme monta un impressionnant réseau de type clientéliste, ce qui changea complètement le caractère des délégués de pâté de maisons par rapport à leur origine dans les occupations illégales de terres. Dans ce sens, ces délégués se rapprochent maintenant des traditionnels *punteros* du parti péroniste, sans coïncider complètement avec eux. Les *punteros* étaient les représentants du parti dans les quartiers, fonctionnant la plupart du temps comme des médiateurs entre les structures de l'État et les populations. Ils agissaient alors à partir du local du parti, les *Unités de base*, en distribuant des faveurs en échange de la loyauté envers le parti. En cela, ces médiateurs ne se différenciaient en rien des autres figures semblables du clientélisme latino-américain et même argentin[368].

Mais, si les *manzaneras* fonctionnent avec le même système clientéliste de distribution de bénéfices, elles n'appartiennent pas formellement à un parti politique. Plus précisément, elles sont sensées garder leur autonomie politique. Comme les *manzaneros* des *asentamientos*, elles sont et se revendiquent *apolitiques.*

---

[367] La Nación : *« Chiche » Duhalde midió su convocatoria*, 09-03-1997.
[368] Le Parti Radical en Argentine connut les *caudillos*, fonctionnant sur le même schéma.

Paradoxalement, le péronisme perdra les élections en 1997 et l'histoire des *manzaneras* se révélera comme un véritable fiasco de cooptation politique des masses. La carrière politique de Mme Duhalde s'arrêtera net et l'avenir politique du gouverneur sera mis en question lorsqu'il perdra les élections pour la présidence de la nation en 1999.

Ce qu'il est intéressant d'observer c'est comment le pouvoir politique récupère le mouvement social pour l'intégrer aux normes de fonctionnement du système politique. Il y a, de ce point de vue, une symbiose entre les organisations de quartier et les partis politiques. Or, si cette symbiose montre la faiblesse des organisations locales devant un pouvoir politique qui contrôle les structures de l'État, l'expérience ratée du péronisme par rapport à cette volonté de contrôle est un exemple de la capacité des habitants à maintenir une certaine autonomie politique, au moins sur le plan électoral.

L'engrenage des *manzaneras*, qui restera après l'échec de Duhalde et son remplacement par un nouveau gouvernement provincial, montre aussi un déplacement de l'espace d'exercice de la participation politique. Ces dispositifs de l'assistance sociale prenant comme interlocuteurs les organisations et les leaders locaux, ramènent d'une certaine manière la politique dans le quartier.

Lorsque la route est coupée.

Le lundi 30 octobre 2000, la Route Nationale n° 3 est coupée à son passage près des *asentamientos* de La Matanza. La Route n° 3 est une artère centrale à la circulation de la zone ouest de l'agglomération de Buenos Aires, et son importance économique est majeure du fait qu'elle fait communiquer la Capitale avec le sud du pays (traversant l'Argentine jusqu'à la Terre de Feu) et les zones les plus riches de la Province de Buenos Aires. Une barricade est organisée pendant une semaine. Ce sont « trois mille personnes qui ont coupé la Route n° 3. Ils sont venus des quartiers les plus pauvres du district le plus pauvre de la banlieue : La Matanza, où habite 3,5% de la population et 4,9% des chômeurs du

pays. Ces trois mille personnes sont à peine une poignée des 476 mille qui habitent à La Matanza en-dessous du seuil de pauvreté selon les chiffres officiels [...] Tous dans la barricade passent le jour et la nuit sur la route. Ils dorment sous des tentes improvisées avec du bois et du nylon en charpie, qui n'arrivent pas à arrêter la pluie [...] Tout le monde dit qu'ils ne bougeront pas avant d'obtenir une réponse à leurs pétitions. *Nous n'avons rien à perdre*, expliquent-ils, et résument leurs demandes à un mot : travail »[369]. Cela se passe dans le district qui fut jadis un symbole de l'industrie péroniste (*cf. supra*, Encadré 6). L'événement occupe rapidement la une de la presse écrite et télévisée, et le débat s'installe au niveau des partis politiques, notamment entre la nouvelle alliance gouvernementale et le péronisme[370]. Le barrage coupera la Route 3 à plusieurs reprises et il sera multiplié à d'autres points clés de l'agglomération de la Capitale. Des événements identiques se sont produits dans les provinces de Catamarca, Chaco, Jujuy, Neuquén et Salta. Les Argentins sont en train de découvrir une nouvelle forme de mobilisation sociale.

« À cent mètres de la gare Isidro Casanova – pendant que des pneus brûlent et que joue le groupe [de rock] Sainte Révolte -, les manifestants réclament de la nourriture, du travail et des avantages sociaux »[371]. Un conseil de crise réunit les autorités avec les dirigeants des manifestants, parmi lesquels les dirigeants des *asentamientos*. L'un d'entre eux (Luis, cité dans nos témoignages) est en train de devenir une sorte de star de la télévision, tant il passe dans les journaux. Un bras de fer commence afin de déterminer le montant de l'aide à l'urgence. Voici les résultats : une tonne d'aliments par mois, cinq millions de pesos (U$ 5 millions) en aide d'urgence et quelques deux cents aides à l'emploi temporaire dans le cadre du Programme *Trabajar*[372].

On n'a pas discuté à propos des orientations du nouveau gouvernement, de même qu'on n'a pas abordé la question des politiques sociales. Il n'y a pas eu de débat. Les manifestants réclament (juste) leur part d'aide en montrant qu'ils

---

[369] Clarín : *El rostro de la desocupación. La situación social: historias de piqueteros*, 02 novembre 2000.
[370] En 1999 Fernando de la Rua devient président du pays, à la tête de l'Alliance progressiste, réunissant le parti radical (UCR) avec le Front pour un pays solidaire (FREPASO).
[371] Clarín, du 01 novembre 2000.
[372] Sur le *Programme trabajar, cf.* Chapitre II, p. xx ss.

sont parfaitement intégrés au combat contre la pauvreté. En barrant la route on dit présent pour ne pas être oublié dans la foule des pauvres.

Les barricades sont devenues une nouvelle forme de protestation des pauvres en Argentine. Mis à l'écart de tout rapport de forces, ils ont commencé à couper la route. Faute de pouvoir faire grève, ils se sont décidés à empêcher le fonctionnement de l'économie et de la société. Parfois les manifestants sont dispersés par la gendarmerie, rudement réprimés ; cela se termine toujours par une négociation sur la distribution de l'aide sociale. Au-delà des problèmes concernant les modalités de l'action collective des couches populaires, les conflits vont trouver leur résolution dans le même schéma d'assistance donné par un État pompier qui sort en vitesse éteindre les foyers d'un trop annoncé incendie général. Au fond de sa stratégie sociale, il continue à suivre les recettes de la *lutte contre la pauvreté*, même si dans le discours et dans les projets de politique sociale le mot travail est de plus en plus présent.

Cette action des organisations de quartier se rapproche des descriptions du banditisme social faites par Eric Hobsbawm[373]. Dans ses nombreux exemples tirés de l'Espagne, des Balkans, du Brésil ou de la Colombie, l'historien avait décelé une caractéristique commune : il s'agissait toujours de ceux qui, mis à l'écart des transformations sociales, exclus du capitalisme en formation, profitaient des zones non contrôlées du territoire pour piller le patron, piller une ville à proximité ou des passants, comme mode d'exercer une action de protestation sociale. Propre au monde rural en transformation, issu du passage d'une agriculture familiale et communautaire au capitalisme agraire, cette forme de protestation caractérise le mode d'action de ceux qui ne sont pas intégrés, qui ne peuvent pas agir sur les relations de production et qui doivent se contenter du pillage, de la vengeance ou de l'action du « brigand au grand cœur » qui prend aux riches pour distribuer aux pauvres. Cette protestation « a tendance à devenir épidémique aux moments de paupérisation et de crise économique, […] et elles reflètent souvent la résistance qui opposent des communautés ou des peuples à la déstructuration de leur mode de vie ». Dans ce sens, en tant que

[373] HOBSBAWM, Eric J. : *Les bandits*, Paris, La découverte/Poche, 1999, 147 pages. 1ère éd. Française 1972, 1ère éd. Anglaise, 1969.

conduite collective « ce sont, au maximum, des symptômes de crise et de tension au sein de leur société, symptômes de famine, de peste, de guerre », et ce n'est jamais un programme pour leur société[374]. Aussi vite que le nouveau régime social de production s'établit, et que les populations sont intégrées, le banditisme perd sa base sociale et sa raison d'être, d'autant plus que l'État reprend le contrôle du territoire.

Cette comparaison avec les guérillas et les groupes de bandits ou de brigands des sociétés rurales traditionnelles en cours de passage au capitalisme, attire notre intérêt dans un sens précis. L'action collective de ces révoltes est située, comme celle des habitants des quartiers pauvres, en marge de la société. C'est l'action de celui qui sort de la loi pour obtenir de quoi manger, d'abord, et pour ne pas rester en dehors de la société. Car il sait que la société à laquelle il appartenait est en train de mourir, et il ne voit pas de place pour lui dans celle qui se dessine. Alors, comme il lui est impossible d'agir à l'intérieur de la société, il « coupe la route ». Il empêche le fonctionnement normal des choses, il interrompt la circulation pour dire *nous voilà, nous avons le droit à une existence sociale ; et si vous ne nous la concédez pas, nous ne vous laisserons pas vivre tranquilles*.

Pour cela, leur seule arme c'est d'occuper un territoire, de s'approprier une portion du territoire qui puisse donner une position plus ou moins stratégique, d'autant plus si ce sont des routes qu'on a besoin d'utiliser pour faire marcher le commerce, la production, la communication.

Dans ce sens, en reprenant le fil laissé en suspense dans le premier chapitre de cette thèse, on peut dire qu'à la fin du XXe siècle la politique retourne au quartier. Nous avons décrit comment, l'intégration sociale des travailleurs d'origine européenne s'est faite, en partie, à travers une inscription territoriale. La formation des quartiers faisait alors partie du monde de vie des travailleurs de Buenos Aires dans les années 1920 et 1930 qui voyageaient vers le centre ville pour travailler dans des ateliers ou dans le port. D'autant plus que ce monde de

[374] *Ibidem*, pp. 13-16.

vie comportait un processus de socialisation politique qui s'opérait au sein du quartier ; notamment à travers les locaux des partis politiques et l'investissement fait dans ce sens par certains courants politiques, le socialisme et le radicalisme en particulier.

Nous avons vu aussi comment l'arrivée de la « politique de masses » avec le péronisme produisit un changement important dans les années 1940. D'un point de vue urbain, le quartier reste partie intégrante du monde de vie des travailleurs. Mais celui-ci est moins le résultat de l'autoconstruction et de la coopération entre *vecinos* à partir du moment où l'État prend en charge une bonne partie de l'urbanisation et de la vie sociale. En même temps, la socialisation politique des travailleurs va se centrer ailleurs. Organisations de masses (partis et syndicats) vont aller de pair avec la grande usine, les *mass média* (la radio d'abord, ensuite la télévision) et les « appareils d'État ». La politique disparaît du quartier. Elle se détache dans une bonne mesure de son ancrage local.

Le phénomène des *asentamientos* peut être compris comme un retour (pendulaire ?) de la politique au quartier. Ce retour commence timidement comme un projet politique à contenu social, pour prendre ensuite d'autres chemins plus éloignés du projet originel mais d'une envergure plus importante. Au fur et à mesure que les occupations illégales se répandent dans cet immense univers de 5.000 km2 qu'est le Grand Buenos Aires, elles sont intégrées au jeu politique contrôlé par les partis politiques et l'État. Alors l'action collective et le rapport au politique prennent d'autres voies. Nous venons d'en donner deux exemples de sens différent qui s'ajoutent au phénomène d'occupation lui-même. Cependant les deux montrent un déplacement du lien politique. Dans la mesure où les pauvres ont perdu ou ont vu s'affaiblir leurs possibilités d'intégration sociale à travers l'emploi, ils se définissent davantage par leur inscription territoriale. Ils sont maintenant les habitants des quartiers pauvres.

Dans un cas, les *manzaneras,* montrent la construction d'une relation avec l'État et le système politique à travers une assistance sociale qui s'organise, comme toujours, sur une base territoriale. Ceci renforce l'inscription territoriale

des individus qui ne sont pas convoqués par d'autres institutions, et ne trouvent pas d'autres formes de participation sociale.

Dans l'autre cas, les barricades organisent la protestation sociale. Et cette protestation se construit aussi sur la base d'une identité territoriale, non seulement parce que ce sont les leaders de quartier ou des villages qui souvent l'organisent, mais aussi parce que c'est sur cette base que s'établissent les négociations avec les autorités ainsi que la participation des *piqueteros*, de ceux qui participent à ces barrages de route.

Dans les deux cas, les populations se mobilisent dans une large mesure sur la base des quartiers organisés. Quel sens acquiert cette participation territoriale ? Quel type de rapport au politique et à la société en général peut-il être bâti sur cette base locale, territoriale ou urbaine ? Nous trouverons d'autres éléments de réponse en nous orientant vers un niveau « micro » permettant d'observer la relation que, dans ces quartiers, entretiennent les individus avec la société. Observation que nous ferons à partir de quelques récits de vie dans le prochain Chapitre.

CHAPITRE VI

VIVRE DANS LES MARGES : LA LOGIQUE DU CHASSEUR

Comment vit-on en marge de la ville ? Est-il possible d'effectuer une approche plus générale des catégories populaires qui dépasse à la fois la simple quantification de leur situation économique et la description pittoresque, *voyeuse*, de leur vie quotidienne ? Nous proposons de chercher des indices de réponse à travers la description ethnographique et de tisser des voies d'interprétation à partir de la problématique de l'intégration sociale. Pour cela, nous nous appuyerons sur les récits de Javier et Marcelo, deux jeunes qui habitent à *El Tambo*[375]. A travers leurs expériences, nous essaierons de comprendre comment on y travaille et étudie, comment on y perçoit la ville et quelles sont les distractions ; enfin, nous nous interrogerons sur la façon dont leurs biographies entrent en relation avec l'histoire collective d'une occupation de terres. Ces deux jeunes connaissent la même situation sociale, même si leurs histoires sont différentes : Javier est arrivé dans l'*asentamiento* lorsque son père a perdu son emploi. Alors qu'ils ne pouvaient plus payer le loyer, Marcelo est venu avec sa mère et ses oncles d'un bidonville situé non loin de là.

Les histoires individuelles et l'action collective que nous analyserons se caractérisent par la recherche de l'interstice, cet espace laissé libre par les institutions qui ne parviennent pas à garantir l'intégration sociale. Dans un univers marqué par l'instabilité et le risque, il n'y a pas de place pour la culture de l'agriculteur qui doit planifier sa vie sur la base du rythme des cycles naturels. Ainsi, les groupes et les individus agissent-ils comme des chasseurs qui parcourent la ville et les institutions, à la recherche d'une occasion.

Dans les deux chapitres précédents, nous avons présenté les occupations de terres notamment sous l'angle de l'Action collective et du rapport au politique. Nous allons maintenant nous intéresser à la relation de ces populations à quelques mécanismes de régulation sociale. Il est important alors d'observer le vécu, l'expérience sociale des individus. Dans ce sens, nous adopterons à présent

---

[375] Une précision d'ordre méthodologique s'impose. Les entretiens cités dans le texte ont été réalisés pendant plusieurs entrevues ayant eu lieu entre mars 1995, août 1996, juillet 1998 et août 1999 (le temps présent employé dans le texte se réfère à ces dates). Les récits de vie, les observations et les dialogues présentés ont une valeur d'illustration et s'appuient sur un travail d'enquête beaucoup plus important développé pendant sept ans de recherche. Les noms et les prénoms de certaines personnes ont été changés afin de préserver leur identité.

une perspective théorique qui part de la question de l'intégration sociale. Nous essayerons d'apporter réponse à deux questions : Comment est-on individu dans un quartier « marginal » ? Autrement dit, quelle est l'expérience de l'individu dans ces zones de la ville et de la société que nous nous efforçons de décrire ? De cette question, en dérive une deuxième : Quel rapport y-a-t-il entre les expériences individuelles et la vie collective dans ce type de quartier ? En troisième lieu, nous essaierons de montrer que ce comportement que nous qualifions de type « chasseur » trouve son origine dans une modalité d'intégration sociale, une intégration marginale. Le point décisif ici ce sont les institutions qui mettent les individus dans la contrainte de s'adapter à un monde de pauvreté qui est aussi largement instable.

Dans ce sens, les histoires de jeunes que nous allons présenter ici apportent une « synthèse spécifique » de la vie sociale dans les quartiers[376]. Les récits de vie nous permettront d'observer le mode de vie propre à ces quartiers à partir des qualités spécifiques qu'elles possèdent. Comme le signale Daniel Bertaux, il est possible de voir en elles la convergence de plusieurs niveaux de la vie sociale et, notamment, la réaction des individus face aux contextes multiples dans lesquels ils se trouvent. À travers ces réactions, nous pourrons observer le caractère actif des individus à travers un travail de « description dense »[377].

---

[376] *Cf.* BERTAUX, Daniel : "Historias de casos de familias como método para la investigación de la pobreza", *Revista Taller n° 1*, Buenos Aires, julio de 1996, pp. 3-31.Pour une description de la méthode des récits de vie, voir BERTAUX, Daniel : *Les récits de vie*, Paris, Éditions Nathan – Collection Sociologie 128 pages, 1997.

[377] GEERTZ, Clifford : *The Interpretation of Cultures*, New York, Basic Books, 1973.

1. Le recit d'une vie : Javier, la radio et le quartier.

Nous nous retrouvons samedi en face du bar La Perla à la Place Once, un noyau populaire de Buenos Aires, près du « centre-ville », et nous partons, midi passé, en direction de *El Tambo*. En milieu d'après-midi, nous arrivons à *Radio Acción*, tout près des occupations de terres, dans le quartier de San Pedro. Une étudiante en sociologie m'accompagnait et tout avait l'air peu habituel, en particulier pour elle qui venait dans un *asentamiento* pour la première fois.

Javier, que nous devions alors interviewer, travaillait ce jour-là comme technicien à la radio et il n'avait pas encore fini sa journée. Il attendait la relève de Gustavo qui tardait à arriver. Nous avons décidé d'attendre dans un petit hall d'entrée des studios de la radio et nous avons commencé à discuter sur le cortège qui passait ce jour-là : le président Menem et le gouverneur Duhalde faisaient un parcours de prosélytisme à travers le Grand Buenos Aires, incluant une grande partie des zones les plus pauvres du pays, parmi lesquelles les *asentamientos* où je travaillais.

La politique vue du quartier.

Pour arriver à la radio et à l'occupation, nous devions obligatoirement rencontrer le cortège. A ce moment-là, il traversait les localités populaires de San Alberto, Casanova et une partie de Laferrere, passant à côté du quartier Villegas de Ciudad Evita, parcourant l'Avenue Cristianía tout entière. Ensuite, il s'éloignait en tournant vers le sud par la Route 21. Il zigzaguait suivant le contour urbain dans un effort visant à ne laisser aucun quartier pauvre à l'abandon, comme s'ils pouvaient ainsi sortir de l'indifférence. Lorsque nous sommes descendus du bus, c'est à peine si nous avons pu traverser l'avenue

Cristianía. La multitude et le cordon policier rendaient le passage assez difficile. La *Menem-mobile* devait arriver d'un moment à l'autre et des centaines de personnes marchaient dans la rue ou regardaient depuis les fenêtres et les terrasses. Tout donnait un air religieux au cortège : de la *Menem-mobile* faisant analogie évidente avec la *Papa-mobile* à la figure « sainte » du président qui ne prononçait pas de discours et avait apparemment vidé l'événement de contenu politique. Il se limitait à envoyer des baisers et des adieux avec ses mains, à sourire et à répéter : *Je vous aime tous, Dieu vous bénisse !*

La joie gouverne toute la scène : bandeaux et drapeaux argentins et péronistes sur tous les fronts et dans toutes les mains ; pancartes et pétards trônent dans les airs. Tout est bleu et blanc, et il est impossible de distinguer les drapeaux nationaux de ceux péronistes. La police complète la scène par une présence qui, pour une fois, ne fait pas peur. Elle est partie prenante de la fête et on dirait qu'elle est là dans la seule intention de protéger le Président. Des groupes de jeunes marchent dans la rue, les drapeaux attachés comme des capes dans le dos. Les gens rient et se saluent. Les enfants courent en essayant de s'approprier tous les objets que la propagande partisane a mis à leur disposition. Il y a sans doute une majorité de femmes, de jeunes et d'enfants, mais l'impression générale est que tous sont venus voir passer le Président. Le centre du pouvoir s'est pour une fois déplacé jusque là pour faire campagne. Tout le monde a l'air content. Les élections législatives et celles de gouverneurs de 1997 et l'élection présidentielle de 1999 sont en vue.

Nous sommes à la radio. Alors que Javier est sorti du studio et qu'il nous rejoint, j'indique que les gens pensent probablement que « après tout, si le président vient jusque là c'est que nous sommes peut-être importants, parce que nous comptons dans futur de la Nation, parce que c'est dans ces quartiers que se trouve le véritable péronisme », des choses dans ce genre. Mais Javier explique que les gens vont saluer Menem *parce qu'ils veulent se rapprocher de leur reflet* [de celui dont ils se sentent reflétés]*, du gouverneur, du président, tu comprends ? C'est pas de la frime, c'est pas le mot qui convient*[378] [...] *Les gens sont contents que le président vienne dans leur quartier.* Et il continue avec un

[378] Textuel : « No es por cholulismo, no es esa la palabra ».

jugement : *il y avait moins de monde que ce que je pensais.* - Et toi, qui es resté, qu'est-ce qu'on te dit ? - *Que j'suis un salaud, parce que j'y vais pas.*

Quelques minutes avant l'arrivée du véhicule qui transporte le Président, on peut voir le cortège entouré de voitures et de motos de la police et, d'un haut-parleur on annonce : *le Président de la Nation, le Docteur Carlos Saúl Menem arrive*. Les habitants de ces quartiers oubliés de la main de Dieu répétent instinctivement la scène qu'ils ont vue tant de fois à la télévision. Comme pour le passage du pape dans sa papa-mobile, lorsque la multitude agite les drapeaux, les visages explosent à force de crier et de rire et l'émotion fait éclater les sanglots. Toujours, la multitude se rassemble pour voir passer les puissants. C'est probablement l'une des scènes les plus courantes de l'histoire. C'est le moment du contact, on peut voir le personnage de près, peut-être pourra-t-on même lui serrer la main, se tenir à ses côtés. On ressent un sentiment d'appartenance, d'y être. Pour une fois, l'image de la télé devient réalité, ici, dans mon propre monde, « dans mon pays, dans mon village, dans mon quartier. Je l'ai connu. Je l'ai vu passer. J'étais avec lui ». Ensuite, on pourra entendre mille fois le même récit « Vous voulez que je vous raconte la fois où il est venu ici ?... Je l'ai bien connu, j'étais avec lui »...

Quelques années auparavant, pendant le premier gouvernement de Menem, le dirigeant d'une occupation de terres me l'avait fait comprendre. On devait à cette occasion offrir des subventions à quelques occupations illégales du Grand Buenos Aires et l'entourage du ministre responsable voulait que celui-ci se rende dans les quartiers pour une brève visite annonçant l'octroi de l'argent afin de recueillir l'« intérêt politique » de l'action. Ceux qui travaillions alors dans le programme qui administrait les projets subventionnés nous opposions à cette forme de prosélytisme, soutenant qu'il était injuste que le pouvoir politique tire ainsi profit de ce qui n'était pour nous qu'une simple action administrative[379]. Mais les dirigeants des occupations s'y sont opposés : *Ecoute, les gens veulent voir le ministre. Pour eux c'est super important, ils veulent le voir, lui serrer la main, le toucher.* Les dirigeants interprétaient ainsi ce désir, ce

[379] Il s'agit du Programme Justice Sociale du Ministère de la Santé et de l'Action Sociale de la Nation où j'ai moi-même travaillé entre 1989 et 1992.

sentiment parmi les leurs. Ils visaient en outre autre chose : si le ministre *descendait* dans leur quartier, ce serait grâce à eux. Le dirigeant mettrait ainsi en pratique sa condition en tant que tel : pouvoir réunir ce qui est séparé, faire communiquer les parties isolées, rapprocher les gens du gouverneur et celui-ci des gens. Les deux mondes sont si séparés, chacun d'eux est si enfermé dans son monde qu'il faut des médiateurs. C'est l'une des raisons d'être d'un dirigeant de quartier : pour les politiques, c'est un habitant du quartier et pour les habitants du quartier, c'est un politique. Dans un certain sens, il n'est ni l'un ni l'autre, puisque ni les habitants du quartier ni les politiques ne le reconnaissent comme un pair. Ainsi, il ne parle aucune des langues comme il faut, mais il a la rare capacité de se faire entendre dans les deux territoires et de dire dans chaque lieu ce qu'on veut bien entendre. C'est ainsi que le jour où il parvient à réunir le politique avec les habitants du quartier, il actualise la source de son pouvoir. C'est le jour où il peut prouver aux uns et aux autres qu'il est un bon dirigeant. Le politique espère qu'il sera capable de rassembler les habitants, et ces derniers qu'il sera capable d'obtenir quelque chose d'important du gouvernant. S'il dirige bien, il obtiendra des récompenses des deux côtés.

Une précision s'impose. Lorsque nous nous demandons pourquoi les gens vont manifester pour saluer le président, il y a au fond l'idée que ces gens soutiennent ou acceptent la relation de domination, parce que nous pensons qu'il existe une relation entre la politique en vigueur et la misère vécue par ces gens. Ainsi, cherchons-nous des réponses qui aillent au-delà de la croyance que les pauvres sont trompés par la propagande, l'idéologie dominante ou les moyens de communication. Mais avant tout, il est nécessaire de reconnaître que la question ne vient que de nous, et pas des protagonistes. La précision est nécessaire parce qu'elle suppose le problème de la relation entre le sociologue et son interviewé ou « le savant et le populaire » , pour reprendre l'expression de Grignon et Passeron[380].

---

[380] GRIGNON, Claude et PASSERON, J-C : *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Le Seuil, 1989.

Par ailleurs, et à un autre niveau, l'explication que l'on tente de donner plus haut suppose la séparation - que nous pourrions appeler structurelle - entre les gouvernants et les gouvernés, les leaders et les masses, etc. Dans ce sens, la fragmentation sociale, dont l'ensemble de ce récit ethnographique est le témoin favorise ce type de relation entre les masses et les dirigeants.

La Radio Action.

Enfin, Gustavo arrive, souriant et coiffé d'un bonnet qui, trop étroit pour sa tête, est comme posé dessus. Il porte un jean et une chemise de bûcheron déboutonnée qui laisse voir clairement un tee-shirt avec un Che Guevara imprimé en blanc sur fond noir. Deux autres jeunes l'accompagnent. Ils sont tous les trois membres du programme de radio qui doit commencer dans quelques minutes. Du *rock and roll* pur et dur, où ils intercalent des blagues, des commentaires d'informations tirées des revues de rock et de la musique, de sorte que les chansons des stars nationales et internationales partagent le zénith avec des groupes locaux. Quant au reste, il s'agit de commentaires familiers, faits entre gens qui se connaissent, qui pourraient faire penser à une conversation entre amis ou camarades.

Dans la cabine, Javier cède sa place au Colo, le nouveau technicien. Un sac d'où se répandent une bonne dizaine de cassettes est posé sur la table installée face à la vitre qui communique avec l'unique studio de la radio. De chaque côté de cette vitre se trouvent les magnétophones, les tourne-disques et les lecteurs de C.D. Sur une autre table à gauche se trouvent l'appareil de transmission, la sortie de l'antenne, quelques journaux et de vieilles revues. Il y a aussi, bien sûr, tout le nécessaire pour préparer du maté. Un vieux téléphone, datant de l'époque de la compagnie publique et sur lequel le cadran a été arraché pour éviter des abus, permet de recevoir les appels des auditeurs, sans pouvoir les diffuser. Le technicien reçoit les appels qu'il transmet oralement au speaker et celui-ci répond et fait des commentaires aux auditeurs présumés. A l'intérieur du studio,

qui fait moins de six mètres carrés, deux chaises déglinguées et un micro sur pied sont les seuls instruments de travail des « journalistes ». Non seulement l'équipement est dans un état lamentable, en mauvais état de marche, plein de poussière, mais il s'agit en outre d'adaptations bricolées d'appareils à usage domestique qui ont déjà servi à plusieurs reprises. L'équipement de diffusion de la radio a été offert à l'association Acción par une ONG catholique comme partie d'un projet de communication et de promotion communautaires. Mais le matériel sono avec lequel travaillent les techniciens et qui sert à la production des programmes a été apporté par le groupe, avec un peu d'aide financière. Le matériel, bien qu'il soit en très mauvais état et qu'il ne soit pas d'usage professionnel est de grande marque, ce qui n'est pas du tout la règle dans un quartier pauvre. Il est évident que le matériel a été soigneusement choisi, faisant preuve du sérieux de l'entreprise.

Le programme commence. *Eh bien, nous revoilà pour un autre samedi de Radio Acción, avec notre programme de rock. Excusez-nous pour le retard... Le programme aujourd'hui s'annonce très bien, nous avons de la bonne musique, des infos sur les groupes de la zone et des petites choses qui vont vous surprendre...* Le style naturel montre la proximité entre le locuteur et son public. Les blagues se réfèrent à des anecdotes de la vie du quartier, du groupe d'amis. Tout ce qui est dit est bourré de références locales et personnelles incompréhensibles pour celui qui n'habite pas dans le quartier et ne connaît pas les personnages : *Hier nous avons vu Rocky, le guitariste de « Underrock »... Il paraît qu'ils n'ont pas pu jouer la semaine dernière parce qu'ils n'avaient pas pu transporter le matériel.* C'est le programme de radio d'un groupe de jeunes et tout se passe dans cet univers de références. Parfois on a l'impression qu'ils n'ont pas conscience qu'ils sont diffusés. Le doute de l'homme de radio (est-ce quelqu'un m'écoute ?), semble ne pas les atteindre. Au contraire, on s'adresse à un auditoire connu préalablement : la bande de copains et les jeunes du quartier. L'émission vise beaucoup plus à renforcer les liens au sein d'un groupe qu'à toucher un auditeur anonyme et imaginaire. Tout se passe dans un cercle plus restreint encore que les deux ou trois kilomètres de portée de l'émetteur. Rien ne repose sur le professionnalisme, et il n'y a pas de professionnels à la radio, ils

sont tous des amateurs. Ce qui compte, c'est « d'avoir quelque chose à dire ». Et dans ce cas, il s'agit de défendre la culture du rock, du *véritable rock, celui qui ne se vend pas*[381].

Enfin, nous sortons avec Javier du Patronage Espagnol, entité de l'Église Catholique destinée à l'action sociale, où fonctionne la radio. C'est là le centre des activités des peu de Communautés ecclésiastiques de base qui restent dans la zone. Face à l'entrée, dans ce qui pourrait être un jardin si quelqu'un s'en occupait, un groupe de jeunes organise des jeux avec environ cinquante enfants ayant comme seuls moyens le bâtiment démantelé et l'imagination. Ils font des rondes, des jeux par groupes de filles et de garçons et autour de chansons. A gauche, sur le petit terrain qui s'étend entre le bâtiment du Patronage et la rangée d'arbustes qui délimite le terrain, se joue l'un des innombrables matchs de foot de l'après-midi. La semaine dernière, nous avions discuté avec Javier assis tous deux sur l'escalier qui mène à la radio et la conversation était interrompue chaque fois qu'un groupe d'amis entrait ou sortait. Ils s'arrêtaient pour saluer, serrer la main, ils faisaient des blagues... Nous proposons donc de nous asseoir dehors, sous l'un des arbres qui longent les trottoirs. Petit à petit, Javier nous raconte sa vie, l'histoire de sa famille mêlée avec la sienne propre et avec celle du quartier. Son passage par les différentes écoles et établissements scolaires s'entrecroise avec les métiers de son père et de son beau-père, avec les divers quartiers où ils ont habité, avec l'arrivée dans l'*asentamiento*, sa participation dans des projets politiques, etc. Il me connaît déjà, il sait quel est mon travail et n'a pas besoin de précisions quant au sens d'un entretien dans le travail du sociologue. Je lui présente l'étudiante et le dialogue continue comme si les priorités que nous avions fixées n'avaient pas beaucoup d'importance. Malgré le fait que Javier est quelqu'un de calme et qu'il a déjà été interviewé, il saute d'un sujet à l'autre comme s'il n'y avait pas un ordre dans ce qu'il a à dire. Nous le laissons parler. Nous voulons qu'il s'exprime le plus librement possible et nous

---

[381] Dans les études sur la culture de la jeunesse argentine en milieu urbain, c'est presque un lieu commun de souligner l'association qui existe entre les conceptions « éthiques » des jeunes et leurs goûts esthétiques dans le rock. Cette culture rock représente l'attitude de celui qui *ne se vend pas* aux entreprises commerciales de la diffusion musicale. Ainsi, les jeunes distinguent le rock *qui ne se vend pas* du rock *bien propret* qui représente, quant à lui, ceux qui *se sont rangés dans le*

savons que nous aurons l'occasion de revenir sur tout ce qui nous semblera intéressant.

Mon vieux est hors du temps.

La famille de Javier est d'origine paraguayenne. Ses parents sont arrivés à Buenos Aires lorsqu'il était encore un bébé. Sa mère, abandonnée par son premier mari, le père de Javier, un militaire paraguayen qui l'a quittée lorsqu'elle était enceinte de Javier, est venue à Buenos Aires avec lui et ses deux frères aînés. Elle y rencontre son actuel mari, avec lequel elle a deux autres enfants. Javier appelle son beau-père *mon vieux*, parce qu'effectivement il joue le rôle de père depuis toujours et parce que le père biologique a quasiment disparu de sa vie, à l'exception d'une rencontre frustrée lorsqu'il s'est rendu au Paraguay pour le voir sans réussir à établir une relation.

Vers les années soixante, lorsque la mère de Javier arrive à Buenos Aires avec ses trois enfants, son beau-père n'était pas encore le petit entrepreneur de l'industrie de la chaussure qu'il deviendra par la suite. Il travaille alors comme ouvrier dans un frigorifique de la zone industrielle du Pont Alsina, ce qui lui permet d'économiser pour s'établir comme fabricant de chaussures. C'est encore une époque où les ouvriers peuvent épargner. Ainsi, peut-il fonder une usine avec deux autres associés où ils emploient une dizaine d'ouvriers. L'entreprise marche bien. Ils produisent pour le marché interne, sans rencontrer de problèmes jusqu'en 1979. A cette date, l'apparition de chaussures bon marché et la spéculation financière conduisent les associés à retirer leur capital de l'entreprise et elle fait faillite. Javier nous raconte que son père a gardé l'entreprise *depuis toujours, jusqu'en 1979 où il a tout perdu, où tout a été foutu en l'air.* A ce moment-là, la famille décide de partir tenter sa chance à Sao Paulo, au Brésil, où habite une grande partie de la famille maternelle. Ça ne marche

---

système. Une association similaire entre esprit de révolte et rock a été faite dans les « cités » en France. *Cf.* Dubet, *op. cit.,* 1987.

pas mieux mais ils y restent le temps que Javier termine l'école primaire. Ensuite, ils reviennent à Buenos Aires où le père décide de reprendre la production de chaussures. Il réunit quelques-uns de ses anciens ouvriers et ils ouvrent un atelier, cette fois-ci dans la maison, qui ne marchera jamais vraiment bien. *(...) et c'est là que tout a commencé. Il a voulu reprendre l'entreprise. Il y est arrivé jusqu'en 82 et il a fini avec une machine à coudre et à la maison. Il fabriquait lui-même. Il a tout recommencé mais il n'a pas pu, ça n'a pas marché et il a vendu les sacs à mains, tout ce qui lui restait, il est resté à la rue, il a vendu les machines pour payer les employés, c'était foutu...*

Pour ça, je l'admire et parfois je le déteste, parce que, je sais pas... Il est un con. On n'avait plus rien, mais lui, les mecs, il leur a été fidèle, au moins il leur a donné leur part. D'un côté il est super honnête, il est hors du temps, et je suis comme lui... - Pourquoi tu dis qu'il est « hors du temps » ? - *Eh ben, parce que les associés eux, ils se sont barrés, tu comprends ? Ça voulait dire, 'démerde-toi', ils ont repris leur fric et ils se sont tirés. Et lui, il a essayé de regrouper les gens pour qu'ils puissent retravailler ensemble et ça n'a pas marché. On a vendu les machines, on a tout vendu et il a tout partagé. Donc, à partir de quatre-vingt deux il a vendu de la bouffe et aussi il a créé un atelier tout seul avec mon frère et moi. A la maison, il travaillait comme assembleur avec une machine super vieille, elle devait avoir plus de cent ans, cette machine. Mais tu vois, c'est un patrimoine de la famille.*

L'histoire de la vie de Javier est marquée par une instabilité qui commence précisément à ce moment-là, au début des années quatre-vingt, lorsque son père reste *hors du temps*. Comme ça nous arrive à tous, Javier mélange les choses. Son père est resté hors du temps parce que son activité de petite industrie ne pouvait plus fonctionner dans les nouvelles conditions économiques de l'Argentine. Mais Javier, lui aussi est resté hors du temps parce qu'il est *honnête* et, dans le monde actuel, dans les conditions actuelles, il a l'impression que c'est la ruse qui doit guider le comportement. Il vit cela comme un conflit moral entre l'honnêteté et la capacité de se débrouiller dans le monde actuel, qu'il perçoit comme trop agressif. Il pense que son père est à la fois *un type juste* et *un con* (un boludo) qui a été escroqué par ses associés qui ont su

quitter l'entreprise à temps, retirer leur part et le laisser avec *le fardeau* d'une entreprise avec de vieilles machines et un groupe d'ouvriers pour lesquels la trésorerie ne suffisait pas à indemniser si l'on voulait garder un peu de capital.

- T'en as pas assez de chercher du boulot ?

- Bien sûr que j'en ai assez, j'en ai vraiment marre.

C'est dans cet atelier familial du père que commence l'histoire professionnelle de Javier, au début de son adolescence. *J'ai bossé pendant longtemps avec lui et avec un autre mec. Disons qu'il y avait, pendant quelque temps, il y avait du boulot dans les chaussures, tu vois, quelque chose à faire, et ça allait plus ou moins. Ben, comme je savais bosser dans ça, alors je pouvais le faire tranquillement, je gagnais pas mal. Bon, pas tant que ça. Jusqu'au moment où il y a eu des chaussures moins chères et basta.* A partir de là, le père de Javier a commencé à vendre des produits alimentaires d'origine paraguayenne dans l'occupation et dans les quartiers voisins. Actuellement, *il achète de la chipá*[382] *et de la sopa paraguayenne à une femme qui fait à manger à Laferrere et il va la vendre dans les rues du quartier avec des paniers super lourds*. C'est là que la chaîne de travail familiale se brise. Le père de Javier cesse d'être un intermédiaire qui l'introduit dans le monde du travail et il doit commencer à se débrouiller tout seul. Il n'est plus capable de le socialiser dans le monde professionnel. Dans une période de changements, les connaissances du père sont devenues inutiles au fils et le problème s'est aggravé parce que les institutions sociales ne sont pas non plus capables de montrer le chemin pour que Javier puisse s'intégrer dans le monde du travail. Les changements ont déstabilisé le monde de vie des catégories populaires et avec lui, ceux-ci ont court-circuité la transmission générationnelle.

---

[382] Spécialité guaraní, petit pain au fromage.

Après avoir travaillé avec son père, ce qui s'est prolongé plusieurs années si l'on considère une continuité dans ce qui était en réalité un travail saisonnier, Javier a monté un atelier de sérigraphie avec un ami. Pendant une période ils ont travaillé *plus ou moins bien*, jusqu'au moment où leurs clients ont commencé à leur demander des papiers, l'émission de factures, l'inscription légale de l'activité... Évidemment, le *plus ou moins bien* de Javier et de son ami ne permettait pas de réaliser l'activité légalement et de supporter les charges fiscales. La solution a été de recourir au dirigeant de l'occupation qui à ce moment-là avait accès à des subventions. *Et donc on est allé travailler avec lui. Moi, j'étais pas super emballé mais on y est allé quand même parce qu'on avait besoin d'une habilitation, de pouvoir continuer à travailler parce que les inspecteurs venaient contrôler* [...] *on nous demandait le CUIT*[383] *et un tas d'autres trucs et on n'avait rien.* La coopérative du quartier apportait, donc, le cadre légal à l'activité. De toutes manières, ils n'ont obtenu que quelques commandes du dirigeant, et tout a fini là.

En 1996, Javier a fêté ses 28 ans et quelques mois après ce premier entretien où il nous avait raconté qu'il cherchait du travail, il en a trouvé dans la distribution de pizzas sur un vélomoteur, les mercredis. Le travail a duré quatre mois - au total environ dix-huit journées de travail - jusqu'au moment où la pizzeria a vu ses ventes diminuer et n'a plus eu besoin du nouveau coursier.

Depuis l'adolescence, tout a été un pèlerinage ininterrompu dans des petits boulots et un long parcours dans la recherche d'un emploi stable. Au moment des entretiens à la Radio, Javier nous disait que ça faisait *environ un an* qu'il cherchait du travail et qu4en plus, *il n'avait jamais eu un travail stable. Je fais de temps en temps des boulots... Ben, de maçonnerie, de peinture, de forgerie, tu vois ? N'importe quoi.* [Mais] *c'est même pas une fois par semaine. Depuis le début de l'année j'ai peut-être travaillé quatre fois, c'est-à-dire quatre semaines et on est déjà en mai, ça fait cinq mois.* - Et tu vis de quoi ? *Eh ben, en général, c'est ma mère qui me donne un peu d'argent, pour payer les transports. Et je dépense rien du tout. Parfois, j'ai des guitares que je peux encore vendre. Ou alors je les mets en gage : vous voudriez pas une vieille petite guitare ?... Ben,*

---

[383] Équivalent argentin du SIRET.

j'essaie de survivre comme ça. Et quand je bosse et que je gagne pas mal de fric, je les fais durer un mois ou deux, en essayant d'en dépenser le moins possible.

La dernière fois que nous nous sommes entrevus, cela faisait environ un an qu'il parcourait le journal et la ville d'annonce en annonce, à la recherche d'un travail, sans succès. Il n'était accepté nulle part. Son impression face à cette expérience est un mélange de confusion et d'indignation. Il ne croit ni en la bonne foi des journaux ni en celle des employeurs. Les premiers, parce qu'il pense que *beaucoup des annonces publiées dans le journal sont bidon* et que l'emploi indiqué n'existe pas en réalité. Quant aux employeurs, il n'a aucune confiance au point qu'il a l'impression *qu'avant même qu'ils aient vu ta tronche ils savent déjà qu'ils vont pas te prendre. J'sais pas pourquoi ils mettent une annonce.*

Je crois pas que ceux de mon âge puissent avoir un boulot stable. [384]

Quand je cherche du boulot par les journaux, j'ai pas de pot. J'sais pas, je comprends pas le truc... depuis le début de l'année j'ai fait facile quarante demandes d'emploi. Et chercher du boulot par le journal c'est dur parce qu'il y a plein de mensonges. Il y a plein d'annonces qui disent que tu vas avoir un boulot sûr, stable, qu'ils vont te payer un salaire fixe, j'sais pas, et tu vas là-bas et c'est que des commissions, selon les ventes. Maintenant, je sais et ces annonces, je les lis plus, même si elles sont attrayantes, c'est fini. Et après aussi, ils t'en demandent trop, il y en a beaucoup pour des informaticiens, tu vois ? Et en plus, des informaticiens avec deux ou trois ans d'expérience. Il y a aussi autre chose, à 27 ans t'es déjà trop vieux pour certains trucs [...] *Par exemple,* [pour] *des boulots qui sont hyper simples* [comme] *pour travailler dans un supermarché tu dois avoir pas plus de 23 ans. T'as 23 ans, tu te présentes et ils te sortent : « Non,*

---

[384] Le taux de chômage pour l'ensemble de la population dans le Grand Buenos Aires en mai 1995 (date du premier entretien avec Javier) était de 20,2%. Mais, parmi les jeunes âgés de 15 à 19 ans, il s'élevait à 46,9% et à 59% pour les femmes. SIEMPRO,*op. cit.*, 1996.

mec, pas toi ». Et pour d'autres boulots, t'es trop jeune. Par exemple, tu te présentes pour faire de la surveillance et non ; tu dois faire couper tes cheveux. C'est super sélectif le truc... Ce que je sais pas, c'est quel est le paramètre véritable pour sélectionner les gens [...]

Dans les entretiens on te demande si t'es catholique, ou si t'es affilié à un parti politique. Tout, mais absolument tout. Si tu portes des caleçons avec des fleurs ou des slips [...] *Où t'habites, qu'est-ce que tu fais et tes, disons, tes « références de travail ». Et moi, comme j'ai un peu travaillé avec des copains, un peu de comptabilité, des trucs comme ça, je donne la référence, ils appellent et tout est O.K. Mais même comme ça.* [...] *Tu vois ? Il y a autre chose aussi, si t'es étudiant ils te font chier. Ils disent que tu pourras pas respecter les horaires de travail...*

- Et alors, comment est-ce qu'on trouve du travail ?

Ben, le plus sûr c'est de connaître quelqu'un qui bosse quelque part et il t'emmène pour quelques jours. Le problème c'est de trouver un boulot stable, disons, à peu près stable. Moi, je vois pas des gens de mon âge qui trouvent quelque chose. J'ai des copains qui ont le permis pour travailler en tant que professionnels et ils vont aux entreprises de bus et ils les refusent comme des porcs, tu vois ?... C'est pour ça, je te disais que je pige pas bien quels sont les paramètres pour dire qui on prend et qui on prend pas.

Javier refuse d'accepter comme tels les signaux que lui envoie la société, même s'il les reconnaît parfaitement. Il ne veut pas se résigner à rester *hors du temps*, comme son père. Il se prépare, il suit des études - *maintenant je fais un cours d'informatique, opérateur de PC* -, il se coupe les cheveux, il met un costume et une cravate ; il lui semble avoir tout essayé et même comme ça il ne parvient pas à être admis. La raison du refus n'est jamais très claire pour lui. Il est parfois considéré comme trop vieux ou trop jeune. Et lorsqu'il le raconte, il pressent que ce sont des excuses pour ne pas l'employer et il essaie de montrer que ce qu'on lui demande est impossible à satisfaire. Qu'il soit plus jeune ? Plus vieux ? Qu'un jeune au chômage ait de l'expérience ? Où acquiert-on de

l'expérience ? Javier ne parvient pas à déchiffrer les exigences que la société lui demande pour s'intégrer dans le monde du travail et sa déception et son désarroi proviennent sans doute des échecs successifs. Il a l'impression d'être trompé par la société, représentée dans ce cas par le journal et les employeurs. Mais ce sentiment de duperie joue pour une grande part dans les catégories avec lesquelles Javier qualifie le monde. Par ailleurs, l'autre voie d'accès à l'emploi - *un copain qui bosse quelque part et t'y emmène* - n'est évidemment pas suffisante. C'est terrible à dire mais c'est sans doute son désir de trouver un *boulot stable* qui est hors du temps, parce que tout semble indiquer, et il le sait, qu'il existe très peu d'emplois de ce type qui sont proposés aux jeunes comme lui. L'institution emploi lui offre à peine une insertion marginale, où dominent la précarité des liens et les bas revenus. C'est là que se trouve la clé. De ce point de vue, l'emploi ne constitue pas un marché mais une institution. C'est une régulation institutionnalisée de la vie sociale. Et cette institution lui dit en même temps que la seule voie pour la subsistance c'est de s'y intégrer, que les possibilités d'accès ne lui offrent pas d'opportunités et, en plus, que c'est lui individuellement qui ne remplit pas les conditions demandées pour l'intégration. C'est pour cela qu'à ses yeux, la société perd de sa cohérence et ses dirigeants apparaissent comme corrompus et menteurs. Cependant, il cherche sans relâche. Et pas seulement dans le domaine de l'emploi.

Est-il un « surnuméraire » ?, quelqu'un pour qui il n'y a plus de place. La réponse est difficile parce que l'existence de surnuméraires correspond à une propriété des sociétés et non des individus. C'est donc, une question dont la réponse ne peut pas ressortir des entretiens ou des récits de vie (c'est d'ailleurs pour cela que l'individu est toujours tenu par responsable de son sort quand il n'a pas de travail ; il y a toujours à ses côtés l'exemple de quelqu'un qui a trouvé, même avec des taux de chômage élevés). En effet, nous pouvons toujours penser qu'il ne cherche pas adéquatement, qu'il devrait « se former », etc.

Je peux encore étudier parce que ma vieille me paie parfois le transport.

A son retour du Brésil, Javier entre dans le secondaire, il l'achève et il obtient son bac commercial. Entre temps, les problèmes de son beau-père avec l'entreprise de chaussures ont déjà commencé. C'est le moment où la famille commence un chemin sinueux à travers les quartiers de Buenos Aires, apprenant à vivre avec l'instabilité. De Belgrano, ils vont à Floresta et de là à l'occupation, à *El Tambo,* en seulement cinq ans. Le parcours des déménagements de la famille fait référence aux quartiers clairement identifiés à Buenos Aires avec les couches aisées de la population (Belgrano), moyennes (Flores et Ramos Mejía), populaires (Floresta), populaires et marginales (La Matanza). C'est litinéraire d'une chute sociale.

Ces déménagements signifient autant de changements d'établissements scolaires pour Javier : il commence le lycée à Flores en 1981 où il abandonne à la moitié de la deuxième année. Il reprend ses études quelques années plus tard à Ramos Mejía : il abandonne encore une fois et il s'inscrit pour finir en 1985 dans un lycée commercial où il obtient le diplôme de bachelier commercial en 1989. Il passe le bac alors qu'ils vivent déjà dans l'occupation de terres et il décide d'entrer à la Faculté de Médecine de l'Université de Buenos Aires – UBA -. Il finit la première année appelée Cycle Commun de Base – CBC - et quelques matières de la première année de la carrière, après quoi il interrompt ses études une nouvelle fois.

Pour suivre les cours du CBC il doit se rendre dans la Cité Universitaire. Pour y arriver depuis *El Tambo* il faut prendre un bus jusqu'à l'Avenue General Paz, limite de Buenos Aires avec sa banlieue, et ensuite un autre qui parcourt quasiment tout le contour de la ville pour arriver à l'université. Le trajet dure environ deux heures et il est bon de rappeler que, même si tout le monde le sait, l'État ne propose alors - pas plus qu'aujourd'hui - aucun type de logement pour les étudiants, ni cantines moins chères, ni aides ou réductions pour le transport[385]. L'activité étudiante lui demande quatre heures de voyage par jour,

[385] L'Université de Buenos Aires décerne quelques " bourses d'aide financière ". Mais le montant et la quantité de ces bourses sont très loin de couvrir les besoins des étudiants. En 1996 la bourse pour un étudiant, de sociologie par exemple, était de 150$ par mois, alors que pour couvrir les

ce qui n'est pas un moindre problème. De plus, Javier est à ce moment-là sans travail ce qui, au lieu d'être un avantage pour lui laisser du temps libre pour les études, est son principal problème puisqu'il *n'avait pas d'argent pour le ticket*. Il lui arrive parfois que les chauffeurs le prennent sans payer - *tu me prends ?*-, d'abord le bus 629 jusqu'à General Paz et de là *le 28 qui me prenait aussi* ; et lorsqu'ils ne le prennent pas gratuitement, il s'attribue lui-même une bourse en montant clandestinement. Nous n'avons pas eu le temps de lui demander comment il faisait avec les livres, mais il est probable qu'il n'en a jamais acheté. Il est vrai qu'il confesse dans nombreuses matières *ne rien comprendre. En maths, si c'était pas grâce à une gonzesse qui me passait les cours, je pigeais rien parce que le prof te prenait pour un con et te disait qu'il n'était pas là pour t'apprendre. Moi, je posais pas des questions pour faire chier, mais parce que j'en pigeais pas une.*

Cependant, d'autres raisons que les problèmes économiques, urbains ou d'apprentissage conduisent Javier à abandonner la Faculté de Médecine. Tout le temps, il se sent comme un étranger parmi les étudiants de l'UBA, d'autant plus à Médecine, qui est l'un des « symboles » de carrière universitaire des couches moyennes –avec Droit et Architecture-. Il pense que tous ses camarades *étaient des BCBG*, et *qu'en cours, on ne levait pas la main pour poser une question mais pour montrer ce qu'on savait déjà* sur le sujet, et les professeurs parlent un langage qui lui est incompréhensible, avec l'impression finale qu'ils *s'en foutaient complètement d'expliquer.* Javier n'attend pas de l'Université qu'elle soit capable de lui garantir les conditions matérielles pour étudier, sans doute parce que la société n'a pas de tradition dans ce sens. Mais il n'est pas non plus disposé au refus social. Non seulement les supports matériels pour faire face à un projet de formation universitaire lui font défaut, qu'ils proviennent du cadre familial ou institutionnel ; il n'a pas non plus les supports culturels lui permettant de s'intégrer dans un monde qui lui est étranger. Reprenant la conceptualisation de Pierre Bourdieu, nous dirions que, outre son capital

---

dépenses du transport entre La Matanza et la Cité Universitaire un étudiant avait besoin de 80$ par mois. Il lui restait encore 2$ par jour (12 FRF en 1996). En outre, l'UBA offre moins de 10 bourses pour une Faculté comme celle de Sciences Sociales, qui compte avec plus de 5 000 étudiants.

économique, ce qui fait défaut à Javier c'est sa dotation en capital culturel et social. *J'avais l'impression que c'était pas pour moi, et si c'est pas pour moi, je me tire. C'est un autre monde, tu comprends ?*

Peu de temps après avoir abandonné l'Université de Buenos Aires, il trouve un emploi et décide de s'inscrire à l'École de Psychologie Sociale Enrique Pichon Rivière en payant l'inscription qui coûte environ cent pesos, ce qui représente la moitié de son salaire, mais il pense alors que ça en vaut le coup[386]. Javier cherche toujours et à l'école de psychologie sociale il trouve un milieu qui semble mieux l'accueillir. Il n'y a plus de cours magistral d'un professeur pour cent étudiants comme dans le CBC *avec un micro qu'on n'entendait rien du tout et toujours assis au fond parce que j'arrivais en retard*, ce qui, ajouté à l'autorité du professeur, contribue à affirmer la distance sociale et le sentiment de discrimination qu'il ressent. Ici, les cours par groupes où tout le monde peut s'exprimer l'aident à s'intégrer. Cependant, il ressent encore une fois un refus culturel : ils *parlaient « des gens »* et il lui semble qu'il connaît mieux ces choses dont on parle dans la classe. Il connaît *les gens* avec une autre optique, *moins théorique*... Il a l'impression qu'il fait lui-même l'objet d'une théorisation parce qu'en règle générale, lorsque l'intellectuel de classe moyenne parle « des gens » il fait référence aux pauvres, au peuple, à cet autre qui se situe au bas de l'échelle sociale et que Javier croit représenter. Il reste seulement quelques mois dans cette école et dès le premier écueil économique il abandonne encore une fois : *et..., j'ai abandonné parce que j'avais plus de boulot et donc plus de fric pour la cotisation.* Une fois encore, il change. Il ne cesse toujours pas de chercher.

L'année suivante, en 1993, Javier joue dans un groupe de rock du quartier, *la guitare, la basse et un peu de batterie*. Ça marche bien et ils donnent même quelques concerts. Il trouve alors la motivation pour s'inscrire au Conservatoire de Musique Ramos Mejía, la seule institution publique où l'on peut étudier la musique à La Matanza. Une fois encore, il échoue. Cette fois-ci, c'est une expérience où il est difficile de concilier l'instabilité de son travail et un conservatoire - destiné à former des professeurs de musique pour l'école

[386] L'université publique est gratuite en Argentine. L'École de psychologie sociale est une institution privée, payante.

secondaire - avec les désirs et les aspirations d'un jeune qui fait partie d'un groupe de rock dans une occupation de terres. Conservatoire, Université de Buenos Aires, École de Psychologie Sociale d'une part, et vie quotidienne dans une occupation, de l'autre. Ce sont des mondes trop différents et lointains pour que seule l'envie d'un jeune puissent les réconcilier de façon stable. La fragmentation sociale veut précisément dire cela.

Avant qu'il abandonne le conservatoire à San Justo on construit l'Université de La Matanza, ce qui rapproche physiquement et socialement la possibilité d'aller à la Faculté[387]. *Je me suis dit, bon, il faut que je trouve quelque chose qui soit près même si ça me plaît pas.* [...] *Je me suis même pas renseigné, j'y suis allé et je me suis inscrit dans la seule chose qui était proposée : travail social. Après tout, c'était ce que j'avais toujours fait*, dit-il, en faisant référence à sa vocation de participation publique dans l'école, dans les partis ou dans le quartier. En effet, depuis son adolescence, Javier manifeste une vocation pour la « militance » dans des divers groupes de gauche.

Lorsque j'ai interviewé Javier en 1996 il en était à la troisième année d'études à la faculté de Travail Social de l'Université de La Matanza. Il est difficile de savoir s'il ira jusqu'au bout pour obtenir un diplôme (bac +5). Quoi qu'il en soit, comme pour beaucoup d'autres jeunes, ce projet éducatif situe l'université dans un univers dont ils se sentent moins éloignés physiquement et culturellement, probablement au détriment de la qualité éducative des enseignements proposés par l'Université. Par ailleurs, aucun d'eux n'est en condition de se pencher sur la qualité de l'enseignement, et encore moins de l'évaluer. Ils peuvent néanmoins aspirer à l'université et éventuellement s'y intégrer parce qu'elle est effectivement moins éloignée et parce qu'ils la perçoivent eux-mêmes comme plus proche.

---

[387] Dans les années quatre-vingt-dix, le monde universitaire connaît un important changement. D'une part, des nombreuses universités privées se multiplient. D'autre part, quatre nouvelles universités publiques sont apparues dans le Grand Buenos Aires : Quilmes, La Matanza, General Sarmiento et San Martín.

- Vous allez pas décider ma vie [...]

- De qui tu parles quand tu dis « vous » ?

- Vous ?... ceux qui font mine de contrôler le pays [...] et aussi ceux qui les soutiennent dans les bases, parce que ces mecs-là ils sont encore plus salauds que les autres.

Le Patronage des curés, là où les jeunes ont leur radio, se situe sur la rue Marconi, dans le quartier San Pedro. À environ cinq cents mètres de là, vers la route 21, se trouve *El Tambo,* où habite Javier et la plupart des jeunes de Radio Acción. C'est dans cette direction que nous partons avec Javier qui rentre chez lui et qui nous accompagne quelques mètres tandis qu'il pose des questions à Carolina sur ses études, l'université et le rôle qu'elle a dans le travail de recherche.

Parmi son groupe d'amis, Javier a l'aspect d'un intellectuel : barbe entretenue et cheveux longs mais soignés, il porte des lunettes comme celles qui sont à la mode parmi les étudiants universitaires. Il est évident qu'il prend une place spéciale parmi les autres jeunes de l'occupation : c'est un militant. Il suit la tradition familiale de ses parents qui étaient militants du Parti Libéral au Paraguay et qui pour cette raison ont dû venir en Argentine pendant la dictature d'Alfredo Stroessner. C'était l'époque où son beau-père *n'était pas marié, il avait encore des illusions*. Javier ne milite pas à l'heure actuelle dans un parti politique, mais il participe à une association étudiante à la faculté et à une d'organisation de quartier à *El Tambo* : ACCION (Association Civile, Coopération, Intégration, Organisation Nouvelle). Cette organisation de jeunes est celle qui soutient la radio - avec l'aide des curés du Patronage - et publie de temps en temps un journal du nom de *La Masa* (La Masse).

Nous saluons Javier, nous tournons par la rue Bach et nous entrons dans l'occupation pour aller chez Manuel qui dirige les jeunes d'Acción. Nous nous arrêtons un moment au coin de la rue Bach et Marconi pour observer la limite entre le quartier populaire de San Pedro et l'occupation *El Tambo* : seule une personne du lieu, connaissant son histoire, peut se rendre compte que c'est ici que prend fin un quartier pauvre traditionnel et que là commence un autre dont

l'origine est l'occupation illégale des terres. Si *El Tambo* était un bidonville, les différences entre les deux persisteraient et s'approfondiraient avec les années, et les relations entre les habitants d'un côté et de l'autre de la rue seraient marquées par les représentations stigmatisées de l'habitant du quartier (*vecino*) et celui du bidonville (*villero*). Au contraire, l'occupation a progressé ici au cours de ses dix années de vie de telle sorte que pour beaucoup de ses aspects urbains il est mieux équipé que l'ancien quartier de San Pedro, comme conséquence de l'organisation de ses habitants et de leur gestion face à l'État et l'aide de quelques ONG. Nous pouvons observer chaque maison dans son lot, les rues qui se continuent parfaitement, la ligne droite des trottoirs, les clôtures des maisons. Le récent goudronnage de l'occupation (en 1995, dix ans après l'investissements des terrains) donne un certain air de neuf que n'ont plus les rues pleines de trous des quartiers voisins. Nous faisons un tour dans l'occupation et afin de revoir la petite salle, le siège de la coopérative et la garderie avec la salle de sport. Nous visitons aussi l'école primaire que nous ne connaissions pas encore (inaugurée aussi en 1995). Elle est le dernier progrès de *El Tambo*. Nous ne pouvons pas nous empêcher de penser à la première fois que nous sommes venus à l'occupation, il y a un peu plus de dix ans.

San Pedro et *El Tambo* sont deux quartiers pauvres de La Matanza, comme tant d'autres. Mais tout n'est pas dû à l'indigence ou au manque d'argent. Au-delà du fait que ces quartiers font partie d'une grande zone pauvre de La Matanza, l'histoire sociale du lieu laisse encore dans l'occupation les vestiges d'un parcours conflictuel que lui donnent : une unité communautaire particulière, un niveau important d'organisation du quartier et une direction forte qui marquent la vie du lieu.

Nous le savons, *El Tambo* est un quartier récent doté d'une expérience d'organisation assez importante. En un peu plus de dix ans un quartier s'est construit, doté d'un bon niveau d'équipement[388]. Le groupe d'« occupants illégaux » est maintenant devenu un *quartier* où tous sont en train de devenir

[388] Actuellement *El Tambo* compte avec : une école, une garderie, une salle de premiers soins, une salle de sport, l'installation électrique, un pont routier sur le Arroyo Mario, les lignes de téléphone et le goudron dans la majorité des rues. Le niveau d'urbanisation atteint est le plus important que nous connaissions parmi l'ensemble des occupations du Grand Buenos Aires.

propriétaires. Plusieurs des jeunes du groupe Acción participent à l'expérience d'organisation de l'occupation depuis l'époque de l'invasion des terres et ils continuent de le faire pendant les années difficiles qui suivent : organiser la garderie du quartier, construire la salle des premiers soins, la coopérative, l'atelier des dirigeants du quartier, le programme de formation des agents de santé, etc. Grâce à cette expérience, ces jeunes apprennent la relation complexe et difficile qu'il existe entre la citoyenneté, le pouvoir politique local et l'organisation du quartier. Ils savent à travers cette expérience que s'associer dans une organisation dotée d'une entité juridique leur permet d'obtenir des subventions, de recevoir des aides économiques, matérielles ou financières, qu'il s'agisse des organismes gouvernementaux ou des ONG.

Cependant, les jeunes d'ACCIÓN sont un groupe dissident à *El Tambo.* Ils sont très critiques vis-à-vis de l'institution principale de l'occupation : la coopérative *Unité, Solidarité et Organisation*. Bien que les succès remportés par l'occupation grâce à l'action de la coopérative soient importants, ils pensent que le prix payé par les gens pour les obtenir est trop élevé. Ils vivent l'intégration des organisations de quartier dans le jeu politique comme une *trahison des dirigeants qui se vendent*. Pour Javier, par exemple, les dirigeants de quartier *font peur aux gens et ils les tiennent par les couilles à cause des papiers et sur le thème économique*, en faisant référence au fait que les habitants dépendent de la coopérative pour obtenir le titre de propriété des terrains et qu'ils négocient leur loyauté politique en échange de bénéfices matériels pour le quartier. Ce type de relations de clientèle les conduit à appréhender le monde politique selon deux univers séparés en *vous* et en *nous*.

Vous sont *ceux qui font mine de contrôler le pays* [les dirigeants politiques et économiques sur le plan national] *et ceux qui les soutiennent dans les bases* [les dirigeants et les leaders de quartier]. *Vous* sont les corrompus, ceux qui *échangent les principes contre du pognon.* Comme les dirigeants de quartier, qui naissent au milieu des gens et les trahissent lorsqu'ils *montent* dans les structures politiques qui leur apparaissent comme obscures, hypocrites et frauduleuses. Au contraire, le *nous* concerne le quartier, le lieu de la solidarité, de la transparence, de l'honnêteté : où la volonté et la mobilisation apparaissent

comme des vertus politiques face à la manipulation représentée par le politique professionnel.

Ils sont conscients, justement, des changements ayant eu lieu dans l'organisation de quartier. Comme nous le savons, la première époque se caractérise par les assemblées des habitants, par l'existence d'élections de représentants, de délégués de pâtés de maison et par un contenu contestataire dans la mobilisation sociale. Au contraire, *il n'y a plus maintenant de délégués, on ne fait plus de manifestations, on magouille tout le temps avec le gouvernement* - comme l'exprime Manuel. Avec cela, on a une conscience précise des mécanismes de clientèle dans le fonctionnement de la politique. Javier raconte que *il y a un échange. Je suis là, je suis le gouverneur, et maintenant vous avez le goudron que vous n'aviez pas avant. J'arrive et je dis que le gouverneur pique tout, il rafle tout, et après je viens dans l'occupation et je vois que les gens qui ont voté pour lui ont le goudron qu'ils n'avaient pas, qu'ils ont l'électricité qu'ils n'avaient pas, qu'ils ont le téléphone qu'ils n'avaient pas, qu'il y a un pont qu'ils n'avaient pas. Je crois qu'il y a un réel échange : je vote pour toi parce que tu me donnes des choses.* - Tu penses que les gens croient ça ? *Oui, mais ils te disent autre chose aussi : « à quoi ça me sert que le quartier soit beau si j'ai pas de boulot ?, par exemple. Alors, on peut voir autre chose... Le problème c'est que je peux pas ne pas avoir ma subjectivité dans tout ça. Pour moi, le goudron ou l'électricité, c'est un droit acquis depuis belle lurette mais là, les sujets de fond restent toujours dans le flou, demain, après-demain, tu vois ?* [...] *Pour moi, c'est un droit déjà acquis par le seul fait d'être argentin, tu comprends ?*

Ce qu'ils décrivent est une sorte de jeu complexe où se mêlent l'organisation entre pairs, la cooptation des dirigeants, la trahison, la loyauté et l'usage stratégique du vote. Et le récit est confus et fragmenté, comme si on avait conscience de tous ces éléments à la fois sans pouvoir en même temps les ordonner dans une explication qui ne se trouve évidemment pas dans la réalité elle-même. D'un côté, les choses commencent par *un contact qui n'est pas politique d'abord, qui concerne une demande ou une revendication qui peut concerner un comité d'habitants, une société de quartier ou une association* [une

« sociedad de fomento » ou une « mutuelle »]. Ainsi, l'organisation de quartier entre en relation avec une politique municipale - des travaux publics, par exemple -, d'où surgit un accord de coopération entre les dirigeants de quartier et les fonctionnaires publics. *Alors, ils achètent les dirigeants avec des tunes, tu piges ? Et à la fin, les travaux promis ne se font qu'à moitié ou rien n'est fait et le reste ils le fauchent.* - Et le dirigeant, il peut avoir les votes des habitants comme ça ? Comment fait-il ? - *Il va... il les cherche et il leur donne la liste avec les noms qu'ils doivent voter et les gens prennent l'enveloppe parce qu'ils les emmènent voter. Certains ne le font pas, ils changent l'enveloppe dans l'isoloir, ils font ce qu'ils veulent, mais la majorité, tu leur donnes l'enveloppe, ils la prennent et ils votent ce que tu veux.* Cet automatisme est décrit comme naturel, mais il apparaît tout de suite monnayé par l'usage stratégique que les gens font du vote en échange de bénéfices qui doivent être perçus avec une immédiateté déterminée, dépassant le cadre des convictions idéologiques. *Il y a cette contradiction super forte que j'arrive pas à comprendre : ils discutent sur la Théologie de la Libération et ils votent Pierri*[389]*, ça n'a pas beaucoup de sens.* [...] *Au moment de décider politiquement, ils se décident pour le plus sûr et comme le plus solvable matériellement.* [...] *Il est même pas question de vivre dignement pendant longtemps, mais ils savent aussi que tout ça c'est éphémère, que ça dure pas, et que si t'en profites pas, comme qui dit, tu perds le train et tu restes sur le quai.*

Cette coïncidence entre ce qui est *le plus sûr, le plus immédiat et le plus solvable matériellement*, ce qui apporte un bénéfice concret, est un trait caractéristique de la politique qui se pratique dans les quartiers marginaux dans des conjonctures telles que l'actuelle : le sûr est immédiat et matériel. Ceci transforme la pratique politique en une recherche permanente de l'opportunité pour obtenir ce type de bénéfices.

Dans ce cadre, les jeunes d'ACCION ont conscience que *pour les habitants nous sommes d'une autre planète. Parfois je ressens ça, c'est comme s'ils ne nous comprenaient pas, au-delà du fait qu'ils peuvent nous apprécier et comprendre et*

---

[389] Important dirigeant de la droite péroniste officielle qui depuis La Matanza s'est projeté sur le plan national. Il était le Président de la Chambre des Députés au moment de l'entretien. Il a été dénoncé pour de nombreux actes de corruption et d'autoritarisme.

tout, mais c'est pareil, on dirait qu'ils ne... qu'ils ne se sentent pas représentés. Ils ne se sentent pas représentés parce que nous sommes jeunes, ils pensent que c'est très bien et que ce que nous faisons est très respectable, mais nous sommes « les jeunes ». Et ce qui est peut-être difficile c'est de comprendre le pourquoi de certaines choses si nous n'obtenons aucun bénéfice personnel. Je parle tout le temps de ça avec mon père et il me dit que je suis con, tu comprends ? Parce que je fais des choses sans rien demander, que je suis pas comme les autres. « Pour faire de la politique - il me dit - il faut être dans la magouille », mais c'est exactement le contraire de ce qu'il m'a toujours appris. [...] *Le problème c'est qu'il faut trouver la façon que les gens aient l'impression que ça leur appartient, et que nous existons aussi. Moi, je me sens jamais en dehors du contexte des gens, je me sens avec eux, avant tout.* [...] *Je crois qu'il faut partir du fait que nous sommes tous concernés, même si on est un fonctionnaire, c'est une question de droits et de devoirs* [...] *Moi en tant que personne, en tant que travailleur, je peux aller à la municipalité et dire au maire : « ce que vous faites c'est une merde ». Je pense que tout le monde peut faire ça, n'importe quel habitant.*

Cependant, les autre membres du groupe ACCION savent que sa façon de penser est un point de vue partiel et que souvent l'opinion n'est pas partagée. Même s'il est vrai que la citoyenneté sociale et politique constitue un élément important dans la tradition publique argentine et que la mobilisation populaire s'organise souvent autour de la revendication d'un droit, comme dans le cas des occupations illégales de terres, qui s'organisent autour de la revendication du *droit à un logement digne*.

En réalité, la plupart des habitants de *El Tambo* s'identifient aux dirigeants et sont reconnaissants du fait que leur gestion ait permis l'accès à la terre et à de nombreux services urbains. Dans ce sens, le fait que les dirigeants tirent des bénéfices économiques personnels est perçu comme une récompense légitime pour leur travail, même si ces bénéfices sont illicites[390]. Dans une

---

[390] Comment fonctionne une « magouille » ? Un compromis entre les dirigeants de quartier et les hommes politiques est à l'origine de l'accord. D'abord, il est nécessaire de surélever le montant du devis sur lequel l'administration accordera une subvention donnée. Ceci permettra aux dirigeants d'obtenir un peu d'argent pour le fonctionnement de son organisation, et souvent pour leur bénéfice personnel ou celui des militants. Cela permettra aussi aux hommes politiques de recevoir une partie du surplus, qu'ils destineront également au fonctionnement de leur machine

réunion du groupe ACCION, on nous raconte que l'un des dirigeants du quartier s'est acheté une voiture chère avec l'argent qu'il a reçu comme résultat d'une activité politique corrompue, *avec tout ce qu'il a piqué*. Cependant, une habitante leur a fait remarquer : *tu vois ? Nous on a pas pu lui en acheter, il a dû se l'acheter lui-même. On devrait lui faire un cadeau.* C'est ainsi que les habitants ont fait une collecte dans le quartier et qu'ils lui ont offert *un plateau d'or ou une médaille* en reconnaissance de ce qu'il avait fait pour le quartier. Les jeunes savent que c'est le dirigeant lui-même qui a organisé la collecte en son propre bénéfice et que c'est *lui-même qui a mis le plus de fric, mais il y a des gens qui en ont quand même donné.* A plusieurs reprises les habitants nous ont dit que *ici, tout ce que nous avons c'est grâce à Luis* [le principal dirigeant des occupations de La Matanza].

La mobilisation et l'organisation des habitants dans une occupation se présentent comme une pratique complexe où interviennent un certain nombre de relations sociales. Comme nous l'avons vu au Chapitre V, la pauvreté et la vulnérabilité sociale font que l'action collective est dirigée vers l'État car les réponses à la plupart des besoins dépendent d'institutions publiques et, dans la culture populaire, on pense que l'État « doit » garantir l'application de ces droits. Ceci a pour conséquence que la satisfaction des revendications qui sont organisées dépend des institutions et du système politique qui formalisent ces demandes. Ainsi est mis en place un jeu complexe entre les dirigeants politiques, les dirigeants de quartier et les habitants, où interviennent des éléments tels que l'argent, le vote, les nécessités, la répression, la corruption ou le pouvoir politique. Par ailleurs, dans l'organisation de l'action collective entre en jeu l'identité des habitants qui est problématisée par les processus de vulnérabilité sociale. Alors, qu'est-ce qui est le plus important au moment d'organiser une mobilisation ? Pour certains, l'obtention *d'une école pour le quartier peut montrer aux autres que nous sommes des gens bien, que nous vivons dans une occupation illégale parce qu'on n'a pas le choix et que nous voulons aller de*

---

ou à leur profit personnel. Cet accord de corruption empêche souvent que les subventions aboutissent à remplir le cahier de charges défini dans le projet initial.

l'avant. Pour d'autres, il est inadmissible qu'on échange la volonté politique des pauvres pour quelques bénéfices matériels auxquels ils ont de toutes façons droit, et qu'il faut penser que les choses qui s'obtiennent doivent être pour tous et non seulement pour le quartier qui parvient à un accord avec un dirigeant d'un parti politique. Parce qu'ils trouveront que, de plus, cela ne leur permet pas de poser les problèmes politiques sur le plan national, dans la mesure où leur vote dépend des négociations qui sont menées dans le cadre de la politique locale.

Ces différences d'opinions ne proviennent pas seulement des divisions idéologiques. La mobilisation des habitants d'un quartier ou d'une occupation est une façon de se faire une place dans le monde, de se présenter face à la société, de se définir soi-même, et cela implique un ensemble de conflits internes, entre les habitants, dont les opinions des jeunes de *Radio Acción* sont un exemple.

Un autre exemple est représenté par Luis, le dirigeant *historique* de l'*asentamiento*. Quand nous l'avons connu et que nous avons commencé à travailler avec lui, il nous montrait, fier, l'organisation *de base* qu'il avait contribué à créer. Quand nous l'avons rencontré en 1998, douze ans après l'invasion des terres, ses préoccupations étaient logiquement autres : *Nous sommes passés à une autre étape…* - Et les assemblées ? *On en fait de temps en temps. Mais tu ne peux pas passer ta vie à faire des assemblées ou des manifs. Quand c'est nécessaire, nous en faisons. Mais ce qui compte c'est surtout ce que nous avons obtenu pour le quartier. Et puis, nous ne nous sommes vendus à aucun parti. C'est ça qui fait notre force. Aucune autre occupation n'a eu autant de choses que El Tambo ; ça, tout le monde le sait. Il faut voir que nous sommes les seuls à avoir obtenu la propriété des terres, et en plus, nous l'avons eu de façon collective* [au nom de la coopérative du quartier]. *Ça alors, ça, c'est une victoire.*

2. Le récit d'une autre vie : Marcelo, les chaises et son oncle Manuel.

Nous arrivons chez Manuel, où nous avons pris rendez-vous avec Marcelo, son neveu. Manuel a trente ans et il est instituteur dans une école de Laferrere. Il est marié avec María, bibliothécaire dans un établissement secondaire à Isidro Casanova, et ils ont une fille de six ans qui va à l'école. Manuel est le fils adoptif de Luis - le dirigeant - qui l'a recueilli dans le Patronage et l'a amené dans l'occupation lorsqu'ils ont occupé les terres. A ce moment-là, Luis travaillait également comme instituteur et il discutait avec Manuel sur Paulo Freire. Ils se demandaient si la pratique avec les pauvres, l'éducation et l'organisation sociale étaient tous des éléments d'un même processus de libération, qu'ils trouvaient présents dans la parole du Christ. Manuel habitait alors dans le bidonville derrière l'usine de moteurs Borgward avec deux de ses plus grandes soeurs avec lesquelles il était venu du Chaco. Là-bas, ils étaient *à la rue*, ils mangeaient parfois *dans les poubelles et nous dormions dans la gare avec les autres enfants qui sont comme tes frères, et les putains.* Puis, ils sont venus à Buenos Aires. Dans le bidonville, les soeurs de Manuel *bossaient* (elles se prostituaient), raison pour laquelle il s'occupait toujours d'elles, même s'il était le cadet. Après son arrivée dans l'*asentamiento*, Manuel leur a obtenu une place et elles ont pu partir du bidonville et s'installer, chacune dans un lot, avec leurs enfants. Marcelo est l'un d'eux.

La maison de Manuel a une première pièce qui fait cuisine et salle à manger, puis derrière, une petite salle de bains et enfin une chambre où ils dorment tous les trois. Ses murs sont en maçonnerie, le sol est en ciment et toit de zinc, avec une jolie petite porte en bois et un enduit sur la façade, les briques étant à nu à l'intérieur de la maison. Ils ont le téléphone et une installation électrique précaire. L'eau doit être amenée depuis une pompe manuelle dans la cour car ils n'ont pas d'installation d'eau courante dans la maison. Nous étions

assis dans la cour, profitant de l'ombre du mur et nous buvions du maté lorsque Marcelo est arrivé.

Il est apparu par l'un des côtés de la maison, entrant directement dans la cour. Il portait un jean et des baskets, le torse nu. En nous voyant, il a fait demi-tour et il est rapidement entré à l'intérieur de la maison, profitant de la porte ouverte. Quelques minutes plus tard, il est réapparu par le côté de la maison et il a salué d'un simple *Salut,* comme si nous ne l'avions pas vu et, cette fois, il est resté avec nous qui, comme il le savait, l'attendions. Il était entré dans la maison, en était ressorti par devant et était retourné chez lui pour enfiler un tee-shirt pour ensuite revenir. Il était évident qu'il s'attendait à discuter avec moi seulement quand il remarqua la présence de l'étudiante venue avec moi : elle est une belle fille, blonde et qui de toute évidence n'est pas du quartier. Personne n'a rien dit et nous avons tous fait comme si Marcelo n'avait fait qu'une seule apparition. Nous avons pris encore quelques *mates*, Manuel a raconté quelques blagues et nous sommes entrés dans la cuisine dans l'intention de parler avec Marcelo, hors de la présence de ses oncles.

Nous commençons à parler et Marcelo me demande pourquoi aujourd'hui je ne suis pas venu en moto avec laquelle je me suis déjà rendu dans l'occupation et que je laisse d'habitude chez son oncle. *Parfois je viens en bus et parfois en moto* - ai-je répondu. *Quand nous venons en bus nous pouvons déjà commencer à observer les gens en discutant avec eux. Nous travaillons déjà parce que comme ça nous apprenons comment on voyage jusqu'ici. Quand je viens en moto c'est pas pareil, je peux rien voir...* Il ne comprend pas bien ce qu'il y a à voir ou à apprendre dans un voyage en bus qui puisse justifier de ne pas venir en moto, ce qui nous ferait gagner les deux tiers du temps de trajet, mais il n'insiste pas davantage.

Les conversations avec Marcelo consistent en des phrases courtes, comme télégraphiées. Il n'y a presque jamais une longue argumentation et les silences sont souvent une composante importante de l'échange. A plusieurs reprises, face à une question il répond par un *je sais pas*, par un *oui* ou par un *non*, avec ensuite un long silence pendant lequel on tente de savoir s'il est précédé par un

point final ou par une chaîne de points de suspension. Parfois il entreprend une réponse longue, pour revenir tout de suite après aux phrases courtes.

Je travaille dans une entreprise de chaises... comme celles-ci. Marcelo signale les chaises sur lesquelles nous sommes assis. Ce sont des chaises modestes, simples, fabriquées avec des tuyaux soldés et dont le siège en bois est tapissé avec un morceau de plastique. Tout commence doucement, comme si chaque question était un tire-bouchon en mauvais état avec lequel nous parvenons seulement à obtenir deux mots. Mais finalement il en vient à émerger une histoire qui en plusieurs semaines commence à se compléter, à prendre forme. La distance culturelle qu'il y a entre Marcelo et nous est si grande que parfois il doit nous expliquer l'évidence même et nos questions courent le risque de tomber dans le vide.

Marcelo a 18 ans et il est né dans le Chaco, d'où il est venu avec sa mère et son oncle Manuel lorsqu'il était encore enfant. A Buenos Aires il a fait *l'école primaire, c'est tout. A l'Ecole 58 de la Borwguard et dans la 172 de San Pedro.* Il n'a jamais commencé des études secondaires *et donc* il a commencé à travailler tôt, comme si une chose découlait de l'autre. *Quand j'ai fini l'école j'ai commencé à travailler, mon beau-frère m'amenait travailler avec lui dans le bâtiment, à Mataderos.* Comme pour beaucoup d'enfants de ces quartiers, les premiers pas sont faits dans la maçonnerie et, presque comme toujours, le travail commence par le parrainage d'un parent ou d'un voisin qui l'y emmène pour les premiers emplois. Le système consiste à obtenir un travail qu'on partage ensuite avec ses amis en les sous-employant. Dans ce sens, le quartier fonctionne comme une communauté qui est parfois capable de réaliser la socialisation avec la famille. Quartier et famille complètent les brèches laissées ouvertes par les institutions qui dans d'autres contextes sociaux construisent les liens sociaux et conduisent les jeunes, celles-ci étant principalement l'école et l'emploi. Le quartier n'est pas seulement une réalité habitationnelle, il offre aussi une série de « supports » relationnels qui soutiennent les individus[391].

---

[391] La notion de « support » a été développée par Robert Castel pour signaler les conditions préalables à l'existence de l'individu. Dans sa conceptualisation, il y a deux types de supports qui s'associent à l'intégration sociale des individus (non propriétaires) dans les sociétés modernes : ceux qui offrent l'emploi et la propriété sociale (l'inscription dans de collectifs en générale, comme

Marcelo continue à travailler comme maçon, jamais dans une grande entreprise ou avec un contrat légal, mais toujours avec des petits boulots où il va *avec un ami plus grand, qui habite là derrière, près du ruisseau, qui est le délégué du pâté de maison ; il a eu ce boulot et il m'a amené. Nous avons travaillé là six mois. Et avant, c'était mon beau-frère qui m'avait amené, le mari de ma soeur.* Les deux autres étaient les contremaîtres et lui, il était *manoeuvre, seulement*. Il s'agit toujours de travaux de renouvellement ou de réfection ou de réforme d'un local, mais il n'a jamais participé à la construction d'un bâtiment, d'un ouvrage important. Marcelo a toujours travaillé comme manœuvre parce qu'il n'a pas les connaissances et l'expérience qui lui permettraient de progresser dans le métier ; il répète donc toujours le même petit boulot qu'il trouve occasionnellement. En plus, il n'est pas le salarié (régulier et déclaré) d'une entreprise. Sa relation au travail passe alors par des embauches occasionnelles, au noir, qui se prolongent rarement au-delà de quelques semaines.

- Y a-t-il des accidents de travail dans l'usine ?

- Non, parfois seulement, quand tu te brûles avec les chaises qui sortent du four.

Actuellement, Marcelo travaille avec d'autres amis dans une entreprise de chaises à Villa Madero. L'horaire de travail est de 7 h à 17 h. Tous les jours il part à six heures du matin de *El Tambo* et il revient à dix-huit heures, plus ou moins : *On s'arrête quarante-cinq* [minutes] *pour manger, et le samedi on travaille jusqu'à midi.* Ce qui fait au total cinquante cinq heures de travail par semaine. *L'entreprise est grande comme ce terrain plus la moitié de celui qui est à côté. Et le four est comme toute la maison avec une chaîne qui entre et qui fait tout le tour en sortant de l'autre côté. Après, on accroche les chaises, il y en a un qui les peint et elles entrent dans le four, elles en font tout le tour et quand elles*

---

la sécurité sociale, par exemple), et ceux qui offrent « l'insertion relationnelle » des individus (la famille, le voisinage et l'entourage des proches). Castel, *op. cit.*, 1995 et Castel & Haroche, 2001. Nous pensons que le quartier s'inscrit dans ce deuxième registre, en le dépassant.

sortent elles sont prêtes. - Où se trouve l'entreprise ? - *Elle est à Villa Madero, près de Crovara et de San Martín* [une zone industrielle de la périphérie à une heure de trajet de chez lui] *et elle est en deux parties. Là où nous travaillons et une autre partie où travaille mon frère. C'est là qu'ils coupent et qu'ils soudent les tuyaux et ils tapissent les chaises une fois qu'elles sont passées dans le four et que nous les avons peintes.* Avec Marcelo, travaillent six autres employés et un superviseur, et les tâches sont si simples que Marcelo avec ses camarades font des roulements *pour ne pas s'ennuyer.* Limer les tuyaux oxydés, mettre les chaises avec la peinture rayée dans *un grand évier avec un liquide que je sais pas ce que c'est mais qui enlève la peinture*, accrocher les chaises sur la bande sans fin, les décrocher... Le lieu de travail est extrêmement chaud et *tu sues tout le temps* ; et ça brûle. En général ils se brûlent dans le dos lorsqu'ils passent à côté des chaises qui sortent du four : *parfois tu te brûles avec les chaises qui sortent du four. Parce que parfois tu fais pas attention, tu te rends pas compte et tu peux toucher les chaises avec le dos et ça te brûle.* - Beaucoup ? - *Non, ça fait ça :* il lève son tee-shirt et montre deux brûlures à la hauteur de l'omoplate. L'une plus récente, avec un centre marron d'environ cinq centimètres et une auréole rouge plus grande ; et une autre dont la peau a cicatrisé. *Au début tu t'en rends pas compte, ça fait pas très mal, mais après avec la transpiration, ça fait mal. Ça commence à brûler et ça passe pas parce qu'avec la chaleur on sue toute la journée et ça se soigne pas et ça brûle. Certains, ils supportent pas et ils s'en vont. Mais après tu t'habitues. Le problème c'est que tu te brûles toujours, parce que les tuyaux sortent du four et si tu bouges un petit peu sans faire attention, ça vient vers toi et t'es touché et tu te brûles. Après t'as des marques partout.*

En 1996 Marcelo gagnait $1,40 par heure de travail avec en plus trois quarts d'heures pour le déjeuner. Ça lui faisait environ $154 par quinzaine plus $60 par mois de prime pour l'assistance et la ponctualité. En tout, il a un salaire mensuel d'environ $368 (2.210FF), à condition qu'il ne soit jamais absent ni en retard. Selon les chiffres officiels, cela veut dire qu'il n'a pas de problèmes pour payer le « panier alimentaire de base » (la *canasta básica de alimentos*), estimé à $210/mois. Ce travailleur peut être classé juste en dessus du seuil de l'indigence et en dessous de celui de la pauvreté.

Les samedis on lui offre le petit déjeuner - *du maté avec des croissants* -, mais en semaine ils achètent eux-mêmes à manger et ils se font des sandwichs avec du pain et de la charcuterie. A cet ensemble de conditions de travail il faut ajouter que l'embauche est temporaire et que la « flexibilité du travail » joue au maximum. Très peu d'employés sont là toute l'année et le reste travaille en été lorsque les ventes augmentent. Comme dans le cas de Javier, l'instabilité du travail est la norme de vie de Marcelo qui, bien qu'il ait dix ans de moins, compte déjà cinq ans de travail. *Je travaille presque toujours* [depuis deux ans, veut-il dire] *dans l'entreprise, d'octobre ou novembre jusqu'en mars, parce qu'on fait beaucoup de ces chaises pour se faire bronzer au soleil, comme ça, super classe* [il s'allonge en imaginant une chaise longue] *et pour l'extérieur* [de jardin]. [...] *J'ai commencé il* [la saison] *y a trois mois,* [...] *mais je sais pas jusqu'à quand je vais travailler ; peut-être je resterai, peut-être que ça va s'arrêter... J'avais déjà travaillé l'an dernier dans cette entreprise, et on avait bien travaillé... J'étais parti parce que j'avais trouvé du travail dans le bâtiment et je suis parti. Après les autres il se sont fait virer parce qu'ils ne voulaient pas travailler, les cons.*

- Comment ça, « ils ne voulaient pas travailler » ?

- *Ben... ils voulaient pas travailler*

- Je pense que ça doit être dur de supporter longtemps ce travail.

- *Oui. Moi, parfois le responsable me prend et il me dit : « Toi, tu fais chier maintenant pour dix heures de boulot, et moi alors ? Ça fait six ans que j'y suis, dix heures par jour là-dedans » - Oui, mais toi, t'es habitué déjà, moi, pas encore, je lui dis.*

Bien sûr, aucun type de syndicat ne fonctionne dans l'entreprise. Le travail est au noir. C'est cela qu'on appelle de l'économie informelle.

Marcelo décrit le lieu de travail comme un lieu où *l'air manque, où on étouffe*, à cause de la chaleur du four, les toits bas et en zinc et le reflet du soleil qui passe par les plaques de fibre de verre. Mais tout cela n'est pas ce sur quoi il insiste le plus lorsqu'il se plaint de son travail. Il est plutôt indigné parce que l'un de ses camarades qui est plus ancien que lui donne des ordres. Il me demande ce que j'en pense, si c'est normal ou pas, etc. Et il s'explique : *C'est ceux qui sont là qui te donnent des ordres, ils sont copains avec le responsable. C'est*

des mecs comme nous, ils valent rien. Toi, le seul que tu dois obéir c'est le responsable, parce que j'ai demandé au patron : - « Qui je dois obéir, moi ? Mon copain qui me dit ce qu'il faut faire ou le responsable ? » Et il m'a dit : - « Le responsable, pourquoi ? » Mais j'ai rien voulu dire, je veux pas faire d'histoires. Ils veulent quand même te donner des ordres. Parfois j'suis en train de passer le torchon sur les chaises [sur les tuyaux qui sont lavés avant d'entrer dans le four pour sécher] *et il reste peut-être quelque chose à accrocher, une chaise, et il y en a un qui vient et qui me dit : - « Accroche ça » -« J'suis en train de passer le torchon » - Accroche ça, un point c'est tout ! », il te dit... Il y a tout le temps de ces bordels ! Et dans l'entreprise on se parle presque pas, on se parle pas. Parce que ça te fait tellement chier. En ce moment c'est pas une super ambiance au boulot.*

Dans certaines [boîtes de nuit] ils passent des **bailantas** ***et des*** **cuartetos**[392]**,** ***et dans d'autres du rock.***

La vie de loisir, de détente et de partage avec les amis comporte un grand nombre d'aspects qui « correspondent » à son âge. Marcelo partage et réalise toutes ses sorties avec le même groupe d'amis, une dizaine de jeunes du quartier avec un certain nombre desquels il partage aussi le travail. Les samedis après-midi sont consacrés au football ; après le travail il mange, il fait la sieste et part ensuite vers le terrain de foot. Mais rarement il sort du quartier ou de la zone pour se divertir. Ni seul ni avec ses amis, entre autres parce que *il faut du fric pour sortir, parce que pour le bus et les* [jeux] *vidéos ou n'importe quoi, t'as besoin de tunes.* Parfois quand ils sortent danser dans les boîtes qui sont sur la Route 3, à Isidro Casanova, ils doivent choisir entre la *bailanta* et le rock, puisque le public et les boîtes de nuit se divisent les préférences. Quoi qu'il en soit, ça fait longtemps que Marcelo n'est pas allé danser, depuis qu'il retravaille dans l'entreprise, parce que pour ça il faut pouvoir combiner le temps et l'argent, ce qui n'est pas toujours facile : *Maintenant, je peux plus aller danser. Le*

[392] La *bailanta* et le *cuarteto* sont deux formes de musiques de bals populaires.

vendredi t'arrives crevé. Vendredi dernier j'y suis allé, mais tu peux pas, t'es mort. En plus, si t'y vas le samedi, le week-end passe sans même t'en rendre compte. Parce qu'après, dimanche, tu dors tard et si tu veux faire quelque chose à la maison, tu peux plus.

De sorte que l'expérience de la vie urbaine de Marcelo n'inclut pas la Capitale Fédérale tous les jours, dont de nombreux endroits lui sont aussi étrangers qu'une occupation peut paraître étrangère à un habitant du quartier chic de Belgrano. La dernière fois que nous avons discuté avec lui, ça faisait plusieurs mois qu'il ne s'était pas rendu dans la Capitale parce que trois de ses camarades étaient au chômage et n'avaient pas d'argent, *et quand c'est comme ça ils ne veulent plus aller nulle part.* Quand ils le peuvent, ils prennent le bus et marchent sur la rue Lavalle, ancienne gloire de la Capitale pour les cinémas. Là, ils marchent, ils prennent une bière, ils *s'amusent* et ils jouent aux jeux vidéo. Aussi, *il y en a toujours un qui a un appareil photo et on se prend en photo*. Comme des touristes dans une ville étrangère. Autre expression de la fragmentation sociale.

Sauf s'il se rend dans la capitale pour un travail, sa vie quotidienne se renferme de plus en plus sur le cercle qu'il partage avec son entourage. Ses interactions ont toujours lieu avec d'autres qui font partie du même contexte socioculturel, avec d'autres jeunes du quartier, ce qui évidemment appauvrit sa sociabilité. Georges Simmel pensait justement que la participation à différents « cercles sociaux » permettait d'augmenter la liberté des individus - trait qu'il attribuait aux sociétés modernes à la différence des sociétés traditionnelles[393].

Ainsi, les jours où ils ne vont nulle part, ils restent dans le quartier, dans le coin de rue de toujours, *et on prend quelque chose, une bière, et on dit du mal de ceux qui passent,* dit-il en souriant. Dans le quartier certains groupes constituent une partie importante de la vie sociale. Ce sont ces groupes de pairs qui assurent l'amitié, la détente et souvent ils sont aussi l'intermédiaire avec l'emploi. Mais surtout, ils offrent un cadre d'appartenance, de respect et de protection à ses membres face aux autres groupes du quartier. Les critères

---

[393] *Cf.* SIMMEL, Georg : *Sociología*, Buenos Aires, Espasa-Calpe, 1939. 1ª edición en alemán, *Sowiologie*, 1908.

d'affinité selon lesquels se constitue un groupe sont divers. L'on trouve aussi bien des groupes de jeunes et d'adultes, de paraguayens et de boliviens, de personnes originaires de Corrientes et de Santiago, celui de la *murga*[394] et plusieurs groupes de divers types de rock.

A l'une de nos visites, Marcelo n'étant pas là, nous avons mis quelques jours pour savoir où il était. Il était hospitalisé. Avec son groupe du coin de la rue, ils s'étaient moqués de quelqu'un qui était membre d'un autre groupe *que nous appelons les gros* ; et *le mec il l'a mal pris et il nous a insultés. Je pensais que ça s'arrêtait là, mais l'autre jour je suis passé tout seul à côté de chez lui et tout à coup on me tire par les cheveux et on me jette par terre en me donnant des coups de pied, de tout... C'était le gros qui était venu me chercher par derrière quand il m'a vu passer. Le vieux d'un ami qui habite là est sorti et il a crié « laisse le gamin tranquille » - parce que ces mecs ils sont déjà plus vieux, tu vois - et comme l'autre il me tapait la tête contre le trottoir, il lui a tiré dessus. Et là il est parti en courant.* [...] *Ils m'ont emmené à l'hôpital et les flics sont venus me voir parce que l'autre il a porté plainte pour les coups de feu* [...] *et les flics m'ont dit qu'il valait mieux que je me tienne à carreaux parce que j'étais fiché et qu'il y avait eu une plainte. Je sais pas ce qui va se passer maintenant.*

[394] Groupement musical de jeunes faisant partie de la tradition du carnaval.

3. De la marginalité et de la façon dont les institutions modèlent la vie sociale.

Si plantas rosas,/crecen sandías.
Si esperas coche,/pasan tranvías.
Así es mi tierra,/que se resfría
y está engripada/de hace mil días.
R. Rada

Nous avons présenté quelques données recueillies sur le terrain. Sur l'ensemble de notre travail d'enquête, nous avons choisi quelques éléments qui, sur le mode d'exemple, nous ont permis de présenter une description du monde vécu des habitants des *asentamientos*. Nous nous sommes centrés sur quelques uns des aspects de la vie et des idées des jeunes incarnés par les histoires de Marcelo et de Javier.

Ces récits de vie que nous avons construits sur la base d'entretiens, comportent entre eux une série de différences qui ne sont pas seulement dues au fait qu'il s'agit de deux individus ou de deux personnalités différentes. Javier et Marcelo ont des histoires de vie et des trajectoires sociales diverses (l'un est arrivé dans l'*occupation* en provenance des quartiers de la capitale, et l'autre des bidonvilles de la périphérie). Mais ils partagent une même situation (l'instabilité de l'emploi, par exemple), en même temps qu'ils participent à un même projet de groupe (l'invasion de terres et toute l'action collective qui a donné naissance à l'occupation et qui la soutient. Même si chacun s'investit différemment dans la vie collective du quartier).

Les récits de vie que nous présentons ici ont pour objectif de mettre en relief d'autres dimensions de notre objet qui n'ont pas été éclairées par la description de l'action collective ni par la présentation des données statistiques décrivant la population des *asentamientos*. Ces histoires de vie nous donnent l'occasion d'observer d'autres aspects de la vie dans les occupations et, notamment, d'analyser le discours des habitants en référence à leur quotidien. Or, afin d'explorer ces récits dans toute leur richesse, il faut les mettre en relation avec les autres dimensions du réel. Ainsi, les histoires de Javier et de

Marcelo doivent être retenues en relation avec la situation de cette importante proportion de travailleurs précaires ou au chômage (61%, *cf.* Tableau 16, pp.) que nous avons relevé dans notre échantillon, et, *vice versa*, cette précarité statistique prend une autre couleur dans les récits de vie ; bien entendu, sans que nous ne voulions identifier les récits de ces deux jeunes avec ceux de l'ensemble des habitants. Nous rappelons seulement que la lecture des entretiens que nous nous efforçons de faire est en relation avec les contextes dans lesquels ils se trouvent, et qu'ils acquièrent toute leur richesse dans un dialogue entre les récits, les données statistiques et la description de la vie collective du quartier.

Nous avons eu des difficultés pour interviewer aussi bien Marcelo que Javier, difficultés qui se sont répétées tout au long de notre travail sur le terrain, au-delà des entretiens. En règle générale, il est difficile de fixer des rendez-vous et des engagement sûrs, où le jour et l'heure soient un point de référence clair. En général, il existe aussi une certaine naturalité dans le fait de ne pas tenir un engagement - alors que l'on reprochera au sociologue le non respect d'une rencontre ou d'un rendez-vous. Dans de nombreux voyages que j'ai pu faire pour me rendre dans les occupations, le travail que j'avais programmé avec quelqu'un est resté en suspens, tout simplement parce que l'autre était absent, qu'il arrivait très en retard ou qu'il était occupé à faire autre chose. C'est le moment où le chercheur reste dans l'expectative, qu'il se laisse porter, qu'il partage le rythme de la vie des habitants de l'occupation, leurs difficultés. L'instabilité et le manque de régularité envahissent la vie quotidienne dans ces quartiers à des niveaux auxquels les autres catégories sociales ne sont pas habituées, étant étrangères à l'expérience des autres zones de la ville, et beaucoup plus étrangères encore à d'autres sociétés dans lesquelles les institutions régissent la vie sociale de façon plus systématique. Dans l'occupation, j'ai dû rester dormir plusieurs nuits d'hiver ou d'été parce que le bus de l'unique ligne nocturne ne passait plus, sans en connaître la raison. D'autres fois, la pluie avait provoqué le débordement du ruisseau et j'ai mis deux heures pour trouver un endroit qui permette le passage d'un bus, pour ensuite marcher avec de l'eau jusqu'au genoux pendant quelques centaines de mètres. Différents épisodes de violence auxquels la police était presque toujours mêlée m'ont empêché d'arriver à

destination. Plusieurs fois, j'ai dû rester bloqué à Plaza Once ou à Liniers, à Buenos Aires, en essayant de monter dans des bus qui ne s'arrêtaient pas parce qu'ils étaient trop pleins. D'autres fois, j'ai mis toute une matinée pour sortir la voiture d'un fossé où elle était tombée après avoir glissé dans la boue, etc.

Ces situations, qui dans l'histoire d'un travail de recherche peuvent sembler anecdotiques, se répètent continuellement et se multiplient dans la vie quotidienne de ceux qui vivent là. Cela leur arrive à tous, tout le temps, et dans tous les types de situations : les démarches à la municipalité, au PAMI (*œuvre sociale,* mutuelle des retraités) ou à l'hôpital prennent des heures et demandent des jours entiers d'effort. Les choses n'arrivent pas à temps là où elles devraient et les instituteurs manquent souvent à leur poste parce qu'ils sont aussi affectés par l'instabilité, bien que l'école soit dans beaucoup de cas le lien institutionnel le plus stable pour les familles.

L'irrégularité est du côté des services urbains : dans les transports comme dans le ramassage des ordures ménagères, les coupures d'eau et d'électricité. L'instabilité est devenue aussi le mode de fonctionnement d'autre type d'institutions : des dispensaires où *l'on attend toujours* l'arrivée du pédiatre ou des médicaments, une municipalité qui n'arrive pas à faire fonctionner son administration, une justice qui prend des années à régler les litiges entre particuliers, une police qui se substitue à la justice. Des institutions colonisées par des réseaux clientélistes.

Comme dans le cas de Javier et de Marcelo, l'instabilité atteint des aspects très importants de leurs vies. Ainsi, face à la question *as-tu du travail ?,* on répondra peut-être *en ce moment, oui*. Ce qui veut dire qu'auparavant *non* et que demain *qui sait*.

Ils t'ont payé ?, demande la femme. *Pas aujourd'hui, mais ils m'ont donné une « avance » et il paraît qu'on sera payés samedi,* répond le mari vers le quinzième jour du mois. De sorte que la vie dans les marges exige de s'habituer à l'instabilité comme à une composante du *au jour le jour*. L'instabilité s'exprime dans la vie quotidienne mais trouve son origine dans la forme des institutions qui organisent la cohésion sociale.

Nous pouvons faire une comparaison, même si elle repose sur des informations de type général[395]. Dans certaines sociétés plus réglementées que la société argentine, comme celles de certains pays européens (comme les sociétés allemande, française ou suédoise, par exemple), les institutions fonctionnent de façon plus systématique et régulent davantage la vie quotidienne. A titre de comparaison, on peut signaler : une plus grande correspondance entre la formalité légale et la réalité, une plus grande extension des institutions sur la vie sociale et des moins de brèches entre elles. Les institutions ont une influence plus grande sur la socialisation, pouvant ainsi mieux articuler le passage de l'individu de l'une à l'autre aux différents moments de la vie. Tout cela a un effet d'entraînement sur d'autres domaines de la vie sociale qui sont ainsi régulés, comme les loisirs ou la consommation. Cette « rigidité » institutionnelle a permis, pendant la période de plein emploi, de garantir l'intégration sociale. En effet, c'est à partir de l'insertion par l'emploi que d'autres participations institutionnelles prennent sens, comme l'éducation par exemple. La société peut alors être comparée à un système. En revanche, dans des moments de crise comme ceux vécus depuis une vingtaine d'années, il se produit une fracture du système institutionnel qui exclut complètement un grand nombre d'individus. Ce contexte explique, en partie, la grande popularité de l'idée d'exclusion en France, par exemple. Partant d'une situation où la vie sociale était vécue en bonne mesure à l'intérieur des institutions, l'exclusion d'un certain nombre d'individus de ce système institutionnel a été perçue comme constituant une situation d'« exclusion sociale ».

Au contraire, les institutions des sociétés comme la société argentine ne réglementent pas, ou alors seulement de façon laxiste, d'importants domaines de la vie sociale, ce qui s'exprime clairement dans le caractère de plus en plus informel de la régulation sociale. Des lois et des normes qui ne sont pas respectées, l'économie parallèle, des contrôles publics affaiblis... On peut trouver un emploi mais la moitié du salaire sera payée au noir et souvent à des dates

[395] Bien sûr, à notre niveau d'observation, la comparaison ne peut être qu'hypothétique. Nous pourrions citer des indicateurs sur l'instabilité de l'emploi ou sur le fonctionnement des services urbains, mais plus de précisions iraient au-delà des limites nécessaires à notre travail. En effet, nous n'avons pas les moyens d'objectiver nos hypothèses à ce niveau.

incertaines. La couverture sociale existe mais elle n'est pas mise en pratique. La sécurité sociale n'est pas garantie pour tous. Les enfants vont à l'école mais n'apprennent pas un savoir reconnu comme utile. L'occupation illégale de terres peut être légitime, de même que l'appropriation illégale d'eau courante ou d'électricité. Le problème n'est pas que les institutions n'existent pas, mais la forme réelle qu'elles adoptent laisse des vides dans la société qui sont remplis par d'autres formes du social, comme celles que nous avons pu trouver dans ces quartiers.

Cette réalité institutionnelle permet le développement d'une culture de la périphérie où il est difficile de définir les limites entre l'intérieur et l'extérieur. Ainsi avons-nous choisi de parler de marginalité sociale, en entendant par là la vie dans et par les marges, et non en dehors d'elles. Cette caractérisation doit nous permettre de mieux saisir la spécificité de notre objet que les notions d'exclusion et de pauvreté, pourtant plus couramment utilisées.

Dans ce sens, le terme d'exclu ne correspond pas à notre réalité sociale, à l'exception de quelques situations très spécifiques. On devrait réserver l'emploi du terme d'exclusion uniquement aux références d'ordre institutionnel. De sorte que l'on peut être exclu d'une institution - de l'emploi, du droit de vote ou du droit à l'éducation. Mais si l'on désire garder une spécificité au terme, parler d'« exclusion sociale » est faire référence à l'idée d'une séparation complète de la vie sociale instituée, d'une fracture dans la société où la ligne de démarcation est définie de façon claire, comme dans le cas des *ghettos* ou lorsqu'un règlement établit l'exclusion. Dans ce sens, nous suivons la proposition de Robert Castel qui réserve le terme d'exclu aux sociétés qui ont une structure duelle, où l'exclu est séparé de la société. On peut alors observer des procédés qui instituent légalement l'exclusion, une localisation géographique précise ou l'apparition d'une culture ou d'une sous-culture spécifique, souvent avec des composantes de type racial[396]. Sans qu'aucune de ces conditions ne soit entendue de façon *sine qua non,* nous pensons que pour être plus précis, la notion d'exclu doit se référer

[396] *Cf.* CASTEL, Robert : « Les marginaux dans l'histoire » in PAUGAM, Serge : *L'exclusion, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 1996.

à une catégorie sociale complètement séparée du reste, ce qui ne semble pas être le cas des sociétés latino-américaines et encore moins de l'Argentine.

Comment tout cela a-t-il un rapport avec la pauvreté ? Il est bien évident que Marcelo et Javier vivent une situation de pauvreté : ils sont pauvres. Cependant, bien que le concept de pauvreté ait une grande importance pour envisager la question, il est insuffisant pour penser ce que nous avons tenté de décrire ici. Les pauvres connaissent souvent une situation stable et une position claire dans la structure sociale, comme c'est le cas pour l'ouvrier. En revanche, notre cas sera d'autant mieux interprété en incluant dans l'analyse les notions de vulnérabilité et d'instabilité[397]. Par vulnérabilité, on veut signifier que l'individu n'a pas une assurance du type de celle qu'offre un emploi stable ou celle qu'offre la propriété. La vulnérabilité s'exprime par l'instabilité permanente et par la nécessité de s'adapter à vivre au jour le jour. Au contraire, un pauvre peut être parfaitement intégré, comme c'est le cas d'un travailleur salarié dont les revenus seraient insuffisants. Quelle que soit sa situation, ses problèmes peuvent être résolus par l'augmentation de ses revenus. La différence entre le pauvre et le marginal c'est que le premier a une place claire dans le monde. L'idée de vulnérabilité concerne les problèmes d'intégration sociale et exprime une fragilité des liens sociaux - de solidarité, dirait Durkheim - qui devraient favoriser le développement des individus[398].

Cette réalité institutionnelle trouve son expression au niveau du quotidien et des parcours des individus. Ainsi, nous pourrions comparer des « profils » d'individus, comme Javier et Marcelo. Nous pourrions aussi les comparer au profil d'un ouvrier ou d'un employé : il serait salarié, affilié à un syndicat, couvert par une assurance maladie, il aurait un logement et il envoierait ses enfants à l'école assuré qu'ils trouveront du travail à la fin de leur « carrière ». Probablement, cet ouvrier ou cet employé lit-il un journal ou regarde-t-il la TV pour s'intéresser aux prochaines élections et fait le calcul du nombre d'années

---

[397] Étant donnée l'importance acquise par la notion de pauvreté dans les caractérisations de la question sociale en Argentine et en Amérique latine, nous lui avons consacré un chapitre. *Cf.* Chapitre II.

[398] Castel, *op. cit.*, 1995 et 2001.

qui lui manquent pour arriver à la retraite. C'était plus ou moins cela, la vie de la grande majorité des Argentins, jusqu'à il n'y a pas très longtemps.

Javier et Marcelo dans un monde instable.

Dans le cas de Javier, son parcours social et celui de sa famille sont par ailleurs significatifs : il va d'un quartier à l'autre, d'un emploi à l'autre et d'un projet éducatif à l'autre. On observe assurément les difficultés qu'il rencontre pour se maintenir dans un projet de vie clair, à s'accrocher à ses études ou à conserver un emploi, par exemple. Mais ce que nous soulignons c'est que Javier ne peut pas s'intégrer dans un contexte institutionnel stable qui lui offrirait une place claire dans le monde, à partir duquel il pourrait élaborer ses projets. Ainsi, les signaux que lui envoient les institutions semblent lui indiquer qu'il n'y a pas de place pour lui. Le problème, c'est que Javier possède une histoire familiale d'intégration sociale - représentée par l'histoire du beau-père cordonnier et de la famille qu'il forme avec sa mère à Buenos Aires - qui entre en contradiction avec sa propre expérience du monde. En effet, lui et sa famille ont vécu des changements drastiques dans le modèle d'intégration sociale auquel ils participent et ils doivent s'adapter à ces changements. Mais on n'apprend pas aussi facilement à vivre autrement. Il n'est pas si facile d'accepter de descendre dans l'échelle sociale ni d'incorporer les schémas vitaux qui permettent de se développer dans le nouveau contexte - quand bien même son beau-père assume la nouvelle réalité en devenant vendeur ambulant. Ainsi, une partie de l'« angoisse » avec laquelle il parle de son vécu provient sûrement de cette déstabilisation, de la perte de repères et de paramètres lui permettant de prendre une position dans la société.

Javier a perdu une partie du monde dans lequel il a été socialisé : cette partie qui était représentée par la relation entre l'emploi et l'éducation et qui était liée aussi à la croyance dans le progrès personnel et social. Ceci pourrait être schématisé par la formule suivante : « si je fais des études j'ai des chances

d'avoir un meilleur emploi, même meilleur que celui de mon père ». En revanche, le contact qu'il a avec la réalité lui signale que le monde de son père s'est effondré, qu'ils ont presque tout perdu et que les chemins qui mènent à l'intégration dans un schéma similaire lui apparaissent comme fermés pour lui.

Marcelo partage avec Javier l'expérience de l'occupation, de l'instabilité institutionnelle et de la précarité de l'insertion professionnelle. Du point de vue de leur relation à la société, leur situation est identique. L'histoire de Marcelo est marquée par l'errance d'un quartier à l'autre, par la migration, par le passage sans arrêt d'un travail à un autre, par l'arbitraire de son rapport à la police et à la loi. Cependant, son histoire familiale est différente de celle de Javier, ce qui lui fait percevoir et évaluer la situation actuelle autrement. En effet, Marcelo est arrivé à Buenos Aires alors qu'il était seulement bébé et il a toujours vécu dans un bidonville ou dans l'occupation, dans une situation de marginalité (par moments proche d'une situation limite, notamment quand ils vivaient dans la rue à El Chaco). C'est aussi l'expérience de sa mère et de ses oncles. De sorte que dans l'histoire récente de sa famille il n'a pas l'exemple d'une expérience d'intégration stable dans le cadre institutionnel, à l'exception de son oncle Manuel qui a réussi à se fixer grâce à ses études, à son travail d'instituteur, à l'accès au logement dans l'occupation et à la constitution d'une famille.

Marcelo n'exprime pas la déception et l'inquiétude manifestées par Javier face à la difficulté de trouver son chemin. Au contraire, il semble contrôler la situation plus naturellement. Il n'a jamais fait référence au problème du chômage ou à l'incertitude que pourrait lui provoquer la vulnérabilité de sa situation. Au cours d'une conversation, alors que Marcelo décrivait les conditions de son travail, j'ai eu l'idée d'introduire le problème de l'éducation et je lui ai demandé pourquoi il ne faisait pas les études secondaires, et s'il ne pensait pas qu'avec un tel diplôme il aurait un meilleur travail ; il m'a répondu que *non, on m'a jamais demandé le secondaire pour un travail*. Évidemment, on ne lui a jamais demandé ce type d'études parce qu'il n'a jamais cherché un travail où on pourrait le lui demander et probablement parce qu'il pense que ces emplois ne sont pas pour lui - avec Freud, nous pourrions mentionner le « principe de

réalité ». De sorte que Javier a une histoire personnelle et familiale dans le monde « extérieur » à l'occupation, dans la ville « normale », alors que Marcelo ne se propose pas d'accéder à cet autre monde, il ne fait que le visiter lorsqu'il va en touriste à la Capitale. Ou plutôt, il voudrait bien pouvoir se mouvoir dans le seul monde qu'il connaît. L'autre est si loin de sa vie quotidienne qu'il y va pour se faire prendre en photo avec ses amis.

Au-delà des composantes psychologiques de la question, sur lesquelles nous ne voudrions pas nous pencher, on pourrait interpréter cela comme étant une sorte de « conformisme ». Cependant, on peut aussi appréhender la question d'un autre point de vue. En effet, la fragmentation sociale, dont l'existence des occupations illégales de terre fournit la preuve - et qui peut être perçue dans la distance culturelle que ressent Javier face à ses camarades de l'Université - enferme Marcelo dans un monde qui à la lumière de son expérience de vie lui apparaît comme séparé de la société globale et qui risque de se refermer de plus en plus sur lui-même. Mais il sent ce monde comme propre à lui, c'est son monde, qu'il connaît et qu'il maîtrise. Les cercles sociaux auxquels il participe coïncident les uns avec les autres et il n'a que rarement l'impression d'appartenir à d'autres catégories sociales, appauvrissant ainsi son expérience d'identité avec la société globale.

La comparaison des récits de vie de Javier et de Marcelo nous amène à une réflexion sur la relation entre « parcours » et « situation ». Nos deux interviewés se rapprochent par leur situation et s'éloignent par leurs parcours. Dans ce sens, le fait de penser les conduites et les représentations des individus uniquement comme une réponse à la situation dans laquelle ils se trouvent montre ses limites. La chute sociale qu'ils connaissent provoque un sentiment de déracinement. Alain Touraine a signalé la dissociation entre la situation sociale et la vie personnelle, ce qui engendre une déchirure au sein de l'expérience sociale : en Amérique Latine, « les individus se situent davantage par leur trajet que par leur statut, par leur origine et leur futur davantage que par leur appartenance sociale et professionnelle »[399]. Si l'analyse de Touraine se réfère à une situation différente - la « marginalité » dans laquelle se trouvent les ruraux

[399] Touraine, *op. cit.*,1988, p. 46.

immigrant en ville dans les années soixante -, le problème abordé par l'auteur vaut d'être signalé : dans un contexte de mobilité sociale il se produit une distance entre la situation et l'expérience, comme conséquence des parcours hétérogènes qui conduisent des individus différents entre eux à partager une même situation de vie.

L'inscription dans le quartier.

Mais il faut avancer un peu plus. Il ne s'agit pas seulement du fait que l'occupation exprime un processus de mobilité sociale des individus et des foyers (descendante dans la majorité des cas, mais pas toujours, comme dans le cas des habitants des bidonvilles venant dans les *asentamientos*). L'occupation de terres, en tant que conduite collective et les représentations qui y sont produites (dont nous avons donné des exemples à partir des figures du quartier et du bidonville ou d'*appropriation illégale* versus *droit au logement*), expriment un changement dans la culture des catégories populaires dans leurs formes de socialisation et de rapport au politique. C'est cela qui donne sens à l'action collective en tant que stratégie d'intégration sociale.

On peut dire en termes généraux, qu'avec l'expérience péroniste, la culture des catégories populaires en Argentine s'est construite autour du travail salarié, où la participation de l'individu et de la famille dans la société était définie par leur apport à la construction de la nation, dont ils faisaient partie à part entière. Ainsi, le sentiment d'appartenance était-il plus ou moins garanti. Pendant cette période, la culture populaire centrée sur le travail a eu son expression urbaine dans la figure du quartier[400]. Pensons à des figures idéales typiques telles que celles de l'ouvrier industriel ou de l'employé, du salarié, que ce soit dans le secteur privé ou public. Une série d'institutions, dont l'État occupait le centre, organisaient l'existence sociale des individus, de sorte qu'en chacune d'elles

[400] La culture urbaine des catégories populaires ressemblait beaucoup, en termes idéaux, à la description de Hoggart sur les quartiers ouvriers en Anglaterre, *op. cit.*, 1970.

pouvait se déployer un aspect de la vie quotidienne, les passages entre elles étant d'ailleurs garantis. Cette centralité de l'État était prévue pour offrir - pendant un certain laps de temps avec succès -, une certaine stabilité et « une protection face aux aléas de l'existence » [R. Castel], y compris pendant les périodes non productives de la vie. La cohésion était garantie et par conséquent les conflits sociaux étaient représentés sous le registre de l'inégalité ou de l'iniquité, ce qui n'est pas du tout comparable à la problématique de l'exclusion, de la marginalité ou de la vulnérabilité. En termes politiques, cela a engendré un développement de la participation sous la forme de la lutte pour les droits des travailleurs, davantage que pour les droits du citoyen - représentation intimement liée au péronisme.

Or, dans l'expérience de larges couches populaires, une série de circonstances met actuellement en question la figure du travailleur comme centre de la culture populaire : la modification du contrat de travail, l'augmentation du sous-emploi, le chômage et l'économie informelle ; la crise financière de l'État qui a démantelé les politiques sociales ; la baisse des revenus ; la perte de poids des syndicats dans la vie sociale et politique ; l'apparition du sentiment de fragmentation sociale parallèlement à la perte du sentiment de participation dans l'ensemble de la société. Le salarié se sent partie prenante dans la création de la richesse nationale, sentiment complètement différent de celui que connaît le travailleur « marginal » qui n'a pas une place sûre ni respectable.

En revanche, si le travail, les protections publiques et les institutions préfigurent un monde instable pour une portion croissante des catégories populaires, il y a une partie du monde qui leur offre des supports pour son intégration sociale : les relations familiales et de voisinage. Avant d'arriver dans l'occupation, Marcelo, Javier et leurs familles ont erré de tous côtés sans trouver des liens de solidarité qui leur auraient permis de faire face à leur dérive sur les plans économique, habitationnel et éducatif. Marcelo a vécu une situation similaire à celle de Javier : de la province à Buenos Aires, vivant dans les rues avec sa mère et ses tantes prostituées, il fait maintenant l'expérience d'une intégration instable au travail (du bâtiment à la vente ambulante et de là à

l'atelier de chaises, en permanent va-et-vient). La famille de Marcelo trouve dans l'*asentamiento* un point d'ancrage permettant à chacun des foyers de s'organiser autour de la figure de l'oncle Manuel. Tant dans le récit de Javier que dans celui de Marcelo, le déménagement dans l'*asentamiento* leur a donné un monde d'appartenance qui leur faisait défaut et qui leur permet maintenant d'affronter de façon collective les problèmes engendrés par la vulnérabilité. L'occupation est un cadre d'intégration sociale - un groupe organisé qui essaie de construire des liens à la fois de type communautaire et aussi avec la société globale -, qui facilite l'accès à certains des éléments qui composent un quartier. Plus précisément, il s'agit d'un cadre d'inscription territoriale : un terrain, une maison, l'école, les soins de base pour la santé, etc., et un ensemble de relations humaines qui lui servent de support - la solidarité et la possibilité de s'organiser avec le voisinage, enfin, une probable source de prestige : le *quartier*. Dans ce sens, la participation communautaire (dans la vie politique, sociale et culturelle de l'occupation), est une façon de construire un monde propre au sein de la société globale et de le doter de sens, c'est-à-dire, de construire un monde de significations culturelles et de relations sociales (la radio, l'association ou l'école, par exemple), qui leur permette une meilleure expérience de la vie dans la ville, à partir d'une meilleure intégration dans la société. L'inscription dans le quartier fournit à la fois un cadre de structuration des solidarités locales et un moyen collectif de se mettre en relation avec le monde institutionnel.

Dans ce sens, le fait d'adopter la stratégie des *asentamientos* comme prise de distance par rapport au bidonville permet aux catégories populaires de dépasser le cadre d'une solidarité locale, entre pairs. L'occupation des années quatre-vingt, en ce qu'elle fait appel à l'État et qu'elle réussit mieux que son antécédent (le bidonville) l'insertion sociale à travers une inscription à la ville, permet aux individus un rapprochement avec la figure idéale du quartier.

Les chasseurs.

Aussi bien Javier que Marcelo vivent dans le monde comme des chasseurs plutôt que comme des agriculteurs. Ils ne projettent pas leurs vies en vue de récoltes annuelles qui devraient se programmer en harmonie avec les cycles de la nature. Notamment, ils n'ont pas les moyens de stocker ou d'accumuler afin de prévoir les périodes de mauvaise chasse ou de maigre cueillette. Ils ont encore moins la possibilité de participer à la reproduction d'un cycle économique. Ils vivent de ce que l'environnement peut leur offrir, puisant dans la nature à travers la pêche, le ramassage, la cueillette ou la chasse. Ce qui caractérise leur mode d'action c'est une relation d'immédiateté avec l'environnement. Les chasseurs connaissent parfaitement leur territoire et ils ont développé des stratégies efficaces pour attraper le gibier ou le *ñandú*, selon ce que la nature met à disposition. Cependant, n'exploitant que des ressources « sauvages » (non domestiqués), le chasseur ne contrôle pas la reproduction. C'est le point clé. Il connaît les moyens appropriés pour attraper sa proie. Encore faut-il qu'il y en ait une[401].

Nos « chasseurs urbains » se rendent tous les jours en ville comme dans une forêt offrant un répertoire varié de possibilités. Aujourd'hui, peut-être obtiendront-ils une bonne proie, mais demain peut-être pas. Ils jouent leur sort dans l'opportunité que leur offrent les interstices des institutions dont les marges ne sont pas clairement définies, mais qui restent floues. Le caractère informel de l'économie offre de petites ouvertures où ils peuvent trouver de quoi vivre. Nous arrivons ainsi à une caractéristique fondamentale de la logique des chasseurs. Pour trouver et pouvoir exploiter l'interstice, pour attraper ou abattre sa proie, le chasseur doit être habile, rusé, déluré. Il doit maîtriser parfaitement son territoire et développer les capacités nécessaires à une bonne exploitation de son environnement. Le chasseur ne correspond en rien à l'image du pauvre passif qui

---

[401] Nous utilisons la figure du chasseur dans un propos purement métaphorique. Dans ce sens, nous mobilisons la distinction anthropologique entre la société de chasseurs-cueilleurs et les sociétés d'agriculteurs uniquement dans ses traits idéaux-typiques. Divers aspects différentient la réalité des sociétés de chasseurs par rapport à l'usage métaphorique que nous proposons de l'image des chasseurs pour décrire certains quartiers. Nous pouvons citer, par exemple, le fait que les sociétés de chasseurs vivent dans une situation d'abondance relative, la chasse étant un mode de production développé, en général, dans des environnements riches. Pour une analyse des sociétés de chasseurs du point de vue de l'anthropologie, voir TESTART, Alain : « Les sociétés de chasseurs-cueilleurs », *Revue Pour la science (édition française de Scientific American)*, Paris, février 1979, pp. 99-108.

attendrait un secours dans le désespoir. Il cherche et il est dans l'expectative, quand il le faut, et il sait aussi se replier. Il connaît les rythmes de la ville : il sait quand une usine embauche, quand la municipalité demande de sortir dans la rue pour saluer un candidat ou au contraire, organiser une barricade ; le chasseur a même appris à écrire des projets pour des ONG.

Les deux jeunes gens font effectivement la même chose, mais Javier agit en pensant que peut-être une place stable lui est réservée ou, du moins, qu'il y a droit. Ce n'est pas uniquement la situation définie par la réalité institutionnelle qui les réunit, mais aussi le projet d'action collective qui a donné naissance à l'occupation des terres. Le projet existe, même dans un contexte instable dans lequel la planification devient souvent irréalisable.

Les occupations illégales de terres qui ont commencé dans les années quatre-vingt, aussi bien en Argentine qu'en Uruguay, sont menées par des individus qui ont connu récemment un processus de désaffiliation sociale. Des individus qui, comme Javier, ont une histoire d'intégration sociale qui a été disloquée, et qui ne peuvent pas, par exemple, reproduire leur insertion urbaine à travers le logement. Dans ce sens, l'invasion collective et organisée des terres est guidée par un projet d'intégration urbaine qui permet en quelque sorte de remédier à certains des déficits de l'intégration sociale. Pour cela, l'action collective s'appuie sur un interstice de la légalité : des terres sont occupées illégalement pour réclamer à l'État le droit institué à la ville, à la terre et à un logement décent, *digne* disent-ils. S'il est vrai que les occupants manquent à la légalité, il n'est pas moins vrai que les institutions du pouvoir public aussi, car elles devraient garantir ces droits. Par ailleurs, une fois les terres envahies, les organisations des occupations vont profiter de la concurrence politico-partisane pour obtenir l'accès aux services urbains à travers l'usage stratégique des relations de clientèle : l'adhésion pour tel candidat en échange du réseau d'eau potable pour le quartier ou d'une subvention pour la construction de la salle de sports. Dans ce sens, l'action collective est guidée par la même logique « opportuniste » du chasseur que celle que nous observons dans les conduites individuelles. Elles ne visent pas seulement à la construction de la nation ou à la

défense des *droits pour tous* - dans le sens classique de la politique - mais à l'obtention de résultats immédiats.

Les chasseurs dont nous parlons font partie d'une communauté et ils participent à un système d'échanges. D'une part, parce que comme dans toute société de chasseurs, une bonne partie des ressources des individus provient d'autres activités, plus régulières souvent. Ils font partie d'un groupe où tous les membres ne sont pas voués à la chasse. D'autre part, nos chasseurs ne sont pas isolés au milieu d'une plaine désertique, ils sont en contact avec d'autres groupes avec lesquels ils ont couramment des échanges[402]. Dans ce sens, dans leur quartier, les chasseurs participent à une division du travail à laquelle leur communauté est contrainte par le contexte institutionnel. De ce point de vue, la chasse fait partie d'une stratégie de « polyactivité » qui commence dans la famille pour s'élargir à la communauté de quartier « permettant de compenser les aléas du marché, et aussi, éventuellement, les aléas des ressources d'autosubsistance »[403]. Les chasseurs apparaissent ainsi comme des individus spécialisés dans une activité spécifique.

Leurs vies sont instables principalement en raison de leur faible intégration dans le travail, mais aussi en raison de la fragilité de la plupart des liens institutionnels auxquels ils participent, comme les liens créés par l'École ou les mécanismes de régulation de l'État. Ainsi, la vulnérabilité les force-t-elle à la recherche permanente de l'interstice. Aux marges de nos sociétés l'expérience vécue est similaire à celle du « Lazarillo de Tormes » dans l'Espagne du XVIe siècle, qui va d'un maître à l'autre et d'un emploi à un autre en utilisant sa ruse

---

[402] Dans son célèbre roman *Les capitaines du sable* (*"Capitães da areia",* 1937), Jorge Amado décrit la vie d'un groupe de gamins vivant en marge de la ville, dans un entrepôt abandonné sur les plages de Bahia. Ces enfants sont des parfaits chasseurs dont nous aurions pu nous inspirer. Mais, à la différence des habitants des *asentamientos*, ils sont tous des chasseurs et ils ne peuvent guère faire autrement car ils subissent une situation de séparation quasi complète de la société. C'est pour cette raison que le seul moyen de chasse des *Capitães da areia* est dans la délinquance.

[403] COTTEREAU, Alain : « Problèmes de conceptualisation comparative de l'industrialisation : l'exemple des ouvriers de la chaussure en France et en Grande-Bretagne » in MAGRI, S. & TOPALOV, C., *op cit.*, 1989, pp. 71. Nous empruntons le concept de « polyactivité familiale » que Cottereau a élaboré pour décrire les stratégies de relation au marché du travail des ouvriers du début du XXe siècle en France.

pour chercher de quoi vivre dans une société qui n'a pas une place stable pour lui[404].

Comme nous l'avons vu, Javier pense que son beau-père est *un con* lorsqu'il échoue face à ses associés et qu'il perd son emploi, il croit que cette attitude *honnête* est d'un *autre temps*. Par ailleurs, lorsque le beau-père de Javier émet son avis sur les projets de participation politique de son fils, il lui dit à son tour que le *con* c'est lui, parce qu'il n'en tire pas profit personnellement. Ne pourrait-on pas penser que le désir de Javier de trouver un emploi stable est, en quelque sorte, *hors du temps* ? Or, que trouve-t-on derrière ces accusations mutuelles - au-delà des considérations morales que l'on pourrait faire sur le sujet ? L'opposé d'être un *con* (idiot, dans ce cas) est d'être *rusé*. Être rusé, c'est être déluré. En effet, la vie dans les marges exige d'être *déluré* aussi bien pour *gagner sa vie* que pour participer à les projets collectifs ; vivre dans les marges implique une astuce spéciale dans un monde où rien n'est garanti : la sagacité des chasseurs. Le problème moral autour de l'honnêteté et son décalage dans le temps expriment aussi la nécessité d'agir dans un monde socialement différent : le caractère normatif auquel répond le beau-père de Javier correspond à un ordre institutionnel capable de conjurer le hasard économique, où la vulnérabilité se trouve très réduite. L'éthique de l'honneur par laquelle répond le beau-père manque d'effectivité parce qu'il n'en reçoit pas une reconnaissance sociale et parce que le coût à payer est trop élevé. C'est un code qui répond à un monde régulé par d'autres dispositifs institutionnels.

Il n'y a pas de signes qui permettent de penser à des voies menant des jeunes tels que Javier et Marcelo à s'intégrer pleinement dans la société actuelle. Javier le comprend bien sans l'accepter et en reste désorienté, alors que Marcelo y est parfaitement adapté. Il faut apprendre à vivre dans les marges, au risque de devenir exclu. Dire que dans ces quartiers on vit dans les « interstices » offerts par les institutions ou dans leurs « marges » est une métaphore qui prend des sens concrets. Cela veut dire qu'il faut s'organiser avec les autres pour prendre possession d'un terrain et d'un lieu dans la ville lorsqu'on ne peut pas avoir accès

---

[404] Nous empruntons l'exemple du Lazarillo de Tormes comme métaphore de la marginalité à Robert CASTEL, *op. cit.*, 1996.

au marché immobilier et qu'il n'existe pas de politiques sociales qui permettent d'accéder au logement. Cela veut dire qu'on va travailler la plupart du temps au noir, dans des emplois temporaires, mal payés, où les syndicats sont inexistants. Cela veut dire que le marché ne leur offre pas de possibilités de succès. Cela veut dire qu'on ne possède aucune garantie pour la retraite, pour l'enfance, pour l'accident ou pour la maladie, et qu'il faudra recourir à d'autres solutions pour y faire face. Cela veut dire aussi que la participation politique se fera pour une part importante sous la forme d'échanges et de négociations concrètes avec le pouvoir local, que l'on ne va pas participer à construire un meilleur pays ou à élargir le contenu de la citoyenneté, mais qu'en échange de l'adhésion politique on exigera une réponse immédiate en termes de résultats tangibles pour sa famille ou son quartier. Cela veut dire que les projets éducatifs vont être davantage associés à cette survivance qu'à des projets de développement personnel.

Mais cela veut dire aussi que l'on ne vit pas dans une culture complètement séparée du reste, qu'il existe des vases communicants entre la communauté du quartier et le reste de la ville, que le jeu politique reste ouvert à certaines revendications pour lesquelles on peut encore se battre, que la condition sociale n'est pas statique et que le destin social n'est pas perçu comme étant fixé pour toujours.

Dans les Chapitres IV et V, nous avons abordé la question des occupations illégales de terres du point de vue de l'action collective. Dans cette optique, les quartiers prennent la forme d'unes populations organisées dont l'action peut être analysée à partir de la relation que ces organisations entretiennent avec d'autres « acteurs », notamment l'État, mais aussi les partis politiques, et certains groupes religieux ou encore des ONG. En revanche, tel qu'il peut être vu à travers les récits de vie que nous avons transcrit ici, le quartier acquiert un tout autre aspect. Nous prenons maintenant la perspective de l'intégration sociale et nous décrivons les individus en relation à la fois avec leur monde de vie et avec la « société ».

Dans le cas des *asentamientos,* il faut prendre en compte la conjoncture historique de l'Argentine. Il est nécessaire, donc, de distinguer ce qui relève du processus historique de ce qui relève de la situation sociale, dans le sens de la position que ces quartiers occupent vis-à-vis de la société. En ce qui concerne leur historicité, le phénomène des *asentamientos* peut être appréhendé comme faisant partie des transformations dans la structure sociale argentine et, notamment, dans les mécanismes d'intégration sociale et dans les modalités de participation des catégories populaires à la société. Cette dimension s'exprime au niveau de l'action collective : nous avons affaire à des occupations qui se cimentent dans la recherche de la différenciation, dans une tentative pour échapper à de multiples stigmatisations. Or cette recherche de la différenciation exprime aussi un sentiment d'appartenance qui, même s'il est détérioré, est toujours présent ; c'est le cas dans l'adhésion aux valeurs dominantes qui régissent l'urbanisation ou dans la fierté et le respect mis en avant lorsqu'on fait remarquer qu'*ici avant c'était une décharge et que nous voulons maintenant construire un quartier*. Expression aussi de la volonté de participer à la construction de la ville et à la vie sociale, de ne pas vivre dans un bidonville, vécu comme synonyme de hors-social. Cette dimension historique est d'autant plus importante qu'elle est aussi présente dans la vie des individus, dont le parcours de Javier est un bon exemple. Une bonne partie des occupants sont des individus vivant une expérience de chute sociale et de désaffiliation. Ce sont d'anciens agriculteurs contraints à se reconvertir à la chasse.

Mais le phénomène des occupations doit être observé aussi à la lumière de la situation dans laquelle celles-ci se trouvent par rapport à la société, tant sur le plan collectif que sur le plan individuel. Ici, l'occupation est une stratégie défensive face à la pauvreté et à l'instabilité dans laquelle l'expérience sociale est immergée. Les comportements des individus sont une expression de la « distance institutionnelle » qui caractérise leur vécu[405]. Le quartier devient alors un moyen d'intégration sociale à travers une stratégie d'inscription territoriale. Cependant, cette inscription dans la ville ne peut pas combler les déficits d'intégration

[405] Silvia Sigal caractérise les « conduites marginales » par la « distance institutionnelle » qui sépare le vécu effectif des individus de ce qui est attendu comme « normal » dans la société. *Cf.* SIGAL, *op. cit.*, 1981.

engendrés par d'autres registres du social, elle ne donne accès qu'à une intégration de type marginal.

C'est de ce point de vue que les habitants deviennent des chasseurs sortant quotidiennement en ville pour revenir au quartier avec leurs proies. Parfois cela se fait en groupe, parfois de façon individuelle. Évidemment, ce que nous appelons une « logique du chasseur » ne suffit pas à rendre compte de l'ensemble des conduites et des comportements caractéristiques de ces quartiers situés en marge de la ville. Notre propos n'est pas non plus de définir une « culture de la marginalité ». La chasse est peut être l'activité la plus spectaculaire des chasseurs, mais souvent une partie importante de leurs ressources provient d'autres formes d'activité. La notion de « logique du chasseur » peut donc être entendue comme faisant partie d'une culture des marges, mais ce qui définit la situation de marginalité c'est la distance institutionnelle entre la « société » (des règles et des institutions) et le monde « social » dans ces quartiers[406].

L'image du chasseur nous permet de saisir, en premier lieu, une figure d'individu. Comment est-on un individu dans les marges ? Quelle est l'expérience d'un individu inscrit territorialement, mais à qui les supports institutionnalisés font défaut. Ce n'est pas un individu « négatif », qui serait exclusivement défini par le manque de supports, par son état d'isolement. Mais ce n'est pas non plus un individu qui peut disposer de sa destinée, capable de prévoir son avenir et de faire des projets pour lui ou sa progéniture. Il jouit de certaines formes d'affiliation. Tout d'abord son inscription territoriale. Dans ce sens, l'inscription au quartier permet de conjurer le nomadisme, de se fixer et de participer à un système d'échanges et de solidarités. C'est cette affiliation urbaine qui permet de contrôler un territoire et d'y construire un système de solidarités locales. Mais ensuite, comme nous l'avons vu, les habitants des occupations ne sont pas

---

[406] Durkheim fait de la distance entre le « social » comme « vie psychique » dispersée et la « société » comme une réalité morale, une « morale civique » condensée dans les institutions, le centre de son analyse du rapport des individus aux institutions. *Cf. Leçons de sociologie*, Paris, PUF, 1950. 1ère édition, Istanbul 1947. Pour sa part, Mary Douglas reprend cette problématisation des institutions dans un contexte théorique contemporain. *Cf.* DOUGLAS, Mary : *Comment pensent les institutions*, Paris, La découverte, 1999, 1ère édition en anglais *How Institutions Think*, New York, Syracuse University Press, 1986. Nous reviendrons sur ce problème au chapitre prochain.

complètement exclus de la vie institutionnelle ni de l'activité économique. Pour la plupart, il s'agit d'une participation dans la société par le biais de structures instables, les mettant en permanence dans une situation d'entrée et de sortie, en exposant leur existence à une permanente vulnérabilité. Dans ce contexte, le chasseur essaye de faire de son mieux, de tirer un maximum de bénéfices en jouant un jeu déjà orchestré, jouant dans un monde déjà institutionnalisé.

En second lieu, l'image du chasseur nous permet d'articuler le comportement des individus avec le comportement collectif. On a vu comment les organisations de quartier jouent sur le double registre d'une lutte pour la reconnaissance et de l'instrumentalisation de l'action. Les organisations de quartier sèment et cultivent lorsqu'ils *construisent un quartier*, par exemple. Mais leur vulnérabilité est telle qu'ils ne peuvent pas toujours attendre la saison de la récolte, d'autant plus que le type de culture qu'ils sont capables de mettre en œuvre ne répond pas à tous leurs besoins : les organisations de quartier n'agissent pas sur le domaine économique ou sur le domaine de l'emploi, relégué à l'action individuelle. Ainsi, l'idée d'une logique de chasseur est aussi illustrative du fonctionnement de ces communautés de quartier, dans le sens où l'activité de la chasse prend tout son sens dans l'échange avec les autres membres du collectif et dans la participation à un système de solidarités locales.

CHAPITRE VII

L'INSCRIPTION TERRITORIALE ET LES LOGIQUES DE LA MOBILISATION COLLECTIVE.

LES OCCUPATIONS ILLEGALES EN ARGENTINE SOUS UNE PERSPECTIVE DE L'INTEGRATION SOCIALE.

Nous avons vu comment les occupations de terres urbaines s'organisent dans le cadre d'une tension entre les figures du quartier et du bidonville, présentes dans la culture populaire. Ce cadre nous a permis d'observer l'action collective dans une perspective de l'intégration sociale et de comprendre l'occupation de terres comme un effort d'inscription territoriale. Cette inscription dans la ville s'opère dans un double registre, matériel et symbolique. Dans le premier, les occupants bâtissent un réseau de solidarités locales et essaient de forcer l'intervention de l'État et des institutions associées à la vie du quartier. Dans le second, ils tentent de se différentier du bidonville et d'être reconnus comme des habitants d'un quartier.

De la sociabilité primaire aux médiations institutionnelles.

Le travailleur n'est pas seulement quelqu'un qui perçoit un salaire en échange d'un travail. C'est aussi quelqu'un qui habite dans un quartier où il peut construire une maison pour sa famille, où il y aura l'école pour ses enfants, l'église, le siège du parti politique, le bar, le club ou l'association de quartier pour faire du sport ou s'amuser. Ce quartier se constitue donc grâce à l'intervention d'un certain nombre d'institutions qui organisent la vie sociale. C'est ainsi que le travailleur devient *vecino* dans un quartier, et il est *un bon voisin* parce que c'est un *travailleur honnête* et avec une famille *bien constituée*.

Cette image « idéale » que nous donnons du quartier opère comme un pôle positif, comme une représentation capable de guider l'action des catégories

populaires. Ainsi le quartier se constitue comme la figure opposée au bidonville. Le quartier fait ainsi partie d'un « monde vécu » qui est à la fois le lieu où prend forme la « sociabilité primaire », où se situent quelques-uns des supports de l'identité et où s'établissent les médiations institutionnelles qui ont trait à l'insertion urbaine[407]. Le quartier constitue une forme d'inscription territoriale, c'est-à-dire : l'habitation, des réseaux de sociabilité locale, l'intervention des institutions dans le quartier et une identité associée à ces trois éléments.

En termes d'intégration sociale, les éléments qui composent l'habitat font partie de ce que Robert Castel a appelé « l'insertion relationnelle », à condition que nous incluions dans ce concept des éléments de la sociabilité secondaire. En effet, Castel fait référence à l'insertion relationnelle comme étant le terrain privilégié de la sociabilité primaire. Pourtant, comme nous l'avons vu, l'insertion urbaine a besoin des médiations institutionnelles (santé, école, police, gestion des services urbains, institutions du pouvoir local, agences des politiques sociales, etc.)[408]. Dans ce sens, les occupations de terres seront mieux comprises dans les termes d'une problématique de l'intégration sociale, que si nous les considérons uniquement en termes de pauvreté. Rapportons-nous à la situation de la population des occupations avant et après l'invasion. Avant celle-ci, comme nous l'avons dit, il y a deux types de situations : celle de ceux qui vivaient déjà dans un habitat dégradé, et celle de ceux qui voient menacée leur inscription dans la ville. Tous les deux se trouvent dans une zone de vulnérabilité sociale dont dépendent leurs possibilités d'accès à l'habitat. Or, une fois que l'occupation a eu lieu, il s'agit de construire l'habitat et, si possible, de restituer l'identité menacée,

---

[407]L"expression « monde vécu » est conceptualisée par Jürgen Habermas, *op. cit.*, 1978 ; Aussi HABERMAS, Jürgen : *Théorie de l'agir communicationnel*, Paris, Fayard, 1987, Chapitre VI, pp. 125-216 (dans les traductions espagnoles des textes habermasiens, le concept est traduit comme « monde-de-vie », *mundo de vida*). En termes généraux, nous voulons faire référence à ce qui dans un autre contexte peut être décrit autour du concept d'« expérience » du sujet par rapport à la situation dans laquelle il participe (Thompson, E. P., *op. cit.*, 1995). Dans ce sens, nous l'utilisons pour faire référence aux « aspects culturels », aux « styles de vie » partagés qui surgissent du fait de partager une expérience commune (étudiés par exemple par Richard HOGGART pour le cas des quartiers ouvriers en Angleterre, *op.cit.*, 1958).

[408] Castel élabore sa conceptualisation du « relationnel » en partant d'une description de la « protection rapprochée » dans les sociétés rurales peu différentiées. Ainsi, d'un point de vue théorique on retient les liens du relationnel dans la dimension de la sociabilité primaire. Mais d'un point de vue descriptif, nous observons que dans une ville moderne la coopération entre égaux ne peut pas se faire en deça des interventions institutionnelles. *Cf.* CASTEL, R., *op.cit.*, 1995, Chapitre I.

sans faire de différence entre la situation préalable de chaque famille. L'*asentamiento* est une action collective au moyen de laquelle les habitants se battent pour obtenir ou récupérer une inscription territoriale matériellement et symboliquement associée à la figure du quartier. Cette action collective se développe autour de trois dimensions : a) la coopération entre égaux, b) une action sur le système politique afin d'obtenir l'intervention des institutions, et c) une action symbolique afin de défendre l'identité dans le champ de la culture urbaine.

Ainsi, ce qui a motivé les occupants peut être interprété dans un certain nombre de cas comme une perte des conditions qui avaient permis à une grande partie des générations précédentes de reproduire ces conditions d'insertion urbaine (c'est le cas des occupants venant d'un quartier). Pour les autres, cela peut être la possibilité d'avoir accès à cette insertion dont ils étaient déjà exclus (les occupants venant d'un bidonville). De telle sorte que les problèmes de logement ne sont pas exclusivement liés à une condition de pauvreté. Ils affectent également l'intégration sociale des individus et des groupes familiaux. Alors, l'action collective caractéristique des occupations illégales peut être interprétée en premier lieu comme une tentative de reconstruire les supports relationnels liés à la « sociabilité primaire ». Cette dernière surgit avec la mobilisation des ressources de la communauté, construite à partir des liens d'appartenance familiale et de voisinage, pour l'essentiel. Elle est le résultat de la coopération des pairs et elle dépend de l'homogénéité de la communauté et des ressources dont elle dispose. C'est ainsi que les occupants s'organisent.

Pourtant, la construction des supports nécessaires à l'insertion des occupants au niveau urbain ne peut pas être conceptualisée en termes de sociabilité primaire. Cette notion fait référence aux liens de solidarité construits autour de la famille et du voisinage. A ce niveau la coopération est purement informelle et l'intervention des institutions qui régulent le fonctionnement de la vie urbaine et de la société globale n'est pas encore établie. La sociabilité primaire concerne les « systèmes de règles liant directement les membres d'un groupe sur la base de leur appartenance familiale, de voisinage, de travail, et tissant des réseaux d'interdépendances sans la médiation d'institutions

spécifiques »[409]. Aux premiers temps de l'occupation, lorsqu'il s'agit de construire *coude à coude* les éléments pour que le lieu devienne habitable, nous sommes encore dans le domaine de la sociabilité primaire. Mais, tout de suite après, les occupants s'adressent au système politique afin de construire des liens avec les institutions extérieures à l'*asentamiento*. Cet appel aux médiations institutionnelles ouvre le champ à la sociabilité secondaire et conduit les occupants à essayer une intégration urbaine plus complète.

C'est l'une des différences les plus importantes entre les occupations des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix et les bidonvilles. Les caractéristiques de leur configuration urbaine et la difficulté des organisations des bidonvilles pour construire des liens avec les institutions de la société, ont contribué à leur enfermement. Cette différence est importante même si les possibilités d'une intégration pleine des *asentamientos* restent toujours très faibles. Plus généralement on peut dire que dans un cadre d'instabilité sociale, les actions collectives urbaines tendent à renforcer les liens de la sociabilité primaire au moyen de la construction d'un habitat. En effet, la coopération devient plus facile à partir du regroupement des égaux, ce qu'on peut constater tant dans les *villas* que dans les *asentamientos*. Le défi, c'est d'orienter l'action collective vers le système politique afin d'obtenir les médiations institutionnelles.

De cette manière, toute interprétation des *asentamientos* doit prendre en considération la reconstruction de l'insertion relationnelle et des supports de proximité en tant que dimensions de l'action collective, en parallèle avec une lutte pour participer aux institutions qui régulent la vie dans la ville. Les organisations que les occupants construisent afin de mettre sur pied l'infrastructure de services et la construction des espaces communautaires consiste en une recherche des éléments qui contribuent à soutenir la vie familiale et individuelle. Obtenir l'eau potable, une école pour le *barrio*, une garderie pour les enfants, une salle de santé, une cantine pour enfants, le passage d'une ligne de transport ou une subvention pour un centre de sports, sont tous des supports du foyer et de l'individu attribués à la communauté locale, celle-ci étant définie en termes de quartier. Plus exactement, ce sont des efforts

---

[409] Castel, R., *op. cit.*, 1995, p. 34.

d'intégration sociale dans le cadre de la vie urbaine, celle-ci prenant la forme d'une inscription territoriale. Cette intégration est visée tant en termes de ressources matérielles que de normes.

Or, si nous reprenons le fil des Chapitres IV et V, cette construction de la sociabilité primaire a une importante relation avec l'organisation et la participation communautaire dans les *asentamientos*. De sorte que l'organisation communautaire est l'instrument qui permet en même temps de se mettre en relation avec d'autres institutions de la société (principalement représentées par le pouvoir politique local), et de mobiliser la coopération et le travail collectifs. Cependant, les liens construits par les occupants sont obligatoirement précaires, étant donné que, en premier lieu, les supports relationnels qu'ils parviennent à établir sont extrêmement dépendants des ressources qu'ils pourront obtenir de la société. Et, en deuxième lieu, dans la conjoncture actuelle de l'Argentine, les institutions n'apportent que des moyens précaires et insuffisants, tant en termes de ressources matérielles que de normes. C'est ainsi que le montrent les cas de la garderie et de la salle de santé de *El Tambo.* C'est ce qui arrive à chaque fois qu'il s'agit de faire fonctionner une cantine ou un réseau d'eau potable dans un quartier marginal.

Toute l'action collective des *asentamientos* est une tentative d'inscription urbaine. Même dans le contexte d'une grande précarité, l'*asentamiento* tente de s'intégrer à la ville. La communauté locale essaie de construire un lien avec l'ensemble de la société et les familles, de se doter des supports collectifs qui leur permettent de développer leur sociabilité. Même s'ils y parviennent de façon marginale, étant donné les limites qui s'imposent à une organisation locale dans la tâche de recréer les supports de la vie institutionnelle. D'une part parce que, évidemment, du moment où l'action collective vise une inscription territoriale, la relation des individus au travail ne fait pas partie de la mobilisation. Mais, d'autre part, à l'intérieur du projet d'inscription territoriale, parce que l'action collective s'opère dans un contexte de vulnérabilité généralisée, où les politiques publiques parviennent seulement à se superposer les unes aux autres sous la forme de palliatifs et où l'intégration sociale continue de se précariser. Ainsi, les possibilités de se réinsérer dans une zone d'intégration totale semblent très

lointaines et échappent dans une large mesure à l'action des occupants. En effet, même si le pouvoir d'intégration de la sociabilité primaire et de l'insertion urbaine est très fort, il ne parvient pas tout seul à restituer la précarisation des liens d'intégration sociale qui relient l'individu avec la société globale. Cependant, malgré la précarité, l'*asentamiento* tente au moins de fuir la condition de *ghetto* dans laquelle semble être tombée la *villa* et d'éviter la chute directe vers une zone d'exclusion. L'organisation du quartier et l'action collective menée dans le cadre des *asentamientos* devient un outil de pression sur le système institutionnel afin de trouver des solutions aux problèmes qui se présentent.

Enfin, le problème de l'organisation communautaire exige une précision. La communauté, fondée sur les liens d'appartenance locale, n'a pas un caractère qui transcende les objectifs de construction des espaces communautaires, l'accès aux différents services urbains ou plus généralement, la défense du monde de vie. L'existence d'aspects communautaires dans la vie des *asentamientos* est fondée sur la nécessité de s'organiser pour être en relation avec un entourage social qui est hostile à l'action isolée des familles ou des individus. De telle sorte que les liens communautaires se resserrent au moment de se mettre en rapport avec l'extérieur, face à une menace, au besoin d'organiser le travail collectif ou d'apporter le soutien à un dirigeant de quartier. Ensuite, ils se distendent ou seuls quelques groupes restent mobilisés : la communauté de quartier reste à état latent.

D'un côté, cela évite l'enfermement identitaire des occupations sur elles-mêmes, ce qui les conduirait également à la « ghettisation ». Au contraire, l'action des *asentamientos* vise toujours à s'intégrer dans la ville, en conséquence de quoi il est logique qu'à mesure que chaque organisation réalise ses objectifs, elle se dilue. Avec quels objectifs pourrait-on garder sur pied la Commission d'éducation, une fois que l'école pour le quartier a été obtenue ? C'est le cadre de précarité dans le registre de l'intégration sociale et la faiblesse de la reconnaissance dans le domaine politique ce qui maintient en vie les organisations de quartier. La Commission d'éducation, par exemple, reste sur pied afin d'obtenir des réponses aux déficits de l'école. Quand le système scolaire

fait fonctionner l'école du quartier en accord avec les standards sociaux, de manière « normale », la Commission d'éducation se démobilise. Mais ce n'est pas le cas des habitants des *asentamientos*, qui doivent toujours batailler pour garantir leur survie. Ce que nous avons observé, par contre, c'est un changement dans les conduites collectives. En effet, dans le passage de la première à la seconde forme d'action collective, nous constatons le passage d'une lutte pour obtenir l'institution, pour ramener l'institution au quartier, à une lutte pour garantir son fonctionnement.

De l'autre côté, du fait que face au système politique, c'est le sens stratégique de l'action qui prévaut parmi les orientations des organisations communautaires, il en résulte de grandes différences de développement entre les divers *asentamientos*. Sans oublier que les organisations préfèrent toujours la négociation isolée à l'union de tous les quartiers pour parvenir à des objectifs communs. Ainsi, par exemple, *El Tambo* - étant un cas exceptionnel - est parvenu à un très grand développement par rapport aux autres *asentamientos* : il a obtenu la propriété des terres et leur transfert à chaque habitant qui, dix ans après l'occupation, sont devenus propriétaires; ils ont asphalté les rues du quartier, construit une école publique, un centre de sports, la salle de premiers soins et la garderie; ils ont obtenu les installations d'énergie électrique, d'éclairage public et le téléphone. Le panorama est bien différent dans les cas de *17 de Marzo* et de *22 de Enero* : aucun des deux ne possède la propriété de la terre, ni d'asphalte, ni de téléphone, ni d'installation électrique régularisée. On peut voir que ces différences se produisent dans le champ des interventions institutionnelles obtenues, et non pas dans le champ de la sociabilité primaire.

La pauvreté et la précarité de l'habitat de la population qui participe dans les *asentamientos* trouve son origine dans la vulnérabilité de la situation sociale des habitants. De telle sorte que la vulnérabilité sociale affecte l'inscription urbaine que les occupants visent à reconstruire.

Défense de l'identité menacée et lutte pour la reconnaissance.

Les occupations illégales de terrains urbains ne sont pas un fait nouveau en Argentine ; tout au contraire, cette modalité s'est manifestée de manière importante depuis les années quarante sous la forme de bidonvilles. Ce qui caractérise les *asentamientos* à partir des années quatre-vingt, c'est la forme particulière que prend cette action collective par rapport à ses antécédents, et les représentations sociales auxquelles cette action est associée. En effet, l'action collective qui s'organise autour de l'objectif de la production de l'habitat est liée à la représentation du *barrio* comme habitat naturel de la vie quotidienne dans la ville. *Nous voulons faire un quartier, pas un bidonville*, est la phrase qui revient de centaines de fois et dans les innombrables versions des occupants, quel que soit l'interlocuteur : on le dit face aux caméras de télévision, au magnétophone du journaliste ou du sociologue, dans l'assemblée des *vecinos*, au fonctionnaire municipal, au maire ou au candidat député. Que veut-on exprimer par la répétition de cette phrase qui revient ainsi comme un refrain ?

Nous avons vu comment la figure du bidonville, de la *villa* en Argentine, représente un ensemble de fabulations stigmatisantes. Ce stigmate fonctionne à travers deux phénomènes associés. Le premier concerne l'existence d'une distance sociale importante entre l'univers du bidonville et celui du reste de la ville, étant donné le caractère fermé des bidonvilles et la ségrégation dont sont l'objet leurs habitants. Cette distance sociale favorise la création d'histoires fabulées où chaque bidonville est perçu comme un monde à part et mystérieux, qui est en même temps craint. Bien que la distance sociale se fonde sur un caractère objectif, les fabulations renforcent et reconstruisent cette distance à travers la stigmatisation.

Le deuxième phénomène associé à la stigmatisation de ces quartiers pauvres consiste en une assimilation entre l'identité attribuée à ses habitants et l'image visuelle qui est perçue de l'extérieur du bidonville. Vu du dehors, le bidonville semble un lieu fermé, désordonné, impénétrable. Il apparaît comme un non-habitat, dominé par l'image visuelle qu'on en a de l'extérieur. Cette image gouverne les représentations du bidonville parce que c'est la plus directe et la

plus facilement porteuse de sens; elle est simple et évidente. Ceux qui voient le bidonville de l'extérieur dotent leurs habitants des attributs du lieu, partant d'une vision qui s'étend ensuite au reste de la représentation qui s'est construite autour d'elle. De cette manière, même si cela pourrait paraître banal : on est un *villero* parce qu'on habite dans une *villa*, ou un *favelado* parce qu'on habite une *favela* ; l'habitant du bidonville est assimilé à celui-ci.

À la différence des habitants originaires des *villas* qui étaient des immigrés d'origines provinciale, les occupants des terres des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix sont des habitants de la ville. Comme on peut l'observer dans le Tableau 9, les as*entamientos* n'impliquent pas une situation de migration du type campagne-ville, mais des déplacements à l'intérieur même de la ville. Ainsi, pour le cas des *asentamientos* de La Matanza, 98% des enquêtés proviennent de différents lieux de Buenos Aires, et 73% du même district de La Matanza. Le fait qu'ils soient des habitants de la ville implique une certaine assimilation dans cette dernière et à la culture urbaine, raison pour laquelle ils connaissent parfaitement les fabulations sur le bidonville.

Dans sa majorité (67%, Tableau 18), les habitants des *asentamientos* proviennent de quartiers dans lesquels ils ont vécu des expériences préalables d'intégration sociale et d'inscription urbaine. Cette partie des occupants correspond à des jeunes ayant vécu avec leur nouvelle famille dans la maison de leurs parents, une maison « normale » dans un quartier. Leur expérience de la ville est celle des enfants de ceux qui ont acquis leur terrain dans des opérations de lotissements et qui y ont bâti leur propre maison. Pour une bonne part des occupants, plus des deux tiers, leur expérience de la ville n'est absolument pas celle d'un bidonville. Ainsi, ils ne se sentent pas des *villeros*, mais des habitants de quartier, des *vecinos*. Ils ont vécu et grandi dans ce qu'ils considèrent un *logement digne* et ils sentent y avoir droit. L'expression *logement digne* exprim non seulement un standard habitationnel, mais aussi un type d'inscription urbaine qu'ils identifient à l'idée de quartier. Cependant, en raison de la précarité de leur situation sociale, ils ne peuvent pas reproduire le logement au moyen des canaux reconnus ou institutionnalisés (ni par le biais du marché, ni par celui des politiques de logements sociaux) et ils perdent leur insertion

urbaine, où se trouve une partie de leur identité sociale qui se voit ainsi déstabilisée[410]. Le *vecino* d'un quartier qui est sur le point d'occuper illégalement un terrain a peur de perdre son identité sociale parce qu'il se représente lui-même un occupant de terres comme étant habitant de bidonville. Il a peur de devenir un *villero*. Alors, il cherche à se différencier de ce dernier, en s'attachant à l'idée du quartier et en lui donnant une importance spéciale. S'il a été exclu des canaux institutionnalisés d'accès au logement et qu'il l'assume, dans la mesure où il décide de participer à l'occupation illégale, le projet de construire un quartier peut agir comme un passeport de réinsertion sociale, mais le parcours qu'il doit faire est perçu comme dangereux. Ce danger ne surgit pas seulement de la possibilité des actions de répression, mais aussi et surtout de la crainte de rester à jamais stigmatisé.

Cependant, le sens donné à l'action collective des occupations et les représentations du quartier et du bidonville qui lui sont associées, ne se trouvent pas seulement chez ces occupants qui proviennent de quartier, mais chez l'ensemble des habitants de l'*asentamiento*. De telle sorte que ces habitants de bidonville qui se sont intégrés dans l'occupation (33% de nos enquêtés si nous ajoutons les bidonvilles et les NHT), participent de la même façon au projet. Si les uns ne veulent pas se voir collés à la stigmatisation, les autres essayent d'y échapper.

Ainsi, les occupants vont représenter l'idée de quartier à travers plusieurs éléments. Nous pouvons constater cela dans les témoignages, dont le premier est celui d'un occupant qui habitait avant dans un bidonville :

> « Quand nous sommes venus dans l'occupation, nous savions très bien que nous ne voulions pas répéter l'expérience du bidonville. Que les rues soient des rues, qu'il y ait un terrain pour chaque famille, que la place soit une place et le terrain de foot un terrain de foot. C'est-à-dire que nous voulions en finir avec ce qui nous affectait depuis très longtemps,

[410] Près des deux tiers de nos enquêtés (61%) sont venus dans l'occupation parce qu'ils ne pouvaient pas affronter le prix du loyer (29%), parce qu'ils se sentaient entassés, partageaient le logement avec leurs parents (28%), ou parce que leurs logements avaient été inondés (4%). *Cf.* Tableau 18.

c'est-à-dire, d'être des *villeros*... La différence entre un bidonville et une occupation est fondamentale : dans un bidonville on est entassé, même si tu construis, en haut il y a le voisin, à côté aussi, t'as les couloirs, t'as les égouts, les enfants n'ont pas de place pour jouer, ils n'ont pas leur espace à eux... Je pense que la différence est dans la vie : dans un *asentamiento* t'as ce qu'on appelle un territoire familial, où tu éduques tes enfants, où tu habites avec ta famille, t'as un petit terrain. Dans un bidonville, tu n'as pas d'espace pour vivre. »[411]

Le problème de la chute dans le bidonville ou de la possibilité d'y échapper, est un problème touchant à l'organisation matérielle de la vie quotidienne. Même si les occupants vivront dans les premiers mois dans une situation pire, ils espèrent sortir rapidement de cette situation d'urgence et ils ont confiance en un certain progrès. Mais, ce qui pousse principalement à fuir le bidonville c'est la stigmatisation qui lui est associée, stigmatisation faisant partie de la socialisation urbaine des catégories populaires.

Par rapport au phénomène de la stigmatisation, Goffman signale que celle-ci affecte, sous la forme de vagues décroissantes ou de circuits concentriques qui partent du sujet stigmatisé, tous ceux qui interagissent avec lui. De telle manière qu'à mesure que la distance sociale augmente et que les interactions diminuent, le stigmate perd de son intensité. A tel point, que nous pourrions penser un large *continuum* de positions qui vont du sujet stigmatisé vers celui qui stigmatise. Plus le point de vue de celui qui regarde vers le bas dans l'échelle sociale est socialement loin du bidonville, plus le groupe de ceux qui portent le stigmate est grand. En revanche, ceux qui sont proches du bidonville occupent à la fois une position ambivalente en tant que sujet stigmatisé et stigmatisant. Ceci agit comme une motivation vers la différenciation et la prise de distance par rapport à l'habitant du bidonville, afin de déposer en celui-ci toutes les qualités négatives et échapper au stigmate.

---

[411] Le témoignage est cité dans NOVARO, Marcos & PERELMAN Pablo: *La pobreza en el Area Metropolitana de Buenos Aires. Una visión de sus características y su evolución*, Buenos Aires, IIED-AL, diciembre 1993.

De l'autre côté, le stigmatisé ne se sent pas porteur de la qualité stigmatisante, mais un être humain normal. Mais en même temps, il partage les points de vue de la société dans son ensemble sur le stigmate. Il en résulte donc que les pauvres qui se trouvent socialement proches du *villero* partagent avec le reste de la société le point de vue stigmatisant, mais qu'en même temps, ils sentent le danger d'être affectés par le stigmate. D'où le désir de différenciation. A l'intérieur du bidonville, il est très courant d'entendre dire à l'un de ses habitants que *celui-là oui, c'est un villero* [en parlant d'un autre habitant]*, pas nous*. En général, ce n'est pas bien vu d'habiter en face d'un bidonville et ceux à qui ça arrive essayent toujours que les autorités le fassent disparaître, la plupart du temps en arguant la perte de valeur des propriétés. Cependant, à l'autre extrême de l'échelle sociale, pour ceux qui sont loin du lieu et habitent dans les quartiers riches de la ville, il n'y a aucune différence entre la *villa* et l'*asentamiento* : *ce sont tous des villeros*. Dans ce sens, les occupants perçoivent, à partir de la proximité géographique qu'il y a entre les deux quartiers et du fait que tous les deux sont des occupations illégales, leur proximité urbaine, sociale et symbolique avec le bidonville. La définition en permanence face à la possibilité d'être confondus avec les habitants de bidonville montre le désir de se différencier afin d'esquiver la stigmatisation: *nous voulons faire un quartier, pas un bidonville* (« queremos hacer un barrio, no una villa »). – *Nous voulons êtres des humains et non pas des villeros ou des favelados*, voilà ce qui est dit.

Un autre témoignage exprime des éléments concernant la légalité et les faits concrets par lesquels l'*asentamiento* cherche à se différencier du bidonville. Nous avons enregistré la déclaration d'une habitante de *El Tambo* au moment même où il avait été obtenu que l'entreprise d'électricité mette en place ses services, en remplaçant les branchements clandestins :

> « Oui... il y a beaucoup de différences avec le bidonville. Par exemple, t'as les compteurs d'électricité qui se trouvent sur la porte de chaque terrain. Ici, tout le monde paie l'électricité... C'est vrai qu'il n'y a pas longtemps nous étions aussi "branchés", mais maintenant, tout le monde paie, parce qu'ici, nous sommes tous des gens bien. D'un autre côté, regarde les

trottoirs, les pâtés de maison... ici, les gens travaillent beaucoup pour construire le quartier. Tous les terrains ont une clôture, les gens ont tout nettoyé, il n'y a pas de déchets par terre. Et les *vecinos* construisent petit à petit leur maison. Si tu viens le dimanche dans le quartier, tu verras tout le monde construire des murs ou faire quelque chose pour améliorer, et c'est pour ça que petit à petit c'est devenu un *barrio* (un quartier). » - Alicia, de *El Tambo*

L'idée de la légalité a un sens fort et se fait présente dans la volonté d'appropriation du lieu et le désir de devenir un jour propriétaires. Même si l'idée de l'effort, de ce qu'on peut obtenir avec son propre travail occupe une place importante.

« Ici, personne n'attend de cadeaux. Nous voulons que le gouvernement nous donne la possibilité d'acheter les terrains à un prix juste et que les gens puissent payer. Que chaque *vecino* puisse avoir son lot et devenir propriétaire là où il habite. On nous accuse d'*usurpateurs*, mais nous voulons acheter pour que cet endroit nous appartienne et que chacun ait son petit bout de terre. » - Gabriel, *Augustín Ramirez*

Le terme d'usurpation auquel il est fait référence dans ce témoignage est l'une des figures juridiques utilisées fréquemment dans les Tribunaux, au cours des procès qui sont entrepris face aux occupations illégales, ce terme étant également utilisé souvent dans la presse pour discréditer les occupants. Ainsi, de l'extérieur de l'*asentamiento*, les occupants sont qualifiés de *villeros* et d'*usurpateurs*, alors qu'ils se réfèrent à eux-mêmes en termes d'*habitants* (vecinos). Ceci, exprimé à plusieurs reprises dans les enquêtes et dans les observations que nous avons réalisées tout au long de notre travail de terrain, rend compte du désir de différenciation sociale, qui est l'une des composantes autour desquelles les occupants donnent un sens à l'action collective. L'une des facettes de ce désir de *faire un quartier* consiste en la nécessité de recomposer l'identité urbaine de l'habitant de quartier (*el vecino de barrio)* menacée par

l'épuisement des voies institutionnelles de reproduction du logement. De cette façon, le problème habitationnel est doté de sens dans un premier temps parce que le logement est intégré dans un complexe urbain (le *quartier*), et parce que cet habitat menacé représente une identité que l'on veut récupérer. Si la figure du *vecino* acquiert dans ses représentations un contenu moral (*un tel est un bon vecino*), c'est parce qu'elle est mise en face de la figure de l'habitant de bidonville à laquelle on attribue tous les maux, en la transformant en un pôle de référence négatif. Les deux figures se construisent dans une relation de dialogue tacite où l'une façonne l'autre. La figure du *villero* permet au *vecino* de se différencier et de réaffirmer sa place dans la société. En effet, l'existence de ce groupe de pauvres stigmatisés rend possible que le *vecino* se différencie en construisant un sentiment de dignité personnelle et en jouissant d'une certaine reconnaissance sociale (*nous avons droit à un logement digne*).

Qui plus est, ces éléments présents dans le discours des occupants sont également exprimés dans la production de l'habitat. Ainsi, à travers la description que nous avons faite de l'*asentamiento* au Chapitre IV, nous avons identifié les éléments urbains au moyen desquels l'action des occupants est orientée pour reconstruire leur identité menacée à travers une inscription urbaine qui joue à la fois sur le terrain matériel et symbolique.

DE L'INSCRIPTION TERRITORIALE.

Nos observations sur les occupations illégales ayant eu lieu en Argentine à partir des années quatre-vingt nous permettent d'apporter quelques éléments à la compréhension des quartiers. Afin d'enrichir nos observations, nous profiterons aussi des enquêtes que nous avons menées dans des quartiers de Dakar, Montevideo et Port-au-Prince, ainsi que d'autres exemples pris dans la littérature.

Les solidarités de quartier.

Dans les milieux pauvres des grandes villes contemporaines, les manifestations de la solidarité primaire prennent la forme de solidarités de quartier. Dans les cas que nous étudions ici, ces solidarités locales prennent trois formes principales : la famille, le voisinage et les organisations de quartier. D'autres manifestations de la solidarité locale trouvent leur voie à travers les groupes d'âge, la camaraderie professionnelle ou d'autres activités communes, enfin, les lieux d'origine pour les immigrés, par exemple.

Dans les quartiers pauvres et marginaux, la famille persiste comme le principal lien de solidarité locale. Cette structure s'étend à travers la parenté et constitue le principal soutien des individus face aux incertitudes ou aux avatars qui déparent souvent la vie quotidienne. Suivent, évidemment, les liens résultant de l'activité professionnelle, donnés par la solidarité entre travailleurs souvent *de la même boîte*, parfois partageant une activité comme c'est le cas de tous ceux qui s'entraident dans la recherche de travail dans le bâtiment. Il ne

s'agit pas de la solidarité professionnelle ou syndicale à proprement parler, mais de l'expression territoriale de celle-ci. Cette modalité est particulièrement marquée dans les quartiers construits autour d'une usine. C'est le cas des quartiers ouvriers traditionnellement étudiés par la sociologie urbaine. Dans ce sens, Christian Topalov a fourni la meilleure description des solidarités de quartier populaire dans les grandes villes de la fin du XIXe et du début du XXe siècle, en montrant que « ces communautés […] profondément hiérarchisées […] fournissent à leurs membres des ressources qui permettent de faire face à l'irrégularité des salaires »[412]. Un autre support important des solidarités locales est donné par les organisations religieuses. Que se soit dans les paroisses, les communautés ecclésiastiques de base ou les groupements pentecôtistes, y compris diverses formes de syncrétisme (catholicisme-vaudou en Haïti, macumba-catholicisme au Brésil), en Amérique latine l'institution religieuse constitue un puisant conducteur de liens dans le quartier. Les jeunes tissent aussi d'autres types de lien locaux, s'exprimant souvent sous un registre esthétique, musical, dans l'habillement ou directement urbain comme les *graffitis*.

Ces formes de solidarité se traduisent aussi, évidemment, comme autant de composants de l'identité collective et individuelle. Identité et solidarité constituant deux aspects du même phénomène sociologique.

Dans certaines villes, les solidarités de quartier prennent d'autres formes. Ainsi à Dakar l'extension des familles polygamiques s'exprime d'une façon particulière : les *concessions*. Celles-ci sont des unités d'habitation réunissant des ménages composés d'une ou de plusieurs familles. Dans la même ville, les vastes réseaux familiaux sont imbriqués avec les structures lignagères (sous l'autorité du *serigne,* par exemple) ainsi qu'avec les *confréries* musulmanes (sous l'autorité du *marabout*).

Ces structures de solidarité de quartier ont été souvent décrites, constituant un classique des études urbaines comme celles effectuées par l'École de Chicago ou des quartiers « marginaux » en Amérique latine, par exemple.

---

412 Topalov, Ch., *op. cit.*, 1994, pp. 55. Voir aussi les travaux réunis par Susanna MAGRI et Christian TOPALOV : *Villes ouvrières 1900-1950*, Paris, L'Harmattan, 1989.

Néanmoins, un déficit théorique apparaît lorsqu'on veut aller au-delà du constat que le quartier est une source spécifique de solidarité. Nous essaierons d'apporter des éléments de réponse à trois questions : Quelles sont les principales caractéristiques de cette solidarité de quartier dans les villes contemporaines ? Quelles sont les limites de cette forme de solidarité ? Quelle est la relation entre ces formes de coopération et le rapport au politique des habitants et, plus précisément, avec leur mobilisation collective ?

Le premier trait des solidarités de quartier est de se constituer sur la base de réseaux et de structures de « sociabilité primaire ». Afin de conceptualiser celle-ci, nous partirons avec Robert Castel du fait que la sociabilité primaire se définit à partir de « systèmes de règles liant directement les membres d'un groupe sur la base de leur appartenance familiale, de voisinage, de travail, et tissant des réseaux d'interdépendances sans la médiation d'institutions spécifiques »[413]. Ainsi, les sociétés entièrement régies par la sociabilité primaire seraient des « sociétés de permanence au sein desquelles l'individu, encastré dès sa naissance dans un réseau serré de contraintes, reproduit pour l'essentiel les injonctions de la tradition et de la coutume ». Il s'agit, dans ce cas, des sociétés peu différenciées, avec peu de division du travail. « On applique généralement aux sociétés dites sans histoire ce modèle - ici très simplifié - de formations sociales qui se reproduiraient à l'identique en imposant une programmation stricte aux prestations des individus »[414].

Au-delà des sociétés « traditionnelles » qui ont inspiré cette théorisation en sociologie, la conceptualisation des solidarités locales présente un grand intérêt pour l'étude des quartiers dans les villes contemporaines. En premier lieu, une théorie de l'intégration sociale doit forcement tenir compte de ce type de lien social[415]. À tel point que la désaffiliation telle que Castel l'entend « est, en un

---

[413] Castel, R., *op. cit.*, 1995, p. 34, nous soulignons. Sur la solidarité primaire voir p. 34-43.

[414] *Ibidem,* p. 34-35. Castel précise que « ce schéma s'applique, dans une certaine mesure et sous réserve de certaines précautions, à la société féodale telle qu'elle a existé en Occident avant l'an mille », p.37.

[415] Nous rappelons qu'au-delà du fait que le travail constitue « un support privilégié d'inscription dans la structure sociale », Castel a proposé une théorisation de l'intégration sociale à partir du croisement des deux axes du « relationnel » (les réseaux de la sociabilité primaire) et du « travail » (*Cf.* CASTEL, Robert : « De l'indigence à l'exclusion, la désaffiliation. Précarité du

premier sens, une rupture de ce type par rapport à ces réseaux d'intégration primaire ; un premier décrochage à l'égard des régulations données à partir de l'encastrement dans la famille, le lignage, le système des interdépendances fondées sur l'appartenance communautaire. Il y a risque de désaffiliation lorsque l'ensemble des relations de proximité qu'entretient un individu sur la base de son inscription territoriale, qui est aussi son inscription familiale et sociale, se trouve en défaut pour reproduire son existence et pour assurer sa protection » [p.35]. En effet, de l'enfance à l'âge adulte, les individus ont besoin du concours d'autrui pour survivre et s'intégrer à la société dans laquelle ils vivent. Ce concours, sujet fondateur de la sociologie, est en premier lieu apporté par les proches de l'individu, à commencer par la mère et la famille. Dans la vie urbaine, le soutien est fourni par le quartier en tant que forme élargie du relationnel. La maison et le quartier sont dès lors les espaces de l'organisation de diverses formes de solidarité de proximité.

En deuxième lieu, ce type de solidarité représente un support privilégié dans ces quartiers où leurs habitants souffrent d'une intégration fragile dans l'axe du travail et où ils sont en contact avec des institutions qui couvrent mal ou peu l'existence des individus. Ainsi, dans les quartiers des villes modernes, les solidarités locales réapparaissent comme source d'affiliation face aux défaillances des systèmes de protection sociale et à la fragilisation du monde du travail[416]. C'est ce qui nous a permis de comprendre l'une des dimensions des *asentamientos* : la constitution d'un groupe à partir de l'investissement des terrains et l'organisation de la coopération entre pairs comme une tentative de défense face à la désaffiliation.

---

travail et vulnérabilité relationnelle » in Jacques DONZELOT : *Face à l'exclusion. Le modèle français.* Paris, Esprit, 1991, pp. 137-168.). Ainsi, l'auteur précise qu'« il existe en effet, une corrélation forte entre la place occupée dans la division sociale du travail et la participation aux réseaux de sociabilité et aux systèmes de protection qui 'couvrent' un individu face aux aléas de l'existence. D'où la possibilité de construire ce que j'appellerai métaphoriquement des 'zones' de cohésion sociale. Ainsi l'association travail stable-insertion relationnelle solide caractérise une zone d'intégration. A l'inverse, l'absence de participation à toute activité productive et l'isolement relationnel conjuguent leurs effets négatifs pour produire l'exclusion, ou plutôt, (...) la désaffiliation. La vulnérabilité sociale est une zone intermédiaire, instable qui conjugue la précarité du travail et la fragilité des supports de proximité », *op. cit.*, 1995, p.13.

[416] Pour une étude de quartiers dans la banlieue parisienne dans cette perspective voir BACQUÉ, Marie-Hélène & SINTOMER, Yves : « Affiliations et désaffiliations en banlieue », Paris, *Revue française de sociologie n° 42-2,* avril-juin 2001, pp. 217-249.

Ces structures et réseaux de solidarité donnent lieu à une sociabilité de type communautaire à partir de l'inscription territoriale des individus. Ces communautés peuvent, donc, sous certaines conditions, pallier les déficits de l'intégration secondaire en mobilisant les potentialités de cette solidarité. « Elles réaffilient les individus déstabilisés en sollicitant les ressources économiques et relationnelles de l'environnement familial et/ou local. [...] Au-delà de la famille, la communauté territoriale peut, même en l'absence d'institutions spécialisées, assurer certaines régulations collectives [...] Elle peut aussi veiller à ce que les membres les plus démunis de la communauté bénéficient d'une prise en charge minimale [...] ». C'est justement l'inscription territoriale, appuyée en partie sur cette solidarité de proximité, ce qui « permet de comprendre que la pauvreté puisse dans ces sociétés être immense et générale sans poser une "question sociale" »[417]. La constitution d'un groupe humain sur la base des solidarités de quartier permet, donc, d'établir certaines régulations (afin que ce soit *un quartier et ne pas un bidonville,* par exemple) et de soutenir les individus (garder les enfants ou conduire les jeunes sur le marché du travail lors de leurs premières expériences).

Un élément indispensable à la compréhension des solidarités locales est donné par la « base sociale » du quartier[418]. Qui sont les habitants du quartier, socio-économiquement parlant ? Sont-ils des salariés, des ouvriers, peut-être sont-ils des chômeurs ou des ruraux venant d'arriver en ville ? Quel est le degré de cohésion et de protections sociales auquel ils sont arrivés ? Il est important de connaître autant leur « situation » que leur « parcours » en tant que groupe et que catégorie. Ainsi, nous avons vu que les habitants des *asentamientos* sont des « travailleurs précaires » et qu'ils subissent un processus de désaffiliation commun à la plupart des catégories populaires en Argentine. Ceci est particulièrement important dans cette population de jeunes (autre de ses caractéristiques dominantes), car ils ont été socialisés dans un monde qu'ils n'ont plus les moyens de reproduire.

---

[417] Castel, R., *op. cit.*, 1995, p. 36 et 39.

[418] Manuel Castells a attiré l'attention sur la « base sociale » d'un mouvement social urbain, c'est-à-dire sur la « situation de classe » des habitants du quartier. *Cf.* CASTELLS, Manuel :

En relation aux formes concrètes qu'il prend dans chaque ville, ce tissu de solidarités de quartier propre aux populations pauvres et marginalisées peut être décrit selon la métaphore d'une « société en grappe »[419]. Éloquente, cette image décrit avec justesse la structure d'une société locale composée de groupes de nature diverse reliés par des pédoncules étagés sur un axe commun. Par exemple, la famille, le lignage, l'ethnie, les associations de quartier, les confréries sont les grappes constitutives des quartiers sénégalais. A l'intérieur de chaque *grappe*, on trouve des « microsociétés » fonctionnant selon des modalités traditionnelles ou coutumières, religieuses, familiales ou associatives et définissant autant de modalités hiérarchiques. De cette façon, l'image des grappes permet de saisir le caractère à la fois fragmenté et connecté de la société locale. On trouve un schéma similaire dans les villes d'Amérique du Sud, avec d'autres manifestations. Ainsi, à Buenos Aires ou à Montevideo, il est question de Communautés ecclésiastiques de base, de groupements protestants, de partis politiques, d'organisations de quartier, de groupes de jeunes, parfois de groupes ethniques ou d'origine diverse. Alors qu'en Afrique elles peuvent avoir une importance majeure, en Amérique latine le poids des structures traditionnelles est très faible.

À ce niveau, l'inscription des individus dans le quartier s'opère sur la base de l'appartenance multiple, du fait qu'une seule personne adhère généralement à plusieurs groupes, réseaux ou structures. Par exemple, les jeunes de *El Tambo* peuvent participer à la Radio, au groupe Action, à la Coopérative du quartier, aux communautés ecclésiastiques du Patronage Español, à différents groupes politiques, dans un réseau de vente de marihuana et à des groupes culturels autour des bandes de rock. Dans un autre contexte, à Dakar, un jeune peut participer à la solidarité familiale, être affilié à une confrérie, respecter la hiérarchie lignagère et s'intégrer dans une association de quartier pour l'éducation des enfants ou le sport. De même, une femme verse ses cotisations

---

Problemas de investigación en sociología urbana, Madrid, Siglo XXI, 1971. Voir aussi, *op. cit.*,1972.

[419] *Cf.* NDIONE, Emmanuel S. : *Dakar, une société en grappe,* Paris-Dakar, Karthala – Enda Graf, 1993, 1ère éd. 1987.

dans la tontine ou le *mbotaye*[420], participe à un groupement de femmes pour la teinture et la couture et prend part au réseau de solidarité familiale. En Argentine, il est possible qu'un homme s'intègre dans le quartier à la *barra* d'une équipe de football, à une *murga* pour le carnaval, qu'il aille à l'église et qu'il soutienne le *restau du quartier.*

L'inscription multiple des individus peut constituer leur principale forme d'intégration sociale, surtout si leur participation aux circuits et institutions de la société globale reste marginale. Nous avons observé, dans plusieurs quartiers du Grand Buenos Aires aux moments des pics d'hyper-inflation (en 1989 et en 1991), lorsque les revenus des plus pauvres perdaient toute valeur, comment la survie la plus élémentaire était assurée par la solidarité de quartier[421].

Cette multi-appartenance de base territoriale constitue donc, parfois, le principal rempart des individus face à la dérive. Les individus vont essayer de multiplier autant que possible leurs inscriptions dans les différentes *grappes*. Ils arrivent ainsi à construire une sorte « d'assurance multirisques » permettant de faire face à la maladie, aux besoins de dépenses extraordinaires, aux moments de pénurie, etc. La différence entre les solidarités de quartier que nous pouvons observer actuellement et les formes de sociabilité primaire étudiées par la sociologie en milieu traditionnel, c'est que les premières ne constituent pas la seule forme de coopération et de régulation sociale. Ce que nous pouvons observer aujourd'hui dans les quartiers, ce sont des formes de sociabilité territoriale qui viennent pallier ou atténuer les déficits ou les absences dans le domaine du travail ou des régulations institutionnelles relevant de la société globale.

Au niveau collectif, les groupes se recouvrent entre eux en se chevauchant comme des cercles dans les intersections d'un diagramme de Wenn. Cette superposition est une expression collective du phénomène antérieur

---

[420] Le *mbotaye* est un groupe d'entraide sociale associant les femmes d'un même quartier pour le soutien de chaque membre en cas d'urgence.

[421] Une étude des entrées monétaires dans des familles de la banlieue de Dakar estimait en 1991 que l'apport du chef de famille constituait seulement 34% du budget du ménage alors que les apports provenant de la solidarité représentent 60%. *Cf.* NDIONE, Emmanuel S. : *Le don et le recours. Ressorts de l'économie urbaine*, Dakar, Enda, 1992.p. 143., Nous avons pu observer, également, à Port-au-Prince, dans un moment de particulière décomposition sociale, comment les

d'appartenance multiple, et il est important de la prendre en compte pour interpréter le rôle des différents acteurs et agents de la vie sociale. Les différentes formes d'action collective se trouvent superposées et si chaque niveau garde un certain degré d'autonomie, les cercles d'appartenances déterminent dans une large mesure la complexité de la trame sociale, notamment du fait qu'ils obéissent à des logiques diverses.

C'est au cœur du réseau des solidarités locales que les traditions et les particularités de chaque peuple prennent leur plus grande importance. En effet, si en Haïti c'est le vaudou qui assure dans une large mesure le ciment des solidarités, ce rôle est tenu au Sénégal par les confréries ou les ethnies. En Amérique latine, il serait plus probablement question des paroisses de l'Église catholique ou des réseaux de clientélisme. Dans certaines villes du Brésil, on peut trouver une forte incidence du syncrétisme macumba – catholicisme et dans les villes des Andes le composant ethnique acquiert une grande importance. Dans le cas de l'Argentine ou de l'Uruguay, les traditions populaires renvoient aux organisations de quartier elles-mêmes, aux partis politiques et à l'Église catholique, en train de vivre un phénomène de syncrétisme avec les groupes charismatiques de confession pentecôtiste, ces dernières en pleine expansion. Parfois ce sont les régions ou les pays d'origine des populations migrantes (nous avons observé l'existence des groupes de « Paraguayens », des « Boliviens » et des *santiagueños* ou *tucumanos*), et en général, les partis politiques constituent aussi une base importante de groupement dans les quartiers. Au Rio de la Plata, le football est toujours une source d'identité de quartier (des quartiers entiers s'identifient à une équipe) et à Montevideo, le *candombe,* les *murgas* et les *tablados* identifient chaque quartier autour du carnaval et servent à nouer des liens de solidarité importants.

Or, nous pouvons indiquer qu'au-delà des particularités propres à chaque pays, les solidarités de quartier présentent quatre caractéristiques centrales. La première c'est d'être une solidarité de « proximité », une sociabilité de « proches »

---

structures de quartier rendaient possible la survie. *Cf.* MERKLEN, Denis : *Le Projet Jalousie : développement intégré d'un bidonville haïtien, Pétion Ville, Haïti,* Paris, UNESCO/MOST, 2000.

où l'aide est personnalisée, sur la base d'une interaction face-à-face. C'est le résultat de l'absence de médiations institutionnelles, ce qui explique l'importance des relations familiales et de voisinage (ce qui donne lieu au « relationnel » théorisé par R. Castel). Or, en même temps, cette absence de médiations institutionnelles nécessite souvent la présence d'autorités de type traditionnel ou charismatique (au sens weberien), comme mode de régulation sociale (ce qui explique l'importance des églises et des leaders de quartier). La deuxième caractéristique est donnée par la territorialité des réseaux et des groupes, ce qui les oblige à une définition de leurs limites en termes géographique. C'est pour cette raison que ce type de lien social prend la forme d'une inscription territoriale en milieu urbain. Finalement, en vue de l'insuffisance de chaque groupe d'appartenance pour réguler la vie collective et pour servir de support aux individus, l'inscription territoriale découle d'une situation d'appartenance multiple que nous venons de décrire.

Les institutions au quartier.

Les solidarités de quartier ne peuvent pas être comprises de manière autonome, ce qui nous conduit à penser les limites de la sociabilité locale ou de proximité. En premier lieu, l'intégration sociale des individus dépend essentiellement de leur participation au monde du travail et l'évolution de la vie au quartier dépend de régulations opérées par des institutions relevant de la « société » et non de la vie locale[422]. Plus généralement, on peut dire que la sociabilité des individus, que ce soit sur le plan cognitif ou de leur participation à la production matérielle de la société, dépend d'institutions qui ne se situent pas

[422] C'est pour ce motif que nous avons besoin de caractériser la population du quartier à travers quelques données statistiques relevant, par exemple, de l'âge, de la relation au travail, des revenus, du niveau de scolarité, etc. Nous n'aurions pas pu comprendre les *asentamientos* sans cette caractérisation. D'un point de vue statistique, il serait d'ailleurs impossible de comparer deux quartiers sans cette information apportant au moins quelques éléments sur la participation des individus à la société.

au niveau du quartier[423]. En deuxième lieu, il est nécessaire de préciser que les ressources mobilisées par les groupes et réseaux de base locale, trouvent leur origine, pour la plupart, dans la « société » et non dans le quartier. En effet, si le quartier peut mobiliser ses propres ressources, en général la vie au quartier dépend matériellement et symboliquement de l'extérieur. Ainsi, nous avons vu comment, au niveau symbolique, les normes et valeurs mobilisées par les habitants des *asentamientos* (condensées dans les figures d'un *logement respectable* - « una vivienda digna » – et du quartier dans son opposition au bidonville) trouvent leur origine ailleurs, et notamment dans l'histoire des combats des catégories populaires pour leur reconnaissance (ce qui nous a mené à puiser dans l'histoire des catégories populaires en Argentine – Chapitres I et II – et de leurs modalités d'inscription territoriale – Chapitre III). Troisièmement, l'importance acquise par les solidarités de quartier dans des différentes villes ou pays, ou dans la même ville à travers son histoire, dépend du développement des institutions.

Ainsi, les institutions s'avèrent d'une importance vitale au moment de comprendre la vie des quartiers. D'après la conceptualisation classique de Durkheim, les institutions représentent cet aspect de la « société » allant au-delà du « social » par sa cristallisation dans des normes qui déterminent une distribution complémentaire des rôles sous l'égide d'une autorité reconnue commune[424]. Dans cette perspective, deux hypothèses de valeur générale peuvent être formulées concernant la relation entre les solidarités locales et les institutions.

Selon la première, nous pourrions dire que les institutions organisent le cadre de ce qui est perçu comme « normal » à travers, notamment (mais pas exclusivement), la loi. Ainsi, dans les quartiers dont il est question ici, il y a des individus qui se trouvent hors du cadre du « normal », à partir de la comparaison avec une situation de fait et un certain modèle de participation dans la société. Cette définition *a priori* n'est pas arbitrairement établie par le chercheur. Elle

---

[423] Sur un plan symbolique, nous nous référons aux travaux de Mary Douglas, *op. cit.,* 1986 ; sur un plan matériel, nous nous référons à ceux de Robert Castel, *op. cit.*, 1991, 1995 et 2001.

[424] *Cf.* DURKHEIM, Émile : *De la division du travail social*, Paris, PUF - Quadrige, 1998. 1re édition Paris, 1895.et *Leçons de sociologie*, *op. cit.*, 1947.

découle de l'existence de « droits » qui définissent un citoyen. Les droits sont reconnus par tous, mais pas leur jouissance. C'est la situation de celui qui installe sa maison sur un terrain occupé illégalement, de celui qui se sert des installations clandestines d'eau ou d'électricité, des squatters en général, ou encore de celui qui habite une forme urbaine stigmatisée, comme le bidonville. C'est cette « distance institutionnelle » qui a permis de définir ces populations comme « marginales »[425]. Or, ce n'est pas cette qualification faite par le chercheur qui nous intéresse. La distance institutionnelle questionne l'identité des habitants car elle met en jeu l'inscription territoriale des individus. Selon ce que nous avons pu observer, l'habitat, l'habitation ou encore le cadre de vie, ne sont pas uniquement en relation avec la reproduction quotidienne des individus. Ce qui est en jeu dans l'inscription territoriale c'est la reconnaissance sociale des sujets. Ainsi, le fait de vivre dans une maison et un quartier *respectables* concerne directement l'identité des individus. Ces individus se trouvent ainsi dans une relation ambiguë vis-à-vis du système institutionnel et de l'État.

Alors, comme nous l'avons indiqué, l'inscription territoriale ne se constitue pas seulement avec la solidarité de voisinage. On peut dire qu'un quartier ne se bâtit pas avec la seule entraide. Sans la présence des institutions qui régulent la vie sociale et définissent *a priori* la vie « normale », le quartier devient seulement un refuge. Ce « refuge » découle, d'une part, des solidarités locales, et de l'autre de la capacité des chasseurs d'obtenir les ressources nécessaires à la survie. Mais il ne permet pas encore un lien avec la société.

La deuxième hypothèse établit un rapport inverse entre solidarités de quartier et développement institutionnel : plus les institutions sont fortes, plus les solidarités de quartier sont faibles et occupent une place secondaire dans la vie des individus. Inversement, c'est là où les solidarités locales sont fermes et denses à la fois qu'on observe des populations moins intégrées au monde institutionnel.

---

[425] Le texte de Silvia Sigal que nous avons cité (Sigal, *op. cit.,* 1981) sert de base à ce développement. Cet article constitue une synthèse remarquable des divers développements élaborés autour de la dite « théorie de la marginalité ». Ce travail permet une élaboration conceptuelle qui va au-delà de ce champ de débats à partir de solutions critiques à la plupart des objections qui ont été faites aux différentes visions de cette « théorie ».

Cette hypothèse peut être vérifiée à partir d'une différence de type général entre les pays du « Nord » et du « Sud ». Depuis longtemps, les progrès du capitalisme et de l'organisation de l'État en Europe occidentale et dans des pays comme les États-Unis ou le Canada, ont provoqué, d'abord, la disparition progressive de la plupart des organisations de type communautaire et, plus récemment, de celles qui appartenaient à la culture ouvrière. À la fin du siècle dernier, la réapparition du chômage de masse et d'une « nouvelle pauvreté » a atteint les catégories défavorisées, les mettant dans des situations de vulnérabilité et de désaffiliation. Les structures familiales et la solidarité locale du type quartier ouvrier étant affaiblies, les exclus du travail se sont trouvés dans un état de dépendance vis-à-vis de l'État et démunis de moyens organisationnels. On peut alors comprendre la légitimité d'une demande de réduction de l'État au profit de la « société civile ». Cette situation ne s'est pas installée avec autant de force dans les villes du « Tiers monde » où, en général, les structures communautaires sont plus ou moins fortes et les structures de l'État beaucoup moins puissantes. C'est en partie cette fermeté des solidarités de quartier ce qui a permis aux populations de mieux résister à l'appauvrissement et à l'ébranlement institutionnel constaté dans plusieurs pays dont l'histoire récente de l'Argentine offre un exemple très significatif.

Encadré 9 : Les quartiers marginaux[426].

Dans une ligne d'interprétation qui reprend les contributions faites lors du débat des sciences sociales latino-américaines autour du concept de « marginalité », nous pouvons caractériser les « quartiers marginaux »[427].
Ces quartiers ont quatre caractéristiques principales : Premièrement, nous constatons une participation « marginale » des individus dans la société, visible notamment dans l'intégration au marché du travail. Ainsi, nous pouvons constater une « distance institutionnelle » entre les salariés stables et les travailleurs mis aux marges de la société qui a « autant d'importance que la différence entre leurs revenus ». « Les travailleurs stables se définissent largement en fonction de leur appartenance à un système d'autorité au sein de l'entreprise et leur comportement renvoi à des conflits vécus de manière consciente avec le patronat. En revanche, la population marginale […] est partagée essentiellement entre la soumission à un marché – de produits ou de main d'œuvre – et la relation ambiguë avec le système institutionnel et l'État »[428]. De manière plus générale, « marginalité » ne veut pas dire séparation de la société mais une forme particulière d'intégration. Nous pouvons ainsi parler d'une intégration marginale où les institutions laissent les individus dans des zones d'instabilité et de fragilité en coexistence avec d'autres zones de stabilité et de pleine intégration à la norme.
Deuxièmement, nous devons souligner l'importance de l'occupation illégale du sol et, souvent, l'accès illégal aux services et équipements de consommation collective. Cet élément donne à la distance institutionnelle une dimension spécifiquement urbaine qui met les habitants en relation avec l'État. Un rapport au politique est dès lors construit à partir du fait que l'État apparaît comme le garant des « droits », dans ce cas du droit à la ville (lequel ne peut pas être entièrement satisfait par le marché).
Troisièmement, nous constatons l'existence de comportements spécifiques. Ces comportements relèvent de la logique du « chasseur » (en coexistence avec des aspects de la quotidienneté assurés par des relations stables).
Quatrièmement, l'élément distinctif d'une intégration marginale est la « distance institutionnelle » entre les conditions d'existence effectivement vécues et l'existence de standards consacrés dans la loi comme des « droits ». Ces droits sont reconnus comme faisant partie d'une citoyenneté, doivent être garantis par l'État (qui ne le fait pas pour tous) et sont effectivement acquis par une partie des travailleurs. Ceci donne une spécificité aux quartiers marginaux. Ce ne sont pas tant les quartiers des villes où la pauvreté est tellement répandue que les « droits » n'ont jamais fait partie du quotidien de « personne ». Ce ne sont pas non plus les quartiers d'exclusion, comme le *ghetto*, complètement séparés de la société. Ce sont les quartiers mis drastiquement à distance tant dans leur rapport à l'espace que dans la participation des individus à la vie sociale. Les quartiers marginaux sont à l'intérieur de la

[426] Le sens dans lequel nous employons le mot « marginal » est dépourvu des connotations qu'il peut trouver dans les usages français du terme, comme un « choix » ou un anticonformisme de celui s'opposant à la culture dominante. Nous le prenons en revanche dans la signification que lui a donnée la tradition sociologique latino-américaine. Dans ce sens, la marginalité est une problématisation originale de la question de l'intégration sociale.
[427] Cette formulation s'inspire largement des propositions faites par Silvia Sigal, *op. cit.* 1981.
[428] *Ibidem*, p. 1562.

société comme ils font partie de la ville.

ACTION COLLECTIVE ET RAPPORT AU POLITIQUE

Ce qui frappe d'abord, c'est cette odeur. La ville pue. Plus d'un million de gens vivent dans une sorte de vase (ce mélange de boue noire, de détritus et de cadavres d'animaux). Tout cela sous un ciel torride. La sueur. On pisse partout, hommes et bêtes. Les égouts à ciel ouvert. Les gens crachent par terre, presque sur le pied du voisin. L'odeur [...] est devenue si puissante qu'elle élimine tous les autres parfums individuels. Toute tentative personnelle devient impossible dans ces conditions. La lutte est par trop inégale.
Dany Lafferrière

Nous avons décrit au Chapitre V comment, dans le cadre des *asentamientos*, l'action collective se présente sous deux formes entre lesquelles il y a un éternel va-et-vient. Dans la première, nous observons une seule organisation par occupation, appuyée sur une démocratie de base, avec une participation forte et une attitude de protestation face à l'État. Dans la seconde, on voit plusieurs organisations, bureaucratisées (légalisées), plus intégrées au jeu politique et plus dépendantes de l'État. Le passage de la première à la deuxième phase est souvent vu comme l'échec des mouvements sociaux suite au recrutement de leurs dirigeants par la machine du clientélisme politique. Cette vision coïncide avec l'opposition, aujourd'hui classique dans la littérature sur les catégories populaires en Amérique Latine, qui situe dans un pôle les relations clientélistes et dans l'autre, les mouvements sociaux[429]. Tant dans l'appréciation de certains dirigeants de quartier que dans celle de certains intellectuels, le passage du premier moment au second, dans la vie des organisations, est vu comme la mort de la participation populaire suite à la pénétration du clientélisme dans les quartiers. En vérité, ces deux moments de l'action collective caractérisent le rapport au politique dans ce type de mobilisation urbaine. Nous verrons d'abord quelles sont les raisons d'un tel va-et-vient pour revenir, ensuite,

[429] CARDOSO, Ruth : "Popular movements in the context of the consolidation of democracy in Brazil", in ESCOBAR Arturo & ALVAREZ Sonia: *The making of social movements in Latin America*, Boulder, Westview Press, 1992.

à la littérature sur les mouvements sociaux et sur le clientélisme (*cf. infra*, 3. 6. Le quartier entre les mouvements sociaux et le clientélisme).

Silvia Sigal a proposé une spécificité de l'action collective dans le cas des occupations de terres en Amérique Latine qu'il est important de rappeler. Cette spécificité a lieu tout d'abord, parce que « dans les invasions de terrains, il y a une affirmation indirecte du droit à la ville qui place l'ordre établi face à la contradiction entre légalité marchande et citoyenneté »[430]. Ensuite, parce qu'elles présentent une situation d'interaction directe entre les « masses » et le système politique. En troisième lieu, parce que l'État occupe en même temps le rôle de l'adversaire et celui de garant de l'intégration. Ce dernier aspect lui permet de « bureaucratiser et désagréger » les revendications. Ainsi, l'approche de Sigal met en évidence, comme nous avons essayé de le montrer, la façon dont les comportements collectifs que nous analysons se définissent dans une relation de conflit avec l'État ; l'auteur met l'accent sur l'importance de la dimension politique. Finalement, l'analyse de Sigal permet de saisir la spécificité de ce type d'action collective à partir de la mise en jeu, dans l'explication, de la distance dans laquelle se trouvent ces quartiers par rapport aux institutions.

Suivant cette ligne, nous pouvons avancer dans la conceptualisation à partir de l'analyse des logiques de l'action. L'action collective ayant pour origine les quartiers populaires peut être saisie à partir d'une logique à trois dimensions. Dans la première, le groupe mobilisé prend appui sur un réseau de solidarités locales ainsi que sur une base de traditions et de cultures populaires. Dans la deuxième, la mobilisation répond à des objectifs stratégiques de type défensif ou de recherche de bénéfices matériels pour le quartier. Dans la troisième, l'action collective répond à une volonté d'inscription sociale, de recherche d'une reconnaissance publique et de production identitaire.

Finalement, la description de la mobilisation collective nous montre comment les habitants mènent leur action à la fois vers l'intérieur et l'extérieur du quartier.

---

[430] Silvia SIGAL, *op.cit.*, 1981, p.1568.

Les organisations de quartier face aux structures des solidarités locales.

Les organisations de quartier obéissent aux contraintes d'une logique communautaire dont elles sont en même temps la manifestation publique, la partie mobilisée. Ces organisations constituent la partie mobilisée d'un groupe humain (le quartier) formé sur la base d'un tissu de solidarités locales. La nature de ces liens de solidarité est déterminante quant aux potentialités d'action des organisations locales et de leur rapport au politique[431]. Ce rapport entre les organisations de quartier et les solidarités qui lui servent de base doit être doublement pris en compte. D'une part, parce qu'il faut distinguer le groupe des « militants », la partie mobilisée du quartier, souvent agissant de manière consensuelle, « consciente », des structures tenant la sociabilité, souvent sourdes, tacites et non explicites. D'autre part parce que, étant donné que la solidarité de quartier est le dernier rempart pour la survie, les organisations de quartier ne peuvent que difficilement venir les contester. Comme nous le disait le militant d'une ONG en Haïti : *Quand Jacques était petit et qu'il était malade, c'était chez le « ougan » que sa mère l'amenait pour le faire soigner. Et quand il aura un enfant ça sera chez le « ougan » qu'il amènera son petit. C'est pour ça qu'il ne fera jamais rien que ne soit pas approuvé par lui* (Jacques est le principal dirigeant de quartier à Jalousie, et le « ougan » est le prêtre vaudou). Ces propos, illustrent bien le type de limite et de relation entre l'organisation et son quartier ; cette limite répond avant tout à la relation des habitants avec les autorités, les traditions, les réseaux du quartier. En plus, ces autorités locales apportent une importante source de légitimité aux organisations.

---

[431] Ces réseaux de solidarité locale ont été un objet d'étude très fréquent pour la sociologie urbaine (*cf.* les travaux de l'École de Chicago) ou pour l'anthropologie (*cf.* les travaux de Oscar Lewis). Pourtant, ces enquêtes n'ont presque jamais fait l'objet d'intérêt de la part des décideurs, des militants ou des planificateurs des politiques publiques. Qui plus est, ces réseaux ne sont que rarement pris en compte par les études visant l'analyse de l'action collective.

Cette relation est, la plupart du temps, capillaire et peut visible. Mais, parfois, elle apparaît, par exemple, dans le fait que, à Buenos Aires, la plupart des militants d'un quartier sont des « Boliviens » ou qu'ils sont membres de la communauté de base animée par la paroisse. D'autres fois, on remarque que le maire d'une des communes de quartier à Dakar est un important *marabout* représentant d'une confrérie *lébou* ou que les membres d'une telle association sont majoritairement d'une ethnie en concurrence avec une autre ethnie liée à un parti politique. Les jeunes du bidonville Jalousie à Haïti, que j'ai interviewé en 2000, avaient le projet d'ériger un monument à un ancien *tonton-macoute*. C'était lui qui leur avait tout appris en matière d'organisation de quartier, et la plupart des jeunes étaient des enfants des anciens *Comités de quartier*[432].

La relation des organisations de quartier avec ses structures de solidarité donne un certain nombre de spécificités à la mobilisation collective. D'abord, elle est contrainte de définir les limites de l'action au-delà d'autres formes d'appartenance, ce qui se traduit inévitablement par une délimitation géographique. Ceci explique le souci de toutes les associations et organisations de quartier pour déterminer leur aire d'influence et pour verser les bénéfices de leur action dans leur territoire[433]. Autrement dit, l'action collective porte toujours la marque d'une solidarité de proximité. Une autre caractéristique de ces systèmes d'inscription territoriale en milieu urbain est la nature de leurs ressources. Ils sont dépendants des ressources propres à la communauté, et dans ce sens les contraintes se révèlent rigides dans des quartiers très pauvres. C'est le cas des groupements de femmes dépendant de leurs maigres ressources et s'adressant au marché local. Ainsi, les organisations deviennent dépendantes de leur capacité à trouver des ressources et à bâtir des rapports plus ou moins solides avec les institutions qui les détiennent.

Cela dit, comme nous venons de le voir, les structures de la solidarité de quartier ne fonctionnent pas de façon autonome en milieu urbain, elles

---

[432] Les Comités de quartier ont été créés par Duvalier. À la tête de chacun de ces comités il y avait un *tonton-macoute* qui, à son tour, appartenait aux structures vaudous ou c'était directement un prêtre.

[433] Nous avons fait l'exercice de marquer sur la carte les réalisations d'un Projet soutenu par l'UNESCO à Dakar. Il est surprenant de voir comment les ouvrages colorent les aires d'influence de chaque groupe mobilisé. Merklen, *op. cit.,* 2000 (b).

coexistent avec les institutions et l'État. Plus précisément, la mobilisation sociale incarnée par les organisations de quartier est prise entre deux champs de force différents : d'une part la mobilisation doit répondre à sa « source » : les instances des structures de solidarité locale ; d'autre part, la mobilisation se projette en quête d'une insertion dans le système politique et institutionnel. Il faut, donc, prendre en compte les traditions culturelles et les liens de solidarité locale, indispensables aux conditions actuelles de survie. C'est le socle sur lequel sont construites les structures locales de participation. D'une certaine manière, la mobilisation ne peut être que la débitrice des réseaux de solidarité locale. Cette relation entre la mobilisation et la solidarité résulte de la culture de survie et de résistance qui est enracinée dans la vie communautaire ; elle obéit en partie à des traditions religieuses, répond en partie à des structures familiales et à des traditions politiques des catégories populaires. Parfois, comme dans le cas des *asentamientos*, ce sont les organisations de quartier qui contribuent à la reconstruction des systèmes de solidarité locaux, comme une réponse à la désaffiliation.

Ces structures d'inscription territoriale et ces héritages sous-jacents donnent son point d'appui à la mobilisation sociale du quartier. Sur cette base de solidarité locale, les quartiers se dotent de diverses organisations dont la fonction est double. D'une part, ces groupes représentent le quartier sur la scène publique et face à l'État. De l'autre, ils animent et organisent diverses initiatives à l'intérieur du quartier. En même temps, leur action s'inscrit sur un double registre : en premier lieu, ils se battent pour l'amélioration des conditions de vie, et en second lieu, ils cherchent une reconnaissance, défendent une identité et promeuvent un certain nombre de valeurs.

Les organisations de quartier sont la partie la plus visible lorsqu'on observe le quartier de l'extérieur. Dans ce sens on peut dire qu'elles le représentent. Elles sont en étroite relation avec les structures de la solidarité locale et la culture du quartier. Les organisations de quartier travaillent, donc, en même temps, avec les réseaux de voisinage et avec les institutions détenant les ressources dont elles ont besoin et représentant les valeurs universelles de la société. C'est pour cette raison qu'elles remplissent une fonction de

communication entre les habitants et les institutions, tout en faisant partie du quartier.

Encadré 10 : Le prix à payer dans les communautés de quartier.

La vie de l'idiot du village, par exemple, tolérée et pour une part supportée par sa communauté, n'est pas pour autant paradisiaque [...] Je ne propose donc pas ici une vision idyllique des mérites d'une société civile version primitive, mais plutôt une reconstruction de ce à quoi sont condamnées, pour le pire ou le meilleur, des sociétés sans instances de prise en charge spécialisées lorsqu'elles ont à affronter un avatar qui perturbe leurs régulations coutumières : ou bien la reprise par les réseaux communautaires s'opère (et présente toujours un coût), ou bien il n'y a rien, hormis différentes formes d'abandon et de mort sociale. R. Castel, 1995, p.37

Souvent, les logiques communautaires sont contraires au développement de la citoyenneté et aux idéologies démocratiques. Nous avons vu, dans le cas des groupements de femmes de la banlieue dakaroise, comment la logique communautaire empêche en partie leur pleine intégration dans une logique de développement. En effet, inscrits dans une logique de circulation et de coopération (basée sur la tradition des *tontines* administrées par des femmes notables), ces groupements ont une activité économique variée, mais ils sont incapables de suivre une logique d'accumulation, indispensable à l'intégration au marché. Tôt ou tard, tous les fonds injectés par les différents projets de développement des activités économiques disparaissent dans les labyrinthes de la solidarité de proximité. Dans un autre registre, nous avons pu observer à Port-au-Prince comment les associations de quartier ont développé des fonctions de « maintien de l'ordre » à l'intérieur du quartier en se substituant manifestement aux fonctions et de la justice et de la police. Souvent imperceptible aux yeux de l'étranger, nous avons pu constater dans le cas des *asentamientos*, par exemple, des formes de contrôle communautaire trop souvent incompatibles avec la liberté individuelle la plus élémentaire.

Si ce développement des fonctions répond notamment à l'absence d'État, il n'en est pas moins certain que ce pouvoir peut devenir autoritaire, comme c'est souvent le cas. Il a été observé à maintes reprises comment le pouvoir des organisations de quartier peut adopter un caractère manifestement arbitraire à l'égard des habitants. Afin d'éviter les écueils liés à une image trop naïve de la solidarité au quartier, il est nécessaire de tenir compte de ces observations. Sur la base d'approches de type ethnographique, des observations de ce genre où le « communautaire étouffe l'individu » ont été faites partout dans les quartiers pauvres.

D'une part, il faut analyser les organisation de quartier à la lumière du rapport des catégories populaires au politique et à la citoyenneté. Nous pouvons aussi observer des situations diverses. Dans des pays où les traditions et les structures démocratiques sont fortes (comme en Uruguay, par exemple) les organisations de quartier peuvent porter en elles un contenu démocratique et contribuer à l'élargissement de l'espace public ou au renouvellement du système démocratique. Ce n'est pas du tout le cas des pays ou l'expérience démocratique est rare. D'autre part, il faut éviter toute lecture en termes de « modernité versus tradition ». L'inscription territoriale s'effectue parfois avec le soutien d'une sociabilité de type traditionnelle (l'ethnique en Afrique, par exemple) mais pas toujours. Le poids du traditionnel est presque inexistant dans de nombreux pays, comme l'Argentine, le Chili l'Uruguay et en général, il tend à se désagréger dans les grandes villes modernes, même si la pauvreté est très étendue et si des longues couches de la population son soumises à des modalités d'intégration de type marginal.

La dimension stratégique de l'action.

La mobilisation au quartier obéit à des objectifs de type stratégique. Les occupants choisissent les terrains à envahir de telle sorte que bonne localisation et risques d'expulsion trouvent un équilibre. Ils organisent la survie au moments de crise économique, dans les premiers temps du quartier, lors de problèmes climatiques comme les inondations, etc. Ils négocient avec l'État et d'autres organismes l'installation d'écoles, de cantines ou de centres de santé, l'accès à l'eau potable, à l'électricité et à l'assainissement. Ils se battent pour obtenir des subventions de toute sorte ainsi que l'accès aux divers programmes sociaux. Face à la menace d'expulsion ils font appel à la télévision, ils dénoncent, manifestent publiquement, bâtissent des alliances avec d'autres groupes et organisent l'autodéfense.

Lutte pour la reconnaissance et production identitaire.

L'action des occupants répond à une production identitaire qui a un important contenu communautaire. Les occupants visent la *construction d'un quartier* et à se différencier d'autres formes stigmatisées ou dévalorisées d'urbanisation (comme les bidonvilles). Ils organisent la vie de quartier à partir du fait qu'il subissent les mêmes pénuries et les mêmes exclusions. Ils dénoncent la situation injuste et font appel à la citoyenneté à la recherche d'une reconnaissance des droits inscrits dans la loi. Ils cherchent une intégration à la ville et une reconnaissance de la part du système politique. De ce point de vue, la communauté de quartier n'est pas une *gemeinschaft*. Le quartier sert de base à la constitution d'un groupe qui, d'un côté cherche la différentiation et de l'autre lutte pour avancer dans le sens d'une intégration sociale à travers l'inscription dans la ville.

Les institutions publiques et l'État.

Comme nous l'avons vu au Chapitre V, l'un des facteurs signalés comme clé dans l'analyse des mouvements sociaux est ce qu'on appelle l'« attitude de l'opposant ». Nous avons vu comment, effectivement, la forme de l'action collective change considérablement selon que l'interlocuteur du mouvement social adopte une attitude de confrontation ou d'échange, selon qu'il se constitue comme un bloc ou comme un éventail d'acteurs à positions différenciées. Ainsi, si les habitants sentent le risque d'une menace venant de l'extérieur ou une situation de risque touchant à la survie, les liens communautaires se resserreront et la limite entre le dehors et le dedans du quartier deviendra nette. En revanche, si les institutions publiques proposent des politiques sociales, du dialogue, l'accès aux services urbains ou une autre forme de reconnaissance, les liens communautaires se distendront et une volonté d'intégration apparaîtra guidée par une attitude de négociation.

Or, ce que les organisations de quartier ont en face d'elles ce n'est pas uniquement un « acteur » ou un « système d'acteurs ». Elles ont aussi un contexte social qui peut être plus ou moins intégratif, ou au contraire, plus ou moins excluant. Cette différence est manifeste dans la forme qu'acquièrent les différents mécanismes de régulation sociale et, notamment, les institutions publiques et l'État.

Nous avons déjà signalé que la mobilisation collective et les organisations de quartier sont dépendantes des ressources gardées par l'État qui font l'objet de conflits à l'intérieur du système politique. De ce point de vue, les organisations de quartier sont très fragiles et facilement manipulables par l'État. Plus généralement, elles sont contraintes à un jeu dont elles ne maîtrisent pas les règles, dans lequel interviennent le gouvernement, les partis politiques, les ONG, les agences internationales et d'autres types d'organisation comme les entreprises de services urbains ou les églises. Ce sont les acteurs constituant effectivement le vis-à-vis des organisations de quartier. Lors de l'analyse du

rapport au politique des *asentamientos*, nous avons choisi de catégoriser ces acteurs comme faisant partie du « système politique », visant à nommer les acteurs et les règles du jeu.

En général, la littérature sur les mouvements sociaux en milieu urbain n'a pris en compte que l'État, ce que nous considérons limité du point de vue analytique[434]. Il est vrai que l'État occupe une position privilégiée. Premièrement pour les raisons que nous venons d'évoquer plus haut (*cf. supra*, 2.2 Les institutions au quartier, pp. xx) : l'État occupe une place centrale dans la résolution des conflits et dans la régulation de la vie sociale. Or, une deuxième raison, d'ordre plus spécifique, doit être signalée : l'État apparaît comme le garant du droit à la ville, même lorsque de fait les individus peuvent avoir accès à ces droits à travers le marché. Cette responsabilité est assignée à l'État dans les traditions politiques ainsi que dans la culture des catégories populaires. Ceci a nourri la vision du vis-à-vis des quartiers comme un « opposant ». Les mouvements sociaux urbains seraient ainsi dans une relation de conflit avec l'État, ce seraient deux « acteurs » en conflit.

Cependant, lorsque le chercheur identifie l'État comme le seul « opposant » du mouvement social, il perd en richesse descriptive ainsi qu'en capacité d'analyse. En effet, les organisations de quartier vont jouer à l'intérieur du système politique. Plus la diversité d'acteurs et leur concurrence sont importantes, plus la marge de manœuvre des quartiers est large. Dans la plupart des cas, les organisations de quartier ne se trouvent pas victimes d'un acteur tout-puissant détenteur de la totalité des ressources. Au contraire, elles font preuve partout d'une importante capacité de négociation.

Enfin, nous avons fait référence au rôle des institutions et nous avons aussi signalé l'importance de tenir compte de la « forme » de ces institutions. Si le rapport aux institutions n'est pas encadré par la stabilité et la régularité, les organisations de quartier doivent jouer toute leur astuce dans des stratégies du type « chasseur ». A l'inverse, lorsque la régularité gouverne la relation avec les institutions, les organisations de quartier peuvent s'inscrire dans un jeu de pouvoir qui prend la forme d'un bras de fer.

---

[434] C'est le cas des travaux de Manuel Castells ou d'Alain Touraine, par exemple.

Un jeu à trois voix : les logiques de l'action.

Nous avons signalé les trois logiques auxquelles répond l'action collective : solidarités de quartier, action stratégique et recherche d'une inscription sociale. Celles-ci coexistent, avec la prédominance, selon diverses circonstances, de l'une sur les autres. Ceci donne une certaine complexité à la mobilisation, notamment du fait que l'action transite à la fois sur un registre symbolique et sur un registre matériel. À l'extrême, nous pouvons penser deux situations limites idéales. Face à une situation d'exclusion sociale ou dans le cas d'une dynamique de chute sociale, le quartier deviendra un *ghetto* et les liens communautaires acquerront une telle force qu'on observera un enfermement identitaire. Une attitude défensive prédominera sur l'action collective et l'ensemble sera dominé par les liens de coopération à l'intérieur du quartier, sur l'empreinte des structures de solidarité locale. En revanche, s'il s'agit d'une situation d'intégration sociale ou d'une dynamique de promotion sociale, le quartier sera intégré à la totalité urbaine et la population à la participation citoyenne. Les liens communautaires se déplaceront vers un terrain culturel plus ou moins diffus – tels que les équipes de football ou les groupes de carnaval, *murgas* ou comparses. L'action collective entrera dans les labyrinthes de la bureaucratie ou de l'administration et visera l'obtention de soutiens dans les institutions et au niveau politique.

Une situation intermédiaire est représentée par les situations de vulnérabilité et d'intégration de type « marginal », comme dans le cas des *asentamientos* et d'autres quartiers populaires des grandes villes d'Argentine. Il s'agit d'une situation intermédiaire où il n'y a pas d'enfermement identitaire. L'action collective possède une forte dose de stratégique qui mène leurs dirigeants à la recherche et à la négociation en permanence ; mais la carence et la nécessité sont si marquées et les liens avec la société globale sont si faibles qu'une forte conscience communautaire apparaît et s'installe. Dans ces situations

marginales nous avons deux dimensions prédominantes : les logiques communautaires et une mobilisation de type « chasseur » en direction de l'État ou d'autres institutions et organisations. Les habitants manifestent encore une volonté d'intégration, de vouloir participer pleinement à la citoyenneté, mais ils ont conscience de l'impossibilité immédiate de cette intégration. Ils souffrent de carences et perçoivent leur situation comme « anormale » (dans le sens de non désirable et d'écartée des standards dominants, c'est l'image mise en évidence par les maisons et le quartier), ce qui donne lieu, d'une part à un renforcement de la solidarité locale de type communautaire, et d'autre part, aux comportements « chasseurs » d'obtention de bénéfices immédiats.

La logique d'inscription territoriale de l'action collective, celle-ci peut être appréhendée, en partie, dans une perspective de « lutte pour la reconnaissance », dans un sens proche de celui développé par Axel Honneth[435]. En effet, le quartier apparaît comme un espace où la vie publique et la vie privée sont enchevauchées et se manifestent simultanément. L'action collective des habitants est une lutte pour la défense du droit à *une vie digne, respectable*, c'est la recherche *d'un toit où pouvoir former une famille*. C'est une lutte pour la reconnaissance publique des droits concernant directement la vie privée. Le projet de *construction d'un quartier* cher aux occupants des *asentamientos,* est un projet qui oblige à l'action publique parce qu'il nécessite du concours de l'État pour accéder à la vie urbaine. Mais en même temps, il est le projet de *construction d'une famille* et du besoin des individus d'obtenir une reconnaissance publique du fait qu'ils sont des sujets avec le *droit à une vie respectable*. Ce projet nécessite une distinction par rapport au bidonville, perçu comme un lieu moralement condamné et « sans avenir ».

Dans le travail qu'il a effectué dans un bidonville de Recife, Brésil, Dominique Vidal fait une observation proche de la nôtre. Dans le contexte de la culture des catégories populaires brésiliennes, ce souci de reconnaissance se manifeste pour une volonté de distinction vis-à-vis de l'esclave. À partir de la notion de « respect », d'une volonté des habitants de quartier d'être considérés comme sujets de respect, Vidal évoque leur « souci permanent de se démarquer

---

[435] HONNETH, A., *op. cit.,* 1992.

de tout ce qui évoque la condition d'esclave en se voyant reconnaître la qualité d'être humain ». C'est parce que les habitants « s'avèrent incapables de définir leur identité [...] autrement que dans le regard porté sur eux par les couches supérieures, qu'ils forment un groupe [...] partageant une communauté d'habitant »[436]. L'exemple permet d'observer le souci de reconnaissance sous une autre forme, à partir d'un autre contexte culturel. Non seulement le Brésil a été le dernier pays des Amériques à abolir l'esclavage, en 1871, mais Recife a été l'une des régions la plus esclavagiste. Ce qui explique, en partie, que la population du quartier, constituée de descendants directs d'esclaves dans la grande majorité, puisse manifester ainsi sa préoccupation. En tout cas, ce souci d'humanité, pour reprendre les mots de Vidal, se rapproche de la volonté de différentiation par rapport au bidonville que nous avons observé, tant en Argentine qu'en Uruguay ; d'autant plus que le bidonville apparaît comme la forme de stigmatisation portée sur les pauvres par les classes dominantes.

L'inscription territoriale apporte aussi, en tant qu'inscription urbaine, l'accès à un certain nombre de supports dont la nature n'est pas principalement symbolique. Cela dit, plus les populations sont démunies, plus la matérialité des supports est importante. Évidemment, nous faisons ici référence aux services urbains, aux équipements collectifs de consommation et, en général, aux ressources administrées par les institutions.

Deux exemples illustrent cette dimension de l'action collective. Les habitants des bidonvilles manquent en général d'une adresse postale, d'un domicile affiché sur leur carte d'identité, ce qui leur situe dans une espèce de *non man's land*, situation ressentie comme un handicap social. Ainsi, l'attribut d'une adresse reconnue par la poste, avec le nom de la rue et un numéro affiché à la porte de leur maison, aurait été le volet le plus important d'un projet de développement des bidonvilles de Rio de Janeiro aux yeux des habitants[437]. C'est un exemple mettant en relief l'aspect purement symbolique de l'inscription territoriale, où seul cette dimension joue dans la demande de reconnaissance

---

[436] VIDAL, Dominique : *La politique au quartier. Respect, crise et citoyenneté à Brasilia Teimosa, favela urbanisée de Recife (Brésil)*, Paris, EHESS, Thèse doctoral, 1996, pp. 11-12.

[437] Selon Enrique Iglesias, président de la Banque inter-américaine de développement, entité ayant financé ce projet. Rencontre à Paris, 1999.

sociale des habitants. Un deuxième exemple est donné par le cas de la lutte pour la *régularisation* des quartiers illégaux. Ici, l'inscription territoriale est visible sous son double aspect : d'une part la propriété constitue un important support matériel, d'autre part, elle permet d'échapper à l'illégalité et d'être reconnu en tant que citadin et en tant que citoyen. Dans ce même sens, la demande d'écoles pour les quartiers (une demande fréquente) doit être entendue dans ce double registre de l'inscription territoriale : support matériel et reconnaissance.

Encadré 11 :

La municipalité de San Isidro a acheté les terrains du bidonville. *La Cava* sera transformé en un quartier pour 13 000 personnes[438]

Le bidonville (*la villa de emergencia*) le plus grand de Buenos Aires a un propriétaire : la Municipalite de San Isidro vient de payer un demi million de pesos pour les 18 hectares où habitent 13 mille personnes poussées par la misère et habituées tant à la frustration qu'au sifflement des balles en plein jour. […] La Cava est l'un des bidonvilles (*villa miseria*) les plus dangereux de la banlieue : on y décompte une moyenne de 9 hold-up à main armée par jour. Lors des interpellations on trouve de la drogue, des mitrailleuses et même il y a des baraques (*casillas*) où l'on voit de véritables arsenaux. […] Le bidonville (*la villa*) s'est formé dans les années 1950, lorsque *Obras Sanitarias* (l'entreprise des eaux) laissa un trou sans le recouvrir lors de la recherche de nappes d'eau et quelques familles qui venaient d'arriver [des provinces] de Corrientes et du Chaco s'y sont accommodées, en vue du rêve d'un futur meilleur.
Maintenant, selon le maire Gustavo Posse, un recensement cadastral, l'ouverture de rues et la prestation de quelques services essentiels pourront être réalisés. L'objectif est de désamorcer cette « bombe à retardement » installée à côté des zones aisées de San Isidro.
Dans le bidonville (*la villa*) tous vivent dans la promiscuité: sur un terrain de 240m2 peuvent vivre entre 7 et 10 familles d'Argentins et des gens arrivés des pays limitrophes. C'est un véritable contraste entre la vie ajustée des *villeros* et celle des plus grands contribuables de l'agglomération. […]
Posse explique que la majorité sont des gens honnêtes. Mais que c'est aussi un refuge « presque inexpugnable » de délinquants. C'est pour cela que le Conseil municipal a approuvé l'opération immobilière qui débarrassée de l'occupation illégale aurait été une affaire immobilière brillante.
Même lorsque les résultats semblent incertains, on ne peut pas nier la créativité dans la tentative de résoudre le problème. D'autres ont choisi des chemins plus expéditifs : la démolition du quartier Warnes ou l'éradication du [bidonville] Ciudad Oculta (*Ville Cachée*). […]
Jusqu'il y a peu de temps, les ambulances n'entraient pas à La Cava. Les maîtres d'école non plus. […] Les bus de la ligne 60 – qui passent par la rue d'à côté – arrêtent le service à 22hs. […]
« Nous avons fait une gestion avec le Plan Arraigo [Le Plan Enracinement est destiné à la régularisation des quartiers illégaux] pour faire le transfert de la propriété des terres. Après la possession définitive nous commencerons le recensement maison par maison » dit le maire. « Notre intention ce n'est pas de bâtir une nouvelle cité mais de produire un consensus avec les groupes politiques, les ONG et l'Église afin de décompresser la densité des habitations. Nous pourrons ainsi réprimer les délinquants, et aussi améliorer le niveau de vie de la majorité des gens qui y habitent, qui sont des gens honnêtes », a assuré le maire à Clarín.

[438] Ceci est la traduction de quelques fragments d'un article publié dans le journal Clarín, le 03 mars 2001: *La municipalidad de San Isidro compró los terrenos de la villa. La Cava será*

L'action collective ne peut pas être pensée comme se situant dans un espace communautaire qui serait un espace intermédiaire entre le niveau domestique et celui de la société. L'action collective des quartiers a été vue comme une situation de passage entre des niveaux de satisfaction des besoins matériels[439]. Un premier niveau serait ainsi donné au plan domestique à travers la consommation : c'est l'organisation à l'intérieur du foyer. Devant l'insuffisance des revenus, les populations pauvres s'organisent au (deuxième) niveau du quartier pour donner satisfaction à leurs besoins. Le troisième niveau serait le résultat d'une « élévation » de la participation à la sphère politique. Cependant, il n'y a pas de « passage d'un niveau à l'autre », parce que la mobilisation ne répond pas à une dynamique de type évolutif « des besoins et intérêts des individus vers des intérêts collectifs ». L'action collective se structure autour des logiques où les « niveaux » domestique, communautaire et politique coexistent. C'est notamment, sur le registre du rapport au politique des catégories populaires que la clarification de ce point est importante. « Le politique » avec lequel les catégories populaires sont en relation n'est pas nécessairement l'élévation des besoins individuels à des intérêts communs pour aboutir à l'inscription dans des droits. Le politique est aussi l'expression d'une société qui « doit » des réponses à ceux qui se sentent défavorisés. C'est aussi sur la base de ce « devoir » que les démunis s'organisent pour demander des « réponses » à leurs besoins et à leurs droits. Ils agissent ainsi simultanément pour l'obtention des bénéfices matériels et pour une reconnaissance symbolique.

Nous visons ici à cadrer l'action collective dans une perspective nettement politique. Les habitants d'un quartier ne se mobilisent pas parce qu'ils ont des besoins insatisfaits. Ils se mobilisent à partir d'une parfaite connaissance de la conjoncture politique (ils savent ce qu'ils peuvent demander) et d'une « morale » leur permettant de savoir ce qu'on leur doit, ce à quoi ils ont droit. En dehors de cette perspective considérant l'action collective d'un point de vue politique, nous tomberions dans le cadre de ce que E. P. Thompson appelait une explication

---

convertida en un barrio para trece mil personas. Pris de l'édition de Clarin Digital, www.clarin.com.ar

[439] *Cf.* CORAGGIO, José Luis : *Participación popular y vida cotidiana*, XIII Seminario Latinoamericano de Trabajo Social, Quito, 1989.

« spasmodique » de l'action : lorsque les gens du peuple ont faim, c'est la contraction de leur estomac ce qui les pousse à l'action[440].

Dans la mesure où la population des occupations illégales est encadrée par des liens d'intégration fragile et inconstants, la logique de la défense identitaire coexiste avec une logique instrumentale. Lorsque l'action collective est tournée vers l'intérieur du quartier, des efforts sont orientés vers le renforcement de la vie communautaire, en accord avec une logique identitaire mais aussi de renfort des liens de coopération, dans une logique instrumentale. Quand l'action collective vise l'extérieur du quartier, une logique expressive oriente l'action vers une manifestation pour la reconnaissance des droits sociaux ignorés, alors qu'orientés par la logique instrumentale, les habitants prennent des initiatives devant les autorités pour obtenir l'eau et l'électricité, l'école ou un poste de police. Les deux moteurs de l'action poussent ainsi en parallèle : l'un vers la reconnaissance et la défense de l'identité, l'autre vers une pratique instrumentale devant le système politique et l'État et le renforcement des solidarités de quartier.

Sur la base d'une étude réalisée sur des quartiers de Santiago de Chili (les *poblaciones*) au début des années quatre-vingt par François Dubet, Eugenio Tironi et E. Valenzuela, Alain Touraine affirme que l'action collective des quartiers est orientée par la double condition de pauvres et d'exclus des habitants. Avec un autre langage, l'auteur arrive à une description qui se trouve proche de la nôtre, en faisant jouer les notions de « pauvre » et « d'exclusion »[441]. Dans la mesure où ils sont pauvres, les habitants mènent « une action d'intégration communautaire et des démarches de type instrumental qui entraînent une certaine incorporation au système politique ». Or, dans la mesure où ils ont conscience de leur exclusion, « le groupe ne se définit plus ici par ses besoins immédiats de survie ; il se considère comme victime mais aussi affirme

---

[440] *Cf.* THOMPSON, Edward P.: "La economía moral de las multitudes" y "La economía moral revisada", in Thompson, E.P., *op. cit.*, 1995. THOMPSON, Edward P.: " ¿Lucha de clases sin clases? ", en E.P. THOMPSON: *Tradición, revuelta y consciencia de clase*, Barcelona, Crítica, 1979.

[441] Telle que la notion d'exclusion est utilisée ici par Touraine, il s'agit d'une exclusion politique donnée par le non respect des droits.

sa supériorité morale et défend ses droits qui ont été foulés aux pieds ». À ce niveau, l'action ne présente pas des revendications économiques ; « elle affirme le droit des *pobladores* [des habitants] à la vie, contre des forces adverses qui ne sont identifiées ni au capitalisme ni au pouvoir politique mais aux forces de la mort. Cette conscience protestataire s'organise autour de leaders locaux qui sont souvent des prêtres ou des personnalités religieuses. […] L'action collective est donc divisée en deux éléments mal reliés l'un à l'autre : d'un côté entraide et négociations avec les autorités, de l'autre protestations 'exemplaires' et violence politique »[442]. Touraine voit juste en n'attribuant pas cette segmentation de l'action collective à une séparation entre vie privée et vie publique. Sa présentation d'une des dimensions de l'action en « défense de la vie », correspond avec la représentation du quartier comme cadre naturel pour la construction d'une famille, c'est-à-dire, l'environnement où la vie peut avoir lieu. Certainement, l'identification de « l'ennemi » aux « forces de la mort » découle du contexte historique donné par la dictature chilienne, au moment où l'enquête a eu lieu. Nous pensons, en revanche, que les occupants identifient l'opposant dans le pouvoir politique (ce qui ne les empêche pas de mener des démarches de négociation) et que les deux dimensions correspondent à une recherche de l'intégration sociale. Pauvreté et exclusion donnent également lieu à la construction de liens de solidarité locale, à la formulation de demandes et négociations, et à la construction d'une conscience protestataire visant la reconnaissance.

L'action collective en milieu urbain possède à la fois deux côtés. Sur l'endroit nous voyons s'exprimer la protestation, s'organiser une « communauté » identifiée autour de leur dénuement, de leur souffrance et de la place qu'ils souhaitent occuper dans le monde. Ils réclament alors pour leurs droits. Sur l'envers nous voyons la manifestation de l'urgence, des besoins immédiats, leur dépendance de l'État pour subvenir à leurs nécessités et le sens stratégique des chasseurs. Ils négocient alors à l'intérieur du système politique et organisent l'entraide. Ces deux dimensions de l'action s'élèvent sur la base d'un tissu plus ou moins solide de liens de solidarité locale.

---

[442] TOURAINE, Alain : *op. cit.*, 1988, pp. 240 ss.

C'est dans ce cadre conceptuel que nous pouvons interpréter l'action collective des *asentamientos*. Les occupants mènent une action collective guidée par une recherche d'intégration sociale, ce qui implique la défense d'une identité menacée par les processus de désaffiliation et d'appauvrissement qui affectent les habitants. Ainsi, le projet de *construction d'un quartier* donne à l'occupation illégale de terres un sens d'intégration qui a été mis en question dans d'autres domaines de la vie sociale. Ce projet d'intégration sociale prend la forme d'une inscription urbaine. C'est pour cette raison que les quartiers construisent un collectif avec des liens de type communautaire. Or, l'objectif de *vivre dans un quartier digne* ainsi que l'urgence provoquée par la pauvreté, donnent un caractère instrumental aux organisations : celles-ci doivent intégrer lentement l'occupation dans la ville, jusqu'à ce qu'elle devienne un quartier : bâtir des habitations, obtenir l'accès aux réseaux urbains et construire des équipements collectifs, etc. Mais aussi se défendre du sentiment d'avoir été exclu ou du risque de l'être davantage. En effet, la décision d'occuper des terrains illégalement tout en respectant les normes d'usage du sol et de l'urbanisation pour pouvoir réclamer la propriété de la terre, manifeste une volonté d'intégration sociale, en opposition à d'autres occupations illégales, qui restent marginales à la ville et souffrent une disqualification. La position des occupants face à l'État et au système politique met en évidence la contradiction du rôle que le premier doit remplir dans la société : garantir en même temps le droit à la propriété et le droit de tous au logement. Si le caractère illégal de l'occupation constitue un délit, l'exclusion du logement quant à elle met en évidence un déficit de l'État dans le respect de ses devoirs. Le propre des occupations est de se trouver dans cette situation paradoxale d'une action illégale et d'une volonté d'intégration qui se traduit dans le respect des normes d'urbanisation et dans la demande permanente de devenir les propriétaires des terres qu'ils occupent[443]. C'est dans ce sens que l'action collective prend appui sur les valeurs dominantes de la

[443] Plusieurs auteurs et dirigeants politiques ont voulu voir dans les invasions de terres une volonté de mise en question de la propriété privée et de l'ordre établi. Cela n'a jamais été dans l'esprit des occupants.

société et non sur une réaction contre celles-ci ; elle vise la reconnaissance et non la mise en question de la société.

Lorsque les occupants s'organisent et envahissent les terres, ils mettent en évidence leur impossibilité d'accéder au logement par les voies institutionnelles, et par conséquent, la menace qui pèse sur leurs possibilités d'intégration sociale. C'est le côté protestataire de l'action collective. Par ailleurs, la *communauté de quartier* s'organise, dans le but de créer des structures défensives et de survie, face à un environnement hostile, d'autant plus lorsque l'État prend la voie de la répression. Mais, dès lors que les possibilités d'intégration du quartier à la ville se manifestent, la *communauté* ouvrira les remparts abandonnant partiellement ses prétentions d'autonomie, tant de fois répétées (*acá somos apolíticos* – nous sommes a-partisans). Bien sûr, dans le contexte actuel des catégories populaires en Argentine cette intégration est loin de s'accomplir, dans la mesure où l'occupation exprime non seulement un déficit du logement, mais aussi un cadre général d'appauvrissement et de désaffiliation.

Encadré 12 : Comportement électoral et mobilisation sociale.

Le quartier entre les mouvements sociaux et le clientélisme.

> *Avant d'occuper [les terres] il y avait déjà des réunions, des assemblées préalables dans lesquelles nous les camarades, nous dissions que nous voulions donner une réponse organisée à notre situation. [Réponse] qui contemplait la possibilité d'avoir les titres de propriété des terres à des prix socialement raisonnables, chose qu'on a obtenu quelques années plus tard [...] Le mec d'un asentamiento lutte, il se bat pour ça parce qu'il le vit comme quelque chose qui lui appartient [...] l'occupation est une réponse solidaire, communautaire et organisée. Ici, très difficilement quelqu'un peut percevoir son progrès individuel indifférent au progrès de l'ensemble.*
> Luis, *El Tambo*

> *Quand je me suis approché de El Privado, [celui-ci] était dirigé par une femme péroniste qui avait organisé un local du parti péroniste sur place, avec le drapeau argentin et le drapeau péroniste. Cette femme exerçait un leadership assez autoritaire et c'était impressionnant [de voir] comment les gens la suivaient, lui obéissaient. Elle basait tout son autorité sur les tuyaux qu'elle avait de la municipalité ; elle trouvait du lait en poudre et même une fois elle a chargé les gens sur un camion et les a amené pour parler avec [le maire Federico] Russo. Elle leur avait promis que la municipalité allait acheter les terrains et après allait les vendre à eux.*
> Pablo, *El Privado* et *17 de Marzo*

Les quartiers sont souvent la base d'un rapport au politique ambivalent. Le quartier est fréquemment lieu de déploiement de réseaux de type clientélistes et, en même temps, source de mouvements sociaux urbains. Or, cette ambivalence est l'objet de débats dans la mesure où les uns voient dans le clientélisme ce qui est propre à la relation politique dans les quartiers, alors que les autres voient dans les contradictions urbaines une base pour la mobilisation collective. Les uns mettent l'accent sur la domination, les autres sur la révolte. Comment prendre distance par rapport à cette dichotomie ?

Les mouvements sociaux en milieu urbain.

Dans les années soixante-dix et quatre-vingt, il y a eu en Amérique latine un certain accord pour caractériser les occupations illégales comme des « nouveaux mouvements sociaux », suivant une perspective tourainienne[444]. Ainsi, on espérait le développement de « nouvelles formes de citoyenneté » comme le résultat de l'action des quartiers[445]. Les occupations présentaient plusieurs éléments qui permettent de les qualifier de cette manière : les importants degrés de démocratie de base et leur autonomie face aux partis politiques, l'état de dénuement de leurs populations, le caractère illégal des invasions, enfin, leur confrontation parfois directe avec l'État. Ainsi, les mouvements sociaux seraient guidés par la volonté de conquérir leurs droits : ils seraient l'expression d'un sujet social qui élargit l'horizon démocratique, en proposant le problème de la coexistence dans la diversité[446].

En même temps, d'autres sociologues, provenant d'approches marxistes et généralement influencées par les textes de Manuel Castells, avaient déjà pris la perspective des « mouvements sociaux urbains » et espéraient un développement qualitatif et quantitatif des organisations vers la construction des degrés supérieurs du « pouvoir populaire » et de confrontation avec l'État[447].

Touraine, signale qu'on peut considérer ce type d'action collective urbaine comme des « mouvements sociaux » dans la mesure qu'ils sont des « protestations

---

[444] Cette perspective a était développée premièrement par Alain TOURAINE : *Critique de la modernité*, Paris, Fayard, 1992 et *Le retour de l'acteur : essai de sociologie*, Paris, Fayard, 1984. Elle est également présente chez Tilman EVERS, « Identidad : la faz oculta de los nuevos movimientos sociales », *Revista Punto de Vista N°25*, Buenos Aires, 1985. Pour le cas latino-américain, voir Fernando CALDERON & Fernando H. CARDOSO : *Los nuevos movimientos sociales*, Buenos Aires, CLACSO, 1989. Pour le cas argentin, voir : Elizabeth JELIN : *Los nuevos movimientos sociales*, Buenos Aires, CEAL, 1989; et dans María del Carmen FEIJOO : *Las luchas de un barrio y la memoria colectiva*, Buenos Aires, CEDES, 1984.

[445] *Cf.* L. FARA, *op. cit.*, 1989.

[446] L'utilisation du concept était au moins une transplantation. Conformément à la définition proposée par Alain Touraine, le mouvement social est une action de conflit dans laquelle un sujet se dresse contre les systèmes de rationalisation proposés par les acteurs dominants, met en question leurs pouvoirs et leur dispute l'historicité. Quoi qu'il en soit, si l'on voulait garder la notion tourainienne de mouvement social, il faudrait interpréter les occupations comme l'expression d'un mouvement social qui ne parvient pas à se constituer face aux transformations qui ont lieu dans la société. *Cf.* Alain TOURAINE, « Découvrir les mouvements sociaux », in CHAZEL, François : *Action collective et mouvements sociaux*, Paris, PUF, 1993.

[447] Manuel Castells avait lui-même développé cette perspective pour le cas des occupations illégales dans la périphérie de Santiago, Chili. *Cf.* CASTELLS, M., *op. cit.,* 1973. CASTELLS, M., *op. cit.*, 1975. Parmis d'autres auteurs qui travaillent dans une perspective proche de celle-ci, voir les travaux de Oscar Moreno et Jordi Borja. Inés Izaguirre & Zulema Aristizabal ont travaillé dans cette ligne pour le cas des *asentamientos* dans l'Argentine des années quatre-vingt.

qui restent en marge du système politique mais qui débordent des objectifs spécifiques et limités qui sont ceux des groupes d'intérêt ». Mais l'importance de ces mouvements « ne doit jamais faire oublier que leur existence démontre les limites ou les crises du système politique et non la présence d'acteurs politiques désireux et capables de remettre en cause l'organisation sociale »[448]. Celui-ci serait l'erreur dans laquelle tomberaient certains auteurs à force de ne pas considérer que ces organisations se trouvent dans la contrainte de négocier avec l'État et l'administration[449]. En effet, lorsque nous prenons en compte la dimension stratégique de l'action collective, nous voyons que les chances de devenir un mouvement autonome correspondent surtout à une expectative des intellectuels.

Un des auteurs ayant pris la perspective des mouvements sociaux a récemment écrit que le « grand enthousiasme » provoqué par ces formes d'action collective est une donnée du passé étant donné qu'elles « ne furent pas la panacée en ce qui concerne la création d'alternatives sociales ou politiques, ni dans la forme ni dans le contenu »[450].

En effet, qualifier les occupations illégales comme des « mouvements sociaux » implique une méconnaissance de l'instrumentalité de ces organisations populaires, qui ont toujours un caractère stratégique et qui simplement ne peuvent pas faire abstraction du jeu politique. La théorie des mouvements sociaux implique l'idée d'un « sujet » qui, suite à la prise de conscience de la situation sociale dans laquelle il se trouve, lutte pour doter la société d'un nouveau sens aulequel il s'identifie[451]. Dans notre cas, quelques organisations locales ne peuvent pas ne pas tenir compte des règles d'un jeu qui se trouve enraciné dans les structures du pouvoir de la société. C'est pour cela que la qualification de ces conduites collectives comme des mouvements sociaux semble, d'une part, ne pas prendre en considération les conditions théoriques

---

[448] Touraine, *op. cit.*, 1988, pp. 249 et 250.
[449] Touraine cite ces « disciples » latino-américains Fernando Calderón, Gustavo Campero, Elizabeth Jelín, Sergio Zermeño et Ernesto Tironi.
[450] *Cf.* JELIN, Elizabeth : "¿Ciudadanía emergente o exclusión ? Movimientos sociales y ONG en América Latina en los años 90", *Revista Sociedad Nro. 8,* Facultad de Ciencias Sociales - Universidad de Buenos Aires, Buenos Aires, 1996. p. 57.
[451] *Cf.* Alain TOURAINE, *op. cit.*, 1984.

d'utilisation d'un tel concept et, d'autre part, ignorer les aspects importants de la réalité empirique qu'elle vise à décrire.

Le clientélisme.

Selon certaines études classiques sur le sujet, le clientélisme se fonde sur une relation de domination verticale, où la manipulation d'un côté, et la passivité de l'autre, dominent la pratique politique. La relation politique se trouve ainsi réduite à un échange de bénéfices entre le patron et le client. Facilitée par les « médiateurs », la relation de clientèle permettrait au système politique de manipuler les volontés des citoyens, en réduisant la participation démocratique[452].

L'utilisation courante du concept de clientélisme renvoie notamment à l'idée d'un rapport de domination dont les traits principaux sont la manipulation (politique) et la dépendance (économique) [453]. Dans ce sens, le clientélisme représente une limite à l'exercice de la citoyenneté, voire un état de corruption de la démocratie. Cependant, il est nécessaire de distinguer l'utilisation du terme quand celui-ci fait référence au clientélisme comme la note dominante d'une pratique politique ou d'un système politique, de celle qui se sert du terme clientélisme pour décrire un rapport politique liant deux acteurs inégaux dans une relation de dépendance. Le premier renvoie à des contextes socio-historiques précis, notamment ruraux, comme certaines régions d'Amérique latine ou du Sud italien. Le second donne la sensation que « tout se passe, jurerait-on, comme si

---

[452] Dans "La doble vida del clientelismo político", *Revista Sociedad N°. 8*, Universidad de Buenos Aires, abril de 1996, Javier AUYERO réalise une révision de la littérature sur le clientélisme dans les sciences sociales nord-américaines, et il affirme la nécessité d'incorporer la perspective du sujet dans les études sur la question. Auyero propose l'existence d'un *habitus* clientéliste qui trouve dans la dimension culturelle des pratiques, une cause à la persistance de ce type de relation de domination.

[453] Médard distingue quatre traits constitutifs du rapport de clientèle : « la relation personnelle, la relation de réciprocité (ou d'échange), la relation de dépendance,(...) et la structure verticale ». MEDARD, Jean-François : « Le rapport de clientèle. Du phénomène social à l'analyse politique », *Revue française de science politique*, Paris, 1976, p. 105.

l'on tombait sur des incarnations du clientélisme dès le moment où l'on observait une société politique avec la catégorie en tête »[454].

La distinction est importante parce que « si le système clientélaire, dans toute sa splendeur, est l'exception, les mécanismes sur lesquels il repose sont, pour leur part, universellement répartis [...] Quels mécanismes ? Ceux qui, tout simplement, permettent en tous lieux et en tous temps que des acteurs inégaux se lient, selon des modalités assez reconnaissables »[455]. Ainsi, le clientélisme résulte d'une relation asymétrique entre un personnage dominant, qui a le rôle de « patron » et de « protecteur », et ceux qui sont définis comme les « clients », ses protégés ou dépendants. On pourrait ainsi tenir le clientélisme comme une sorte de constante anthropologique des systèmes politiques. Partout où nous trouvons d'un côté des populations nécessiteuses et de l'autre une concentration des ressources publiques dans l'administration, nous constatons des rapports de clientèle. De ce point de vue, les organisations des quartiers pauvres participent couramment au fonctionnement des systèmes clientélistes qui varient d'un pays à l'autre notamment en fonction de la nature des ressources que les institutions (l'État, les églises ou les ONG) sont capables de distribuer et de la relation des catégories populaires avec les institutions.

C'est la raison pour laquelle nous avons choisi, dans notre description des *asentamientos,* de parler en termes d'intégration au jeu politique ou même de dépendance. Dire que les habitants sont soumis au clientélisme aurait apporté peu à la compréhension du rapport au politique des catégories populaires, à moins d'en faire une description précise. Et les descriptions du clientélisme tombent souvent sur une confirmation trop attendue du point de départ.

En outre, l'approche clientéliste fait l'impasse sur les degrés importants d'organisation des couches populaires, encore plus notoires dans le cas de ces occupations urbaines de terres où l'identité est en jeu dans le conflit (raison pour laquelle la dimension communautaire acquiert une grande importance). Alors que la relation de clientèle analysée par la littérature nous parle « d'une relation

---

[454] *Ibidem*, p. 105.

[455] LENCLUD, Gérard : « Avant-propos » à l'édition N° 21 de la revue Terrain. Carnets du patrimoine ethnologique : *Liens de pouvoir ou le clientélisme revisité,* Paris, Ministère de la culture et de la communication, octobre 1993.

entre des individus et pas entre groupes, ce qui est utile de retenir pour ne pas voir dans toute relation de cooptation ou de menace à l'autonomie une relation clientéliste »[456].

Le double jeu des organisations de quartier : protestation et négociation.

D'après nos observations sur les phases de l'action collective (Chapitre V), il est évident que dans la première phase, les organisations des *asentamientos* présentent plusieurs des caractéristiques attribuées aux mouvements sociaux ; alors que, dans la seconde phase, on constate un phénomène important de cooptation politique. Cependant, nous ne pouvons pas réduire cette observation à ces seules approches théoriques qui apparaissent, tous deux, insuffisantes. Il ne s'agit ni d'un sujet qui, ayant pris conscience de sa situation, propose une action dépourvue du sens de la stratégique ou de l'intérêt, ni d'un ensemble d'individus qui, gouvernés par la nécessité et guidés par le calcul, se soumettent à la volonté du « patron » par la voie du clientélisme. Croire que la relation clientéliste permet de manipuler entièrement la volonté des citoyens consiste en une simplification excessive, surtout dans une grande ville ou la concurrence politique positionne les individus devant un véritable « marché » d'alternatives[457]. Nous avons vu comment les organisations des *asentamientos* adoptent un rôle actif. Elles jouent leur capacité de mobilisation et de négociation en exploitant la concurrence entre les acteurs du système politique. De même, il est simplificateur de ne voir en l'action collective des habitants qu'un mouvement visant l'élargissement des horizons démocratiques et culturels de la société face à un pouvoir incrusté dans l'économie et l'État.

---

[456] Auyero, J., *op. cit.,* 1996, p. 36.

[457] Nous pensons que les analyses sur le clientélisme sont parfois trop débitrices des premières observations faites sur ce phénomène, notamment en milieu rural où les électeurs sont amenés voter par leur patron, que ce soit dans une *hacienda* mexicaine ou colombienne ou ailleurs.

Une occupation illégale pose le problème de l'intégration sociale et crée une relation de conflit et de pouvoir entre un nouveau groupe social et le système politique. La nouveauté c'est que les gens prennent l'initiative en s'organisant et posent la question de l'apparition d'une nouvelle voix dans le cadre de l'espace publique. Mais, nous avons vu comment, ensuite, les organisations s'intègrent au jeu politique. Ainsi, si l'on pense que les *asentamientos*, étant des mouvements sociaux désireux de démocratiser la société, sont devenus un ensemble d'individus soumis aux règles du système politique, une question surgit aussitôt : comment un changement si radical a-t-il pu se produire ?

Le cas des *asentamientos* peut être compris comme l'action collective des individus dont l'identité citoyenne et la place dans la structure sociale est menacée. Cependant, l'action développée par un ensemble d'organisations de quartier est facilement rachetée par le système politique qui bloque ainsi toute possibilité d'élaboration de projets adressés à la société dans son ensemble. Dans ce sens, malgré le fait que les organisations de quartier identifient clairement l'adversaire (ce qui est l'une des conditions pour la formation d'un mouvement social), leur action est plus orientée vers l'intégration dans le modèle d'urbanisation en vigueur qu'à proposer sa transformation. D'autre part, comme il a été signalé, les organisations de quartier sont dépendantes de l'État, tant à cause du dénuement des populations que de leur volonté d'inscription urbaine, seulement réalisable avec la collaboration de l'État.

Observer l'action collective dans les quartiers tant sous le prisme des mouvements sociaux que sous celui du clientélisme, ce qui est souvent le cas, pose problème. La première approche suppose que les organisations peuvent se développer sans être « contaminées » par la logique du jeu politique. La deuxième approche suppose que le rapport des quartiers au politique peut être réduit à un ensemble d'individus qui, poussés par la nécessité, « vendent » leur vote en échange de quelques bénéfices matériels et symboliques. Pour comprendre le rapport au politique des organisations de quartier, il faut, en revanche, reconnaître le caractère stratégique et communautaire de ces pratiques collectives, et le fait que les quartiers s'organisent dans le cadre d'une relation de conflit où l'intégration sociale est en jeu. Dans le cas des *asentamientos,* le projet

des occupants exprime une identité manifeste dans le rêve des occupants de construire *un quartier respectable* et de ne pas être stigmatisés comme des délinquants par le fait de vivre dans une occupation illégale. Cette logique conduit les occupants à développer une relation ambivalente face au système politique. Et les formes d'organisation sont le résultat de la simultanéité de ces deux logiques : ils s'organisent dans le but d'obtenir une inscription dans la ville, et non uniquement pour un intérêt matériel[458].

Il faut accepter qu'il ne s'agit ni d'une force de contestation sociale ni d'une population soumise à l'hétéronomie politique. Au contraire, dans la plupart des cas, l'action politique développée dans les quartiers est pleinement intégrée au politique. Il est évident que les actions collectives que nous décrivons n'arrivent pas à constituer une forme de contestation ou de transformation sociale. Cela, comme l'indique Robert Castel, suppose trois conditions : « une organisation structurée autour d'une condition commune, la disposition d'un projet alternatif de société, et le sentiment d'être indispensable au fonctionnement de la machine sociale »[459]. Le quartier ne peut pas être la base d'une telle action parce qu'ils ne réunissent pas les deux dernières.

Dans le domaine urbain, les catégories populaires agissent en accord avec ce double jeu dans lequel elles luttent à la fois pour la reconnaissance de leurs droits et pour une réponse à leurs privations. Si l'on accepte ce double jeu des organisations de quartier, nous sommes en mesure de comprendre ces oscillations entre des moments de participation plus ou moins importante, ces oscillations entre les énoncés très critiques vis-à-vis de la classe politique et les négociations en permanence avec les responsables de l'administration. Bref, entre ces deux phases de l'action collective que nous avons décrit pour les *asentamientos*. Ruth Cardoso a souligné que ce jeu ambivalent avait une correspondance dans le secteur public[460]. En effet, malgré le fait d'être soumis à des orientations de politique commune, les institutions publiques peuvent agir de

---

[458] CHAZEL remarque la nécessité de s'interroger sur le rôle des identités dans l'action collective, critiquant les analyses qui postulent « une dualité irrémédiable du stratégique et de l'expressif, qui seraient uniquement appelés à se succéder, sans jamais être en mesure de coexister ». François CHAZEL, *op. cit.*, 1993, p. 156.

[459] CASTEL, Robert : « Quatre éventualités pour l'avenir », *Revue Esprit 207*, Paris, décembre 1994, p. 97.

manière diversifiée, voire en contradiction les unes avec les autres, ce qui offre des réponses variées aux demandes des organisations. Deux raisons expliquent cette diversité d'orientations des politiques du côté du système politique. En premier lieu, les politiques publiques se voient elles-mêmes modifiées dans leurs orientations, ceci étant dû notamment à des changements dans l'environnement politique (le passage du régime militaire au régime démocratique, par exemple) ou à des facteurs externes comme la pression des organismes internationaux de crédit. En deuxième lieu, les institutions publiques sont concurrentielles entre-elles tant par les ressources que par les clientèles, ce qui les pousse à différencier leur offre. Cela est d'autant plus vrai si l'on considère que les organisations de quartier joueront avec leur pouvoir de légitimer ou non les politiques.

Les organisations populaires vont, elles aussi, exercer une certaine pression sur les fonctionnaires. Exemple : pendant la période de l'hyper-inflation du premier gouvernement de Menem, en 1991, les pouvoirs publics craignaient que les organisations de quartier ne se lancent dans des saccages de supermarchés similaires à ceux qui avaient eu lieu en 1989 et qui avaient contribué à la chute du gouvernement d'Alfonsín[461]. De nombreuses organisations d'*asentamientos* ont tiré profit de cette crainte. Leurs dirigeants ont utilisé la circonstance pour forcer certains fonctionnaires à la négociation, faire marcher des expédients et obtenir quelques bénéfices pour les quartiers. Nous avons nous-mêmes observé plusieurs réunions dans le dispensaire de l'une des occupations de La Matanza entre les dirigeants des quartiers et un officier des services secrets de la Police Fédérale. Le policier allait transmettre des informations (sur un supposé danger de révolte) à l'entourage d'un ministre avec lequel les occupants négociaient en ce moment quelques subventions. Les dirigeants espéraient ainsi obtenir un décaissement qui allait calmer les quartiers[462].

---

[460] CARDOSO, R., *op. cit.*, 1983, pp. 226 ss.

[461] Pour une description de ces « émeutes de la faim » voir PREVOT SCHAPIRA, M-F., *op. cit.*, 1990.

[462] Ces décaissements ont effectivement eu lieu sous la forme d'allocations aux organisations des *asentamientos* de La Matanza. Les dirigeants ont obtenu aussi la gestion de l'*urgence alimentaire* dans leurs quartiers.

Cet épisode, qui n'a rien d'anecdotique, peut nous permettre de mieux observer le problème du clientélisme. Comme nous l'avons déjà signalé, la capacité des organisations de quartier à exercer une réelle influence sur le système politique est très faible. Sans doute, la dialectique de répression et de cooptation sont les principales armes de l'État pour désarticuler la formation d'un mouvement et empêcher que celui-ci ne prenne de l'ampleur[463]. La capacité de cooptation est d'autant plus importante que l'état de privation des populations est aigu. Ainsi, il est assez facile pour un parti contrôlant quelques ressources de l'État ou une institution publique, de désarticuler un mouvement en proposant à d'autres dirigeants d'obtenir quelques bénéfices. En effet, que ce soit en Amérique latine ou ailleurs, les organisations de quartier se montrent très vulnérables au clientélisme, du point de vue de la possibilité de l'État d'interrompre les processus d'unification des organisations de quartier et d'articulation de demandes. Leur caractère local, leur fragmentation et leur éparpillement dans la ville, en conjugaison avec l'état de besoin dans lequel elles se trouvent, rendent ces organisations de base territoriale très dépendantes des politiques publiques. Il est très difficile à un dirigeant de quartier de demander aux habitants de son quartier de ne pas céder à l'offre d'un parti politique, d'une ONG ou d'une municipalité, en fonction d'une stratégie de long terme ; d'autant plus quand il y a d'autres dirigeants prêts à accepter le marché, ce qui est souvent le cas. Cependant, tout cela n'empêche pas les organisations de jouer un rôle actif, d'autant plus quand on sait que ces organisations ne contrôlent pas la totalité de la volonté politique des individus. En effet, le comportement électoral, par exemple, ne coïncide pas toujours avec les impératifs politiques du quartier.

Nous nous sommes efforcés dans ce dernier chapitre de synthétiser les éléments d'un rapport au politique à base territoriale. Nous avons ainsi souligné les logiques qui guident l'action collective dans les quartiers : réponses aux besoins données par le système de solidarités de quartier, rapport instrumentalisé avec le système politique pour obtenir l'intervention des

[463] CASTELLS, Manuel, *op. cit.*, 1973.

institutions, lutte symbolique visant une reconnaissance et à éviter la stigmatisation. Cette perspective d'analyse du quartier s'inscrit dans une problématique de l'intégration sociale. Celle-ci oblige à une conceptualisation des situations sociales problématiques où l'identité n'est pas complètement définie et où les individus se trouvent dans des situations de grande instabilité.

Ceci nous conduit vers les conclusions de notre travail. Elles portent, d'une part, sur la place du quartier dans la théorie sociale. D'autre part, nous analyserons les politiques publiques visant à resituer la place du quartier dans la perspective d'un « redéploiement de l'État » et de la « lutte contre la pauvreté ». Nous ne pouvons pas aborder la deuxième question sans avoir répondu à la première. Qu'est-ce que le quartier ? Quelle place occupe-t-il dans le raisonnement sociologique ? Les réponses à ces questionnements nous aideront à répondre à la question suivante : Quels sont les rôles de l'État et du quartier du point de vue de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques publiques ?

INDEX DES NOMS CITES.

Agostinis, S. : 6,
Alfonsin, Fernando : 387, 389
Alfonsín, Raúl : 19, 77, 83, 87, 88, 90, 93, 111, 145
Altimir, Oscar : 123-125, 142
Alvarado, Velazco : 45
Alvarez, Sonia : 522
Amado, Jorge : 483
Arbenz, Jacobo : 45
Aristizabal, Zulema : 21, 272, 359, 360,544
Austin, John L. : 28
Auyero; Javier : 545, 547
Bacqué, Marie-H. :511
Barbeito, Alberto : 9
Barrios Arrechea, Fernando : 389
Batlle y Ordoñez, José : 45
Beccaria, Luis : 9, 90, 128
Bellardi, Marta : 207, 243
Beretta Curi, Alcides : 59, 62
Bernand, Carmen : 40, 41
Bertaux, Daniel : 428
Bialet Massé, Juan : 133-140, 149
Boltanski, Luc : 100, 148
Bolvinik, Julio :119, 122
Borja, Jordi : 411, 514, 564
Bourdieu, Pierre : 243, 446, 557, 561, 562, 565, 576
Brunatti, Luis : 389
Bunel, Jean : 53
Bustelo, Eduardo : 9, 117
Cacciatore, Osvaldo : 241
Cafiero, Antonio : 387-393
Calderón, Fernando : 543, 544
Camara, Helder : 268
Campero, Gustavo : 544
Camus, Albert : 559
Cardoso, Fernando H. : 149, 543
Cardoso, Ruth : 367, 410, 411, 522, 550
Castel, Robert : 10, 15, 57, 58, 164, 166, 168, 282, 461, 473, 474, 478, 484, 492, 494, 509-511, 517, 527, 550, 554, 566, 567, 574

Castells, Manuel : 259, 411, 512, 530, 543, 544, 552, 557, 562-565, 593
Cavallo, Domingo : 95
Cavarozzi, Marcelo : 44, 65, 67, 68, 74
Cerruti Goldberg, Horacio : 300
Chazel, François : 408, 543, 550
Chiapello, Eve : 100, 148
Clichevsky, Nora : 192, 193, 204
Coraggio, Jasé L. : 536
Cottereau, Alain : 484
Coulon, Christian : 599, 601
Cuenya, Beatriz : 21, 272, 333, 360
Da Matta, Roberto : 541
De La Rua, Fernando : 111, 389
De La Torre, Lidia : 177, 207, 227, 234, 241
De Paula, A. : 207, 243
De Soto, Hernando : 149
Désigaux, Jacques : 590
Donzelot, Jacuqes : 510, 556, 565, 566, 571, 575, 590, 591
Dostoïevski : 185
Douglas, Mary : 488, 517
Doyon, Louise : 62
Dualde, Hilda : 418
Dubet, François : 238, 435, 537, 558, 582, 596
Duhalde, Eduardo : 392, 408, 416-419, 429
Dujovne Ortiz, Alicia : 48
Dumas, Alexandre : 185
Durkheim, Émile : 474, 488, 517, 554, 570, 571, 573, 602
Elias, Norbert : 104, 105, 581, 582
Eloy Martínez, Tomás : 56
Escobar, Arturo : 522
Estèbe, Philippe : 565, 571, 590, 591
Evers, Tilman : 543
Faletto, Enzo : 149
Fara, Luis : 22, 359, 543
Fassin, Didier : 148, 217
Faúndez, Alejandro : 132, 156
Feijoo, María del C. : 543
Ferrer, Aldo : 74
Franco, Carlos : 586
Franco, Francisco : 64
Freire, Paulo : 458
Freud, Sigmund : 476
Frigerio, Alejandro : 11
Frondizi, Arturo : 300
Furtado, Celso : 74
Gazoli, Rubén : 6, 22
Geertz, Clifford : 23, 25, 428
Gerchunoff, Pablo : 35

Germani, Gino : 10, 18, 60, 61, 148, 216, 226, 308
Giddens, Antony : 575
Goffman, Erving : 236, 238, 239, 502
Goldberg, Laura : 96,
González Tuñón, Raúl : 205, 206
González, Joaquín V. : 133
Gravano, Ariel : 232
Grignon, Claude : 433
Grillo, Oscar : 343
Guber, Rosana : 232
Gutierrez, Leandro : 42, 182, 183, 185
Habermas, Jürgen : 53, 492
Halperín Donghi, Tulio : 63, 64, 74
Haroche, Claudine : 15, 461, 567
Haumont, N. : 102
Hermet, Guy : 602
Hobsbawm, Eric : 422, 572, 573
Hoggart, Richard : 35, 36, 243, 479, 492, 576
Honneth, Axel : 14, 532, 584
Hugo, Victor : 235
Iglesias, Enrique : 144, 147
Izaguirre, Inés : 21, 272, 359, 360, 544
Jaramillo, Samuel : 580
Jelin, Elizabeth : 22, 359, 543, 544
Kessler, Gabriel : 9, 47, 49, 90, 92, 93, 156, 187, 193, 316, 343
Kliksberg, Bernardo : 17, 163, 586
Kordon, Diana : 83, 177
Korn, Francis : 39, 42
Lacarrieu, Mónica : 343
Laferrière, Dany : 521, 594
Lapeyronnie, Didier : 558
Laville, Jean-L. : 592
Lenclud, Gérard : 546
Lewis, Oscar : 168, 243, 523
Llach, Juan J. : 35
Lo Vuolo, Rubén : 9
Lojkine, Jean : 411, 564
Longhi, Augusto : 119
López Rega, José : 79
Lustig, Nora : 160
Magri, Susanna : 484, 508, 583
Manzi, Homero : 176
Marchand, Olivier : 47
Marín, Juan C. : 216
Marshal, Adriana : 343
Martuccelli, Danilo : 51, 53, 54
Marx, Karl : 30, 216, 575
Mauss, Marcel : 112

Medard, Jean-F. : 546
Menem, Carlos : 9, 21, 36, 52, 76, 77, 87, 93, 94, 102, 111, 145, 382, 393, 430, 431, 551
Merklen, Denis : 11, 17-19, 148, 359, 515, 586, 593, 597, 601
Merton, Robert : 302
Métraux, Alfred : 595
Minujin, Alberto : 9, 89, 90, 266, 313, 316, 343
Monza, Alfredo : 9, 98, 316
Moreno, Oscar : 411, 544, 564
Morón, Alicia : 62
Murmis, Miguel : 60, 61, 216
Ndione, Emmanuel : 513, 514
Nosiglia, Enrique : 390
Novaro, Marcos : 10, 52, 63, 65, 77, 81, 88, 91, 128, 502
Nun, José : 148, 216
Ogien, Ruwen : 119
Onetti, Juan Carlos : 18
Orlanski, Dora : 85
Oyen, Else : 162, 165
Ozlack, Oscar : 343
Palermo, Vicente : 52, 63, 65, 77, 81, 88, 91
Palomino, Héctor : 47
Park, Robert : 243
Passeron, Jean-Claude : 433
Pastrana, E. : 6
Paugam, Serge : 148, 217, 244, 473
Pellizza de Volpedo, Guiseppe : 299
Perelman, Pablo : 128, 502
Perón, Eva : 48, 54-56, 59, 263, 418
Perón, Isabel: 80, 111
Perón, Juan D. : 43, 45, 48, 52, 54, 55, 59-64, 76, 78, 79, 107, 111, 384
Pétonnete, Colette : 213, 227
Pichon Rivière, Enrique : 446
Pinçon, Michel : 574, 575
Pinçon-Charlot, Monique : 574, 575
Pitch, Tamar : 233
Portantiero, Juan C. : 19, 60, 61
Posse, Gustavo : 535
Prébish, Raúl : 149
Prévôt Schapira, Marie-F. : 49, 50, 86, 92, 102, 193, 551
Rada, Ruben : 468
Quijano, Aníbal : 148
Raggio, Liliana : 343
Ratier, Hugo : 207, 221, 226
Ravina de Luzzi, Aurora : 179, 182
Ré, Juan A. : 241
Revel, Jacques :
Reyna, J. L. : 44

Rocca, Julio : 41, 111, 133
Romero, Luis Alberto : 42, 177-179, 182, 183, 185, 186, 207, 252
Sarmiento, Domingo F. : 216
Schneider, Graciela : 193
Schvarzer, Jorge : 184
Scobie, James R. : 176, 179, 182
Scotson, John : 582
Searle, John R. : 28
Sebreli, Juan J. : 48, 51
Seffahi, Mohamed : 590
Selon, Enrrique Iglesias : 534, 545
Semán, Pablo : 10
Sigal, Silvia : 88, 92, 93, 187, 193, 330, 357, 411, 487, 518, 522, 523
Simmel, Georg : 167, 466
Sintomer, Yves : 511
Sorj, Bernardo : 367
Steward, Frances : 117
Stroessner, Alfredo : 449
Svampa, Maristella : 51, 53, 54, 216
Tavares de Almeida, Maria Herminia : 367
Taylor, J. M. : 56
Tedesco, Juan C. : 40
Tenti Fanfani, Emilio : 10, 96, 313
Testart, Alain : 481, 482
Thélot, Claude : 47
Thompson, Edward P. : 15, 492, 537
Thorp, Rosemary : 69, 71, 74, 110, 131, 144, 154
Tironi, Ernesto : 215, 544
Tironi, Eugenio : 537
Topalov, Christian : 11, 114, 122, 142, 149, 220, 484, 508, 572, 583, 593
Torrado, Susana : 8, 35, 45, 47, 70-72, 84, 107, 187, 208, 214
Torre, Juan C. : 63, 252
Touraine, Alain : 45, 46, 130, 208, 365, 410, 411, 477, 530, 537, 538, 541, 543-545
Valenzuela, E. : 537
Vargas, Getúlio : 45
Verbitsky, Bernardo : 214, 215
Verne, Jules : 185
Vidal, Monique : 533
Videla, Jorge : 80, 111
Vinocur, Pablo : 128
Wacquand, Loïc : 243, 244
Weber, Max : 580
Wilde, Eduardo : 40
Williamson, J. : 117
Wirth, Louis : 226
Yrigoyen, Hipólito: 38, 88, 111, 185
Yujnovsky, Oscar : 177, 193, 195, 207, 209, 241, 343

Zermenio, Sergio : 544
Zimmerman, Eduardo : 113, 133
Zola, Émile : 135

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages et articles de réflexion générale.

ALTHABE, Gérard & SELIM, Monique : *Démarches ethnographiques au présent*, L'Harmattan, 1998.

ALTIMIR, Oscar : « La dimensión de la pobreza en América Latina », *Cuadernos de la CEPAL N° 27*, Santiago de Chile, 1979.

AUSTIN, John L. : *How to do thinks with words*, Oxford, Clarendon Press, 1962. Traduction française : *Quand dire, c'est faire,* Paris, Seuil, 1970.

AUYERO, Javier : "La doble vida del clientelismo político", *Revista Sociedad Nro. 8*, de la Facultad de Ciencias Sociales - Universidad de Buenos Aires, Buenos Aires, abril de 1996, pp. 31-56.

BARBEITO, Alberto & LO VUOLO, Rubén : *La modernización excluyente. Estado de bienestar y transformación económica en Argentina*, Buenos Aires, UNICEF/Losada, 1992.

BECCARIA, Luis : « Estancamiento y distribución del ingreso », en MINUJIN, A. (editor), *Desigualdad y exclusión. Desafíos para la política social en la Argentina del fin de siglo*, Buenos Aires, UNICEF/Losada, 1993, pp. 115-148.

BECCARIA, Luis & VINOCUR, Pablo *: La pobreza del ajuste o el ajuste de la pobreza.* Buenos Aires, UNICEF, Documento de trabajo Nro. 4, 1991.

BECCARIA, Luis & MINUJIN, Alberto*: Sobre la Medición de la Pobreza: enseñanzas a partir de la experiencia argentina.* Buenos Aires, UNICEF, Doc. de trabajo Nro. 8, 1991.

BERNARD, Carmen : *Histoire de Buenos Aires*, Paris, Fayard, 1997.

BERTAUX, Daniel : *Les récits de vie*, Paris, Éditions Nathan – Collection Sociologie 128 pages, 1997.

BERTAUX, Daniel : "Historias de casos de familias como método para la investigación de la pobreza", *Revista Taller n° 1*, Buenos Aires, julio de 1996, pp. 3-31.

BIALET MASSÉ, Juan : *Informe sobre el estado de la clase obrera*, Madrid, Hyspamérica, 1985.

BERETTA CURI, Alcides et al : *Los años de la ilusión de masas. La Argentina de Yrigoyen a Perón (1930-1955)*, Montevideo, Universidad de la República, 1997.

BOLTANSKI, Luc & CHIAPELLO, Ève : *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

BOLVINIK, Julio : "Métodos de medición de la pobreza. Una evaluación crítica", *Socialis 1 y 2*, Rosario, 1999-2000.

BORJA, Jordi: *Movimientos sociales urbanos*, Buenos Aires, Ed. SIAP, 1971.

BOURDIEU, Pierre : *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit/Le sens commun, 1979.

BOURDIEU, Pierre : *Le sens pratique*, Paris, Minuit/Le sens commun, 1980.

BOURDIEU, Pierre : *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993.
BUNEL, Jean : *Pactos y agresiones. El sindicalismo argentino ante el desafío neoliberal*, México, FCE, 1992.
BUSTELO, Eduardo & MINUJIN, Alberto: " Política social e igualdad " en BUSTELO, E. & MINUJIN, A. (editores) : *Todos entran. Propuestas para sociedades incluyentes*, Bogotá, UNICEF/Santillana, Colección cuadernos de debate, 1998, pp. 67-117.
CALDERON, Fernando & CARDOSO, Fernando H.: *Los nuevos movimientos sociales*, Buenos Aires, CLACSO, 1989.
CARDOSO, Fernando H. & FALETTO, Enzo : *Dependencia y desarrollo en América Latina*, México, Siglo XXI, 1971.
CASTEL, Robert & HAROCHE, Claudine : *Propriété privée, propriété sociale, propriété de soi. Entretiens sur la construction de l'individu moderne*, Paris, Fayard, 2001.
CASTEL, Robert : « Les marginaux dans l'histoire » in PAUGAM, S. : *L'exclusion, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 1996.
CASTEL, Robert : *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995.
CASTEL, Robert : « Quatre éventualités pour l'avenir », *Revue Esprit 207*, Paris, décembre 1994.
CASTEL, Robert : « De l'indigence à l'exclusion, la désaffiliation. Précarité du travail et vulnérabilité relationnelle » in Jacques DONZELOT : *Face à l'exclusion. Le modèle français.* Paris, Esprit, 1991, pp. 137-168.
CASTEL, Robert : « La guerre à la pauvreté aux États-Unis : le statut de la misère dans une société d'abondance », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales 19*, Paris,1978.
CAVAROZZI, Marcelo : *Modelos de desarrollo y participación social en América Latina: legados y paradojas,* en KLIKSBERG, B & TOMASSINI, L. : *Capital social y cultura : claves estratégicas para el desarrollo,* Buenos Aires, BID/Fund. Herrera/University of Maryland/FCE, 2000, pp. 197-215.
CAVAROZZI, Marcelo : " Más allá de las transiciones a la democracia en América Latina ", in REYNA, J.L. : *América Latina a fines de siglo,* México, FCE, 1995.
CEPA: *Evolución reciente de la pobreza en el Gran Bs. As. 1988 - 1992.* Doc. de trabajo Nro.2. Secretaría de programación Económica.
CERRUTI GOLDBERG, Horacio: *Hacia una metodología de las ideas (utópicas) en América Latina*, México, UNAM, 1986.
CHAZEL, François : « La place du politique dans les mobilisations contestataires », in CHAZEL, F. : *Action collective et mouvements sociaux*, Paris, PUF, 1993.
COTTEREAU, Alain : « Problèmes de conceptualisation comparative de l'industrialisation : l'exemple des ouvriers de la chaussure en France et en Grande-Bretagne » in MAGRI, Susanna & TOPALOV, Christian : *Villes ouvrières 1900-1950*, Paris, l'Harmattan, 1989, pp. 41-82.
COULON, Christian : « La tradition démocratique au Sénégal » in JAFFRELOT, Christophe : *Démocraties d'ailleurs*, Paris, CERI / Karthala, 2000, pp. 67-92.

DA MATTA, Roberto: "Cidadania. A questão da cidadania num universo relacional", in DA MATTA, R. : *A casa & a rua. Espaço, cidadania, mulher e morte no Brasil.* Rio de Janeiro, Rocco, 5ª ediçao, 1997, pp. 65-95.

DE SOTO, Hernando : *El otro sendero*, Bogotá, La Oveja Negra, 1987.

Dirección de Estadística y Censos de la Municipalidad de la Ciudad de Buenos Aires : *La población residente en villas en la Ciudad de Buenos Aires. Su magnitud, localización y características. Transformaciones en el período 1960-1991*, Buenos Aires, 1991.

DOUGLAS, Mary : *Comment pensent les institutions*, Paris, La découverte, 1999, 1ère édition en anglais *How Institutions Think*, New York, Syracuse University Press, 1986.

DOYON, Louise : "La organización del movimiento sindical peronista", Desarrollo económico 94, Buenos Aires, 1984.

DUJOVNE ORTIZ, Alicia : *Eva Perón. La madone des sans-chemise*, Paris, Grasset, 1995.

DURKHEIM, Émile : *De la division du travail social*, Paris, PUF - Quadrige, 1998. 1re édition Paris, 1895.

DURKHEIM, Émile : *Leçons de sociologie*, Paris, PUF, 1950. 1ère édition, Istanbul 1947.

ELIAS, Norbert : *Qu'est-ce que la sociologie ?*, Paris, Ed. de l'Aube, 1991.

FASIN, Didier : « Marginalidad et marginados. La construction de la pauvreté urbaine en Amérique Latine », in PAUGAM, Serge : *L'exclusion, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 1996.

FAUNDEZ, Alejandra : *Modernización de las Políticas Sociales en América Latina*, Santiago de Chile, UNESCO/Flacso, 1998.

FRIGERIO, Alejandro : *El pentecontalismo en Argentina*, CEAL, Buenos Aires, 1994.

GEERTZ, Clifford : *The Interpretation of Cultures*, New York, Basic Books, 1973.

GERMANI, Gino : *Política y sociedad en una época de transición*. Buenos Aires, Paidos, 1962.

GERMANI, Gino : *Sociología de la modernización*, Buenos Aires, Paidós, 1969.

GERMANI, Gino : "El surgimiento del peronismo: el rol de los obreros y de los migrantes internos", *Revista Desarrollo Económico Vol. 13, Nro. 51*, Buenos Aires, 1973.

GERMANI, Gino : *El concepto de marginalidad*, Buenos Aires, Nueva Visión, 1980.

GIDDENS, Antony : *Consecuencias de la modernidad*, Madrid, Alianza, 1993.

GOFFMAN, Erving : *Estigma. La Identidad deteriodada*, Buenos Aires, Amorrortu, 1986.

GRIGNON, Claude & PASSERON, Jean-Claude : *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Le Seuil, 1989.

GUTIERREZ, Leandro y ROMERO, Luis Alberto: *Sectores Populares, cultura y política. Buenos Aires en la entreguerra,* Buenos Aires, Sudamericana, Colección Historia y cultura, 1995.

HABERMAS, Jürgen : *Raison et légitimité. Problèmes de légitimation dans le capitalisme avancé*, Paris, Payot, 1978.

HABERMAS, Jürgen : *Théorie de l'agir communicationnel*, Paris, Fayard, 1987, 1ère éd. Allemande, 1981.
HALPERÍN DONGHI, Tulio: *La larga agonía de la Argentina peronista*, Buenos Aires, Ariel, 1994.
HERMET, Guy : *Culture et développement*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000.
HOBSBAWM, Eric J. : *Les bandits*, Paris, La découverte/Poche, 1999. 1ère éd. Française 1972, 1ère éd. Anglaise, 1969.
HOBSBAWM, Eric : *Age of Extremes : The Short Twentieth Century, 1914-1991*, London, 1994. Version française : *L'âge des extrêmes. Histoire du court vingtième siècle*, Paris, Complexe – Le monde diplomatique, 1999.
HONNETH, Axel : *La lutte pour la reconnaissance,* Paris, Cerf, 2000. 1ère édition allemande, *Kampf um Anerkennung*, Frankfurt, 1992.
HURBON, Laënnec : *Comprendre Haïti. Essai sur l'État, la nation, la culture,* Paris/Port-au-Prince, Karthala/Ed. H. Deschamps, 1987.
JELIN, Elizabeth : *Los nuevos movimientos sociales*, Buenos Aires, CEAL, 1989.
JELIN, Elizabeth : "¿Ciudadanía emergente o exclusión? Movimientos sociales y ONG en América latina en los años 90", *Revista Sociedad Nro. 8*, Facultad de Ciencias Sociales - Universidad de Buenos Aires, Buenos Aires, abril de 1996, pp. 57-81.
KESSLER, Gabriel : *Le processus de paupérisation de la classe moyenne argentine*, Paris, EHESS, Thèse doctorale, 1998.
KLIKSBERG, Bernardo (compilador) : *Pobreza. Un tema impostergable. Nuevas respuestas a nivel mundial, Mexique,* CLAD/FCE/PNUD, 1993.
KLIKSBERG, Bernardo : *Repensando el rol del estado para el desarrollo social. Más allá de dogmas y convencionalismos*, Séminaire sur les Modèles Avancés de Gestion Sociale, Buenos Aires, 1998.
KORDON, Diana et al. : *Efectos psicopatológicos de la represión social*, Buenos Aires, , 1985.
KORN, Francis : *Vida cotidiana, pública y privada 1870-1914,* Buenos Aires, Academia Nacional de Historia, 1999.
KORN, Francis : *Buenos Aires : Los huéspedes del 20*, Buenos Aires, GEL, 1989, 2a edición.
LENCLUD, Gérard : « Avant-propos » à l'édition N° 21 de la revue Terrain. Carnets du patrimoine ethnologique : *Liens de pouvoir ou le clientélisme revisité,* Paris, Ministère de la culture et de la communication, octobre 1993.
LEWIS, Oscar: *Antropología de la pobreza. Cinco familias*, México, FCE, 196.
LEWIS, Oscar : *La vida, une famille portoricaine dans une culture de pauvreté : San Juan et New York*, Paris, Gallimard, 1969.
LEWIS, Oscar: *Les enfants de Sanchez. Autobiographie d'une famille mexicaine*, Paris, Gallimard, 1981.
LLACH, Juan José y GERCHUNOFF, Pablo : *Población, mercado de trabajo y salarios. Un diagnóstico preliminar y prioridades de investigación,* Buenos Aires, CEIL, Documento de trabajo 3, 1977.
LONGHI, Augusto : *Sobre la pobreza. Conceptos y medidas para el caso uruguayo*, Montevideo, FCU, 1996.
LUSTIG, Nora (editor) : *Shielding the Poor. Social protection in the developing World,* Washington, IADB, 2001.

MARCHAND, Olivier & THÉLOT, Claude : *Le travail en France 1800-2000*, Paris, Nathan – Collection Essais & recherches, 1997.

MARSHALL, Adriana: *Políticas sociales. El modelo neoliberal argentino*, 1976-1988, Buenos Aires, FLACSO/Legasa, 1988.

MARTUCCELLI, Danilo y SVAMPA, Maristella : *La plaza vacía. Las transformaciones del peronismo*, Buenos Aires, Losada, 1997.

MARX, Karl : *Le capital* in *Œuvres*, Paris, NRF, 1965, 1ère édition en allemand : *Das Kapital*, 1867 livre I, 1885 livre II, 1894 livre III.

MARX, Karl : *Contribution à la critique de l'économie politique* in *Œuvres*, Paris, NRF, 1965. 1ère édition 1859.

MEDARD, Jean-François : « Le rapport de clientèle. Du phénomène social à l'analyse politique », *Revue française de science politique*, Paris, 1976.

METRAUX, Alfred : *Le vaudou haïtien*, Paris, Gallimard, 1958.

MINUJIN, Alberto :« En la rodada », in Minujin A., *Cuesta abajo. Los nuevos pobres : efectos de la crisis en la sociedad argentina*, Buenos Aires, UNICEF/Losada, 1992.

MINUJIN, Alberto : *Desigualdad y exclusión*, Buenos Aires, UNICEF/Losada, 1993.

MINUJIN, Alberto & KESSLER, Gabriel : *La nueva pobreza en Argentina*, Buenos Aires, Planeta, 1995.

MONZA, Alfredo: « La situación ocupacional argentina. Diagnóstico y perspectivas », en Minujin, A.: *Desigualdad y exclusión. Desafíos para la política social en la Argentina de fin de siglo*, Buenos Aires, UNICEF/Losada, 1993, pp. 65-113.

MORON, Alicia : « La sociedad argentina del primer peronismo (1943-1955) in Beretta, Alcides et al : *Los años de la ilusión de masas. La Argentina de Yrigoyen a Perón (193061955)*, Montevideo, Universidad de la República, 1997, pp. 81-96.

MURMIS, Miguel & PORTANTIERO, Juan Carlos: *Estudio sobre los orígenes del peronismo*, Buenos Aires, Siglo XXI, 1971.

NOVARO, Marcos : « El liberalismo político y la cultura política popular », *Revista Nueva Sociedad 149*, Caracas, 1997, pp. 114-129.

NOVARO, Marcos & PERELMAN, Pablo : "La pobreza en el Area Metropolitana de Buenos Aires", Buenos Aires, *Revista Medio Ambiente y Urbanización 45*, 1993, pp.11-23.

NOVARO, Marcos & PERELMAN Pablo, *La pobreza en el Area Metropolitana de Buenos Aires. Una visión de sus características y su evolución*, Buenos Aires, IIED-AL, diciembre 1993.

NOVARO, Marcos & PALERMO, Vicente : *Política y poder en el gobierno de Menem*, Buenos Aires, Flacso/Norma, 1996.

NUN, José ; MURMIS, Miguel & MARIN, Juan Carlos: *La marginalidad en América Latina*, Buenos Aires, Inst. Torcuato Di Tella, 1968.

NUN, José : « Sobre población relativa, ejército industrial de reserva y masa marginal », Buenos Aires, *Revista Latinoamericana de Sociología 2*, 1969.

OGIEN, Ruwen : *Théories ordinaires de la pauvreté,* Paris, PUF, 1983.

ORLANSKY, Dora : « Empleo público y condiciones de trabajo. Argentina 1960-1986 », in *Desarrollo económico Vol. 29 – N°113*, Buenos Aires, abril-junio de 1989, pp.63-86.

OYEN, Else : « Les aspects politiques de la réduction de la pauvreté », *Revue Internationale de Sciences Sociales 162*, Paris, Décembre 1999, pp. 527-533.

PALOMINO, Héctor : *Cambios ocupacionales y sociales en Argentina. 1947-1985*, Buenos Aires, CISEA, 1987.

PAUGAM, Serge : *L'exclusion, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 1996.

PERÓN, Eva : *Historia del peronismo,* Buenos Aires, Freeland, 1971.

PERÓN, Juan D. : *La Nación Argentina. Justa, Libre, Soberana. Año del Libertador General San Martín*, Buenos Aires, 1950, 3a. Edición.

PITCH, Tamar : *Teoría de la Desviación Social*, México, Nueva Imágen, 1980.

PORTANTIERO, Juan Carlos : *La producción de un orden,* Buenos Aires, Nueva Visión, 1988.

PRÉVÔT SCHAPIRA, Marie-France : « Du Welfare à l'assistance: la décentralisation de l'intervention sociale en Argentine », *Cahiers des Amériques latines 15*, Paris, 1994, pp. 29-50.

RE, Juan A. : *El problema de la mendicidad en Buenos Aires. Sus causas y remedios*, Buenos Aires, Biblioteca Policial, 1937.

REVEL, Jacques : « L'institution et le social » in LEPETIT, Bernard : *Les formes de l'expérience. Une autre histoire sociale*, Paris, Albin Michel, pp. 63-84.

SCHVARZER, Jorge : *La industria que supimos conseguir*, Buenos Aires, Planeta, 1996.

SEARLE, John R. : *Les actes de langage. Essai de philosophie du langage*, Paris, Hermann, 1972. 1ère édition *Speech acts : An essay in the philosophy of language,* Cambridge, Cambridge University Press, 1969.

SEBRELI, Juan José: *Los deseos imaginarios del peronismo*, Buenos Aires, Legasa, 1983.

SEMAN, Pablo : « Religión y cultura popular en la ambigua modernidad latinoamericana », *Revista Nueva Sociedad 149*, Caracas, 1997, pp. 130-145

SIGAL, Silvia : *Démocratie et crise économique. L'itinéraire d'un discours politique,* Paris, ronéo, 19

SIGAL, Silvia & KESSLER, Gabriel : *Comportamientos y representaciones ante la dislocación de regulaciones sociales. La hiperinflación en Argentina*, mimeo, 1999, 30 p.

SIMMEL, Georg : *Les pauvres,* Paris, PUF/Quadrige, 1998 (1e édition allemande Der Arme, 1908).

SIMMEL, Georg : *Sociología*, Buenos Aires, Espasa-Calpe, 1939 (1a edición en alemán, *Sowiologie*, 1908'.

STEWART, Frances: " La insuficiencia crónica del ajuste ", en E. BUSTELO & A. MINUJIN (editores) : *Todos entran. Propuestas para sociedades incluyentes*, Bogotá, UNICEF/Santillana, Colección cuadernos de debate, 1998, pp. 25-65.

SVAMPA, Maristella : *El dilema argentino: civilización o barbarie. De sarmiento al revisionismo peronista,* Buenos Aires, El cielo por asalto, 1994.

TAYLOR, J. M. : *Evita Perón. Los mitos de una mujer*, Buenos Aires, Belgrano, 1981.

TEDESCO, Juan Carlos : *Educación e industrialización en Argentina*m Buenos Aires, DEALC, 1978.

TENTI FANFANI, Emilio : « La escuela en el circulo vicioso de la pobreza », in Minujin A., *Cuesta abajo. Los nuevos pobres : efectos de la crisis en la sociedad argentina*, Buenos Aires, UNICEF/Losada, 1992.

TENTI FANFANI, Emilio : *La escuela vacía. Deberes del Estado y responsabilidades de la sociedad*, Buenos Aires, UNICEF/Losada, 1992.

TENTI FANFANI, Emilio & GOLDBERG, Laura : « Argentine : nouvelle et ancienne pauvreté », in *Problèmes d'Amérique latine 8*, Paris, janvier-mars 1993.

TESTART, Alain : « Les sociétés de chasseurs-cueilleurs », *Revue Pour la science (édition française de Scientific American)*, Paris, février 1979, pp. 99-108.

THOMPSON, Edward P.: *Costumbres en común*, Barcelona, Critica, 1995.

THOMPSON, Edward P.: " ¿Lucha de clases sin clases? ", en E.P. THOMPSON: *Tradición, revuelta y consciencia de clase*, Barcelona, Crítica, 1979.

THORP, Rosemary : *Progrès, pauvreté et exclusion. Histoire économique de l'Amérique latine au 20e siècle*, Banque interaméricaine de développement – Union européenne, Washington D.C., 1998.

TIRONI, Ernesto : *Autoristarismo, modernización y marginalidad*, 1991.

TOPALOV, Christian : *Naissance du chômeur 1880 – 1910*, Paris, Albin Michel, 1994.

TORRADO, Susana : *La estructura social de la Argentina 1945-1983*, Buenos Aires, Ediciones de la Flor, 1994, 2a Edición.

TORRADO, Susana : "Vivir apurado para morirse joven - Referencias sobre la transmisión intergeneracional de la pobreza", *Revista Sociedad 7,* Facultad de Ciencias Sociales - Universidad de Buenos Aires, Buenos Aires, Octubre de 1995, pp. 31-55.

TORRE, Juan Carlos : *El 17 de Octubre de 1945*, Buenos Aires, Ariel, 1995.

TOURAINE, Alain: « Les ouvriers d'origine agricole », *Revue Sociologie du Travail n° 3/60*, Paris, juillet/septembre1960, p. 230-245.

TOURAINE, Alain : *Le retour de l'acteur : essai de sociologie*, Paris, Fayard, 1984.

TOURAINE, Alain : *La parole et le sang. Politique et société en Amérique latine*, Paris, Odile Jacob, 1988.

TOURAINE, Alain : *Critique de la modernité*, Paris, Fayard, 1992.

TOURAINE, Alain : « Découvrir les mouvements sociaux », in CHAZEL, François : *Action collective et mouvements sociaux*, Paris, PUF, 1993.

WACQUANT, Loïc : « L'underclass urbaine dans l'imaginaire social et scientifique américain », in PAUGAM, Serge : *L'exclusion, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 1996.

WEBER, Max : *Économie et société/1*, Paris, Agora, 1995, 1ère édition en allemand : *Wirtschaft und Gesellschaft*, 1922.

WIEVIORKA, Michel : « Plaidoyer pour un concept », in DUBET, F. & WIEVIORKA, M. : *Penser le sujet. Autour d'Alain Touraine*, Paris, Fayard, 1985, pp. 218-219.

WILLIAMSON, J. : " The Washington Consensus revisited ", in *Developement Thinking and Practice*, Conference, IDP, Washington, 1996.

ZIMMERMANN, Eduardo : *Los liberales reformistas. La cuestión social en la Argentina 1890-1916*, Buenos Aires, Sudamericana, 1995.

Analyse du local et de l'action collective urbaine.

BACQUÉ, Marie-Hélène & SINTOMER, Yves : « Affiliations et désaffiliations en banlieue », Paris, *Revue française de sociologie n° 42-2,* avril-juin 2001, pp. 217-249.

BELLARDI Marta & DE PAULA, A. : *Villas Miseria : origen, erradicación y respuestas populares*, Buenos Aires, CEAL, 1986.

BOURDIEU, Pierre : « Effets de lieu », in *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993, pp. 159-167.

BOURDIEU, Pierre : « La rue des Jonquilles », in *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993, pp. 13-23.

BOURDIEU, Pierre : « L'espace des points de vue », in *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993, pp. 9-11.

CALDERON, Fernando & CARDOSO, Fernando H.: *Los nuevos movimientos sociales*, Buenos Aires, CLACSO, 1989.

CARDOSO, Ruth : "Movimentos sociais urbanos: balanço crítico", in Bernardo SORJ e María Herminia TAVARES DE ALMEIDA (org.): *Sociedade e política no Brasil pos-64*, São Paulo, Brasiliense, 1983.

CARDOSO, Ruth : "Popular movements in the context of the consolidation of democracy in Brazil", in ESCOBAR, Arturo & ALVAREZ, Sonia: *The making of social movements in Latin America*, Boulder, Westview Press, 1992.

CASTEL, Robert : « La protection rapprochée », in *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995, pp. 33-70.

CASTEL, Robert : « De l'indigence à l'exclusion, la désaffiliation. Précarité du travail et vulnérabilité relationnelle » in Jacques DONZELOT : *Face à l'exclusion. Le modèle français.* Paris, Esprit, 1991, pp. 137-168.

CASTELLS, Manuel : *Luttes urbaines et pouvoir politique*, Paris, Maspero, 1973.

CASTELLS, Manuel : *La question urbaine*, Paris, Maspero, 1972 (et 1975 pour une édition révisée).

CASTELLS, Manuel : *Problemas de investigación en sociología urbana,* Madrid, Siglo XXI, 1971.

CLICHEVSKY, Nora : *El mercado de tierras en el área de expansión de Buenos Aires y su incidencia sobre los sectores populares (1943-73)*, Buenos Aires, CEUR-Instituto Di Tella, 1975.

CLICHEVSKY, Nora; PRÉVÔT SCHAPIRA, Marie France & SCHNEIDER, Graciela : *Loteos populares, sector inmobiliario y gestión local en Buenos Aires*, Buenos Aires, CEUR-CREDAL, 1990.

CORAGGIO, José Luis : *Participación popular y vida cotidiana,* XIII Seminario Latinoamericano de Trabajo Social, Quito, 1989.

CUENYA, Beatriz: *Condiciones de hábitat y salud de los sectores populares. Un estudio piloto en el asentamiento San Martín de Quilmes*, Buenos Aires, CEUR, 1985.

DE LA TORRE, Lidia: « La ciudad residual », in Romero J.L. & Romero L.A. (comp.) : *Buenos Aires, historia de cuatro siglos*, Buenos Aires, Ariel, 1983.

DESIGAUX, Jacques & SEFFAHI, Mohammed: *La ville à l'épreuve des quartiers,* Rennes, ENSP, 1996.

DONZELOT, Jacques : « La nouvelle question urbaine », *Revue Esprit 258,* Paris, novembre 1999, pp.87-114.

DONZELOT, Jacques & ESTEBE, Philippe : *L'État animateur. Essai sur la politique de la ville*, Paris, Esprit, 1994.

DUBET, François : *La galère : jeunes en survie,* Paris, Fayard, 1987.

DUBET, François & LAPEYRONNIE, Didier : Les quartiers d'exil, Paris, Seuil, 1992.

ELIAS, Norbert & SCOTSON, John : *The Established and the Outsiders,* London, Sage Publications, 1965. Trad. Française, *Logiques de l'exclusion*, Paris, Fayard, 1997.

EVERS, Tilman "Identidad : la faz oculta de los nuevos movimientos sociales", *Revista Punto de Vista N°25*, Buenos Aires, 1985.

FARA, Luis : "Luchas reivindicativas en un contexto autoritario. Los asentamientos en San Francisco Solano" in Elizabeth JELIN : *Los nuevos movimientos sociales*, Buenos Aires, CEAL, 1989.

FEIJOO, María del Carmen : *Las luchas de un barrio y la memoria colectiva, Buenos Aires*, CEDES, 1984.

FRANCO, Carlos : "La experiencia de Villa El Salvador: del arenal a logros fundamentales a través de un modelo social de avanzada" in KLIKSBERG, Bernardo: *Pobreza, un tema impostergable. Nuevas respuestas a nivel mundial*, México, PNUD/CLAD/FCE, 1993, pp. 421-432.

GAZOLI, Rubén, PASTRANA, E. & AGOSTINIS, S. : *Las tomas de tierras en el Gran Buenos Aires*, Buenos Aires, PROHA, mimeo, 1990.

GUBER, Rosana : « Villeros o cuando querer no es poder », in GUBER, Rosana & GRAVANO, Ariel : *Barrio sí, villa también*, Buenos Aires, CEAL, 1991.

GUTIERREZ, Leandro & ROMERO, Luis Alberto : " Sociedades barriales y bibliotecas populares ", in GUTIERREZ, L. & ROMERO, J. L. : *Sectores Populares, cultura y política. Buenos Aires en la entreguerra,* Buenos Aires, Sudamericana, Colección Historia y cultura, 1995, pp. 69-105.

HABERMAS, Jürgen : « Deuxième considération intermédiaire : système et monde vécu » in *Théorie de l'agir communicationnel*, Paris, Fayard, 1987, pp. 125-216.

HOBSBAWM, Eric : « Révolution culturelle » in *L'âge des extrêmes. Histoire du court vingtième siècle*, Paris, Complexe – Le monde diplomatique, 1999, pp. 437-447.

HOGGART, Richard : *The uses of literacy*, Harmondsworth, 1958. Traduction française : *La culture du pauvre*, Paris, Minuit, 1970.

IZAGUIRRE, Inés & ARISTIZABAL, Zulema : *Las tomas de tierras en la zona sur del Gran Buenos Aires*, Buenos Aires, CEAL, 1988.

JARAMILLO, Samuel : *La tierra en el desarrollo urbano*, México, Ed. Morelie, 1987.

KORN, Francis y DE LA TORRE, Lidia : " La vivienda en Buenos Aires 1887-1914 ", *Revista Desarrollo Económico Nro.* , Buenos Aires, 1985.

LACARRIEU, Mónica, GRILLO, Oscar & RAGGIO, Liliana: *Políticas sociales y estrategias habitacionales*, Buenos Aires, Espacio, 1995.

LAVILLE, Jean-Louis : *Services de proximité : La construction sociale d'un champ d'activités économiques*, Paris, CRIDA-LSCI, non daté.

LOJKINE, Jean : *Le marxisme, l'état et la question urbaine*, Paris, PUF, 1977.

MAGRI, Susanna & TOPALOV, Christian : *Villes ouvrières 1900-1950*, Paris, L'Harmattan, 1989.

MAGRI, Susanna & TOPALOV, Christian : « Pratiques ouvrières et changements structurels dans l'espace des grandes villes du premier XXe siècle. Quelques hypothèses de recherche », in MAGRI, S. & TOPALOV, C. : *Villes ouvrières 1900-1950*, Paris, L'Harmattan, 1989, pp. 17-40.

MERKLEN, Denis : *Policies to Fight Urban Poverty. A general framework for action,* Paris, UNESCO/MOST, 2001.

MERKLEN, Denis (a): *Le Projet Jalousie : développement intégré d'un bidonville haïtien, Pétion Ville, Haïti,* Paris, UNESCO/MOST, 2000.

MERKLEN, Denis (b) : *Le Projet Développement Social de Quartiers à Yeumbeul et Malika, dans la banlieue de Dakar, Sénégal*, Paris, UNESCO/MOST, 2000.

MERKLEN, Denis (c) : "Más allá de la pobreza: cuando los olvidados se organizan. Las organizaciones locales como capital social frente a los problemas de integración en barrios marginales", en KLIKSBERG, B & TOMASSINI, L. : *Capital social y cultura : claves estratégicas para el desarrollo,* Buenos Aires, BID/Fund. Herrera/University of Maryland/FCE, 2000, pp. 245-262.

MERKLEN, Denis : "Marginalidad : posibilidades de un concepto frente a las ideas de pobreza y exclusión", *Revista Relaciones 167*, Montevideo, 1998.

MERKLEN, Denis : "Un pobre es un pobre. La sociabilidad en el barrio ; entre las condiciones y las practicas", *Revista Sociedad 11, Facultad de Ciencias Sociales -Universidad de Buenos Aires-,* Buenos Aires, 1997 (a), pp. 21-64.

MERKLEN, Denis : "Organización comunitaria y práctica política. Las ocupaciones de tierras en el conurbano de Buenos Aires", Caracas, *Revista Nueva Sociedad 149*, 1997 (b), pp. 162-177.

MERKLEN, Denis : *Asentamientos en La Matanza. La terquedad de lo nuestro*, Buenos Aires, Catálogos, 1991.

MORENO, Oscar: "Las contradicciones entre las políticas del Estado y los movimientos sociales urbanos a nivel de las prácticas de clase" en *Contradicciones, conflictos y movimientos sociales en la problemática regional,* Caracas, Cuadernos del CENDES N° 44 – Universidad Central de Venezuela, 1978.

NDIONE, Emmanuel S. : *Le don et le recours. Ressorts de l'économie urbaine*, Dakar, Enda, 1992.

NDIONE, Emmanuel S. : *Dakar, une société en grappe,* Paris-Dakar, Karthala – Enda Graf, 1993, 1ère éd. 1987.

OZLACK, Oscar : *Merecer la ciudad. Los pobres y el derecho al espacio urbano*, Buenos Aires, CEDES, 1991.

PÉTONNETE, Colette : *On est tous dans le brouillard. Ethnologie des banlieues*, Paris, Éditions Galilée, 1979.

PÉTONNETE, Colette : *Espaces habités. Ethnologie des banlieues*, Paris, Éditions Galilée, 1982.

PINÇON, Michel & PINÇON-CHARLOT, Monique : « En milieu urbain » in *Grandes fortunes,* Paris, Payot-Rivages, 1998, pp. 105-107.

PINÇON, Michel & PINÇON-CHARLOT, Monique : *Dans les beaux quartiers,* Paris, Le Seuil, 1989.

PRÉVÔT SCHAPIRA, Marie-France : « Les banlieues de Buenos Aires : politiques sociales en débat » in N. HAUMONT (coord.) : *La ville éclatée : quartiers et peuplement,* Paris, l'Harmattan, 1997.

PRÉVÔT SCHAPIRA, Marie-France : « Territoires urbains et politiques sociales en Amérique latine. Réflexions à partir des cas argentin et mexicain »,

PRÉVÔT SCHAPIRA, Marie-France : « Pauvreté, crise urbaine et émeutes de la faim dans le Grand Buenos Aires », *Problèmes d'Amérique latine 95*, Paris, 1er trimestre 1990.

RATIER, Hugo: *Villeros y villas miseria*, Buenos Aires, CEAL, 1985.

ROMERO, Luis Alberto : "Introducción" in GUTIERREZ, Leandro y ROMERO, Luis Alberto: *Sectores Populares, cultura y política. Buenos Aires en la entreguerra,* Buenos Aires, Sudamericana, Colección Historia y cultura, 1995, pp. 9-20.

SCOBIE, James R. : *Buenos Aires. Plaza to suburb, 1870 – 1910*, New York, Oxford University Press, 1974.

SCOBIE, James & RAVINA de LUZZI, Aurora : « El centro, los barrios y el suburbio », in ROMERO, J.L. & ROMERO, L.A.: *Buenos Aires, historia de cuatro siglos*, Buenos Aires, Ed. Abril, 1983, Tomo II, p. 182.

SIGAL, Silvia : " Marginalidad espacial, Estado y ciudadanía ", *Revista Mexicana de Sociología Nro. 4/81*, México, 1981, pp. 1547-1577.

TOPALOV, Christian : *La urbanización capitalista*, México, Ed. Edicol, 1979.

TOPALOV, Christian : *Naissance du chômeur 1880 – 1910*, Paris, Albin Michel, 1994.

TORRE, Juan Carlos : « La ciudad y los obreros", in ROMERO J.L. & ROMERO, L. A.: *Buenos Aires, historia de cuatro siglos*, Buenos Aires, Ed. Abril, 1983, Tomo II, pp. 275-286.

VERBITSKY, Bernardo : *Villa Miseria también es América*, Buenos Aires, Kraft, 1957.

VIDAL, Dominique : *La politique au quartier. Respect, crise et citoyenneté à Brasilia Teimosa, favela urbanisée de Recife (Brésil)*, Paris, EHESS, Thèse doctoral, 1996.

WIRTH, Louis : *Le ghetto*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1980, p.290.

YUJNOVSKY, Oscar : *Claves políticas del problema habitacional argentino - 1955/1983,* Buenos Aires, Ed. GEL, 1984.

YUJNOVSKY, Oscar : "Del conventillo a la *villa miseria"*, en ROMERO, J.L. & ROMERO, L.A.: *Buenos Aires, historia de cuatro siglos*, Buenos Aires, Ed. Abril, 1983, Tomo II, pp. 451-464.

Enquêtes, documents et journaux.

BID : *América latina tras una década de reformas*, Washington DC, BID, 1997.

BID : *Progreso económico y social en América Latina. Tema especial: seguridad social*, Washington, 1991.

BID & PNUD : *Social Reform and Poverty. Toward a Comprehensive Agenda for Development,* Washington, 1993.

BID : *Desarrollo, más allá de la economía. Progreso económico y social en América Latina*, Washington, 2000.

Federación de Asentamientos de la Zona Oeste, documento constitutivo, San Justo, agosto de 1989.

Gobernación de la Provincia de Buenos Aires, *Censo socioeconómico de Villas de Emergencia*, La Plata, 1981.

IGLESIAS, Enrique : *Address given in the closing session of the Forum on Social Reform and Poverty,* Washington, D.C., February 13, 1993.

INDEC : *Censo Nacional de Población y Vivienda*, Buenos Aires, 1991.

INDEC : *La pobreza en el conurbano bonaerense*, Buenos Aires, INDEC, 1989.

INDEC: *La pobreza en la Argentina. Indicadores de Necesidades Básicas Insatisfechas a partir de los datos del Censo Nacional de Población y Vivienda 1980*. Buenos Aires, 1984.

INDEC : *La pobreza en Argentina*, Buenos Aires, 1984.

PNUD : *Rapport sur le développement humain*, 2000.

SIEMPRO: "Dinámica del empleo, el desempleo y la pobreza urbana en el Gran Buenos Aires (1994-1995)", *Informe de Coyuntura Nro. 3,* Secretaría de Desarrollo Social, Ministerio de Salud y Acción Social de la Nación, Buenos Aires, 1996.

SIEMPRO : "Situación de los jefes de hogar en las regiones geográficas del país", *Informe de situación social 4*, Buenos Aires, Ministerio de Desarrollo Social y Medio Ambiente, Septiembre 2000.

SIEMPRO : « Evolución reciente del mercado de trabajo. Octubre 1999 – Octubre 2000 », *Informe de situación 6*, Buenos Aires, Ministerio de Desarrollo Social y Medio Ambiente, Abril 2001.

United Nations : *United Nations General Assembly*, Resolution 50/107 of December 1995.

UNESCO : *Unesco's Strategy on Development and Poverty Eradication,* Executive Board, 106° Session, Paris, September 2000.

World Bank : *Argentine poverty assessment*, Washington, 1999.

World Bank : *Informe sobre el desarrollo mundial 2000/2001 : La lucha contra la pobreza*, Washington, 2000.

World Bank : *Our dream. A world free of poverty*, Washington, 2000.

Diario *Clarín*, Buenos Aires, plusieurs éditions.
Diario *Crónica*, Buenos Aires, plusieurs éditions.
Diario *La Nación*, Buenos Aires, plusieurs éditions.
Diario *Página/12*, Buenos Aires, plusieurs éditions.
Diario *La Razón*, Buenos Aires, plusieurs éditions.
Journal *Le Monde*, Paris, 11 juillet 2001.
Revue *Courrier International n° 566*, Paris, 6 au 12 septembre 2001, dossier « Argentine. Un peuple au bord de la déprime », pp. 30-35.

Liste des tableaux, des encadrés et des cartes.

Page

Tableaux statistiques.

TABLEAU 1 : Structure du marché du travail des pays latino-américains en 1970 71
TABLEAU 2 : Population active. Proportion des salariés - Argentine (1947-1980).. 71
TABLEAU 3 : Dépenses sociales – Argentine (1975 – 1982) 86
TABLEAU 4 : Rémunérations des travailleurs au secteur formel et informel..... 99
TABLEAU 5 : Participation du secteur manufacturier au PNB (pris de 1970) 110
TABLEAU 6 : Accroissement de la productivité – Argentine. 110
TABLEAU 7 : Population des bidonvilles de la Capitale Fédérale 210
TABLEAU 8 : Les *asentamientos* de La Matanza : Population et surface occupée... 261
TABLEAU 9 : Lieu de provenance de la population des *asentamientos* 308
TABLEAU 10 : Type d'habitat de la résidence avant de rejoindre l'*asentamiento*... 309
TABLEAU 11 : Distribution de la population par âge et par sexe. 310
TABLEAU 12 : Distribution des foyers selon le nombre de membres. 312
TABLEAU 13 : Distribution des chefs de foyer selon l'âge et le sexe. 312
TABLEAU 14 : Scolarité des enfants selon les groupes d'âge. 315
TABLEAU 15 : Niveau maximum de Scolarité atteint par les Chefs de foyer. Comparaison de la population des *asentamientos* avec les chiffres de niveau national et du Grand Buenos Aires. 315
TABLEAU 16 : Type d'occupation des membres du foyer. 319
TABLEAU 17 : Membres du foyer selon la branche d'activité économique de leur emploi. 319
TABLEAU 18 : Situation habitationnelle avant de rejoindre l'*asentamiento*. 342
TABLEAU 19 : Pourquoi avez-vous décidé de venir à l'*asentamiento* ? 345
TABLEAU 20 : Motivation pour venir à l'*asentamiento* et situation habitationnelle antérieure. 346

GRAPHIQUE 1 : Évolution de la pauvreté, du chômage et du sous-emploi 101

ANNEXE 1 : Liste des gouvernements au XXe siècle, Argentine 111

Page

Cartes.

Carte 1 : L'agglomération de Buenos Aires. 189
Carte 2 : Bidonvilles dans la Capitale Fédérale, 1978. 230
Carte 3 : Les *asentamientos* de La Matanza dans le Grand Buenos Aires. 265
Carte 4 : Le contexte urbain des *asentamientos* de La Matanza. 275
Carte 5 : Le processus d'invasion de terres à La Matanza. 294

Encadrés

Encadré 1 : *Evita* et la *Fondation Eva Perón*. 56
Encadré 2 : La société selon Perón. 59
Encadré 3 : L'initiative revient aux associations. 158
Encadré 4 : La maison de Mario à San Justo 198
Encadré 5 : Lieu commun, la peur. Des Bidonvilles considérés dangereux. 248
Encadré 6 : Le district de La Matanza. 266
Encadré 7 : *Los vecinos*. 274
Encadré 8 : Le mariage de María et Manuel à *El Tambo*. 329
Encadré 9 : Les quartiers marginaux. 520
Encadré 10 : Le prix à payer dans les communautés. 527
Encadré 11 : La municipalité de San Isidro a acheté les terrains du bidonville. *La Cava* sera transformé en un quartier pour 13 000 personnes..... 535
Encadré 12 : Comportement électoral et mobilisation sociale..... 541

1.1.1.3 Table des matières

Page

INTROUDUCTION 5

1. Les occupations illégales de terres urbaines en Argentine : les *asentamientos*. 6

2. Méthodologie et contexte de la recherche. 18

Le contexte intellectuel de la recherche. 18

Une approche ethnographique. 21

Définition de l'objet. 23

La collecte de données. 25

Organisation de la thèse. 30

CHAPITRE I

LES CATEGORIES POPULAIRES DANS LA SOCIETE ARGENTINE 33

1. De l'arrivée des travailleurs européens et de comment ils furent accueillis (1900-1930). 37

1.1. L'arrivée des immigrants et comment ils ont été accueillis : taudis et ateliers. 38

2. Le péronisme et la construction des catégories populaires comme *peuple travailleur* (1945-1955). 43

2.1. La formation de la classe ouvrière en Argentine : entre l'État, les syndicats et les leaders. 43

Le rôle de l'État. 45

Salariat ouvrier et législation sociale. 46

La protection à travers les œuvres sociales et le système public de santé. 49

Le rôle des syndicats. 51

Les interpellations au peuple. 54

L'intégration des catégories populaires sous le péronisme : le *peuple travailleur*. 57

Les interprétations des sciences sociales. 60

2.2. La construction politique du clivage social. Le péronisme et la politique de 1955 à 1973. 62

3. La première blessure. La fin du populisme et le modèle développementiste (1955 - 1973). 67

Le conflit social sous le développementisme. 73

4. La déstructuration. La dictature et le néolibéralisme (1976 - 1999). 76

4.1. La dictature militaire de 1976-1983. 77

Les causes de la dictature : crise et échec du péronisme. 78

Le projet de la dictature : d'une réforme de l'État jusqu'à une réforme de la société. 81

Les syndicats et la mobilisation populaire. 82

La structure sociale. 84

Les politiques sociales. 85

4.2. Quand démocratie se conjugue avec pauvreté (1983-1999). 87

L'appauvrissement. 88

Le gouvernement radical (Alfonsín 1983 – 1989). 90

La décennie péroniste de Menem (1989 – 1999). 93

4.3. La réponse publique à la décomposition du social : les politiques de

lutte contre la pauvreté. 102
5. Conclusions. 104

CHAPITRE II
LA QUESTION SOCIALE REDECOUVERTE OU QUAND LES « *TRAVAILLEURS* » SONT DEVENUS DES « *PAUVRES* ». 112

1. Un surprenant consensus. 117
2. La question sociale redécouverte : pauvreté et paupérisation. 120
3. Comment mesure-t-on la pauvreté en Amérique latine ? Seuil de pauvreté et besoins élémentaires. 122
3.1. Le seuil de pauvreté. 123
3.2. Les besoins de base insatisfaits ou *NBI*. 126
4. La tradition sociale latino-américaine. 130
Lorsque l'État regarde ses classes laborieuses : l'exemple du « Rapport Bialet Massé ». 133
5. Des raisons pour un changement de perspective. 142
5.1. La relation étroite des États avec les organismes internationaux de crédit. 144
5.2. Le problème des classes sociales. 148
5.3. Le changement « sociétal ». 152
6. Les conséquences de la nouvelle conceptualisation : rupture de la tradition sociale et début de la *lutte contre la pauvreté*. 155
Focalisation et décentralisation : la mise en œuvre des politiques. 159
7. Quelques connotations théoriques sur l'emploi de la notion de pauvreté dans la définition de la question sociale. 163

CHAPITRE III
DEUX FIGURES DE L'HABITAT POPULAIRE : LE QUARTIER ET LE BIDONVILLE. 171
LE QUARTIER 176

1. Le quartier de début du siècle : lorsque l'inscription territoriale dans la ville devient une composante importante de l'identité populaire (1900–1930). 177
Le contexte social et le contexte urbain. 178
Le quartier comme lieu de la solidarité et de la propriété. 181
La vie associative et le rapport au politique. 182
2. Le lotissement et le quartier populaire : les quartiers du Grand Buenos Aires (péronisme et développementisme, 1945 – 1976). 188
2.1. Le lotissement et ses conditions historiques. 191
Quelques difficultés. 195
2.2. *La casa propia* : le sens de la propriété du logement. 196
2.3. Le quartier du *peuple travailleur*, lorsque la politique quitte le quartier pour la ville de masse. 201
La rupture du compromis dans les années soixante-dix. 203

LES BIDONVILLES 205

3. Les *villas*. Du bidonville argentin et de comment il intègre le vécu des catégories populaires. 206
3.1. L'origine, l'évolution et la consolidation du bidonville argentin. 207

Les origines. 207
Installation et évolution. 209
Le bidonville à l'époque péroniste : un système d'accueil pour les ruraux (1940-1950). 212
Le bidonville sous le développementisme (1955-1976). 214
Le bidonville à l'époque de la fracture sociale (1976-1999). 217
3.2. Une description écologique des bidonvilles à Buenos Aires : la *casilla*, l'entassement et la localisation marginale. 220
a) Les logements. 220
b) La configuration du bidonville. 224
c) La localisation dans la ville. 229
3.3. Culture du bidonville ? L'identité stigmatisée. 232
3.4. Deux exemples d'étiquetage de la *villa* : les *plans de déracinement* et les journaux télévisés. 241
Les plans *d'éradication*. 241
Les journaux télévisés et la presse écrite. 244
4. L'inscription urbaine des catégories populaires à Buenos Aires. 249

CHAPITRE IV 258
LES OCCUPATIONS ILLEGALES DE TERRES DES ANNEES QUATRE-VINGT ET QUATRE-VINGT-DIX.

L'HISTOIRE DES OCCUPATIONS 260

1. L'origine des *asentamientos* : inondations et militants. 267
2. La naissance de *El Tambo* : organisation et répression. 276
3. Le *22 de Enero* : l'explosion et l'occupation spontanée. 288
4. Dès terrains de *El Privado* vers le *17 de Marzo*. 295
El Privado : l'expulsion judiciaire et la construction d'une nouvelle occupation. 295
17 de Marzo : la formation de la troisième occupation avec l'apport des quartiers voisins. 300

LA CONSTRUCTION D'UN QUARTIER 304

5. La production de l'habitat comme projet de construction d'un quartier. Reconstruction de la sociabilité primaire et inscription territoriale. 305
5.1. Les habitants des *asentamientos*. Qui sont-ils ? Quelle âge ont-ils ?, quel rapport ont-ils au travail et à l'emploi ?, quel niveau éducatif ?, où habitaient-ils ?, pourquoi se sont-ils ralliés à l'occupation ? 307
Lieu de provenance. 307
Âge et sexe de la population. 310
Les foyers. 311
Scolarité. 312
Emploi. 316
5.2. Un quartier qui se construit : description de l'évolution de l'habitat des *asentamientos*. 320
Espaces familiaux et communautaires dans l'*asentamiento* : des premiers jours de l'occupation à la consolidation du quartier. 320

Le travail collectif et l'organisation communautaire dans la production de l'habitat. 330
L'accès à l'infrastructure de services urbains. L'exemple de l'eau potable 331
Les espaces communautaires 336
5.3. Raisons et motifs d'une décision : *Nous voulions une place à nous.*

CHAPITRE V
FORMES D'ORGANISATION ET PRATIQUE POLITIQUE. 348

1. La première forme de l'action collective : Démocratie de base, mobilisation et confrontation avec l'État. 351
1.1. L'antécédent historique du premier modèle : l'expérience des *asentamientos* de Quilmes. 360
1.2. Les premiers pas des organisations : entre l'urgence et le projet. Le rôle des agents extérieurs. 363
1.3. L'expérience du premier modèle d'organisation telle qu'elle a été vécue dans les trois *asentamientos* de La Matanza. 370
Le cas de *El Tambo*. 370
Le cas du *17 de Marzo.* 372
Le cas du *22 de Enero*. 379
2. La seconde forme d'organisation : fragmentation des organisations, légalisation et intégration au jeu politique. 392
Le rôle de l'organisation et la pratique politique des dirigeants. 402
La participation des *vecinos*. 405
Le conflit, l'opposant et la représentation des habitants dans le quartier. 409
3. La politique au quartier. 415
Las *manzaneras*. Le phénomène des délégués de pâté de maisons repris par l'État. 416
Lorsque la route est coupée. 420

CHAPITRE VI
VIVRE DANS LES MARGES : LA LOGIQUE DU CHASSEUR 426

1. Le récit d'une vie : Javier, la radio et le quartier. 429
La politique vue du quartier. 429
La Radio Action. 433
Mon vieux est hors du temps. 437
- T'en as pas assez de chercher du boulot ?
- Bien sûr que j'en ai assez, j'en ai vraiment marre. 439
Je crois pas que ceux de mon âge puissent avoir un boulot stable. 441
Je peux encore étudier parce que ma vieille me paie parfois le transport. 444
- Vous allez pas décider ma vie [...]
- De qui tu parles quand tu dis « vous » ?
- Vous ?... ceux qui font mine de contrôler le pays [...] et aussi ceux qui les soutiennent dans les bases, parce que ces mecs-là ils sont encore plus salauds que les autres. 449
2. Le récit d'une autre vie : Marcelo, les chaises et son oncle Manuel. 458
- Y a-t-il des accidents de travail dans l'usine ?
- Non, parfois seulement, quand tu te brûles avec les chaises qui

sortent du four. 462
Dans certaines [boîtes de nuit] ils passent des bailantas *et des* cuartetos, *et dans d'autres du rock.* 465
3. De la marginalité et de la façon dont les institutions modèlent la vie sociale. 468
Javier et Marcelo dans un monde instable. 474
L'inscription dans le quartier. 478
Les chasseurs. 481

CHAPITRE VII
L'inscription territoriale et les logiques de la mobilisation collective. 490

1. Les occupations illégales en Argentine sous une perspective de l'intégration sociale. 491
1.1. De la sociabilité primaire aux médiations institutionnelles. 491
1.2. Défense de l'identité menacée et lutte pour la reconnaissance. 498
2. De l'inscription territoriale. 507
2.1. Les solidarités de quartier. 507
2.2. Les institutions au quartier. 516
3. Action collective et rapport au politique 521
Les organisations de quartier face aux structures des solidarités locales. 523
La dimension stratégique de l'action. 528
Lutte pour la reconnaissance et production identitaire. 528
Les institutions publiques et l'État. 529
3.1. Un jeu à trois voix : les logiques de l'action. 531
3.2. Le quartier entre les mouvements sociaux et le clientélisme. 542
Les mouvements sociaux en milieu urbain. 543
Le clientélisme. 545
Le double jeu des organisations de quartier : protestation et négociation. 547

CONCLUSIONS 554

1. La place du quartier dans le raisonnement sociologique. 556
Lorsque le quartier est séparé de la société. 557
Lorsque le quartier est déterminé par la société. 560
Le quartier dans une perspective d'intégration. 566
Les spécificités du local en milieu urbain. 574
Première spécificité du quartier : le territoire comme source de pouvoir. 578
Deuxième spécificité du quartier : la cohésion. 579
Troisième spécificité du quartier : le prestige, les normes et le style. 584
Quatrième spécificité du quartier : une voie d'intégration. 582
Les limites du quartier. 584
2. Quand le quartier est l'objet des politiques publiques. 588
Le quartier comme terrain des politiques publiques. 589
La régulation. 593
Démocratie et espace public : une place pour le conflit. 601

Index des noms cités. 605

Bibliographie 608

Liste de tableaux statistiques, de cartes et d'encadrés 622

Table des matières 624

Quatrième de couverture

Le quartier populaire est souvent évoqué par la sociologie. D'une part, il est évoqué comme espace des politiques publiques. Dans les villes d'Amérique du Sud, le quartier populaire apparaît comme une pièce maîtresse des stratégies de « lutte contre la pauvreté » et de la promotion de la « participation » visant à une promotion de la démocratie. Dans les villes du Nord, le quartier est évoqué comme lieu privilégié dans une stratégie réclamant le « redéploiement » de l'État ou comme instrument approprié pour la mise en place de politiques d'intégration sociale.
D'autre part, le quartier est évoqué comme un espace privilégié dans les stratégies de la recherche sur la « nouvelle question sociale ». Devant l'action collective à base territoriale, confronté aux problèmes de violence, d'anomie ou de révolte urbaine, le chercheur va au quartier afin de saisir la nature de ces manifestations collectives.
Cependant, le quartier populaire constitue souvent un piège pour le raisonnement sociologique. Tantôt il est considéré comme une réalité autonome, comme un lieu où les dimensions « authentiques » de la nouvelle réalité sociale deviennent observables, comme le lieu où la participation citoyenne trouve sa place. Tantôt il est négligé comme une pure apparence, le quartier est ainsi considéré comme la manifestation d'une réalité sociale qui trouve sa clé « ailleurs », le local ne peut pas être pris comme lieu d'organisation des politiques dès lors que les dynamiques sociales sont définies dans la société « globale » ou « mondiale ».
Comment sortir de ce paradoxe ? Quel statut devons-nous accorder au local dans le raisonnement sociologique sans autonomiser la « réalité » du quartier populaire, sans hypostasier ce qu'on y « voit » ; mais sans ignorer non plus que le local n'est pas entièrement déterminé par la « société », qu'il peut être source de pouvoir, de prestige et d'intégration sociale ? Ce statut à la fois théorique et politique du local peut être construit à partir d'une observation du quartier dans la perspective de l'intégration et de l'action collective. En quoi le quartier est source d'intégration (et en quoi ne l'est-il pas) ? Quel type d'action collective peut avoir pour base le territoire urbain et quels sont ses limites ?
Une tentative de réponse à ces questions est construit à partir de la description des *asentamientos*, une nouvelle forme d'occupation illégale de terres urbaines observée en Argentine à partir des années 1980. Cette analyse donne l'occasion d'observer la double évolution du rapport au politique et de l'identité sociale des catégories populaires confrontées au vertigineux processus de transformation sociale opéré dans ce pays. Face à un véritable phénomène de « désaffiliation » sociale, une partie des catégories populaires trouvera dans l'inscription territoriale une possibilité de réponse à son désarroi et dans l'action collective à base locale une occasion de recomposer son rapport au politique. Qu'est-ce que le projet de construction d'un quartier apporte à ces individus en termes d'intégration sociale ? Et qu'est-ce que cette inscription dans la ville ne peut pas apporter ? Comment devient-on un individu dans les marges de la ville ? Quelle forme adopte le rapport au politique lorsqu'il est bâti sur la base d'une action collective locale ?
Au-delà du cas argentin, les réponses à ces questionnements sont enrichies par des observations faites dans des quartiers d'autres villes du « Nord » et du « Sud ».

Denis Merklen

32, rue du Javelot – 75013 Paris
e-mail : denis.merklen@free.fr
merklen@ehess.fr